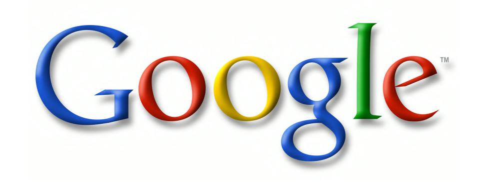
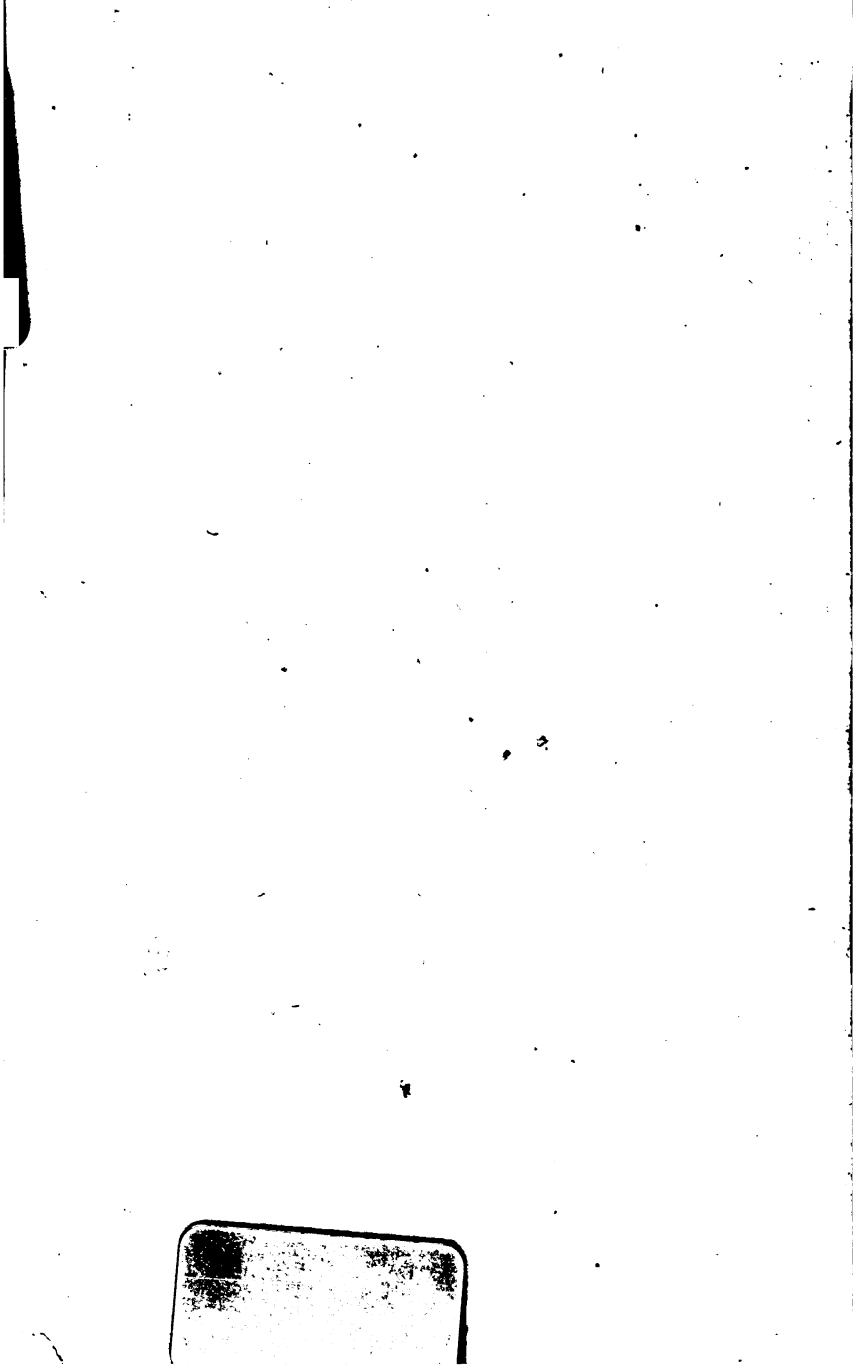







*AZ 6101/1*

# HISTOIRE
# DE FRANCE

Paris — Imprimerie de Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins,
près le Pont-Neuf.

# HISTOIRE

# DE FRANCE

PAR M. TH. BURETTE

PROFESSEUR D'HISTOIRE AU COLLÉGE STANISLAS.

---

CONTINUÉE DEPUIS 1789 JUSQU'EN 1830

PAR M. MAGIN,

INSPECTEUR DE L'ACADÉMIE D'ORLÉANS.
EX-PROFESSEUR D'HISTOIRE AU COLLÉGE ROLLIN,

TOME PREMIER.






PARIS

CHAMEROT, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, 33.

1842

# HISTOIRE

# DE FRANCE

## CHAPITRE PREMIER.

### LA GAULE.

L'HISTOIRE de la Gaule gauloise se compose de deux grands faits, les émigrations des Gaulois, la conquête du pays par les Romains. Le premier nous est arrivé embelli, défiguré par les exagérations de la peur ; il ne touche pas, à proprement parler, la Gaule, quoiqu'elle lui doive en grande partie son illustration. Ce n'est que l'histoire des peuples qu'elle repousse en quelque sorte de son sein, et qui se lancent dans des expéditions d'un intérêt immense pour les peuples menacés, presque nul pour la mère-patrie, qui tout au plus en apprenait quelques particularités par la renommée ou par les récits des fuyards. Le second fait nous est mieux connu, parce que c'est un morceau de l'histoire romaine. Par une espèce de fatalité, nous ne savons bien qu'une chose de la Gaule, c'est son anéantissement ; après César, elle

n'est plus Gauloise, elle est Romaine. C'est à l'époque où s'accomplit cette grande révolution que se rapportent la plupart des données grecques et romaines sur la Gaule ; en remontant plus haut, tout manque, et même les fables. Ce n'est donc pas ici la place d'un tableau de la société gauloise ; le seul que l'on puisse présenter la dépeint telle qu'elle était un siècle et demi avant J.-C., c'est-à-dire au moment où pour la première fois les Romains interviennent au delà des Alpes. Nous allons d'abord donner l'histoire des expéditions qui portèrent le nom gaulois depuis le détroit de Gadès jusqu'au Danube et aux rivages d'Asie, tandis que la Gaule elle-même, cet autre *laboratoire des nations* [1] pour le monde ancien, restait dans le lointain, environné de ténèbres, à peine connue de quelques marchands.

## I.

*Émigrations des Gaulois.* — Aussi loin que l'on peut remonter, on trouve la Gaule occupée d'une manière irrégulière par deux races distinctes, les Galls et les Kimris [2], venues toutes deux de l'Orient, et qui conservèrent dans leur langue et leur religion des traces profondes de leur origine.

Ces deux races étaient ennemies l'une de l'autre, et la limite générale qui les séparait était la Loire, quoiqu'elle ait été dépassée à la fois en plusieurs points et par les Galls et par les Kimris. Il fallait néanmoins que cette séparation

[1] Jornandès, qui écrivait à l'époque de la grande invasion, appelle la Chersonèse Cimbrique le *laboratoire du genre humain.* L'opinion commune d'alors était que toutes les nations barbares qui venaient d'envahir l'empire romain étaient sorties de là.

[2] Voyez, pour toute cette partie, la savante et consciencieuse *Histoire des Gaulois*, de M. Amédée Thierry.

fût bien tranchée ; car, longtemps après les Romains, la Loire continua à être regardée comme frontière, et même encore aujourd'hui que tant de fusions se sont opérées sur l'ancien sol gaulois, l'habitant du midi n'a pas perdu toute son antipathie pour les hommes d'au delà du fleuve. Il paraît que les Kimris avaient envahi sur les Galls, anciens possesseurs de toute la contrée, les provinces qu'ils occupaient, et leurs tribus turbulentes continuèrent à inquiéter le peuple qu'elles regardaient comme vaincu. Les Kimris de l'autre côté du Rhin, car cette race occupait tous les pays alors sans nom qui vont du Danube à ce fleuve, venaient de temps en temps refouler leurs anciens frères sur la population gallique en les envahissant à leur tour. Toute tribu kimrique pure qui passait le Rhin faisait passer la Loire à une tribu gallo-kimrique, qui, elle à son tour, envoyait par delà les Alpes et les Pyrénées une tribu de race gallique. Telle fut la première et principale cause des émigrations gauloises.

Le premier de ces grands mouvements de population, indiqué par les étrangers qui nous ont appris tout ce que nous savons des Gaulois, est une émigration des Celtes, qui occupaient en Gaule les pays désignés aujourd'hui sous le nom de Guyenne et de Gascogne. Ils passent les Pyrénées de l'an 1400 à l'an 1500, et de leur mélange avec la race ibérienne naît le peuple celtibérien.

Puis la confédération des *Ambra* (*des vaillants*) se jette sur l'Italie. Ils repoussent les Sicules en Sicile, se répandent jusqu'au Tibre, et se voient, en moins d'un siècle, maîtres de toute la haute Italie (1200, 1300). Ils avaient ouvert la route aux autres tribus gauloises. Une invasion de Kimris vient précipiter sur l'Italie un nouveau torrent de Gaulois. Hésus le Puissant tombe avec sa horde sur le nord de la Gaule, vers l'an 581. De grands mouvements ont lieu sur toute la surface du pays : les hommes du nord-est

reportent l'invasion dans la patrie des envahisseurs, et s'établissent sur les bords du Danube sous la conduite de Sigovèse. Ceux du centre, conduits par Bellovèse, vont retrouver les Ambra. A la suite de ces deux grandes émigrations galliques, paraissent quelques peuples gallo-kimriques, chassés par les Kimris d'Hésus le Puissant. Préférant les plaines d'Italie, qui leur sont ouvertes, aux contrées galliques, dont il faut faire la conquête, ils viennent prendre leur part de butin dans ce pays, qui depuis plusieurs siècles était livré à toute bande gauloise qui voulait passer les Alpes. Les Kimris semblent conserver dans leur nouvelle patrie la prédominance qu'ils avaient dans l'ancienne sur les Galls; quand vient plus tard la grande lutte avec Rome, ce sont deux peuples de race kimrique, les Sénons et les Boiens, qui jouent le principal rôle, et la Gaule cisalpine n'est *pacifiée,* pour nous servir de l'ironique expression des vainqueurs, que quand tous les deux ont disparu de l'Italie. Les marches de populations continuèrent encore quelques années; mais peu à peu l'agitation produite par la conquête d'Hésus se calmait, l'Italie du nord regorgeait de Gaulois, et, les nouveaux venus ne trouvant plus rien à prendre, l'émigration s'arrêta. C'est vers l'an 521 que les Alpes virent passer la dernière bande de Gaulois.

Mais ceux qui sont passés vont toujours en avant; ils s'étendent en tous sens, en Illyrie, en Pannonie, en Campanie; ils poussent leurs avant-postes jusqu'au Pont-Euxin, jusqu'aux Scythes et aux Thraces, et montrent pour la première fois à la Macédoine ces hautes tailles du Nord, ces épées gauloises qui ne devaient pas s'effacer de sitôt de son souvenir. Sous leurs coups redoublés, le monde étrusque, qui avait dominé sur la haute Italie, croule de toutes parts; avec lui disparaît cette civilisation, moitié grecque, moitié orientale, que ce peuple mystérieux avait répandue dans ce qui fut plus tard la Lombardie. Des cabanes s'élèvent où

étaient de grandes cités, et les fastueux Étrusques sont remplacés par des hommes sans meubles, ne vivant que de viandes et couchant sur l'herbe ou sur la paille. L'an 391, trente mille Senons assiégeaient Clusium; ils voient arriver dans leur camp trois jeunes gens qui leur enjoignent avec menaces de se retirer. Le brenn [1] Senon les avait reçus avec mépris. Ils se mettent à la tête des Clusins, et l'un d'eux tue dans une sortie un chef gaulois. Ces trois jeunes gens venaient de Rome, petite cité latine qui commençait à s'étendre, et entrait de son côté dans l'Étrurie, que les Gaulois attaquaient par le nord. « A Rome ! » s'écrient les Sennonais, et ils s'avancent sur la patrie des agresseurs. Ils battent les Romains, brûlent la ville (390), restent campés dix-sept ans sur son territoire, à Tibur, d'où ces guerriers, anéantis par Tite-Live, durent la tenir longtemps en respect ; on conçoit alors cet empressement des Romains pour aller s'établir à Veies, moins rapprochée de ces hôtes incommodes. Le pillage d'une cité qui ne leur avait pas offert grande résistance dut laisser peu de traces dans l'esprit des Gaulois ; plus tard, quand Rome devenue grande leur rappela cet exploit dès longtemps sans doute oublié, ils se souvinrent, et adoptèrent avec avidité une tradition qui mettait à leurs pieds les maîtres du monde. Mais, à coup sûr, on en parla peu chez les Boiens et les Cénomans, encore moins au delà des Alpes, chez les Séquanes et les Bituriges.

Rome ne s'avouait pas vaincue cependant : remise de sa première terreur, elle attend de pied ferme les hommes devant lesquels elle a fui à Allia. Elle s'arme de toute sa force pour leur résister ; un trésor se forme, uniquement

[1] Brenn en langue kimrique veut dire *roi*. C'est de ce mot que les Romains ont fait leur Brennus, à peu près comme ils ont fait un nom propre du Suréna des Parthes.

consacré aux guerres gauloises ; quand il y a *tumulte gaulois*, les vieillards sont forcés de marcher. Le dictateur Sulpicius habitue d'abord les Romains à l'aspect effrayant des barbares, les rassure par une guerre de détail (361-62), et, quand, huit ans plus tard, ils reparaissent dans le Latium, on ne craint pas de se mesurer avec eux ; ils sont battus près du mont Albano (350). Découragés, peut-être occupés ailleurs, les Gaulois sont cinquante ans sans se montrer aux Romains : l'an 299, une bande de Transalpins vient ranimer leur ardeur conquérante, et la lutte recommence. Rome fut en danger, on le démêle aisément à travers les phrases de Tite-Live, à travers le *dévouement* des Décius, et l'épisode du corbeau auxiliaire ; elle l'emporta cependant à la fin, imposa une paix aux envahisseurs (284), et fit une colonie romaine de Séna, bourg principal des Boiens. Néanmoins, sauf ce dernier article, ses succès jusque-là étaient peu alarmants, elle n'avait encore fait que se défendre.

Trois ans après cette paix onéreuse, la Cisalpine vit descendre des Alpes un nouveau peuple conquérant. C'étaient les Tectosages, tribu des Bolgs, nouveaux venus de la Gaule, que de violentes dissensions avaient forcés de s'expatrier. Soit antipathie de race, soit que la Cisalpine ne leur offrît plus de terres à prendre, ils passèrent outre et la traversèrent dans toute sa longueur. Ils arrivèrent ainsi, toujours marchant au milieu de populations gauloises, jusqu'aux portes de la Macédoine, que se disputaient Pyrrhus et Antigone. Ils s'y précipitent, enfoncent la phalange, et quand ils ont pillé le pays, descendent en Grèce. La pauvre Grèce des successeurs d'Alexandre se secoue un moment en présence d'ennemis plus redoutables que les Perses de ses vieilles guerres ; Athènes parvient à former une ligue, et une armée se poste aux Thermopyles. Les barbares tournent le défilé, comme Xerxès et Caton, et entrent dans la

Phocide. Ce dut être un terrible spectacle pour cette nation dégénérée de la basse Grèce, si l'on peut parler ainsi, avec ses mœurs douces jusqu'à la fadeur, ses tribunes, ses temples et ses écoles, de voir au milieu d'elle des hommes hauts de sept pieds, portant des armes gigantesques et d'une forme inconnue, dont le langage était un croassement, pour nous servir de l'expression d'un de ses historiens, et qui n'entendaient pas la prière du vaincu. Elle s'en vengea à sa manière : « *S'il y avait quelques enfants,* dit « Pausanias, *qui parussent plus gras que les autres ou se* « *nourrir d'un meilleur lait, les Gaulois buvaient leur* « *sang et se rassasiaient de leur chair... Mais ces barbares* « *impitoyables assouvissaient encore sur elles leur bruta-* « *lité, lors même qu'elles rendaient l'âme, et sur quelques-* « *unes lorsqu'elles étaient déjà mortes.* » Les Gaulois avaient entendu parler du fameux temple de Delphes, soit aux prisonniers, soit à leurs frères du Danube, ils dirigèrent leur marche de ce côté : toute la Grèce s'y trouva. Les envahisseurs furent repoussés, et leur Brenn périt dans la retraite ; mais elle fut moins désastreuse que ne le disent les Grecs. Sortis de la Grèce, les Tectosages font la loi près d'un siècle au monde d'Alexandre. « *Nul roi sur le trône ne s'y* « *croyait en sûreté, nul roi déchu n'espérait d'y remonter,* « *s'il n'avait pour lui le bras des Gaulois.* » (Justin.)

Les Gaulois servaient alors comme mercenaires dans l'univers entier. Tandis que Pyrrhus les menait avec lui en Italie, qu'ils venaient s'offrir par vingt mille à Philippe pour l'aider à repousser les Romains, que tout roi de l'Asie, petit ou grand, avait sa troupe ou son armée de Gaulois, Carthage venait recruter ses armées sur les bords du Rhône, et les montrait tour à tour à toutes les contrées de l'Occident, à l'Espagne, à l'Italie, à la Sicile. Les Cisalpins eux-mêmes avaient des mercenaires gaulois : c'étaient des bandes de Geisates (hommes armés de gais), accourues de la Transal-

pine, qui figurent dans toute la durée de la lutte que nous verrons s'établir bientôt entre les Gaulois de l'Italie et les Romains. Revenons à ceux du Danube. Une de leurs bandes passa le détroit et vint fonder au centre de l'Asie Mineure un royaume, ou plutôt un campement gaulois, assez semblable à celui qui fut établi plus tard, à peu près au même lieu, par les Turcomans, et d'où ils pillaient à leur aise les molles populations dont ils étaient entourés. Quand les légions romaines eurent brisé un à un tous les petits royaumes, débris du grand royaume d'Alexandre, elles reculèrent un moment devant les Gaulois de l'Asie. Cn. Manlius les ramena à la charge, et après une rude guerre, dont nous n'avons plus les détails, la Galatie fut enfin soumise ; mais on la ménagea. Ce ne fut que sous Auguste qu'elle fut réduite en province romaine ; et saint Jérôme nous apprend que, de son temps, la langue et les mœurs gauloises n'avaient pas encore disparu de l'ancienne Galatie.

C'était le sort des Gaulois de faire trembler partout les Romains et de tomber partout sous leurs coups. Il n'y avait plus que deux puissances en Italie, Rome et les Gaulois : la première s'adjuge quelques terres senonnaises (264), et la lutte s'engage entre les deux peuples rivaux. Les Boiens, les Anamans, les Insubres, les Lingons, se rassemblent sur les bords du Pô, et deux rois transalpins viennent se joindre à eux. « Les chefs gaulois avaient tiré de leurs temples « les drapeaux relevés d'or qu'ils nommaient les immo- « biles : ils avaient juré solennellement et fait jurer à leurs « soldats qu'ils ne détacheraient pas leurs baudriers avant « d'être montés au Capitole (*Michelet*). » A cette nouvelle, Rome se croit perdue ; un couple gaulois prend possession du sol dans le *Forum Boarium ;* sept cent soixante-dix mille soldats sont sur pied. Après quarante ans de combats, la victoire reste enfin aux Romains. Des tributs sont imposés, et la Cisalpine se couvre de colonies : mais tout n'était pas

fini. Le secours vint encore des Alpes ; mais cette fois ce n'était pas un Gaulois, c'était Annibal. Les Cisalpins crurent un moment qu'ils allaient ressaisir à jamais leur ancienne supériorité : vainqueurs des Romains sous Annibal à Trasimène, à Cannes, ils avaient traversé en tous sens, du Tibre aux rivages tarentins, le territoire de leurs rivaux, et étaient venus camper devant Rome. Le désenchantement fut cruel ; ils s'étaient jetés à corps perdu dans la cause de Carthage, et avaient même suivi Annibal jusqu'en Afrique (le tiers de l'armée de Zama était composé de Gaulois) : toute la haine qui s'attachait au nom gaulois et au nom carthaginois s'était accumulée sur leurs têtes, et Rome victorieuse leur déclare une guerre à mort (201). C'est encore un Carthaginois, Amilcar, soldat d'Annibal, resté parmi eux, qui les guide dans cette dernière lutte. Le fort de la guerre tomba sur les Boiens ; les Romains, vainqueurs dans un combat livré à ce peuple en 196, tuèrent jusqu'aux chevaux. Scipion Nasica, demandant le triomphe au sénat, se vanta en pleine assemblée de n'avoir laissé vivant de la race boienne que les vieillards et les enfants. Il fallut céder à ces terribles conquérants : les débris de cent douze tribus boiennes abandonnent une terre où on veut les anéantir, et se réfugient au fond des colonies gauloises du Danube (190). Une fois les Boiens disparus, il ne restait plus en armes que les Ligures, race dure et féroce, qui se retranchait dans la guerre de partisans, où elle excellait : on l'extermina dans ses montagnes, et la Cisalpine fut pacifiée (187). Les Romains purent signifier aux Transalpins que la haute Italie, devenue province romaine, leur était désormais fermée : c'était leur annoncer que leur propre pays ne serait pas longtemps fermé aux légions.

Ici finit, avec l'indépendance du chef-lieu des émigrations gauloises, l'histoire de ces émigrations. Avant de passer à la conquête d'un peuple aussi éminemment conquérant, il est

nécessaire de présenter quelques réflexions sur ces expéditions lointaines dont nous n'avons encore donné que le récit.

La première, la principale cause des émigrations gauloises, se trouve dans les invasions étrangères : c'était là une de ces grandes causes qui reviennent tout au plus de siècle en siècle ; mais il en était une de tous les jours dont nous n'avons pas parlé, et qui n'a pas moins d'importance ; c'était le besoin d'une terre plus riante, le désir du butin, l'ennui même d'une vie sédentaire, et le manque de guerre sur le sol natal. La horde gauloise qui brûla Rome avait passé les Alpes pour avoir en abondance de ces vins d'Italie que les marchands grecs et phéniciens lui avaient fait goûter : on sait que l'état de paix est un état violent pour les peuples barbares. Quand le conseil de la tribu avait décidé qu'il y aurait émigration, on amassait des vivres, on rassemblait de tous côtés des bœufs et des chariots, et l'on partait, femmes, guerriers, enfants, marchant devant soi, pillant quand il y avait à piller, combattant quand on refusait le passage, et s'arrêtant là où de belles plaines, de riches villes, invitaient la horde au repos. Cet instinct d'une vie meilleure fut pour beaucoup dans ce débordement presque continuel des peuples gaulois sur la Cisalpine, la Thrace et l'Asie ; il n'y avait là aucune idée de domination universelle, comme quelques-uns l'ont prétendu. Il ne faut pas non plus se représenter la horde émigrante marchant de dangers en dangers et l'épée haute pour ainsi dire. De proche en proche, cette longue bande de terre qui s'étend de la Méditerranée au Pont-Euxin, entre le Danube, la chaîne des Alpes et celle de l'Hémus, s'était peuplée de Gaulois ; et la troupe, partie des bords de la Loire ou du Rhône, pouvait aller jusqu'en face de l'Asie sans sortir de la Gaule. Une dernière réflexion nous reste à faire relativement à la Cisalpine, petite Gaule de l'autre côté des Alpes, où se retrouvent les deux éléments Gall et Kimris qui se partagent la grande

Elle, surtout, doit être considérée comme un prolongement de la Gaule ; c'est même plus qu'une colonie, c'est là que s'arrêtent de préférence toutes les tribus qui passent les monts : sans cesse ravivée, poussée en avant par les nouveaux venus, elle menaçait de ne s'arrêter qu'à la mer. Il fut heureux pour l'Italie que Rome eût grandi à propos et eût fini par les tenir en respect, la Péninsule entière serait devenue inévitablement gauloise ; et l'on peut supposer que, maîtres de toute la contrée qui va du Danube à la mer Ionienne, de l'Océan au Pont-Euxin, les Gaulois eussent commandé à l'univers, et non les Romains.

## II.

*Tableau de la Gaule au second siècle, avant J. C.* — La Gaule des anciens était cette contrée qui s'étendait entre l'Océan et la Méditerranée, les Pyrénées, les Alpes et le Rhin, limites qui sont les nôtres à peu de chose près. Cette vaste contrée, qu'un seul peuple occupe aujourd'hui, était loin d'être une à l'époque dont il s'agit : outre cette grande division du nord et du midi, déjà signalée, existaient encore quelques subdivisions. La partie nord était coupée en deux ; l'une, qui allait de la rive droite de la Seine au Rhin, et qui était habitée par les Kimris purs, ceux de l'invasion d'Hésus le Puissant ; l'autre, comprise entre la rive gauche de la Seine et la Loire, et que possédaient les Gallo-Kimris ou Kimris de la première invasion. Cette seconde partie passait la Loire, et comprenait encore l'espace compris entre l'Océan, la Garonne et une ligne imaginaire qui, suivant la Vienne jusqu'à ce qu'elle fasse un coude, allait retrouver le Tarn à l'endroit de sa jonction avec la Garonne. Au détour de ce prolongement de la contrée Gallo-Kimrique, entre la Garonne, les Pyrénées et l'Océan, était le pays des

Aquitains, qui, chassés de leur pays par cette invasion de Celtes que nous avons assignée à l'an 1500, avaient passé les monts à leur tour, et s'étaient établis à peu près dans l'ancienne demeure des envahisseurs. Avec eux avaient passé en Gaule les Ligures, qui, suivant les côtes de la Méditerranée, étaient remontés jusqu'aux Alpes et au delà, et s'étaient avancés dans l'intérieur des terres jusqu'aux Vosges : leur limite à l'ouest était le Rhône. Tout ce qui restait de pays entre ces diverses populations, appartenait aux Galls, anciennement seuls possesseurs de toute la contrée, et qui, refoulés de tous côtés par des invasions, s'étaient comme réfugiés dans le centre.

Chacune de ces grandes populations se divisait en plusieurs peuples [1] indépendants les uns des autres, unis cependant par certains liens. Le patronage des Romains existait en Gaule, non-seulement pour les individus, mais encore pour les peuples. Les cités faibles se groupaient autour des cités fortes, et leur payaient un tribut : entre elles existaient les mêmes rapports qu'entre le client et le patron. Quelquefois les cités traitaient d'égale à égale et formaient une association libre : telle était la ligue armoricaine. Quelquefois aussi cette association n'était que momentanée ; elle commençait et finissait avec une guerre. C'est ainsi que nous voyons les Belges se coaliser sous Suession pour combattre César, et le

[1] Nous allons donner ici les noms les plus importants. C'étaient 1° Parmi les Kimris, — les Trévires (Trèves); les Bellovaques (Beauvais); les Nerviens (Tournay); 2° Parmi les Gallo-Kimris, — les Carnutes (Chartres); les Senons (le Senonais; la ligue Armoricaine (Bretagne); — 3° Parmi les Galls, les Eduens (Bourgogne) et les Sequanes (Franche-Comté), toujours en guerre entre eux; les Arvernes (Auvergne); — 4° Parmi les Aquitains, les Auskes (Ausch) ; 5° Parmi les Ligures, les Sardes (Roussillon), et les Salyes (Provence).

Vercingétorix de la grande révolte réunir un instant le commandement des forces de la Gaule entière pour résister à l'invasion. Tous les ans, des assemblées avaient lieu dans chaque association, et quand survenaient des affaires d'un intérêt universel, on convoquait une assemblée générale où toutes les cités devaient se faire représenter : preuve qu'un lien secret rattachait tous ces peuples divers, et qu'ils croyaient ne former qu'une seule nation.

Quel était ce lien sacré qui faisait le Ligure frère du Nervien, par lequel des populations différentes de langue, d'origine, de mœurs et souvent d'intérêt, se confondaient volontairement comme dans une seule nation? Le principal était sans doute leur position géographique qui leur faisait une loi de s'unir; mais il en était un autre non moins actif, c'était la religion, la seule chose qui fût vraiment commune à tous.

La religion nationale, le druidisme, avait été apportée en Gaule par les Kimris, mais elle s'était étendue plus loin que leurs armes, et avait pénétré jusqu'à la Méditerranée et aux Pyrénées. Les deux dogmes fondamentaux du druidisme étaient la métempsycose et la croyance en une vie future; mais une vie autrement prononcée que cette vie d'*ombres* dont nous parlent les Grecs. Les Gaulois se prêtaient de l'argent payable dans l'autre vie. Voici la définition que donne du druidisme M. Amédée Thierry : « Une religion « fondée sur un panthéisme universel, métaphysique, mys« térieuse, sacerdotale, présentant avec les religions de « l'Orient la plus étonnante conformité. » Nous n'avons, comme on le peut voir par ce passage, que des idées incomplètes sur ce qu'était le druidisme; la raison en est dans ce caractère mystérieux que lui reconnaît l'auteur qui vient d'être cité. Les druides ne communiquaient guère leurs doctrines aux étrangers. C'est seulement par les étrangers que nous les connaissons.

En face du druidisme, existait en Gaule une autre religion, le polythéisme gaulois. Tout l'Olympe de la Grèce se retrouve ici : Hercule, Mercure, Apollon, Diane, Jupiter, Mars et Minerve, sauf quelques modifications de noms et d'attributs, sont les mêmes en Gaule qu'en Grèce et en Italie ; la supposition la plus probable est que la Gaule dut cette religion aux Grecs de Massalie. On pourrait encore supposer que ceux des émigrés gaulois qui revirent leur pays, y rapportèrent ce qu'ils avaient trouvé dans leurs voyages[1]. Quand les Romains arrivèrent en Gaule, ils res-

[1] A moins qu'on ne prétende avec les auteurs de l'Histoire universelle que c'étaient les Grecs qui devaient leurs dieux aux Gaulois ; voici une note assez curieuse extraite du tome XIII, page 311, dans laquelle ils donnent à l'appui de leur assertion les synonymes celtiques des noms grecs de ces dieux. Nos lecteurs en feront ce qu'ils voudront.

| | |
|---|---|
| Mercure. | Merkwr. Un marchand. Markwr, un messager. |
| Hermès. | Armès. Devin. |
| Télamon. | Telmon. Un grand homme. |
| Jupiter, Jovis. | Jevanc. Un jeune prince. |
| Junon. | Jevanc. Une jeune princesse. |
| Vénus. | Ghwin. Bell. |
| Tonans. | Taran. Qui lance le tonnerre. |
| Mars, Mavers. | Mawrs-ruylk, guerrier puissant (d'où vient probablement le nom de Maurice). |
| Neptune. | Nofd-Dylz. Nageant sur les flots. |
| Hercule. | Erchyl. Terrible. |
| Vulcain. | Waelgin ou giuta. L'inventeur des armes d'acier. |
| Apollon. | Aphaul ou Apheulin. Le fils du soleil. |
| Titan. | Titaau. La maison de feu. |
| Triton. | Trwyton. Qui se promène sur les flots. |
| Minerve. | Minarsau. Qui donne la trempe aux armes. (Minerve était une divinité guerrière. Elle sort du cerveau de Jupiter armée de pied en cap. — l'Égide ) |
| Diane. | Dianas. Chaste et sans tache. |

Ces rapprochements sont quelquefois hasardés, mais aussi l'on

tèrent comme stupéfaits d'y trouver tous leurs dieux. S'emparant avec avidité de cette découverte, ils en profitèrent pour abattre plus sûrement le druidisme, religion plus profondément nationale, et dont le caractère exclusif devait en faire un redoutable ennemi de la conquête.

Toutefois, tant que la Gaule demeura gauloise, il paraît à peu près certain que, dans le nord surtout, le druidisme fut la religion dominante. Au défaut du reste, le grand rôle politique que l'on voit jouer aux druides, le prouverait à lui seul. Autant qu'on peut le conjecturer en s'appuyant sur les vagues données de quelques Grecs, le gouvernement de la Gaule était, dans le principe, une vaste théocratie dont le siége était dans le pays des Carnutes, où se tenait l'assemblée générale des druides. « Les rois de la Gaule, dit Dion Chrysostôme, sur leurs siéges dorés, au milieu de toutes les pompes de leur magnificence, n'é-

est forcé de convenir qu'ils ont souvent quelque chose de frappant. Au surplus, les auteurs que nous citons vont encore plus loin ; ils prétendent que le latin lui-même et les langues de l'Europe ne sont que des dérivés du celtique, et là-dessus ils présentent quelques mots identiques que nous allons rapporter ici pour donner une idée à la fois et des rapports qui peuvent exister entre ces deux langues, et de la physionomie du vieux celtique.

Tor. terra. Aur. aurum. Mur. murus. Anival. animal. Arva. arma. Geviel gemeli.
Mor. mare. Avon. amuis. Mawr. mori. Tirm. turma. Gayan. hyems. Priv. Primus.
Engel. ignis. Ghwrjdr. vitrum. Trew. tribus. Terwim. terminus. Liwz. liber.
Aror. aer. Fymnon. Fons. Offrail. offertorium. Galaw. calamus. Nyver. numerus.

C'est une opinion qui n'a pas encore été abandonnée de nos jours, et pour laquelle, comme dit M. de Neufchâteau, on a rompu plus d'une lance à l'Académie. Ceux qui désireraient approfondir la question peuvent consulter l'Histoire universelle citée plus haut, ils y trouveront indiquée une masse de sources imposante.

taient que les ministres et les serviteurs de leur secte.»

Le corps des druides, si puissant à cette époque, avait, comme les dogmes qu'il enseignait, quelque chose de mystérieux et de terrible. Ses sanctuaires sont de ces vieilles forêts comme en décrit Lucain. « Lucus erat longo nunquam violatus ab ævo. » Ses monastères de vierges sont des îles inabordables, dont les rochers sont toujours battus par la tempête ; celui qui veut se faire initier à ce corps redoutable, doit s'enfoncer vingt ans dans une caverne. Que s'y passe-t-il durant ce long noviciat ? Le peuple n'en sait rien. Puis, quand les vingt années d'épreuves l'auront purifié, il reparaîtra déjà vieux, maître de la religion et de la science, à la fois prêtre, magicien, homme politique et philosophe. Il y avait dans les druides, plus leur immense influence, quelque chose de ces prêtres égyptiens dont nous parle Hérodote, qui vivaient en corps, étaient à la fois comme eux, prêtres et philosophes, et faisaient un secret au peuple de la religion et de la science. Les druides gardèrent encore mieux leur secret que les prêtres égyptiens dont peut-être ils descendaient, puisque l'on s'accorde assez aujourd'hui à donner au druidisme une origine orientale : car du moins ceux-ci ouvrirent leurs trésors aux Grecs, et l'on ne voit pas que jamais druide ait communiqué ses doctrines à un étranger. Il y a une phrase de Cicéron (*De divinat.*), où il parle d'un druide qu'il a connu à Rome, et dont on s'est emparé pour conclure qu'il fut initié par lui aux mystères druidiques. La phrase n'en dit rien ; et nous la rapporterons ici [1], et l'on peut voir de quoi

[1] Eaque divinationum ratio ne in barbaris quidem gentibus neglecta est : si quidem et in Galliâ druides sunt, e quibus ipse Divitiacum æduum, hospitem tuum laudatoremque cognovi ; qui et natione rationem, quam physiologiam Græci appellant, notam esse sibi profitebatur ; et partim auguriis, partim conjecturâ, quæ essent futura dicebat.

il s'agit précisément. On pourrait même trouver que dans ce *profitebatur* il perce un peu de dédain pour les prétentions du barbare.

Les rites du druidisme étaient sanglants. La volonté du dieu caché qu'il révérait, se faisait connaître dans les palpitations d'une victime humaine. On connaît ces immenses statues d'osier où l'on sacrifiait en grand, et qu'on avait probablement empruntées, comme le reste, à l'Orient : la phénicienne Carthage sacrifiait aussi en grand. Une de leurs principales cérémonies était la récolte du gui. Le gui sacré devait être pris sur le chêne, l'arbre par excellence, celui dont se composaient les forêts saintes, celui qui nourrissait leurs troupeaux de porcs et qui d'abord dut les nourrir eux-mêmes. Coupé avec une faucille d'or, recueilli sur un linge qui n'avait jamais servi, le gui était une *panacée :* en effet, son nom celtique signifie *guérit-tout.* Il y avait encore bien d'autres superstitions dans le druidisme, et l'œuf des serpents qu'ils formaient avec leur bave, et la selace qu'on devait arracher de la main gauche, à un certain moment de la lune, et qui demandait une vierge pour la cueillir, et les sept vierges de Séna dont les chants appelaient ou repoussaient la tempête. Néanmoins ce fut une religion puissante, et la preuve en est dans ces superstitions elles-mêmes ; il faut croire profondément pour croire de telles choses. Voyez ces monuments presque cyclopéens, ces pierres druidiques dont il a parsemé les champs de la grande et de la petite Bretagne ; ce ne fut pas une main débile que celle qui souleva de telles masses.

Outre les druides, l'ordre sacerdotal comprenait encore deux ordres inférieurs, celui des ovates et celui des bardes. Les ovates étaient chargés du matériel de la religion, c'est-à-dire du culte ; les druides, eux, en possédaient l'esprit. Les premiers faisaient les sacrifices, les auspices et les conjurations magiques, mais n'agissaient que sous l'inspiration

des druides. C'étaient en quelque sorte des instruments. Le barde était le troubadour de la société gauloise; c'était lui qui sur sa rotte appelait les guerriers au combat, chantait les exploits des ancêtres et ceux des contemporains : les combattants avaient les yeux tournés sur le barde et redoublaient de valeur pour fixer son attention. Il paraît que les Germains avaient aussi de ces poëtes guerriers; leurs chants de combat, au rapport de Tacite, se nommaient *bardits*. Ces chants ont été perdus comme tout ce qui nous venait des Gaulois; plus tard Charlemagne voulut les tirer de l'oubli et les fit ramasser dans le peuple : mais, par une sorte de fatalité qui semble s'attacher aux monuments de l'histoire gauloise, le livre qui les contenait n'est point parvenu jusqu'à nous.

Tant que la théocratie druidique fut forte et vigoureuse, les bardes furent des hommes importants : quand les grands se furent substitués aux prêtres, le barde tomba dans le mépris. Ce dispensateur de la honte et de la gloire ne fut plus qu'une espèce de ménestrel; sa charge devint un métier. Il y a une belle page de M. Am. Thierry sur cet avilissement des bardes. Luern, le fameux roi des Auvergnats, venait de donner un grand dîner, un pauvre barde arrive pour en avoir sa part, il le trouve fini; déjà le roi partait. Le chanteur court à côté du char, exécutant sur sa rotte un air triste et lugubre; alors le roi jette une bourse d'or; la gaîté lui revient, les modulations s'animent : « O roi! s'écrie-t-il, l'or naît sous les roues de ton char. » Il y avait un mot chez les Grecs pour désigner de tels personnages, parasite; ils l'appliquèrent aux bardes.

Les grands que nous voyons remplacer les druides formaient un ordre à part. L'exploitation des mines, le butin rapporté des expéditions lointaines, avaient concentré dans leurs mains d'immenses capitaux; ils s'en servirent pour acquérir la popularité et par là le pouvoir. Ce Luern que

nous venons de nommer, fit un jour enclore de vastes terrains, les couvrit de tables, et y traita pendant six mois tous ceux qui se présentèrent. De distance en distance on avait creusé des citernes qu'on avait remplies de cervoise et d'hydromel. Il faut avouer que ces grands repas de vingt-trois mille tables que Cassius et César donnaient au peuple romain pâlissent un peu devant cette magnificence barbare. En Aquitaine, les grands avaient des fidèles qui s'engageaient à vivre et à mourir avec eux ; César en cite un qui en comptait jusqu'à six cents. Un moment, des rois s'élevèrent dans toutes les parties de la Gaule, sans doute par des moyens semblables ; on ignore combien d'années dura cette période. On sait pourtant qu'au temps de César, le système des rois, renversé presque partout, presque partout luttait encore. Son histoire de la conquête des Gaules s'ouvre par les intrigues de deux grands, l'Éduen Dumnorix et le Séquanais Castic, pour s'élever à la royauté. Une preuve de l'existence d'un parti royal, c'est qu'un des grands moyens dont César se sert pour venir à bout d'un peuple, est de lui donner un roi.

Néanmoins, le parti qui se livrait à l'étranger était un parti vaincu ; M. Am. Thierry fixe à trois le nombre des systèmes de gouvernement qui l'avaient remplacé. On peut les réduire à deux : gouvernement des grands ou du sénat, gouvernement du peuple ou de la place publique. Quelquefois on voit les druides appelés au sénat, quelquefois l'aristocratie est mixte, et le peuple a le droit de se nommer un chef dont le pouvoir égale celui de l'élu des grands (du Vergobret).

Quant aux mœurs gauloises, elles avaient quelque chose de singulièrement féroce et grossier. Nous avons déjà parlé des sacrifices humains et des grandes statues d'osier ; les prisonniers faits à la guerre remplissaient ces machines, ou, attachées à un poteau, servaient de but aux flèches.

On coupait la tête de l'ennemi qu'on avait tué, et on la suspendait au poitrail de son cheval. Il n'est pas étonnant après cela que les Gaulois aient été regardés par la Grèce des successeurs d'Alexandre comme des mangeurs de petits enfants. De retour en leurs villages, ils clouaient ces têtes à la porte de leurs cabanes, et comme ils en faisaient autant des animaux tués à la chasse, un village gaulois avait assez l'air d'un charnier. C'est Possidonius qui fait cette réflexion; il voyagea en Gaule, et ce qu'il rapporta de ce pays est d'autant plus précieux qu'il est peut-être le seul qui en parle pour l'avoir vu. C'est encore lui qui dit que, dans leurs repas, chaque convive saisissait à deux mains un membre d'animal et le dévorait à pleine bouche à la manière des lions (λεοντηδον). La cuisse était le morceau du plus brave; quand on se la disputait, il y avait combat à mort. Les Gaulois étaient ivrognes, et Diodore de Sicile les accuse quelque part de s'adonner à des vices infâmes.

Il ne faut pas se laisser abuser cependant : sous ces apparences grossières, la civilisation était réellement avancée en Gaule; nous n'en voulons pour preuve que la rapidité avec laquelle elle se trouva au niveau de la civilisation romaine. Les vastes forêts du nord nourrissaient, il est vrai, de nombreux troupeaux, mais l'agriculture n'en florissait pas moins. C'est en Gaule que furent inventés la charrue à roues, le crible de crins et l'emploi de la marne comme engrais. On estimait beaucoup en Italie le vin des Gaulois, eux qui d'abord firent la guerre à l'Italie pour avoir de son vin; ils tissaient et brodaient les étoffes; l'étamage fut trouvé chez les Bituriges, et le placage chez les Éduens. Ils étaient surtout célèbres dans ce dernier art; leurs ouvriers plaquaient des chars entiers avec une telle perfection, qu'on s'y trompait. Ils avaient une manière particulière de fortifier leurs villes : une rangée de poutres, puis une couche de mortiers et de pierres; une nouvelle rangée assujettie

par une nouvelle couche, et ainsi de suite jusqu'à ce que le mur fût terminé. Ces poutres avaient souvent jusqu'à quarante pieds de long. Il fallait que les moyens d'attaque fussent bien redoutables pour qu'on ait eu recours à des fortifications aussi solides. Disons enfin, pour compléter ce tableau, que les villes gauloises n'étaient autre chose que des bois fortifiés où ils s'enfermaient en temps de guerre avec leurs familles et leurs troupeaux, et que les riches Gaulois avaient hors de la ville, ou plutôt du fort, ce que les Romains appelaient des maisons de campagne, et dans lesquelles ils passaient la plus grande partie de leur vie. Ces maisons, grandes, rondes, faites de planches et de claies, étaient recouvertes d'une forte toiture de chêne : on y était assis sur de la paille.

Nous n'avons encore vu le Gaulois que chez lui, décrivons-le maintenant tel qu'il apparut aux Grecs et aux Latins : représentons-nous ces beaux et terribles fils du Nord, avec leur teint de lait, leur longue chevelure rouge et leur taille gigantesque, descendus en Italie ou en Grèce, en présence de ces hommes petits et noirauds, qui les craignaient sans les fuir. Chaque homme, sa botte de paille sur le dos, quelquefois nu jusqu'à la ceinture, couvert d'armures disparates, et chargé d'ornements en or, s'élance armé de cet énorme sabre sans pointe que ses ennemis n'auraient peut-être pu soulever, mais qui pliait dès le premier coup, et qu'il fallait à chaque instant redresser avec le pied. A ses côtés sont ses dogues de combat, hérissés de fer, race gigantesque s'il faut en croire les récits de Pline ; de tous côtés partent des flèches et des javelots qu'on lance enflammés au milieu des combattants ; c'est le barde chantant sur sa rotte et recueillant les exploits dont il est témoin ; c'est le chef qui parcourt les rangs, monté sur son char de cuivre ou d'argent ; et derrière, on aperçoit le camp où repose tout le butin de l'expédition ; il est gardé par les femmes,

qui, montées sur leurs chariots, attendent sans sourciller que leurs maris reviennent à elles vainqueurs ou vaincus, et en tous cas tiennent à la main la hache et la lance.

Tout cela devait disparaître : déjà dans un coin de la Gaule s'agitait et grandissait le peuple par lequel devait commencer la ruine du nom gaulois. L'an 600 avant J. C., abordèrent en Gaule quelques centaines de Grecs asiatiques ; ils obtinrent un établissement au moyen, dit-on, de l'amour que leur chef inspira à une jeune fille du pays, et fondèrent sur les côtes une ville qu'ils nommèrent Massalie. Bientôt ils voient arriver leurs frères d'Asie ; assiégés par les Perses, les Phocéens émigrent en masse, et se réfugient dans leur colonie (335). Alors, la petite ville grecque lutte avec plus d'avantage contre les populations liguriennes qui menaçaient de l'écraser ; les Ségobriges, qui avaient recueilli les premiers colons, sont anéantis, et, tranquille pour son existence, Massalie se livre tout entière au commerce. Peu à peu elle étend son commerce, ou plutôt ses comptoirs, sur toute la côte, depuis les Alpes jusqu'en Espagne ; elle lutte avec les comptoirs carthaginois et va chercher comme elle l'étain de Thulé sur les lieux ; mais, pour abréger le chemin, ses marchands traversent la Gaule, faisant le négoce sur la route et traitant [1] avec les peuples barbares qu'ils rencontrent sur leur chemin. Tout cela devait paraître bien petit aux Gaulois ; certes ce n'était pas de là qu'ils attendaient leur ruine, et cependant ce fut de là qu'elle vint.

[1] Les traités étaient rédigés en grec. Voilà l'origine de ces traces de la langue grecque que l'on rencontre chez les Gaulois, et qui ont si fort exercé les érudits.

## CHAPITRE II.

### LA GAULE ROMAINE.

---

### I.

*La conquête.* — « Les résultats de la seconde guerre « punique furent immenses pour la colonie phocéenne. « Les établissements carthaginois étaient détruits, la Campanie et la grande Grèce horriblement saccagées et es- « claves, la Sicile épuisée : Massalie hérita du commerce « de tout l'Occident. Durant et après la troisième guerre « punique, elle suivit en Afrique, en Grèce, en Asie, les « Romains conquérants. Partout où l'aigle romaine diri- « geait son vol, le lion Massaliote accourait partager la « proie. La ruine de Carthage, la ruine de Rhode, l'assu- « jettissement des métropoles marchandes de l'Asie Mi- « neure, livrèrent à cette ville le commerce de l'Orient « comme elle avait celui de l'Occident. Un instant le com- « merce de l'univers entier fut concentré dans ses murs. « Mais toute cette grandeur était factice, toute cette pros-

« périté précaire, Massalie le sentait bien. Afin de se « prémunir contre des revers inévitables, elle songea à « conquérir pour son compte ; elle voulut devenir puissance « territoriale en Gaule, comme la république de Carthage « l'avait été en Afrique et en Espagne. » (Amédée Thierry, *Histoire des Gaulois*).

Un tel projet n'était pas facile à exécuter au milieu des belliqueuses populations qui entouraient la future Carthage. A peine Massalie a-t-elle commencé ses empiétements que les Ligures prennent les armes et fondent sur ses colonies. Elle se crut au moment de périr ; alors elle tourna les yeux vers cette puissance à l'ombre de laquelle elle avait grandi, et demanda du secours. De tout temps une vieille amitié avait existé entre les deux peuples ; une tradition voulait que, lors du sac de Rome par les Gaulois, les Massaliotes eussent envoyé à leur alliée une grosse somme pour lui aider à relever ses murs, et puis c'était un premier pas de fait au delà des Alpes : une légion partit sous les ordres du consul Opimius (154). Les Ligures sont battus et Massalie délivrée. Mais les Romains n'avaient garde de s'en tenir là ; le territoire des vaincus est cédé, il est vrai, à leur protégée, mais ils gardent pour eux les positions militaires, et y laissent des troupes. Vingt-cinq ans plus tard, Massalie, attaquée de nouveau par les Ligures (125), rappelle les Romains en Gaule : ils y retournent, mais cette fois pour n'en plus sortir. Fulvius bat les Salyes, qui étaient les agresseurs, *puis les Voconces dont Massalie ne se plaignait pas* (*Pline Hist.* ). Son successeur Sextius balaie les populations des rivages du Var au Rhône, et donne le littoral à Massalie, puis il fonde une ville sur une colline où étaient des sources d'eaux thermales (124). Aquæ-Sextiæ (Aix) peut être regardée comme la prise de possession du sol ; dès qu'une colonie romaine était dans un pays, on pouvait être sûr que Rome ne se

donnerait plus de repos tant que le pays entier ne serait pas romain. C'est ainsi qu'après la paix de 284, en se retirant de la Cisalpine, elle y laissa Séna comme un avant-poste et un point d'appui pour les guerres futures. Domitius, qui vint après Sextius, fit mieux encore. Pour les Romains, la guerre naissait de la guerre : Sextius avait eu en tête un certain Teutomal, roi d'une petite tribu ligure, qui, vaincu, s'était réfugié chez les Allobroges. Domitius envoie sommer ce peuple de lui livrer son ennemi ; ils refusent et sont battus. La Gaule commençait à s'alarmer ; Bituitus, roi de la puissante nation des Arvernes, se déclare en faveur des Allobroges, rassemble, disent les Romains, une armée de deux cent mille hommes, et marche sur Domitius. On rapporte que quand le roi gaulois aperçut du haut de son char d'argent la petite armée et la petite taille des Romains : « Quoi ! c'est là tout, dit-il, c'est à peine un repas de mes chiens ; » et il montrait ces meutes de combat dont nous avons parlé. Les nains le battirent (121). Bituitus, livré par trahison, fut envoyé à l'instant à Rome, et quand le jour du triomphe de Domitius fut arrivé, la populace accabla de ses huées le Gaulois monté sur ce même char d'argent d'où il avait vu pour la première fois les Romains.

L'issue de ce grand combat donna quelque chose d'important à la puissance des Romains en Gaule, et dès lors ils purent se regarder comme solidement établis dans le pays. Domitius achève de soumettre, non sans résistance, les Ligures et les Allobroges, et déclare leur pays *province romaine* ; il restaure l'ancienne route phénicienne qui conduisait des Alpes au Rhône, et lui donne son nom (*via Domitia*) : c'était partout le principal soin des Romains d'établir des routes dans les pays conquis ou à conquérir, afin de pouvoir porter rapidement leurs petits corps d'armée sur tous les points menacés, et de doubler leur

nombre en doublant leur vitesse. Marcius Rex continue, les armes à la main, la voie Domitienne dans les Alpes ; il extermine les montagnards, et assure aux légions le passage qui avait coûté trente mille hommes à Annibal. Marcius étend *la province* et la pousse jusqu'aux Pyrénées : les deux grandes tribus des Volkes et des Tectosages acceptent le titre onéreux de *fédérés*. Rome se voit maîtresse de plus de cent lieues de pays dans une contrée où, trente-huit ans auparavant, elle ne possédait pas un pouce de terrain : dès lors elle commence à prendre moins chaudement les intérêts de sa chère Massalie, dont elle n'a plus besoin. Le jeune Crassus se présente un jour au peuple, et demande qu'il lui soit permis d'emmener une colonie romaine à Narbo-Martius (Narbonne), dans le pays des Arécomiques, peuple nouvellement conquis par Marcius. A peine les colons ont-ils mis le pied dans la ville (118), qu'ils en font une Rome gauloise. « Des travaux immenses, dit Thierry, révélèrent le secret de ses fondateurs : de la fondation de Narbonne, Massalie put dater l'ère de sa ruine. » Les Romains semblaient n'avoir plus qu'à marcher. La Gaule, à son tour, allait devenir un prolongement de l'Italie, quand un peuple, auquel personne ne pensait, vint fondre tout à coup sur les vainqueurs et les vaincus, disputa d'abord à ceux-ci leur province gauloise, puis l'Italie elle-même, et retarda leur conquête d'un demi-siècle.

C'étaient les Kimris (les Cimbres). L'an 113, un tremblement de terre, disent les historiens, souleva la Baltique et la jeta sur les rivages de la Chersonèse kimrique (le Danemark). Épouvantés, les Kimris abandonnent un sol maudit, entraînant avec eux les Teutons, race peu importante alors, mais d'où devaient sortir un jour les barbares de la grande invasion ; puis les deux peuples réunis descendent la Germanie dans toute sa longueur, ravageant et pillant tout sur leur passage. Arrivée aux Alpes, la horde ren-

contre près de Noréia une armée romaine, et la bat (113) ; mais la crainte de ce nom romain, qu'on lui avait dépeint sur la route si terrible, l'empêche de pénétrer dans l'Italie ouverte à ses ravages. Elle côtoie les Alpes, toujours pillant, se fait jour jusqu'au fond de la Thrace : elle y trouve encore les Romains. Après trois ans de courses dans ces contrées, et revient sur ses pas, arrivé au fond de l'Occident, dans la Gaule, se grossit sur les frontières de trois peuplades helvètes, dépose son butin à Aduat, chez ses frères les Kimris, et parcourt en tous sens la contrée jusqu'au Rhône : là une barrière se présente à elle, c'étaient encore les Romains (109). Lassée peut-être de sa vie aventureuse, elle demande à ces Romains, qu'elle trouve partout, des terres et des maisons, promettant de se battre pour eux contre tous leurs ennemis. Leur proposition est accueillie avec la morgue romaine : « Rome n'a ni terres à vous donner, ni services à attendre de vous, » leur dit Silanus.

Alors ils se décident à se mesurer avec cette puissance devant laquelle ils hésitaient depuis si longtemps, et, pour leur coup d'essai, battent coup sur coup trois généraux romains : Silanus, le hautain interprète de la politique romaine, Crassus et Scaurus (107). On délibéra dans le camp barbare si l'on passerait les Alpes, si on laisserait Rome aux Romains, « *an latinè Romæ loquendum?* » Scaurus, amené sous la tente du conseil, leur dit : « *Ma patrie est invincible;* » et il tombe sous l'épée d'un roi kimri. On resta néanmoins, et l'on songea d'abord à conquérir la province. Les chances étaient favorables; déjà les Tectosages se rappelaient qu'ils étaient d'origine kimrique; déjà leur roi Copille négociait avec Boïorix, le meurtrier de Scaurus; Cépion arrive tout à coup d'Italie, entre dans le pays des Tectosages, saccage Tolosa et s'empare de l'or de Toulouse (106), puis il se tourne contre les Kimris

et les provoque à un combat. La rencontre eut lieu sur les bords du Rhône (105). Irrités d'une perfidie de Cépion, les barbares avaient déclaré que le combat serait à outrance : vainqueurs, ils massacrent hommes et chevaux et jettent le butin dans le fleuve. L'Italie tremblait. Par un caprice des barbares, les Kimris vont s'enfoncer dans l'Espagne (104) et y perdent deux ans, pendant que leurs alliés campaient en les attendant au pied des Pyrénées. Quand ils reviennent à la charge, ils trouvent dans la Gaule un tout autre homme que ceux qu'ils y ont encore rencontrés : c'était Marius, ancien journalier du pays des Volsques, un rude général, aussi terrible à ses soldats qu'aux ennemis, et que Rome, passant par-dessus les vieilles coutumes, avait créé consul, et envoyé, d'Afrique où il venait de vaincre Jugurtha, en Gaule où le danger devenait pressant. Arrivé l'année de la bataille du Rhône (105), Marius n'avait pas perdu les deux années de l'expédition d'Espagne; il accable les populations ligures soulevées par la défaite des Romains, *pacifie* les Tectosages, endurcit ses troupes à la fatigue en leur faisant creuser cet immense canal qui allait du Rhône à la mer (104), et auquel son nom resta (Fossæ Marianæ). La horde sort enfin d'Espagne (102) ; elle se partage en deux corps ; les Kimris se dirigent vers l'Italie ; les Ambrons et les Teutons viennent se heurter contre Marius : longtemps celui-ci refuse le combat pour donner à ses troupes le temps de s'accoutumer à l'aspect effrayant de ces barbares. « N'avez-vous rien à mander à vos femmes? disent enfin ceux-ci : nous allons à Rome ; » et ils partent. Marius les suivait à petites journées ; il les atteint près de la ville de Sextius, et fond enfin sur eux comme ils se baignaient dans les eaux thermales. La bataille dura deux jours ; deux cent mille Teutons furent laissés sans sépulture, par le vainqueur, sur le champ du combat (Campi putridi, aujourd'hui *Pourrières*), et plus

tard leurs ossements servirent aux Massaliens, auxquels appartenait le terrain, pour étayer et enclore leurs vignes. Marius repasse aussitôt les Alpes et marche sur les Kimris. Affaiblis par le soleil et les vins d'Italie, ces derniers font bonne contenance, et adressent à Marius cette éternelle proposition faite à Rome par tous les barbares : ils demandent des terres pour eux et pour leurs frères les Teutons. « Nous leur en avons donné pour l'éternité, » répond Marius; et les chefs teutons paraissent dans sa tente chargés de fer. On ne pensa plus qu'au combat : ce fut dans les vastes plaines de Verceil qu'il eut lieu (101). Les hommes du premier rang des barbares s'étaient liés les uns aux autres par une chaîne de fer; et quand l'infanterie s'ébranla on eût cru voir, dit Plutarque, une mer qui s'avançait. Marius se croyait vaincu, quand un Grec lui apporta les entrailles d'une brebis : « La victoire est à moi, » s'écrie-t-il; et il s'élance sur les Kimris. Quand on eut battu les guerriers, il fallut combattre les femmes, puis les chiens de la horde. On se rappelle ici les chiens de combat des Gaulois, et les Kimris, en effet, n'étaient que des Gaulois : on les regarda comme tels des deux côtés des Alpes. Les Gaulois du Nord leur prêtent un fort pour déposer leur butin; les Tectosages les appellent frères; Salluste donne à cette guerre le nom de guerre gauloise; et Marius, en mémoire de son triomphe, fait graver sur son bouclier la figure d'un Gaulois tirant la langue.

Les cinquante années qui suivirent l'invasion kimrique furent des années de troubles pour les Romains, de tranquillité pour les Gaulois. La guerre sociale menace l'existence de Rome, et le traité qui la termine peuple cette ville de citoyens qui jusqu'alors n'avaient été que ses sujets. Alors commence une lutte à mort entre les anciens et les nouveaux citoyens : on ne se bat plus en pleine campagne; mais à chaque assemblée le sang coule dans le

Forum. La province, encore pleine de Marius, ne pouvait manquer de se déclarer pour lui ; bientôt elle voit accourir dans son sein les proscrits de Sylla, et Sertorius la sollicite du fond de l'Espagne. Deux villes seules étaient restées fidèles au parti du sénat, Narbonne et Massalie ; les populations aquitaines se réunissent pour les écraser. Déjà Manilius Nepos s'est fait battre par les rebelles (78); déjà Lepidus est descendu en Italie à la tête d'une armée de Ligures et d'Allobroges (77), et, quoique battu, a montré à Rome que l'Italie était *mal fermée aux Gaulois*. Le sénat de Sertorius était reconnu dans la province, ses prêteurs la gouvernaient, ses troupes occupaient les passages des Alpes : le vrai sénat, le sénat de Rome, comprit enfin le danger. Il envoie son général (76) : quarante jours suffisent à Pompée, le général le plus rapide qu'ait eu Rome, après César, pour faire tout rentrer dans le devoir, mais la victoire ne lui suffit pas sans la vengeance. Il leur laisse en partant pour l'Espagne, Fontéius, *un homme formé à l'école de Sylla,* et la province se voit soumise au régime qui pesait sur l'Italie (76).

Six ans plus tard, quand Marius et Sylla eurent disparu, elle voulut redemander compte à Fontéius de ses oppressions, et le cita en justice à Rome (69). L'ami de Pompée défendit son préteur, et Cicéron, qui venait de publier ses plaidoyers contre Verrès, plaida en faveur de Fontéius : « Croyez-vous, dit-il aux Romains, que, cou-
« verts de la saie et de la braie, les Gaulois paraissent dans
« Rome avec un extérieur humble et soumis, comme ont
« coutume d'y paraître ceux qui, après avoir essuyé des
« outrages, viennent implorer en suppliant la protection
« et la pitié des juges ? Loin de là, ils parcourent le Forum
« la tête haute, et avec un air de triomphe ; ils font des
« menaces, ils voudraient nous épouvanter des sons de
« leur horrible langage... Eh bien ! s'ils entreprennent

« de nous faire la guerre, nous évoquerons du tombeau « C. Marius... etc. » Fontéius fut absous : il avait forcé les Allobroges d'engager leurs terres à ces horribles usuriers romains, dont les marchés sembleraient incroyables s'ils n'étaient attestés par les Romains eux-mêmes. Le jour fatal approchait, et la nation des Allobroges allait voir ses terres passer entre les mains de quelques Romains; elle envoie des députés à Rome pour demander grâce (63). Mal reçus par le sénat, ils se promenaient tristement sur la place ; ils sont accostés par Ombrenus, un marchand romain qu'ils avaient vu autrefois en Gaule ; on les emmène dans la maison de Sempronia, et là on leur découvre le plan d'une conspiration qui ne tendait à rien moins qu'au bouleversement complet du gouvernement établi alors dans la république. On sait le reste ; nous ne ferons qu'une réflexion sur ce fait si connu : c'est que la démarche des députés ne paraît pas avoir été du goût de leurs compatriotes, et pendant que Cicéron félicitait en plein sénat la république d'avoir été sauvée par les Gaulois, Catugnat et les Allobroges détruisaient une armée romaine sur les bords de l'Isère (62).

Vint enfin celui qui devait faire de la Gaule une province romaine. « Dans la pitoyable agitation de Rome, au « milieu d'une société tombée si bas, que Pompée et Ci« céron s'en trouvaient les deux héros, certes, celui-là « fut un grand homme qui laissa toutes ces misères et « s'exila pour revenir maître. » (Michelet, *Histoire romaine*.) C'est là la grande pensée de César dans sa conquête des Gaules ; c'est là ce qui poussa dans nos fleuves et nos forêts, cette blanche et pâle figure, fanée avant l'âge par les débauches de Rome, dont parle l'historien que nous venons de citer. Aussi le voyons-nous, du fond de la Belgique et de l'Aquitaine, les yeux fixés sans cesse vers le Forum de Rome, où il a ses orateurs et son peuple à lui

qu'il paie avec l'argent des Gaulois; après chaque campagne, il va tenir sa cour en Cisalpine, d'où il surveille de plus près ceux qui combattent pour lui dans la ville. Au fort de la guerre, il fait bâtir par Cicéron, pour le petit peuple, une *villa*, dont l'emplacement seul lui coûte plus de vingt millions, et quand tout est fini, c'est avec ses Gaulois qu'il envahit l'Italie, qu'il bat Pompée à Pharsale; c'est encore sur ces Gaulois qu'il veut faire reposer l'édifice élevé par eux; il institue des légions gauloises, et remplit, en dépit des Romains, le sénat de Gaulois.

Quand César mit le pied dans la Gaule (59), elle semblait attendre un conquérant. Outre ces grandes oppositions de race dont nous avons parlé, elle était affaiblie par une foule de divisions : chaque peuplade se faisait la guerre, chaque nation portait en elle une guerre non moins redoutable que la guerre armée : la guerre des institutions. Les Edues écrasaient les Séquanais; Castic et Dumnorix voulaient rétablir, l'un chez les Séquanais, l'autre chez les Edues, la royauté renversée par le peuple. Les peuples battus, les partis vaincus appelaient l'étranger, ou même allaient le chercher. Les Séquanais appellent Arioviste contre les Edues; et quand, par son aide, les Edues ont été accablés, leur Vergobret Divitiac court à Rome demander du secours, c'est-à-dire supplier les Romains de pénétrer au cœur de la Gaule; et quand nous verrons César, vainqueur des Gaules, établir un Tasget roi des Caruntes, un Cavarin sur les Sénons, nous pouvons supposer que ces royautés imposées étaient le prix de la trahison.

D'où devait venir l'esclavage aux Gaulois? des Alpes ou du Rhin? Les deux limites avaient déjà été franchies; les bandes germaines et les légions romaines avaient chacune battu de leur côté tout ce qui avait tenté de leur résister; Arioviste et César étaient tous deux les arbitres de la Gaule; le dernier trancha la question. Mais, puisque nous avons

nommé Arioviste et les Germains, il n'est pas hors de propos de dire comment la Gaule, au lieu de devenir romaine, fut sur le point de se voir germaine.

La race teutonique dominait alors dans ce que les Romains nommèrent la Germanie. Chaque année, ses hommes de guerre (gher-mann) passaient le Rhin et pillaient les rivages. Peu à peu leur ambition s'agrandit; partout vainqueurs quand ils pillaient, ils voulurent tenter s'ils le seraient encore quand ils envahiraient : ils se fussent sûrement passés de prétextes; ils acceptèrent avec joie celui qui s'offrit à eux. Quinze mille guerriers passent le Rhin sous Arioviste à la voix des Séquanais (63); mais, quand ils ont battu les Edues, ils déclarent qu'ils resteront, ils prennent plutôt qu'ils ne demandent aux Séquanais le tiers de leur territoire. Le premier établissement était formé : de toutes parts on accourt au camp d'Arioviste; avant la fin de l'année, le roi germain se voyait entouré de cent vingt mille de ses compatriotes. Ce qu'il y avait de pis, c'est que les envahisseurs ne prenaient rien des mœurs gauloises; ils campaient en plein air, et se promenaient de bois en bois comme avant le passage du fleuve : « Tu connaîtras, disait Arioviste à César, ce que c'est que des « Germains qui depuis quatorze ans n'ont pas reposé sous « un toit. » La Germanie avait fait un pas. Les Gaulois se levèrent en masse pour la refouler dans ses forêts. Vainqueur à Magetobriga, Arioviste se vit maître de l'est de la Gaule, comme les Romains l'étaient du sud-est. Il paraît que le roi barbare avait les yeux fixés sur ce peuple; l'année même du consulat de César (60), il demanda et obtint du sénat le titre de roi ami : « Ceci est ma pro« vince, disait-il aux Romains, comme vous avez la vôtre. » Ce mot est presque une menace, mais il montre au moins que l'exemple des Romains n'était pas perdu pour lui.

Le sien ne le fut pas pour un autre peuple barbare, gaulois d'origine, mais germain de mœurs et de position. Les Helvètes veulent aussi leur province ; ils rassemblent des vivres et des chariots pendant trois ans, et partent (58) brûlant ce qu'ils laissent ; ils étaient en tout quatre-vingt-douze mille guerriers, traînant avec eux deux cent soixante-seize mille femmes et enfants. Toute cette masse se dirigeait pêle-mêle sur la Gaule ; César fait une ligue avec les populations transjuranes pour repousser le danger commun ; il refuse le passage de la province aux Helvètes qui promettaient de ne pas piller, et leur oppose un mur de dix mille pas de long et de seize pieds de haut, construit en seize jours, s'il faut l'en croire, par une légion et quelques cohortes. Mais les Séquanais trahissent encore une fois la Gaule et livrent aux Helvètes le périlleux passage du Jura. Le moment était critique ; César était parti chercher des troupes en Italie ; il revient en toute hâte en Gaule, tombe sur les Helvètes, qui, depuis vingt jours, n'avaient pas encore achevé le passage de la Saône, taille en pièces ceux qui sont restés de l'autre côté du fleuve, le passe lui-même en un jour, et se met à la poursuite du reste de la horde. Les Helvètes n'étaient pas vaincus pour cela ; les populations gauloises se ressouvenaient de leur origine. « Les Helvètes sont nos frères, disaient les Edues ; mieux vaut leur obéir qu'aux Romains. » Leurs quatre mille cavaliers prennent la fuite devant cinq cents Helvètes ; ils refusent de fournir à César le blé qu'ils lui ont promis ; les barbares s'avançaient dans la Gaule sans que les Gaulois parussent s'en mettre en peine. César fait face à tout. Il menace de la mort Dumnorix, le chef de l'opposition éduenne ; il suit pas à pas les envahisseurs, les traque près de Bibracte (Autun), les taille en pièces, et renvoie les débris de leur nation rebâtir les cabanes qu'ils ont brûlées.

César venait de délivrer les Gaulois de cet ennemi pres-

que malgré eux[1]. Il les voit bientôt recourir à lui contre un ennemi autrement redoutable pour eux que les Gaulois de l'Helvétie. Les députés des Edues et des Séquanais viennent pleurer dans sa tente, en lui racontant les maux que leur fait endurer Arioviste. Le camp du barbare grossissait de jour en jour : vingt-quatre mille Harudes venaient d'y arriver, un gros corps de Suèves était en marche pour s'y rendre, et l'arrivée de chaque bande nouvelle était le signal d'une nouvelle expropriation de territoire. César console les Gaulois, et envoie un message insultant à Arioviste. « Personne ne s'est attaqué à Arioviste sans se repentir, » répond celui-ci, et il redouble ses vexations. Alors César lui déclare la guerre, et commence par jeter une garnison dans Vesuntio (Besançon), capitale des Séquanais. Cependant les récits des marchands gaulois avaient jeté l'épouvante dans l'armée romaine. « Partout dans le « camp, on faisait son testament... l'on complota que, « lorsque César ordonnerait le départ, le soldat n'obéirait « pas et laisserait les enseignes immobiles. » Il parvint à les entraîner. Comme Marius, il les accoutume d'abord à l'aspect des Germains, puis les mène au combat. On se charge avec tant de fureur, que l'espace manqua pour se servir du javelot, et qu'il fallut entamer l'action l'épée à la main. Arioviste, vaincu (68), alla mourir de ses blessures en Germanie. Les Suèves qui arrivaient, rebroussent chemin au bruit de sa défaite ; et César, désormais seul puissant en Gaule, se prépare à faire payer cher aux Gaulois le service qu'il vient de leur rendre.

Les Séquanais et les Edues n'étaient pas plus libres qu'auparavant ; César avait succédé à Arioviste. Les cris de joie, partis de tous les points de la Gaule, cessèrent

[1] Il menaça les Lingons de les traiter comme les Helvètes s'ils leur fournissaient quelques secours.

bientôt quand on vit César distribuer ses légions sur les contrées affranchies du joug des Germains, et les traiter en conquérant. Il garde Besançon pour lui, lève des contributions sur les Séquanais. Il avait déjà fait un acte de souveraineté chez les Edues en menaçant Dumnorix de le mettre à mort ; ses agents de Bibracte étaient les vrais chefs de la nation ; le bruit courait qu'il voulait lui donner un roi, et Labiénus rapprochait déjà ses quartiers de la Belgique. Elle prend les armes, et César se voit un moment forcé de repousser deux cent quatre-vingt-dix mille guerriers avec ses quatre-vingt mille Romains, dans un pays où les hommes n'étaient pas les seuls ennemis qu'il eût à combattre. « Comme les conquérants de l'Amérique, César était sou- « vent obligé de se frayer une route la hache à la main, « de jeter des ponts sur des marais, d'avancer avec ses lé- « gions tantôt sur la terre-ferme, tantôt à gué et à la nage. « Les Belges entrelaçaient les arbres de leurs forêts, comme « ceux de l'Amérique le sont naturellement avec des lia- « nes. » (Michelet, *Hist. rom.*) Sans se décourager, il marche droit à l'armée confédérée et la bat sur l'Aisne. En même temps, les Edues, restés fidèles, envahissaient le territoire des Bellovaques sous la conduite de Divitiac. Les Bellovaques courent à la défense de leur patrie ; chacun à leur exemple retourne chez soi ; l'armée des Belges se débande, et les Romains en font un carnage effroyable. Alors César les attaque un à un ; le lendemain de cette déroute, il est dans le pays des Suessions, et assiége leur capitale Noviodunum (Noyon). Une nuit suffit aux Romains pour élever ces prodigieuses machines de siége, l'épouvante et l'admiration des Gaulois ; Noviodunum se rend, et César marche sur les Bellovaques. On conçoit peu la conduite qu'il fait tenir ici, dans ses Commentaires, à un peuple qu'il nous a dépeint si redoutable. Comme il approchait de la capitale des Bellovaques (Bratuspantium-*Bratepance*),

une troupe de vieillards se présente à lui dans l'attitude de suppliants, et après s'être fait longtemps prier, il fait grâce enfin au peuple qui, selon lui, pouvait mettre sur pied cent mille combattants[1]. De là, il passe chez les Ambiens, qui ne font pas plus de résistance, et arrive enfin chez les Nerviens.

Ceux-là n'étaient pas disposés à demander grâce. Sans donner à César le temps de pénétrer sur leur territoire, ils passent brusquement la Sambre, surprennent l'armée romaine dans le désordre d'une marche, et se voient un moment sur le point de l'exterminer. La bataille dura un jour entier : les Nerviens se firent tuer sans reculer d'un pas; de six cents chefs il en resta trois, et de soixante mille combattants, cinq cents. César pouvait se montrer généreux sans péril, il laissa aux femmes et aux enfants des morts, le territoire de la nation. Les Kimris d'Aduat veulent essayer de la perfidie ; ils livrent leurs armes, et pendant la nuit tombent sur les Romains avec d'autres armes fabriquées à la hâte. Le stratagème échoue, et cinquante-trois mille Aduatiques sont vendus à l'encan. La campagne avait été rude pour César; il distribue ses légions sur toute la Gaule, et va passer l'hiver dans sa cour de Cisalpine.

Toute la côte de l'Océan, depuis la Loire jusqu'à la Seine, se soulève contre les nouveaux conquérants, et les cantonnements de l'ouest sont attaqués. César, s'arrachant aux intrigues de l'Italie, fait équiper dans sa province une flotte qui tournera l'Espagne pour venir combattre les Armoricains, et bientôt César lui-même est en Armorique (56).

[1] Chose douteuse, d'après la position donnée par César lui-même des peuples voisins. On peut se convaincre que le territoire des Bellovaques n'excédait pas le petit département de l'Oise, lequel, aujourd'hui que la population est plus que doublée, que ces immenses marais qui couvraient notre ancienne Gaule ont disparu, ne trouverait certainement pas cent mille hommes en état de porter les armes.

Il lui faut assiéger des villes à moitié bâties dans la mer, et quand, vainqueur des flots et des hommes, il va s'en rendre maître, la population lui échappe. Arrive enfin la flotte romaine commandée par Crassus : les Venètes mettent en mer leurs pesants navires bordés de chêne, qui ont des peaux pour voiles, des chaînes de fer pour câbles, et sur lesquels l'éperon des légers vaisseaux de Crassus n'avait aucune prise. On faucha les cordages qui attachaient leurs vergues aux mâts, et la défaite de la flotte venète détermina la soumission de l'Armorique.

Des bords de l'Océan, César vole à ceux du Rhin pour repousser une nouvelle invasion des Germains (55). La Gaule était déjà sa conquête; c'était s'attaquer à lui que d'y mettre le pied. Les Teuctères et les Osipiens, qui ont passé le Rhin, sont massacrés par César; mais il ne doit sa victoire qu'à une perfidie pour laquelle Caton eût voulu qu'on le livrât aux Germains. Sans s'inquiéter de ce que l'on disait à Rome, César jette, en dix jours un pont sur le Rhin, et rend aux Germains invasion pour invasion. C'était la première fois qu'un Romain pénétrait dans ces forêts de la Germanie, plus redoutées encore que celles de la Gaule; Rome en fut éblouie, elle allait l'être encore plus.

Nous ne pouvons guère nous flatter de posséder les véritables motifs de l'expédition de César en Bretagne. Etait-ce pour chatouiller l'orgueil du petit peuple de Rome? Etait-ce pour achever la conquête de la Gaule dans le pays des Bretons, Gaulois d'origine? Etait-ce pour l'un et l'autre à la fois? Dans tous les cas cette expédition fut peu de chose, il débarqua (55) malgré les Bretons, manqua se faire noyer par la marée, et revint, rapportant assez de perles pour pouvoir en offrir une ceinture à Vénus. Résultat presque ridicule en lui-même, mais qui entoura César d'un prestige merveilleux.

« C'était l'année suivante (54) : nous le voyons presque « en même temps en Illyrie, à Trèves, en Bretagne. Il n'y « a que les esprits de nos vieilles légendes qui aient ja- « mais voyagé ainsi. » (Michelet.) Cette seconde expédition en Bretagne fut aussi peu importante que la première. Il battit Cassivellanus, roi des Trinobantes ; il subjugua, s'il faut l'en croire, une partie de l'île ; mais qu'en resta-t-il dès qu'il eut remis le pied en Gaule ? Loin d'aider à la conquête de la Gaule, il paraît que ces expéditions ne firent que l'entraver. César perdait son temps et ses soldats à de sanglants combats dont tous les résultats étaient nuls[1] pour lui dès qu'il était parti, et les Gaulois voyaient d'un mauvais œil qu'on attaquât sans motifs l'*île sacrée*. Dumnorix s'était fait tuer pour avoir refusé de suivre César en Bretagne ; le général romain ne put tirer des Gaulois même les plus fidèles, aucun renseignement sur les Bretons. César, revenu de Bretagne, trouve la Gaule paisible ; il distribue ses légions sur la Gaule et retourne dans la Cisalpine. Comme il partait, les Carnutes s'étaient révoltés, mais sans succès. Pendant son absence un soulèvement plus formidable éclate dans le Nord. Ambiorix, le chef des Eburons, se met à leur tête et massacre Turius Sabinus et Cotta avec leur légion ; les Nerviens se joignent à lui avec tous les peuples de leur clientelle, et, Cicéron, le frère de l'orateur, se vit assiégé dans son camp où il n'avait qu'une légion contre soixante mille Gaulois. Toute la Gaule avait les yeux fixés sur le camp de Cicéron ; on eût dit que son sort dépendait de la défaite de ce petit corps de Romains.

En attendant, les Armoricains s'agitaient, et les Trevires chassaient le roi de César, Cingétorix. Quand César reçut les lettres de Cicéron, il jura de ne plus couper sa barbe ni

[1] On pourrait dire cependant qu'ils empêchaient les Bretons de porter secours aux Gaulois.

ses cheveux avant de s'être vengé. Il arrive avec sept mille hommes. Les Gaulois étaient soixante mille. César fond sur eux en même temps que Cicéron fait une sortie générale, et l'armée des assiégeants est battue et dissipée. Des soldats de Cicéron à peine un sur dix était sans blessure.

La vengeance fut terrible : César va faire une promenade sanglante au milieu de tous les peuples qui ont remué (53), et quand Nerviens, Sennonais, Carnutes et Trévires se furent soumis, il revient sur les Eburons, les bat, met à prix la tête d'Ambiorix, et tente d'exterminer avec ses légions le peuple qui a massacré ses lieutenants. Ne pouvant y réussir à cause des marais et des bois, il le déclare hors la loi, et le livre à tout peuple qui voudra le piller. Des troupes de malfaiteurs accourent de tous les coins de la Belgique, des bandes germaines passent le Rhin et viennent prendre part au butin. Le nom des Eburons fut exterminé. Plus tard, le vainqueur apprit qu'Ambiorix était revenu avec quelques centaines des siens habiter au milieu des ruines de sa patrie ; il arriva, brûla les cabanes relevées, gâta les moissons et massacra jusqu'aux enfants. Il était de son honneur de ne rien laisser debout sur cette terre vouée à la destruction (*De bello Gallico*).

Une telle cruauté était destinée surtout à étouffer dans l'esprit des Gaulois toute idée de révolte : elle fit éclater la plus terrible de toutes celles que César ait eues à réprimer, et la conquête de la Gaule déjà décidée est remise en question. Des assemblées secrètes se tiennent dans les bois ; les druides y paraissent et réchauffent le patriotisme au nom de la religion : les Edues, ses plus fidèles alliés, se révoltent comme les autres, et la Gaule est en un jour sous les armes (52). Le signal partit de Genabum : ce fut le massacre des marchands romains. Le centre et le midi ont bientôt fourni leur contingent ; le nord, surveillé par dix légions tardait encore ; au moment où le chef de l'insurrection, le

Vercingétorix, se prépare à venir y activer le mouvement national, César paraît dans ses montagnes et le force de songer à lui-même. Le fort de la guerre était autour du Vercingétorix, César le sentit : abandonnant son plan de guerre habituel, il réunit toutes ses légions sur ce seul point, sachant bien qu'il n'aura pas de peine à reprendre le reste s'il peut vaincre là. Le fils de Celtill appelle à son tour toutes les forces de la Gaule à ses côtés, et toute la puissance romaine et gauloise est renfermée un moment dans l'Arvernie. Après une suite de revers dans le détail desquels nous n'entrerons pas, le Vercingétorix se réfugie sous les murs d'Alise. César l'y suit de près, et l'entoure, lui et la ville, d'un de ces ouvrages prodigieux que les Romains seuls savaient exécuter [1]. En vain deux cent cinquante mille Gaulois attaquent les assiégeants en désespérés pour délivrer leur chef ; en vain lui-même se jette sur le camp avec ses quatre-vingt mille hommes ; César reste invincible Les deux cent cinquante mille Gaulois prennent la fuite, et le lendemain de l'attaque, le Vercingétorix se livre au vainqueur (52).

Tout n'était pas encore fini ; réunis, les Gaulois n'ont pu vaincre César ; chacun se révolte chez soi. César suffit à tout. « En plein hiver, il soumet les Bituriges et les Car- « nutes ; au printemps, il subjugue les Bellovaques, tandis « que Labiénus ravage le pays des Tréviriens et des Ebu- « rons. » (Durozoir, *Précis d'Histoire romaine.*) Les Atré-

[1] « D'abord trois fossés, chacun de quinze ou vingt pieds de large « et de profondeur, un rempart de douze pieds, huit rangs de petits « fossés, dont le fond était hérissé de pieux, et couvert de brancha- « ges et de feuilles ; des palissades de cinq rangs d'arbres, entre- « laçant leurs branches ; ces ouvrages étaient répétés du côté de la « campagne, et prolongés dans un circuit de quinze milles : tout « cela fut terminé en moins de cinq semaines, et par moins de « soixante mille hommes. » (*Michelet.*)

bates sont battus par Marc-Antoine, les Aquitains par Fabius ; ceux d'Uxellodunum qui veulent résister à César ont tous le poing coupé. Sa conquête était faite.

« Qu'on se représente un malade pâle, décharné, défi-« guré par une longue fièvre brûlante qui a tari son sang « et abattu ses forces, pour ne lui laisser qu'une soif im-« portune, sans le pouvoir de la satisfaire, voilà l'image de « la Gaule épuisée et domptée par César : d'autant plus alté-« rée de la soif ardente de sa liberté perdue, que ce bien pré-« cieux semble lui échapper pour jamais. » (Paul Or. l. vi, traduit par Am. Thierry.) César, si doux, si noblement généreux quand il voulait l'être, ne songe plus qu'à calmer cette fièvre brûlante, à donner le change à cette soif ardente, Il se plaît à déployer devant les Gaulois tout ce qu'il y a de séduisant en lui. Il prend les villes sous son patronage, caresse les hommes influents, déguise sous le nom de solde militaire l'impôt que devait payer à Rome toute contrée soumise : leurs monuments nationaux, l'épée même qu'ils lui ont enlevée, sont sacrés pour lui : son armée se remplit de Gaulois, une légion toute de Gaulois, sous le nom *d'Alauda*, *l'Alouette*, « cet emblème tout national de la vigi-« lance matinale et de la vive gaîté » est instituée par lui et décorée en masse du droit de cité. César favorisa les Gaulois jusqu'à se rendre impopulaire. Il avait fait entrer des Transalpins dans le sénat. « César, chantèrent les soldats au jour de son triomphe, César triomphe des Gaulois, et César les place dans le sénat où ils ont quitté leur braie pour prendre le laticlave. »

## II.

*La Gaule sous les Romains.* — Les soldats de César l'avaient dit : les Gaulois ont quitté leurs braies pour prendre le laticlave ; ils cessent d'être Gaulois, mais, en

revanche, ils se voient bientôt à la tête de la société romaine, et plus d'une fois le sort de l'Italie devait se décider derrière les Alpes. Nous serons plus courts dans cette seconde partie de l'histoire de la Gaule. Elle y joue un rôle brillant, mais ce n'est plus en son nom. Renfermé dans de trop courtes limites, nous avons préféré nous étendre sur l'époque où elle est elle-même, au risque de nous voir réduits à sacrifier celle où elle n'est plus que romaine.

La nouvelle province, la Gaule *comata*, traversa tranquillement la période des guerres civiles qui accompagnèrent et suivirent la mort de César, tandis que la sienne y perdit sa plus belle ville, Massalie, tuée par Trébonius (49). Mais, quand tout fut apaisé, quand les convulsions de la république expirante firent place à ce repos d'épuisement qui fit la gloire d'Auguste, alors eut lieu la conquête définitive de la vraie Gaule, celle de la Loire et du Rhin. Les armes romaines avaient pénétré partout, mais les institutions romaines s'étaient arrêtées au Rhône et au pied des Cévènes ; le grand régularisateur de l'empire romain, Auguste, voulut enfin étendre aux forêts et aux marais, dont la découverte avait été faite pour ainsi dire par son père d'adoption, cette savante et oppressive administration impériale dont les ressorts devaient faire mouvoir en cadence l'univers pendant quatre siècles. Longtemps les fières populations de la Gaule repoussèrent avec des révoltes cette nouvelle invasion ; en 37, en 29, il fallut employer la force pour retenir la Gaule chevelue sous la domination romaine, le patient et tenace Auguste prit enfin le dessus. D'abord ce simulacre d'impôt établi par César est aboli, et la Gaule est soumise au grand impôt, à celui que l'on paie dans tout l'empire ; puis on attaque et on défait une à une toutes les nationalités. Plus de Nerviens, d'Edues, de Séquanes, mais de grandes et régulières provinces ; aux vieux noms gaulois de Bibracte, de Bratuspantium, de Noviodunum sont sub-

stitués ceux d'Augustodunum, de Cæsaro-Magus, d'Augusta; le druidisme est proscrit, et le polythéisme gaulois, obscure copie du polythéisme grec, qui vraisemblablement fut importé sur le sol de la Gaule par les Phocéens de Massalie, règne en sa place; partout des colonies romaines, partout des écoles, partout des cirques, des temples de marbre à l'instar de Rome. Des chemins traversent en tous sens les marais et les bois de la Belgique, la langue latine devient la langue du pays, et les grossiers idiomes gall, kimri, aquitain, sont abandonnés à la dernière classe du peuple. On sent bien que nous résumons ici l'ouvrage d'au moins un siècle, il ne peut être donné à Auguste de faire tant de choses à la fois; mais l'espace nous manque pour suivre pas à pas les rapides progrès que fit sous les premiers empereurs le monde romain au milieu du monde gaulois.

Cependant, tandis que ce monde vaincu s'en allait, tandis que les tailles gauloises se rapetissaient par le mélange du sang romain, il y avait encore au fond des âmes quelque chose de national qui protestait contre tant d'avilissement. Sous Tibère, les populations belges prennent les armes, et le nom de liberté se fait entendre (21). Les légions eurent bon marché de leurs bandes mal armées et sans ordre, et la Gaule, comme épuisée de cet effort, retomba sur elle-même. Elle vit, sans remuer, les cruelles folies de Caligula (40); elle vit, sans remuer, Claude organiser contre ce qui lui restait de druidisme une persécution à peu près semblable à celle sous laquelle on voulut plus tard étouffer le christianisme, et se crut honorée peut-être par le fameux décret qui la condamnait à jouir en masse du droit de cité romaine (48); et quand plus tard éclata la conspiration gauloise contre Néron (68), « il ne s'agissait « point dans les projets de Vindex d'un soulèvement na- « tional contre Rome, d'un retour à la vieille indépendance

« de Vercingétorix, à la vieille *barbarie*, comme devaient « s'exprimer des hommes élevés au milieu des délicatesses « et des lumières de Rome... ils voulaient changer d'em- « pereur, et non d'empire » (Amédée Thierry.)

Un moment vint pourtant où elle parut ne pas se contenter d'un changement d'empereur, où elle voulut aussi se dérober à l'empire romain, où le mot d'empire gaulois retentit à la fois sur les bords du Rhin, du Rhône et de la Loire. Ce fut à la suite de la révolte de Vindex, quand Civilis et les Bataves eurent battu les Romains dans le Nord (69), quand le Tolosan Primus eut pris Rome pour Vespasien et brûlé le Capitole (70). Les druides reparaissent, et l'empire romain vient de finir avec le Capitole. L'empire gaulois commence. Les prédictions de Velléda viennent ranimer l'ancien esprit national, un triumvirat gaulois se forme[1], l'empire gaulois a son armée ; on lui prête serment comme à l'empire romain, on met en délibération qu'il faut descendre en Italie. Tout cela vint échouer contre quelques légions romaines, et l'empire gaulois n'aboutit qu'au supplice de ceux qui ont eu foi en lui. Avec ce mouvement finit pour toujours la vieille nationalité gauloise, et si plus tard on se révolte en Gaule contre les Romains, ce sont des esclaves et des paysans, et les légions romaines n'auront même pas besoin de marcher d'abord contre les Bagaudes, la noblesse du pays se chargera de les détruire. Si Maximien leur fait une guerre régulière, c'est que les efforts des Gaulois ont été impuissants.

« Dans les deux siècles qui suivent la révolte de Civilis, « la Gaule fut le théâtre de révolutions importantes dans « l'empire. Septime Sévère et Clodius Albinus se li- « vrèrent, sous les murs de Lyon (197), une bataille qui

[1] Classicus et Trevires, et le Lingon Sabinus.

« décida entre les deux rivaux de la souveraineté du monde « romain. Les Gaules étaient indifférentes sur le choix de « l'empereur que les armes devaient leur donner. Cepen- « dant la ville de Lyon, comme si elle avait eu à expier « la défaite d'Albinus, fut livrée au pillage et à l'incendie « par les soldats de Septime Sévère. A peine si le nom « de la Gaule est mentionné dans les annales de l'em- « pire, depuis la bataille de Lyon, jusqu'au moment où « le Rhin est franchi pour la première fois par ces ter- « ribles Germains, contre lesquels les successeurs d'Au- « guste et de Marc-Aurèle épuisèrent en vain le courage « de leurs légions, l'habileté et la perfidie de leur politique, « et tous les trésors de l'empire. » (Poirson, ***Précis d'Histoire de France.***)

Alors la Gaule entre dans une nouvelle voie ; voie d'affranchissement si l'on veut, parce qu'au terme était l'indépendance, mais voie de douleur et de calamité. Le Rhin est franchi comme aux anciens temps ; les descendants des guerriers d'Arioviste veulent aussi ***leur province***[1], et disputent la Gaule aux Romains, comme ceux-ci l'ont disputée au Gaulois. Mais pour son malheur cette nouvelle conquête dura longtemps : de l'apparition du nom franc (240) à la défaite de Syagrius (486), il s'écoula deux siècles et demi. Ces longues années de l'invasion furent des années de terreur et de sang. Chacune fut marquée par quelques désastres. Nous n'entreprendrons point de donner une à une toutes les expéditions connues que firent en Gaule les hommes de la Germanie ; elles se ressemblent toutes. On passe le Rhin par centaines, par milliers, quelquefois par grandes masses ; on pille les campagnes, on saccage les villes si l'on peut en prendre ; enfin les légions

[1] Ceci est ma province, disait le barbare à César, comme vous avez la vôtre. ( *V*. p. 33.)

paraissent; on les bat ou on est battu par elles, et l'on se retire pour revenir bientôt.

Donnons cependant quelques faits et quelques dates. En 257, une bande de Francs traverse la Gaule, passe les Pyrénées, pille douze ans l'Espagne, et, s'enfonçant toujours plus avant dans l'empire, se rend en Afrique sur quelques vaisseaux pris aux Espagnols. Pour leur coup d'essai, les Germains font une des actions les plus hardies dont il soit parlé dans l'histoire de l'invasion. En 280, Probus, qui a refoulé les Germains dans leurs forêts, prend le titre de *Francicus*. Rome en était venue là, qu'elle donnait à ses généraux le nom d'un peuple pour l'avoir repoussé. En 310, Constantin remporte sur les Francs une victoire qu'on crut décisive. Les chefs prisonniers paraissent dans le cirque de Trêves. Mais, onze ans après (341), les Francs sont en Gaule, et avant quarante ans (359) Trêves elle-même était consumée avec son cirque par les flammes que les Francs avaient allumées. Julien arrive d'une école pour repousser les barbares (355), il bat les Allemands et leur roi Chnodomar, et rejette les Francs au delà du Rhin. Quand plus tard le soldat se fit rhéteur et théologien, et argumenta avec les chrétiens : « Écoutez-moi, dit-il un jour à ses antagonistes, qui lui coupaient à chaque instant la parole, écoutez-moi, les Francs et les Allemands m'ont bien écouté. » En 368, il y eut une nouvelle invasion d'Allemands qui remportèrent une victoire signalée sur les Romains; en 375 ils furent battus par Gratien, mais, il faut le dire, avec l'aide des Francs. En 406, passage du Rhin par les Suèves, les Alains, les Vandales et les Bourguignons.

## III.

*Etat de la Gaule au quatrième siècle.* — Dans la nouvelle division de l'Empire faite par Constantin, la Gaule

était un diocèse de la préfecture des Gaules qui comprenait, outre cette province, la Bretagne et l'Espagne. Elle-même se divisait en seize provinces[1], dont le chef-lieu était à Arles. Le diocèse de la Gaule avait deux sortes d'administration, l'une militaire, l'autre civile. A la tête de l'armée était le maître de la milice (*magister militiæ*). Les différentes cohortes étaient distribuées sur le territoire chacune sous son tribun. Le chef de l'administration civile était le préfet du prétoire ; chaque province avait son recteur, chaque cité son comte. Il y avait alors en Gaule cent treize ou cent quinze villes qui jouissaient du titre de cité ; elles étaient soumises à un régime particulier, auquel on a donné le nom de régime municipal : nous allons essayer d'en donner une idée. Chaque cité se divisait en deux parties, le peuple et la curie. La curie se composait de tous ceux qui possédaient vingt-cinq journaux de terre ; elle était chargée de l'administration locale dans toute l'étendue de ce mot, elle avait ses assemblées, ses magistrats, envoyait des députés à l'empereur, votait les remercîments et les monu-

[1] 1° Narbonnensis prima (le Languedoc). 2° Viennensis (le Dauphiné). 3° Narbonnensis secunda (la Provence). 4° Alpes maritimæ (une partie du Piémont et de la Savoie). 5° Alpes graiæ et penninæ (le Valais). 6° Aquitania prima (le Limousin, le Berri, l'Auvergne). 7° Aquitania secunda (la Guienne). 8° Novempopulania (la Gascogne). 9° Lugdunensis prima (la Bourgogne). 10° Lugdunensis secunda, tertia (elle allait de la Bretagne à la Champagne par la Normandie et la Picardie). 11° Lugdunensis quarta (l'Ile-de-France). 12° Maxima Sequanorum (la Franche-Comté, la Suisse). 13° Belgica prima (la Champagne). 14° Belgica secunda (Flandre). 15° Germania superior (l'Alsace), 16° Germania inferior (la Belgique). On sent bien que les limites des provinces romaines ne coïncidaient pas exactement avec celles des provinces françaises correspondantes ; néanmoins la différence est peu sensible, et les rapports qui existent entre les anciennes et les nouvelles provinces sont souvent frappants.



ments publics, tout cela en son propre nom et sans que ses actes fussent soumis à la révision des agents impériaux. C'était une quasi-liberté dont les empereurs berçaient les peuples, mais qui ne tirait pas à conséquence; tant qu'elle ne sortait pas de ce cercle, la curie était libre mais le comte était là pour l'empêcher d'aspirer plus haut. On ne saurait mieux comparer l'état du curiale qu'à celui d'un prisonnier auquel on a laissé le droit de disposer à son gré de sa prison. Le curiale, en effet, était un véritable prisonnier; il ne lui était pas permis de quitter le territoire de la cité sans la permission du comte; celui qui s'en abstenait plus d'une année, perdait les biens qu'il y avait. La raison de ce règlement nous découvre à une grande profondeur le triste état de la société romaine à cette époque; c'est que ce titre de curiale qui nous semble un honneur à nous, parce que l'on possédait au moins une ombre de liberté, ce titre était regardé comme une lourde charge à laquelle on cherchait par tous les moyens à se dérober. Il fut un moment où l'on se vit obligé de défendre aux curiales d'embrasser l'état ecclésiastique sans permission : ils s'y jetaient en foule pour se trouver enfin hors de la curie.

On n'aperçoit pas du premier coup d'œil à quoi tient cet empressement à sortir d'une position sociale par laquelle on se voyait appelé à une sorte de vie publique. Des priviléges étaient attachés à ce nom de curiale : on était exempt de la torture; en tout jugement, la peine du curiale était moindre que celle d'un coupable ordinaire, et il avait droit d'appel à l'empereur, enfin il recevait une espèce de contribution[1], et était nourri aux dépens de l'État, s'il devenait pauvre. Deux charges seules portaient sur la curie,

[1] C'était quelque chose d'assez semblable à nos jetons académiques.

l'or coronaire et la perception des impôts; mais ces deux charges suffisaient seules pour les dégoûter de leur titre. Dans le principe, à l'avénement d'un nouvel empereur, quelques villes lui envoyaient une couronne d'or pour le féliciter et comme marque d'attachement. Bientôt cet usage se répandit partout, puis il prit force de loi, et il en fut pour les Romains de l'or coronaire, comme pour nous plus tard du droit de joyeux avénement : le présent devint un impôt. Ce n'est pas tout : les empereurs ordonnèrent qu'on réitérât ce don à chaque événement : une guerre était-elle déclarée, l'empereur mariait-il ses enfants, on envoyait ordre à la curie de décréter l'or coronaire. L'abus alla si loin, qu'à la fin on l'exigea sous les prétextes les plus légers; et comme il était défendu aux curiales de se montrer mesquins dans leurs libéralités, comme il y avait un poids fixé que la couronne devait au moins atteindre, sa charge était véritablement pesante. La seconde l'était encore plus : sous les empereurs romains, ce n'étaient pas les individus qui étaient taxés, mais les cités. On fixait à tant l'impôt de la cité, ensuite elle réglait elle-même la répartition comme elle l'entendait. La curie qui représentait la cité était chargée de ce soin; et comme il fallait qu'en dépit des accidents, le compte se retrouvât toujours à la fin, s'il y manquait quelque chose, les curiales étaient forcés de se surimposer pour combler le déficit. Nous n'avons pas besoin de dire combien était ruineuse une telle responsabilité à une époque où la richesse des peuples allait toujours diminuant, et les impôts toujours croissant. En outre, les vexations des gouverneurs tombaient de préférence sur les curiales, et cette nouvelle charge était peut-être plus accablante que tout le reste.

L'autre partie de la cité, le peuple, paraît avoir joui d'une condition moins tourmentée que celle des curiales. Il avait certains droits politiques, tels que celui de délibérer, et

quelquefois sur les affaires d'intérêt général, celui d'adresser des pétitions à la curie, et enfin de se nommer un magistrat uniquement consacré à sa défense ; son nom seul l'annonçait : défenseur de la cité. Il paraît que cette magistrature, qui avait quelque rapport avec l'ancien tribunat romain, fut instituée par les empereurs pour mettre le peuple à couvert de l'oppression de la curie. Il était défendu de le choisir parmi les curiales, et, par un privilége très-important pour qui sait combien il y avait de corruption dans ce mécanisme compliqué que l'on a nommé l'administration impériale, le défenseur de la cité avait le droit de s'adresser directement à l'empereur, et sans l'entremise de ses agents.

Les magistrats de la curie étaient les décemvirs dont les fonctions rappelaient en petit celles des consuls ; les principaux, qui représentaient les censeurs, et auxquels étaient confiées l'administration générale et la police de la cité. Ils étaient chargés, avec les dix premiers (*decaprotes*) de la perception des impôts, et étaient responsables : aussi ces charges-là étaient-elles plus redoutées que recherchées. Il en était au reste de même de toutes les magistratures municipales. Il y avait une loi expresse qui défendait au citoyen nommé magistrat de refuser la charge ; s'il s'y dérobait par la fuite, ses biens étaient confisqués. Ils se trouvaient appelés, par leur position, à lutter sans cesse avec les agents du gouvernement, à peu près comme plus tard les prévôts de nos communes avec l'évêque et le comte ; mais ce qui ne rebuta pas nos bourgeois effrayait alors les hommes dégénérés de l'empire Il est vrai qu'ils n'avaient guère d'espoir d'être secourus dans la lutte par la cité. Les citoyens étaient désarmés ; tout ce qu'on pouvait faire pour eux était tout au plus d'envoyer quelque pétition à l'empereur. Et à propos de ce désarmement général, il y a un fait assez curieux et qui montre bien à quel point l'espèce humaine

avait alors dégénéré en Gaule. Quand vinrent les barbares, Théodose rendit à la population le droit de porter les armes, elle refusa de s'en servir. On doit songer que c'étaient les fils des Arvernes et des Nerviens qui faisaient ce refus.

Les Gaulois avaient chaque année des assemblées de province présidées par le recteur et composées des députés qu'envoyait chaque cité. Ces députés devaient être tirés de la curie. Ils avaient aussi des assemblées générales composées des députés de chaque assemblée provinciale, et qui étaient présidées par le préfet. Dans l'une et dans l'autre, on discutait les affaires d'administration.

Ces assemblées ne devaient point leur existence à la conquête comme le reste des institutions municipales. César les trouva et les laissa; les empereurs les maintinrent, les exigèrent même à la fin, quand ils virent que l'on s'en dégoûtait comme du reste. Ces assemblées, ordonnées par l'empereur, présidées par ses agents, étaient frappées d'impuissance. Honorius, dans un édit emphatique, où il s'efforce de relever ces assemblées (418), après avoir exalté la beauté d'Arles, où l'on devait se réunir, après avoir fait remarquer aux curiales que la ville était favorablement située pour le commerce, finit par les condamner à une grosse amende s'ils refusaient de s'y rendre. Ce qui nous semble à nous une marque de liberté était dans le fond une dure servitude.

Quand une société est tombée si bas qu'il faut des amendes pour la forcer à donner un signe de vie, on peut dire avec assurance que son terme approche. Placée entre deux ennemis, les barbares et sa propre corruption [1], la société romaine en Gaule comme ailleurs se dissolvait de toutes

[1] Voyez pour le tableau de la décadence de l'empire romain au quatrième siècle le premier cahier de notre histoire du moyen-âge.

parts; ce qu'elle avait de vivace resta sur le sol, mais il fallait pour cela que d'autres hommes vinssent la raviver. En sa place, s'élevait de tous côtés plus forte et plus radieuse, à mesure que le vieux monde s'en allait, une nouvelle société qui portait en elle les destinées de l'univers. C'était la société chrétienne.

Il y avait déjà longtemps que le nom du Christ avait été annoncé pour la première fois dans la Gaule (si l'on en croit les légendes populaires, saint Paul en fut le premier apôtre; mais ce qui est sûr, c'est que, sous Marc-Aurèle, les chrétiens se trouvaient déjà assez nombreux, pour que dans une seule ville, à Lyon, on pût en égorger des milliers) : toutefois, ce n'est guère qu'à l'an 250 qu'on peut assigner la prédication définitive du christianisme en Gaule. « Ceux-ci donc furent envoyés, Gratian, évêque, aux Tou« rangeaux, l'évêque Trophime à ceux d'Arles, l'évêque « Paul aux Narbonnais, l'évêque Saturnin aux Tholosans, « l'évêque Denis à ceux de Paris, l'évêque Astrimoine aux « Auvergnats, l'évêque Martial aux Limousins. » (Grégoire de Tours. — Traduction de 1610, par le seigneur Hémery d'Amboise). On peut appeler avec raison ces sept évêques, les apôtres de la Gaule, car ils trouvèrent les populations encore neuves sur le christianisme[1]. Grandie rapidement

[1] Saint Denis est décapité par les Parisiens sur la fameuse montagne du Martyr (Montmartre). Les Tholosains prennent leur évêque, l'attachent à la queue d'un taureau fougueux, et précipitent cet animal du haut des degrés de leur capitole. — « L'un de leurs dis« ciples s'en étant allé en la ville de Bourges, annonça aux Berruyers « la loi du Sauveur de tous les vivants, dont s'y trouvant aucuns « qui voulurent embrasser la foy, ils furent honorés de la clérica« ture, et apprirent la manière de chanter les psaumes, et leur fut « enseigné comment ils édifieraient un temple, et en quelle sorte « ils devaient célébrer l'office solennel en l'honneur du Tout-Puis« sant. » (*Grégoire de Tours.*)

au sein des persécutions, plus rapidement encore par la conversion de Constantin, et ce fut peut-être une de ses plaies, la religion du Christ régnait en Gaule au siècle dont nous parlons. Les principales charges municipales demandaient plus qu'un chrétien; il fallait être catholique pour les obtenir. Cependant la victoire n'était pas encore entière; sous les rois barbares du siècle suivant, les hommes de Dieu trouvaient encore au sein de la Gaule des idoles à abattre[1], l'on voit des hommes élevés aux dignités, consulter les augures[2]. Les habitants des campagnes, les *pagani* retenaient surtout avec une opiniâtre ténacité les dieux et les cérémonies de leurs pères; c'était chez eux que se trouvaient ces idoles dont il est fait si souvent mention dans les vies des saints de cette époque.

Mais, à part cette résistance qui ne devait pas durer, le christianisme était roi dans les Gaules. De toutes parts le peuple se ralliait au clergé; les évêques eurent bientôt comme en monopole, qu'on nous passe cette expression, cette charge sacrée de défenseur de la cité, tradition romaine, mais agrandie par les idées nouvelles. En place de ce dur et sec *veto*, les fonctions du défenseur de la cité avaient quelque chose de singulièrement touchant, et qu'on ne s'attendait guère à trouver au milieu d'institutions égoïstes et froides. Il était spécialement chargé des veuves, des orphelins et des faibles, qu'il devait traiter en père, c'était l'expression de la loi. A qui cette charge convenait-

[1] Lors j'assemblay quelques-uns d'entre eux, afin que je pusse ébranler et abattre avecque leurs secours cette grande idole que mes forces, par trop faibles, n'avoient pu briser : car j'avois déjà rompu les autres idoles qui étoient pulvériseez. — (Paroles d'un ermite des environs de Trèves à Grégoire de Tours lui-même.

[2] Clode arriva à Tours, et faisant son chemin il commença à regarder les présages et les auspices comme c'est la coutume des barbares et païens, et s'écria qu'ils lui étaient contraires. (Gr. de T.)

elle mieux qu'à l'évêque, le protecteur né du pauvre et du petit, à celui qui de tout temps avait été le refuge de toutes les misères et le vengeur de toutes les oppressions? Flavien avait sauvé les habitants d'Antioche ; Ambroise venge à Milan ceux de Thessalonique ; et plus tard, quand les barbares fondront sur l'empire, un évêque sauvera la capitale des fureurs d'Attila, un autre, saint Aignan, sera le génie tutélaire de sa ville et de la Gaule entière ; le premier, il osera faire face au terrible Hun, c'est lui qui déterminera Aétius de venir au secours d'Orléans, et sans l'attendre il se hâtera de retourner au sein de son peuple en danger. Ce rôle de protecteur du malheureux est si bien dans la nature de l'évêque, que, quand Attila vaincu reprendra la route du Rhin au milieu des populations menaçantes, ce sera encore un évêque qui le protégera dans sa retraite. Ce dernier trait nous révèle dans tout son jour l'esprit nouveau que le christianisme avait apporté au monde, le principe par lequel il venait régénérer la société romaine : plus de distinction de races et de conditions, d'amis ou d'ennemis, l'univers est substitué à l'empire ; de même que la foule des dieux de l'Olympe a fait place à un seul dieu, tous les peuples viennent se fondre en un seul peuple, le peuple du Christ.

C'était là ce qui faisait la véritable force du christianisme à cette époque où toute force semblait avoir disparu de la terre, à l'exception de la force brutale et matérielle ; c'était par là qu'il devait survivre à la société romaine dont le sein gangrené ne pouvait plus le contenir. Romains ou barbares, que lui importait? Le nom du Christ n'était-il pas sous la tente du Goth aussi bien que dans les fastueuses basiliques d'Antioche ou de Constantinople? Et même il avait meilleure prise sur ces peuples neufs, prêts à recevoir avec la simplicité et la joie de l'enfance les doctrines d'une religion nouvelle, que sur ce vieux monde entêté et blasé qui ne voulait pas oublier son passé, qui sacrifiait sans

peine des dieux dont lui-même se moquait depuis longtemps, et qu'il avait accueillis d'un grand éclat de rire quand ils sortirent de leurs ténébreuses demeures pour paraître au grand jour, mais qui n'avait pas tiré du sanctuaire une autre divinité tout autrement redoutable au Dieu nouveau, sa corruption et ses mœurs.

Il n'est pas étonnant après cela que nous voyions le clergé jouer un aussi grand rôle à ce quatrième siècle, qu'on ne peut regarder que comme le précédent de l'invasion dont il prépare les voies. L'invasion est le vrai triomphe du christianisme [1]. Alors seulement ce n'est plus la religion de l'empire, mais celle de l'univers : en attendant, il était au moins la religion du peuple qui se rangeait autour de ses ministres, parce que là seulement il trouvait secours et consolation. Jamais peut-être le clergé ne se montra si grand en Gaule, en face de l'invasion qu'il devait rendre plus douce, aux peuples luttant avec les agents impériaux; consolant, priant, prêchant, combattant, écrivant, il semble avoir ramassé en lui seul l'énergie qui manque à tous, et tant de distractions séculières n'ôtent rien de sa perfection, et presque tous les évêques gaulois sont des saints.

S'il y avait quelque chose de mince en présence de ces deux grandes révolutions qui devaient renouveler la face de la terre, le christianisme s'affranchissant de l'empire et les barbares se mettant en la place, c'était bien la littérature : pauvre époque pour la poésie que celle où les hommes n'avaient devant les yeux que des images de mort et

[1] Nous croyons devoir faire observer ici que par triomphe du christianisme nous n'entendons pas triomphe du clergé. Les barbares servent sans le savoir les idées, mais ils traitent assez rudement les hommes. Il y a chez eux, nous l'avouons, vénération pour le clergé, mais ce sont des adorateurs fantasques. Nous ne saurions mieux les comparer qu'à ces paysans bretons dont parle M. Michelet, qui fouettent leur saint quand ils n'en sont pas contents.

de destruction où l'avenir semblait manquer [1]. Le seul poëme du siècle qui soit digne de mention est une élégie : c'était un homme de Toulouse, Rutilius Numantianus, préfet de Rome, qui l'avait faite. Lui et un homme de Poitiers, le rhéteur Palladius, qui vint aussi à Rome, sont les seuls laïques qui aient laissé un nom littéraire : le reste appartient à l'Église. En ce sens, le moyen âge avait déjà commencé pour la littérature ; on eût pu déjà l'appeler clergie, et encore nous ne croyons pas que ce fût par amour des lettres que le moine écrivait la vie de son abbé ou le martyre d'un saint, que l'évêque publiait des homélies, des traités de religion ; c'était bien plutôt pour propager et glorifier le nom du Christ. Aussi est-ce à contre-cœur que nous citons, à propos de lettres, ces écrits trop vénérables, à vrai dire, pour être rangés dans cette classe, et qui sont plutôt des actes religieux que des compositions littéraires. Ce sont, au reste, de pauvres noms en littérature que ceux d'Orient, d'Honorat, de Léporius et d'Évagre ; ils sont les seuls, il est vrai ; mais mieux vaudrait avouer franchement l'impuissance d'une époque que de lui chercher des titres mensongers.

Et quel besoin avait de littérature cette époque si triste et si solennelle à la fois, ce quatrième siècle jeté entre les deux âges de l'humanité, le paganisme et le christianisme ? Il s'agissait bien de vers et de discours quand, chaque année, arrivait un nouveau flot de barbares, quand tout le passé croulait avec fracas : les sociétés qui s'éteignent sont muettes d'ordinaire, et la muse romaine s'en allait avec le monde romain.

Ici finit l'histoire de la Gaule. Avant de quitter cette première patrie, pour ainsi dire, avant d'entrer dans ce que

[1] Il y avait alors un avenir immense pour l'humanité ; il était nul pour la société.

l'on est convenu d'appeler notre histoire, comme si notre histoire ne commençait pas avec Sigovèse et Bellovèse, récapitulons en peu de mots ce que nous avons dit d'un nom que nous abandonnons à regret, et qui valait bien le nom barbare d'une tribu germaine.

Il y a deux Gaules, la Gaule gauloise et la Gaule romaine. Nous ne connaissons de la première que son existence extérieure ; mais, à lui seul, ce côté de son histoire en fait déjà quelque chose de grand. Il est peu de nations anciennes qui n'aient été visitées par quelques bandes d'émigrés gaulois : ils fondèrent un empire en Asie, faillirent écraser la Grèce, et firent trembler longtemps Rome et l'Italie. La Gaule fut la Germanie de la république ; l'autre Gaule nous apparaît sous une forme un peu vague ; elle dispute quelque temps sa nationalité, puis, devenue romaine, s'agite encore, veut former un corps à part, veut redevenir gauloise, mais sans quitter les mœurs romaines. Les quatre siècles qu'elle passa dans cet état mixte mêlé de servitude volontaire et de désirs d'indépendance, furent quatre siècles d'incertitude et de souffrance : de plus grandes infortunes l'attendaient dans le siècle qui allait commencer.

# CHAPITRE III.

## ÉTABLISSEMENT DES BARBARES EN GAULE.

### I.

*L'invasion.* — Nous dirons peu de chose des conquérants germains. On a raconté, dans l'histoire de l'invasion, leurs mœurs et leur position : il suffira de quelques réflexions sur le caractère particulier de chacun des trois peuples qui firent de grands établissements entre l'Océan, la Méditerranée et le Rhin.

Les Bourguignons, auxquels quelques-uns ont donné une origine romaine, étaient peut-être le seul peuple barbare qui eût eu avec les Romains d'autres rapports que ceux d'envahisseurs. Chaque année, dès longtemps avant l'invasion, les provinces lyonnaises voyaient arriver du Rhin des bandes paisibles, chose fort rare alors. C'étaient des forgerons et des charpentiers bourguignons qui venaient se louer aux propriétaires romains, et travaillaient à leur compte moyennant un salaire. C'était merveille de

voir, en un siècle de rapines, ces hommes hauts de sept pieds[1] venir gagner, à la sueur de leur front, un modique salaire, au lieu de se faire riches en un coup par les armes, comme cela se pratiquait autour d'eux. Ce peuple ne fit point, à proprement parler, une conquête; la partie de la Gaule qu'il occupa d'abord lui fut cédée, et il s'y établit sans fracas. Devenu maître du Romain, le Bourguignon ne perdit pas cette sorte de vénération qu'il lui avait toujours montrée. Il logeait chez lui, et le saluait du nom de père et d'oncle. La législation bourguignonne est, de toutes, celle qui traite le plus doucement la population romaine; quelquefois même le Romain semble être plus favorisé que le barbare.

Sans montrer autant de respect pour les personnes, les Visigoths accueillirent avec bien plus d'empressement les mœurs et les institutions romaines. Ataulf, le frère d'Alaric, voulut d'abord, dit Jornandès, changer la Romanie en Gothie; mais, reconnaissant que ses Goths étaient trop barbares pour l'exécution d'un aussi vaste plan, il ne songea plus qu'à changer la Gothie en Romanie. Il épouse Placidie, la fille de Théodose, et paraît à la cérémonie du mariage placé au-dessous d'elle et habillé à la romaine. Le chant de noces n'était pas de ceux qui retentissaient en pareille circonstance dans les forêts de la Germanie. Attale, l'ex-empereur, chantait un épithalame. Un fils naît de cette union; on lui donne le nom de Théodose. La cour d'Alaric, le dernier roi des Visigoths en Gaule, fourmillait de rhéteurs et de beaux-esprits romains. On sait que toute la législation de leurs frères d'Italie, le fameux édit de Théodoric[2] n'est autre chose que le code théodosien, sauf

[1] Septipes... (Sid. Apol.)

[2] « Je ferai voir quelque jour dans un ouvrage particulier, a dit « Montesquieu, que le plan de la monarchie des Ostrogoths était

quelques légers changements nécessités par la différence de caractère de ces deux peuples.

Ce n'était pas là ce qu'il fallait au monde. L'empire romain était condamné ; il fallait qu'il fît place à des peuples plus jeunes et plus sains. Et que nous présentent ces deux conquêtes des Bourguignons et des Visigoths? des barbares qui se font romains et qui, dès la troisième génération, ne sont plus capables de défendre le sol dont ils se sont emparés. De tels hommes n'étaient pas destinés à la conquête de la Gaule. Une nouvelle race de conquérants sortit des marais formés à l'embouchure du Rhin, pour remplir la vraie mission des barbares en Gaule, pour la débarrasser de ce monde romain qui s'était si fort enraciné en elle. « C'était cette nation, noble et saine de corps, « d'une blancheur et d'une beauté singulières, habile, « agile et rude au combat... qui, petite en nombre, mais « brève et forte, secoua de sa tête le dur joug des Ro- « mains, etc.[1]. » Les Francs étaient de vrais barbares dans toute la force du terme, et ils se mirent à l'œuvre sans arrière-pensée. Ils réussirent moins d'abord qu'on ne l'a cru ; et, s'ils laissèrent subsister l'édifice qu'ils avaient mission de détruire, ils le défigurèrent tellement, non tout à coup, mais peu à peu, par la seule force de leur

« entièrement différent du plan de toutes celles qui furent fondées « dans ces temps-là par tous les autres peuples barbares. » Montesquieu veut dire ici que chez les Ostrogoths les institutions romaines furent conservées totalement. C'est à peu près l'opinion qui a été soutenue avec beaucoup de talent au concours d'agrégation l'année dernière (1833), par un des professeurs les plus distingués de l'université (M. Varin) ; et nous croyons qu'on pourrait en dire autant des Visigoths, témoin le *forum judicum*, qui lui aussi n'est, à peu de chose près, que la législation romaine, accommodée au genre barbare.

[1] Prologue de la loi salique. Traduct. d'August. Thierry.

génie sauvage, qu'en deux siècles il devint méconnaissable.

Il y avait une autre raison pour laquelle la nation des Francs était appelée à la conquête de la Gaule : elle le révèle en un seul mot dans ce prologue cité plus haut, quand elle se nomme « libre d'hérésie. » Il faut se reporter un peu à l'époque qui nous occupe, et se pénétrer de l'importance attachée alors aux choses de la religion, pour sentir la force de ce mot ; il faut se rappeler que Léon IV, un des empereurs iconoclastes, ayant trouvé deux images chez l'impératrice Irène (la fameuse Irène qui pensa, peut-être, épouser Charlemagne), refusa dès lors de l'admettre à son lit ; que le seul nom de catholique mettait Euric (un des rois visigoths) en fureur ; que chaque jour des scènes avaient lieu dans le royaume visigoth entre le clergé qui appelait les Francs, et les barbares hérétiques qui les persécutaient au double titre d'ennemis politiques et religieux. « Dans ce temps-là, dit Grégoire de Tours[1], Waric (Euric), « roi des Goths, franchissant les limites d'Espagne, per« sécuta grandement les chrétiens en Gaule. Il faisoit « partout trancher la tête à ceux qui ne vouloient pas « consentir à sa méchanceté ; il emprisonnoit les clercs « sacrez ; il bannissoit aucuns prêtres, il leur ôtoit la vie « par la rigueur de l'épée ; il commanda qu'on fermât « d'épines la porte des églises, afin que la rareté d'y en« trer fit mettre la foy en oubly » Et ailleurs : « Beaucoup « de peuples de la Gaule désiroient déjà grandement d'être

[1] Nous nous servirons fréquemment, dans la suite, de cet auteur, le seul historien contemporain de la société mérovingienne. La traduction que nous donnons ici est du seigneur Hemery d'Amboise, qui la publia en l'an 16.0. Nous l'avons préférée à toute autre, parce que, sans abonder en archaïsmes au point d'être inintelligible, elle conserve un peu de cette naïveté propre à notre vieux français, que l'on recherche si fort aujourd'hui, et qui seule peut rendre exactement l'historien le plus naïf que nous ayons.

« en la subjection des François, dont il avint que Quintian, « évêque de Rodès, à cause de cela fut prins en haine du « peuple, et chassé hors de la ville; car on lui disoit: « Pour ce que tu souhaites que les François aient la do- « mination de cette terre, nous te chassons de la ville. « Peu de jours après, s'étant levé une querelle entre luy et « ses concitoyens, les Goths qui demeuroient en la ville « entrèrent en ombrage contre luy, et luy reprochèrent « qu'il vouloit se rendre aux François, et conspirant contre « luy firent dessein de le tuer. » De pareils faits n'ont pas besoin de commentaires, nous n'y joindrons qu'une réflexion, c'est qu'ils se répétaient sur tous les points du territoire.

On peut marquer dès à présent quel sera le sort des trois peuples qui figurent dans l'histoire de l'invasion de la Gaule. Les Bourguignons et les Visigoths, plus civilisés, plus Romains que les Francs, s'établissent les premiers sur le sol romain, et se confondent plus intimement avec les populations indigènes; mais cette fusion elle-même, le vif intérêt qu'ils prennent aux choses romaines, à ces disputes de religion qui remuaient si profondément l'empire depuis Constantin, et dans lesquelles ils apportent la rudesse de leur caractère barbare, les rendent insupportables aux peuples attaqués dans leurs affections les plus chères. Alors descendent en Gaule ces bandes franques, vierges de toute civilisation romaine; plus forts que les premiers conquérants, moins redoutés des peuples, du moins au moment de l'attaque, les Francs les renversent sans peine, et demeurent les maîtres.

Ce fut en 407 que commença l'invasion de la Gaule. L'année précédente, Rhadagaise, entré en Italie à la tête d'une foule, plutôt que d'une armée, de Suèves[1], avait

[1] Phocius dit qu'il y avait auprès de Rhadagaise plus de 1,200 chefs indépendants.

assiégé Honorius dans Asti. Aussitôt l'ordre est donné aux légions du Rhin de passer les Alpes, soit, comme on l'a dit, que dans l'agonie de l'empire la vie se retirât des extrémités au centre, soit tout simplement que la peur eût pris Honorius; et la Gaule reste exposée sans défense aux attaques des barbares. Les débris des Suèves de Rhadagaise, battus par Stilicon, refluent en Germanie, entraînant avec eux les Vandales et les Alains, qui accouraient pour les aider. Arrivée près du Rhin, la horde confédérée se grossit des Bourguignons, et tous ensemble ne songent plus qu'à envahir la Gaule. La seule résistance qu'ils éprouvent vient, non des Romains, mais des barbares. La petite nation des Francs Ripuaires s'oppose[1] à leur passage; elle est forcée de plier sous le nombre, et les peuples se précipitent dans la Gaule. Il est probable qu'une fois la trouée faite, d'autres barbares s'y jetèrent à leur suite. « Toute la contrée, dit saint Jérôme, entre les Alpes, les « Pyrénées et le Rhin, est ravagée par les Quades, les « Vandales, les Sarmates, les Alains, les Gépides, les Hé« rules, les Saxons et les Allamans. » Ce n'était pas la première fois que des bandes de barbares mettaient le pied en Gaule; mais jamais elle ne s'en était vue inondée d'une manière si complète. Les villes disparaissent sous cette nuée d'envahisseurs; Mayence, Worms, Strasbourg, Spire, Reims, Tournay, Amiens, Arras sont renversées de fond en comble, quelques-unes d'entre elles ne renaissent qu'aux dixième et onzième siècles.

Cela dura deux ans: des marais de Ravenne, où il s'était réfugié, Honorius se mettait peu en peine de ce qui arri-

[1] Il ne faut pas se méprendre sur la cause de cette résistance. Ce n'était pas par fidélité à l'empire romain, comme on serait tenté de le croire, que les Francs Ripuaires combattirent les envahisseurs, mais pour défendre les terres qu'ils possédaient eux-mêmes; leur nom de Ripuaires explique tout.

vait en Gaule, et laissait faire les barbares. Il fallut qu'un aventurier arrivât de Bretagne pour leur arracher cette proie. Constantin, simple soldat qui avait rallié à lui les légions de Bretagne, débarque en Gaule en 409, et tombe sur les barbares, qui parcouraient les provinces gauloises avec la même sécurité qu'autrefois leurs forêts de Germanie. Soit crainte de ses armes, soit manque de butin dans une contrée saccagée en tous sens depuis deux ans, trois des quatre grandes tribus barbares entrées en Gaule, les Vandales, les Suèves et les Alains, passent les Pyrénées; la quatrième, celle des pacifiques Bourguignons, traite apparemment[1] avec Constantin, qui lui permet de s'établir entre la Saône et le Jura, et un soldat se trouve maître à la fois de la Bretagne et de la Gaule.

Honorius avait vu avec indifférence la Gaule livrée aux barbares ; il ne put souffrir de la voir entre les mains d'un Romain. Un barbare, le Goth Sarus, est envoyé pour chasser Constantin de la contrée qu'il a enlevée aux barbares. Repoussé honteusement, Sarus en s'enfuyant tombe entre les mains d'une troupe de Bagaudes[2] cantonnés au pied des Alpes, qui ne lui accordent le passage qu'au prix de tout le butin qu'il a fait. Constantin étend son empire sur la partie romaine de l'Espagne, où il envoie son fils Constant (409). Honorius, forcé de plier, lui accorde la pourpre et le nom d'Auguste. Maître de la Gaule, de la Bretagne et d'une partie de l'Espagne, l'aventurier se voyait au moins l'égal du fils de Théodose; une fausse démarche commença sa ruine. Dans ce moment de consternation qui suivit en Italie la prise de Rome par Alaric (410), il passa les Alpes sous le prétexte équivoque de venir au secours de

[1] On les voit plus tard le soutenir dans sa lutte avec Honorius.

[2] Il serait curieux de suivre dans le dernier temps de l'empire romain l'histoire de ces Bagaudes exterminés par Maximien, et qui existent encore lors de l'invasion.

l'empereur. Honorius, qui le redoute encore plus que les Goths, lui ordonne de repasser les Alpes : Constantin hésite après s'être avancé jusque-là ; il s'imagine désarmer par l'obéissance celui dont il pouvait facilement venir à bout par la force, et se retire. Mais Constance, le meilleur général d'Honorius, depuis que Stilicon n'était plus, le suit de près en Gaule, et en même temps Gérontius se révolte contre lui en Espagne. Son fils Constant est battu et fait prisonnier ; lui-même se voit assiégé dans Arles par Constance, et son empire s'évanouit comme par enchantement. En vain Jovin s'avance à son secours à la tête d'une armée de Bourguignons ; il échoue contre l'habileté de Constance, et le malheureux Constantin, réduit aux dernières extrémités, est forcé de déposer les armes. Il essaie de se rendre sacré à ses ennemis en prenant les ordres, et se présente à Constance en costume de prêtre : ni son nouveau caractère, ni la promesse solennelle qu'a faite Constance de lui laisser la vie, ne peuvent le sauver. Honorius, qui a eu peur de lui, le fait décapiter avant qu'il ne soit arrivé à sa cour (411).

Les Bourguignons, qui sont venus à son secours, veulent ressusciter son parti en donnant la pourpre à Jovin, qui en récompense les confirme dans la possession du territoire que leur avait cédé Constantin. Bientôt la Gaule voit arriver de nouveaux barbares ; mais cette fois ils venaient des Alpes, et non du Rhin. Fatigués de piller l'Italie, les Visigoths veulent voir s'il y a encore quelque chose à prendre de l'autre côté des monts, et viennent augmenter la masse des barbares qui occupent le midi de la Gaule. Ils traitent d'abord avec Jovin, mais celui-ci se serait volontiers passé de ces nouveaux alliés ; des mésintelligences éclatent ; enfin les Visigoths, manquant de blé[1], offrent à Honorius de le

[1] Il paraît que le butin ne suffisait pas à leur subsistance dans

débarrasser de son rival, s'il veut leur en fournir. L'offre est acceptée, et Jovin livré aux officiers impériaux, qui le mettent à mort (412). Alors commence une lutte entre Ataulf le roi des Visigoths et les généraux d'Honorius, qui refusent de délivrer le blé par l'espoir duquel on avait acheté leur trahison. Ce fut dans cette guerre que parurent pour la première fois deux hommes célèbres de cette époque, Aétius et Boniface, qui faisaient leurs premières armes sous Constance. S'il faut en croire les historiens romains, ils battirent Ataulf ; mais les faits semblent contredire cette assertion, car, en 413, on voit celui-ci s'emparer de Narbonne, et en 414, il épouse Placidie, qui était une des causes de la guerre : Constance qui ambitionnait sa main, la disputait au roi barbare. Honorius veut protester contre ce mariage ; Ataulf, pour l'en punir, nomme empereur le rhéteur Attale, qui venait de chanter l'épithalame à ses noces, et dont il se servait comme d'un épouvantail par lequel il comptait obtenir le consentement impérial. Alaric s'était servi autrefois de cet Attale pour le même usage, et depuis ce temps il suivait les Goths dans leurs courses. L'expédient réussit à Ataulf aussi bien qu'à son frère : Honorius se soumet à tout, et une paix se conclut avec les Visigoths. On leur donne le blé qui leur a été promis, et ils s'engagent à aller combattre en Espagne, au profit de l'empire romain, les nations barbares qui se la partageaient depuis 409. Toutefois il y a tant d'incertitude sur l'histoire de cette époque, malgré le nombre de monuments qui nous en restent, et peut-être à cause de ce nombre, qu'on peut douter si leur passage en Espagne ne fut pas une fuite ; car Orose dit qu'Ataulf fut forcé de quitter la Gaule[1].

une des contrées les plus opulentes de l'empire, et où rien ne leur résistait. Ceci peut donner une idée de la désolation du pays.

[1] Coactus est.

Quel qu'ait été le motif qui décida les Visigoths à passer les Pyrénées, ils ne tardent pas à reparaître en Gaule vainqueurs des ennemis qu'ils ont été chercher, et demandant une récompense pour les services qu'ils ont rendus à l'empire (419). Ce fut la seconde Aquitaine, avec Toulouse qui devint la capitale de leur royaume. Il s'en fallait encore de beaucoup que la Gaule eût passé tout entière au pouvoir des barbares : deux provinces dues à des traités, non à la force des armes, voilà tout ce qu'ils avaient encore pu enlever à l'empire romain; mais ils ne devaient pas se contenter de si peu. Nous allons les voir revenir à la charge, s'étendre en tous sens, resserrer de plus en plus la partie romaine de la Gaule, jusqu'à ce que de nouveaux barbares viennent mettre fin à la lutte en s'emparant de tout.

Les premiers essais d'agrandissement ne furent pas heureux. Dans l'année de troubles qui suivit pour l'Occident la mort d'Honorius, les Visigoths veulent s'emparer de la ville d'Arles (425) : ils sont battus par Aétius, qui accourt d'Italie au secours des provinces romaines. Trois ans après (428), il bat près d'Héléna les Francs Saliens, qui jetaient de temps en temps un coup d'œil d'envie sur ces provinces d'outre-Rhin, dont la conquête leur était réservée, et affermit la domination romaine de ce côté. Puis il se tourne sur les Bourguignons qui remuaient derrière le Rhône, et les oblige de se renfermer dans leurs anciennes limites (434). La même année la guerre commença avec les Goths. Pendant que les Saxons tentent la côte de l'Armorique et s'établissent en face de cette Bretagne qu'ils vont bientôt conquérir[1] sous Hengist (448), les Visigoths envahissent de leur côté les provinces romaines, et mettent le siége devant Narbonne. Litorius, à la tête d'une bande de Huns, les

[1] Il est assez probable que ce fut alors qu'ils fondérent la colonie saxonne de Bayeux, que retrouvérent les Normands lorsque vint ce que l'on pourrait appeler la petite invasion.

force à la retraite et les suit jusqu'aux portes de Toulouse (438). Les assiégés offrirent un moment de se retirer de la Gaule, si on leur laissait le passage libre : Litorius refuse ; il est pris dans une sortie et livré à la populace qui le massacre. Huit ans plus tard (446), les Bourguignons sont chassés de la Gaule par les Huns auxiliaires [1], et vont s'établir en Savoie. On ne voit leur nom figurer que d'une manière obscure dans la liste des barbares qu'Aétius réunit contre Attila..

L'approche du redoutable conquérant fit taire un moment toutes les rivalités des anciens et des nouveaux possesseurs. Attila, arrivant à la tête de toute la barbarie d'au delà le Danube et le Rhin, peut être considéré comme le chef d'une nouvelle invasion, dirigée autant contre les barbares déjà établis dans l'empire que contre les Romains eux-mêmes. En prenant possession du sol, en adoptant quelque chose des mœurs et des institutions romaines, les premiers avaient rompu avec leurs frères des forêts. L'opinion de Jornandès n'est peut-être pas aussi ridicule qu'elle le paraît d'abord, quand il représente Attila traversant toute la Germanie dans le seul but d'attaquer le roi des Visigoths; seulement, il faut étendre à tous les barbares possesseurs ce qu'il dit des Visigoths, qui étaient les premiers d'entre eux tous, comme Attila était le roi des barbares non possesseurs. En effet, on ne saurait expliquer le choc terrible qui eut lieu dans les plaines Catalauniques par une simple antipathie de race. Les Ostrogoths, restés en deçà du Danube, combattirent les Visigoths. Les Saxons de Bayeux rencontrèrent des Saxons qui venaient chercher fortune à leur tour. Attila avait avec lui des Bourguignons de la Ger-

[1] Ce fut en cette occasion qu'eut lieu leur conversion au christianisme. Instruits pendant sept jours, ils sont baptisés le huitième et battent leurs ennemis, disent les chroniques. Ils n'en furent pas moins forcés de quitter la Gaule.

manie, et les Francs qu'Aétius avait établis à Tournay,[1] purent apercevoir dans les rangs des envahisseurs ceux de leurs frères qui étaient restés dans les marais du Rhin. Il est même probable que l'armée d'Aétius renfermait quelques-unes de ces bandes de Huns auxiliaires, dont les Romains s'étaient servis dans leurs guerres contre les Visigoths, et auxquels ils avaient sans doute donné des terres.

Cet ébranlement universel de la barbarie eut lieu en l'an 451. Attila, parti des bords du Pont-Euxin, remonte rapidement le Danube, entraînant à sa suite tout ce qu'il rencontre : quand il arriva en face du Rhin, son armée se montait à 500, et, selon quelques-uns, à 700,000 hommes[2]. Sans nous arrêter à cette évaluation d'un nombre qu'Attila lui-même ne connaissait peut-être pas, nous donnerons d'un seul trait une idée de la multitude d'hommes qu'il emmenait avec lui : il fallut abattre des forêts entières pour fournir des barques à tous. D'effroyables ravages accompagnent la marche de cette armée de barbares, la plus nombreuse et la plus animée qui eût jamais passé le Rhin. Trèves, la capitale de la préfecture des Gaules, est saccagée pour la cinquième fois. Strasbourg, Spire, Reims et Mayence sont abîmés. Attila s'avance dans le pays et ra-

[1] En 428, après la victoire dont nous avons parlé plus haut. Ce fait pourrait jeter quelque doute sur la victoire d'Aétius; il ne l'anéantit pas néanmoins. Les Francs peuvent avoir demandé la paix et des terres. On en voit plus d'un exemple.

[2] Jornandès nous donne une longue liste des peuples qui la composaient : c'étaient les Huns, les Gépides, les Ostrogoths, les Rugiens; les Galoniens, les Bourguignons, les Bellonates, les Neudiens, les Bastarnes, les Thuringiens, les Francs, les Marcomans, les Suèves, les Quades, les Hérules, les Turcilingiens. Toute la Germanie y était. Il faut se rappeler que tous ces peuples étaient à peu près indépendants, et avaient chacun leurs rois particuliers, pour se former une idée du coup d'œil que devait présenter l'armée d'Attila, et sentir quel homme extraordinaire devait être ce Hun.

vage Arras, Besançon, Toul; il semblait n'être venu en Gaule que pour en faire disparaître les villes, y effacer toute civilisation, et en faire, pour nous servir d'une expression de M. Michelet, « une libre prairie. » Au sein de cette guerre d'extermination, les peuples s'adressèrent à la religion, et se consolèrent des ravages par des légendes et des miracles. Le bruit courut dans la Gaule qu'un ermite s'était présenté au farouche Attila, et lui avait dit : « Tu es le fléau de Dieu. » On adopta avidement cette tradition : Attila n'était plus qu'un instrument dans les mains de Dieu; on se résignait plus docilement à souffrir. On se racontait comment les prières d'une jeune vierge avaient préservé la ville de Paris de la fureur des barbares, comment l'oratoire de Saint-Étienne avait été miraculeusement conservé dans l'incendie de la ville de Metz[1], comment les prodiges opérés par saint Aignan avaient empêché la prise

[1] « Avant que les ennemis vinssent à Metz, un homme digne de « foi aperçut en face saint Étienne, comme devisant et conférant de « cette ruine avec les apôtres saint Pierre et saint Paul, et disant : « Je vous prie, messieurs, que vous ne permettiez point, par votre « respect, que la ville de Metz soit à ses ennemis... que si le for- « fait du peuple soit tant accru qu'on ne puisse empêcher que la « ville soit réduite en cendre, que pour le moins cet oratoire ne soit « exposé à la rigueur des flammes. Ils lui dirent : Va-t'en en paix, « très-cher frère, il n'y aura que ton oratoire de préservé; quant à « la ville, nous n'obtiendrons point qu'elle ne soit rasée, car l'arrêt « du Seigneur en est déjà prononcé... De là vient que tout le peuple « messin a cru pieusement que pour leur respect l'oratoire demeura « entier sans aucune lésion de feu, après que la ville fut détruite et « brûlée. » (*Grégoire de Tours.*)

On lit dans la vie de saint Germain qu'au moment où les Huns allaient faire tomber les remparts d'Orléans à coups de bélier, saint Aignan monta sur la muraille et cracha sur eux. Aussitôt un orage effroyable éclata et força les ennemis à la retraite. Ensuite le saint est transporté par un ange au camp d'Aétius, pour lui annoncer la détresse de la ville, et rapporté de même à Orléans.

d'Orléans ; tout cela peut faire sourire aujourd'hui, mais tout cela consolait alors.

Attila n'avait point encore rencontré d'obstacles, quand il arriva devant cette dernière ville. Il allait passer la Loire, déjà il touchait au royaume des Visigoths, les forces des possesseurs du sol n'étaient pas encore réunies ; c'en était fait de la Gaule s'il les attaquait un à un avec cette masse de combattants qui le suivait : la résistance d'Orléans sauva tout. En vain Attila précipite ses efforts, en vain, « avec grande impétuosité de béliers et autres engins et machines de batterie, il tâche de la prendre par force [1], » les habitants, animés par leur évêque, le retiennent devant leurs murs assez longtemps pour qu'Aétius rallie autour de lui les barbares de la Gaule. Ils allaient céder enfin, même ils avaient cédé, quand Aétius parut avec ses troupes. Selon quelques chroniqueurs, pendant qu'Attila enfonçait une porte de la ville, le général romain y entrait du côté opposé. Il fond sur les Huns, qui pillaient déjà les faubourgs, et les chasse d'Orléans.

Attila recule devant le premier ennemi digne de lui qu'il ait encore rencontré, et remonte vers le Rhin, toujours observé par Aétius. Arrivé dans les vastes plaines qui s'étendent auprès de Châlons, il s'arrête et se prépare au combat. Tout est gigantesque dans cette guerre ; une simple escarmouche, qui a lieu la veille de la bataille entre les Francs d'Aétius et les Gépides d'Attila, coûte quinze mille hommes aux deux partis. Il n'est pas étonnant, si ce fait est vrai, que l'on ait fait monter à neuf cent mille le nombre de ceux qui périrent dans le grand combat. On a bien peu de données sur cette vaste mêlée ; il paraît qu'on y combattit en vrais barbares, sans ordre, sans tactique, chacun ne regardant que l'ennemi placé devant lui. Jor-

[1] Grég. de Tours.

nandès affirme avoir entendu un vieux guerrier présent à la bataille, qui ne pouvait rien en dire parce qu'il n'avait rien distingué. Nous avons dit que l'invasion d'Attila était une guerre de barbares contre barbares, et non contre Romains. Cela est si vrai, que les milices romaines qu'Aétius avait amenées à Châlons n'y frappèrent seulement pas un coup; il erra tout le jour avec elles sans rencontrer l'ennemi, et quand vint le soir, il tomba dans une foule en désordre : c'étaient les Visigoths qui revenaient du combat. Eux aussi n'étaient pas trop rassurés sur le sort de la journée; ils avaient repoussé les Huns, mais leur roi Théodoric, tombé de cheval[1] au commencement de l'action, avait perdu la vie, et son fils Thorismond avait disparu. Il revint bientôt accompagné d'une petite troupe, la figure couverte de sang; entraîné par l'ardeur de la poursuite, il avait été donner dans les chariots des Huns, et blessé à la tête, il ne s'était arraché qu'avec peine à la mort. Dès que le jour eut paru, Aétius fit compter les morts. Un bruit merveilleux courut à ce sujet : on disait que le nombre des morts d'Attila n'avait surpassé que d'un seul celui des morts de l'autre côté; cet homme paraissait si redoutable qu'on ne pouvait croire qu'il eût été vaincu autrement que par un hasard. Lui-même cependant sembla reconnaître sa défaite. Il se renferma dans son camp, épouvantant, dit Jornandès dans son latin énergique, tout absent qu'il était, les ennemis qui le tenaient enfermé. S'il n'osa sortir de son camp, on n'osa venir l'y chercher, et l'on se retira des deux

[1] En général les Goths paraissent avoir été d'assez mauvais cavaliers. Nous venons de voir Théodoric tombant de cheval à Châlons, son fils Thorismond tombe aussi de cheval dans la même bataille, près des retranchements des Huns. Alaric tombe de cheval dans son combat avec Clovis. Un Thorismond, roi des Ostrogoths, meurt d'une chute de cheval. Valemir, un autre de leurs rois, tombe de cheval dans une bataille.

côtés, comme étourdi de ce que l'on venait de faire. « La « guerre étant finie, Aétius dit à Thorismond : Hâte-toi vi« vement de retourner en ton pays, de peur qu'à la pour« suite des ennemis tu ne perdes ton royaume. « Thoris« mond, émeu de ce propos, departit en haste pour préve« nir son frère et occuper le siége royal. Par même astuce, « le roy des Gaulois (des Francs) fut invité de s'en retour« ner, et le camp étant demeuré vuide, Aétius regaigna la « route en son pays avec un grand butin : Attila aussi s'en « retourna au sien avec peu de gens. » ( Grégoire de Tours. )

A peine le torrent s'est-il écoulé, que barbares et Romains recommencent à se disputer la terre, dont les uns et les autres se sont vus sur le point d'être entièrement dépouillés. En même temps que cette grande rivalité occupe les deux peuples, les intrigues se forment dans chaque parti, intrigues sanglantes comme toutes celles de ce temps-là. Thorismond, le vainqueur d'Attila, est massacré par son frère Théodoric (453), tandis que le *libérateur de la Loire*[1] tombe dans le palais de Valentinien, sous les coups de l'empereur et d'un eunuque (454). Aétius était redoutable à Valentinien ; mais il ne l'était pas moins aux barbares, et l'empire perdit un vengeur si l'empereur fut débarrassé d'un ennemi. Au reste, le meurtre d'Aétius servit peu à son auteur ; l'année suivante, il fut assassiné par un serviteur de ce général. « Peu de temps après, Valentinien étant « assis en son tribunal au Champ-de-Mars, à Rome, et fai« sant une harangue au peuple, il fut assassiné par der« rière d'un coup d'épée par Cecylla, écuyer tranchant « d'Aétius (455). »

Alors commença pour l'empire romain une période mille fois plus honteuse que toutes celles qui l'avaient précédée :

[1] Titre donné à Aétius après la levée du siége d'Orléans.

ce fut comme une décadence dans la décadence. Honorius et Valentinien avaient au moins régné, et leur règne, après tout, avait encore eu quelque gloire, n'eût-ce été que Pollenza et Châlons. L'Espagne n'était pas encore toute barbare ; la plus grande partie de la Gaule était restée romaine : ces derniers débris s'écroulèrent dans les vingt-six années qui séparent Valentinien d'Odoacre, et dans lesquelles paraissent jusqu'à neuf empereurs, presque tous nommés par des barbares.

Le premier, Maxime, au bout de trois mois et cinq jours de règne, est massacré par le peuple (455), indigné de la lâcheté qu'il fait paraître pendant que les flottes du terrible Genseric sont en chemin pour arriver à Rome. A la nouvelle de sa mort, le roi des Visigoths, Théodoric, proclame empereur Avitus, commandant des forces romaines en Gaule : Rome et Constantinople approuvent ce choix. C'est le premier exemple d'un empereur d'Occident, nommé par un barbare, qui ait été légitimé par la cour d'Orient. Sous lui, les Bourguignons rentrent en Gaule (456), s'avancent dans le pays que nous nommons aujourd'hui Dauphiné, et s'emparent de Lyon pendant que les Visigoths poussaient leurs armes au delà des Pyrénées et commençaient la conquête de l'Espagne sur les Suèves et les Romains, encore maîtres d'une partie du pays. Pendant que la domination romaine s'en allait rapidement des deux côtés des Pyrénées, la dissolution se précipitait peut-être encore davantage en Italie, et chaque révolution qui s'opérait à Rome avait son contre-coup dans les provinces. C'est ainsi que Théodoric profite de l'interrègne qui suit la mort d'Avitus pour enlever Astorga aux Romains (457); c'est ainsi que le massacre de Majorien achève de rompre le dernier lien qui rattachait la Gaule à l'Italie. Egidius, l'ami de Majorien, se révolte contre Ricimer, qui faisait et défaisait à son gré les empereurs de Rome, et se déclare indépendant

dans la province romaine dont il est gouverneur (461).

Dès lors la Gaule doit être considérée, non plus comme province de l'empire romain, mais comme contrée à part. Égidius est roi dans la partie qu'il occupe, comme les rois visigoths et bourguignons le sont dans la leur, et sa qualité de Romain ne doit pas nous en imposer : elle ne le soumet pas plus à ce fantôme d'empire qui existait encore sur les bords du Tibre que son titre de maître de la milice n'y soumet le roi bourguignon ou visigoth.

L'invasion était donc consommée en un sens ; mais il restait bien des choses à faire pour purifier le sol des débris que l'empire laissait accumulés en se retirant. La lutte des deux partis, romain et barbare, continue toujours ; mais cette fois le chef des Romains était un homme de cœur, et il combattait pour son compte : les barbares reculèrent plutôt qu'ils n'avancèrent. La première année de son règne, Égidius bat à la fois les Bourguignons et les Visigoths. Il paraît que cet homme était extrêmement redouté des barbares. Lui-même, dans le fond, était à peu près barbare, malgré son nom romain. De ses provinces de Belgique, encore à moitié couvertes de forêts, il se faisait connaître dans les forêts de la Germanie. Plusieurs fois les peuplades germaines le prirent pour arbitre dans leurs différends ; et du temps même qu'il n'était que maître de la milice, une d'entre elles, celle des Francs Saliens, l'avait nommé son roi [1]. Tant qu'il vécut, le nom romain fut respecté des deux côtés du Rhin : l'année même qui précéda sa mort, il battit en-

[1] « Childéric régnant sur les Français, et étant excessivement dissolu en luxure, commença d'user impudiquement de leurs filles ; de quoi étant justement irrités, ils le démirent de la royauté ; peu à près, ayant senti qu'ils le voulaient aussi mettre à mort, il se retira en Thuringe... Les Francs enfin ayant chassé Childéric, donnèrent tous d'un consentement la couronne à Egidius, qui était, comme nous avons dit, maître des gens de guerre romains. »

core les Bourguignons et les Visigoths (463). Mais à sa mort (464) l'invasion, contenue si longtemps, se développa tout à coup, et les Visigoths s'avancèrent d'une marche jusqu'aux bords de la Loire (464). Cinq ans après les Bourguignons s'emparèrent définitivement de toute la Lyonnaise, et poussèrent leurs possessions jusqu'au Rhône, qui les séparait de celles des Visigoths. La partie romaine allait toujours se rétrécissant, envahie au sud par les barbares de la Gaule, au nord par ceux de la Germanie ; elle voyait encore les populations qui la composaient se détacher d'elle et faire cause à part : c'est à peu près à cette époque que l'on place la formation de la ligue armoricaine.

Sous Syagrius, qui succède à son père Égidius, commencent à se montrer d'une manière redoutable les conquérants futurs de la Gaule. A part quelques généralités, à peine avons-nous prononcé leur nom jusqu'à présent ; et cependant cette partie de leur histoire, dont nous n'avons pas dit un mot, semble, en quelque sorte, un chapitre obligé de l'histoire de France. Mais, de bonne foi, de quel intérêt sont pour nous les destinées obscures d'une petite tribu germaine, si l'on ne s'occupe que des Francs Saliens ; ou de gens dont les descendants ne possédèrent jamais un pouce de terre au delà du Rhin, si l'on veut parler de la nation entière des Francs? Leur histoire, jusqu'ici, a été l'histoire de tous les peuples barbares qui ne sont pas encore établis dans l'empire : passer le fleuve, piller une ville, une province, et s'en retourner pour revenir. A quoi bon leur construire à grands frais d'érudition une histoire à eux, quand ils n'en ont véritablement pas? Ce luxe même de recherches en prouve assez la futilité : un peuple [1] a fait bien peu de bruit quand il faut reconstruire son histoire

[1] Nous parlons ici des Francs Saliens, les seuls dont se soient occupés nos historiens.

avec des phrases décousues, des faits pris çà et là, liés entre eux par de laborieuses inductions.

Il serait bien plus simple, sans se traîner sur quelques faits arides ou sur des légendes dont on ne veut pas pour le reste, d'aborder franchement la question, et de prendre les Francs de la conquête au moment où leur histoire commence, à Clovis[1]. Avant lui, ils n'ont rien qui les distingue des autres tribus pillardes qui avoisinent le Rhin.

Avec lui la scène change : l'obscure tribu devient nation puissante, toutes les tribus franques se réunissent autour d'elle, et sa domination, qui comprenait à peine quelques lieues de terrain, remplit, en quarante ans, tout le pays compris entre l'Océan, les Pyrénées, les Alpes, le Rhin, et même au delà. On ne saurait dire si les Saliens entrevoyaient d'avance ce brillant avenir; il est probable qu'ils jetaient, dès longtemps, les yeux sur les terres fertiles du midi. En 476, nous voyons Childéric attaquant les Visigoths sur les bords de la Loire, mais toutes les tribus barbares en étaient là : une victoire fit leur fortune. L'an 486, cinq mille guerriers traversent la forêt Charbonnière, conduits par Clovis, alors à peine âgé de vingt ans. Il paraît que c'était pour conquérir, et non pour piller le pays; car le jeune chef les mène droit à Soissons, capitale du roi des Romains[2]. Syagrius, battu, s'enfuit auprès d'Alaric; mais le vainqueur le redemande impérieusement. « Alaric, crai-
« gnant que pour le regard d'iceluy il ne tombât en l'ire
« des François, comme c'est la coutume des Goths d'être
« timides, il le donne lié et garrotté aux ambassadeurs de
« Clovis, lequel l'ayant reçu le met en leur garde, et ayant

[1] Ou Hlodowigh, d'après la reconstruction moderne des noms germains que nous n'avons pas cru devoir adopter dans un ouvrage élémentaire.

[2] C'est l'expression de Grégoire de Tours.

« empiété son royaume, il commande qu'on le mît secrè-
« tement à mort. » (Grégoire de Tours.)

Clovis, maître d'un vaste territoire, si on le compare au nombre de ses compagnons, vit bientôt arriver auprès de lui une foule de guerriers francs, qui lui offraient leurs services en récompense des terres et des charges dont il pouvait disposer. C'était là une conséquence du genre de vie guerrier et indépendant des Germains; ne tenant à rien, ils accouraient tous à celui qui pouvait leur donner le plus; c'étaient de vrais condottieri, avec cette différence que les soldats mercenaires d'Italie formaient une classe à part, au lieu qu'en Germanie, la nation entière ne connaissait point d'autre état. Clovis profite de cet agrandissement subit de puissance pour arrondir le territoire dont il s'est emparé en 492. Il y ajoute la ville de Tongres, qui, comme tant d'autres villes de ce temps-là, s'était fait une existence indépendante. En 493, les Rémois se rendent à lui, persuadés, dit-on, par les exhortations de leur évêque, saint Rémi, peut-être par les armes de Clovis. Il cherche à s'immiscer dans les affaires du midi, et demande à Gondebaud sa nièce Clotilde en mariage. Gondebaud craint, comme avait fait Alaric, les dangers d'un refus vis-à-vis d'un barbare dont il sentait la force et qui ne demandait qu'un prétexte pour se jeter sur lui; il laisse partir la jeune fille, dont il avait exterminé la famille, et achète à ce prix un repos précaire. Clotilde était chrétienne; Clovis, comme presque tous les rois barbares [1] de l'époque, fut converti par son épouse. « La royne ne cessoit de prêcher au roy, et de l'admones-
« ter de connoître le vray Dieu et de contemner (*mépriser*)
« les idoles. » Il n'y était peut-être déjà que trop porté; dès le commencement de la conquête, il avait protégé le clergé, témoin le fameux vase de Soissons; il était en com-

[1] Clovis converti par Clotilde; Agiluf par Theudelinde, etc.

merce épistolaire avec saint Rémi. La politique toute seule lui parlait peut-être plus haut que les exhortations quotidiennes de sa femme ; il ne faut pas pourtant rejeter la célèbre tradition qui attribue la conversion du roi franc à un moment d'entraînement au milieu d'une bataille. Elle est trop bien dans les mœurs du temps, pour que l'on se croie en droit d'y substituer des raisonnements et des calculs sur lesquels un barbare règle rarement sa conduite.

A peine les Francs commencent-ils à jouir de leur conquête, qu'ils se voient menacés dans leur possession. On ne sait pas trop bien ce que sont ces Allamands qui viennent les attaquer. Faut-il entendre par ce mot l'ancienne tribu des Allamani, ou bien un ramas d'hommes [1] d'au delà du Rhin, toujours jaloux de ceux d'entre eux qui parvenaient à trouver place dans l'empire? Dans la rencontre qui eut lieu à Tolbiac (496), les Francs pliaient déjà « quand Clo-
« vis apercevant tel désastre leva les yeux vers le ciel, et
« d'un cœur époinçonné d'un céleste rayon, ayant la larme
« à l'œil, se print à dire, ô Seigneur JESUS-CHRIST, que
« Chlotilde assure être le vray fils de Dieu... Maintenant je
« t'invoque, et désire de croire en toy, *si seulement je suis*
« *tiré du pouvoir de mes ennemis*. Cependant qu'il prioit
« ainsi, les Allamands tournant le dos, commencèrent
« d'être mis en déroute et en fuite, et voyant leur roi tombé
« mort, ils se mirent à la subjection du roy Clovis, luy di-
« sant : Nous te prions, sire, de faire cesser le massacre
« qui est embrasé contre nous, car jà nous sommes des
« tiens. » (Grég. de Tours.)

Aussitôt l'on fait venir saint Remi; il enseigne Clovis. Clovis fait une harangue à ses fidèles, qui lui répondent : « O roy pieux, nous quittons et chassons les dieux mortels.» Alors on prépare le baptistère. Clovis y descend le premier;

[1] Allamans. Al-man *tout homme*.

trois mille des siens le suivent, et voilà les Francs devenus chrétiens. — Cet exemple peut nous donner une idée d'une conversion de barbares à cette époque, aussi bien que celui des Bourguignons prêchés pendant six jours et baptisés le septième ; cependant cela suffisait pour contenter le clergé. A la nouvelle de la conversion du roi franc, un cri de joie s'élève dans toute la Gaule, et parvient aux oreilles du pape saint Grégoire ; il écrit à son nouveau fils pour le féliciter. Les évêques des pays bourguignons et visigoths commencent à tourner les yeux vers le nord, à demander au Seigneur des maîtres catholiques, et ils sollicitent sous main les peuples. Nous avons déjà parlé en commençant de cette disposition des esprits ; les persécutions des barbares ariens ne font que l'augmenter, et l'on préfère hautement les bandes franques, toutes féroces qu'elles sont, à ces barbares déjà demi-policés qui ferment d'épines la porte des églises, et traînent les catholiques dans leurs baptistères pour les y rebaptiser de force [1].

Le secours ne se fit pas attendre longtemps. Les Francs étaient alors dans cette première fougue de conquête que garde quelque temps un peuple barbare nouvellement sorti de ses forêts. Quatre ans se sont à peine écoulés depuis Tolbiac, qu'on les voit en Bourgogne, où ils sont appelés

[1] « On la traîne par force (une fille patricienne) au lieu où l'on « rebaptisait les trinitaires, on la contraint d'entrer dans ce fangeux lavoir. Elle se prend à crier : Vous avez beau faire, je crois « que le Père, le Fils et le Saint-Esprit sont d'une substance et « d'une essence. Ce dit, ne pouvant pis faire pour les dépiter, elle « infecta toute l'eau du bain d'un parfum digne d'eux et non d'elle. « Elle fut menée à la torture, à la lame ardente, aux flammes, aux « crochets de fer ; enfin elle fut immolée à J.-C., perdant la tête. » (*Grég. de Tours.*) L'auteur parle ici des Vandales, mais on peut appliquer ce passage aux barbares du midi de la Gaule, ariens et persécuteurs comme eux.

par la rivalité de deux frères (500). Ils ne font, pour ainsi dire, que s'y montrer : la puissante intervention de Théodoric, qui s'était allié par un mariage avec la famille royale des Bourguignons, y fut peut-être pour quelque chose, et Clovis s'en retourna dans les provinces belgiques, après avoir imposé un tribut au peuple qu'il avait eu peut-être l'intention de soumettre. Cependant le premier pas était fait ; les Francs et les populations catholiques s'étaient vus et peut-être entendus. Clovis avait pu comprendre tout ce qu'il y avait de haine dans le midi pour ceux qui en étaient les maîtres, et de quelle recommandation serait pour lui aux yeux des peuples son titre de catholique.

A part le besoin de conquête, qui poussait toujours les Francs en avant, la religion joue donc un rôle immense dans l'expédition qui a lieu, en 506, contre les Visigoths. « Il me déplaît, fait dire Grégoire de Tours à Clovis, que ces ariens possèdent une partie de la Gaule ; » et il n'apporte point d'autre raison de sa conduite. Dans le chemin, il défend à ses Francs de toucher aux biens du clergé : « Où sera l'espérance de la victoire, si saint Martin est offensé? » dit-il au soldat qui a pris un peu de foin sur les terres du saint ; et il le fait mettre à mort. Un seul combat rend les Francs maîtres du royaume des Visigoths, mais nous avons bien peu de renseignements sur le caractère de cette conquête. Grégoire de Tours semble n'avoir parlé de la guerre que pour en raconter les miracles ; arrivé au fait important, il dit en un mot que « Clovis mit sous sa domination les villes qui étaient depuis les limites des Goths jusqu'aux marches des Bourguignons. » On le voit hiverner à Bordeaux, et emporter les trésors d'Alaric ; mais du reste, il ne paraît pas que sa conquête ait été autre chose qu'une occupation militaire du pays, et encore si peu complète, que vingt ans plus tard on voit son petit-fils Théodebert disputer aux Visigoths une partie de ce même pays soi-di-

sant conquis par son père. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les Visigoths ne furent pas entièrement chassés des Gaules. Ils y conservèrent le royaume de Septimanie; c'était une longue bande de terre qui longeait les Pyrénées et la Méditerranée, s'avançait depuis l'Océan jusqu'au Rhône, et, dans les premières années qui suivirent la conquête, jusqu'aux Alpes.

C'était à Théodoric qu'était due la conservation de cette province : il est étonnant que Grégoire de Tours ne prononce pas même son nom. Cependant ce fut lui qui la soutint véritablement; il battit les Francs de son côté, leur prit la Septimanie, et on ne sait pas ce qui eût pu arriver si Alaric eût eu la prudence de l'attendre. Il se déclara tuteur du fils de son neveu Amalaric, qui s'était réfugié en Espagne, et, en cette qualité, régna sur les Visigoths. C'était la première fois, depuis le passage du Danube (376), que la nation des Goths se voyait réunie sous un seul chef, et en même temps toute la barbarie de l'invasion se trouvait comme résumée en deux grands corps, à la tête desquels étaient Clovis et Théodoric.

Le premier avait pour lui tous les barbares du nord, le second tous les barbares du midi; et cette distinction se retrouvait en Germanie; les Thuringiens et ceux qui habitent les côtes de la Baltique se mettent sous la clientelle de Clovis; les Allemands, qui touchent aux Alpes, s'attachent à Théodoric. Un seul peuple du midi, les Bourguignons, par un aveuglement inconcevable, s'étaient rangés du côté des Francs et les avaient aidés à dépouiller leurs vieux compagnons de conquête. On doit néanmoins les classer dans le monde de Théodoric; leur position géographique, leur situation politique, leurs affections [1] peut-être, tout

[1] On peut douter si le secours qu'ils donnèrent à Clovis en cette occasion ne leur fut pas arraché par la force.

les y plaçait. Il y avait plus de vie, plus d'âpreté chez les barbares de Clovis, plus de masse et de poids chez ceux de Théodoric. Le royaume de celui-ci comprenait tout le littoral[1] européen de la Méditerranée, l'Illyrie, l'Italie, la Septimanie, l'Espagne; celui de Clovis, quoique plus serré et mieux arrondi, ne pouvait rivaliser avec cette bande immense; il fallut renoncer, du moins pour un temps, à marcher plus avant dans le sens méridional.

L'activité de Clovis n'en fut pas ralentie, seulement elle changea d'objet, et il n'arrêta le cours de ses conquêtes que pour préparer les voies à de nouvelles conquêtes. Ce fut alors qu'il abattit un à un, et fondit en un seul tous les petits royaumes francs des bords du Rhin. Tous les moyens lui furent bons pour parvenir à son but. Il dit au fils de l'un : « Voici que ton père se fait vieux, tue-le, je te ferai avoir son royaume. » Ce fils tue son père, puis les gens de Clovis le tuent lui-même; alors il va trouver leur peuple, le harangue et est élu par eux. Il attaque les uns à main armée, se fait livrer les autres et les massacre de sa propre main, « après la mort desquels il se saisit de tout « leur royaume et de leurs trésors. » Il paraît que ces exécutions sanglantes se répétèrent plus d'une fois; car, dit Grégoire de Tours, « il mit à mort aussi beaucoup d'autres « rois, voire des premiers de ses parents, desquels il se « doutoit qu'ils ne voulussent entreprendre sur ses mar- « ches et seigneuries, lesquelles il étendit par toutes les « Gaules. » C'est à tort que nos vieux historiens se sont, pour ainsi dire, extasiés en rencontrant ces cruautés dans un homme *aussi remarquable, aussi religieux* que Clovis. C'était tout simplement une coutume des rois barbares de se débarrasser en masse de tous ceux qui les inquiétaient. A peine Ataulf a-t-il été assassiné que Sigeric, son ennemi,

[1] La Grèce était dès lors asiatique par Constantinople.

qui lui succède, fait égorger les six enfants qu'il a eus d'un premier lit ; lui-même est assassiné à son tour, et Wallia, son successeur, extermine tous ses compétiteurs. Genseric commence son règne par faire noyer dans l'Amsachus la veuve de Gondéric, son frère ; il fait tuer ses neveux. Aussi Grégoire de Tours ne s'étonne pas quand il voit Clovis en venir aux fatales cruautés : « Dieu tout-puissant, dit-il, terras-« soit journellement ses ennemis sous sa main, et amplifioit « son royaume pour ce qu'il cheminoit d'un cœur droit « devant lui, et faisoit ce qui lui étoit agréable. »

Quand Clovis mourut (504), la petite tribu des Saliens était devenue, comme nous l'avons dit, grande nation : elle avait réuni sous sa clientelle tout le nord de la Germanie, avait accablé les Visigoths, écrasait les Bourguignons, et marchait presque de front avec les Ostrogoths, dont la splendeur éphémère allait bientôt s'éclipser devant elle. S'il faut juger d'un homme par l'éclat qu'il a jeté, Clovis sera, après Attila, le plus grand de tous les barbares : c'est du moins celui qui parle le plus à l'imagination ; Théodoric, son rival de puissance et de gloire, doit être placé après lui, si l'on considère de quels faibles commencements partit le roi Franc.

Une chose restait à faire pour achever l'œuvre commencée par Clovis, soumettre les Bourguignons ; ses fils s'en chargèrent. Sans doute la politique et l'esprit de conquête furent pour quelque chose dans la guerre qu'ils déclarèrent à Sigismond ; mais la grande, la véritable raison, la voici : « La royne Chlotilde tint ce propos à Chlodomir et à ses « autres enfants : Faites, mes très-chers enfants, que je ne « me repente point de vous avoir doucement élevez : res-« sentez-vous, je vous prie, de mon injure, et d'une soi-« gneuse affection ; vengez la mort de mon père et de ma « mère. Sitôt qu'ils eurent entendu ce langage, ils s'ache-« minèrent en Bourgogne, conduisant leurs forces contre

« Sigismond et contre son frère Gondomar... » (Grégoire de Tours). La plupart des guerres n'étaient alors que des guerres de famille. Si Clotilde et Sigismond avaient été dans une condition privée, on eût incendié le champ, battu les serviteurs, pillé la maison du meurtrier; ils étaient sur le trône, on ravagea son royaume, on maltraita son peuple et l'on prit sa couronne.

La premiere attaque fut infructueuse; d'abord vainqueurs (523), les trois frères se retirent après la campagne, et l'année suivante, Clodomir reste seul pour soutenir la guerre. Il fait jeter dans un puits Sigismond, dont il s'est emparé dans la première invasion; mais cette cruauté ne lui donne pas la victoire. Gondomar l'attire dans un piége à Véséronce, où il perd la vie (524); c'était un outrage de plus à venger. Dix ans après, les guerriers francs reparaissent : « Ils assiégent Autun, chassent Gondomar, et occu« pent toute la Bourgogne. » (Grégoire de Tours.) Le complément de la conquête est raconté en deux mots par Grégoire de Tours, et, dans le fond, le fait même de la guerre est un événement peu important en lui-même. Les Bourguignons étaient depuis longtemps hors d'état de lutter avec les Francs. Le seul avantage [1] qu'ils eussent remporté sur eux, à Véséronce, était dû à une embuscade; le seul changement qu'apporta la conquête est qu'ils furent soumis de fait et de nom, après l'avoir été de fait seulement.

Nous avons exposé tout au long comment les barbares envahirent et conquirent la Gaule, disons maintenant, mais en peu de mots, comment ils la gouvernèrent.

[1] Encore ne remportérent-ils pas la victoire. Grégoire de Tours dit formellement qu'ils furent battus par les soldats de Clodomir.

## II.

*Les Mérovingiens*[1]. — Nous abordons une question qui a fait l'effroi et le désespoir de tous nos historiens, de ceux du moins qui ont précédé notre siècle. Ne voyant dans l'histoire qu'une série de rois, ils se sont trouvés bien embarrassés quand il a fallu retrouver sur ce sol, divisé et subdivisé sans cesse entre une foule de souverains, leur roi unique, celui dont le nom devait représenter son épo-

[1] Clovis — Testry. (511 — 690). = (511 — 561.) Thierry, roi de Metz. Clodomir, roi d'Orléans. Childebert, roi de Paris. Clotaire, roi de Soissons. Petite guerre avec Théodoric, 512. Incursion des Danois par la Meuse, 520. Thierry en Thuringe, 522. Invasion de la Bourgogne, 523. Véséronce, 524 (Saint-Cloud, 533). Mort de Théodoric, 526. Thierry s'empare de la Thuringe, 530. Childebert en Septimanie, 531. Childebert et Clotaire attaquent la Bourgogne. Thierry soumet l'Auvergne, 532. Théodebert en Rouergue (Deuterie), 533. Mort de Thierry, 534. Théodebert lui succède, 534. Conquête de la Bourgogne, 534. Vitigès et Justinien cèdent chacun la Provence à Théodebert (dix mille Bourguignons), 536. Il bat Grecs et Goths, 539. Guerre entre Clotaire et Childebert, 539. Siége de Sarragosse, 543. Mort de Clotilde, 543. Victoire des Francs en Languedoc, paix, 544. Les Francs de Théodebert en Italie, 547. Son fils Théodebalde lui succède. Bucelin battu par Narsès à Casilin. Fin des Guerres d'Italie, 555. Mort de Théodebalde, 555. Son royaume revient à Clotaire. Révolte et défaite des Saxons et des Thuringiens, 556. Première révolte de Chramme, 556. Les Francs achèvent de perdre ce qu'ils conservaient en Italie, 557. Mort de Childebert, 558. Son royaume revient à Clotaire. Seconde révolte de Chramme, 560. Mort de Clotaire, 561. Caribert, roi de Paris; Gontran, de Bourgogne; Sigebert, d'Austrasie; Chilpéric, de Soissons.

(561—628.) Chilpéric essaie en vain de s'approprier Paris, 562. Invasion des Avares, 562-63. Chilpéric attaque Sigebert, 563. Il est

que, celui sans lequel l'histoire était impossible. Les plus ingénieux avaient imaginé d'aller chercher ce personnage important dans les rois de Paris, parce que cette ville pouvait être regardée en quelque sorte comme la capitale du royaume : mais cette préférence arbitraire ne satisfaisait personne. Rien ne donnait à entendre dans les chroniques du temps que le roi de Paris eût eu quelque prééminence sur les autres rois ; bien plus, par une sorte de fatalité, ils ne jouaient tous qu'un rôle assez subalterne ; évidemment le roi de France, à cette époque, était une énigme dont

battu, 564. Sigebert épouse Brunehaut, 565. Chilpéric Galsuinthe, sœur de Brunehaut, 566. Mort de Caribert, 566. Partage entre ses frères (Paris indivis). Sigebert battu et pris par les Avares, 566. Les Lombards en Bourgogne, 572. Chilpéric en profite pour attaquer Gontran, 572. Paix, 573. Chilpéric s'allie à Gontran contre Sigebert, 575. Invasion des Austrasiens, 575. Sigebert assassiné à Tournay, 575. Brunehaut prise, délivrée par Mérovée, 576. Mummol bat les Lombards à Estoublons, 576. Gontran soutient Childebert contre Chilpéric, et Mummol bat Didier, général des Neustriens, 576. Assassinat de Mérovée, 577. Mort des deux fils de Gontran, 577; des trois fils de Frédégonde, 581. Révolte de Varoc, 581. Guerre entre les trois rois, 581—84. Gondebaud dans le midi, 582. Assassinat de Chilpéric, 584. Fin du règne de Gondebaud, 585. Childebert en Italie, 585. Gontran en Espagne, 585. Les Goths battus à Carcassonne, 587. Traité d'Andelot, 587. Childebert en Italie, 589. Gontran battu par les Goths, paix, 589. Childebert en Italie, 590. Assassinat de Prétextat, 590. Varoc rend hommage à Childebert, 591. Mort de Gontran, 593. Son royaume passe à Childebert. Childebert attaque Clotaire, battu, 593. Révolte de Varoc, 594. Childebert extermine les Varnes, 595. Mort de Childebert, 596. Théodebert succède au royaume d'Austrasie, Thierry au royaume de Bourgogne. Frédégonde les attaque et les bat à Latofao, 596. Elle meurt 597. Brunehaut chassée par les grands d'Austrasie se réfugie en Bourgogne, 599. Clotaire dépouillé d'une partie de ses États par les deux frères, 600. Ils défont les Gascons, 602. Nouvelle guerre entre Clotaire et les deux frères 605. Guerre entre Théodebert et

personne n'avait le mot; et puis c'était quelque chose de si incommode de faire marcher quatre règnes de front, de passer sans cesse d'un roi à l'autre sans savoir auquel s'arrêter, sans savoir par quel lien secret rattacher ensemble des faits qui semblaient ne tenir à rien. Aussi ne voyons-nous que des paroles de découragement ou de mépris sortir de leur bouche quand il s'agit « de ce chaos informe de vieilles histoires; » ils se lamentent lorsqu'il faut entrer dans cette époque fatale : ce qui leur plaît le plus dans Charlemagne, c'est qu'à lui commence l'unité d'action, et que dès lors, à quelques rares exceptions près, un seul nom de roi figure en tête du chapitre ou de la page.

**Thierry, 612. Théodebert battu à Tolbiac, 612, tué. Thierry s'empare de ses États. Guerre entre Clotaire et Thierry, 613. Mort de Thierry, 613. Clotaire s'empare de ses États. Mort de Brunehaut. Concile de Paris, 615. Clichy, 625. Révolte des Gascons et des Saxons, 626. Mort de Clotaire, 628.**

**(628—690.) Dagobert règne sur les Francs; Caribert relégué en Aquitaine. Mort de Caribert, 630. Guerre avec Samon, 630-35. Sigebert, roi d'Austrasie, 633. Guerre avec les Saxons, 635. Négociations avec Judicaël, 636. Mort de Dagobert, 638. Clovis règne en Neustrie et en Bourgogne. Sigebert en Austrasie. Mort de Pepin, maire du palais d'Austrasie, 640. Grimoald, son fils, lui succède. Rœdulfe, duc de Thuringe, se maintient dans son gouvernement malgré Sigebert, 640. Mort d'Ega, maire de Clovis, 646. Erchinoald lui succède dans la mairie de Neustrie, Flaotchat dans celle de Bourgogne. Mort de Sigebert et de Clovis, 656. Grimoald veut faire monter son fils sur le trône, et fait disparaître Dagobert, fils de Sigebert; il est déjoué. Clotaire, fils de Clovis, règne en Bourgogne et en Neustrie; Childéric, son frère, en Austrasie. Clotaire envoie une armée en Italie au secours de Pertharit, 663. Mort de Clotaire, 670. Assassinat de Childéric, 678. Ebroin et saint Léger, 678. Assassinat de Dagobert, 679. Les Austrasiens se déclarent indépendants sous Pepin et Martin, 679. Battus à Leucofao, 680. Assassinat d'Ebroin, 681. Testry, 690.**

Il existe cependant une véritable unité d'action, malgré cette multiplicité d'acteurs; mais, pour la retrouver, il faut s'écarter un peu du sentier généralement suivi : au lieu de raconter les actions des rois francs, nous allons suivre la nation franque dans ses développements, ses succès ou ses revers; nous essaierons de saisir le mouvement sans nous arrêter à la biographie de ceux qui le président. Cette marche d'ailleurs, à défaut d'autres raisons, nous serait commandée par les bornes étroites où nous sommes renfermés, et dans lesquelles, à moins de prendre les choses en gros, nous ne pourrions donner qu'une nomenclature aride de faits, de dates et de noms.

Quelques années de repos suivirent la mort de Clovis. Soit lassitude de la nation, soit jeunesse des princes, soit enfin crainte du grand Théodoric, les Francs interrompirent pour un temps ce cours brillant de conquêtes qui venait de les porter rapidement en quelques années du Rhin à la Seine, de la Seine à la Loire, et de la Loire au Rhône : le dernier motif fut peut-être le plus influent de tous. L'année même qui suivit la mort de Clovis, Théodoric leur enleva quelques villes sur le bord visigoth du Rhône, et le traité qui suivit cette agression ne les leur rendit pas toutes; car on voit, plusieurs années après, Théodebert reprendre les villes que Théodoric avait enlevées à son père.

Ce repos ne fut pas cependant de longue durée. En 520, Thierry, le plus âgé des fils de Clovis, se hasarde au delà du Rhin et entre en Thuringe; mais ce premier essai fut bientôt déjoué par le prince thuringien qui l'avait appelé : il se retire sans oser en tirer vengeance. Quelque impuissant qu'ait été ce coup de main, on pouvait le considérer cependant comme un affront fait au roi des Ostrogoths, avec lequel la famille royale de Thuringe était unie par des alliances; mais on lui en préparait un plus sanglant. Clotilde assemble ses trois fils, leur rappelle ce qu'elle a souf-

fort en Bourgogne, et les lance sur ce pays protégé hautement par Théodoric, au double titre de parent du roi bourguignon et de roi d'un peuple barbare, ancien possesseur (524). La tentative fut encore cette fois malheureuse ; mais le coup était porté, les Francs avaient secoué l'espèce de joug que leur avait imposé un moment la terreur qu'inspirait le puissant roi d'Italie. Bientôt Théodoric meurt, l'empire des Goths se brise ; ceux d'Espagne se détachent de la ligue commune ; ceux d'Italie se livrent à des discordes intestines qui préparent leur ruine. La position des deux peuples est subitement et totalement changée. Désormais ce seront les Francs qui feront trembler, et les Ostrogoths qui trembleront. En attendant, les peuples que leur nom seul préservait de la conquête franque tombent sous les armes de ces redoutables guerriers. La Thuringe est envahie et conquise en 530, la Bourgogne devient province franque en 534.

Ces deux conquêtes peuvent donner lieu à une réflexion, c'est qu'elles se font à part, l'une par Thierry, roi d'Austrasie, l'autre par les trois fils de Clotilde, rois de Neustrie. Il est vrai que l'on ne saurait dès lors attribuer ce fait à une antipathie de race : Thierry, fils d'une concubine, ne pouvait s'intéresser à la vengeance de Clotilde ; et d'ailleurs ses hommes allèrent malgré lui à la guerre de Bourgogne. Mais il est assez singulier que, dès les premiers temps de la société mérovingienne, cette opposition d'Austrasie et de Neustrie se montre déjà, sinon dans les peuples, du moins dans les rois ; et l'on peut faire la même observation pour toutes les entreprises qui vont se succéder jusqu'à la réunion de tous les royaumes francs en la personne de Clotaire. Théodebert l'Austrasien, Childebert et Clotaire, les Neustriens, font toujours bande à part ; tous trois attaquent à l'envi l'empire de Théodoric ; mais ils semblent s'être partagé les deux peuples qui le composent : le premier tombe

sur les Ostrogoths, les deux autres sur les Visigoths.

De ce côté les expéditions furent peu brillantes et les conquêtes à peu près nulles. Déjà, en 531, Childebert avait passé les Pyrénées pour venir au secours de sa sœur Clotilde « qui souffroit beaucoup d'embûches d'Amalaric son « mary, pour la foy catholique; car quelquefois il com- « mandoit qu'on jetât dessus du fient et autres puantes or- « dures quand elle allait à la messe. On dit qu'il la battit « un jour si cruellement, qu'elle envoya un mouchoir à « son frère, teint de son propre sang; de quoy fut telle- « ment emeu, qu'il s'achemina en Espagne. » (*Grégoire de Tours*.) Les Goths massacrent leur roi et rendent Clotilde à Childebert, qui ne rapporte rien de son expédition que le cadavre de sa sœur morte en chemin des mauvais traitements qu'elle avait reçus dans cette terre maudite. Un cadavre fut aussi la seule récompense de l'autre guerre faite par les deux fils de Clotilde aux Visigoths d'Espagne (542). Après quelques succès, ils avaient mis le siége devant Sarragosse; les habitants se rachètent en donnant le corps de saint Vincent que les Francs leur avaient vu souvent porter en procession autour de leurs murailles menacées; le saint corps fut reçu avec grand honneur à Paris, et Childebert fit bâtir pour lui l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

En Italie, le nom franc sonnait plus haut. La même année où les Ostrogoths par la conquête de Bourgogne se trouvaient démasqués à l'ouest (534), une lutte à mort s'ouvrit entre eux et l'empire romain de Constantinople, qui sous Justinien parut un moment vouloir reprendre aux barbares tout ce qu'ils avaient enlevé à l'ancien empire [1]. Dans cette lutte d'un si haut intérêt pour les deux partis, tous deux

1 Justinien reprit l'Afrique aux Vandales, la Sicile et l'Italie aux Ostrogoths; il envoya une armée en Espagne (552). Les Francs furent les seuls qu'il laissa paisibles; et encore prit-il quelquefois dans ses médailles le titre de *Francicus*.

cherchèrent à se procurer l'assistance des Francs. Ce devaient être de puissants auxiliaires que ces terribles guerriers qui depuis quarante ans avaient toujours marché de conquêtes en conquêtes : aussi, n'épargna-t-on ni présents ni promesses pour les séduire.

Théodebert se conduisit en vrai barbare dans cette circonstance ; il accepta les offres des Romains et des Ostrogoths, et ne tint rien de ce qu'il avait promis. En 535, Justinien lui avait donné une grosse somme d'argent, en y ajoutant la cession de tous les droits que l'empire romain avait conservés jusqu'alors, avec une ténacité merveilleuse, sur la Provence, depuis si longtemps au pouvoir des barbares. En 536, Vitigès lui envoie une somme encore plus grosse, et offre en même temps la cession plus réelle cette fois de cette même Provence, dont il était le maître. Il eut la préférence ; mais par un reste de respect pour le traité conclu l'année précédente avec Justinien, il refuse de faire passer les Alpes à ses Francs, et envoie au secours de Vitigès dix mille Bourguignons, qui saccagent Milan et coupent le corps du gouverneur Réparatus en morceaux qu'ils jettent à leurs chiens.

Bientôt Théodebert lui-même passe en Italie (539). Il arrive à la tête de cent mille Francs à l'endroit où les Ostrogoths et les Grecs étaient campés, en présence les uns des autres, prêts à se livrer bataille. Les premiers, qui se croient sûrs de Théodebert, l'accueillent avec de grandes acclamations, il fond sur eux et les met en fuite ; puis, quand les Grecs, joyeux de la défaite de leurs ennemis, vont au-devant de lui comme pour lui rendre grâces, il les attaque à leur tour et les taille en pièces. Alors il s'empare des deux camps et se gorge de butin.

Telle fut la politique constante de ce prince dans toutes ses guerres d'Italie : traiter avec les Romains, traiter avec les Ostrogoths, et gagner sur tous les deux. A partir de ce

moment, jusqu'à sa mort arrivée en 547, Théodobert ne s'occupa que de l'Italie, dont il semble avoir entrepris la conquête. C'était là qu'il dirigeait ses troupes, ses généraux et ces guerriers sauvages d'outre-Rhin, « aux moustaches « pendantes, à la chevelure relevée en aigrette sur le som- « met de la tête, » prêts à courir là où il y avait du butin à faire, et dont il disposait par ses possessions en Frise et en Thuringe. Déjà il était parvenu à se rendre maître de tout le pays qui va des Alpes grecques aux Alpes juliennes, pour nous servir des dénominations romaines, déjà il touchait aux frontières de l'empire d'Orient par l'Illyrie qu'il occupait en partie; s'il est vrai qu'il ait songé un moment à porter ses armes jusque dans Constantinople, ce dessein était peut-être moins téméraire qu'il ne semblerait au premier coup d'œil. Par l'Illyrie il entrait en Grèce, il pouvait descendre en Thrace par le Danube, dont la rive gauche lui appartenait en quelque sorte; car les peuples qui l'habitaient étaient ses tributaires. La corne d'un urus vint mettre un terme aux rêves brillants du chef franc et aux craintes fondées de Justinien. Mortellement blessé à la chasse dans les forêts de la Germanie, Théodebert mourut au moment où il se préparait à faire une nouvelle expédition en Italie.

A sa mort, les affaires des Francs commencent à décliner en cette contrée. Son fils Théodebald, qui lui succède, pauvre enfant paralytique, ne pouvait paraître à la tête des armées; les généraux qu'il y envoie se font tous battre. Leutharis, Bucelin, Hamming, fuient les uns après les autres devant les Romains, qui à la fin étaient parvenus à prendre le dessus sur les Ostrogoths, et il faut renoncer à la conquête de l'Italie. En 557, deux ans après la mort de Théodebald, les Francs n'y possédaient plus un pouce de terre.

Leur génie conquérant s'épuisait; cette période d'ex-

ploits, qui suit ordinairement les premières conquêtes d'un peuple barbare, finissait pour eux.

Il ne s'agit plus d'étendre leur domination sur de nouvelles terres, ils se voient menacés dans la possession de celles qu'ils tiennent déjà. En 556, il faut réprimer la révolte des Saxons et des Thuringiens, qui veulent se soustraire à cette espèce de patronage que les Francs avaient imposé à leurs voisins de Germanie; quand la mort de Clotaire eut divisé de nouveau le royaume, une double invasion vint fondre sur lui.

Les Avares, sortis comme les Huns de la Scythie, s'étaient répandus dans la Germanie sous la conduite de Baian, nouvel Attila, moins la renommée, sous lequel ils fondèrent sur les bords du Danube un empire qui périt avec lui, et firent trembler tous leurs voisins. Sigebert, qui, en qualité de roi d'Austrasie, avait à garder la marche du Rhin, reçut avec intrépidité leur choc. D'abord vaincus en 562, ils reviennent à la charge en 566. « Les Huns, ins« truits en l'art magique, firent voir aux troupes de Sige« bert de divers fantômes, et les défirent et mirent à toute « outrance. L'arméede Sigebert s'enfuyant, il étoit enfermé « des ennemis, et eût été arrêté, si par après, comme il était « élégant et rusé, il n'eût vaincu : parlant de donner des « présents à leur roy, il fit accord avec luy qu'aucun jour « de leur vie, ils ne feroient la guerre l'un contre l'autre.»

Du côté des Alpes, la défense devait être plus difficile; c'était le côté le plus romain et par conséquent le moins guerrier du royaume. Un romain, Mummol, le plus habile général de son temps, en fit les frais. Les Lombards venaient d'envahir l'Italie sous Alboin (568); dans leur première ferveur de conquête, ils passent outre, et descendent en Bourgogne (572). Ils battent un certain Péricius, et s'en retournent chargés de butin. Quand ils veulent recommencer, ils trouvent Mummol qui les bat près d'Embrun : « peu

de Lombards se sauvèrent de cette défaite. » (*Grég.*) Les 20,000 Saxons qui avaient accompagné Alboin en Italie viennent ensuite. Mummol les bat d'abord et les refoule sur la route d'Italie, mais le triomphe n'avait pas été complet, car les envahisseurs remontent la Gaule, « se partageant ensemble les blés des aires, les recueillant et battant, et n'en faisant aucune part à ceux qui avaient labouré les champs. » (*Grég.*) Ils vont ainsi jusqu'au royaume de Sigebert, le traversent, passent le Rhin, et retournent à leurs rivages de la Baltique après avoir parcouru la Gaule dans toute sa longueur comme on la parcourait aux temps de l'invasion. Quand cette armée s'est écoulée, les Lombards reparaissent, trois armées sous les ordres d'Amon, Gaban et Rhodan, attaquent à la fois le pays. Mummol les bat l'une après l'autre ; et depuis, les Francs ne revirent plus les Lombards qu'en Italie.

C'était Gontran, le roi de Bourgogne, le gardien de la marche des Alpes, qui avait soutenu cette guerre, comme Sigebert celle des Avares. Entre eux deux, le petit roi de Soissons, qui, derrière ses deux remparts de l'Austrasie et de la Bourgogne, était à couvert de toute invasion, s'agitait pour avancer les limites de son royaume, et faisait servir à ses desseins les invasions qui menaçaient le royaume entier. C'est ainsi qu'en 563, pendant que Sigebert est occupé avec les Huns, Chilpéric lui enlève Reims et quelques autres villes ; c'est ainsi qu'en 572 il profite du moment où les Lombards ont attaqué Gontran pour l'attaquer de son côté. On voit ses armées tour à tour en Champagne, en Poitou, en Guyenne, dans le royaume de Gontran, partout où il espère *gaaigner* sur ses frères, selon l'expression plus moderne des Normands du moyen âge. Mais ceux-ci joignaient la force à l'avidité. Chilpéric n'avait pour servir son ambition qu'un royaume de peu d'étendue, dont la puissance venait se briser contre ces deux grandes masses de la

Bourgogne et de l'Austrasie. Déjà, en 564 il s'était vu dépouiller de tous ses États par Sigebert; plusieurs autres fois il avait eu à se repentir de ses agressions; toujours incorrigible, il entre dans la Champagne en 575, comme Sigebert venait à peine de quitter les bords de la Marne, où il avait mis tout à feu et à sang. Chilpéric comptait sur l'alliance de Gontran qui l'abandonne, aussitôt que Sigebert a reparu à la tête des bandes féroces de l'Austrasie. Son fils Théodebert se fait tuer dans le Poitou; ses hommes se rendent à Sigebert, et lui-même se voit forcé de s'enfuir à Tournay, où son frère le suit de près, tandis que Brunehaut, venue en Neustrie pour activer la guerre, entre triomphalement à Paris.

Ce nom de Brunehaut demande quelques mots : il y avait autre chose que l'ambition de Chilpéric entre lui et Sigebert. Dans les premières années de leur règne, ils avaient épousé deux sœurs, Brunehaut et Galsuinthe, filles d'Athanagilde, roi des Visigoths. Brunehaut prit un grand ascendant sur Sigebert son mari, mais la pauvre Galsuinthe, avant la fin de sa première année de mariage, fut trouvée un jour morte dans son lit. « Le roy ayant pleuré sa « mort, après peu de jours il print Frédégonde en ma« riage. » Brunehaut jura de venger la mort de sa sœur, et alors commença entre ces deux femmes célèbres une lutte à mort dans laquelle chacune s'efforça de pousser son mari.

Brunehaut se voyait sur le point d'arriver au terme de ses vœux; Chilpéric, bloqué dans Tournay, était réduit aux dernières extrémités; Frédégonde, qui accoucha d'un fils, délibéra un moment si elle ne s'en déferait pas : en même temps, des hommes de Neustrie, rassemblés à Vitry, autour de Sigebert, le reconnaissaient pour leur roi et le promenaient sur le pavois autour du camp. « Lors deux hom« mes armés de couteaux, forts et puissants (qu'on nomme « Scramasaxes), lesquels jeunes hommes la royne Frédé-

« gonde avoit remplis de vin, et les avoit apostés à l'exé-
« cution de leur méchanceté, se trouvant près de la per-
« sonne du roy, et faisant semblant d'y être pour autre
« chose, frappèrent le roy aux deux côtez. Il se print à crier
« en tombant, et peu après il rendit l'esprit. » (575).

Jamais révolution plus subite ne s'opéra : l'armée de Sigebert se débande; Chilpéric, délivré soudainement, sort de Tournay et reprend tout ce qu'il a perdu : Brunehaut est saisie par les gens de Frédégonde dans cette même ville de Paris où elle attendait qu'on lui amenât sa rivale, et son fils Childebert, alors âgé de cinq ans, est heureux de se sauver dans une corbeille par dessus les murs. Chilpéric veut pousser et s'emparer du royaume que laisse Sigebert, après avoir reconquis le sien. Mais Gontran vient au secours de son neveu ; il envoie Mummol, le vainqueur des Lombards, contre le général de Chilpéric, Didier, qui vient d'entrer sur les terres de Childebert, et se déclare hautement protecteur de celui-ci. Mummol bat Didier (576). En même temps, Brunehaut est délivrée par Mérovée, fils de Chilpéric, qui plus tard paya de sa vie ce service rendu à l'ennemie de Frédégonde. L'intervention de Gontran arrêta les armes de Chilpéric, et une paix de quelques années suivit la plus furieuse des guerres civiles qui agitèrent cette époque si féconde en guerres civiles.

La guerre recommence en 581, entre les rois de Bourgogne et d'Austrie, au sujet de Marseille, dont ils disputaient chacun une moitié. Chilpéric, selon sa coutume, profite de cette guerre pour *gaigner*; il la traîne en longueur en s'alliant tantôt à l'un, tantôt à l'autre, et le traité de paix qui est conclu en 584 lui laisse quelques villes du midi, dont il s'est emparé à la faveur du désordre. Il n'en jouit pas. La même année, comme il revenait à la nuit tombante de la chasse au cerf, « il survint un quidam qui le
« frappa d'un couteau sous l'aisselle, et redoublant le

« coup, le luy plongea dans le ventre. Incontinent du coup « sortit une grande abondance de sang, tant par la bouche « du roy que par l'entrée de la plaie. Sur quoy il rendit in- « continent son esprit inique. » (584,.

Il est peu de nos histoires où l'on ne trouve un beau récit qui attribue le meurtre de Chilpéric à Frédégonde. Autant vaudrait attribuer à Brunehaut celui de Sigebert. La veuve de Chilpéric, pour échapper avec son fils aux armes de Childebert, qui se préparait à se venger du jour où enfant, on l'avait furtivement glissé le long des murailles de Paris, a recours à la protection de Gontran. Le bon roi arrive aussitôt, ses troupes repoussent l'armée de Childebert, comme elles avaient repoussé autrefois celle de Chilpéric; et déjà la guerre s'allumait entre les deux rois, quand un danger commun vint les réunir.

Le midi n'était soumis aux Francs que d'une manière vague et indécise; des tributs que l'on refusait quelquefois[1], des gouverneurs qui se disputaient les grandes villes, et par suite des ravages, voilà tout ce qu'il connaissait d'eux. Il s'ennuya à la fin de cette existence, et voulut s'appartenir. Pendant la guerre de 581, Gontran-Boson et Mummol, les deux plus grands seigneurs du midi, allèrent chercher à Constantinople un Gondovald qui se disait fils de Clotaire Ier. Mais cette tentative n'avait eu aucun résultat; Gondovald, dépouillé de ces trésors par ceux même qui l'avaient appelé, s'était réfugié dans une île des côtes de Provence. La mort de Chilpéric et les dissensions qu'elle amena entre les rois francs, vinrent ranimer cette velléité d'in-

[1] « Le peuple, se voyant pressé de tel fardeau, s'assembla le premier jour de mars, et voulut mettre à mort le référendaire Marc, qui avait eu le commandement de payer l'imposition susdite, et l'eût mis en effet, si l'évêque Ferreol ne l'eût délivré du danger imminent, et ledit peuple assemblé ayant saisi le livre du cadastre, le mit dans le feu. (*Grég. de Tours.*)

dépendance ; Gondovald est rappelé et proclamé roi dans le midi (584). Aussitôt les deux rois de Bourgogne et d'Austrasie se réconcilient, et accourent en Aquitaine. A leur approche, Gondovald s'enferme dans Comminges, et s'y défendait en désespéré, quand les deux seigneurs qui l'ont fait roi le livrent aux bourreaux. Comme ceux-ci descendaient la hauteur sur laquelle est bâtie Comminges, Ollon, leur chef, lui donna un coup de pied et le fit tomber. « Au « moment où il se relevoit, Bouzon luy rua un coup de « pierre sur la tête, duquel il tomba mort. Toutes les trou- « pes des soldats y arrivèrent, le transpercèrent de coups « de piques, luy lièrent les pieds d'une corde, et le traînè- « rent parmi tout le camp, luy arrachèrent les cheveux et « la barbe, et le laissèrent sans l'ensevelir au lieu auquel « il avoit été occis (585). » Telle fut l'issue d'une entreprise qui aurait pu rendre l'Aquitaine à l'indépendance sans la trahison des grands.

Une fois descendus dans le midi de la Gaule, Childebert et Gontran poussèrent plus avant. Marchant sur les traces de Théodebert, le roi d'Austrasie voulut tenter la conquête de l'Italie. Dans neuf expéditions successives, 585-89-90, il alla venger sur la Lombardie les ravages commis en Bourgogne et en Austrasie par les compagnons d'Alboin. On ne saurait trop dire s'il fut heureux ou malheureux. Il revint chaque fois avec du butin de plus et des hommes de moins ; c'était peut-être un succès dans ces temps-là. Les choses se passaient à peu près de même en Espagne, où Gontran porta ses armes (585). La guerre entamée au delà des Pyrénées se continua dans la Septimanie, et se termina par une victoire que Gontran remporta à Carcassone (589). Le résultat était mince de part et d'autre, mais les Francs mérovingiens avaient du moins fait preuve de force. Il est triste d'ajouter que ces tentatives de conquête devaient être les dernières pour eux.

Déjà commençait leur décadence : c'est d'abord la famille de leur roi qui s'en va. Gontran meurt (593), ne laissant que des filles ; et Childebert, appelé à lui succéder par le traité d'Andelot (587) [1], meurt trois ans après lui (596). L'aîné de ses enfants, Théodebert, n'avait pas onze ans. Le royaume entier se voyait soumis à trois enfants et à deux femmes ; Frédégonde profite de la circonstance pour attaquer l'Austrasie ; elle bat l'armée de Brunehaut à Latofao (596). Ce fut son dernier succès ; elle mourut l'année suivante, 597 ; et Clotaire, privé de sa mère, loin de son-

[1] C'est une opinion commune que les leudes francs obtinrent à ce traité l'hérédité de leurs bénéfices. Nous n'avons pas ici assez de place à lui donner pour établir une discussion dans les règles ; nous dirons seulement qu'il n'est point question de l'hérédité des bénéfices dans le traité d'Andelot. Les deux passages sur lesquels on s'est fondé pour avancer cette opinion, n'ont trait qu'à des arrangements particuliers entre Childebert et Gontran, et non à une disposition générale. Dans le premier, on convient que, Brunehaut, Clodosuinthe et Fayleube donnant quelque bénéfice, ce traité sera ferme et stable, c'est-à-dire, non qu'elles ne pourraient plus les enlever à leurs fidèles, « mais que les deux rois ne pourront les empêcher, « et que leur volonté ne pourra jamais rencontrer aucune traverse,» est-il dit dans le traité. Le second porte que les conditions de bénéfices faites par chacun des deux rois seront respectées par l'autre. Gontran et Childebert s'étaient cédé mutuellement des provinces à la suite d'une guerre, et ils allaient se trouver chacun maître de la fortune des gens qui les avaient combattus ou trahis, car tous les bénéfices compris dans ces provinces étaient à leur disposition. Nous invitons ceux qui voudraient approfondir la question à relire avec attention le traité et le chapitre qui le précède dans Grégoire de Tours ; nous croyons qu'ils seront de notre avis. D'ailleurs quelques pages après le traité d'Andelot, Grégoire de Tours donne un démenti formel à cette opinion : « Samiegisile et Galomaque furent privés des biens, lesquels ils tenaient du domaine et bienfait de sa majesté et furent bannis. » On les rappelle ensuite, mais on ne leur rend pas leurs bénéfices : on ne leur laissa rien, sinon ce qu'ils avaient de leur propriété héréditaire.

ger à faire des conquêtes, ne pensa plus qu'à préserver son royaume des armes de ses deux cousins, qui, en deux campagnes (600-605), lui enlevèrent la moitié de ses États.

Il est probable qu'il aurait bientôt succombé ; chacun des deux royaumes de Bourgogne et d'Austrasie l'emportait sur son petit royaume de Soissons ; ses ennemis eux-mêmes le sauvèrent en s'entre-détruisant. Brunehaut, chassée d'Austrasie par les grands (599) qui ne lui pardonnaient pas son génie tout romain, s'était réfugiée près de Thierry, et ne cessait de l'exhorter : « Qu'il levât une armée contre Théo-« debert, comme s'il n'eût été fils de Childebert, mais seu-« lement de quelque jardinier... L'an 15 du règne de Théo-« debert (611), il envoie une ambassade à Clotaire, luy « signifiant qu'il vouloit faire guerre contre Théodebert, et « que s'il ne luy prêtoit point main forte, il le mettroit en « possession de la duché de Dentelin [1], si tost qu'il l'auroit « surmonté. Cette convention accordée entre Thierry et « Clotaire, par le ministère de leurs ambassadeurs, « Thierry lève une armée. » (Supplément aux histoires de Grégoire de Tours). Théodebert marche à sa rencontre à la tête de ces hommes d'outre-Rhin, qui rendaient les rois d'Austrasie si redoutables ; mais cette fois la fortune leur fut contraire. Battus une première fois près de Toul, ils éprouvent une nouvelle défaite à Tolbiac : « On dit que de « longtemps ne fut donnée si sérieuse bataille entre les Fran-« çois et autres nations, car une si grande boucherie fut « faite de l'une et l'autre armée, que les troupes s'attachant « l'une contre l'autre dès l'entrée du combat, les corps « des morts n'avoient assez d'espace pour s'étendre ; ains « étoient contraints de demeurer debout, les uns contre les

[1] On n'en connaît que le nom, il est probable qu'il comprenait cette partie située entre la Seine et la Loire qu'il avait été forcé de céder aux Bourguignons.

« autres, comme s'ils eussent été vivants. » (Supplément.)

Thierry, vainqueur de son frère qui a été massacré après le combat, semble oublier la promesse qu'il a faite à Clotaire, et la guerre commence entre les deux rois. Le Bourguignon marchait déjà sur le Neustrien, quand la mort le saisit à Metz ; et selon l'usage de ces temps d'attribuer la mort des rois aux femmes qui les approchent, Brunehaut fut accusée de l'avoir empoisonné. La reine austrasienne se voyait à quatre-vingts ans chargée de lutter avec une révolution, car les grands ne voulaient plus de la famille de Sigebert, et déjà ils appelaient Clotaire [1]. Elle fait tête à l'orage sans s'étonner, fait proclamer par quelques soldats le fils de Thierry et rassemble une armée qu'elle conduit à la rencontre de Clotaire. Mais il fallut céder, les grands la trahissent et la livrent à Clotaire avec toute sa famille. Toute la férocité de ces temps éclate dans la conduite que Clotaire tient envers une femme de quatre-vingts ans. « Il la fit par trois jours tourmenter de divers « supplices, puis commanda qu'étant montée sur un cha- « meau, elle fût par dérision et mépris conduite au travers « de l'armée, et finalement liée de sa chevelure par un bras « et une jambe à la queue d'un cheval très-farouche, qui, « à force de ruader, et par la vitesse de la course, déchira « ses membres en diverses pièces. » (Suppl.) (613).

Les grands ne la livrèrent pas sans condition ; ils n'avaient appelé Clotaire que pour être plus indépendants sous un prince étranger. Pour première conquête, ils obtiennent

[1] « Les barons de Bourgogne, les évêques et autres seigneurs, « craignant Brunichilde, et luy portant de la haine, traitent par « l'avis et conseil de Varnachaire, à ce que, non pas même un des « enfants de Théodoric échappât, mais que les opprimant tous, et « effaçant Brunichilde du nombre des vivants, ils appelassent Clo- « taire pour leur commander : ce que l'événement témoigna. » (*Suppl.*)

que les deux maires d'Austrasie et de Bourgogne, Varnachaire et Radon, seront confirmés pour la vie dans leurs charges. Anciens officiers du roi, les maires se voyaient alors, par suite d'une révolution dont nous ignorons les détails, chefs de la noblesse et rivaux de leurs maîtres. De plus, leur position les plaça naturellement à la tête d'un mouvement national qui eut lieu dans ce temps en Austrasie, et qu'il faut expliquer.

Les deux grandes divisions du royaume franc, en Austrasie et en Neustrie, n'étaient pas seulement des divisions géographiques : autre chose que l'Oise et la Marne séparait les deux pays. Le second, siége de la monarchie [1], parce que la tribu de Clovis, celle qui avait été le noyau de la conquête, y avait établi son séjour, était Romain de mœurs et d'institutions; la population romaine y était plus serrée, et prédominait sur les Francs qui avaient adopté une grande partie de ses usages; l'Austrasie était barbare : d'abord, la partie de la Gaule qu'elle comprenait était la moins peuplée, la moins romaine de toutes ; depuis près de trois siècles qu'elle se trouvait sur le passage de l'invasion, les barbares, à force d'y venir et d'y revenir, avaient enlevé les hommes et laissé leurs coutumes; ensuite elle plongeait dans la Germanie par la Thuringe; l'ancienne Francie et les peuples tributaires, les Frisons, les Saxons, les Bavarois, les Allemands, reconnaissaient son patronage; ses rapports continuels avec tant de barbares devaient la retremper sans cesse, tandis que la Neustrie, en contact perpétuel avec les forces visigothes ou romaines (les chroniqueurs se servent quelquefois indistinctement de ces deux noms), s'enfonçait de plus en plus dans les mœurs romaines. A cette cause

[1] Nous nous servons de ce mot, quoi qu'en ait dit M. Aug. Th. «Les partages de ce qu'on appelle la monarchie.» Nous croyons qu'il y avait une véritable monarchie franque en Gaule, et nous donnerons nos preuves quand nous traiterons cette question.

d'hostilité s'en joignit une autre : la rivalité de leurs rois. Ce n'était pas parce que les rois d'Austrasie et de Neustrie étaient ennemis, que la Neustrie et l'Austrasie devinrent ennemies ; mais à force de se combattre, elles s'habituèrent à se détester. Chaque armée austrasienne qui descendait en Neustrie semblait la menacer non d'une guerre, mais d'une invasion. Il y avait plus de Saxons et de Frisons que de Francs dans l'armée que Sigebert conduisit devant Tournay. D'un autre côté, quand ces farouches guerriers arrivaient sur ces terres romaines, ils y trouvaient une civilisation grossière encore, mais déjà raffinée pour eux ; ils voyaient des villes fermées, riches, commerçantes[1] même; ils voyaient des espèces de magistrats romains commander les villes, les armées, le royaume; on les maudissait, ils méprisaient.

Malgré la supériorité de ses forces, l'Austrasie s'était vue toujours en quelque sorte subordonnée à la Neustrie ; deux rois depuis Clovis réunirent le royaume entier des Francs, ce sont deux rois de Soissons. La première fois, il n'y avait encore eu entre les deux pays que la froide réserve du fils de la concubine vis-à-vis les fils de Clovis ; cette réunion ne dura que quatre ans, et dans ces quatre années, Clotaire I se vit forcé de passer le Rhin pour retenir sous l'obéissance les tribus barbares qui voulaient lui échapper. Quand Clotaire II succéda aux fils de Childebert, les choses avaient changé : les usurpations et la perfidie de Chilpéric, puis cette longue et sanglante rivalité de Frédégonde et de Brunehaut, tant d'assassinats, tant de guerres, avaient profondément ulcéré les esprits ; il n'y avait plus un royaume des Francs, il y avait une Neustrie et une Austrasie.

Cette réunion contre nature ne pouvait durer; les grands

[1] A Paris, les *Nautæ Parisiaci* formaient un corps considérable ; on y venait de tout l'Orient ; on prétend que tous les marchands syriens donnèrent leurs noms à la rue des Arcis. (*Hénault*.)

d'Austrasie qui eux-mêmes, par haine pour la tyrannie de leur famille royale, l'avaient provoquée, ne travaillèrent plus qu'à la dissoudre. Avant la mort de Clotaire, ils avaient déjà demandé et obtenu un roi particulier, et dès lors l'Austrasie ne cessa de s'agiter, jusqu'à ce qu'elle eût recouvré son indépendance. Cette conquête intérieure est le grand fait qui remplit à lui seul toute la période qu'il nous reste à parcourir, et qui seul désormais va nous occuper. Nous débarrasserons ainsi cette partie de notre histoire de cette foule de petits faits et de petits rois dont on l'a embrouillée comme à plaisir, car ni les uns ni les autres n'ont aucune importance, et l'on ne connaîtra pas moins bien l'époque pour ignorer qui fut roi sous Grimoald ou Ebroin, ou quelle année Judicaël fit sa soumission.

Dans la lutte qui va s'ouvrir sous les auspices du maire, il faut remarquer deux choses : le mouvement national, les efforts des grands pour arriver à l'indépendance. Le maire est le chef de l'Austrasie contre la Neustrie, de la noblesse contre le roi ; toutes deux triomphent en lui, quand il triomphe du roi neustrien. Nous pouvons maintenant indiquer d'avance pourquoi les efforts de Charlemagne furent vains ; l'avénement de la famille était la victoire du principe barbare contre le principe romain, la victoire des grands contre le roi ; il voulut relever le parti à terre, mais il ne put que le soulever, et quand il l'eut laissé retomber, ce ne fut pas un nouvel ordre de choses qui s'établit : les choses reprirent leur ancien cours ; la féodalité ne succéda pas à l'empire, elle fut interrompue un moment par l'empire.

Dès le commencement, ces deux actions se font sentir : « L'an 34 du règne de Clotaire, il commanda que Warnaire, maire du palais, avec tous les évêques et barons de Bourgogne, le vinssent trouver au village de « Bonogèle, et leur accorda et confirma à tous leurs justes

« demandes. » Voilà pour les grands. « L'an 38 du règne de « Clotaire, il fit Dagobert, son fils, participant de son « royaume, et l'institua roi sur les Austrasiens, se réser- « vant seulement ce qui n'était point enfermé des Ardennes « et du Vosage (des Vosges), vers la Neustrie et la Bour- « gogne. » Voilà pour l'Austrasie. Ce dernier triomphe ne lui suffit pas. L'an 625, Dagobert va trouver son père à Clichy, accompagné de ses grands, et là le force [1] à lui céder tout le pays franc. Clotaire ne conserva que les pays au delà de la Loire, ce que Dagobert donna plus tard à Caribert « par forme de transaction et pour fournir aux besoins d'une vie privée seulement. »

Le triomphe paraissait complet : les grands d'Austrasie, car il est aisé de voir, d'après le chapitre de Frédégaire, que c'est eux qui firent tout, avaient établi leur roi sur tout le royaume entier des Francs, dont la Neustrie semblait une province et l'Austrasie le siége. Mais, par une sorte de fatalité, Dagobert leur échappe ; il quitte Metz [2] et va s'établir à Paris ; c'est l'Austrasie elle-même qui est province. Le transfuge, si nous pouvons nous exprimer ainsi, s'aperçut bientôt du mécontentement produit par sa conduite. En 632, comme il avait à soutenir une guerre difficile avec les Slades Vénèdes, conduits par un marchand franc nommé Samon, il se vit abandonné par eux. « Cette « victoire, que les Venèdes remportèrent sur les François, « ne fut pas tant obtenue par la valeur des Sclavons que « par l'imprudence et folie des Austrasiens, qui, se voyant « tomber en la haine de Dagobert, souffroient que d'heure

[1] « Dagobert demandait qu'il remît en sa domination tout ce qui « appartenait au royaume d'Austrasie, ce que Clotaire lui dénia « fort et ferme, et dit qu'il ne lui voulait céder. »

[2] « L'an 9 de son régne, comme il visitoit l'Austrasie en royal « appareil... De là, retournant en France, il éleut le siége de son « pére Clotaire, et disposa d'y établir sa demeure ordinaire. »

« à autre l'ennemi les détroussât et élevât des trophées de « leurs dépouilles. » Dagobert sentit bien où était le mal : pour consoler les Austrasiens, il leur rend leur indépendance, et leur donne pour roi son fils Sigebert. « Depuis, « les Austrasiens ont vaillamment défendu leurs limites, « et le royaume de France contre les Venèdes. »

Mais les Austrasiens n'aspiraient pas seulement à l'indépendance : c'était la domination qu'il leur fallait. Une fois qu'ils ont un roi, ils veulent qu'il ait en son pouvoir tout le royaume franc ; il fallut une négociation pour qu'ils permissent à Clovis, le second fils de Dagobert, de gouverner la Neustrie et la Bourgogne ; et encore, ajoute Frédégaire, « ces traîtres furent, plus par contrainte que de bon « gré, confirmez des Austrasiens qui craignoient Dagobert. »

C'était au maire qu'il fallait avoir recours pour arriver à ce terme ; et déjà son pouvoir grandissait rapidement. Sous Dagobert il sort de la dépendance du roi, ce sont les grands qui le nommeront. Puis cette charge, déjà si redoutable au pouvoir royal, le devient plus encore, en semblant s'enraciner dans une seule famille. Pepin, maire du palais de Sigebert, meurt, et son fils Grimoald lui succède (640). Cette famille qui semblait prendre possession de la mairie, c'était la famille d'Héristal ; elle s'établissait déjà en face de la maison de Clovis, opposant la royauté de fait à une royauté qui commençait à n'être plus qu'une royauté de nom [1], en attendant le moment où elle devait lui enlever ce dernier reste de grandeur.

Grimoald voulut précipiter ce moment : à la mort de Sigebert (656) il fait disparaître le fils du roi, et veut faire nommer le sien. Mais les temps n'étaient pas mûrs : un siècle plus tard (750), Pepin crut avoir besoin de précautions pour hasarder une pareille démarche. Grimoald

[1] Clovis II et Sigebert ne jouent aucun rôle.

échoue, et son revers semble peser sur l'Austrasie; elle retombe sous la domination de sa rivale, et reçoit pour roi un fils du roi de Neustrie, Childéric II. Bientôt le frère de Childéric, Clotaire, meurt en Neustrie, et les Neustriens appellent Childéric (670). Ebroïn, le maire de Clotaire, avait été auparavant jeté dans un monastère avec le roi qu'il proposait. Cette circonstance pourrait nous faire soupçonner l'existence d'un parti austrasien en Neustrie. Quand les seigneurs eurent assassiné Childéric, Ebroin reparut avec le roi national, celui que l'on avait chassé pour Childéric, Thierry III (672). Les Austrasiens avaient retrouvé aussi un roi national, Dagobert, ce fils de leur roi Sigebert, que Grimoald avait fait disparaître; il est assassiné en 679. Alors, dédaignant d'aller chercher en Neustrie des princes de la famille de Clovis, les grands se nomment deux chefs d'une famille dévouée, Pepin et Martin, tous deux de cette maison d'Héristal dont nous avons déjà parlé, et, sous le titre de ducs, les mirent à la tête de l'espèce de république aristocratique qui s'établit alors en Austrasie.

A peine celle-ci avait-elle séparé sa cause de la cause des Neustriens mérovingiens, que la guerre s'alluma entre les deux peuples. Ce dernier eut d'abord tout l'avantage; les Austrasiens, vaincus par Ebroïn à Latofao (680) perdirent peu de temps après leur duc Martin, tué par trahison. Le parti austrasien, dont nous avons déjà signalé l'existence en Neustrie, vint à leur secours : « Ebroïn opprimoit de plus en plus les François, et continuoit de « les traiter cruellement, tant qu'enfin un jour il vint à « menacer Ermenfride, François, et projeta de le dépouil-« ler de ses moyens. Mais Ermenfride, ayant pris conseil « avec ses amis, amassa de nuit une troupe de soldats, et « se jetant sur Ebroïn, le tua, puis s'enfuit en Austrie vers « le gouverneur Pepin » (681). Les hostilités continuèrent après la mort d'Ebroïn, mais mollement et sans inquiéter

Pepin, dont le parti grossissait chaque jour d'une foule de seigneurs neustriens qui venaient se joindre à lui. Ils sentaient qu'il ne s'agissait pas seulement de la Neustrie et de l'Austrasie, qu'il y allait aussi de la noblesse et du roi, et consentaient à servir un maire austrasien contre un roi neustrien. C'était de cette partie mécontente et ambitieuse de la noblesse que se composait le parti austrasien que nous avons vu plusieurs fois agir en faveur des hommes de l'est.

Quand Pepin se crut assez fort, il voulut trancher la question par une bataille. « Pepin, amassant une armée, « partit d'Austrie pour venir au combat contre le roi « Thierry et Berthaire. La rencontre se fit en Vermandois, « au lieu nommé Testricium, où ils combattirent de part « et d'autre. Mais Pepin avecque ceux d'Austrie gaignant « l'avantage, le roi Thierry et Berthaire tournèrent le « dos et s'enfuirent. La victoire demeura à Pepin ; en la « poursuite de laquelle il subjugua tout ce pays-là... Pepin « prit aussi le roi Thierry avecque ses trésors et son pa- « lais, et s'en retourna de là en Austrie. »

Cette dernière phrase explique la révolution qui s'opéra à Testry. Pepin ne prit qu'une chose aux vaincus, le roi, puis s'en retourna dans son pays. M. de Chateaubriand a nié qu'il y eût eu invasion, et il a eu raison, en ce sens que les Austrasiens ne dépouillèrent point les vaincus de leurs maisons ou de leurs terres ; ils firent mieux, ils prirent le roi, et s'en retournèrent avec lui ; c'est-à-dire ils s'emparèrent de la domination et établirent chez eux le siége du royaume. Transporté des bords de la Seine et de la Loire sur ceux du Rhin, le royaume franc se retrempe dans ces contrées germaniques qui avaient été son berceau, et rajeuni il sort, sous une famille nouvelle, de cette espèce de torpeur dans laquelle il s'engourdissait sous la famille épuisée de ses premiers rois.

# CHAPITRE IV.

## EMPIRE CARLOVINGIEN.

---

### I.

*Les maires carlovingiens.* — Tant qu'avait duré la lutte de l'Austrasie et de la Neustrie, du maire et du roi, la nation franque, le pouvoir royal étaient tombés bien bas. Cette bande de nations sujettes ou tributaires qui entouraient de tous côtés le royaume fondé par Clovis, les Bretons, les Aquitains, les Bourguignons, les Bavarois, les Allemands, les Saxons, les Frisons, avait secoué le joug et menaçait de ne pas s'arrêter à la conquête de son indépendance. D'autre part, la féodalité qui, comme nous l'avons dit, ne fut qu'interrompue par l'empire carlovingien, s'établissait de toutes parts. Les leudes se regardaient déjà comme de petits rois dans leurs gouvernements. En 640, Sigebert voulut dépouiller Radulfe du duché de Thuringe qu'il lui avait confié : Radulfe marche à sa rencontre avec une armée, et après deux combats inutiles, Sigebert est

obligé de se contenter d'un nouveau serment de fidélité [1].

« Quand la bataille de Testry eut mis fin à cette crise, il fallut relever ce qui tombait en ruines avant de rien construire à neuf, raffermir l'ancienne domination des Francs avant de l'étendre, refaire la royauté avant de créer l'empire. Ce fut la tâche des trois hommes dont l'histoire compose ce chapitre. Leurs trois règnes ne sont pour ainsi dire qu'une préparation au grand règne de Charlemagne. C'est la partie laborieuse de l'histoire des Carlovingiens. Si l'on en excepte les deux expéditions de Pepin en Italie, on ne fait la guerre que pour se défendre, ou pour regagner le terrain perdu ; les guerres contre les Saxons, les Frisons, les Allemands, les Bavarois, les Aquitains, les Bretons, n'eurent pour objet que de faire rentrer sous la domination franque les peuples qui s'en étaient écartés. On ne doit pas croire que la domination des Francs sur la Germanie date de Charlemagne, ni même de son aïeul ; on l'avait établie dès le règne de ce Théodebert, contemporain de Clotilde, qui menaça un moment l'empire grec et par l'Illyrie et par le Danube. L'empire de Charlemagne ne s'étendit guère plus loin de ce côté. Mais alors ce n'était qu'une espèce de patronage que les victoires des premiers Carlovingiens convertirent en véritable sujétion. C'est là le seul changement important qu'ils firent subir au royaume franc tel qu'ils le reçurent des mains des Mérovingiens ; et encore cette sujétion ne fut pas tellement complète qu'il ne restât rien à faire à Charlemagne. Son règne s'ouvrit par la révolte de

[1] Il n'y a pas grande différence entre ce Radulfe et le seigneur du Puiset repoussant Louis le Gros des murs de son château, et achetant la paix à chaque campagne par une prestation de foi et hommage ; seulement la féodalité en est à ses premiers essais ; il ne suffit pas d'un château fort pour se croire indépendant, il faut une province entière. Le principe n'est pas encore reconnu, il a besoin d'une armée pour prévaloir.

l'Aquitaine. Il trouva les Bavarois dans une sorte d'indépendance, puisqu'ils avaient encore leur famille royale, et ils ne furent vraiment sujets qu'après le jugement de Tassillon. Enfin les trente-trois années de guerre qu'il eut à soutenir contre les Saxons sont ce qu'il y a de plus populaire dans son règne. »

Il ne faut pas s'imaginer cependant que les trois guerriers chargés de préparer les voies à leur heureux successeur aient mal gagné la réputation qu'ils se firent dans l'accomplissement de cette mission. Ce n'était pas petite chose que de repousser avec les seules forces de l'Austrasie, et l'invasion du côté du Rhin, et l'invasion du côté des Pyrénées, de courir des Sarrasins aux Saxons, des Bavarois aux Bretons, de contenir l'ancienne Neustrie, qui regrettait toujours le temps de ses rois, de veiller en même temps et sur la Bourgogne et sur l'Aquitaine, où le parti à la fois national et mérovingien était toujours prêt à donner la main à l'étranger, et au milieu de tous ces embarras de se faire obéir d'une aristocratie indocile et puissante, qui avait ses lieux de réunion au palais et à l'armée, qui venait de renverser ses anciens maîtres, et d'autant plus exigeante, qu'on lui devait le pouvoir. Certes, il y avait bien là de quoi fournir à la gloire de trois noms, et l'entreprise était assez difficile pour exiger cette succession de grands hommes, unique dans l'histoire, que nous présentent les commencements de la race carlovingienne.

« Dans les premiers jours qui suivirent sa victoire, Pepin songea d'abord à rétablir l'ordre et la discipline dans le royaume ; mais à peine avait-il commencé à raffermir une administration qui croulait de toutes parts, qu'il lui fallut courir à la frontière, où depuis la mort de Dagobert on avait cessé de reconnaître la suprématie des Francs. Il commença par les Frisons, que le père de Radbode, leur duc présent, avait rendus à l'indépendance. Radbode fut

10.

battu et soumis au tribut, après quoi les troupes franques se cantonnèrent dans leurs quartiers d'hiver, d'où Pepin devait les tirer à chaque printemps pour les ramener à des combats sans fin. »

Le nouveau maître des Francs combattait d'une main, et de l'autre il organisait. Ce fut en revenant de son expédition contre Radbode qu'il rétablit ces assemblées nationales, souvenir de l'ancienne vie germaine, que les fils de Clovis avaient laissées tomber en désuétude, et qui devaient occuper une si grande place dans l'administration carlovingienne.

Dès l'année qui marqua leur retour, Pepin songea à fortifier son autorité, que pouvaient méconnaître encore les leudes ses compagnons d'autrefois. Il fit ordonner au nom de son roi Thierry, qu'à son premier ordre les ducs et les comtes devaient tenir leurs hommes de guerre prêts à se mettre en marche, et partir sur-le-champ au second avis.

Cette précaution était nécessaire au moment où allait commencer une lutte terrible et sans relâche, avec les tribus restées barbares en Germanie. Dès le printemps de cette année il fut obligé de retourner aux Frisons, encore debout malgré leur dernière défaite, et qui refusaient déjà le tribut. Radbode fut battu de nouveau ; mais le jour de la soumission des Frisons était loin encore. Les Allemands attirèrent trois fois les armes de Pepin sur eux. Là s'arrêtent tous les détails qui nous restent de ces guerres pénibles dont la postérité a si mal récompensé les courageux acteurs. Un seul mot des annales de Metz, la grande source historique pour cette époque, nous fait deviner cependant bien des choses. En 713, Pepin, malade à sa maison de Jopil, tout entier à régler ce qui viendrait après sa mort, qu'il sentait prochaine, laissa reposer ses troupes dans leurs cantonnements. L'annaliste désigne cette année-là par un titre

qui devait la distinguer des autres. Il l'appelle *l'année sans guerres*.

Au milieu de ces préoccupations guerrières, Pepin avait encore à se tenir en garde au dedans, contre les tentatives des leudes. A la manière aussi hardie qu'habile dont il maniait les affaires publiques, ceux-ci s'étaient aperçus bientôt qu'ils n'avaient vaincu que pour changer de maître, comme il arrive presque toujours; et, sans s'inquiéter s'ils avaient gagné ou perdu au change, ils voulaient déjà renverser le nouveau pouvoir à son tour. Ce fut surtout sur les dernières années de Pepin, quand il eut nommé lui-même ses deux fils Drogon et Grimoald, maires de Bourgogne et de Neustrie, que la réaction se fit sentir le plus violemment. Drogon étant mort, et son père souffrant cruellement de ses infirmités, une conjuration se fit parmi les leudes pour détruire la domination naissante de la famille d'Héristall et *revenir à l'ancienne forme de gouvernement*, c'est-à-dire à l'anarchie du temps d'Ébroïn. Grimoald tomba sous les coups des conjurés; mais Pepin fut aussi fort contre les leudes que contre les barbares. Avant de mourir, il mit à mort les meurtriers de son fils, et fit passer son héritage sur la tête de son petit-fils Théodoald. Ensuite il expira à Jopil le 16 décembre de l'année 714, laissant le royaume aux mains des deux enfants, Théodoald le maire, et Dagobert II le roi, un fantôme sur un fantôme, selon l'heureuse expression de Bossuet.

Pendant le règne de Pepin, trois rois s'étaient succédé sur le trône imaginaire qu'il conservait aux descendants de Mérovée, Clovis III, Childebert III et Dagobert II, morts tous les trois avant d'être sortis de l'adolescence. Le droit sans importance de porter les longues boucles de leur chevelure royale, était tout ce qu'il leur avait laissé de l'héritage de leurs ancêtres. Il les faisait élever dans la ferme de Maumaque, sur les bords de l'Oise, entre Compiègne et

Noyon, d'où il les envoyait chercher quand il avait convoqué quelque assemblée. Ils présidaient du haut d'un trône, et prêtaient leur nom pour sanctionner les capitulaires; ensuite ils retournaient à Maumaque, traînés par ce classique attelage de bœufs qui a tant occupé les poëtes et les historiens, et coulaient doucement leurs jours dans les loisirs d'une heureuse vie de grands propriétaires, laissant volontiers à Pepin la gloire laborieuse de tenir tête à la barbarie et à la féodalité.

La mort du vainqueur de Testry pensa remettre en question tout ce qu'il avait fait contre l'une et contre l'autre. Sa veuve Plectrude, qu'il avait chargée de la tutelle de Théodoald, était une femme habile et déterminée; mais que pouvait la main d'une femme pour retenir des rênes qui avaient presque échappé à la main puissante de Pepin? Une dissolution générale menace le royaume. Plectrude s'était mise en route avec une armée et Théodoald, pour venir s'installer à Paris. Les Neustriens vont à sa rencontre à Compiègne, mettent ses troupes en déroute, et se donnent un maire à eux, nommé Rainfroy. Rainfroy place sur le trône un homme fait, le fils de Childéric, échappé aux coups de Bodilon, qui vivait dans un cloître sous le nom de Daniel. C'était un collègue et non un jouet, comme les rois de Pepin. Ensuite il pousse sa victoire, et attaque l'Austrasie au midi, pendant qu'il la faisait envahir au nord par les Frisons et par les Saxons. Toutes les tribus germaines secouent le joug à la fois. L'Austrasie semblait perdue: un jeune homme de ving-cinq ans la sauva.

Outre Grimoald et Drogon, Pepin avait eu de sa concubine Alpaide, un troisième fils nommé Charles. Les orages d'une jeunesse indisciplinée avaient éloigné de lui les yeux de son père, et la voix publique l'accusait même du meurtre de Grimoald. En ce moment Plectrude le tenait emprisonné dans la crainte d'une révolte. Il échappe à ses gar-

diens, se met à la tête des leudes humiliés d'obéir à une femme, chasse du pays les Saxons et les Frisons et bat l'armée neustrienne, dans les environs des Ardennes, sous les murs de la maison royale d'Amblef (716). Il n'avait avec lui qu'un petit corps de troupes avec lequel il se tint caché sur la hauteur où Amblef était bâti. Un des siens descendit au camp neustrien pendant la nuit, criant à haute voix que Charles arrivait, et commença le désordre en égorgeant à l'écart quelques soldats sans défense. Le reste s'émut tellement, que les Neustriens n'eurent qu'à fuir. Rainfroy et son roi Daniel, connu sous le nom de Chilpéric II, n'arrêtèrent leur fuite que quand ils furent sortis de la forêt des Ardennes.

L'église d'Amblef fut un asile pour quelques fuyards. Il y a là-dessus une anecdote, chose rare dans cette histoire indigente, qui révèle, sous un jour assez curieux, la subtilité féroce du génie superstitieux des Francs. Parmi ceux qui avaient trouvé leur salut dans l'église d'Amblef, il y en eut un qui se traîna tout sanglant devant le chef austrasien, se plaignant qu'on eût violé l'asile en sa personne : un soldat lui avait coupé le pied d'un coup de sabre, au moment où il entrait en courant dans le saint lieu. Charles appela le soldat, qui dit pour sa défense que la jambe mutilée se trouvait encore hors de l'église quand il avait frappé, et qu'ainsi on ne pouvait l'accuser sans injustice. Il fut renvoyé par son général, avec un éclat de rire.

L'année qui suivit la bataille d'Amblef, l'invasion fut reportée en Neustrie par les vainqueurs, qui, suivant le chemin choisi par Clovis, quand il était venu en Gaule, traversèrent la forêt Charbonnière, et rencontrèrent Chilpéric et Rainfroy à Vinci, entre Arras et Cambray (717). Le dimanche, 19 mars, la bataille se livra, et la fortune se déclara encore une fois pour les Austrasiens. Ce fut comme une seconde victoire de Testry. Charles vint se faire recon-

naître à Paris. Ensuite il marcha sur Plectrude, qui tenait toujours à Cologne, devenue la capitale de l'Austrasie depuis Pepin, et la força de lui livrer la ville avec les trésors de son père. Chilpéric et Rainfroy, abandonnés de leurs alliés germains, avaient eu recours à Eudes, duc d'Aquitaine, qui essaya en vain de les soutenir. Ses troupes et les leurs se débandèrent à l'approche de Charles, qui mena ses guerriers jusqu'à Orléans, et força le duc d'Aquitaine de lui livrer Chilpéric. Rainfroy se défendit encore quatre ou cinq ans dans le comté d'Angers, et ne se rendit qu'avec la condition qu'il serait maintenu dans le gouvernement du comté. Pour Chilpéric, il resta roi de Neustrie, mais roi *fainéant*. Il fallut six ans à Charles pour mettre à terme toute cette lutte, et ce ne fut qu'en 720 que, libre enfin de tout embarras intérieur, il put reprendre l'œuvre interrompue de Pepin.

Comme son père, Charles conduisit en Germanie de rudes et fréquentes expéditions. Les Frisons, les Allemands, les Saxons, et jusqu'aux tribus du Danube, appelèrent plus d'une fois l'effort de ses armes. Cependant ce n'est point là qu'il frappa les coups les plus brillants, sinon les plus grands. La gloire de son règne est au midi, où se montraient alors des ennemis nouveaux, et où ses combats du moins ont trouvé des historiens.

Le choc des Francs et des Arabes, les deux plus grandes puissances de l'univers d'alors, et dans lesquelles deux mondes entiers se résumaient, est le fait le plus important peut-être après l'établissement des barbares en Gaule. Mais avant d'en commencer le récit, il y a toute une longue histoire à dire. Il faut rappeler ce qu'était devenue l'Aquitaine, si complétement oubliée par les annalistes francs, depuis Dagobert, ses révolutions, ses combats, et les commencements de sa lutte contre les musulmans, dont elle arrêta les armes la première.

Nous avons laissé le midi de la Gaule entre les mains des fils de Caribert et de leur grand-père Amandus, le duc des Vascons. Malgré le serment de fidélité que Dagobert s'était fait prêter par les envoyés vascons, à Clichy, l'indépendance des contrées méridionales n'avait pas fléchi à la mort de Caribert et d'Amandus, et sous les successeurs de Dagobert elle ne fit que s'affermir encore. Il s'agissait de bien autre chose au nord de la Loire que de revendiquer de vieux titres sur un pays qui n'avait jamais abdiqué sa nationalité. Des intérêts plus présents y retenaient tous les guerriers francs, et l'Aquitaine entièrement abandonnée à elle-même avait mené dès lors une vie de liberté et de désordres, sans qu'on sache bien au juste de quelle manière et sous quels chefs.

Vers 673, au moment où l'assassinat de Childéric II mettait le comble à l'anarchie dans les provinces du nord, un grand événement se passait au pied des Pyrénées, et sur les bords de la Méditerranée. Les populations de la Septimanie, si semblables aux populations aquitaines de mœurs et de physionomie, souffraient impatiemment de rester sous le joug des Visigoths, pendant qu'elles voyaient leurs voisines rendues à la liberté. Les comtes vascons, aussi portés que les leudes francs à l'indépendance, ne manquèrent pas de profiter de ces regrets nationaux pour viser à la souveraineté. Wamba venait de monter sur le trône. La révolte des Vascons de l'Èbre l'appelait en Cantabrie; Hilderic, comte de Nîmes, crut le moment favorable, et se révolta de concert avec les autres comtes de la Septimanie. Le duc Paul, qui est envoyé contre eux, passe dans leur camp avec son armée et quelques comtes de la frontière, et se fait nommer roi de Septimanie à Narbonne. Toute la Catalogne s'était déjà déclarée en sa faveur, quand Wamba, vainqueur des Pyrénées, marche aux révoltés et soumet toute la province en quelques jours. Il ne lui restait plus

que Nîmes à réduire. Paul s'y était enfermé avec les principaux chefs de la révolte et un corps nombreux d'auxiliaires venus d'Aquitaine, auxquels Julien, archevêque de Tolède, l'historien de cette guerre, donne le nom de Francs. C'était Lupus, alors duc des Vascons, qui les avait envoyés ; et lui-même était attendu de jour en jour par la garnison de Nîmes, mais Wamba ne lui laissa pas le temps d'arriver à son secours. L'assaut dura deux jours. Sur la fin du second, les gens de Wamba étant parvenus à mettre le feu aux portes, les remparts se dégarnirent en un clin d'œil, et toute la garnison se porta aux arènes, où commença bientôt une scène horrible. Hildéric, avec ceux de Nîmes, accusait de trahison Paul et ses Wisigoths ; les deux partis en vinrent aux mains dans l'enceinte même des arènes et dans toutes les rues de la ville, sans s'occuper des ennemis qui s'avançaient toujours dans Nîmes, et qui eurent bientôt bloqué les arènes. Ce qui restait des rebelles y soutint un siége en règle, mais il fallut céder à la fin. A peine avaient-ils succombé que l'on apprit l'arrivée du duc des Vascons, qui venait de déboucher par la vallée de l'Aude, et qui parut bientôt à deux journées de marche de la ville. Quand il sut ce qui était arrivé, il se hâta de rebrousser chemin, et rentra précipitamment dans son pays, suivi de près par Wamba, entre les mains de qui il laissa une partie de ses bagages.

Lupus entretenait autour de lui une armée nombreuse qui se recrutait sans cesse de tous les aventuriers des Pyrénées, et même d'une foule de leudes neustriens chassés de leur pays par la tyrannie d'Ebroïn. Maître de toute la Gascogne et probablement du pays de Toulouse, il avait pensé réunir la Septimanie à ses États, car on ne peut croire que le secours qu'il voulut donner aux sujets rebelles de Wamba fût un secours désintéressé : en 675, pendant les démêlés d'Ebroïn avec Dagobert, il passa dans le pays au nord de

la Garonne, et fit reconnaître son autorité jusqu'à Limoges, dont l'évêque et les habitants lui prêtèrent serment de fidélité.

On ne voit point ce que devenait pendant ce temps la famille de Caribert. Boggis et Bertrand disparaissent entièrement derrière le duc vascon ; il semble même qu'ils aient été dépouillés par lui, car on voit leurs deux femmes, Aude et Phigberte, retirées en Austrasie, où s'établit aussi Hubert le fils de Bertrand, qui combattit Ebroïn sous les ordres de Martin et de Pepin, et qui, devenu plus tard évêque de Liége, se rendit si célèbre parmi le peuple sous le nom de saint Hubert.

Il est difficile de comprendre après cela, comment Eudes, le fils de Boggis, se trouve succéder à Lupus, non-seulement en Aquitaine, mais encore chez les Vascons (681). Quoi qu'il en soit de ce problème historique, qui n'a point été résolu, en 719, à l'époque où Eudes intervint entre Charles et Chilpéric, il se trouvait maître absolu de tout l'ancien royaume visigoth, à l'exception seulement de la Septimanie, et à n'envisager que la domination réelle, il possédait presque autant de territoire que le fils de Pepin, forcé presque partout de promulguer ses décrets l'épée à la main. Jamais homme, depuis les rois visigoths, n'avait joui d'une puissance telle dans le midi de la Gaule : on eût pu croire que la nationalité de l'Aquitaine allait enfin triompher, grâce aux embarras de ses anciens maîtres. Mais déjà les Arabes menaçaient cet État de fraîche date de tous les sommets des Pyrénées. Déjà ils s'étaient montrés en Provence, et la conquête de la Septimanie les établissait aux portes de Toulouse. C'était par eux que les Francs devaient rentrer en possession de ces riches provinces, un moment perdues pour eux.

L'invasion des barbares de la Germanie avait eu son pendant au septième siècle, et les guerriers fanatiques, en-

voyés par Mahomet à la conquête du monde, venaient d'enlever à eux seuls plus de contrées à l'empire d'Orient, que les compagnons réunis d'Alaric, de Genseric, de Clovis et d'Alboin, n'avaient pu en arracher à l'empire d'Occident. A force de victoires, la loi de leur prophète s'était étendue d'un bout à l'autre de l'Orient des anciens, des bords du Gange aux colonnes d'Hercule; la trahison d'un comte goth les aida à franchir cette dernière limite, et les jeta sur l'Occident, encore avides de nouvelles conquêtes.

Ce fut en 711 qu'eut lieu le passage des Arabes en Espagne. Rodrigue y régnait alors. Le fameux comte Julien, dont il avait violé la fille, les introduisit dans le pays pour le servir dans sa vengeance, et d'escarmouches en escarmouches on en vint enfin à un combat général sur les bords du Guadalète. Rodrigue, qui avait avec lui cent mille hommes, combattit pendant huit jours, et maltraita d'abord la petite armée des Arabes, à laquelle il fit perdre seize mille hommes. Mais une partie de ses leudes était pour le comte Julien, leur compagnon. Dans une action générale, ils lâchèrent pied, et laissèrent Rodrigue au milieu des bataillons ennemis, où il trouva la mort. Son prédécesseur avait fait démanteler toutes les villes de l'Espagne pour se mettre en garde contre les révoltes des grands. Il ne fallut que quatorze mois aux vainqueurs du Guadalète pour se rendre maîtres de toute l'Espagne. Un cousin de Rodrigue, don Pélage, parvint seul à se maintenir dans quelques cavernes des montagnes de Cantabrie, et y fonda le royaume des Asturies, nommé Galice par les Arabes, qui fut le noyau des royaumes chrétiens d'Espagne au moyen âge. Mais il n'y avait pas là de quoi inquiéter les conquérants qui ne prévoyaient guère l'avenir de cette imperceptible principauté. Ils passèrent outre, et parurent bientôt en Gaule.

« Maîtres de tous les défilés des Pyrénées, les Arabes étaient, par tous les points de cette frontière, en contact

avec la Gaule. Par les défilés occidentaux, ils touchaient aux cantons montagneux de la Vasconie; par ceux de la partie orientale, à la Septimanie. Ce fut par ces derniers qu'ils firent leurs premières irruptions dans la Gaule.

« Les chroniques chrétiennes font commencer ces irruptions en 719, année de la prise de Narbonne; mais il y a tout lieu de croire qu'elles ne sont pas exactes sur ce point. Les conquérants arabes distinguaient avec précision divers genres d'expéditions contre les infidèles, selon que la guerre avait pour objet de conquérir définitivement, de posséder la terre ennemie, ou seulement de la parcourir en la ravageant. A toute expédition ou série d'expéditions, de conquêtes, ils donnaient un nom équivalent à celui de guerre sérieuse, de véritable guerre (*el djihed*). Ils confondaient sous la dénomination plus vague de ***gazouat***, toute invasion momentanée, toute surprise, tout pillage, toute dévastation du pays ennemi. En général, ce dernier mode de guerre n'était, pour les Arabes, que le prélude du premier; c'était une manière de tâter l'ennemi et de pressentir son courage, sa force, ou ses côtés faibles. Il paraît constaté qu'ils ne procédèrent point autrement dans la Gaule, et, qu'avant de rien posséder dans la Septimanie, ils l'avaient plus d'une fois menacée et ravagée. » (***Fauriel***).

En présence d'un ennemi d'autant plus terrible, qu'il apportait de nouvelles croyances avec de nouvelles lois, les populations méridionales devaient chercher à se grouper autour d'un chef; ce chef, ce fut Eudes. La Vasconie et l'Aquitaine étaient déjà sous son autorité directe; les Provençaux vinrent s'y ranger d'eux-mêmes en le prenant pour roi; la Septimanie seule demeura isolée, et ne tarda pas à devenir la proie des Arabes. La prise de Narbonne, arrivée en 719, fut bientôt suivie de la soumission de toute la province. Sans perdre de temps, Zama, le général musulman, entra de suite sur les terres du duc Eudes, et

vint mettre le siége devant Toulouse, la capitale de ses États. Une défaite éclatante rabattit pour quelque temps l'ardeur conquérante des envahisseurs qui, ayant voulu tenter en 726 une nouvelle expédition en Provence, y furent battus encore une fois par le duc d'Aquitaine, et se retirèrent en désordre, emportant leur chef Ambessa, blessé à mort. Jusqu'alors, toute la gloire de cette guerre était pour Eudes. Il était le rempart, non-seulement de la Gaule, mais de l'Occident tout entier. Tous les yeux étaient fixés sur lui. Quelque temps avant la bataille de Toulouse, le pape Grégoire II lui avait envoyé trois éponges avec lesquelles les papes essuyaient la table de la communion. Une alliance inattendue qui lui survint tout à coup, put lui faire croire un moment que la partie était gagnée.

Les guerriers qui avaient passé le détroit à la voix du comte Julien, était de deux races. Les uns venaient de l'Arabie, les autres étaient barbares ou maures ; et ni les uns ni les autres n'avaient oublié leur origine. En 731, cette différence de races pensa remettre en question la conquête musulmane de l'Espagne. « Un chef de race maure, dit Isidore de Béja, nommé Munuza, apprenant que ses compatriotes gémissaient en *Lybie*, sous le gouvernement oppressif de leurs juges, s'allie aux Francs sur-le-champ, et prépare une guerre cruelle aux Sarrasins d'Espagne. » Munuza commandait la frontière des Pyrénées, le poste le plus important alors de toute l'Espagne. Il s'allia avec Eudes, dont il épousa la fille Lampagie, et déjà la Septimanie, enfermée entre les deux alliés, allait tomber entre leurs mains, quand Munuza, attaqué à l'improviste par Abdérame, le gouverneur de l'Espagne, et trahi par ses complices, fut dépouillé de son gouvernement, et périt en s'enfuyant dans une gorge des Pyrénées avec la belle Lampagie, qui alla grossir à Damas le sérail du chef des croyants. Abdérame avait à peine été arrêté par le rebelle ;

passant outre, il déboucha bientôt dans les plaines vascones par la vallée d'Hengué, si célèbre dans la suite sous le nom de vallée de Roncevaux, 732. Il amenait avec lui une armée formidable, non point telle cependant que l'ont faite plus tard certains calculs grossis par une tradition mensongère. 60,000 à 80,000 hommes entrèrent avec lui dans la Gaule. C'était trop peu pour qu'il en soit resté 360,000 dans les plaines de Tours, mais c'en était assez pour épouvanter les peuples du midi de la Gaule, et les forcer d'avoir recours aux armes détestées des Francs.

Nous revenons enfin à Charles. Depuis l'année 720, époque de son traité avec Eudes, le duc austrasien, tout entier à ses guerres de Germanie, semblait avoir perdu le midi de vue. Cependant, vers la fin de l'année précédente, il avait fait une excursion au delà de la Loire, comme pour rappeler à Eudes qu'il se trouvait entre deux ennemis. Il le vit bientôt arriver à Paris, fugitif et désespéré, implorant son secours contre Abdérame, dont le premier choc avait été irrésistible. Vainqueur des Aquitains, près de Bordeaux, dans une terrible bataille « où Dieu seul sut le nombre de ceux qui périrent, » dit Isidore de Béjà, le chef musulman avait porté ses ravages bien au delà des limites de l'Aquitaine, et jusque sous les murs de Sens et d'Autun. Qu'il le voulût ou non, Charles se trouvait bien forcé de prendre part à une guerre dont les désastres rejailliraient sur lui. Il envoya Eudes ramasser les débris de son armée, et lui-même partit à la rencontre des Sarrasins qui s'étaient rabattus sur le pays entre Tours et Poitiers. Ce fut là que se donna cette bataille célèbre, assignée par tous les historiens comme le terme de la conquête musulmane en Occident, et après laquelle elle n'enfanta plus rien de grand. Pour la première fois les barbares de l'Orient et ceux d'Occident se trouvaient en présence ; les pesants bataillons germains l'emportèrent sur les escadrons légers d'Abdérame.

« Immobiles comme un mur, dit Isidore de Béja, et comme retenus ensemble par une couche de glace, les hommes du nord, forts de leur taille gigantesque, maniaient hardiment de lourdes armes. » Ils rompirent d'abord les rangs ennemis ; mais les Arabes, à la manière des guerriers d'Orient, étaient aussitôt ralliés que dispersés, et le combat se prolongeait indécis, quand, sur la fin de la journée, un grand bruit se fit entendre dans le camp d'Abdérame. C'était Eudes, avec une troupe d'Aquitains armés à la légère, qui l'avait attaqué en faisant un détour. La déroute des Musulmans commença par là. Abdérame tomba sous la hache d'un Franc en essayant de disputer encore quelque temps la victoire; et le lendemain, comme le camp sarrasin demeurait morne et silencieux, les éclaireurs francs s'avancèrent aux portes, et rapportèrent qu'il avait été abandonné pendant la nuit. Tout le butin ramassé en Aquitaine s'y trouvait encore; il devint la proie des guerriers de Charles-Martel, ainsi nommé par les siens sur le champ de bataille, parce que, dans la mêlée, il avait frappé sur les Arabes comme le marteau sur l'enclume (732).

Le contre-coup de cette victoire devait se faire sentir dans tout le midi de la Gaule, condamné ainsi à perdre son indépendance, quel qu'eût été le vainqueur. D'abord Eudes ne put renvoyer au delà de la Loire son dangereux allié, avant de s'être reconnu son sujet et de lui avoir prêté serment de fidélité. Il dut ensuite abandonner ses droits à la souveraineté de Provence, qui rentra nominalement du moins, sous la domination franque, ainsi que tout le pays de Lyon, devenu pays libre sous Ébroïn. Sur ces entrefaites, Eudes mourut, et son fils Hunald lui succéda (735). Hunald refusa le serment qu'avait prêté son père; c'en fut assez pour attirer sur lui les armes de Charles-Martel. « Eudes étant mort, dit une chronique méridionale, Charles prit les armes contre ses fils, et leur fit beaucoup de mal; mais la

lutte ayant ses vicissitudes, et beaucoup d'hommes ayant été tués de part et d'autre, les deux partis conclurent une alliance qui ne devait pas durer longtemps. »

Cependant, malgré la concession du duc d'Aquitaine, Charles-Martel n'avait pu s'avancer encore en Provence au delà de la Durance. Son armée s'était arrêtée dans Dignes, et il menaçait de franchir bientôt cette limite; mais plutôt que de retomber sous le joug des hommes du nord, la Provence préféra se donner aux Arabes. En 736 on les voit établis sous la conduite de Youssouf, depuis la Méditerranée jusqu'à Lyon. C'était Mauronte, l'homme le plus influent en Provence, depuis la démission du duc Eudes, qui avait ménagé cette révolution. Par ses intrigues, il fit entrer les Arabes dans Avignon, où Charles avait laissé une garnison franque. Okba, nommé depuis peu gouverneur d'Espagne par Obeid-Allah, préparait en même temps de l'autre côté des Pyrénées, une expédition pareille à celle d'Abdérame, et menaçait les bords de la Garonne et de la Loire de la domination établie déjà sur ceux du Rhône.

Le moment était critique. D'un jour à l'autre les Lombards, sollicités de longue-main par les révoltés provençaux pouvaient passer les Alpes, et compliquer encore les embarras de Charles au midi. Il était alors de l'autre côté de la Gaule, dans les marais des Frisons, qu'il soumettait enfin pour la dernière fois, et dont il détruisait les bois sacrés et les idoles, autant par politique que par religion. Aux premiers beaux jours de l'année suivante, il prit le chemin de la Bourgogne, envoyant devant lui une partie de son armée commandée par son frère Childebrand, le même dont le nom n'a pu trouver grâce devant Boileau [1].

[1] Oh! le plaisant auteur...
Qui de tant de héros va choisir Childebrand.

SATIRE X.

Childebrand commença le siége d'Avignon, où commandait le général musulman Athime, et son frère étant survenu, la place fut emportée d'assaut après une vigoureuse résistance. Arabes et Provençaux furent tous passés au fil de l'épée, et le carnage fut suivi de l'incendie de la ville.

Au lieu de continuer sa marche le long du Rhône et de pousser jusque sous les murs d'Arles, le quartier général de la révolte, Charles traversa le fleuve à l'improviste, et conduisit ses Francs dans les plaines de la Septimanie, dégarnie de la moitié de ses défenseurs depuis l'occupation de la Provence. Déjà il avait commencé le siége de Narbonne, quand on apprit qu'une armée arabe descendait des Pyrénées pour défendre la Septimanie. Un combat s'engagea à cinq ou six milles de Narbonne, dans la petite ville de Berre, entre les montagnes de Corbières et l'étang salé de Sigean. Charles fut vainqueur, mais une partie de l'armée vaincue parvint à se faire jour jusqu'à la place. Il fallut renoncer à la prendre (737). Pour se venger, le duc austrasien fit en se retirant d'horribles ravages par toute la Septimanie. Maguelonne fut détruite de fond en comble. Les Francs poussaient devant eux, « accouplés deux à deux comme des chiens, » d'immenses troupeaux de captifs septimaniens. Arrivés à Nîmes, ils abattirent les portes et les remparts, et voulurent mettre le feu aux arènes, où se défendait une partie de la population, comme au temps du duc Paul, mais la flamme n'eut point de prise sur ces indestructibles constructions. Les arènes sont encore debout aujourd'hui, noircies partout par les feux qu'alluma Charles-Martel, témoignage impérissable des vieilles hostilités de deux races, reconciliées à la fin, mais sans avoir perdu le souvenir du passé.

Les Provençaux ne se tenaient pas pour battus. L'année suivante, Charles-Martel ayant été appelé en Germanie par une nouvelle révolte des Saxons, Mauronte et les siens ren-

trèrent dans Avignon, dont ils chassèrent pour la seconde fois la garnison. La vengeance de Charles ne se fit pas attendre. Non-seulement il reprit Avignon; mais ses troupes franchirent la Durance, prirent Arles, Marseille, chassèrent les Arabes de toutes les villes, et forcèrent Mauronte, le champion acharné de la nationalité provençale d'abandonner le pays. Quelques bandes de pillards arabes essayèrent en vain de se maintenir au milieu des rochers et des forêts de pins de la Garde-Fraisnet : ils furent forcés dans ce dernier refuge par les troupes réunies de Charles et de Luitprand, le roi des Lombards, qui se rapprochait de plus en plus des Francs, comme s'il eût voulu conjurer la lutte qui allait s'établir entre eux et les siens.

Depuis le commencement du règne de Charles-Martel, une révolution importante avait eu lieu dans le pays des Lombards. Vers l'année 720 les violences de Léon l'Iconoclaste avaient détaché de l'empire d'Orient les possessions qui lui restaient encore en Italie, et qui, sous le nom d'exarchat de Ravenne, comprenaient à peu près ce qui compose aujourd'hui les États de l'Église. L'exarchat, une fois abandonné à lui-même, ne tarda pas à devenir la proie des Lombards qui, conduits par Luitprand, s'emparèrent d'une partie du pays. Déjà Rome était serrée de près par les troupes lombardes; les papes, devenus les véritables souverains de la ville, s'agitaient en vain pour attirer l'attention de la cour de Constantinople. Grégoire III, nommé en 740, tourna enfin ses regards d'un autre côté, et demanda l'appui de Charles-Martel, le sauveur de la chrétienté, protecteur des missionnaires qui convertissaient alors la Germanie.

L'année 740 était *l'année sans guerre* du règne de Charles-Martel. Vainqueur des Arabes, des Provençaux, des Saxons, des Allemands, des Frisons, des Bretons, qui avaient eu aussi leur part des révoltes, il se reposait dans sa maison de Kiersy-sur-Oise, n'ayant plus rien enfin à

pacifier du Wéser et du Danube aux Pyrénées. Ce fut là qu'il reçut une lettre de Grégoire III, lettre fameuse dans l'histoire des papes, parce qu'elle est le point de départ de toute l'existence pontificale au moyen âge. « Nous sommes « agités de beaucoup de tribulations, disait le pontife en « commençant, mais les larmes coulent jour et nuit de nos « yeux, quand nous voyons l'Église abandonnée de toutes « parts par ceux de ses enfants dont elle espérait le plus de « défense et de protection. » Et sur la fin : « Ancard, un « de nos vassaux, qui est le porteur de cette lettre, dira de « vive voix à votre excellence ce qu'il a vu de ses yeux, et « ce que nous lui avons ordonné de vous dire. Je conjure « tout de nouveau votre bonté devant Dieu, qui est témoin « de ce que je dis, et qui sera notre juge, de vous hâter « d'adoucir nos douleurs, et de nous envoyer au plus tôt « une réponse qui nous réjouisse, afin qu'avec joie nous « implorions Dieu pour vous et pour vos sujets, devant le « tombeau des saints apôtres, saint Pierre et saint Paul. » Cette lettre, quelque pressante qu'elle fût, ne put faire oublier à Charles les services et l'amitié de Luitprand, auquel il avait fait adopter Pepin, son fils aîné, à l'époque de ses guerres de Provence. Grégoire III revint l'année suivante à la charge. Il envoyait au chef des Francs les clefs du tombeau de saint Pierre avec une partie de ses chaînes. Les ambassadeurs étaient chargés de présents pour les leudes. Mais ce qui devait assurer plus que tout le reste le succès de sa demande, c'était l'offre qu'il lui faisait de le reconnaître consul de Rome et empereur d'Occident. Ce titre magnifique, le terme futur de la grandeur de son petit-fils, avait flatté délicieusement l'orgueil de Charles-Martel. Déjà l'abbé de Corbie, et un moine de Saint-Denis avaient porté sa réponse à Rome. Sa mort et celle de Grégoire III arrêtèrent tout à coup cet importante correspondance qui devait se renouer bientôt.

Charles-Martel n'avait que cinquante ans quand il mourut, et comme son père, il succombait sous le poids de ses infirmités. C'est que les hommes s'usaient vite, à cette vie de fatigues éternelles. Et pourtant, après s'être épuisé à la lutte pour rendre au royaume franc son unité, Charles laissait tout à faire en apparence à ses deux successeurs Carloman et Pepin. L'Aquitaine était encore là, hostile et indépendante. Les Arabes n'avaient pu être refoulés de l'autre côté des Pyrénées. En Germanie, la paix universelle de 740 ne devait guère être regardée que comme un temps d'arrêt. La révolte ne se taisait que pour reprendre haleine. Plus d'une fois encore, nous verrons les Francs de l'autre côté du Rhin.

Le nouveau règne s'ouvrit par un désordre immense. Charles, dans son testament, avait partagé son royaume entre ses deux fils du premier lit. A Pepin il avait donné la Neustrie, la Bourgogne et la Provence ; à Carloman, l'Austrasie et la Germanie. Grippon, qu'il avait eu de son second mariage avec Sonnichilde, la nièce d'Odilon, duc des Bavarois, n'avait point eu de part à l'héritage paternel. Le testateur respirait encore, quand Sonnichilde, profitant d'une expédition de Pepin dans la Bourgogne toujours mal soumise, obtint de lui pour son fils un legs de plusieurs provinces enlevées aux parts des deux frères. A son retour, Pepin protesta hautement, appuyé des leudes et de Carloman, contre une donation arrachée à un mourant. Grippon et sa mère, attaqués à l'improviste, ne purent tenir la campagne. Assiégés dans la ville de Laon, si célèbre depuis dans les annales carlovingiennes, ils furent pris et enfermés, Grippon, au château de Neufchâtel, dans les Ardennes, Sonnichilde dans une cellule du monastère de Chelles.

Ce n'était que le prélude de mille autres troubles. La Provence chasse de nouveau les Francs. Odilon, pour venger sa fille, entraîne dans la révolte les Bavarois et les

Allemands. Hunald refuse le serment, et s'unit à Odilon. Dans cette attaque générale, l'union des deux frères les sauva. Mettant leurs intérêts en commun, ils marchèrent ensemble contre les Aquitains d'abord, ensuite contre le duc de Bavière et les Allemands, et, victorieux partout, rétablirent, pour le moment du moins, leur autorité menacée.

Cependant de grands changements avaient lieu dans les gouvernements de la Gaule. Depuis 735, année de la mort de Thierry III, le dernier roi de Charles-Martel, la race mérovingienne n'avait plus même la triste consolation de fournir des rois fainéants. Fier de ses succès et de sa gloire, le vainqueur de Tours, le *marteau* des Musulmans, avait dédaigné de se donner l'ombre d'un maître, et la maison Héristal gouvernait le royaume en son propre nom. Soit que Pepin se sentît moins fort en présence de tant de révoltes, soit que, pressé d'en finir, il voulût remettre une dernière fois l'idole sur ses pieds, pour la mieux renverser ensuite, il fit monter sur le trône un de ces moines de race royale qui devaient encombrer à cette époque les monastères, car on en voit sortir de partout, et lui ordonna de signer les actes publics du nom de Childéric II. Ce n'était là après tout qu'une formalité : la retraite de Carloman fut un événement plus grave. Carloman touchait à la quatrième année de son règne. Habile administrateur et brave guerrier, il n'avait récolté jusqu'alors que de la gloire, quand il fut pris du dégoût des choses humaines. Il abdiqua sa part de gouvernement, et, suivi d'une nombreuse escorte, il partit pour Rome, déjà l'asile de ceux qui abandonnaient le monde, ou que le monde abandonnait. De Rome, Carloman se retira sur le mont Soracte, à quelques lieues de la ville ; mais, comme les visites empressées des Francs qui venaient à la cour pontificale lui rappelaient sans cesse le souvenir importun de son ancienne grandeur,

il courut s'enfermer au Mont-Cassin, dans le célèbre monastère, chef-lieu de l'ordre de saint Benoît : il passa là le reste de ses jours, sous la conduite de l'abbé Optat, dans les pratiques religieuses et les travaux corporels qui remplissaient la vie d'un simple frère. En Aquitaine, le duc Hunald imitait à la même époque l'exemple de Carloman. Quelques-uns ont dit que, sentant arriver le moment où l'Aquitaine allait avoir à défendre son indépendance contre les armes de plus en plus redoutables de la maison d'Héristal, et reconnaissant la supériorité de son fils Waïfre sur lui, il lui avait cédé la place par un noble sentiment de générosité nationale. S'il fut poussé par un motif religieux, il faut convenir au moins que sa piété était bizarre. Il avait un frère, nommé Hathon, qui revendiquait aussi quelques droits à la souveraineté de l'Aquitaine. Pour en délivrer son cher Waïfre, Hunald attira Hathon dans les murs de Bordeaux, la résidence actuelle des ducs, lui fit crever les yeux, et le jeta dans une prison dont il ne sortit plus. Ensuite il dit adieu à sa femme, et alla revêtir l'habit de moine dans un monastère de l'île de Rhé, à côté du tombeau de son père (745).

L'avénement de Waïfre, en supposant qu'il eût été déterminé par un motif de prudente modestie de la part de son père, était bien de nature à inquiéter Pepin. Mais avant de porter ses armes de ce côté, d'autres soins devaient l'occuper ailleurs.

Resté seul à la tête du royaume par la retraite de Carloman, il se rappela son autre frère Grippon, toujours prisonnier à Neufchâtel. Grippon fut rappelé à la cour, comblé de biens et d'honneurs ; mais Pepin ne le rendit que plus ambitieux encore de régner, en le rapprochant du trône. Le rêve de Grippon était la souveraineté de l'Austrasie. Il attire à lui une foule de leudes, s'assure une retraite chez les Saxons, et disparaît un jour de la cour, suivi de près

par ses partisans, qui vinrent le rejoindre sur les bords du Weser, avec leurs troupes (747). Il n'eut que le temps de commencer quelques ravages en Thuringe, et vit bientôt arriver son frère, accompagné de cent mille Venèdes. L'appui que les Saxons lui avaient donné leur coûta cher. Pendant quarante jours, Pepin laissa vivre à discrétion son armée sur leur territoire. Tous leurs forts furent rasés. Beaucoup d'entre eux n'échappèrent à la mort qu'en se faisant chrétiens. Déjà ils commençaient à se lasser de Grippon, qu'ils allaient livrer peut-être, quand la mort de son grand-père, Odilon, ouvrit une nouvelle carrière à son ambition. Marchant sur la Bavière avec son armée de Francs, grossie encore d'un corps d'Allemands et d'une nouvelle troupe que lui amenait un leude franc, nommé Suger, il s'empara en arrivant de la duchesse Hiltrude et de son fils, le fameux Tassillon, et se fit reconnaître sans peine duc des Bavarois. Cette seconde tentative fut déjouée comme la première par Pepin, qui rendit à Tassillon l'héritage paternel, et s'empara du rebelle usurpateur. Un prince de la race de Clotaire et de Chilpéric l'eût mis à mort, ou pour le moins enfermé dans un cloître ; Pepin continua de le traiter en frère. Il lui fit une petite cour dans la ville du Mans qu'il lui donna, et le mit, avec le titre de duc, à la tête de douze comtés de la Neustrie (748).

Comme rois et comme hommes, les princes de la famille nouvelle l'emportaient en tout sur les descendants de Clovis. Cependant leur triomphe demeurait encore incomplet ; il manquait quelque chose à leur fortune tant qu'elle ne serait pas légalisée. Le moment était favorable. On avait encore à la cour de Pepin les lettres envoyées par Grégoire à son père. Les Lombards étaient toujours aux portes de Rome, d'où le cri de détresse, poussé pour la première fois en 740, ne cessait de s'élever vers le chef des Francs. En échange du secours qu'on implorait, Pepin résolut de de-

mander une consécration solennelle du pouvoir usurpé par les chefs de sa maison. Zacharie occupait alors le siége pontifical. Saint Boniface, le grand apôtre de la Germanie, l'homme le plus célèbre alors de toute la chrétienté, fut chargé de tâter le terrain. Lulle, un de ses prêtres, vint à Rome, avec une lettre où il demandait la solution de quelques difficultés théologiques et une mission secrète, qu'il ne devait confier qu'au pape seul et de vive voix. Ce ne fut qu'au retour de Lulle que Pepin se décida enfin à une démarche ouverte. Il envoya l'évêque Burcard, et Fulrade, abbé de Saint-Denis, chargés de poser au pape cette question : « Quel est le véritable roi, de celui qui en porte le titre, ou de celui qui en a la puissance ? » La réponse était prête d'avance. « Alors, du conseil et du consentement de « tous les Francs, et avec l'autorisation apostolique, l'il- « lustre Pepin, par l'élection de toute la France, la consé- « cration des évêques et la soumission des grands, fut « élevé à la royauté suivant les anciennes coutumes, et « oint, pour cette haute dignité, de l'onction sacrée, par la « sainte main de Boniface, dans l'église de Soissons. Quant « à Childéric, qui se parait du faux nom de roi, Pepin le « fit raser et mettre dans le couvent de Saint-Omer (752).» (*Eginhard.*)

Ce n'était pas là une révolution, mais tant de mystère et de précaution d'abord, tant de solennité ensuite pour détrôner un fantôme de roi, montraient bien que c'était une chose grave après tout. Il y a toujours une secousse à craindre quand du fait, si bien établi qu'il soit du reste, on veut passer au droit. L'illustration de la famille qui s'en allait, devait remonter probablement bien au delà de Mérovée et se rattacher à tous les souvenirs de l'invasion. Et puis chez les peuples de race germanique, la royauté n'était pas seulement une magistrature, comme dans les sociétés anciennes. Quel que fût parmi eux l'état précaire de l'autorité

de roi, il y avait une sorte de culte attaché à sa personne, et le christianisme avait consacré cette religion. Ces vieilles fidélités des temps modernes qui ont encore pour devise : « *Dieu et le roi,* » et qui ont toujours eu tant de peine à oublier le passé pour le présent, doivent nous faire comprendre quelle espèce de lutte avait à redouter Pepin, à une époque où les traditions germaniques étaient fraîches encore, où les leudes portaient tous, bien souvent à tort, il est vrai, le nom de *fidèles*. D'ailleurs il y avait deux races derrière les deux dynasties. La Neustrie était mérovingienne, par esprit national, sinon par affection. Le prince mérovingien qui régnait en Aquitaine, devait naturellement se révolter contre une mesure qui assurait définitivement l'abaissement de sa famille. Enfin, c'était une occasion de révolte pour les peuples tributaires et les mécontents.

Les Saxons et les Bretons appelèrent en effet cette année-là même les armes de Pepin, plutôt sans doute pour obéir à leur génie inquiet, que pour venger la maison de Clovis. Waïfre refusa hautement de reconnaître le nouveau roi. Grippon, insensible à la générosité de son frère, avait levé de nouveau l'étendard de la révolte : il s'était retiré chez le duc d'Aquitaine qui l'avait reçu à bras ouverts et appelait à lui les leudes francs, toujours prêts à secouer le joug. Mais Pepin était en mesure. Il bat les Saxons auxquels il impose de nouveaux missionnaires. Il envahit la Bretagne et s'empare de Vannes, ville frontière entre le pays breton et le pays franc. Waïfre, sommé de livrer Grippon, et menacé d'une armée qui prend le chemin de la Loire, se trouve heureux de voir son hôte partir pour l'Italie. Grippon comptait sur la haine des Lombards contre son frère depuis qu'il avait lié sa cause à celle des papes : il ne put arriver jusqu'à eux. Déjà il touchait les Alpes ; deux comtes, postés à Saint-Jean-de-Maurienne, lui barrèrent le passage, et il périt en voulant le forcer. Le sort

de son protégé était d'un fâcheux augure pour Waïfre dont les craintes s'augmentèrent encore quand il vit Pepin s'établir dans la Septimanie. La trahison d'Ansemond, seigneur goth, nommé par les Arabes gouverneur de Nîmes, de Béziers, d'Agde et de Maguelonne, ouvrit ces quatre places aux Francs, qui pour la première fois prenaient pied dans ce pays. De là ils menaçaient plus que jamais l'Aquitaine, ouverte par eux de tous côtés. Mais avant d'entreprendre une conquête qui couronnait l'œuvre de sa maison, Pepin avait un devoir de reconnaissance à remplir. Il s'y prêta d'autant plus volontiers que la politique était ici d'accord avec la reconnaissance.

Zacharie était mort peu de temps après le couronnement de Pepin. Étienne II, puis Étienne III lui avaient succédé. Les Lombards venaient de reconnaître en même temps un nouveau roi, Astolphe, à qui son frère Rachis avait laissé la couronne de fer pour aller rejoindre Carloman au Mont-Cassin. Astolphe ouvrit son règne par une grande conquête, par la prise de Ravenne et de son territoire, ce qui l'établissait, à la lettre, aux portes de Rome. En vain le pape essayait-il de se débattre contre l'envahissement des Lombards. Les évêques et les maires qu'il envoyait à Pavie étaient renvoyés avec mépris. Les messagers à Constantinople n'avaient pas eu plus de succès. Les lettres qu'il écrivait à Pepin étaient interceptées au passage. Il parut un jour sur les murs de Rome, pieds nus, couvert de cendres, et portant, attaché au haut d'une croix, un traité signé par Astolphe et bientôt rompu. Tout cela n'empêchait point les Lombards d'avancer et de tenir la ville comme bloquée en assiégeant les châteaux de la campagne romaine. Enfin Pepin, qu'Étienne avait secrètement averti par un pèlerin franc, lui fit dire de venir le trouver, et ses envoyés l'escortèrent jusqu'aux Alpes, sans qu'Astolphe osât l'arrêter en chemin (754).

Pour la première fois, ces deux puissances qui se comprenaient, et se cherchaient en quelque sorte, depuis 14 ans, allaient donc se trouver en présence. L'entrevue eut lieu à Pontyon, dans un bourg du Pertois. On lit dans la vie d'Étienne que Pepin se prosterna à terre à la vue du pape, et qu'il le conduisit lui-même en tenant son cheval par la bride. Le continuateur de Frédégaire dit seulement qu'Étienne « vint en présence du roi, et distribua beaucoup de présents, à lui et aux siens, demandant du secours contre la nation des Lombards et leur roi Astolphe. » Le roi lombard avait bien deviné d'avance ce qu'Étienne allait faire en France : il y envoya de son côté un moine de ses états, dont il espérait que la voix serait au moins aussi puissante que celle du pape. C'était Carloman, qui, soumis aux ordres de son abbé, consentit à reparaître en ambassadeur dans une cour qu'il avait quittée avec un appareil de roi. Au surplus, son intervention passive fut inutile. L'expédition contre les Lombards entrait probablement depuis longtemps dans les plans de Pepin, et le moine du Mont-Cassin ne pouvait guère parler avec assurance contre les intérêts du pape. On envoya une ambassade à la cour d'Astolphe avec l'ordre formel de renoncer à ses desseins sur les terres romaines, et Carloman reprit tranquillement le chemin de son monastère, qu'il ne devait plus revoir. Il mourut en chemin avant d'être sorti des états de son frère.

« Le roi Pepin n'ayant pu obtenir ce qu'il avait demandé
« par ses envoyés, et Astolphe ayant dédaigné de le faire,
« l'année écoulée, le roi ordonna à tous les Francs de ve-
« nir à lui aux kalendes de mars, comme c'est la coutume
« des Francs, dans sa maison de Braine. Ayant tenu conseil
« avec ses grands, à l'époque où les rois ont coutume
« de partir pour la guerre, il se mit en marche, accompa-
« gné du pape Étienne, avec toutes les nations qui rési-
« daient dans son empire et les bataillons des Francs ; et

« s'avançant en grande multitude vers les frontières de la « Lombardie, par Lyon et Vienne, ils arrivèrent à Mau- « rienne. A cette nouvelle, Astolphe, le roi des Lombards, « rassemblant toute l'armée de sa nation, vint jusqu'à « l'endroit appelé *la vallée de Suze,* et ayant établi là son « camp, il s'efforçait, à grand renfort de traits et de ma- « chines, de soutenir injustement les violences qu'il avait « commises contre la république et le siége apostolique de « Rome. Cependant le roi Pepin avait fait une halte à Mau- « rienne avec les siens, arrêté par l'étranglement de la « vallée et la hauteur des montagnes ; à la fin, quelques « soldats de son armée débouchèrent par d'étroits passa- « ges, et descendirent dans la vallée de Suze. Voyant cela, « le roi Astolphe fit armer tous les Lombards, et vint fon- « dre audacieusement sur eux. Les Francs ne mettaient « point leur salut dans la force de leurs bras : ils invoquent « Dieu et prient le bienheureux apôtre Pierre d'être leur « soutien, puis ils engagent l'action et combattent coura- « geusement. Le roi Astolphe, voyant son armée mal- « traitée, tourne le dos, après avoir perdu dans cette ba- « taille presque toute l'armée qu'il avait amenée avec lui, « des ducs, des comtes et des anciens de la nation lom- « barde ; et lui-même s'échappa à grand'peine en escala- « dant un rocher, et gagna sa ville de Pavie avec un petit « nombre de gens. L'illustre roi Pepin, victorieux avec le « secours de Dieu, s'avança jusqu'à Pavie avec les nom- « breux bataillons de son armée, et se campa sous les murs « de la ville, ravageant tout le pays à la ronde, incendia « toute cette partie de l'Italie, ravagea toute la campagne, « saccagea tous les lieux de campement des Lombards, « s'empara de grands trésors d'or et d'argent, d'une foule « d'ornements, et de toutes leurs tentes. Enfin le roi As- « tolphe, voyant qu'il ne pouvait plus échapper, demanda « la paix par l'entremise des prêtres et des principaux des

« Francs, exécuta tous les ordres du roi Pepin, et pour ra-
« cheter entièrement tout le mal qu'il avait fait injuste-
« ment à l'Église romaine et au siége apostolique, il s'en-
« gage par serment et en donnant des otages, de ne jamais
« se dérober à la domination des Francs, et de ne jamais
« s'approcher en armes de la république et du siége apos-
« tolique de Rome. Le roi Pepin, clément comme il l'était,
« lui laissa la vie et son royaume, et le roi Astolphe dis-
« tribua un grand nombre de présents dans son camp.
« Puis il fit de nombreuses largesses aux seigneurs francs.
« Après cela, Pepin envoya le pape Étienne en grand hon-
« neur à Rome, avec ses grands, et une foule de présents,
« et le rétablit sur le siége apostolique, rendu à la tran-
« quillité dont il jouissait auparavant. Les choses terminées,
« le roi Pepin et son armée revinrent chez eux, avec l'aide
« de Dieu, chargés de trésors et de présents (755). » (Continuateur de la chronique de Frédégaire. 4e partie.)

Astolphe avait promis, pour se délivrer de ce terrible ennemi, d'abandonner Ravenne et tout ce qu'il possédait de l'exarchat, dont Pepin avait fait présent au siége pontifical, par un acte fameux dans l'histoire des papes. A peine l'armée franque eut-elle repassé les Alpes, qu'il voulut prendre une revanché éclatante de son humiliation. Au lieu de livrer Ravenne, il veut mettre le siége devant Rome. Le 1er janvier de l'année 756, les Romains se virent tout à coup investis par l'armée lombarde, qui s'empara de tous les passages, et tint la ville si bien bloquée qu'Étienne ne put en donner avis au roi des Francs, avant le cinquante-cinquième jour du siége.

Sur ces entrefaites, arriva un envoyé de l'empereur de Constantinople. A la nouvelle des succès de Pepin contre les Lombards, il était parti pour lui apporter les félicitations de son maître, et redemanda Ravenne avec l'exarchat. On lui répondit que le vainqueur en avait disposé déjà. Pepin

accourait, en ce moment, au secours de son protégé. Il confirma la réponse d'Étienne. Dès ce moment tous les vœux de la cour bysantine furent pour les Lombards. Nous la verrons intriguer en leur faveur jusqu'à la fin du règne de Charlemagne.

Cependant Pepin, laissant Astolphe se morfondre devant les murs de Rome, que défendait une troupe de Francs laissée en 755, marcha droit à Pavie. Le roi lombard plia encore cette fois. Au territoire qu'il avait cédé l'année précédente, il ajouta Comachio, paya les frais de l'expédition et se soumit au tribut de 12,000 sous d'or que sa nation avait payé autrefois aux Francs, jusqu'au règne de Clotaire Ier. Peu de temps après, étant à la chasse, son cheval le jeta rudement contre un arbre ; il se releva tellement froissé de cette chute, qu'il en mourut en quelques jours. Il ne laissait pas d'enfants : deux compétiteurs à la couronne de fer, se présentèrent en même temps. L'un était Rachis, le prédécesseur d'Astolphe, qu'une ligue de seigneurs vint tirer de son monastère et replaça sur le trône ; l'autre était un duc lombard, nommé Didier, qui, se voyant le plus faible, eut recours à l'intervention du pape. Il lui promit l'exécution fidèle du dernier traité avec Pepin, et offrit d'ajouter Bologne aux villes de la donation. Étienne se fit mettre d'abord en possession de quelques terres où commandait Didier ; ensuite, il envoya un prêtre de l'Église romaine au moine fugitif, pour le réprimander de sa sortie du Mont-Cassin, et fit déclarer Pepin pour Didier ; en quelques jours Didier régnait sans opposition sur les Lombards, et Rachis avait repris la robe de bénédictin. Déjà l'on pouvait prévoir quel serait l'avenir de cette puissance naissante, si faible par elle-même, si redoutable par les intérêts qui se ralliaient à son nom, et par les forces qu'elle faisait mouvoir. Au milieu de ces troubles, les ducs de Spolète et de Bénévent s'isolèrent du royaume lombard, et se

déclarèrent indépendants, « *sous la protection des Francs et de l'Église romaine.* » Dès lors Pepin tourna ailleurs son attention. Seulement une révolte générale ayant éclaté en 758 dans le pays des Saxons, pendant que toutes ses forces étaient occupées de ce côté, Didier, peu soucieux des promesses faites à la cour de Rome, du temps qu'il mendiait son appui, reprit avec elle le rôle hostile de Luitprand et d'Astolphe, et renouvela les alarmes des Romains. Déjà une partie de ces villes, si péniblement conquises sous Étienne, était retombée entre les mains des Lombards. Paul, le frère et le successeur d'Étienne, écrivit à Pepin. Après plusieurs négociations inutiles, le roi franc fit partir enfin Remi, son frère naturel, évêque de Rouen, et le duc Antaire, avec ordre de menacer les Lombards d'une troisième expédition s'ils osaient remuer plus longtemps. Didier eut le bon esprit de ne pas attendre l'exécution de la menace, il retira son armée, et rendit ses conquêtes. Il ne devait pas être aussi prudent avec Charlemagne.

Pepin se voyait l'arbitre des destinées de l'Italie ; et dans la Gaule même, à quelques lieues de l'ancienne capitale des provinces mérovingiennes, un état indépendant, semblait protester, par son attitude hostile, contre cette grande restauration du royaume franc. Pepin ne devait point léguer cet importun voisinage à son fils. Ce qui nous reste encore à parcourir de son règne sera rempli par l'histoire de la conquête de l'Aquitaine.

Nous avons laissé les affaires du midi de la Gaule, pour ainsi dire en suspens. L'armée franque était campée encore sous les murs de Narbonne ; Waïfre et Pepin s'observaient tous d'eux d'un œil inquiet. En 759 la prise de Narbonne en refoulant au-delà des Pyrénées, les derniers débris de l'armée arabe, et en établissant définitivement la domination franque à l'extrémité méridionale du sol gaulois, précipita un engagement que l'on attendait de

part et d'autre depuis longtemps. En Saxe, en Italie, rien ne résistait plus à Pepin. Tassillon, le duc de Bavière, venait de jurer fidélité, non-seulement à Pepin, mais à ses deux fils, Charles et Carloman. « Il y avait deux ans, dit le continuateur de Frédégaire, que la terre se reposait. » Waïfre, resté seul de tous les antagonistes de Pepin, ne pouvait manquer d'essuyer à la fin le choc de ses armes partout victorieuses. La guerre commença en 760.

Pour couvrir d'un prétexte l'attaque qu'il méditait, Pepin envoya au duc d'Aquitaine une ambassade solennelle, chargée d'exiger qu'on lui livrât tous les leudes francs réfugiés à sa cour, et qu'on fît justice aux réclamations de quelques églises franques, qui avaient été dépouillées des domaines qu'elles possédaient en Aquitaine. Jamais ambassadeur franc n'avait été bien reçu en Aquitaine. Sur une réponse hautaine de Waïfre, Pepin assembla tous ses leudes à Troyes, et passant par Auxerre, Nevers et le Berry, il entra dans le pays des Arvernes, où il mit tout à feu et à sang. Le duc, pris au dépourvu, eut recours aux négociations. Il offrit de s'en rapporter au jugement d'un plaid général, donna en otage deux de ses parents, Adalghier et Ithier, et obtint ainsi la retraite de l'armée ennemie. Mais l'année suivante, à peine Pepin eut-il congédié l'assemblée qui se tenait déjà au mois de mai, à la mode carlovingienne, que Waïfre parut tout à coup sur les bords de la Loire avec ses bandes de Gascons, saccagea Châlons, Autun, et repassa le fleuve, selon l'expression du chroniqueur, « sans avoir vu la pique d'un Franc. » Il vit bientôt les Francs eux-mêmes dans ses états. Pepin venge Autun et Châlons, sur Chantelle et Bourbon-l'Archambault, et vient mettre le siége devant Clermont, la capitale de l'Auvergne, dont il s'empare après une vigoureuse résistance, et que les siens brûlent sans son ordre, au dire de l'annaliste de Metz (761). La campagne de 762 s'ouvrit par le siége de Bourges, que

Waïfre avait confié au comte Humbert, et dont les Francs ne purent se rendre maîtres qu'après avoir abattu une partie des murs à grands coups de bélier. De là ils vinrent à Tours, qui ne fut plus qu'un monceau de cendres et de ruines au bout de quelques jours. En vain Waïfre essaie-t-il d'arrêter par des diversions la marche irrésistible des envahisseurs. Le comte Maucion, qu'il envoie en Septimanie, est battu et tué par les Francs du pays. Le comte Adalard éprouve le même sort dans le Lyonnais. Pour surcroît d'humiliation, le comte de Poitiers, dans une expédition sur le territoire tourangeau, se fait battre, lui aussi, par les vassaux du monastère de Saint-Martin; et, comme ses deux collègues, il reste avec la plupart de ses gens sur le champ de bataille. La trahison de son oncle Rémistan, qui passa dans le camp de Pepin au moment où la saison le forçait de se retirer, vint encore ajouter aux infortunes du malheureux duc d'Aquitaine, et l'expédition de l'année suivante semblait devoir l'achever. Une autre trahison retarda sa chute. Traversant rapidement les pays déjà ravagés, l'armée franque s'engagea dans la vallée de la Vienne, et détruisit les vignes du Limousin, d'où les monastères tiraient alors leur vin, les riches comme les pauvres, dit le continuateur de Frédégaire. Déjà l'on était arrivé sur les bords de la Dordogne, quand Tassillon, le jeune duc des Bavarois, se rappelant sans doute la vieille alliance de son père Odilon avec les Aquitains, rompit tout à coup avec Pepin, déclara qu'il ne voulait plus le voir en face, et rebroussa chemin avec les siens. Sa retraite n'empêcha pas le roi franc de continuer sa marche, et de remporter une grande victoire sur les Vascons de Waïfre; mais le besoin de surveiller Tassillon, qui venait d'épouser la fille du roi des Lombards, l'obligea de s'arrêter, et de retourner sur les bords du Rhin, d'où il tint quelque temps en échec, à la fois, et son ennemi déclaré et son *sujet* insoumis.

La guerre recommença avec une nouvelle fureur en 766. Waïfre, voyant que ses meilleures places tombaient l'une après l'autre entre les mains des Francs, et devenaient ensuite autant de points de ralliement pour eux, imagina de faire démanteler toutes celles qui lui restaient, et d'attendre que Pepin vînt l'attaquer dans la vallée de la Dordogne, où il se retrancha avec ses troupes au milieu des rochers et des ravins. Cette tactique hardie fut déconcertée par celle de Pepin, qui, dédaignant d'aller chercher Waïfre dans le pays sauvage où il semblait s'être réfugié, parcourut en vainqueur toute l'Aquitaine, et prit possession des places abandonnées dont il n'eut plus qu'à relever les murailles.

Frappant sans relâche son ennemi à terre, il prit à peine le temps d'aller présider au petit village de Gentilly, près Paris, le fameux concile où se décida la grande question du culte des images, et sitôt après les fêtes de Noël, il partit pour l'Aquitaine (767). Toulouse, l'Albigeois et le Gévaudan furent soumis pendant l'hiver. Puis il remonta vers la haute Auvergne, prit Turenne, Peirac, et le château de Scoraille, bâti au sommet d'une montagne, près de Mauriac. Tant de désastres réveillèrent dans le cœur de Rémistan quelque pitié, sinon pour son neveu, du moins pour son pays. Il sortit du château d'Argenton, en Berry, dont on lui avait confié la garde, et se mit, à la tête de quelques troupes légères, à faire des courses dans le Limousin et le Berry. Sa seconde trahison fut moins heureuse que la première. Il fut pris dans une de ses courses, et amené devant Pepin, qui le fit pendre sur-le-champ, de la main de l'un des deux comtes qui l'avaient fait prisonnier.

L'infortuné Waïfre ne pouvait plus tenir la campagne. Réfugié dans les Cévennes, il échappa quelque temps encore à ses ennemis en les promenant de caverne en caverne. Se voyant enfin sur le point d'être forcé, il ramassa quelques amis dévoués, et se jeta, avec une bande déterminée,

dans la forêt d'Etobole (aujourd'hui Ver), près de Poitiers, où il disputa sa vie pendant plus d'un mois aux nombreux détachements qui battaient la forêt de tous côtés. Malgré la persévérance de leur poursuite, les Francs n'eurent point l'honneur de sa mort : il tomba sous les coups d'un traître nommé Waraton, qui l'assassina dans une nuit du mois de juillet de l'année 768.

Pepin mourut à la fin du mois suivant. Comme il revenait après la mort de Waïfre, la fièvre le prit à Saintes. Il se fit transporter à Tours, au tombeau de saint Martin, et de là à Saint-Denis, où il mourut et où il fut enterré. Son tombeau était à la porte de l'église, et l'on y lisait cette inscription composée par un moine du temps de saint Louis : « *Pepin, père de Charlemagne.* » (*Hist. de Fr.*)

## II.

*Charlemagne.* — Le mouvement national qui avait élevé la famille de Pepin d'Héristal sur les ruines de la famille de Clovis, était venu à propos pour retremper l'ardeur guerrière de la nation franque, en faisant passer le pouvoir des Franco-Romains aux Francs de race pure, car son existence était menacée. Au midi les Sarrasins, au nord les Saxons l'envahissent à la fois ; quand Charles-Martel eut vaincu les premiers à Tours, quand Pepin le Bref eut rendu les seconds tributaires, quand les Francs se virent enracinés mieux que jamais sur ce sol qu'on leur avait disputé, alors il y eut réaction de leur part, et n'ayant plus besoin de se défendre ils attaquèrent. Charlemagne monta sur le trône, juste au moment où le mouvement en avant avait lieu ; il le présida, et c'est à cela qu'il dut sa gloire. Nous ne prétendons pas la rabaisser par là ; Charlemagne ne créa pas son époque, et qui jamais la créa ? mais il sut la comprendre et s'en servir ; un homme vulgaire ne l'aurait pas fait.

Toutefois, avant d'entrer dans les merveilles de ce règne, il faut traverser quatre années d'incertitude et de troubles domestiques, où l'on ne sait si la domination nouvelle, fondée par la maison d'Héristal, ne va pas tomber à son tour sur les débris de la monarchie mérovingienne. Charles ne succédait pas seul à Pepin; avec lui montait sur le trône son frère Carloman, auquel Pepin avait donné la Bourgogne, la Septimanie, l'Alsace, la Provence, la moitié de la Neustrie et de l'Aquitaine, et dont les instincts jaloux semblaient présager le retour des anciennes discordes mérovingiennes. A peine les deux frères avaient-ils reçu les premiers serments de leurs leudes que l'Aquitaine, tout épuisée encore de sa lutte sanglante avec Pepin, tente un dernier effort pour recouvrer son indépendance, et se rallie autour du vieil Hunald, son ancien roi, qui vient de s'échapper du monastère de l'île de Rhé. Charles ramasse aussitôt ses guerriers, et n'a besoin que de paraître pour faire rentrer les rebelles dans le devoir; mais Carloman avait refusé son appui à l'expédition, quoique ses intérêts propres fussent en jeu dans cette guerre. Hunald, vaincu, avait trouvé un asile à la cour du roi des Lombards, qui songeait aussi à s'affranchir, de son côté, de cette espèce de sujétion à laquelle l'avaient réduite les armes victorieuses de Pepin. Didier négociait sous main avec le duc de Bavière. Une insurrection des tribus germaines allait peut-être éclater contre la domination nouvelle de la maison d'Héristal : la mort de Carloman vint lui rendre à propos son unité (771). Rien ne donne à croire, dans les histoires du temps, que Charlemagne y fût pour quelque chose; néanmoins la mésintelligence entre les deux frères en était à ce point déjà que la veuve de Carloman n'osa pas affronter, pour ses deux enfants, la rivalité du roi d'Austrasie, et s'enfuit avec eux auprès de Didier, l'ennemi naturel de Charlemagne, qui venait d'ajouter encore, en répudiant sa

fille Désirée, un nouvel affront à tous ceux que les rois lombards avaient reçus déjà des rois francs. Charlemagne se plaignit hautement de la fuite de sa belle-sœur, mais il n'en mit pas moins la main sur le royaume de ses neveux. Dès-lors il disposait à son gré des forces de la nation : l'année suivante, il commence la guerre avec les Saxons. Cette guerre est son plus beau titre de gloire ; on a parlé d'amour effréné de domination, de nations entières sacrifiées à la gloire d'un seul homme, tandis qu'il ne s'agissait de rien moins que d'une question de vie ou de mort entre deux peuples. Croira-t-on que les Francs, ces mêmes hommes qui avaient refusé de suivre Pepin en Italie, qui firent essuyer le même outrage à Charlemagne au commencement de son règne, se fussent laissé conduire trente ans de suite dans ces marais de la Saxe, où il n'y avait que des coups à recevoir et point de butin à gagner, dans le seul but de servir ce que l'on a appelé l'ambition de Charlemagne ? Que parlons-nous de trente années ? Il y avait déjà un siècle et demi que la lutte était commencée ; dira-t-on que ce furent les ambitions successives de tous les rois pour s'emparer des forêts et des marais de la Saxe, qui poussèrent de règne en règne un peuple sur un autre ? Les Francs sentaient qu'il fallait anéantir le nom saxon, ou que les Saxons les anéantiraient, et ils marchaient ; on ne voit point qu'un seul murmure se soit fait entendre quand il s'est agi de marcher contre les Saxons. Loin de là, ils y allaient souvent malgré leurs rois, comme cela arriva sous Clotaire Ier. Nous renvoyons là dessus nos lecteurs à une note assez curieuse, en ce qu'elle donne une idée à la fois et de cette haine nationale des Francs, et du peu de pouvoir qu'avait le roi franc sur son armée [1]. Supposons un mo-

[1] **Adonc le roi parla en cotte manière aux siens : Departez-vous d'en vouloir à ces gens-là, de peur que l'ire de Dieu ne s'allume**

ment que Charlemagne ait voulu imiter Clotaire, nous n'irons pas jusqu'à dire qu'on l'eût traité de même, parce qu'il était plus fort que le fils de Clovis; mais il eût été tout au moins un prince impopulaire. On pourrait nous reprocher de nous étendre un peu au long sur cet article; mais c'est que la guerre des Saxons est la moitié de Charlemagne; la suite expliquera plus tard cette expression : réfuter le reproche absurde qu'on lui a intenté au sujet du peuple, c'est le remettre en possession de sa gloire tout entière; et ce dont on a voulu, de nos jours, faire une tache à son nom, fut sans doute alors ce qui lui attira le plus de reconnaissance et d'admiration. Mais revenons aux faits.

Les Saxons avaient provoqué en quelque sorte les armes des Francs, en brûlant l'église fondée à Deventer par un missionnaire anglais, saint Libuin. L'Anglais eut l'audace de se présenter à leur assemblée générale sur les bords du Weser, et vint leur annoncer que les bandes franques allaient envahir leur pays, s'ils ne reconnaissaient enfin ce Dieu des chrétiens, si brutalement accueilli par eux jusqu'alors. « L'effet suivit de près la menace : au printemps

contre nous. A quoy les siens ne voulurent acquiescer. De surplus les Saxons leur présentèrent des vêtements, du bétail et tous leurs meubles, leur disant : Prenez tout ceci, avec la moitié de notre terre, et laissez seulement nos femmes et nos enfants libres, et ne nous faites point la guerre. Les Francs ne voulurent point aussi consentir à cela. Le roi leur dit : Désistez, je vous prie, désistez de cette intention, car nous n'avons point de parole d'eux qui nous puisse justement occasionner de guerroyer contre eux. Ne descendez point en une guerre en laquelle vous soyez en danger de vous perdre; toutefois, si vous êtes si obstinés que d'aller jusque-là, je ne vous suivrai point volontairement. A ce mot, les François, saisis de courroux contre le roy, se ruèrent contre luy, et, déchirant son pavillon, le chargerent d'injures atroces, et le tirant dehors à vive force, le vouloient massacrer s'il différoit d'aller avec eux.

de 772, Karl réunit le champ de mai à Worms, passa le Rhin avec toute l'armée des Francs, envahit ce fameux canton de la haute Lippe, dont les forêts et les montagnes avaient été jadis le théâtre des grands combats d'Arminn, de Varus et de Germanicus, et marcha droit à Ehresbourg, ou Heresbourg, *la ville d'honneur* ou *la ville de la guerre*, « place également fortifiée par la nature et par la main de l'homme, » dit le poëte saxon, et qui était à la fois la citadelle et le sanctuaire de la Westphalie. Au sommet de la montagne sur laquelle était bâti le bourg, s'élevait, dans un noir massif d'arbres séculaires, le temple qui renfermait le mystérieux Ir-Mensul (Hermen-Saül, la colonne d'Arminn, ou Hermann), simulacre qui était, suivant les uns, le symbole de la nationalité germanique, et qui, suivant d'autres, avait été érigé à la mémoire du grand Arminn, le vainqueur de Varus et des Romains. Les Francs, le glaive et la torche à la main, pénétrèrent jusqu'aux sources de la Roer et de la Lippe, emportèrent *à grande force d'armes* (*magno robore*) le château d'Ehresbourg [1], s'emparèrent des trésors accumulés dans le sanctuaire de la montagne, et passèrent trois jours à démolir le temple, à briser l'idole, à brûler le bois sacré d'Arminn. » (Henri Martin, t. II.)

Tant qu'Étienne III avait occupé le trône pontifical, sa politique faible et timide n'avait pas donné de prise aux attaques du roi lombard. Mais en 773, Étienne fut remplacé par Adrien I[er], qui, dès l'abord, rompit ouvertement avec l'ennemi du saint-siége. Sommé par Didier de sacrer les deux fils de Carloman, il répond par un refus formel,

[1] Ehresbourg est, dit-on, Arensberg sur la Rohr, au Stadtberg sur le Dimel, ou bien encore Mespurg ou Mesborg. Spalmann prétend que l'Ir-Mensul était une statue, armée de toutes pièces, portant dans la main droite une bannière, dans la gauche une balance, avec un bouclier sur lequel était représenté un lion.

et fait barricader les portes de l'église de Saint-Pierre, située alors hors de la ville. Il savait bien que les Lombards allaient arriver, et, en effet, leurs cavaliers parurent bientôt dans la campagne romaine. Mais déjà l'alarme avait été donnée de l'autre côté des Alpes, Charlemagne accourait par le mont Cenis. Bernard, son frère naturel, amenait au pape une seconde armée par le grand Saint-Bernard. Didier veut arrêter les envahisseurs dans les plaines du Piémont; mais son armée se débande à leur approche. Lui-même, entraîné par le flot des fuyards, se jette dans Pavie, où il est investi aussitôt. Le siége dure six mois, pendant lesquels le roi franc s'empare à loisir de toutes les provinces lombardes, et va triompher d'avance à Rome, où le peuple le reçoit avec les croix et les bannières, et en chantant : « *Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur.* » Cependant la résistance de Pavie approchait de son terme. Les maladies s'étaient mises dans la ville et la dépeuplaient rapidement; bientôt bourgeois et soldats crièrent tout haut qu'il fallait se rendre. Le vieil Hunald, qui combattait dans les rangs des Lombards, voulut réprimer la sédition et fut assommé à coups de pierres par les femmes de Pavie. La ville ouvrit alors ses portes (774), et la domination lombarde expira en Italie deux cents six ans après la venue d'Alboin. Du reste, cette conquête changea peu de chose aux allures du pays. Le roi franc laissa les ducs et les comtes du peuple vaincu en possession de leurs gouvernements, et ne mit de garnison franque qu'à Pavie. Les Lombards conservèrent leurs lois, leurs terres, et même leur nationalité. Charlemagne ceignit la couronne de fer, et ajouta au titre de roi des Francs celui de roi des Lombards. La conquête se trouvait ainsi fort abrégée, mais aux dépens de sa stabilité, et la suite le fit bien voir. Peut-être aussi que le temps manquait à Charlemagne, car il fallait déjà retourner aux Saxons, qui, revenus de leur premier

effroi, avaient repris Ehresbourg, et ravageaient la Frise et la Hesse.

Charlemagne n'avait fait, pour ainsi dire, que se montrer aux Saxons; bientôt la voix suppliante du pape Adrien l'appelle en Italie (774), où l'attendait une conquête plus brillante et plus facile. Alors commence ce pérpétuel voyage d'Italie en Saxe et de Saxe en Italie, qui semble remplir tout son règne. Les Saxons l'ont rappelé en 775; en 776 il est de retour en Italie, où il repousse la tentative du fils de Didier, d'Adalgise, qui, vaincu, se réfugie à Constantinople, d'où il était parti. Les Grecs regardaient d'un œil inquiet ce prodigieux royaume qui se formait en Occident, et dont ils se trouvaient tout à coup voisins. A peine Adalgise est-il vaincu qu'il faut retourner en Saxe (776), où les missionnaires ont été massacrés. La rapidité de ces voyages a quelque chose de magique pour nous, qui sommes habitués à ne voir un général faire un pas qu'avec tout l'attirail d'une armée; mais il en était autrement du temps de Charlemagne. Chaque province avait son armée toujours prête à se rassembler; il n'avait qu'à quitter l'une pour venir se mettre à la tête de l'autre; c'était le général et non l'armée qui faisait le voyage. Cette nouvelle expédition nous présente un fait qui pourrait étonner d'abord; une assemblée tenue à Paderborn, au sein même du pays ennemi. Ce fait néanmoins s'explique facilement : tout homme libre était soldat alors, et quand nous voyons une assemblée tenue dans le fort de la guerre, c'est que l'armée elle-même était l'assemblée. Nous nous étendrons plus au long sur ce point, quand nous parlerons de la composition de l'assemblée sous Charlemagne; revenons à celle de Paderborn.

Pendant que Charlemagne recevait les serments des Saxons et qu'il établissait de nouveaux évêchés dans leur pays, il vit arriver à l'assemblée des infidèles venus d'Es-

pagne, des émirs sarrasins qui venaient implorer son secours contre le calife de Cordoue (778). Voltaire, dans son esprit de scepticisme moqueur, a voulu établir un rapprochement malin entre ces deux circonstances d'évêchés et d'infidèles pour jeter une teinte odieuse sur le caractère de Charlemagne. Il y avait pourtant quelque chose de vraiment national dans cette guerre comme dans celle des Saxons : les Francs avaient été attaqués au midi comme au nord, moins longtemps il est vrai, mais d'une manière plus effrayante. Les marches bruyantes et rapides de la cavalerie africaine avaient dû les frapper plus vivement que les obscures incursions d'hommes ayant les mêmes armes, les mêmes mœurs, le même langage qu'eux. Il ne faut pas non plus s'imaginer que l'invasion musulmane n'ait fait que passer, ni croire qu'elle n'alla pas plus loin que cette bataille de Tours, dont on a fait peut-être sonner le nom un peu trop haut; les Sarrasins avaient possédé la partie visigothe de la Gaule plus de vingt ans, et ils avaient été, pendant ces vingt années, pour ainsi dire aux portes de la partie franque : il n'y avait pas dix-sept ans que Pepin était encore devant Narbonne. Nous ne voulons pour preuve de cette antipathie de race que ces légendes qui circulèrent si longtemps dans le midi de la France sur les ravages des Sarrasins, et dont l'effet se fit peut-être sentir, à l'époque des croisades, plus vivement qu'on ne croit[1].

Une autre preuve plus directe, c'est que nous voyons, contre la coutume, deux marches, celle du Rhin et celle d'Espagne, joindre leurs forces pour cette guerre. Les comtes d'Austrasie descendent lentement la Gaule avec leurs lourds bataillons, et viennent se réunir aux Aquitains

[1] La croisade fut toujours populaire dans le midi, les troubadours du midi prêchaient la croisade bien longtemps après qu'on n'y pensait plus dans le nord ; on se rappelle ce Raymond, comte de Toulouse, qui, dans la première croisade, fournit à lui seul une armée.

pour combattre les fils de ceux qui avaient combattu leurs pères à Tours. L'armée de Charles-Martel, comme celle de Charlemagne, ne se composait que d'Aquitains et d'Austrasiens. La campagne fut courte et heureuse, s'il faut en croire les Francs; mais dans la retraite, interprétée diversement par les auteurs des deux nations, les Vascons lui firent éprouver un échec à Roncevaux. Là périt ce Roland, personnage peu connu de son temps, mais qu'un chant de guerre et quelques romans ont rendu si populaire qu'on serait incomplet, même dans le résumé le plus serré, si l'on parlait de cette guerre d'Espagne sans prononcer son nom.

Heureuse ou malheureuse, à peine la guerre est-elle finie, à peine Charlemagne et son armée ont-ils repassé les Pyrénées, qu'une double révolte éclate à la fois en Saxe et en Italie; c'est Witikind qui a reparu, c'est un duc lombard qui appelle les Grecs. Les hommes d'Austrasie se rendent, d'une seule marche, des bords de la Méditerranée à l'Elbe et au Weser; Charlemagne vole en Italie : il abat en courant le rebelle, et arrive en Saxe, furieux et prêt à tirer une vengeance éclatante de serments tant de fois violés. Cette vengeance n'est que trop fameuse : quatre mille cinq cents Saxons qui ont mis bas les armes sont égorgés en un jour. Ici, tous les panégyristes de Charlemagne semblent s'être voilé la face et sangloter sur l'*erreur d'un grand homme*. Pour nous, nous croyons que celui qui entreprend l'éloge d'un homme de ces temps-là doit l'accepter avec toutes les conditions de sa nature barbare. Il n'y avait point égarement chez Charlemagne, ou plutôt chez Karl, car nous nous ferons mieux comprendre en lui restituant ici son nom franc; il obéissait à son instinct de barbare, qui lui disait de tuer quand les autres moyens ne suffisaient pas. Il en est de ce massacre comme des assassinats de Clovis, que l'on ne manque jamais d'accompagner

d'une phrase sentimentale, et que saint Grégoire de Tours rapporte comme une chose toute simple.

Au reste, sa brutale politique lui réussit mal. Cet indomptable Witikind entraîne à sa suite les Danois en Saxe; au moment où les Francs et les envahisseurs sont en présence au pied du mont Saunthal (782). Les Saxons auxquels on a eu l'imprudence de rendre leurs armes se jettent sur leurs maîtres, et la mort de vingt-quatre mille Francs expie le massacre des quatre mille cinq cents Saxons.

Dès lors Charlemagne leur déclare une guerre d'extermination; les serments ont été trop de fois violés pour qu'il s'y fie de nouveau; ses missionnaires ont été massacrés; les essais de conquête religieuse n'ont pas mieux réussi que les essais de conquête politique; il craint peut-être de léguer cette rude guerre à ses successeurs, il semble pressé d'en finir par la force seule avec un peuple que la force et la douceur n'ont pu vaincre: c'est un dépit, disons mieux, un désespoir de retrouver à chaque pas ce peuple fatal qui l'arrache tour à tour de l'Italie, de l'Espagne, du sein des assemblées; son amour-propre de conquérant et de civilisateur est piqué; s'il ne peut venir à bout de cet obstacle, il l'ôtera de son chemin. Trois armées envahissent à la fois ces contrées tant de fois envahies; mais cette fois ce n'était plus pour vaincre, c'était pour anéantir. Les trois colonnes infernales détruisent tout sur leur marche; cent lieues de pays sont changées en déserts en autant de temps qu'il en faut pour les parcourir. Désormais Charlemagne ne veut plus conquérir les Saxons à la religion chrétiennne, il veut les exterminer; le capitulaire par lequel il les fait chrétiens est un code pénal. Si un Saxon retourne à ses faux dieux, qu'il meure de mort; s'il se cache dans la foule pour se dérober au baptême, qu'il meure de mort; s'il mange de la viande un jour maigre, qu'il meure de mort. La mort se rencontre à chaque ligne

de cette espèce de constitution imposée au peuple le plus impatient du joug de tout ce qui restait de l'ancienne Germanie, et cependant ils s'y soumirent : ils étaient tombés trop bas pour secouer celui-là ; depuis trente ans ils n'avaient essuyé que des défaites, leur jeunesse était détruite, leur pays dévasté, leur vainqueur maître de l'Europe, et Witikind avait fait sa paix (785), Witikind au moins l'égal de Charlemagne dans cette lutte qui a laissé une trace si profonde dans l'esprit des peuples. Tout l'intérêt se porte sur lui, parce qu'il est malheureux ; mais rappelons-nous que Charlemagne eût joué le rôle de Witikind s'il ne l'eût vaincu. En effet c'était là, s'il en fut jamais, une lutte non plus de deux hommes, mais de deux peuples. Charlemagne a pardonné à l'homme, il ne pardonne pas au peuple; et tandis que Witikind, devenu son fidèle, jouit en paix des domaines et des honneurs qui sont le prix de sa soumission, ses compatriotes gémissent sous un des régimes les plus oppressifs dont il soit parlé dans l'histoire. Le vainqueur frappe impitoyablement son ennemi à terre, il ne se contente pas de mesquines persécutions, c'est à la nation même qu'il en veut, et il persécute en grand. Ce sont des lois qui frappent d'un seul coup toute une génération, telle que celle qui ôtait aux Saxons la faculté de tester, semblant par là en faire une race à part et réduire un peuple entier à la condition d'esclaves ; ce sont surtout ces déportations de dix mille, de vingt mille familles, le moyen le plus terrible que l'on ait imaginé pour dénationaliser un peuple, le seul peut-être qui puisse réussir, moyen que Rome avait employé déjà, mais en vain, et que notre siècle, tout civilisé qu'il est, n'a pas le droit de reprocher au siècle barbare de Charlemagne, car il en offrira lui-même à la postérité un exemple tout à fait semblable et dans une cause à peu près la même. Ce fut le coup de mort pour les Saxons, et cette nation, qui avait tenu un moment

la fortune en suspens entre elle et le premier peuple de l'Occident, ne s'en releva pas. Elle reparaîtra plus tard, s'agitera comme tant d'autres, et donnera même des empereurs à l'Allemagne, mais ne jouera plus désormais qu'un rôle secondaire.

Restait encore ce peuple insaisissable des Huns ou Avares qui, d'Attila à saint Étienne, se présente à nous toujours avec ses mœurs de Tartares et sa face hideuse, mais toujours avec un nom nouveau, semblant se jouer des recherches de l'historien, comme il se jouait autrefois des poursuites de ses ennemis. Quand Charlemagne eut dompté les Saxons, soumis les Allemands et les Bavarois, rendu les Slaves tributaires, il se trouva face à face avec le vieux peuple d'Attila, et sans prendre haleine, entreprit de le traiter comme il avait traité les Saxons. La dernière révolte des Saxons ne précède que de deux ans le premier coup porté aux Avares (786-88). Gette guerre a moins de célébrité que la précédente; il paraît cependant qu'elle ne fut pas sans danger, ou du moins sans fatigue. Elle n'a qu'un seul fait populaire, c'est celui qui la termine, c'est la prise de ce fameux ring des Avares, où étaient entassées les dépouilles de tant de nations et de siècles. Les Avares sont dispersés, mais non détruits; car ils ne seront pas longtemps à reparaître.

Ici finit avec le siècle la première moitié du règne de Charlemagne; le guerrier va faire place au législateur, le roi barbare à l'empereur romain; Karl va s'effacer devant Charlemagne.

Les Saxons étaient anéantis, les Avares dispersés, l'ancienne Germanie sujette ou tributaire; tout avait plié devant Charlemagne; il avait un pied dans l'Espagne; à peine un coin de l'Italie s'était dérobé à sa domination : du Danube à l'Océan, de la Baltique à la Méditerranée, tout lui obéissait. Il manquait cependant quelque chose à

cet empire fondé par la force; il fallait le légaliser. Charlemagne sait bien où il trouvera cette légalité qui lui manque; il sait tout ce qui reste encore de respect, dans l'univers étonné de se trouver libre, pour cette Rome qui l'a si longtemps gouverné. Rome est à lui, il est déjà patrice des Romains, un pas lui reste à faire; il sera empereur.

Ce fut le jour de Noël de l'année 800, que le roi franc choisit pour accomplir cette transformation solennelle de son empire. « Le roi Karle étant entré dans l'église avec tout « le peuple, pour la messe de ce jour, et s'étant incliné « devant l'autel pour prier, le pape Léon lui posa une « couronne sur la tête, et tous les Romains crièrent par « trois fois : *A Karle, très-pieux, auguste, couronné de « Dieu, grand et pacifique empereur, vie et victoire!* Après « laquelle proclamation (littéralement, *après les louanges, « post laudes*), le pontife se prosterna devant lui, et *l'a- « dora,* suivant la coutume établie du temps des anciens « empereurs. Karle fut constitué empereur des Romains « par les acclamations de tous, et le pontife l'oignit de « l'huile sainte, ainsi que le roi son très-excellent fils (le « roi d'Italie, Pepin). Après quoi, le sérénissime seigneur « empereur, offrit des dons inestimables aux basiliques de « Saint-Pierre, de Saint-Paul, de Sainte-Marie de la Crè- « che, et à la basilique du Christ, dite de Constantin. » Ainsi fut relevé l'empire d'Occident, au profit du peuple barbare qui avait hérité de la puissance territoriale et de la gloire militaire des Romains... Éginhard prétend que Karle n'accepta le titre d'empereur qu'avec répugnance. Karle assura que ce jour-là, quoique ce fût si grande fête, s'il eût connu à l'avance le dessein du pontife, il ne fût point entré dans l'église. Cette répugnance n'était certainement pas sincère, et tout avait été sans doute concerté entre le roi et le pape, dès le voyage de Léon à Paderborn. Le titre de patrice, en vertu duquel les rois francs commandaient

à Rome et à l'Italie, impliquait une sorte d'infériorité vis-à-vis des empereurs de Constantinople, et convenait mal au plus puissant monarque de l'Europe. » (*Henri Martin.*)

On se hasarde beaucoup en pliant à un plan de politique les actions des hommes de ces temps-là ; cependant il est difficile de croire que Charlemagne ait pris ce titre d'empereur par fantaisie, par vanité, et non dans un but politique. Voyez avec quel empressement il met à profit ce bienheureux titre dès qu'il s'en voit possesseur. Ce modeste *patricius romanus, vir illustris,* les préfaces des capitulaires ne suffisent plus pour contenir ses titres : c'est ici le *magnus, invictus, serenissimus et Augustus imperator,* et ailleurs, *Carolus, serenissimus Augustus à Deo coronatus, magnus, pacificus imperator, Romanorum gubernans imperium.* Ne souriez pas ; il y a autre chose qu'une vanité puérile dans cette liste emphatique de titres ; chacun d'eux a son retentissement en Italie, en Germanie, en Gaule ; Charlemagne exploite ce sentiment vague d'admiration et de respect qui errait pour ainsi dire dans l'esprit des peuples pour l'ancien empire ; il le fixe en concentrant sur lui-même ce qui s'attachait confusément à un nom, et sa puissance en est doublée. *Sic promitto ego ille partibus domini mei Caroli, et filiorum ejus quia fidelis sum et ero diebus vitæ meæ sine fraude vel malo ingenio.* Tel est l'ancien serment que l'on prêtait au roi franc. Maintenant écoutons ; voici le nouveau serment impérial : *Præcepitque ut omnis homo in toto regno suo, sive ecclesiasticus, sive laicus, unusquisque secundum votum et propositum suum, qui antea fidelitatem sibi regis nomine promisisset, nunc ipsum promissum hominis Cesari faciat.* Le fidèle de Charles est l'homme du César ; l'homme libre est devenu sujet, ou mieux le Franc est devenu Romain. Et qu'il ne s'y trompe pas, c'est bien là toute la portée du serment qu'il prête ; Charlemagne lui-même est là pour le lui ap-

prendre : ***Et ut omnibus traderetur publicè qualiter unusquisque intelligere posset quàm magna in hoc sacramento et quàm multa comprehensa sunt.*** On le voit, Charlemagne avait peur que son époque comprît mal sa pensée, alors il la dévoile tout entière ; il n'est plus besoin de le deviner.

La preuve, au reste, qu'il avait bien jugé d'elle en basant son autorité sur les traditions romaines, la preuve que quelque chose de romain vivait encore dans le fond de ces sociétés faites barbares par la conquête, c'est que ce nom d'empereur survécut à Charlemagne avec toutes les idées de gloire et de puissance qu'il réveillait sous lui ; c'est qu'il a traversé tout le moyen âge sans rien perdre pour ainsi dire de cet entourage ; c'est qu'enfin la magie qui accompagnait ce nom ne s'est pas même dissipée devant la révolution [1] qui a bouleversé l'Europe à la fin du siècle dernier. C'était comme empereurs que les Henri et les Frédéric revendiquaient l'Italie ; c'était comme en possession de ce nom fatal que la maison d'Autriche prétendit un moment à la monarchie universelle. Mais, sans suivre la destinée de ce nom si loin dans les siècles, contentons-nous de rappeler ce qu'il fit au siècle de Charlemagne.

Nous avons dit qu'il sanctionnait ses conquêtes, ajoutons qu'il sanctionna en même temps quelque chose d'aussi important, c'est-à-dire ses institutions. L'acquisition du nom d'empereur est le lien qui unit entre elles les deux moitiés de Charlemagne, sa vie de guerrier et sa vie de législateur. Elle les résume toutes deux ; c'est le dernier mot de sa politique : réunir les barbares de la grande invasion sous un seul empire, donner à cet empire la consistance du vieil empire romain.

Cette entreprise était plus difficile que la première. L'a-

[1] Quand Napoléon voulut un titre qui l'élevât au-dessus des rois, il se fit empereur.

vénement de sa maison avait été le triomphe de l'aristocratie franque, dont les prétentions avaient grandi avec la fortune ; il la fit plier, il est vrai, mais le règne de Louis le Débonnaire est une preuve qu'il lui fallut peu de temps pour se relever ; et l'espèce de minutie avec laquelle on voit Charlemagne, dans ses capitulaires, réprimer les moindres empiétements des grands, montre assez qu'il ne tenait pas son triomphe pour assuré. On eût dit que le sort des Mérovingiens l'épouvantait pour sa famille, et qu'il pressentait l'avenir. Par une espèce de fatalité, la maison carlovingienne voulut opposer l'influence du clergé à la force des grands, le clergé contribua à sa ruine. Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer comment cela se fit, ni pourquoi l'empire tel que l'avait conçu Charlemagne ne pouvait subsister : contentons-nous de remarquer qu'il ne négligea rien pour l'exécution de son plan ; traditions romaines, religion, civilisation, institutions, il mit tout en œuvre. Avant d'entrer dans le développement de cette portion si intéressante de son règne, faisons une réflexion qui est nécessaire pour en donner l'intelligence entière. Charlemagne ne créa rien ; il donna une nouvelle énergie à tout ce qu'il trouva. Ses *missi dominici*, ce sont les *legati* des Mérovingiens, ou mieux des Romains ; mais leurs attributions sont augmentées. L'action qu'ils exercent sur les magistrats est doublée. Ses capitulaires, ce sont les édits que donnaient les rois Childebert et Gontran ; mais au lieu d'apparaître de loin en loin, et de n'aborder que quelques questions, ils se pressent et embrassent tout ; enfin ces fameuses assemblées dont nous allons nous occuper tout à l'heure, ne sont autre chose que le plaid mérovingien, mais rendu plus solennel. Maintenant, voyons quel parti Charlemagne sut tirer de ces institutions que lui avaient léguées la famille de Clovis, et qui n'avaient pu la sauver.

Tous les ans, aux calendes de mars, les fils de Clovis

tenaient dans leur palais une assemblée solennelle où se réunissaient ceux de leurs leudes qu'il leur plaisait d'y appeler. Là, ils leur soumettaient quelques actes d'administration, ils examinaient avec eux leurs différends ; la discussion était libre, mais la décision appartenait au roi. S'il méditait une guerre, il leur marquait dans ses lettres de convocation d'arriver en appareil militaire. Le duc et le comte amenaient les milices de leurs provinces ; le bénéficier, ses hommes d'armes, qu'on nous passe cette expression, trop jeune de deux siècles ; et si la guerre leur plaisait, car il paraît qu'en ce point c'étaient eux qui commandaient, on partait au mois de mai.

Voilà le plaid tel que le reçut Charlemagne. Tous ces caractères se retrouvent dans ce que nous avons appelé l'assemblée. C'est le souverain qui la convoque ; on n'y est admis que par son ordre ; c'est à lui qu'appartient la décision ; et si la guerre est projetée, on vient en armes. Voilà pourquoi l'on voit des assemblées en pleine guerre ; c'était l'assemblée elle-même, comme nous l'avons dit, qui faisait la guerre. Pour donner plus de solennité à ces assemblées, Charlemagne ordonna aux comtes d'amener avec eux douze scabins ou juges. C'est là-dessus qu'on s'est fondé pour prétendre que Charlemagne avait voulu établir une représentation nationale ; l'assertion est plaisante. Ces douze scabins étaient nommés au gré du comte, et pour le dire en passant, c'était là pour lui un moyen de vexation en faisant toujours tomber son choix sur les mêmes têtes ; et ils n'avaient pas voix délibérative ; ils n'étaient pas même introduits dans cette assemblée, qui elle-même ne décidait rien. Si nous composions une dissertation sur le règne de Charlemagne, nous présenterions la preuve à côté de chaque fait que nous avançons ici ; ne faisant qu'un tableau, il nous suffit de le constater.

L'assemblée était le centre du monde carlovingien : on y

rendait les jugements ; on y réglait l'administration ; on y recevait les ambassadeurs étrangers ; on y traitait de la guerre et de la paix. Tout ce qui s'y décidait, une fois revêtu de la sanction royale, mais alors seulement, ne perdons pas ce fait de vue, était irrévocable. C'était de l'assemblée que partaient ces nombreux capitulaires qui régissaient l'empire, et que l'on pourrait appeler à bon droit le code Charlemagne. On a voulu contester à celui-ci le titre de législateur, parce que, dit-on, le recueil de ces capitulaires est un amas sans ordre ; tout y est pêle-mêle ; un léger désordre réprimé s'y trouve à côté d'une grande mesure politique ; un édit sur la religion est suivi d'un capitulaire dans le genre de la fameuse charte *de villis*. Sans doute, Charlemagne ne fut pas un législateur comme Solon, Justinien et Napoléon. Il ne se présenta pas un beau jour à ses Francs assemblés, un énorme cahier à la main, divisé par livres et chapitres, et ne leur dit pas : Voilà la loi que vous suivrez désormais. Mais n'y a-t-il que cette manière d'être législateur ? Si une série d'édits sont tous dans le même esprit, qu'importe leur date et leur place dans le livre ? Le recueil des capitulaires de Charlemagne fut composé comme l'Alcoran de Mahomet. Ce prince faisait face aux circonstances à mesure qu'elles se présentaient ; c'était la marche la plus utile qu'il pût suivre, et nous ajouterons la seule praticable. On n'impose pas impunément d'un coup toute une législation à un peuple aussi fier qu'était celui des Francs, et quelque étendu que soit à nos yeux, le pouvoir de Charlemagne, nous ne pensons pas qu'il eût pu aller jusque-là. Mais revenons au tableau de ses institutions.

A mesure qu'un capitulaire avait été rendu, les *missi dominici* en prenaient copie, et le portaient dans leur légation. Nous avons déjà parlé de ces *missi;* leur fonction était de faire sans cesse la tournée de la province qui leur

avait été assignée, pour examiner la conduite des magistrats, et recueillir les plaintes portées contre eux. C'étaient, comme on le voit, des espèces de surveillants destinés à contenir ces grands dont Charlemagne redoutait le pouvoir. Les *missi* venaient rendre compte de leur tournée à l'assemblée, et rapportaient chez eux les capitulaires qui y avaient été rendus. De retour en leur légation, ils y convoquaient une autre assemblée où se répétait en petit ce qui s'était fait à la grande assemblée, et où ils publiaient les capitulaires. Cette assemblée qui semblait devoir être un des plus fermes soutiens du pouvoir royal, lui fut d'un faible secours dès que Charlemagne eut disparu. Les *missi* s'élèvent contre Louis le Débonnaire dans cette fameuse assemblée de Compiègne, où le pauvre prince se vit forcé d'abdiquer la couronne impériale, et dès-lors on les perd de vue. Sur Charlemagne seul reposait un édifice que lui seul avait élevé malgré son siècle; à peine le soutien eut-il manqué que tout croula; heureux peut-être d'être mort à temps, car qui sait quel échec aurait pu apporter à sa gloire une vie plus longue de cinquante années; déjà, quand il descendit dans la tombe, Godefrield l'avait menacé de venir le trouver à Aix-la-Chapelle, et il avait pleuré sur les ravages des Normands.

Les dernières années de Charlemagne ne présentent rien de ces grandes expéditions, de ces conquêtes brillantes qui remplissent toute la première partie de son règne. Les négociations, les assemblées et les ambassades y tiennent en revanche plus de place. Immédiatement après son couronnement à Rome, le nouvel empereur conçut, dit-on, la grande pensée de mettre la dernière main à la restauration du vieil empire romain, en réunissant l'Orient à l'Occident par son mariage avec Irène, qui régnait alors à Constantinople. Mais la négociation s'entamait à peine, qu'Irène était renversée du trône par les gardes du palais, et jetée dans

un monastère (802). Nicéphore, au profit duquel avait eu lieu la sédition, envoya demander la paix au monarque franc, qui, après avoir affecté d'écraser les ambassadeurs grecs dans son palais de Seltz, en Alsace, de tout l'éclat de sa magnificence barbare, signa enfin un traité par lequel les deux empereurs se reconnaissaient mutuellement (804); mais la bonne intelligence n'était qu'apparente entre les deux peuples. Un proverbe grec disait : *qu'il valait mieux avoir les Francs pour amis que pour voisins ;* et, depuis la conquête de l'Italie, les gouverneurs des provinces frontières étaient en lutte continuelle avec les garnisons grecques de Dalmatie et d'Istrie, terrain mixte que chacun revendiquait.

Plus loin dans l'Orient, le nom franc, qui n'inspirait plus d'alarmes, jouissait d'une grande considération. Presque à la même époque où Charlemagne traitait avec tant de hauteur les envoyés byzantins, il lui arrivait de Bagdad une ambassade célèbre dans les annales du temps. Du fond des forêts de la Germanie, où le christianisme luttait encore avec la sauvage religion d'Odin, le regard de Charlemagne plongeait jusqu'à cette contrée lointaine qui avait été le berceau de la foi chrétienne. En 797, il avait envoyé au calife de Bagdad, Haroun-al-Raschid, trois ambassadeurs, parmi lesquels était un juif nommé Isaac, le seul qui revint, pour appeler sa protection sur les chrétiens de l'Orient, et les pèlerins qui allaient visiter les saints lieux. La réponse se fit attendre plus de trois ans, au bout desquels une députation musulmane débarqua en Italie, apportant à l'empereur des présents magnifiques, et la cession de tous les droits du calife sur la Palestine, cession purement nominale, au reste, et dont on ne voit pas que le monarque franc, ni ses successeurs aient jamais fait usage. « Aaron, dit Éginhard, préféra l'amitié de Karle à celle de tous les rois et princes de la terre. » Néanmoins les intérèts politiques avaient bien leur part dans cette déférence

du maître de Bagdad. Il lui importait de se ménager des alliances avec les ennemis de ses rivaux, les Ommiades de Cordoue; et les nombreuses expéditions que Louis, le jeune roi d'Aquitaine, conduisit à cette époque en Espagne, donnent le secret de ces rapports étranges entre deux puissances qui n'avaient aucun point de contact en apparence. Charlemagne semblait en ce moment exercer un protectorat universel sur toutes les nations. En même temps que les souverains de Constantinople et de Bagdad s'humiliaient en quelque sorte devant lui, les Édrissites d'Afrique lui envoyaient des présents, et se mettaient sous son patronage. On voyait accourir à la fois aux assemblées et les députés des tribus slaves, peuple à moitié soumis, forcé sans cesse à demander grâce pour leurs continuelles rébellions, et ceux des petits souverains de l'Heptarchie saxonne, qui n'appelaient pas d'autre intervention que celle de l'empereur des Francs, dans leurs querelles intestines, et les proscrits de l'Espagne musulmane, qui s'abritaient comme les autres, à l'ombre de la plus grande puissance qui fût alors sur la terre. Mais toute cette grandeur était factice.

Pour donner une idée complète de Charlemagne, il faut dire quelques mots des innovations littéraires qu'il appela au secours de ses innovations politiques.

A lui seul, ce côté de son règne en ferait déjà un grand homme. C'est le seul protecteur des lettres, né sur le trône, qui s'en soit fait une occupation véritable, et non un moyen de briller comme Louis XIV et François Ier. Une éternelle admiration doit s'attacher au nom du barbare qui, pour engager plus efficacement d'autres barbares à se livrer aux lettres, consentit à dévorer lui-même les ennuis d'études longues et fastidieuses. Pour apprendre aux Russes à bâtir des maisons, à forger le fer, à construire des navires, Pierre le Grand se fit maçon, forgeron, charpentier. Pour apprendre aux Francs à étudier le latin, le grec, à faire de

l'astronomie, de la dialectique, à écrire, Karl le Grand étudia le latin, le grec, fit de l'astronomie, de la dialectique, et écrivit. Là aussi ses efforts furent vains; mais sa gloire ne doit pas en souffrir; il échoua, mais qui peut dire ce qui fût arrivé s'il n'avait pas tenté?

## III.

*Louis le Débonnaire.* — Si jamais souverain légua à ses successeurs un rude héritage, ce fut bien celui que laissait Charlemagne à son fils Louis. Du Danube à l'Océan, de la Baltique à la Méditerranée, plus de vingt peuples, romains, barbares, moitié barbares et romains, accouplés de force sous un seul empire, s'agitaient dans le cercle qui les renfermait, et cherchaient à en sortir. Au midi, les pirates de l'Afrique s'étaient déjà montrés; à l'est, les Slaves, quoique tributaires, voisins plus dangereux qu'utiles, menaçaient déjà les frontières; et au nord, cette petite presqu'île du Danemark, où les victoires de Charlemagne avaient refoulé tant de guerriers, regorgeant de population, s'apprêtait à en répandre l'excès sur l'empire du vainqueur, et à venger la cause de l'ancienne Germanie, tout en se faisant riche. Enfin, par-dessus tout cela, cette société carlovingienne, mécontente de ses lois et de ses formes, ouvrage d'un homme et non des choses, avec son clergé plus ambitieux et plus influent que jamais, son peuple qui, s'en allant peu à peu sous la misère et l'oppression, se perdait dans l'esclavage, et ses guerriers, impatients du joug romain qu'on avait voulu leur imposer, cette société secouait de toutes parts les institutions de Charlemagne, et marchait vers un gouvernement nouveau, sans trop se demander quel il serait.

Sous le règne de Charlemagne, il y eut une réaction de ce qui restait de romain dans l'Europe, contre ce qui s'y

était introduit de barbare. Charlemagne recommence l'empire et se fait nommer Auguste; il établit l'assemblée telle qu'elle était du temps des Romains; il veut ramener la civilisation romaine; il étudie; il veut que ses guerriers étudient; il fait élever leurs enfants dans son palais, et promet les charges aux plus savants : d'un autre côté, il tourne ses armes contre la partie franchement barbare de sa patrie, et la tue en cette nation saxonne qui la représentait. C'est à Charlemagne que finit l'ancienne Germanie, la Germanie de Tacite et de la grande invasion. La contre-réaction de l'esprit barbare fut terrible. Pour avoir été brusquée, l'unité de pouvoir fut brisée, disséminée en autant de fractions qu'il y eut de royaumes, puis de provinces, puis de châteaux, et l'empire romain-carlovingien fut suivi de l'anarchie féodale, tandis que cette autre civilisation littéraire, qui, elle aussi, avait été précipitée, s'éteignait comme un feu de paille, dans les cloîtres des dixième et onzième siècles, les deux siècles les plus barbares du moyen âge.

Est-ce la faute de ce pauvre Louis le Débonnaire, si son nom marqua cette époque de dissolution, s'il régna en 814 au lieu de régner en 768? Indignés de voir tomber tout à coup cet empire carlovingien, objet chéri de leur prédilection, les historiens s'en sont pris aux quelques noms que leur présentent les rares chroniques de l'époque, sans chercher si cet empire, tel qu'il était, pouvait subsister, si même son existence eût servi l'humanité. A peine deux générations se sont écoulées depuis Charlemagne, que l'Europe des Carlovingiens semble dégénérée comme aux temps des derniers Romains; les scènes de la grande invasion reparaissent; des poignées de barbares font trembler des provinces entières; les cavales et les faces hongroises viennent rappeler à l'Italie les Huns d'Attila; cet épuisement ne cesse que quand les peuples se sont affranchis de cette chaîne commune qui les liait l'un à l'autre, et de Carlovingiens

sont devenus Français, Allemands, Italiens. Si cet état forcé eût duré, si cet échafaudage hardi, mais sans soutien, fût resté debout, point de doute que cette société abâtardie n'eût bientôt succombé sous l'invasion étrangère, et eût-elle résisté aux Hongrois, aux Normands et aux Sarrasins, point de doute qu'elle ne fût devenue quelques siècles plus tard la proie de ces Mongols, qui vinrent épouvanter le moyen âge féodal, tout robuste qu'il était, et dont la seule idée faisait pleurer la reine Blanche devant son fils. Mais quoi qu'il en soit de l'à-propos du monde de Charlemagne, une chose est certaine, c'est qu'il ne faut pas en imputer la chute à ses successeurs, et à Louis le Débonnaire, moins qu'à tout autre.

« Remercions Dieu, avait dit Charlemagne mourant, ce « jeune homme sera plus sage et plus habile que nous. » Dès ses premiers essais, le jeune homme semble vouloir se placer au-dessus de son père. Avant de mettre le pied dans la cour du vieil empereur, il la purifie ; et ses maîtresses, ses filles, sont chassées avec leurs amants. Depuis que les Saxons étaient, non plus vaincus, non plus domptés, mais presque anéantis, les rigueurs semblaient superflues ; Louis rend à leur patrie ces malheureux exilés qu'on avait chassés par troupeaux dans les montagnes de la Suisse, et les marais de la Hollande, et casse l'édit qui les rendait inhabiles à tester. Dans un de ses plans de réforme, Louis atteint aussi le clergé. L'épée au côté, chaussés d'éperons, montés sur de fringants coursiers, et conduisant leurs hommes à la guerre, les évêques et les abbés luttaient avec les guerriers de magnificence, de bravoure, de débauches ; la cour licencieuse de Charlemagne fourmillait de moines qui le dirigeaient ; les évêques sont condamnés à quitter ce faste, et les moines renvoyés dans leurs monastères. Ces réformes faisaient, il est vrai, des ennemis à Louis ; gardons-nous cependant de les regarder pour cela comme des fautes ;

car, à ce compte, les abus en saine politique seraient éternels ; quel est en effet le réformateur, par cela même qu'il réforme, qui ne choque pas quelques intérêts ?

Tous ceux qui ont entrepris le règne de Louis le Débonnaire, et Montesquieu comme les autres, l'ont fait avec l'intention prononcée d'avance de trouver dans les fautes de l'homme les causes de la décadence de l'empire ; ils se sont dit : Voyons comment le faible successeur de Charlemagne laissa se perdre la succession du grand homme ; et, prenant une à une toutes les actions de l'infortuné, ils se sont demandé quelle faute y a-t-il là-dedans ? C'est dans cet esprit qu'ils ont envisagé ces réformes qui semblaient annoncer à l'empire qu'une main plus ferme avait saisi les rênes que la main devenue débile du vieux Charlemagne laissait déjà flotter ; et jamais on ne manque de placer dans les commencements du règne de Louis, une phrase à peu près semblable à celle-ci : « Louis, outré dans ses rigueurs, comme tous les princes faibles quand ils veulent montrer de la fermeté, fait mettre à mort les amants des princesses ses sœurs, et par des réformes hors de saison, indispose contre lui tout le clergé, trouvant ainsi le moyen de faire une faute dans cela même dont un autre aurait su faire un titre de gloire. »

Il faut faire ici bon marché de cette accusation banale d'une faiblesse dont on a exagéré le caractère et la portée. Louis n'était pas un homme faible de la façon misérable et puérile dont l'ont entendu la plupart. Son genre de faiblesse est parfaitement exprimé dans ce surnom de *pius* que lui avaient donné ses contemporains, surnom que nous avons traduit si malignement et si mal par le mot de Débonnaire. « Je ne sais, disait Henri III, mais il me semble que ce mot de Débonnaire implique sous soi je ne sais quoi du sot. » Il avait raison, mais cette traduction est un contre-sens qu'on aurait dû faire disparaître il y a longtemps de notre his-

toire ; et ce contre-sens, nous n'en doutons point, est une des principales raisons pour lesquelles on a faussé si universellement le caractère de Louis. Une fois le moule donné, chacun s'est arrangé pour y jeter son Débonnaire, et rien n'était plus facile. On voyait un souverain dépouillé deux fois de ses états par les évêques, la grande antipathie de tous nos historiens, surtout de ceux du siècle dernier ; un père sans cesse en guerre avec ses fils, auxquels il a partagé son royaume dès la première année de son règne, et pardonnant sans cesse ; sous lui, les frontières de l'empire sont entamées, légèrement il est vrai, mais un premier coup, quelque faible qu'il soit, est toujours plus remarqué ; sous lui cette espèce de noblesse guerrière dont l'existence légale est encore aujourd'hui contestée, mais qui existait de fait du temps même des Mérovingiens, commence à se débarrasser des entraves qu'elle avait reçues de Charlemagne ; sous lui enfin, le pape, cette autre antipathie de ceux qui se sont occupés de notre histoire, semble sortir de l'état d'infériorité où l'avait tenu l'ami d'Adrien ; un pape fait entendre des paroles hautaines ; un autre pape prend une part active à la seconde déposition de Louis ; et toutes ces misères sont là, comme par dérision, pour faire suite à ce règne si beau, si glorieux de Charlemagne, pour lequel on n'a pu trouver assez de louanges. Si les expressions ont manqué pour célébrer la grandeur du père, elles manquent pour flétrir la débonnaireté du fils, et l'hymne de victoire entonné depuis Charles-Martel, se change tout à coup en une espèce de complainte monotone, et à un seul refrain, qui ne cesse plus jusqu'aux Capétiens.

Certes, il était possible d'envisager tout cela autrement qu'on ne l'a fait ; mais, avant de chercher à relever le caractère de Louis le Débonnaire, il convient de déclarer d'abord que l'importance de cette question est toute relative. Que Louis ait été débonnaire ou non, peu importe dans le

fond, l'empire carlovingien n'en est pas moins tombé; et tout le piquant de la discussion est, non dans la chose, mais dans l'erreur et l'injustice de ceux qui l'ont traitée. Ce n'est point cependant une affaire de pure curiosité. Prouver que Louis ne fut pas incapable, c'est prouver, du moins en partie, que si l'empire de Charlemagne ne vécut pas âge d'empire, ce ne fut pas la faute des hommes, mais des choses.

Le premier, le grand reproche fait à Louis, est ce malheureux partage reproché à Clovis, reproché à Clotaire, reproché à Charles-Martel, qu'on n'a pas reproché à Charlemagne, et à tort, car il en fit un tout à fait semblable, et pour lequel on ne devait pas s'attendre à voir Louis épargné. Mais d'abord pouvait-il, et devait-il agir autrement? Non, certes. On parle de troubles excités par un partage; mais on oublie ceux qui auraient suivi le refus d'un partage. C'était un usage qui avait presque force de loi, et dans un temps où chaque fils de prince avait autour de lui sa petite armée de leudes, croit-on que les enfants sacrifiés se fussent laissé dépouiller sans résistance de ce qui en effet leur était dû légitimement? Et après tout, pourquoi vouloir affubler de nos mœurs et de nos idées les hommes des temps passés; pourquoi faire un crime à Louis d'avoir pensé comme on pensait autour de lui? Est-il plus coupable pour avoir partagé ses états entre ses enfants, qu'un de nos souverains modernes le serait pour les réunir sur la tête d'un seul héritier? Et puis, une chose a trompé les historiens : c'est ce mot de roi. Nous sommes habitués à attacher à ce mot une idée de puissance et d'indépendance absolue, mais il en est de ces rois carlovingiens comme de ces rois goths, francs et vandales dont on faisait des espèces de monarques ayant cour et parlement, et sur lesquels il a fallu tant rabattre; le roi barbare n'était que le premier entre les guerriers; les rois carlovingiens furent les pre-

miers entre les magistrats, et pas autre chose : leurs pères les envoyaient dans un royaume comme ils auraient envoyé un duc dans un duché, et ils gouvernaient leurs royaumes au même titre qu'un duc son duché. Ils n'en demeuraient pas moins soumis au grand magistrat, au Kaiser qui avait sur eux les mêmes droits que Théodose ou Constantin auraient eus sur un préfet de l'Orient ou des Gaules; et les révoltes de Lothaire, de Pepin et des autres ne prouvent pas plus en faveur de leur indépendance, que celles de Vindex ou de Céréalis contre l'autorité de l'empereur romain sur eux et leurs provinces. Au reste, mettons de côté toutes ces considérations et envisageons la question sous un autre point de vue.

« Il y a des nations, a dit M. Augustin Thierry, sous les démarches et les mouvements des princes carlovingiens. » Il y avait des nations sous ces royautés, dont l'apparition a excité la colère de nos historiens : l'Aquitain voulait un roi, le Lombard voulait un roi, le Bavarois et l'Allemand en voulaient aussi, c'était pour ces peuples enfermés pêle-mêle dans un seul empire, un moyen de s'isoler en quelque sorte du milieu de tant de populations inconnues ou ennemies, et de se reconstruire une nationalité : c'était là le germe de la dissolution d'un empire factice, dont les parties, avant de se séparer violemment, commençaient à se détacher.

Ceux qui voudraient voir un nouveau trait de faiblesse de la part de Louis dans cette condescendance aux vœux des peuples, ont oublié sans doute qu'ils en ont déjà fait un titre de gloire à Charlemagne, qui même avait été plus loin. A peine a-t-il fait la conquête de l'Italie, qu'il y laisse son fils Pepin avec le titre de roi des Lombards, et ce pauvre Louis le Débonnaire, accusé tour à tour, et pour avoir abandonné, et pour avoir suivi les traces de son père, à peine âgé de

trois ans, avait été porté, dans son berceau, avec le titre de roi, au pays des Aquitains, avait appris leur langue, s'était revêtu de leur saye, s'était fait à leurs exercices, tout cela par ordre de Charlemagne, et pour faire oublier, ce semble, aux Aquitains qu'en dernier ressort ils étaient soumis à une domination étrangère, en leur donnant pour chef immédiat un prince semblable à eux. Il arriva que Louis, en suivant la même politique qui avait bien réussi à son père, s'en trouva mal; il arriva que les fils d'un fils obéissant se révoltèrent contre leur père : la raison n'en est pas dans le caractère de Louis, dans quelques mesures qu'on dit fausses ; là aussi il y a des nations, l'esprit d'indépendance avait marché en avant ; il ne se contentait plus d'un simulacre de nationalité, il fallait quelque chose de plus pour le satisfaire.

Les révoltes des fils de Louis peuvent, dans un sens, être envisagées comme des insurrections des peuples vaincus, conduites par leurs chefs naturels, par ces rois particuliers qu'on leur avait jetés, pour ainsi donner le change aux désirs d'indépendance qui les agitaient. Et même, à travers le fatras de nos historiens modernes, on peut démêler quelques traces de ces nationalités qui se forment et se combattent : c'est Louis déposé à Compiègne avec une espèce de fureur par les Français, qui commencent à repousser les hommes d'au-delà du Rhin, et rétabli avec éclat par le plaid germanique de Nimègue ; c'est cette même Germanie qui se déclare plus tard contre Louis, en faveur de son roi à elle, de son Louis le Germanique, qui répudie l'empire, elle, la nation mère du monde carlovingien, et qui aime mieux être Germanie et indépendante, que reine de l'Europe et Carlovingienne ; ce sont les Aquitains, qui, à la mort de leur roi Pepin, repoussent hautement le nouveau roi qu'on veut leur imposer ; il faut que Louis, pour leur faire prêter serment à son bien-aimé, envahisse leur

pays les armes à la main, et encore n'obtient-il pas d'eux qu'on lui livre les enfants de l'ancien roi, et plus tard l'Aquitaine se laissera ravager plus de dix ans, avant de se laisser enlever cette famille germaine qu'elle a adoptée : ce n'est plus un roi qu'elle veut, c'est une famille de rois ; il y avait progrès, et ce progrès ne devait plus s'arrêter. Et maintenant viendra-t-on accuser Louis de faiblesse, si, au sortir de ces humiliations, il pardonne à ses fils, sacrifiant ainsi l'empereur au père, d'après la phrase reçue ? Que pouvait il contre ces formidables chefs d'insurrection, le pauvre empereur germain, que la Germanie ne soutenait pas toujours ? Après la scène de Compiègne et la restauration de Nimègue, on veut faire repentir Lothaire de sa conduite ; l'Italie s'arme en sa faveur, elle envoie Grégoire sous les drapeaux du rebelle, et ces velléités de vengeance aboutissent au *champ du mensonge*.

Nous venons de parler de déposition, il est temps d'aborder enfin cette question, la plus grave de toutes, parce que c'est là que l'on triomphe, que l'on montre pour ainsi dire une à une toutes les nuances de la faiblesse de Louis, tandis que, selon nous, il ne fut que malheureux. Louis se montra faible en un point, ce fut en présence des idées religieuses. Le prince qui toute sa vie voulut se faire moine, devait se trouver bien petit devant un concile, et l'on conçoit qu'il n'ait trouvé rien à répondre aux évêques de Saint Médard de Soissons, quand ils lui citaient des textes, quand ils l'accusaient d'avoir fait marcher des troupes pendant le carême, et tenu une assemblee le jeudi-saint. Disons-le cependant, ce n'était pas aux évêques tout seuls que Louis obéissait, car derrière le concile il y avait l'armée, l'armée qui avait convoqué le concile, et se tenait là, prête à employer la force si les décrets ne suffisaient pas. « Quand on lut cette confession absurde, dit M. Michelet, le pauvre Louis ne contesta rien, il signa tout ; il s'humilia autant

que l'on voulut, se confessa trois fois coupable, pleura et demanda la pénitence publique pour réparer les scandales qu'il avait causés. » Qui nous a révélé les secrets de sa prison ? Louis était entre les mains des rebelles, et les hommes d'alors étaient peu délicats sur le choix des moyens. Quatre siècles plus tard, il y eut un roi d'un caractère autrement déterminé que celui de Louis le Pieux, un prince impie qui tuait les évêques et se moquait du pape : c'était Henri II. Il vivait à une époque où les croyances religieuses avaient perdu quelque chose de la force qu'elles avaient au temps de Louis, dans un siècle qui avait produit Abailard et Arnaud de Brescia ; et cependant, quand on le voit venir nu-pieds au tombeau de Thomas Becket, se faire flageller de la main des moines, il ne vient pas à l'esprit de le taxer de faiblesse, parce que nous connaissons les motifs qui le font agir. Il n'y a point de parallèle à établir entre les deux faits, ils n'ont rien de commun ; mais cet exemple peut montrer qu'il ne faut point se hâter de juger un homme quand les ressorts secrets de sa conduite vous échappent.

Au reste, nous ne prétendons point justifier Louis de tout point. Il faut bien après tout qu'il y ait eu quelque chose de faible en lui, puisque cette malheureuse tradition de débonnaireté est restée attachée à son nom, au point d'en devenir inséparable : mais ce qu'il y eut de faiblesse en lui a été cruellement exagéré. Louis se laissa déposer, mais savons-nous s'il eût pu résister ? Qu'eût fait l'homme le plus ferme en présence de ces Vala, de ces Matfroy, de ces Lambert, rois dans leurs provinces, et les véritables maîtres de l'empire, de ces hommes qui faisaient le sort et des rebelles, et de l'empereur, de cette féodalité non encore légalisée, mais déjà formée et vigoureuse ? Le principe féodal, l'obéissance au seigneur immédiat, existait déjà, quatre ou cinq désertions suffirent pour dépeupler le camp de Louis au *champ du mensonge*.

Est-ce encore à lui qu'il faut s'en prendre de ce progrès de l'aristocratie? mais avec quoi eût-il résisté? On n'avait alors ni arrêts de cour royale, ni troupes de ligne; dans le système de gouvernement que Louis avait reçu de Charlemagne, l'armée, le seul pouvoir d'alors, était entre les mains des grands, et on ne pouvait combattre les uns qu'avec le secours des autres; c'est-à-dire qu'ils étaient les maîtres. Aussi les voyons-nous, par leurs défections, faire tour à tour le succès des révoltes et celui des restaurations: ce sont eux qui détrônent Louis à Compiègne, et le rétablissent à Nimègue; ce sont eux qui le font déposer à Saint-Médard de Soissons par les évêques, et forcent ensuite Clotaire à lui rendre et la liberté et l'empire. Abaissé, relevé au caprice des grands, Louis ne se montra pas faible cependant; il ne s'abandonna pas en présence d'une puissance qui le dominait de si haut; on enlevait tout, il ne céda rien. On ne cite de lui aucun de ces grands actes, tels que ceux qui furent arrachés plus tard aux carlovingiens, ses successeurs, qui légalisaient d'un seul coup les empiètements de longues années. On peut bien citer quelques phrases prises çà et là dans ses capitulaires, invoquer quelques diplômes exhumés des archives des villes et des monastères, pour établir que Louis prêta les mains à cet envahissement universel de la féodalité; mais de bonne foi, croit-on qu'il serait bien difficile de faire un travail semblable sur le règne de Charlemagne? Nous en dirons autant de ces concessions faites au clergé, de ces donations, de ces priviléges qu'on a fait sonner si haut, et dans lesquels Louis ne faisait qu'imiter son père. On pourrait ajouter un mot sur ce dernier article, c'est que l'évêque et l'abbé n'étaient pas seulement des hommes de Dieu; c'étaient aussi des hommes forts, et ils obtenaient peut-être plus à ce titre qu'au premier.

Représentons-nous donc ce Louis, que nous voulons

avoir été si faible, au milieu de ces populations qui ne veulent pas de lui, et s'agitent en tous sens pour lui échapper; entouré ce ces grands, qui eux aussi ne veulent pas de lui, et ne pouvant rien contre eux que par eux; assailli à chaque instant par des fils rebelles, qu'il est aussi dangereux de punir que de renvoyer impunis; et loin de lui reprocher ce qui est arrivé, nous le louerons de ce qui n'est pas arrivé. Et qu'on vienne l'accuser maintenant d'une incursion de Normands ou de Sarrasins, d'une révolte de Slaves ou de Gascons, comme si cette dissolution universelle et de tous les jours sous laquelle s'affaissait le grand empire, ne prêtait pas assez beau jeu aux peuples des frontières, aux pillards du nord et du midi, pour qu'on veuille expliquer leurs attaques par la faiblesse du souverain !

Il est temps d'en finir avec une discussion roulant sur quelque chose d'aussi mince que le caractère d'un homme, quand il s'agit d'une des révolutions les plus importantes de l'histoire, et de laquelle est sortie l'Europe moderne. Résumons en deux lignes la pensée qui a présidé à cette espèce de dissection du règne de Louis. On a cru trouver la raison des grands mouvements qui agitèrent l'Europe sous Louis le Débonnaire, dans la faiblesse de son caractère, et ce sont ces mouvements eux-mêmes qui le lavent de tout reproche de faiblesse.

Nous ne pouvons terminer sans dire un mot de cette fameuse Judith, qui à elle seule semble remplir le règne de Louis dans quelques-uns de nos historiens, dont la malignité s'est servie d'elle, pour faire jouer à ce prince le rôle le plus ridicule de tous, celui de mari débonnaire. Une phrase de M. Michelet explique tout, ce nous semble : « Savante, dit l'histoire, et plus qu'il n'eût fallu, elle livra son mari à l'influence des hommes élégants et polis du midi. » La question nationale était donc pour beaucoup dans cette haine que les Francs de Louis vouèrent à Ju-

dith; et quand, pour décrier l'époux, ils font courir des bruits injurieux à la réputation de la femme, l'adultère qu'ils lui choisissent est un Aquitain, c'est Bernard le duc de Septimanie.

Ainsi, Louis n'est pas cette insignifiante figure que l'on retrouve partout, et nous aurions pu rapporter ici toutes les occasions où il se montra homme de tête et de cœur s'il n'eût fallu le justifier avant de le glorifier; nous n'avons point voulu cependant en faire un grand homme, et surtout un grand homme avec nos idées. Louis était un homme de son temps, il pensait, agissait comme on pensait et on agissait à ses côtés; il obéissait aux idées religieuses parce qu'elles dominaient son époque, il était vêtu comme les Francs, parlait comme eux, chassait, se battait comme eux; c'était un des meilleurs cavaliers et des plus habiles jouteurs de son royaume; et pourtant une épithète a tué tout cela : une épithète, d'un portrait, a fait une caricature. Au débonnaire point d'épée, point de casque, une robe longue, des sandales fourrées et un bonnet le plus bourgeois de tous! La tradition marche, cette piteuse image à la main, et nous rions, acceptant ainsi la condamnation portée contre un roi par la mauvaise humeur du peuple, qui jamais ne veut admettre la responsabilité du temps et des causes accidentelles.

Lothaire, auquel Louis, mourant, avait envoyé son sceptre d'or, tenta de réunir l'empire tout entier. Repoussé par Louis de Bavière, il envahit le royaume du jeune Charles, qui, trahi par les seigneurs neustriens, est obligé de se réfugier derrière la Loire. Déjà il était facile de voir à qui resterait en définitive un pouvoir que les princes se disputaient avec tant d'acharnement. L'aristocratie était en droit de mettre sur son écu, *qui je protége est roi*. C'est elle qui tour à tour avait fait et défait Louis et ses fils. A force de changer de maîtres elle devait bientôt

s'habituer à n'en reconnaître aucun. Charles, errant presque seul, réduit pour dernière ressource *au cheval qu'il montait et aux habits qui le couvraient*, rencontre pour auxiliaires le mécontentement de quelques seigneurs, et le voici passant la Loire à la tête d'une armée. Lothaire, trahi à son tour, lui rend son royaume. Il n'avait pas rénoncé cependant à ses ambitieux projets. Les deux frères menacés se liguent contre lui, et après avoir vainement demandé la paix, offrent la bataille à Fontenay (841). Lothaire est vaincu, mais après un carnage qui épouvante une génération accoutumée, depuis vingt-cinq ans, à des guerres sans combat. Elle donne ce grand désastre pour excuse de son impuissance contre les Normands.

Lothaire soutient encore ses prétentions à l'omnipotence impériale; et déjà les évêques avaient fait bonne part à ses frères. Le traité de Verdun (842), donnait à Charles toute la partie de la Gaule située au couchant de la Meuse, de la Saône et du Rhône, et la partie de l'Espagne située entre les Pyrénées et l'Ebre; à Louis le Germanique, la Germanie tout entière jusqu'au Rhin; à Lothaire, l'Italie et la contrée, qui à défaut d'autre nom, prit celui de *part de Lothaire* (Lother-ring) ou Lotharingie, depuis Lorraine.

« Le traité de Verdun défaisait en quelques lignes l'œuvre de Charlemagne. Chacun rentrait chez soi, Italiens, Francs, Germains, reniant cette fraternité de convention qu'on avait voulu imposer à tous. A partir de là, l'histoire de France, comme un fleuve débordé qui rentre tranquillement dans son lit, perd son universalité fatigante des règnes précédents, et cesse d'être l'histoire de l'Europe. Mais la dissolution n'était pas à terme. Il y avait loin de cette nationalité générale recouvrée les armes à la main, à la conquête de cette foule de nationalités locales, le but et le moyen de tant d'ambitions, et que nécessitait

alors la division si nette et si tranchée des races. La Bretagne était toujours là, donnant aux populations visigothes de l'Aquitaine, aux Bourguignons des bords du Rhône, le spectacle d'une race indomptée, se maintenant à soi, malgré tout et reconnaissant à peine aux Francs de la maison d'Héristall un droit de patronage, à chaque instant méconnu. Ce n'était pas tout. Quelque profondément oubliée que paraisse sous Charlemagne la vieille distinction de Neustriens et d'Austrasiens, on s'en souvenait encore à Paris, à Orléans, à Soissons. Les fils des Francs venus avec Clovis, héritiers des charges de leurs pères, se trouvaient à la tête des anciennes populations gallo-romaines, dont elles avaient adopté les mœurs et le langage, et n'avaient pas renoncé à reprendre la question décidée une fois à Testry. Les guerriers des Pepins et de Charles-Martel n'avaient pu se fondre ainsi avec les hommes de la Neustrie au milieu des guerres de chaque jour qui les entraînaient du Wéser aux Pyrénées, et des Marches de Bretagne au *Ring* des Avares, et aux plaines de l'Italie. Ils n'avaient pris racine nulle part, et restaient après un siècle et demi comme des hôtes incommodes dont la présence irritait. Puis il y avait encore la féodalité, fière de ses triomphes sous Louis le Débonnaire, et dont les prétentions ne connaissaient plus de bornes depuis qu'elle se sentait la maîtresse. Protectrice hautaine de Louis le Débonnaire et de ses fils, il fallait bien que le nouveau roi lui fît hommage de sa couronne, et les questions de race qu'elle-même soulevait sur tous les points, lui prêtaient encore un élan irrésistible. » *(Histoire de France.)*

Une nouvelle ère commence, il faut renoncer aux contrefaçons maladroites de l'empire romain. L'unité est brisée, les grandes divisions reconnues, chacun pour soi et par soi. Cet égoïsme se subdivisant, nous aurons l'esprit de province, l'esprit de localités, bases sur lesquelles re-

pose tout le régime féodal. Sarrasins et Normands sont venus, les hautes murailles et les tours crénelées s'élèvent; ces forteresses, le peuple les appelle *asiles;* chacun y apporte sa pierre, chacun y met la main sans arrière-pensée de tyrannie. C'est le troupeau docile qui construit lui-même son parc sous les yeux des bergers et des chiens. Sarrasins et Normands sont venus. Il ne s'agit pas de susceptibilité politique, de discussions de droit, de municipalité, de franchises; on aura le temps plus tard de songer à tout cela. Maintenant il s'agit de vivre, entre le protecteur et le protégé le pacte sera bientôt fait. En vain le capitulaire de Pistes (864) déclarera la loi faite par le consentement du peuple et la constitution du roi, formulera une théorie de défense contre l'invasion, réformera les monnaies, rendra l'*habeas corpus* aux hommes libres qui l'avaient vendu, et ordonnera la démolition de tous les châteaux-forts construits sans la permission du prince; le mal vivra des causes qui l'ont fait naître, et il n'y aura eu qu'un édit royal de plus pour prouver solennellement l'impuissance de la royauté.

« A tant de causes de changements, dont le germe existait déjà avant Charlemagne, vint se joindre un mal nouveau qui porta le dernier coup. Elles sont célèbres les larmes versées par le vieil empereur à la vue des blanches voiles des pirates danois s'enfuyant sous le vent avec les dépouilles de ses sujets. Sous Louis le Débonnaire, les hommes du nord furent encore contenus par ce qui restait de majesté à l'empire. L'ombre de Charlemagne planait sur son fils. Mais quand vint la guerre civile, et ce terrible massacre de Fontenay, suivi d'une dissolution, quand le trône impérial fut occupé par le fils de Judith, la pierre de scandale du règne précédent, la tempête éclata, et toutes les provinces furent inondées à la fois. Les Normands entrent en Neustrie par la Somme et la Seine, en Aquitaine par la

Garonne. Lantbert, déshérité par Charles le Chauve du comté de son père, les introduit dans la Loire, où ils incendient Nantes en 843, deux ans après la prise de Rouen par Oscheri. En Aquitaine, ils sont appelés par le petit-fils du dernier empereur, par Pepin II, qui veut recouvrer à tout prix le royaume de son père, donné à Charles, par le traité de Verdun.

Les sympathies des Aquitains étaient toutes pour Pepin, mais Charles était le plus fort. Deux fois Pepin tenta la révolte, deux fois il tomba entre les mains de son oncle. Ni les Normands, ni les Sarrasins, car il les appela aussi, ne purent lui rendre son héritage. A la fin, il alla mourir dans un couvent de Senlis (864). Avant lui, Bernard, duc de Septimanie, celui que la voix publique faisait passer pour l'ancien amant de Judith, et donnait même pour le père de Charles le Chauve, Bernard avait voulu exploiter à son profit le sentiment de répulsion qui régnait en Aquitaine pour toute domination venue de loin. Mais Charles l'avait prévenu. Après de grandes menaces, il feignit une réconciliation et l'amena à une entrevue au monastère de Saint-Cernin. Au moment où Bernard fléchissait le genou, il le prit de la main gauche, comme pour le relever, et de la droite, il lui plongea un poignard dans le cœur. Ensuite, il frappa du pied le cadavre, en s'écriant : « Malheur à toi qui as souillé le lit de mon père et de ma mère. » En adoptant ainsi la rumeur populaire, il ne faisait que rendre plus odieuse une trahison qui tournait au parricide.

Cet homme, si impitoyable avec les siens, avait moins de cœur contre des ennemis plus redoutables. Il laissait arriver les Normands jusqu'aux portes de Paris, et au lieu de les attaquer avec l'armée qu'il amena à la fin dans les plaines de Saint-Denis, il fit offrir à leur chef, Ragenaire ou Régnier, 7,000 livres pesant d'argent, s'il voulait s'en retourner, et jurer de ne plus revenir. Régnier lui en donna

sa parole de Normand, redescendit la Loire en pillant tout sur sa route ; et de retour à la cour de son roi Hérik, il fit étaler devant lui l'or et l'argent qu'il avait pris, et celui qu'il avait reçu, les serrures des portes de Paris, et le bout d'une poutre qu'il avait fait scier dans le monastère de Saint-Germain-des-Prés. Il ajouta que le pays était habité par des lâches, et que les morts lui avaient opposé plus de résistance que les vivants. Il faisait allusion à la mort de quelques-uns des siens écrasés sous les ruines du monastère de Saint-Germain, ce que l'on ne manqua pas de transformer en miracle (845).

Après avoir combattu les Normands avec de pareilles armes, il fallait s'attendre à les revoir bientôt. Les Normands de la Loire, et ceux que Pepin venait d'appeler en Aquitaine, saccageaient les villes, et ravageaient les campagnes. Les Sarrasins qui venaient de piller l'église de Saint-Pierre, aux portes de Rome, couvraient les côtes de Provence de leurs hardis pirates. Les Bretons, Noménoé à leur tête, harcelaient toujours les dominateurs de la France, du fond de leurs landes. Ils faillirent s'emparer de Charles le Chauve, comme il traversait un marais entre la Bretagne et le Maine, et le bruit courut même qu'il avait été tué. Pendant ce temps, Charles le Chauve tenait des conciles et fabriquait, à Mersen, de concert avec son frère Lothaire, des règlements de police intérieure, dont on ne devait tenir compte ni chez l'un ni chez l'autre (847). Tout cela donnait beau jeu aux Normands, qui, un an après l'assemblée de Mersen, parurent devant Bordeaux. Les juifs, pour qui la vie du moyen âge commençait déjà, saisirent cette occasion de vengeance, et livrèrent, une nuit, la ville aux barbares. Charles, content de leur avoir pris neuf de leurs barques qui s'étaient aventurées dans la Dordogne, les laissa tranquillement bouleverser Bordeaux de fond en comble, et s'en alla en Bretagne se faire battre par Noménoé. Im-

patient de tirer à lui sa part de dépouilles dans ce pillage universel de l'empire de Charlemagne, le chef breton avait tenté la conquête de l'Anjou et du Poitou. Charles le ramena sur les bords de la Vilaine, où la bataille s'engagea dans la plaine de Ballon, à quelques lieues de Redon. Montés sur les petits chevaux du pays, au pied sûr et infatigable, les Bretons voltigeaient autour des lourdes phalanges de l'armée franque et les criblaient de javelots. Puis ils se réfugiaient au milieu des bruyères et dans les marais. Après deux jours de combat, Charles, voyant presque tous ses hommes blessés, sa cavalerie démontée, et l'ennemi prêt à recommencer un jeu sans danger pour lui, jugea qu'il en avait assez fait pour sa gloire. Il s'enfuit du camp pendant la nuit, comme un transfuge, laissant son armée à la merci des Bretons, qui la détruisirent le lendemain. Noménoé partit de la plaine de Ballon pour revenir dans le Maine et l'Anjou, qu'il soumit jusqu'à la Mayenne. Se croyant alors assez fort pour tout oser, il se fit sacrer roi dans l'église du monastère de Dol, et se mit avec le roi des Francs sur le pied, non plus d'un vassal en révolte, mais d'un collègue, et d'un collègue menaçant.

Des affaires beaucoup plus importantes retenaient ailleurs Charles le Chauve. Un moine du monastère d'Orbay, près Soissons, nommé Godescale, avait eu l'audace de prêcher que Dieu nous prédestinait au mal comme au bien, et que Jésus-Christ n'était pas mort pour tout le monde. Il avait même erré, dit-on, sur le mystère de la sainte Trinité. Hincmar, son métropolitain, l'impérieux archevêque de Reims, qui dans ses lettres, pleines de domination, traçait pas à pas à Charles la ligne de conduite qu'il fallait suivre, le fit venir au concile de Kiersy, où le malheureux Godescale fut accusé et convaincu d'hérésie. On le fustigea cruellement, et après avoir jeté lui-même ses écrits au feu, il entra dans une prison qui devait être perpétuelle. Mais il arriva en-

suite que quelques esprits plus modérés, voulurent en rappeler de ce jugement. On écrivit pour et contre, on tint conciles sur conciles ; tout l'entourage royal fut en émoi. Noménoé, lui, déposait les évêques, et donnait les siéges épiscopaux à ses créatures. Il renvoyait sans l'ouvrir une lettre du pape, et recevait sans s'étonner les menaces d'excommunication qui lui arrivaient de Reims et de Tours.

Ce chef intrépide mourut en 851, et Charles le Chauve voulut essayer s'il n'aurait pas prise sur son fils Hérispoé. Le nouveau roi l'attendit de pied ferme, et les descendants des plus hardis guerriers de l'invasion barbare s'enfuirent, *selon leur coutume*, dit la chronique de Fontenelle. Charles dut se trouver heureux qu'Hérispoé voulût bien lui faire hommage des conquêtes de son père. Le chef breton vint à Angers mettre ses mains dans les mains du roi ; il lui jura fidélité, et reçut en échange la consécration de tous ses droits de souveraineté sur Rennes, Nantes et le pays de Raiz (851). Jusqu'alors la Bretagne ne sortait pas de ce qui s'appelle encore aujourd'hui la Bretagne bretonnante, elle reçut à cette occasion ses limites définitives, encore les mêmes aujourd'hui.

Les Normands continuaient toujours leurs ravages. Dans toutes les grandes rivières, ils s'étaient choisis un point d'appui, un lieu de campement où ils se tenaient en permanence. Les flotilles de barques arrivaient du nord, et retournaient au pays une à une ; mais le camp restait, se vidant et se remplissant à mesure.

A l'embouchure de la Loire, c'était l'ile de Noirmoutiers ; dans la Seine, la fosse Ghiwald, à Vernon, et ensuite l'île d'Oissel, à quelques lieues au-dessus de Rouen. De là, comme d'une tanière, ils remontaient ou redescendaient à volonté le courant, débarquant à droite, et s'avançant hardiment dans les terres par bandes de trente et quarante. Quelquefois ils ramassaient des chevaux dans une campa-

gne, et improvisaient une cavalerie qui allait rançonner les villes et les monastères, situés trop loin du fleuve. En 852, deux bandes formidables descendirent à la fois la Seine et la Loire. Nantes, Angers, Tours, le Mans furent saccagés et brûlés. Un débordement sauva le monastère de Saint-Martin (Marmoutiers), le saint de prédilection de la race mérovingienne, dont la piété s'était traduite en riches offrandes, dignes de tenter la rapacité des Normands. Les moines, effrayés, transportèrent à Orléans les reliques de leur patron. Bientôt Orléans lui-même ne fut plus un lieu sûr. On alla à Auxerre. Les routes étaient couvertes de peuple qui fuyait et de moines qui portaient leurs reliques en procession. Les hommes de guerre cherchaient à se roidir. Ils se faisaient des asiles dans les forêts et sur les rochers. L'époque des forteresses arrivait. La cabane se mettait à l'abri sous le château. Encore Charles le Chauve voulut-il enlever cette dernière ressource à ses sujets, croyant sans doute mauvais qu'ils fussent défendus par d'autres, tandis qu'il était impuissant pour les défendre lui-même. En 864, il rendait un capitulaire qui ordonnait la démolition des châteaux et *fertés* construits sans son ordre. Heureusement que ce qui s'était élevé sans lui, resta debout malgré lui.

En 855, l'année de la mort de son frère Lothaire, Charles le Chauve sembla pourtant reprendre cœur. Biœrne, un des plus fameux *rois de mer*, venait de paraître en Normandie. Il l'attaqua dans la forêt du Perche, et le força de regagner ses barques en déroute. Mais ce ne fut qu'un succès passager. L'année suivante, les Normands pillaient Orléans. En 857, ce fut le tour de Chartres, dont l'évêque se noya en traversant l'Eure à la nage pour leur échapper. Un an auparavant, Paris les avait revus. Les magasins des commerçants de la Cité furent livrés au pillage. Les îles de la Seine étaient toutes blanches des os des captifs morts

entre leurs mains, dit Hildegher, évêque de Meaux. Une grosse bande, commandée par Weeland, s'abattit sur la Somme, dont le lit marécageux les avait rebutés jusque-là, et pilla Saint-Valery, Amiens, le riche monastère de Saint-Ricquier. De désespoir, Charles le Chauve prit une détermination singulière, il proposa aux Normands de la Somme 3,000 livres pesant d'argent s'ils voulaient le débarrasser des Normands de la Seine. Il fallut un an pour les ramasser, et dès que Weeland les eut touchées, il vint bloquer l'île d'Oissel à la tête de deux cent soixante voiles. Mais il ne gagna pas loyalement son argent. Quand, réduits par la famine, les assiégés lui eurent livré leur butin de cinq années, qui s'élevait à 6,000 livres d'argent, il s'en tint là, et bien plus, il fit cause commune avec eux (861). Sous prétexte que la saison était trop avancée pour qu'on pût tenir la mer, il leur fit donner, à eux et aux siens, des quartiers d'hiver sur tout le bord de la Seine, entre Paris et Melun, et dès le printemps, il entra avec eux dans la Marne. Charles eut honte de se voir ainsi joué. Il assembla à Senlis les comtes et les seigneurs du pays, borda de soldats les deux rives de la Marne, et fondit sur les Normands comme ils revenaient d'attaquer Meaux. Il fallut capituler, et reprendre sans tarder le chemin de la mer. Weeland se fit baptiser et prit un rang à la cour du roi. C'était un essai qui devait, plus tard, se refaire en grand avec Rollon.

Cependant la résistance s'organisait à la fin. On fermait la Seine à trois lieues au-dessus de Rouen, là où avait été le camp normand; Robert, comte d'Anjou, le fameux Robert le Fort, tenait tête à de nouvelles troupes de Normands qui l'attaquaient de concert avec les Bretons, et passait au fil de l'épée l'équipage de douze de leurs barques, envoyées par Salomon, duc de Bretagne. Mais son courage personnel ne pouvait suffire à tant d'attaques. Au commencement de l'année 866, il fut battu près de Melun, et

sa défaite décida le roi à signer un traité bizarrement honteux, par lequel outre 4,000 livres d'argent qu'il donnait aux Normands, il s'engageait à leur rendre les prisonniers échappés de leurs fers, et à leur payer la mort de chacun de leurs compagnons tués en combattant. La même année, quatre cents Normands conduits par Hasteings, au retour d'une expédition sur le Mans, se trouvèrent enveloppés par Robert et trois autres comtes dans un village appelé Brissete, sur les bords de la Sarthe en Anjou. Il y avait là une église bien bâtie et en fortes pierres, et dans laquelle ils tinrent bon tout le jour. Sur le coucher du soleil, Robert fit retirer ses troupes qu'il disposa tout autour de l'église, et vint se reposer dans sa tante. La chaleur était accablante ; il ôta son casque et sa cuirasse. A l'entrée de la nuit un grand bruit se fit entendre : Hasteings tentait un coup de désespoir pour forcer le passage. Sans prendre le temps de s'armer, le chef angevin courut au combat, et se fit tuer devant l'église, sur le seuil même de la porte. Ainsi périt celui que les annales de Fulde appellent le Machabée de son temps. Ses enfants, Eudes et Robert, étaient trop jeunes pour lui succéder dans ses charges. On les confia à Hugues, son cousin. Nous verrons bientôt reparaître tous ces noms-là.

Nous laissons de côté toute l'histoire de la famille carlovingienne, qui n'est plus de l'histoire de France, depuis le traité de Verdun. Charles le Chauve se trouva pourtant mêlé à toutes les querelles de partage qui suivirent la mort de ses deux frères Lothaire et Louis le Germanique. Il jouait un rôle trop insignifiant chez lui pour ne pas chercher à se donner quelque importance au dehors. Peut-être aussi regrettait-il d'avoir eu en partage le pays le plus maltraité de tous par les barbares, le plus impatient du joug carlovingien, Peut-être aurait-il échangé volontiers tout son royaume de France pour la Souabe ou la Bavière.

On le voit rôder sans cesse autour de la succession de ses frères. En 863, il cherche à se faire donner la Provence à la mort du roi Charles, troisième fils de Lothaire, mais ses neveux le gagnent de vitesse. Plus tard, il s'interpose dans le long procès de son neveu Lothaire avec les papes, au sujet de son mariage illégitime avec Valdrade, et finit par donner gain de cause à l'excommunication pontificale, en s'emparant de la Lorraine. A la mort de l'empereur Louis II, il accourt en Italie, et à l'ombre du grand nom d'Hincmar, il réussit à faire placer sur sa tête la couronne impériale et la couronne de fer des rois lombards (875). Pendant qu'il fait parade en France de sa nouvelle dignité, et qu'il se fait voir à ses comtes assemblés à Ponthion, vêtu d'une longue dalmatique qui traînait à terre et sur la tête un voile de soie surmonté du diadème, Louis le Germanique meurt à son tour (875), et indifférent à l'arrivée de cent voiles normandes, Charles court intriguer à Aix-la-Chapelle, escorté des légats du pape. Les fils de Louis le Germanique répondirent à ses prétentions par la bataille d'Andernach. Culbutée dès le premier choc, son armée perdit la plupart de ses chefs : lui-même pensa être pris ; sa femme Richilde, forcée de quitter Héristall sur les trois heures du matin, accoucha en route d'un fils qu'un de ses serviteurs plaça sur son cheval, et qu'il porta ainsi jusqu'aux environs de Reims. L'on appelait Charles à grands cris sur les rives de la Seine que dévastait le fameux Rollon, le chef des Normands nouveaux venus. Mais il lui était arrivé de fâcheuses nouvelles de l'Italie, que ses neveux songeaient à lui arracher. Le choix fut bientôt fait. Il envoya de l'argent à Rollon, et prit le chemin des Alpes. Ce fut à ce moment qu'il tint l'assemblée de Kiersy, où, pour gagner la faveur des grands, il proclama ces fameux capitulaires qui déclaraient héréditaires toutes les charges du royaume, et à partir desquels la féodalité se

trouve véritablement constituée. Il recueillit peu de chose d'un si grand sacrifice. Arrivé en Italie, il y trouva Carloman, roi de Bavière, avec une nombreuse armée, et se hâta de revenir sur ses pas. Mais il n'acheva pas la route. La fièvre, ou le poison, l'arrêta au pied du mont Cénis, où il expira le onzième jour (6 octobre 877) dans une misérable cabane. Son médecin juif, Sédécias, avait mis, dit-on, une poudre dans la potion qui devait le guérir. Constamment le jouet des événements, Charles le Chauve ne put même obtenir de la fortune d'être enterré comme il l'avait voulu. C'était le monastère de Saint-Denis qu'il avait choisi pour le lieu de sa sépulture. La décomposition du cadavre fut si rapide qu'on fut obligé de le laisser à Nantua. Il mourait à cinquante-quatre ans, après trente-huit ans de règne. Son fils, Louis le Bègue qu'il avait déjà fait reconnaître pour son successeur par ses seigneurs assemblés, monta sur le trône après lui.

Un prince bègue et perclus se présentait pour soutenir une cause déjà perdue : il avait contre lui un parti à la tête duquel étaient Bozon, duc de Provence et d'Italie, Hugues l'Abbé, le successeur de Robert le Fort, et jusqu'à la veuve de son père, l'impératrice Richilde, pleine de mauvais vouloir contre le fils d'une rivale. A force de largesses et de concessions, il obtint grâce à la fin. Richilde lui remit la couronne et le manteau royal, déposés entre ses mains, et l'assemblée des grands, qui se tenait à Chêne, *villa* royale de la forêt de Compiègne, consentit à lui rendre un hommage qui n'engageait à rien. En Aquitaine, on refusa de souscrire au choix intéressé des comtes français. Les Normands, plus rares dans les dernières années du règne de Charles le Chauve, reparaissaient à l'embouchure de la Loire et de la Seine. Louis courut au plus pressé, et se mit en marche contre le chef de la révolte aquitaine, Bernard duc de Septimanie. En passant par la Bourgogne,

le débile monarque tomba malade à Troyes, et quelques jours après, il expira, le vendredi-saint de l'année 879, après un règne de dix-huit mois.

Louis le Bègue laissait deux fils, Louis et Carloman, dont l'aîné atteignait à peine sa seizième année. Bozon et Hugues l'Abbé se mirent aussitôt à la tête des affaires. Ils convoquèrent à Meaux une assemblée d'abbés et de comtes dans laquelle on reconnut les fils du dernier roi, mais cette fois encore ils trouvèrent des contradicteurs. L'abbé de Saint-Denis et de Saint-Germain-des-Prés, Gozlin, l'ancien favori de Charles le Chauve, voulut donner aussi la couronne. Il entraîna Conrad, le comte de Paris; ils tinrent à Creil-sur-Oise, à l'embouchure du Tésin, une assemblée rivale de celle de Meaux, et qui offrit le royaume à Louis de Germanie. Gozlin réussit aussi peu que Bernard de Septimanie, et fut bientôt obligé de sortir du royaume; mais, en revanche, Boson donnait au même instant un soufflet plus sanglant encore à la royauté carlovingienne. Il se faisait couronner roi de Provence par les évêques du pays, et les deux rois qui protestèrent d'abord les armes à la main, le laissèrent bientôt, absorbés qu'ils étaient par de plus graves soucis.

Le règne de Louis III et de Carloman, fut marqué par d'atroces ravages de la part des Normands. Tout jeunes qu'ils étaient, les fils de Louis le Bègue ne manquèrent point à leurs peuples. A l'opposé de son grand-père, qui laissait Rollon dans la Seine, pour aller défendre une royauté imaginaire en Italie, Louis III quitta Vienne, où il assiégeait Hermengarde, la femme de Bozon, dès qu'il apprit que les Normands venaient de prendre Arras. Les Normands, sous les ordres de Varamond, s'étaient avancés jusque sous les murs de Beauvais, quand Louis arriva en Picardie. Ce n'étaient plus des bandes de pillards, courant la campagne. Ils s'étaient fait une cavalerie nombreuse, et

ravageaient en corps d'armée, à la manière des barbares de l'invasion. On combattit à Saucourt en Vimeux, à trois lieues d'Abbeville. 9,000 Normands restèrent sur la place, mais les hommes de la Neustrie avaient une telle habitude de la fuite, qu'une poignée de pirates retranchée à Saucourt, mit le soir en déroute l'armée victorieuse (880). La journée de Saucourt, malgré cet épisode honteux, délivra, du moins quelque temps, le pays des incursions des Normands, qui, à la même époque, ravageaient toute la Germanie, et logeaient leurs chevaux à Aix-la-Chapelle dans l'église où était le tombeau de Charlemagne. Pour la première fois depuis longtemps, on entendit les chants populaires en l'honneur d'un roi.

Louis III ne survécut pas longtemps à cette espèce de réhabilitation de sa famille. En 882, s'étant transporté sur les bords de la Loire, pour s'aider des Bretons contre les Normands, il tomba malade à Tours, et s'en alla mourir à Saint-Denis. Son frère Carloman occupa le trône encore deux ans, pendant lesquels on le vit toujours sur la brèche, s'opposant partout aux terribles guerriers que le Nord vomissait sans relâche sur la France et la Germanie. Une de leurs armées, chassée des bords du Rhin par l'empereur Charles le Gros, s'était jetée sur le pays de Laon et de Reims, et l'archevêque Hincmar, âgé alors de plus de quatre-vingts ans, s'était enfui devant eux, emportant les reliques de son église. Carloman se trouva là bientôt, et battit les Normands, près de l'Aisne. Mais la tâche était trop lourde pour lui. Les Normands battus reparaissaient plus nombreux, ou transportaient leurs ravages ailleurs. Carloman fut réduit à en revenir à la tactique de Charles le Chauve, et de payer ceux qui venaient de brûler Amiens, pour obtenir de respirer un moment. Néanmoins, il n'abandonna pas la partie, et déjà il venait de rassembler de nouvelles troupes quand il trouva la mort dans une chasse

au sanglier, près de Corbie, frappé par l'animal, ou par un chasseur maladroit, comme le prétend l'annaliste de Metz (884.) Il emportait dans la tombe les dernières sympathies du peuple pour la maison de Charlemagne.

Il ne restait de la famille de Louis le Bègue, qu'un enfant, qui, plus tard, devait être Charles le Simple. On le dédaigna, car les Normands venaient d'arriver encore une fois, et il fallait une main puissante pour les arrêter. L'assemblée des seigneurs ne vit rien de mieux à faire que d'offrir le trône à l'empereur Charles le Gros, qui, par la mort de tous les siens, avait recueilli, avec la couronne impériale, tous les débris de l'empire carlovingien. Charlemagne semblait revivre cette fois, et l'Europe recouvrait son unité rompue.

Quatre ans suffirent pour remettre à terre cet édifice sans base, reconstruit à coups de testaments. Un chef normand, cantonné dans la Frise, ayant élevé des prétentions incommodes, Charles, trop timide pour lui tenir tête, le fit assassiner par ses gens dans une entrevue où on l'attira, à l'endroit où le Rhin se sépare en deux branches pour former l'île Batave. La vengeance ne se fit pas attendre. Bientôt, de toutes les criques du nord s'élancent les barques de pirates; une flotte et une armée descendent à la fois la Seine, et ne s'arrêtent que devant les murs de Paris (885).

A ce siége de Paris par les Normands, commence véritablement l'histoire de la nation française. C'est la première fois qu'on la voit agir et remuer derrière ces pâles figures carlovingiennes, dont la nullité attriste ce coin stérile de nos annales. L'évêque, le bourgeois et le comte, cette triple personnification de la société telle qu'elle fut au moyen âge, y paraissent enfin à découvert, travaillant chez eux côte à côte, sans se soucier qu'il y ait un roi quelque part. Le siége fut long et terrible. Toute la population s'était réfugiée dans la Cité, derrière les remparts élevés à

la place qu'occupent aujourd'hui le grand et le petit Châtelet. En vain les Normands épuisèrent-ils les ressources grossières de l'art militaire de ce temps, en vain, pour combler les fossés, y jetèrent-ils jusqu'aux cadavres de leurs prisonniers. Paris tint bon jusqu'au bout, avec ses seules forces. Henri de Saxe, envoyé par Charles le Gros, vint caracoler quelque temps entre la ville et le camp. Un jour, son cheval tomba dans une fosse couverte de gazon, comme les Normands en avaient creusé çà et là dans la plaine, et, avant qu'on eût eu le temps de le dégager, il fut assommé. Depuis ce temps, Charles, qui était venu se poster comme en observation dans la plaine de Saint-Denis, avec son armée, demeura spectateur impassible de la lutte. Il ne donna signe de vie à la fin que pour offrir aux Normands de l'argent, et leur abandonner la Bourgogne à dévaster. Ce n'était pas ainsi que les braves habitants de Paris s'attendaient à voir couronner leur glorieuse résistance. Malgré le traité, ils refusèrent net le passage aux Normands. Ebles, neveu de l'Évêque, tua d'un coup de flèche le patron de la première barque qui s'avança sur la foi de la permission impériale. Il fallut que les Normands, trop avides pour abandonner ainsi une proie livrée d'avance, tirassent à terre leurs grandes barques, et les traînassent sur le bord opposé jusqu'à deux milles au-dessus de la ville, car les Parisiens ne voulurent point entendre à ce qu'on les remît à flot en vue de la Cité.

Les ambitieux de tous les pays saisirent avidement l'occasion de cette nouvelle tache imprimée au front du maître. Assemblés à Tribur, les grands le déposèrent d'une voix unanime, et chaque nation se donna aussitôt un souverain particulier. Huit rois se partagèrent ce grand héritage. En France, ce fut Eudes, comte de Paris, celui qui venait de le défendre contre les Normands, et dont la gloire était encore relevée par le contraste avec l'ignominieuse

conduite de Charles le Gros (888). » (*Histoire de France.*)

A l'époque où nous sommes arrivés, la féodalité est dans toute sa force. De Eudes à Hugues Capet, elle ne grandit pas ; elle s'affranchit de la famille carlovingienne, et se fixe sur le sol. Cette période de notre histoire est peut-être la plus désespérante de toutes pour un historien. Cette stérilité d'hommes et de faits que nous avons remarquée dans la précédente, reparaît ici plus effrayante encore : il y a dix-sept années du règne de Charles le Simple sur lesquelles nous ne savons absolument rien. L'on n'a pas même, comme auparavant, la consolation de penser que, malgré le silence des chroniqueurs, quelque grand événement s'opérait alors : tout est fini ; l'empire est mort ; la féodalité a triomphé ; les ravages même des barbares, qui jetaient quelque apparence de vie sur les règnes inanimés de Charles le Chauve et de Louis le Bègue, languissent et cessent bientôt. Les dernières convulsions de la royauté expirante, qui veut essayer de se débattre encore contre la féodalité, quelques guerres sans suite des seigneurs entre eux, voilà tout ce qui compose l'histoire du siècle qui s'écoula entre Charles le Gros et Hugues Capet (888-987). Il fallait donner à un monde naissant, le temps de se reconnaître et de se fortifier : pendant ces années d'inaction, les provinces se repeuplaient, les seigneurs élevaient leurs châteaux-forts, et de nouvelles générations plus fortes et plus guerrières remplaçaient cette génération lâche et efféminée qui avait fui devant les Normands.

Nous passerons rapidement sur les règnes de ceux qui ne présidèrent pas à cet époque, mais qui du moins la représentent chez la plupart de nos historiens. Le règne d'Eudes commence par deux nouveaux démembrements de la couronne de France : Adolphe se fait nommer roi dans la Bourgogne transjurane, Rainulfe dans l'Aquitaine. Eudes qui ne régnait qu'au même titre qu'eux n'avait garde de

les inquiéter, et d'ailleurs, les Normands lui donnaient trop d'occupation chez lui pour qu'il songeât à s'aventurer sur des terres qui déjà pouvaient passer pour étrangères. C'est en vain qu'il bat les hommes du Nord à Montfaucon (888) ; l'année suivante ils reparaissent à Meaux (889), puis à Saint-Lô (890), puis tour à tour sur les bords de la Somme, de la Seine et de la Meuse. Eudes se lassa bientôt de combattre des ennemis toujours renaissants ; du moins le poëte qui avait chanté ses exploits lors du siége de Paris lui reproche d'avoir oublié son antique valeur et d'avoir abandonné son peuple aux ravages de ses ennemis.

Bientôt Eudes eut un nouveau sujet d'inquiétude : le jeune Charles, fils de Louis le Bègue, avait grandi, et les partisans de sa famille voulaient le mettre sur le trône (893). Le puissant roi de Germanie, Raoul, élu par les seigneurs à la place de Charles le Gros, appuyait de son influence et même de ses armes cette restauration de la famille carlovingienne dont il était lui-même. Après s'être longtemps débattu, Eudes venait enfin de consentir à un partage (897), quand il mourut (898), laissant à son rival un titre qui devait peu lui servir.

Le règne de Charles le Simple, un des plus longs de cette époque (vingt-cinq ans), est le plus nul de tous. Il faut sauter d'un seul coup de l'année 898 à l'année 912 pour trouver un événement qui, à proprement parler, est le seul de ce règne : il est vrai qu'il est d'une grande importance. C'est la cession de la Neustrie au chef normand Rollon. Le nom de Neustrie donné d'abord à tout le pays qui portait alors le nom de France, avait été assigné à la province qui prit ensuite celui de Normandie, du nom de ses nouveaux possesseurs. Rollon la demanda à Charles, pour prix de la paix, et obtint plus qu'il n'avait demandé ; car le roi de France lui offrit de son propre mouvement cet indomptable duché de Bretagne, qui depuis Clovis avait su

se maintenir indépendant, malgré les efforts des rois francs, et dont Charles se débarrassait ainsi plutôt qu'il ne s'en privait. Rollon accepte le baptême et la main de Gisèle, fille du roi ; il consent à lui rendre hommage pour la province, mais en trouvant moyen d'humilier son suzerain dans cette cérémonie même, où il devait s'abaisser devant lui. De chef de pirates devenu fondateur de société, Rollon fit fleurir en peu de temps sa province de Neustrie que les ravages des Normands avaient presque entièrement dépeuplée. Modelant la société qu'il créait sur celle qu'il voyait établie autour de lui, il prit toute formée cette féodalité qui ailleurs avait grandi peu à peu, et rédigea en corps de législation ce qui n'était chez ses voisins qu'une coutume. Nulle part la féodalité ne se dessina d'une manière aussi prononcée qu'en Normandie. Ainsi ce peuple nouveau se trouva placé dès sa naissance à la tête du monde féodal en France, et désormais nous trouverons son nom à toutes les pages de notre histoire.

L'établissement de la bande de Rollon en Neustrie fut le terme des incursions des Normands. Mais la dynastie carlovingienne, délivrée de ces formidables ennemis, n'en était guère mieux affermie sur le trône où elle venait de remonter. Haganon, homme de basse naissance, s'était introduit dans l'esprit du roi, et les seigneurs murmuraient de son crédit. Robert, frère de Eudes, dont la famille apparemment n'avait pas renoncé à ses droits sur la couronne, les rassemble à Soissons (922) : *Ils brisent des pailles* devant le roi, lui déclarent qu'ils ne veulent plus de lui, et mettent Robert sur le trône. L'Aquitaine, toujours attachée à la maison carlovingienne, fournit à Charles une armée, et Robert est tué dans une bataille qu'il livre aux troupes du roi, près de Soissons ; mais Hugues, son fils, rétablit le combat, et Charles vaincu se réfugie auprès d'Herbert, comte de Vermandois ; tandis que Hugues fait nommer roi son

beau-frère Raoul, duc de Bourgogne (923). Ce nouveau règne n'offre guère plus d'intérêt que les précédents. Raoul qui ne régnait véritablement que dans son duché de Bourgogne, eut d'abord à se défendre contre le fils de Rollon, Guillaume Longue Épée, qui s'était déclaré le protecteur de celui auquel sa famille devait son duché. Raoul, soutenu d'Herbert qui traitait Charles plutôt comme un prisonnier que comme un roi fugitif, soutint assez bien la lutte, et obtint enfin la paix. Pour récompenser les services d'Herbert, il avait donné l'archevêché de Reims à son fils, enfant de cinq ans ; le comte de Vermandois poussa plus loin ses prétentions, et demanda la ville de Laon. Refusé, il s'unit avec Hugues et Guillaume, et déclare qu'il va remettre Charles sur le trône. Raoul, occupé alors à revendiquer, les armes à la main, en Aquitaine, l'hommage que lui devait le duc de ce pays, retourne aussitôt en Neustrie (928), et une bataille allait se livrer auprès de l'Oise, quand le pape Jean X négocia un accommodement. Herbert eut la ville de Laon, et fit rentrer Charles dans l'obscurité. Ce malheureux prince mourut peu de temps après dans la maison royale d'Attigny, que Raoul lui avait donnée (929). On ne sait sur quoi se fonde cette opinion populaire qui le fait égorger par le comte de Vermandois, dans le château de Péronne, et qui se trouve reproduite tout au long, dans un des meilleurs romans de Walter-Scott.

Raoul régna ou plutôt vécut encore sept ans, et mourut (en 936) après avoir repris à Herbert le comté de Laon, sous prétexte d'une rébellion. Le comté de Laon était alors le seul domaine attaché à la couronne, et quand les seigneurs français, par un retour à la maison carlovingienne qui conservait toujours ses partisans, eurent rappelé d'Angleterre le jeune Louis d'Outre-mer, qui s'y était réfugié après la défaite de Charles son père, comme il arrivait dans son royaume nu et sans possessions, il fut obligé de

se contenter de ce mesquin patrimoine, dernier débris de l'immense fortune de sa famille. Son premier acte d'autorité royale fut une humiliation : Hugues, qui avait puissamment contribué à son rappel, le traîne à sa suite en Bourgogne, et se fait donner l'investiture du duché vacant par la mort de Raoul. Hugues le Noir, frère du dernier roi, défendit vaillamment son héritage, et le força enfin à partager. Louis voulut se venger de ce nouvel affront en Lorraine où l'appelaient quelques seigneurs mécontents d'Othon le Grand (939). Othon le bat, et le malheureux roi, rentré dans ses États, y trouve Hugues révolté. Ce seigneur demandait le comté de Laon ; Louis, qui n'aurait plus été qu'un étranger dans son royaume, s'il eût cédé la seule ville qui lui restait, refuse obstinément ce dernier sacrifice, et, incapable de tenir tête à son puissant vassal, appelle à son secours Othon qu'il vient d'attaquer, et Guillaume, duc de Normandie (940). Othon eut la générosité de se rendre à son appel, et Hugues fut réduit. Mais le secours que Guillaume avait prêté à Louis pensa devenir funeste à sa maison. Il mourut bientôt (942) laissant un enfant pour lui succéder. L'ingrat roi de France s'unit à Hugues pour le dépouiller, et entra en Normandie : le petit Richard ne lui échappa que par la fidélité d'un serviteur qui l'emporta dans un paquet d'herbes. Quand il s'agit de partager, la discorde se mit entre les vainqueurs ; Hugues rétablit Richard, et la guerre s'allume entre lui et le roi. Poussé à bout, Louis eut enfin recours à Othon, qui fit excommunier Hugues au concile d'Ingelheim (946). Celui-ci tint bon. S'étant rendu maître pendant la guerre de la personne de Louis, il l'avait forcé à lui remettre Laon pour se racheter. Après l'avoir longtemps gardé, en dépit d'Othon et des excommunications du pape, il consentit enfin à le rendre, mais Louis n'en jouit pas longtemps ; il mourut bientôt d'une chute de cheval (954), après un rè-

gne beaucoup plus agité qu'on n'aurait dû l'attendre d'un prince dont le domaine avait au plus quelques lieues carrées. Louis voulut relever sa puissance royale, mais, trop faible pour lutter avec ses ennemis, il eut recours à la ruse. Son règne n'est plus qu'un tissu d'intrigues et de trahisons.

Hugues le Grand, tout puissant alors en France, voulut bien permettre au fils de Louis de monter sur le trône, mais il se fit payer cette complaisance. L'avénement de Louis lui avait valu le duché de Bourgogne, il exigea de Lothaïre celui d'Aquitaine. Lothaire accorda tout, mais le maître véritable de l'Aquitaine, le duc Guillaume le reçut les armes à la main, quand il se présenta avec le nouveau duc. Hugues de son côté appuya son droit d'une armée, et la guerre durait déjà depuis deux ans, quand sa mort vint délivrer Guillaume d'un rival si redoutable (956). Ses deux fils, Hugues Capet et Othon, se partagèrent ses vastes domaines : le premier eut les comtés d'Orléans et de Paris ; le second le duché de Bourgogne, et l'on n'inquiéta plus Guillaume dans la possession de son duché.

Pendant ce temps, Lothaire intriguait, comme avait fait son père, pour tâcher de rendre quelque éclat à la couronne, en y reunissant quelqu'une des grandes souverainetés féodales. Il échoua d'abord dans un plan qui avait pour but de s'emparer de la Normandie en se rendant maître de la personne de Richard (961), parvint à enlever quelques villes à Arnoul, comte de Flandre (966), et s'engagea, douze ans après, dans une guerre avec Othon II au sujet de la Lorraine sur laquelle les derniers rois carlovingiens jetaient constamment un œil d'envie. Othon, surpris à Aix-la-Chapelle (978) prit bientôt sa revanche en venant camper sur les hauteurs de Montmartre d'où il fit entonner à ses troupes un alleluia qui retentit dans tout Paris. C'était pour accomplir un défi qu'il avait fait cette bravade ; elle lui servit peu. Obligé de se retirer, harcelé dans sa re-

traite par les troupes françaises, il rentra en Germanie sans autre exploit que l'alleluia de Montmartre (980).

Nous touchons enfin au terme de cette fatigante histoire : Lothaire meurt (986), et son fils Louis V lui succède. C'est à tort qu'on a donné à ce jeune prince le surnom de fainéant (*juvenis qui nihil fecit*), l'unique année de son règne est remplie par une petite guerre qu'il soutint contre Adalberon, archevêque de Reims. Louis V mourut l'année suivante (987), empoisonné, dit-on, par sa femme Blanche d'Aquitaine; et Hugues Capet, qui se trouve prêt le premier, se fait nommer roi en toute hâte à Noyon, à l'exclusion du frère de Louis, Charles de Lorraine, dont on estimait peu le caractère, et que quelques-uns même accusaient de la mort du jeune roi.

Ce fait paraît bien peu de chose en lui-même, et la nomination de Hugues ne dut guère frapper les esprits plus que celle d'Eudes et de Raoul. Cependant à partir de cette nomination, une nouvelle ère commence pour la féodalité. Elle couronne son chef. Dès lors il devient son ennemi; la lutte s'établit entre elle et la famille qui lui doit le trône, et ne finit que par son entier anéantissement. C'était la seconde fois que l'aristocratie triomphait de la royauté; pour la seconde fois les hommes qui avaient marché à sa tête devaient se tourner contre elle après la victoire. A la république austrasienne la famille d'Héristal avait fait succéder l'empire carlovingien, à la féodalité qui, elle aussi, était une république, la famille des Capet va faire succéder la royauté absolue telle qu'elle exista jusqu'en 1789.

## CHAPITRE V.

### LES CAPÉTIENS.

---

I.

*Hugues Capet. Robert. Philippe Ier* (987-1108). Les cent vingt et une années que nous allons parcourir, sont une époque de stagnation pour la royauté : elle reste en place et se tient à l'écart ; on ne la voit jouer aucun rôle dans les événements qui se passent autour d'elle ; on dirait qu'elle a honte de se montrer, qu'elle craint qu'on ne s'aperçoive de son existence. Il semble, en effet, que ce soit par mégarde que la féodalité, après avoir anéanti la royauté, en ait laissé subsister le nom et qu'une seule démonstration hostile de la part de cette dernière aurait suffi pour que sa rivale se retournât et achevât son ouvrage. Ne vous fiez point cependant à cette royauté qui dort ; elle ne grandit pas, mais elle enfonce en silence de profondes racines dans le sol, elle vit, et, par le seul fait de son existence, elle habitue les peuples à la regarder comme un fait nécessaire ; quand l'opinion se sera décla-

rée pour elle, elle relèvera la tête, et arrachera une à une à son imprévoyante ennemie toutes les pièces de l'autorité qui lui ont été enlevées. Pour que la royauté pût prendre cette position pacifique, il fallait, selon l'expression de M. Michelet, qu'elle descendît de la montagne de Laon, où elle était à la merci du premier vassal mécontent; il fallait qu'elle devînt indépendante, qu'elle eût ses domaines égaux à ceux des grands vassaux : l'avénement de Hugues Capet réalisa ce vœu constamment formé par l'impuissante politique des derniers Carlovingiens : c'était un pas immense de fait pour elle ; maintenant elle peut attendre en paix.

Avant d'entrer dans son repos, la royauté capétienne eut une lutte à soutenir contre les derniers efforts que faisait la famille carlovingienne, pour ressaisir ce sceptre qui lui échappait pour la troisième fois. Le théâtre de la guerre fut bien resserré : elle se passa tout entière dans la ville de Laon. Charles de Lorraine, qui s'y est introduit par trahison (988), la perd ensuite par trahison, et est fait prisonnier par son rival, qui l'enferme dans la tour d'Orléans (989), où il meurt trois ans après (992). En même temps, Hugues battait les Aquitains, qui, toujours attachés à l'ancienne famille, refusaient de le reconnaître, et mettaient en tête de leurs actes : *Christo regnante, rege nullo*. Après la victoire, Hugues entame une lutte d'un nouveau genre, qui devait être familière à presque tous ses successeurs. Arnoul, archevêque de Reims, l'avait trahi dans la dernière guerre ; il le dépose, et met en sa place le précepteur de son fils, le fameux Gerbert, qui plus tard fut pape sous le nom de Silvestre II. Le pape Jean XV excommunie Gerbert, et réintègre Arnoul dans son archevêché ; mais Hugues tient bon ; il ne lâche pas Arnoul qu'il tenait en prison, et maintient Gerbert sur le siége où il l'a placé. En vain un concile tenu à Reims en 995, confirma la sen-

tence du pape ; le roi refusa obstinément de délivrer le prisonnier, et l'on ne put reprendre cette affaire qu'après sa mort (996).

Voilà à peu près, si on ajoute quelques guerres avec de petits seigneurs, une tentative d'hostilité par une ancienne bande normande établie près de la Somme, et le sacre de son fils Robert, arrivé en 988, tous les faits dont se compose le règne de Hugues Capet. Ce sacre anticipé dont on l'a beaucoup loué, ne lui appartenait pas ; c'était un emprunt fait aux Carlovingiens. On se rappelle que Pepin fit sacrer ses deux fils par le pape, et Lothaire avait employé le même expédient pour assurer la couronne à son fils Louis. Hugues Capet fut enseveli à Saint-Denis, dont il était abbé : ce lieu, où reposaient déjà les restes de plusieurs rois, fut dès lors la sépulture exclusive des rois de France, en même temps que Paris, dont il était comte, devenait pour toujours leur capitale. Il ne faut pas s'imaginer néanmoins que Paris fût dès ce moment la capitale de ce que nous avons nommé plus tard la France. Il n'y avait point de France à cette époque : chacun s'était fait une patrie du lieu où il était né ; à cinq lieues du clocher de son village on était en pays ennemi. Un abbé de Cluny, prié par ses confrères de Saint-Maur de venir les visiter, s'excusa sur la longueur du chemin qu'il avait à traverser « dans un pays étranger et inconnu. »

Le moment était loin où le roi de Paris mettrait un terme à cet effroyable isolement, en ralliant une à une autour de lui toutes les parties dispersées çà et là de son royaume ; du moins celui qui montait alors sur le trône devait peu s'en occuper. Le bon roi Robert commence son règne par des disputes de prêtres et de femmes ; c'est Arnoul dont on exige la liberté ; c'est Berthe qu'on veut lui faire répudier. Il résista d'abord, et soutint le choc d'une excommunication dont nos historiens ont fait un grand bruit ;

mais il faut en ranger les rigueurs exagérées avec le conte de la *reine Pédauque*, qui fait accoucher la reine Berthe d'un enfant avec un cou d'oie, en punition de la contumace des deux époux. Robert n'osa pas néanmoins pousser plus loin la lutte avec le pouvoir spirituel. Arnoul fut rétabli sur son siége (998), Berthe renvoyée, et Constance lui succéda (1000).

Nous ne saurions laisser tomber cette année 1000 de notre plume, sans dire un mot des terreurs dont elle frappa la génération qui la vit. C'était une croyance universelle qu'elle devait amener la fin du monde. Il est facile de concevoir cette croyance à une époque d'ignorance et de naïve crédulité, quand on se rappelle que le dix-huitième siècle fut un jour en alarme pour une comète dont quelques mathématiciens l'avaient menacé. Quoi qu'il en soit, son existence est un fait incontestable : tous les actes du temps en font mention. C'est à cette cause, sans aucun doute, quelque singulière qu'elle paraisse, qu'il faut attribuer en partie l'immense richesse du clergé au moyen âge. Le monde se croyant près de son terme, avait plus besoin de prières que de biens : de toutes parts on lui fit des donations qu'il paya en oraisons.

On retombe dans un nouvel étonnement quand, de ce spectacle du monde écoutant si son heure ne sonne pas, on revient au bon Robert, qui ne songeait alors qu'à échapper aux tracasseries de sa nouvelle épouse. La vive et impétueuse femme du midi s'était mise tout de suite au-dessus de cet homme, plus clerc que chevalier[1], qui chantait au lutrin et faisait des hymnes latines : on dit même qu'elle allait quelquefois jusqu'à le battre. « Ne le dites pas à ma femme, »

[1] L'on peut déjà se servir de cette expression que nous voyons en vogue dés la première croisade. La chevalerie n'était pas encore définitivement constituée ; mais il y avait déjà des chevaliers.

disait Robert aux gens de sa maison, quand il avait été surpris agissant contre ses ordres.

Il est triste, en vérité, de donner ici, pour toute histoire de France, l'histoire du ménage d'un homme qui avait le nom de roi, et qui gouvernait quelques lieues de pays autour de Paris; mais il faut bien prendre notre histoire telle qu'on nous l'a faite, avec les lacunes de la chronique, et les oublis de la tradition. Lorsque, à l'affaire de Berthe et aux tracasseries de Constance, nous aurons réuni une expédition contre Eudes, comte de Chartres (999), une dans le duché de Bourgogne (1001), dont Robert investit son fils Henri (1005); le sacre de Hugues, fils du roi (1017); un pèlerinage de Robert à Rome (1020); la mort de Hugues (1022); les brouilleries de Henri, son second fils, avec Constance (1023); son couronnement (1026), et la mort de Robert (1031); nous serons censé avoir raconté ce qui se passa en France depuis l'an 996 jusqu'à l'an 1031. On s'est plaint d'avoir l'histoire du comté de Paris au lieu de l'histoire de France, ce n'est pas assez : on doit se plaindre encore de n'avoir pas même l'histoire de ce comté.

Le règne de Henri Ier est un peu plus animé. Il commence par une révolte de son frère Robert, qui, poussé par Constance et soutenu par Eudes, duc de Champagne, le force à s'enfuir, lui douzième, de l'ancien duché de France, qui portait le nom d'un royaume depuis que son chef était roi. Henri, qui s'est réfugié auprès de Robert le Diable, duc de Normandie, reparaît bientôt à la tête d'une armée; il bat les révoltés, et remonte sur le trône. Mais la victoire lui coûta cher; il fallut donner au vaincu le duché de Bourgogne, et à celui qui avait si puissamment aidé le roi, Gisors, Pontoise et le Vexin (1032). Le duché de Normandie s'avançait par cette concession jusqu'à dix lieues de Paris. Une nouvelle révolte vint ensuite troubler le roi; son frère Eudes s'unit avec les ducs de Meaux et

de Chartres, et veut imiter l'exemple de Robert (1037). Il fut promptement soumis ; mais au lieu du riche apanage qui avait récompensé pour ainsi dire la rébellion de son frère, il fut envoyé dans la tour d'Orléans, d'où il ne sortit que deux ans plus tard (1039).

Pendant que la famille royale semblait uniquement occupée à s'entre-déchirer, le clergé travaillait pour elle, en portant les premiers coups à la féodalité. Il publiait la trêve de Dieu (1041), protestation solennelle contre les habitudes sauvages de cette race hautaine et *bataillense* qui avait alors tout le pouvoir entre les mains. « Un synode tenu dans le Roussillon, en 1027, avait décrété que personne n'attaquerait son ennemi, depuis l'heure de nones du samedi, trois heures après midi, jusqu'au lundi, à l'heure de prime, trois heures avant midi. On prit cette décision pour modèle et pour point de départ. Les peuples d'Aquitaine, dit Glaber, et toutes les provinces des Gaules, à leur exemple, cédant à la crainte et à l'amour de Dieu, firent un pacte vraiment inspiré du ciel. On décréta que du mercredi soir au lundi matin, aucun chrétien ne ravirait quoi que ce fût à son prochain, par violence, ne tirerait vengeance de ses ennemis, ou même exigerait de gages de qui lui aurait donné caution. Les infracteurs de ce pacte furent condamnés *à composer pour leur vie*, ou à se voir bannis de leur pays et de la communion des chrétiens. Cette loi nouvelle reçut le nom de *treugue* ou trêve de Dieu. Ces jours de paix avaient été choisis en mémoire de la Passion du Sauveur, qui commença de souffrir le mercredi ; les jours de grandes fêtes, l'avent et le carême tout entiers, furent compris dans la *pacification :* pendant ces deux saintes périodes, il fut même défendu de se livrer à tous travaux guerriers, tels que construction et réparation de châteaux-forts, exercices d'armes, etc. On mit les églises et cimetières non fortifiés sous la sauve-garde per-

pétuelle de la *trève de Dieu*, ainsi que la personnonde clercs et des moines, peurvu qu'ils ne portassent poına-d'armes. Il fut interdit à l'avenir de tuer, de mutiler, d'emmener captifs les pauvres gens de la campagne, lorsqu'on guerroyait contre les seigneurs, et de détruire méchamment les ustensiles de labour et de récolte. » (Henri Martin. *Hist. de Fr.* t. 3).

Il appartenait au clergé d'élever le premier la voix pour ramener quelque apparence d'ordre dans cette grande république anarchique que l'on nommait la féodalité. Restreindre son droit de guerre privé, c'était s'attaquer au plus précieux de ses priviléges; elle résista longtemps. En Normandie, où elle existait dans toute sa pureté, un refus net répondit aux sommations du clergé; mais le ciel se déclara pour la trêve de Dieu; le mal des ardents fut envoyé pour punir les réfractaires, et ils se soumirent. Ils se forma une confrérie sous le nom de confrérie de Dieu, pour veiller au maintien de la nouvelle institution, à peu près comme la sainte hermandad fut fondée en Espagne pour s'opposer aux brigandages des hidalgos.

En même temps se préparait déjà, à l'insu de la royauté, un grand mouvement qui devait aussi contribuer puissamment à la relever. L'esprit des croisades commençait à percer, et les regards des fidèles à se tourner vers le berceau de leur religion. Robert le Diable part en pèlerinage pour la Terre-Sainte, et meurt en chemin (1047). Avant de partir, il avait fait venir devant ses barons un petit bâtard qu'il avait eu d'une fille de Falaise, et leur avait fait promettre de le reconnaître en sa place. C'était Guillaume le Bâtard, surnom qu'il changea plus tard en celui de Conquérant. Quand la nouvelle de la mort de Robert arriva en Normandie, une partie des barons fut infidèle à ses serments, et mit à sa tête un seigneur nommé Guy. Henri vint secourir le fils de son ancien pro-

18.

de C... avec lui les rebelles à la bataille du
fut ... en donnant de sa personne, il fut ren-
...oururt risque de la vie (1047).
son plus grand exploit. Ce n'est pas
...r souvent en guerre, tantôt avec Geof-
d'Anjou, tantôt avec un Guillaume
Tello, tantôt avec quelque autre sei-
...ance et de l'Orléanais, mais toutes ces
petites expéditions sont restées ensevelies dans une obscurité profonde, et l'histoire n'a presque rien à dire de lui jusqu'en 1054, où on le retrouve en Normandie. Cette fois, c'était pour attaquer Guillaume, auquel il voulait reprendre le Vexin : il fut battu, et sortit de Normandie pour n'y plus rentrer. Six ans après cette expédition, Henri mourut (1060), après avoir eu la précaution de faire sacrer son fils, Philippe (1059), enfant de sept ans, né de cette Anne de Russie, dont la présence en France, à une époque où l'on passait en pays étranger à chaque journée de chemin, est un problème que l'on n'a pas encore bien expliqué. Loin d'augmenter la puissance de sa maison, Henri semble plutôt l'affaiblir par la cession de la Bourgogne et du Vexin, et cependant sous lui la royauté nous paraît plus forte, parce qu'elle est plus active, et l'histoire commence à se ranimer.

Sous Philippe Ier, l'intérêt augmente : l'histoire du roi est pâle, mais l'histoire de la France brille d'un éclat qu'elle n'avait point eu depuis Charlemagne. C'est la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Conquérant : c'est la fondation du royaume de Portugal, par une troupe de chevaliers bourguignons ; c'est enfin et surtout la première croisade, le plus grand fait du moyen âge, qui dans un sens, semble encore plus français qu'européen, tant la France y prit de part : et bien loin derrière les hauts faits des nobles et des châtelains, quelque chose qui se remue dans les

villes et les bourgs; c'est le peuple qui naît, qui fonde les communes et qui devient puissance : tel est le spectacle que nous offre, non pas le règne de Philippe Ier, mais la France, pendant que Philippe régnait. Nous regrettons de ne pouvoir présenter ici ce grand tableau dont chaque partie a sa place ailleurs, et nous allons suivre comme nous avons fait jusqu'à présent, mais bien à contre-cœur cette fois, la triste série des actions du prince.

Henri avait donné en mourant, pour tuteur à son fils, Baudouin, comte de Flandre, qui s'acquitta dignement de cette fonction. Il commença sa régence par une expédition dans le Midi contre les Gascons, qui refusaient, dit-on, de reconnaître Philippe. Ce motif semble un peu suspect; il y avait longtemps que les rois n'avaient plus rien à démêler avec ces peuples : néanmoins, si le fait est vrai, il semblerait prouver qu'il existait encore dans ces contrées une espèce de soumission nominale à celui qui portait le nom de roi de France, soumission à laquelle les rois tenaient encore, et qui avec le temps se convertit pour eux en une souveraineté complète. Les autres événements de la régence de Baudouin sont peu importants, à l'exception de l'expédition de Guillaume en Angleterre (1066). Le duc normand reçut de Baudouin un secours de 200 lances dont on l'a blâmé à tort, puisque ce n'était pas d'un aussi faible secours que dépendait la réussite du conquérant. D'autres ont été plus loin, et ont prétendu que Baudouin aurait dû interdire à Guillaume, au nom de Philippe, son suzerain, une expédition qui devait le rendre si puissant. C'est bien peu connaître l'esprit féodal : croit-on de bonne foi que Guillaume, dont la force surpassait celle du roi, se fût soumis à un tel ordre? D'ailleurs ce fut peut-être le salut du roi de France, selon la pensée de M. Michelet, que les Normands aient tourné à l'ouest cette ardeur guerrière qui les emportait toujours en avant : ils étaient déjà arri-

vés jusqu'au Vexin, à dix lieues de Paris; qui sait s'ils se fussent arrêtés en chemin?

Une année après le départ de Guillaume, la mort de Baudouin vint rendre à Philippe l'usage de la couronne que jusqu'alors un autre avait portée pour lui (1067). Le premier usage qu'il en fit fut pour soutenir Richilde, la veuve de son tuteur, contre Robert, duc de Frise, qui lui disputait les états de Baudouin. Battu à Saint-Omer (1071) par Robert, qui lui offre des terres dans l'Orléanais, Philippe n'hésite pas à abandonner une cause malheureuse ; il s'unit à son vainqueur, et le duc de Frise arrache enfin de Richilde la cession de la Flandre (1075). Le roi de France avait bien autre chose à faire que d'intervenir dans les querelles de ses vassaux : il surveillait avec inquiétude la puissance de Guillaume, qui, maître absolu de l'Angleterre, le dominait trop pour ne pas l'effrayer. Il cherchait de tous côtés à lui susciter des embarras : c'est ainsi qu'en 1075, il soutient Hoel, duc de Bretagne, contre les armes normandes; en 1076, il accueille avec joie le fils de Guillaume, Robert, et lui fournit des secours pour faire la guerre à son père. Ces hostilités avaient paru faire peu d'impression sur Guillaume, qui laissait son ennemi en paix; une plaisanterie le décida à lui déclarer la guerre. « Quand ce gros homme accouchera-t-il donc? » avait dit Philippe, en parlant de Guillaume, qui, gêné par un excès d'embonpoint, suivait un régime à Rouen pour remédier à cette incommodité. Le gros homme s'écria qu'il irait lui-même célébrer ses relevailles en France, avec 10,000 lances en guise de torches. A peine est-il en état de monter à cheval, qu'il se met à la tête de ses troupes, et vient assiéger Mantes, qu'il prend d'assaut et livre à l'incendie. Le plaisir de la vengeance lui coûta la vie. Comme il se promenait dans la ville, son cheval ayant trébuché en heurtant un cadavre, il tomba sur sa selle et se blessa. Rap-

porté dans sa tente, il ne fit plus que languir et mourut (1087), laissant son royaume d'Angleterre à Guillaume le Roux, et son duché de Normandie à Robert, l'aîné de ses fils. Ce partage, qui affaiblissait la puissance de sa maison, la rendait moins redoutable à Philippe, et bientôt la discorde qui se mit entre les frères lui enleva tout sujet d'inquiétude de ce côté.

Un autre embarras vient bientôt fondre sur lui. Il répudie Berthe, son épouse (1083), et enlève à Foulques le Rechin, comte d'Anjou, la belle Bertrade que le vieillard avait épousée depuis peu (1091). A peine le bruit de cette alliance adultère se fut-il répandu que le clergé tonna contre les époux coupables, mais ils refusèrent de se séparer. Au fameux concile de Clermont où se décida la première croisade, le pape Urbain II lança contre Philippe une excommunication solennelle (1095) dont l'effet fut un peu tardif, car Philippe ne consentit à renvoyer Bertrade qu'en 1098; encore fut-ce pour la reprendre l'année suivante. Sa conduite, dans toute cette affaire, présente un singulier mélange de fermeté et de faiblesse. Il venait de reprendre Bertrade en 1099, excommunié à Poitiers, il la renvoie de nouveau un an après, pour la reprendre encore en 1103.

« D'année en année quelque nouveau concile renouvelait l'excommunication lancée contre les deux adultères. Philippe promettait d'obéir, et gardait tranquillement Bertrade. D'après la législation canonique de Grégoire VII, l'excommunication le privait de la couronne. Il ôta le cercle d'or de son front. Le chant des prêtres et celui des cloches cessaient sur son passage; mais on lui disait la messe, à voix basse, dans sa chapelle. « Dès que Philippe « et Bertrade sortaient d'une ville, les prêtres entonnaient « leurs antiennes, les cloches se mettaient en branle. « Entends-tu, ma belle, disait le roi en riant, entends-tu

« comme ces gens-là nous chassent? » Il finit par faire sacrer Bertrade, et l'artificieuse femme alla jusqu'à réconcilier son vieux mari avec l'affront qu'on lui faisait. En 1106, elle conduisit Philippe à Angers, et se fit voir à l'église, en compagnie du roi et du comte à la fois. Au château, elle faisait asseoir le premier à ses cotés, l'autre à ses pieds, sur un escabeau.

Il y avait pourtant du danger à se jouer ainsi d'une puissance qui accomplissait de si grandes choses. A ce moment même où Philippe tournait l'excommunication en plaisanterie, et laissait traîner son nom dans les actes de tous les conciles, la pensée chrétienne remuait le monde entier, et enfantait les croisades.

Depuis près d'un siècle, le goût des pèlerinages lointains, joint à l'humeur aventureuse de la chevalerie, à cette habitude devenue générale, de trancher toutes les questions avec l'épée, préparait comme invinciblement les croisades. Elles furent précipitées par une révolution arrivée en Asie, révolution qui donna de nouveaux maîtres à la Palestine, le but favori des grands pèlerinages, la *Terre Sainte* par excellence. Vers le milieu du onzième siècle, la domination arabe, domination intelligente et paisible, qui laissait les chrétiens d'Orient satisfaire à l'aise leur piété curieuse, fut renversée par une horde de Turcomans, venus des bords de la mer Caspienne, avec des habits de peaux de bêtes, et des étriers de bois. Dès lors les pèlerins, à la merci de ces hommes féroces, durent acheter cher leurs joies de voyageurs et de chrétiens. Dévalisés sur tous les chemins, ils arrivaient sous les murs de la ville sainte, sans avoir pour la plupart une pièce d'or à donner aux portes, il ne pouvaient entrer, et succombaient dans la campagne, de misère et de chagrin. Ceux qui pénétraient dans l'enceinte de Jérusalem, s'y trouvaient continuellement en danger de mort. Leurs frères du pays les

cachaient de leur mieux, sans oser les protéger, car eux aussi souffraient la persécution. Souvent, au milieu des offices, entrait dans l'église quelque bande de Turcomans qui s'asseyaient sur l'autel, brisaient les vases sacrés, prenaient les prêtres par la barbe ou les cheveux.

Un pauvre moine de Picardie, nommé Pierre l'Ermite, vint comme les autres à Jérusalem, et s'indigna de toutes ces choses. Il songeait déjà aux moyens d'y mettre un terme, par un appel aux nations de l'Occident, quand, s'étant endormi une nuit sur le pavé de l'église de la Résurrection, il vit en songe J.-C., qui lui dit : « Debout, Pierre, et fais ce qui t'a été prescrit. » Il partit aussitôt, et se rendit à Rome, où il n'eut pas de peine à entraîner Urbain II dans un projet que nourrissait la papauté, depuis le célèbre Gerbert. Après avoir parcouru l'Italie, Pierre passa en France, prêchant la croisade aux chevaliers et au peuple, et, malgré sa mine basse et commune, et son chétif équipage, sa parole soulevait tout. On s'arrachait les débris de ses vêtements, et les poils de l'âne sur lequel il était monté. Les esprits préparés, Urbain convoqua un grand concile à Clermont. Des milliers de chevaliers, et une immense multitude de petites gens s'y rendirent de toutes parts. La ville fut trop petite, et cette foule demeura sept jours sous la tente, en dehors des murs, pendant que les évêques délibéraient. Le septième, Pierre l'Ermite et Urbain prirent la parole devant le peuple, qui d'une seule voix s'écria : *Diex el volt! Diex el volt!* (Dieu le veut! Dieu le veut!) De grandes pièces d'étoffes rouges avaient été découpées d'avance en croix. On les distribua aux assistants, qui se les attachèrent aux épaules, et retournèrent chez eux se préparer au grand voyage. » (*Hist. de France*).

On sait quels furent les résultats de cette expédition mémorable, le bouleversement de tout l'Orient, et la fondation

d'un *royaume franc* sur cette terre consacrée, ancien séjour du *peuple de Dieu*. L'écho de ces grandes choses n'alla pas jusqu'aux oreilles indifférentes de Philippe I[er]. Loin de se réveiller au bruit des exploits lointains de ses comtes et de ses barons, il se lassa même à la fin de sa royauté, toute mesquine et pacifique qu'elle était.

A partir de l'an 1103, ce ne fut plus lui qui régna, mais son fils Louis le Gros, qui fut sacré cette année, et sous le règne duquel la royauté commençant à quitter cette physionomie calme et insignifiante qu'elle conservait depuis Hugues Capet, devait se mettre en marche vers cette autorité absolue où la conduirait le cours des choses. Louis n'attendit pas la mort de son père pour entamer cette régénération de la royauté. A peine sacré, il se mit à guerroyer infatigablement contre les petits barons du comté de Paris et d'Orléans, qui s'étaient habitués, sous la molle administration de Philippe, à méconnaître l'autorité de leur suzerain ; c'étaient les seigneurs de Montmorency, de Luzarche, de Montlhéry, de Marle et de Coucy. Il assiégeait tour à tour et prenait leurs forteresses, lui-même passait dans le fossé, et montait à la brèche : il y acquit le surnom de Batailleur. La royauté commençait la conquête du royaume par la conquête de son propre domaine, dont ses vassaux immédiats l'avaient déjà presque dépouillée. Pendant que Louis était tout entier à cette guerre de partisans, son père mourut (1108) à l'âge de soixante ans, après un des plus longs règnes dont il soit parlé dans notre histoire (quarante-huit ans), laissant une mémoire décriée par le clergé, et peu respectée par la postérité.

Ils sont passés maintenant, ces temps d'épuisement et d'impuissance à travers lesquels nous nous traînons si péniblement depuis les derniers Carlovingiens ; la France a retrouvé sa sève et sa vie, et l'histoire se ranime et renaît avec elle. Un grand combat va commencer entre la royauté

et la féodalité ; dans lequel il semble qu'une sorte de fatalité a disposé tous les événements pour assurer le triomphe de la première ; le peuple qui vient de naître grandit en silence pendant la lutte, et arrivé le dernier sur le champ de bataille, c'est à lui que restera la victoire.

## II.

*Louis le Gros. Louis le Jeune* (1108-1180. — Quand Louis le Gros monta sur le trône, il y avait déjà cinq ans qu'il gouvernait. De gré ou de force, Philippe, son père, lui avait remis l'administration de son royaume, ou plutôt de ses domaines, et nous l'avons déjà vu courant de châteaux en châteaux, et commençant, selon notre remarque, la conquête de la France par la conquête de l'Ile-de-France. Les quelques villes dont se composait au fond le domaine royal, Paris, Melun, Étampes, Orléans, Compiègne, pouvaient à peine correspondre entre elles, car sur le chemin se trouvait quelque château féodal, dont le seigneur arrêtait ou rançonnait les voyageurs, et les messagers du roi, comme le reste, quand il avait à se plaindre de lui. Entre Étampes et Paris s'élevait cette formidable tour de Montlhéry, qui avait fait passer à Philippe I^er^, comme il le disait lui-même un jour à son fils, tant de nuits sans sommeil ; entre Paris et Melun, c'était Corbeil ; entre Étampes et Orléans, le Puiset. Tout cela faisait de l'indépendance à la manière des ducs et des comtes, et à chaque pas que hasardait le roi dans son duché de France, il lui fallait traiter de puissance à puissance. Louis le Gros avait déjà commencé à y mettre bon ordre, quand son père lui céda la couronne. Ses vassaux, qui se voient sérieusement menacés, forment une ligue contre leur suzerain, et la guerre éclate sur mille points à la fois. Ils ne cachaient guère leur

dessein. Le seigneur de Corbeil s'armait dans la grande cour de son château pour aller combattre Louis ; comme il montait à cheval, la châtelaine vint lui apporter sa lance : « Vous la donnez à un comte, lui dit-il en l'embrassant, c'est un roi qui vous la rapportera. »

Louis fit face de tous côtés : le roi de Corbeil est tué dans la bataille, le jour même de sa bravade ; les seigneurs de Montlhéry, de Coucy, qui veulent secouer le joug de la suzeraineté féodale, sont battus et réduits à l'obéissance ; le château du Puiset est pris jusqu'à trois fois, et enfin rasé. En même temps, Louis soutenait une guerre active avec Henri, roi d'Angleterre, qui, de son duché de Normandie, sollicitait les seigneurs de l'Ile-de-France à la révolte, et convoitait Gisors, dont la possession fut la cause, et plus souvent le prétexte de tant de guerres entre les rois de France et d'Angleterre (1110). Il ne faut pas s'attendre à rencontrer ici les grands faits d'armes qui rempliront ces guerres, quand Paris sera la capitale de la France, et que l'Angleterre s'en mêlera : ce sont deux ducs, celui de Normandie et celui de l'Ile-de-France, qui sont en jeu, et la guerre se fait en petit. Elle se passe tout entière dans les fossés et derrière les barbacanes des châteaux-forts ; au lieu de se chercher, les deux rois allaient assiéger les partisans de leur ennemi, et, chose bizarre, c'étaient, pour la plupart, des châteaux français que Louis emportait d'assaut, et des châteaux normands qui retenaient Henri devant leurs ponts-levis. Des deux côtés, des vassaux indociles prêtaient le nom d'un roi à leur révolte, et dans le fond, ne se battaient que pour eux-mêmes. Enfin, après six ans d'hostilités indécises (1108-1114), la paix se fit ; mais ce fut pour peu de temps. (Paix de Gisors, 1114. — Guerre en faveur de Cliton, 1116.)

Au milieu de ces misères, une singulière ambassade vint rappeler à la royauté un souvenir de son antique

splendeur. Le temps était loin où de cette couronne, dont les Capétiens avaient hérité de la famille de Charlemagne, relevaient toutes les contrées qui vont du Rhin à l'Ebre, de l'Océan à l'Adriatique, et cependant en l'an 1109, au retour d'une expédition contre le Puiset, Louis le Gros vit arriver à Paris les envoyés du comte de Barcelone, qui venaient demander à leur seigneur suzerain, aide et protection contre les Sarrasins. Après tant de révolutions, la tradition de l'empire de Charlemagne vivait encore au fond des esprits[1]; et la féodalité avait négligé ou n'avait pu détruire ce témoignage toujours subsistant qui protestait contre elle, et dont les rois surent si bien profiter plus tard. Mais le moment n'était pas encore venu où la royauté devait descendre dans le midi et lui demander compte d'une indépendance usurpée; il fallait auparavant s'affermir dans les provinces de l'ancienne France, et avoir reconquis les bords de la Seine avant de passer la Loire. L'ambassade du comte de Barcelone n'amena d'autre incident qu'une trêve de quelques mois, et à peine le traité de 1114 eut-il mis fin à la guerre avec l'Angleterre, qu'elle se ralluma avec plus de force que jamais.

Deux ans avant la mort de Philippe Ier, la bataille de Tinchebray (1106) avait livré à Henri Ier, son frère Robert, qui lui disputait la Normandie, et lui avait assuré la possession de cette province. Mais Robert laissait un fils, Guillaume Cliton, enfant de cinq ans, qui, devenu grand, alla chercher dans les cours de France des protecteurs contre l'ambition de son oncle. Il en trouva plus d'un, car la réunion de la Normandie à l'Angleterre en rendait le maître trop puissant pour la sûreté de ses voisins; les comtes de Flandre et d'Anjou se réunissent au roi de France pour le rétablir

[1] Les comtes de Barcelone ne cessérent de dater leurs actes du règne des rois de France que sous Louis le Jeune.

dans son héritage (1116). On avait gagné quelques seigneurs normands, qui se déclarèrent pour le fils de Robert, et Henri put se croire un moment en danger. Mais il se rassura bientôt, car cette guerre ne se passa pas avec plus d'activité que la précédente. Des châteaux pris et repris, des expéditions de seigneurs à seigneurs, des duels, pour ainsi dire, plutôt que des combats, voilà tous les événements dont elle se compose. Son grand fait d'armes, la journée, nous n'osons dire la bataille de Brenneville (1119), fut une mêlée confuse de chevaliers, où ceux qui se laissèrent désarçonner, tombèrent entre les mains de leurs jouteurs, et en furent quittes pour débourser une rançon ; il y eut trois hommes de tués. Louis le Gros put en revendiquer un des trois, s'il faut ajouter foi à l'anecdote qui a fait la fortune de la journée de Brenneville[1] ; anecdote qui n'a rien d'invraisemblable, et qui prouverait au besoin qu'on ne prenait guère alors les combats au sérieux. L'année qui suivit la bataille de Brenneville, termina cette guerre insignifiante, et la paix qui fut conclue entre les Français et les Anglais (1120), laissa Guillaume Cliton aussi pauvre qu'auparavant.

Mais le désastre de Barfleur[2] (1120) vint bientôt ranimer l'audace de ses partisans. Une nouvelle ligue se forme en sa faveur, et cette fois Henri songe à faire repentir Louis le Gros de ses agressions multipliées. Pendant qu'il passe en Normandie, où il remporte la victoire de Téroude (1123),

[1] « Le roi est pris », s'écria un écuyer anglais en saisissant la bride de son cheval. — « Ne sais-tu pas qu'on ne prend point le roi aux échecs, » dit Louis le Gros, et il l'étendit à ses pieds d'un coup de sa masse d'armes.

[2] Un vaisseau qui rapportait en Angleterre presque toute la famille périt dans la traversée avec ceux qui le montaient. Depuis ce moment, une tristesse profonde s'empara de Henri, et quelques-uns rapportent qu'on ne le vit jamais rire.

il appelle à son secours l'empereur Henri V, auquel il avait donné sa fille Matilde en mariage, et qui, débarrassé depuis deux ans de la fameuse querelle des investitures, ne cherchait qu'un ennemi à combattre. Henri V entre en Champagne avec une puissante armée, et il s'avançait déjà pour donner la main aux chevaliers normands de son beau-père, quand il se vit arrêté tout à coup par une levée de boucliers que l'histoire ne s'attendait guère à trouver après les jeux de Brenneville.

A la voix de Louis le Gros, qui rallie ses vassaux sous l'oriflamme des moines de Saint-Denis, soixante mille hommes des pays de Reims et de Châlons, soixante mille du Laonnais et du Soissonnais, se réunissent sous les murs de Reims, où le roi lui-même conduit une grosse armée levée dans son duché de l'Ile de France ; le comte de Flandre arrive avec dix mille hommes : le duc de Bretagne se mettait en marche ; et le duc de Guyenne, alors occupé à une guerre contre les Sarrasins d'Espagne, allait envoyer ses hommes à la défense de la patrie commune, quand Henri, effrayé de voir un petit prince se grandir tout à coup en souverain redoutable, se retira de la partie, et laissa là le roi d'Angleterre, qui fit bientôt la paix (1125).

Il y a pour nous un enseignement profond dans cette armée de deux cent mille hommes rassemblée comme par enchantement sous la bannière de Saint-Denis, en face de la ville où l'on sacrait les rois. C'est, à proprement parler, le premier signe de vie que donne la France capétienne ; mais à lui seul, à moins qu'on ne veuille accuser d'exagération les récits de Suger, il prouve qu'une sève active et vigoureuse circulait dans cette France du douzième siècle, que le silence des chroniqueurs, et surtout la pâle figure de ses rois, nous représentent, malgré nous, comme impuissante et débile. Pour la première fois, depuis la chute du grand empire, nous voyons apparaître le peuple : il était à Reims,

conduit par ses curés, qui y menèrent chacun les hommes de leur paroisse, sous la bannière de leur saint; et sans lui, comment les châteaux auraient-ils fourni deux cent mille hommes à leur suzerain? Louis le Gros fut, dit-on, l'auteur de cette mesure, qui, en ajoutant à sa force toute la force du peuple, donnait à celui-ci le signal de son affranchissement. Ce n'est pas encore la liberté communale qui vient de naître pourtant, mais les vieilles franchises des anciens temps se remontrent au jour, et les hommes, qui ont eu une fois des armes entre les mains, sont en marche vers l'indépendance.

« De la Flandre, de la Normandie, du Maine, la révolution bourgeoise gagnait enfin les seigneurs ecclésiastiques et laïques de la France proprement dite, demeurée jusqu'alors en arrière : depuis le signal donné par le Mans en 1070, la fermentation n'avait pas cessé dans les villes françaises ; les seigneurs voulaient traiter en serfs tout ce qui n'était pas noble, mais « les bourgeois, par leurs fréquentes émeutes, par leurs ligues offensives et défensives, prouvaient que le servage des campagnes n'était pas fait pour les villes. De temporaires qu'elles étaient d'abord, ces associations de défense mutuelle devinrent permanentes; on s'avisa de les garantir par une organisation administrative et judiciaire, et la révolution fut accomplie. » (Aug Thierry.) « Ces hommes libres et ces hommes de poeste, ces vilains et ces mainmortables qui souvent, dans une même cité, étaient possédés par indivis ou partagés comme des troupeaux entre quatre ou cinq seigneurs, mirent en commun leurs bras et leurs âmes ; ils se saisirent par force ou par surprise des tours et des murailles de leurs propres villes ; ils se réunirent en armes sur les places publiques, et là, en face du soleil, ils se jurèrent assistance et fraternité : ils élurent des mayeurs (maires, *majores*), des échevins, des pairs, des jurés, chargés de veiller au maintien de cette

sainte *conjuration*, ils promirent de n'épargner ni biens, ni veilles, ni sang, pour échapper au despotisme de leurs maîtres ; et non contents de se défendre à l'abri des barricades de leurs rues, fermées par des chaînes de fer, ou derrière les murs épais de leurs maisons changées en forteresses, ils prirent courageusement l'offensive contre ces sombres châteaux, ces fières résidences seigneuriales, qui commandaient leurs villes, et devant lesquelles avaient si longtemps tremblé leurs pères. Les villes ne se coalisèrent point d'une part et les seigneurs de l'autre ; la lutte n'eut point un caractère si large et si simple ; chaque commune, chaque seigneur, agit pour son compte ; il y eut autant de révolutions ou de tentatives de révolution, qu'il y avait de cités ; mais partout le but fut le même ; partout on combattit et on négocia pour substituer le régime régulier d'une *charte*, d'une constitution écrite, au régime de désordre et de violence sous lequel on vivait ; on lutta, dans la France du douzième siècle, pour des constitutions municipales, comme on lutte dans l'Europe moderne pour des constitutions nationales. Les circonstances et les résultats se diversifièrent à l'infini : ici, on conquit la charte communale par le fer ; là, on l'acheta à prix d'or ; ailleurs, le seigneur prévint la guerre civile par un octroi volontaire ; dans d'autres lieux enfin, les efforts de la bourgeoisie ne furent point heureux ; mais les villes les moins favorisées finirent toujours par obtenir quelques priviléges, quelques franchises partielles, quelques statuts de corporation, à défaut d'une charte de commune, l'objet suprême des vœux des populations urbaines. Ce mot de COMMUNE avait sur les passions des hommes de ce temps un effet vraiment magique ; il enflammait toutes les âmes d'enthousiasme ou de colère. La plupart des barons avaient en horreur *ce nom abominable*, et les mêmes prélats qui armaient volontiers leurs paysans contre les nobles spoliateurs de l'Église, ne voyaient qu'avec indigna-

tion les coalitions des citadins. Se soustraire aux *prises* et *tailles* arbitraires des évêques, des chapitres et des abbés, c'était révolte contre les sacrés canons, c'était hérésie, ou peu s'en fallait. Ives, évêque de Chartres, l'oracle de l'église gallicane en ce temps-là, déclarait hautement, dans une lettre écrite de 1096 à 1099, que les clercs n'étaient point obligés à tenir les serments extorqués par les *ligues tumultueuses* des bourgeois. « Commune, dit dans ses mémoires l'abbé Guibert de Nogent, commune est un nouveau et très-méchant mot, et voici ce qu'on entend par ce mot : les *hommes de chef* (*capite censi*, gens soumis au cens), ne paient plus qu'une fois l'an, à leur seigneur, la redevance à laquelle ils sont assujettis ; s'ils commettent quelque délit, ils en sont quittes pour une amende (*pensio*, une compensation) légalement fixée, et, quant aux autres levées d'argent qu'on a coutume d'infliger aux serfs, ils en sont entièrement exempts. » Un impôt annuel et une jurisprudence régulière, au lieu d'exactions illimitées et de châtiments fiscaux, tel est, en effet, le but des coalitions bourgeoises ; les moyens d'atteindre ce but et de s'y maintenir, ce sont la possession des remparts de la ville, les barrières et les portes intérieures qui protégent chaque quartier, chaque rue, et le trésor commun, et la milice permanente, et les magistrats municipaux chargés de prévoir et de repousser le péril : les insignes de la commune sont le sceau républicain gardé dans la maison de ville pour sceller les actes municipaux, et la bannière aux armes de la ville, et surtout la tour des signaux, le beffroi, où les *guetteurs* veillent éternellement, et du haut duquel éclate la voix mugissante du *tocsin* (*tocque seing*, frappe signal), lorsqu'un danger menace la cité. » (Henri Martin.)

En même temps que les communes s'affranchissaient de la tyrannie féodale, le titre de roi de France commençait à devenir moins dérisoire, depuis qu'il avait de

l'écho quelque part, au fond de la Champagne, comme de la Flandre, partout où il y avait du peuple. Les nationalités partielles, enfantées par la féodalité, venaient de s'effacer un moment devant la grande nationalité française; et le roi de Paris, qui représentait cette nationalité, pouvait dès-lors prévoir qu'il y avait de l'avenir pour lui, et que le cri de Montjoie-Saint-Denis pourrait bien quelque jour être poussé par une bouche normande ou gasconne.

En attendant, il grandissait à petit bruit, faisant de la suzeraineté de droite et de gauche, et mettant à profit le titre que ses anciens compagnons lui avaient laissé prendre par mégarde. Son protégé, Guillaume Cliton, avait été sacrifié de nouveau à la paix de 1125 : il trouva bientôt une occasion de le dédommager. Les Van-der-Straten, les plus riches négociants de la Flandre, avaient massacré dans l'église de Bruges leur duc Charles le Bon, qui, pour leur interdire l'odieux monopole du blé, s'était mis en guerre ouverte avec eux (1127); et la Hollande ainsi que l'Angleterre convoitaient ce riche héritage [1]. Louis arrive avec Guillaume Cliton, qu'il proclame comte de Flandre, et joignant ses armes à celles des Flamands, qui veulent venger la mort de leur ancien maître, il force les Van-der-Straten dans leur dernier retranchement, l'église même où s'était commis le crime, et retourne en France laissant Guillaume en paisible possession de la Flandre. Le prince normand se croyant toujours au milieu des pacifiques populations de l'Ile-de-France et de l'Anjou, veut rançonner les riches bourgeois de Bruxelles et de Bruges. Mais ce n'étaient point là vilains taillables ni corvéables à merci. Les gens des métiers revêtent leurs haubergeons, et les chevaliers de Guillaume ne tiennent pas longtemps. En même temps les Flamands se nomment un autre comte dans la

[1] Charles le Bon ne laissait point d'enfants.

personne de Thierry d'Alsace, qui vient les commander, et la mort de Cliton met bientôt fin à la guerre (1128).

Le règne de Louis le Gros semble épuisé d'événements militaires, les seuls presque dont nous ayons eu à nous occuper jusqu'ici, mais ce qui nous en reste à raconter a bien aussi son intérêt.

En 1130 la France vit arriver un pape qui, chassé de Rome par une faction rivale, venait lui demander une sanction que l'Italie n'avait pas voulu lui donner. Déjà grandissait le rôle de la France, et à l'ombre de cette grande unité religieuse que l'on nommait la chrétienté, l'unité européenne se formait. Innocent II est proclamé chef de la chrétienté dans le concile d'Etampes, par le clergé français ou plutôt par saint Bernard, son chef et son oracle, dont l'influence rappelait celle qu'avait exercée autrefois le grand Hincmar. De toutes parts on se soumit aux décisions du concile d'Etampes. C'était la première fois qu'un acte dans lequel figurait le nom du roi de France avait du retentissement par-delà les étroites limites de ses domaines. Un trait singulier d'indépendance de la part d'un des grands vassaux se trouve là en même temps pour nous aider à mesurer le chemin qu'avait à faire la royauté. Toute l'Europe avait reconnu Innocent pour pape légitime; Henri lui-même d'abord favorable à Anaclet, s'était enfin rendu à la voix de saint Bernard, et le rival du pape choisi par les pères du concile d'Etampes n'avait plus de partisans que dans les Normands de Roger, qui s'était fait payer son obédience du titre de roi de Sicile, quand tout à coup le duc de Guienne s'avisa de se déclarer en sa faveur. Son schisme durait encore après un an et demi, et pour qu'il se rendît, il fallut que saint Bernard s'en mêlât. C'était trancher assez ouvertement du souverain, mais ce duc en avait au reste bien le droit. Maître de la moitié du midi, son influence s'étendait sur toute la France d'au-delà de la Loire, et même

passait les Pyrénées. Pendant que Louis et Henri s'agitaient au milieu d'hostilités insignifiantes, le duc de Guienne menait des armées au roi d'Aragon, et livrait aux Sarrasins des batailles où les morts se comptaient par quinze mille (bataille de Cozenza, 1120). Anglais et Français n'avaient perdu que trois hommes à Brenneville.

Aussi fut-ce une grande joie à la petite cour de Louis le Gros, quand, un jour de l'année 1137, vinrent le trouver, à Bétisi, des ambassadeurs du duc Guillaume, qui, partant en pèlerinage pour Saint-Jacques-de-Compostelle, laissait ses biens à sa fille Éléonore, sous la condition d'épouser Louis, le fils du roi de France; et en même temps les députés gascons annonçaient que leur duc était mort en chemin. Le jeune prince partit sur-le-champ pour aller chercher son épouse et prendre possession des domaines qu'elle lui apportait; mais avant qu'il fût de retour de son duché d'Aquitaine, il était roi de France. Les fatigues d'une vie toute de combats et d'expéditions avaient usé Louis le Gros avant l'âge; puis la perte de son fils aîné Philippe [1], jeune homme actif et vigoureux, qui ne lui avait laissé pour successeur qu'un enfant débile d'esprit et de corps, lui avait fait une blessure qui ne s'était pas fermée; enfin cet embonpoint proverbial qu'il portait si bien dans la vigueur de l'âge, était devenu écrasant pour lui dans ses derniers temps. et les chaleurs de cette année l'emportèrent (1137). Il avait alors soixante ans.

[1] Le 13 octobre de l'année 1130, Philippe, alors âgé de quinze ans, caracolait sur la Grève avec de jeunes seigneurs; un pourceau, échappé de quelque rue voisine, vint se jeter entre les jambes de son cheval, qui s'abattit; et le jeune prince emporté mourant expira dans la nuit. « Louis, dit le père Daniel, ne reprit quelque air de gaîté qu'aux clameurs joyeuses que poussa le peuple l'année suivante, quand Innocent oignit de la sainte-ampoule son second fils Louis. »

Louis le Jeune quitta en toute hâte sa nouvelle capitale, Poitiers, où il venait de se faire sacrer duc de Guienne avec grande pompe, pour aller renouveler à Reims la même cérémonie. La Guienne le revit bientôt : après avoir soumis quelques vassaux rebelles, entre autres un sire de Mont-Jay, dont il rasa le château [1], il parut sous les murs de Toulouse, qu'il revendiquait au nom d'Éléonore (1140). Toulouse était alors une sorte de capitale pour le midi de la France, et pour les premiers pas que la royauté capétienne hasardait de l'autre côté de la Loire, c'était une haute prétention que de vouloir mettre la main sur cette ville. Louis fut repoussé, mais son expédition ne resta pas cependant sans fruit ; car en se retirant, il emporta l'hommage du comte de Toulouse, qui se reconnaissait son vassal, et c'était tout ce qu'il fallait aux rois pour l'avenir. De nouvelles querelles de suzeraineté s'élevèrent peu de temps après pour Louis le Jeune, dans le pays franc : Thibaut, comte de Champagne, l'avait abandonné dans son expédition de Toulouse, et c'était peut-être lui qu'on devait accuser de son revers ; comme pour l'irriter à plaisir, il se porta le protecteur d'un chanoine de Bourges, dont Louis avait cassé l'élection, et qui en avait appelé du roi au pape Des négociations eurent lieu ; mais au bout de quelque temps, Louis, qui se voyait joué, y coupa court brusquement, et entra sur les terres de Thibaut. Là eut lieu ce fameux sac de Vitry (1143), où treize cents paysans, enfermés dans une église, y furent consumés par le feu qui dévorait leur village. Louis le Jeune, qui entendit leurs cris, et qui voulut en vain les sauver, emporta de là une blessure profonde ; il était poursuivi par la vue de cette église enflam-

1 A l'exception de la plus haute tourelle, qu'il laissa subsister, par un usage féodal dont on ne nous dit pas bien l'origine et la raison.

mée, et il ne se sentit délivré que quand il eut pris la croix à Vézelay.

Il y a eu beaucoup de mépris, et quelquefois même d'indignation contre cette conduite de Louis, allant expier en terre sainte un de ces désastres, qui durent se renouveler plus d'une fois à une époque où la guerre était en permanence sur tous les points à la fois. Il eût été plus raisonnable, et surtout plus philanthropique, d'accepter de bonne grâce ces terreurs salutaires, que la religion inspirait à des hommes dont la vie, comme autrefois celle des barbares dont ils venaient, n'était qu'une guerre continuelle, et qui avaient besoin de reconnaître quelque chose au-dessus de la force. Un écrivain qui fait de l'histoire tranquillement assis dans son cabinet, dans un siècle où il est protégé par une police et des tribunaux, peut à son aise déclamer contre la superstition de nos pères : mais demandez à ce paysan du douzième siècle que les hommes d'armes du châtelain n'ont pas tué, parce qu'ils ont foi à la Vierge-Marie ou à monseigneur saint Nicolas, demandez-lui ce qu'il pense de leur superstition ; et peut-être aurez-vous plus de respect que de pitié pour les remords de Louis le Jeune. Quant au remède qu'il emploie pour s'en guérir, c'est encore là une de ces déclamations banales dont on commence au reste à débarrasser notre histoire. Il y a quelque chose de singulier, c'est qu'en général, à prendre les croisades en masse, on s'accorde à dire que ç'a été une grande chose, et l'on va même quelquefois jusqu'à exagérer leur influence sur les destinées de l'Europe ; mais qu'on arrive à l'application ; qu'on parle de telle ou telle croisade, on la regarde comme une calamité, et tous ceux de nos rois qui ont pris la croix sont condamnés. Louis le Jeune aurait mieux fait d'écouter Suger que saint Bernard ; Philippe Auguste obtient encore quelque grâce à cause de ses exploits, et aussi, disons-le, parce qu'il se dégoûta de la terre sainte et revint

en France prendre la Normandie à son ancien frère d'armes; mais pour Louis IX c'eût été un prince accompli sans ses deux croisades. Et puis, que quelque roi s'avise de ne pas se croiser avec ses peuples, que Philippe Ier laisse partir seuls les croisés de Godefroy, c'est un lâche, et les grandes choses de son règne se sont faites sans lui. Mais revenons à la croisade de Louis le Jeune [1].

A ce premier moment de stupeur qui frappa les musulmans quand apparurent en Asie les bandes féodales et chrétiennes de la première croisade, avait succédé une sorte de rage de leur défaite, et revenant à la charge, ils ébranlaient avec violence le royaume de Jérusalem, cette petite France d'Orient, perdue au milieu des grandes masses de populations ennemies qui la cernaient de toutes parts. Noureddin, le sultan d'Alep, après l'avoir longtemps menacée, tomba enfin sur Édesse, qu'il saccagea de la manière la plus barbare, et de là il allait toujours s'avançant dans les possessions chrétiennes (1144). La chrétienté s'émut, et saint Bernard, qui était alors son véritable chef, se chargea de prêcher une seconde croisade. Il parcourait, monté sur sa mule, la ville et les campagnes, prêchant les peuples qui s'empressaient sur ses pas, et faisant des miracles partout où il passait : quand la croisade fut devenue assez populaire, il indiqua à Vézelay un concile, où se rendit le roi avec ses grands vassaux, et la foule de ceux qui demandèrent la croix fut si grande que saint Bernard et les siens déchirèrent leurs habits pour y suffire. Les femmes elles-mêmes s'en mêlèrent, à l'exemple et sous la conduite de la reine Éléonore, qui voulut suivre son mari, ou plutôt qui fut curieuse de voir ce que c'était qu'une croisade.

En 1146, pendant que saint Bernard était allé conti-

[1] Voyez le quatrième cahier d'Histoire du moyen-âge.

nuer ses prédications en Allemagne, Louis et les barons se préparaient lentement au grand voyage : ce ne fut qu'au bout d'un an qu'ils se mirent en marche (1147). L'armée française prit à travers l'Allemagne et la Hongrie, suivant la trace des premiers croisés, et fut bientôt sous les murs de Constantinople. Ils allaient en commencer le siége, poussés à bout par les vexations des Grecs, et tentés peut-être à la vue de ses richesses : on se débarrassa bientôt de ces hôtes dangereux, en les transportant sur l'autre bord de l'Hellespont, et là le premier objet qu'ils rencontrèrent fut les débris de l'armée de l'empereur Conrad, qui, persécuté par saint Bernard, s'était enfin décidé à partir pour l'Asie, et s'était fait battre en arrivant. Le présage n'était pas heureux, néanmoins on se mit en marche ; on n'était pas à la moitié du chemin que l'armée française avait été battue à son tour par les milices turques, et ce fut à grand peine qu'elle atteignit le petit port d'Attalie, d'où Louis, avec ses seigneurs, et ses hommes d'armes, s'embarqua pour Antioche, laissant sur le rivage quelques milliers de pauvres gens qui périrent presque tous ; ceux qui échappèrent à la faim, à la peste et au tranchant de l'épée turque, se firent musulmans (1148).

Arrivés à Antioche, Louis et Conrad se concertèrent avec les barons de la terre sainte, et tous ensemble marchèrent sur Damas. Les Sarrasins, logés dans les délicieux jardins qui entourent la ville, fatiguèrent longtemps les troupes chrétiennes ; mais dès qu'on les eut forcés dans leurs kiosques et leurs bosquets, le siége avança rapidement. Un dernier assaut allait livrer Damas aux chrétiens, quand on s'avisa maladroitement de décider d'avance à qui elle resterait. Les prétendants déçus entravèrent les travaux des chrétiens, et Damas leur échappa (1148). Ce dernier échec décida les deux souverains, et ils quittèrent sans autre exploit la contrée qu'ils étaient venus protéger contre les at-

taques des infidèles. Conrad partit sur-le-champ; Louis laissa passer la mauvaise saison, et ne s'embarqua que l'année suivante. Sa présence était pourtant nécessaire dans son royaume : Robert de Dreux, son parent, qui l'avait quitté en Palestine, sollicitait sous main les vassaux de la couronne, les raillant de préférer à un brave guerrier comme lui, un roi plus moine que soldat. Les moines défendirent bien leur élève; l'abbé Suger envoya des troupes contre Robert, et quand Louis arriva en France, il la trouva soumise et pacifiée (1149).

Il n'était pas encore sorti cependant des embarras de la croisade. Ce n'était guère par amour pour lui qu'Éléonore l'avait suivi en terre sainte, ou du moins cet amour dura peu, car en chemin elle l'avait trahi pour le prince d'Antioche, et même, disaient les chevaliers, pour un jeune Sarrasin. Dès ce moment, Louis forma le projet d'un divorce; Éléonore, de son côté, le désirait autant que lui; spirituelle, ardente, habituée aux mœurs libres et légères du midi, elle ne pouvait se faire à la vie triste et dévote d'un mari qu'elle traitait d'abord en enfant, et qu'elle n'avait épousé que pour obéir au testament de son père. La chose eût été bientôt conclue sans Suger, qui s'opposa de toutes ses forces à une mesure dont le résultat était de resserrer encore le royaume en deçà des eaux de la Loire. Mais le sage abbé meurt trois ans après le retour du roi, au milieu des préparatifs d'une croisade[1] qui devait suppléer à ce que n'avaient fait ni Louis ni Conrad, et sa mort rompit le dernier lien qui retenait les deux époux unis (1152). A peine le divorce eut-il été prononcé, que sa main fut

[1] On a souvent relevé ce rôle de Suger prêchant la croisade après l'avoir désapprouvée. Il prouve invinciblement que ce n'était pas contre le principe que s'élevait en 1146 l'abbé de Saint-Denis, et que les circonstances seules le faisaient parler alors.

demandée par tous les grands seigneurs du nord et de l'ouest. Quelques-uns même tentèrent de s'en emparer; mais elle éluda leurs poursuites, et alla la porter elle-même avec sa dot à Henri Plantagenet, maître de l'Anjou, du Maine et de la Normandie, et prétendant à la couronne d'Angleterre, qui par la mort d'Étienne, roi de ce pays, vint grossir, en 1155, ses vastes possessions.

Ce fut alors que le roi de France se sentit plus petit que jamais devant ceux qu'il nommait ses vassaux. A l'Angleterre, qui seule eût suffi, pour en faire un ennemi redoutable, Henri ajoutait tout le littoral de la France, depuis la Manche jusqu'aux Pyrénées; par la Normandie il plongeait au cœur des domaines royaux. Contre un tel rival, Louis ne pouvait trouver assez d'alliés; il en chercha deux dans le midi: Alphonse VII, roi de Tolède, dont il épousa la fille, Constance; et le comte de Toulouse, auquel il donna la main de sa sœur (1155). Henri, de son côté, se liguait avec les grands feudataires d'outre-Loire, avec le comte de Montpellier, avec Guillaume de Trincavel, comte de Nîmes et vicomte de Béziers : l'influence des hommes du nord allait toujours grandissant dans ces contrées; et ces ligues, ces mariages préparaient déjà le moment où la brillante nationalité du midi s'effacerait devant l'envahissement des barbares; car pour Toulouse et Béziers, les habitants de la Normandie et de la Flandre étaient toujours des barbares, des Francs. Ce fut sous les murs de Toulouse que commença l'inévitable guerre que l'on attendait à voir éclater à tous moments entre le vassal et le suzerain. Henri, après avoir réuni autour de lui une grande troupe de *routiers*[1], parut devant la ville (1158),

[1] « Henri II appela sous les drapeaux vingt mille de ces *soldats* (*souldoyers, soudadiers*) mercenaires, qu'on nommait *Brabançons* à cause de la patrie de beaucoup d'eux, et *cottereaux*, à cause de leurs longs couteaux ou dagues. Ces aventuriers, oont il faut

et il allait s'en rendre maître, quand Louis s'y jeta et le fit reculer. Il transporta alors les hostilités dans le nord, et la trahison d'Amaury Montfort, qui reçut dans toutes ses places des garnisons normandes, avait déjà livré les campagnes d'Orléans et de Paris à leurs ravages, quand Rome vint s'interposer encore cette fois entre les deux princes, et appeler leur attention de leurs querelles aux siennes. Il s'agissait de décider entre Alexandre et Victor, qui se disputaient la papauté; Alexandre l'emporta sur son compétiteur malgré les efforts de Frédéric Barberousse, qui porta même son acharnement, dans cette querelle, jusqu'à menacer la France d'une invasion (1162). Cette menace réunit de nouveau les deux rois, qui n'avaient pas respecté longtemps, comme on peut se l'imaginer, la paix de 1160; mais la retraite des troupes impériales ramena bientôt les hostilités, et elles allaient se prolongeant sans terme, comme sans intérêt, quand une querelle plus sérieuse vint retenir Henri chez lui, et changea la position des deux rivaux : ce fut Louis qui prit l'offensive, et il put croire un moment qu'il anéantirait son superbe ennemi.

Un homme seul était venu à bout d'opérer cette révolu-

peut-être attribuer l'origine à l'habitude de courses, de pilleries et de vagabondage répandue dans le *petit peuple* par les croisades, avaient communément à leur tête des chevaliers sans terres, des cadets de famille, des bâtards de grands seigneurs : bandits pendant la paix, ils se montraient en temps de guerre bien supérieurs aux milices féodales, quoique celles-ci les traitassent dédaigneusement de *rompters* ou *routiers* (ruptuarii), c'est-à-dire gens de labour, serfs habitués à *rompre* la glèbe. Une grande partie des soudoyers étaient en effet des *serfs récréants* (serfs rebelles ou renégats). Outre la discipline dont ils étaient susceptibles, on pouvait les retenir en campagne tant qu'on avait de l'argent et du butin à leur offrir tandis que les hommes d'armes féodaux se dispersaient aussitôt que leur service obligé, de trente, quarante jours, ou un peu plus, était terminé. » (*Henri Martin.*)

tion, mais c'est qu'il avait derrière lui toute l'église, et toute une race : cet homme était le Saxon Thomas Becket. Thomas Becket était le chancelier et l'ami de Henri, un joyeux compagnon, qui un jour, envoyé à Louis en ambassade, étonna la France de son luxe. Quand l'archevêché de Cantorberi vint à vaquer (1162), Henri, qui avait besoin d'un homme sûr pour une place si importante, jeta les yeux sur Thomas Becket ; mais, à peine sacré, le gai courtisan devint un homme grave, austère, inflexible sur les droits de l'Église : deux ans ne s'étaient pas écoulés, que l'archevêque et le roi étaient ennemis mortels, et que Becket, chassé d'Angleterre, allait demander un asile à la France. La politique et la piété ordonnaient également à Louis de donner assistance à l'exilé : il le reçut à bras ouverts ; et Henri, qui se voyait alors sur les bras et Rome, et son clergé, et la vieille race saxonne pour qui le nom de Thomas Becket était devenu un mot de ralliement, tenta en vain, à force de promesses, et presque de soumissions, de gagner à lui le roi de France. Il fallut enfin se soumettre, et après cinq ans d'hostilités indécises et de négociations toujours rompues, il fut obligé d'accepter le traité de Montmirail, qui lui renvoyait Thomas Becket (1169). Le fougueux Plantagenet ne porta pas longtemps le joug. Becket, replacé sur son siége, n'avait rien changé de son indomptable résistance : « Eh quoi ! s'écria Henri, un jour qu'il venait d'apprendre un nouveau trait d'audace de l'archevêque, n'y aura-t-il personne de mes serviteurs qui me délivre de ce prêtre ? » Ce mot ne tomba pas en vain : quelques jours après, Thomas Becket avait été égorgé entre les bras de ses clercs (1170).

Ce fut alors comme une explosion universelle, et Henri, qui ne s'attendait pas à cet orage, plia bien vite pour ne pas être brisé. Il pleura devant les envoyés de Rome, protesta avec serment de son innocence ; et quand on l'eut vu

agenouillé sur le tombeau de sa victime, force fut bien de lui pardonner. En quelque temps, Henri se voyait délivré de tous les embarras de cette affaire; les Saxons étaient domptés, la Normandie, qui s'était soulevée, réduite à l'obéissance; la cour de Rome lui avait rendu son amitié; il n'y avait pas jusqu'au comte de Toulouse qui n'eût fait sa soumission, et Louis allait se voir seul face à face avec un ennemi d'autant plus formidable, qu'il avait plus de vengeances à exercer; une diversion puissante qu'il sut habilement lui opposer, le sauva. Dans une de ces négociations infructueuses qui avaient rempli l'espace de temps écoulé entre l'exil et le rappel de Thomas Becket, Louis avait promis la main de sa fille Marguerite à Henri, dit Court Mantel, fils aîné du roi d'Angleterre; et lors du traité de Montmirail, Henri avait emmené avec lui sa fiancée. Quelques années après, Louis exprima le désir de revoir sa fille, et Henri, qui la lui ramena, exposé à toutes les séductions de son beau-père, se laissa gagner par lui. Les trois fils du roi d'Angleterre, Henri, Geoffroy et Richard, réclamèrent en vain de lui la jouissance des apanages qu'il leur avait assignés d'avance, réclamation dont il tenait peu de compte, car il lui aurait fallu se dépouiller pour les satisfaire : ils ne demandaient pas moins, pour eux trois, que l'Angleterre, la Bretagne et la Guienne. Dans leur dépit, ils se prêtèrent facilement aux vues du roi de France, et tout à coup Henri, attaqué par le roi de France, eut à se défendre contre sa famille entière, car Éléonore s'était jointe à ses fils (1173). Une grande partie des barons s'étaient réunis aux rebelles, et l'Angleterre, qui n'avait pas oublié Thomas Becket, ne se montrait guère disposée en faveur du vieil Henri : il se soutint à force d'adresse et d'audace. Bravant la haine universelle, il s'entoure de routiers, et renverse tout ce qui s'oppose à lui. Cependant, mal rassuré par ces premiers succès, il veut regagner les

bonnes grâces du peuple anglais, et c'est alors qu'a lieu, sur le tombeau de Thomas Becket, cette comédie célèbre, où le fier guerrier, jouant le remords et le repentir, vint pleurer et jeûner sur les cendres du martyr, et présenter ses épaules nues aux verges des moines ; puis, se relevant plus fort que jamais du sein de cette humiliation, il court en Normandie repousser Louis des murs de Rouen, et il eut bientôt conquis la paix (1177).

Cette paix, qui fut cimentée par le mariage de Richard et d'Alix, fut le dernier acte du règne de Louis. Deux ans après, menacé de perdre Philippe, son fils aîné, dangereusement malade, il partit en pèlerinage pour le tombeau de Thomas Becket, déjà célèbre par les miracles qu'il opérait. Vieux et infirme, Louis ne craignit pas de rester des heures entières agenouillé sur la pierre humide et froide du sépulcre, et, quand il revint en France, il trouva son fils en santé ; mais lui même était atteint d'une maladie à laquelle il succomba en quelques mois (1180).

## III.

*Philippe Auguste. Louis Cœur de Lion* (1180-1226). — Jusqu'ici la royauté capétienne n'a fait autre chose que se traîner péniblement et lentement vers un but qu'elle semblait ne devoir atteindre jamais. Avec Philippe Auguste, son allure devient plus vive et plus franche : elle abaisse devant elle la féodalité, en même temps qu'elle s'enrichit aux dépens de son redoutable vassal. Le grand développement de la puissance territoriale de Philippe Auguste le place au niveau du roi d'Angleterre, et lui donne rang entre les grandes puissances de l'Europe. Celui qui devait s'élever si haut, n'était qu'un enfant de quinze ans quand il monta sur le trône (1180) ; mais déjà il montrait ce qu'il saurait

faire un jour. Sa mère et ses quatre oncles, qui veulent lui imposer leur tutelle, sont battus et réduits à l'obéissance; malgré leur opposition il se choisit lui-même pour tuteur Philippe, comte de Flandre, dont il épouse la nièce; puis, comme Philippe refuse de lâcher le Vermandois, qui, par la mort de sa femme Élisabeth, revenait à la couronne, il tourne ses armes contre lui, le bat et lui arrache cette province.

Vieux alors, peu aimé de ses sujets, trahi par ses fils, qui étaient en guerre ouverte avec lui, Henri songeait plus à défendre sa couronne qu'à faire des conquêtes; d'ailleurs, ce n'était plus au pacifique Louis le Jeune qu'il avait affaire, et soit épuisement, soit qu'il se souciât peu de jouter avec ce belliqueux jeune homme, il se tint en repos durant les premiers orages de sa minorité. L'occasion était belle cependant, et les prétextes n'avaient pas manqué : Philippe entretenait à sa cour les fils rebelles du roi d'Angleterre; Henri Court Mantel combattait à ses côtés contre ses oncles et son tuteur; et quand il mourut à Paris, ses funérailles y furent célébrées avec autant de pompe que s'il eût été le frère ou le fils du roi de France (1183); enfin, comme le prince anglais ne paraissait point s'émouvoir de ces affronts, Philippe entra en Normandie, et vint lui demander les villes qui avaient composé le douaire de sa sœur Marguerite, et qui n'appartenaient plus à l'Angleterre depuis qu'elle était veuve de Henri Court Mantel (1186). Le vieux roi se résigne à la guerre, et, passant le détroit, marche à son ennemi avec quelques milliers de Brabançons, les seuls soldats qu'il connût depuis longtemps, car il ne se fiait pas à la milice féodale, et d'ailleurs elle refusait de le servir. La campagne fut malheureuse pour Henri : son second fils Richard, dont il gardait pour lui la fiancée, Alix, sœur du roi de France, s'était rangé sous les drapeaux de Philippe; et mis en déroute sur

tous les points, forcé d'abandonner ses villes aux troupes françaises, il ne put échapper à cette guerre désastreuse qu'en signant le honteux traité de la Colombière, à l'ignominie duquel il ne survécut pas longtemps (1189).

La mort de Henri semblait devoir réconcilier pour toujours la France et l'Angleterre ; Richard, qui lui succédait, avait juré une éternelle amitié à Philippe ; on les avait vus dans la dernière guerre manger à la même table, et coucher dans le même lit, et le premier acte de son règne fut de se croiser avec son frère d'armes.

Jérusalem venait d'ouvrir ses portes aux armées de Saladin (1187), et à cette fatale nouvelle l'Europe entière avait été remuée. Pendant que les débris de la puissance chrétienne en Asie se rassemblaient devant Saint-Jean-d'Acre, l'Occident se ruait à la croisade, comme au temps de Pierre l'Ermite. Les galères de Gênes et de Venise paraissent devant Saint-Jean-d'Acre, l'Écosse et l'Irlande y envoient leurs guerriers ; des bandes de Norwégiens débarquent à la vue de ses murs, armés de cette terrible hache de combat, l'arme nationale des peuples du Nord ; l'Espagne elle-même, qui n'avait point encore voulu combattre d'autres musulmans que les siens, dérobe à sa croisade domestique une troupe de chevaliers qui s'embarque pour Saint-Jean-d'Acre, le rendez-vous des peuples de l'Europe ; et l'Allemagne descend en Asie sous la conduite de son grand empereur Frédéric Barberousse.

Restaient encore l'Angleterre et la France : parties les dernières, ce fut à elles que demeura toute la gloire de cette croisade dont le souvenir est resté attaché aux noms de Richard et de Philippe Auguste. Richard va s'embarquer à Marseille, tandis que le roi de France était forcé d'aller jusqu'à Gênes pour trouver un port de la Méditerranée qui lui prêtât ses vaisseaux, tant le Midi tenait peu de compte du roi de la Langue d'Oil ! On se rejoignit en Sicile ; mais

là le bon accord des deux rois fut bientôt rompu. Prodigue, spirituel, d'une valeur et d'une force de corps extraordinaires, Richard éclipsait Philippe, qui se vengeait à son tour du brillant chevalier en faisant avec lui le suzerain. Blessés l'un et l'autre de leur hauteur mutuelle, ils devinrent bientôt ennemis. A la fin Philippe, impatienté, laissa en Sicile son rival qui venait de rompre tout à fait avec lui, en épousant Bérengère, au préjudice d'Alix de France, et fut bientôt au camp de Saint-Jean-d'Acre (1190). La ville allait être prise, et une large brèche en ouvrait déjà les murs aux chrétiens, quand Philippe, par une courtoisie chevaleresque, fit retarder l'assaut pour laisser à Richard sa part de gloire. Les Sarrasins ne l'attendirent pas; et en peu de jours un nouveau mur s'était élevé derrière le pan écroulé. Richard avait mis à la voile cependant, mais il marchait sans se presser; et l'île de Chypre s'étant trouvée sur son chemin, il s'amusa à en faire la conquête (1190). Quand il eut assez des vins et des sites de sa nouvelle possession, il prit la route de la Palestine, et eut bientôt rejoint ses frères d'Europe, qui malgré ses retards l'accueillirent avec une grande joie. Soutenue par Saladin, qui campé sur les hauteurs voisines harcelait sans cesse les chrétiens, la ville se défendait toujours vigoureusement : il lui fallut céder enfin à un siége de deux ans; sa brave garnison, réduite de 20,000 hommes à une poignée de mourants, met bas les armes après avoir tenu tête l'une après l'autre à toutes les nations de l'Europe, et les chrétiens entrent en vainqueurs dans Saint-Jean-d'Acre (1191).

Là s'arrêtèrent les succès de cette croisade : dégoûté d'un climat fatal aux hommes de l'Occident, et d'un camp où son rival commandait, Philippe revint bientôt dans ses châteaux du bord de la Seine, se guérir des lèpres de la Palestine, et se venger des hauteurs de Richard. La ven-

geance lui fut facile : pendant que celui-ci dépensait à massacrer des musulmans, et à suspendre des têtes au poitrail de son cheval, plus de courage et de hauts faits d'armes qu'il ne lui en eût fallu pour faire la conquête du royaume de France, Philippe s'alliait sous main à Jean, duc de Guienne, qui s'était déclaré, en l'absence de son frère, roi d'Angleterre, et, pour sa part de prise, s'arrogeait la moitié de la Normandie. Puis, quand, lassé de lauriers stériles, Richard s'achemina à son tour vers son royaume (1193), il put regarder la France comme fermée pour lui, et se vit forcé de passer par l'Allemagne, où, découvert par un autre de ses ennemis, car il s'en était fait partout, il fut jeté dans les fers. Sa captivité dura quinze mois, pendant lesquels Philippe, plus ami que jamais du duc de Guienne, devenu le roi Jean, tirait sans cesse à lui quelque nouvelle partie de ses dépouilles. Mais un jour (1194), Jean reçut de France une lettre qui ne contenait que ces mots : « Prenez garde à vous ; le lion est déchaîné ; » et peu de jours après, Richard était en Angleterre, redemandant compte à son frère du royaume qu'il lui avait confié en partant. Alors les rôles changèrent ; Jean devint un courtisan, rampant aux pieds du terrible guerrier qu'il avait offensé ; et, pour l'apaiser, il fit mettre à mort lâchement les garnisons françaises qu'il avait reçues dans ses places de Normandie, tandis que Philippe quittait l'insultante offensive qu'il affichait depuis son retour de la terre sainte, pour se défendre à son tour.

La guerre fut poussée cependant avec moins de vivacité qu'on aurait dû l'attendre du fougueux Plantagenet, après d'aussi sanglants outrages. Richard avait épuisé toutes ses ressources dans son voyage en Palestine ; et l'argent était déjà le nerf de la guerre pour les rois d'une famille qui avait adopté le système des troupes mercenaires. Cette fois

encore, on ne se battit que par escarmouches : la plus sérieuse rencontre de la campagne, celle de Fréteval, ne fut qu'une affaire d'arrière-garde, une surprise rendue célèbre par la perte des archives de la couronne que nos rois traînaient après eux dans les bagages, et qui ne changea rien à la fortune des deux partis. Il y a encore loin de là aux grandes guerres d'Azincourt et de Crécy. Au reste, celle-ci fut la dernière de ces guerres sans vie et sans couleur, au milieu desquelles nous marchons depuis le commencement de cette période. Nous touchons à l'époque où les rois capétiens vont commencer à régner dans notre France, et leurs guerres à devenir des guerres nationalss.

Il y avait à peine un an que Richard avait fait la paix avec Philippe, quand la renommée d'un trésor déterré dans le Limousin, l'amena devant un petit château du pays où il était, disait-on, caché. Le seigneur de Chalus se défendit vigoureusement, et Richard, atteint d'une flèche, alla mourir dans sa tente, pendant que ses gens emportaient pour lui la place d'assaut (1199).

La mort de Richard laissait la couronne d'Angleterre en suspens entre Jean son frère, et son neveu Arthur de Bretagne : Jean se l'attribue ; mais l'enfance d'Arthur trouva des protecteurs intéressés, et le roi de France prit les armes en sa faveur (1200). Malgré ce puissant auxiliaire, Arthur fut battu, et le dévoûment de ses fidèles Bretons ne put l'empêcher de tomber entre les mains de son ennemi. Jean tenta d'abord de lui arracher à force de menaces et de promesses, la cession de ses droits ; le courageux enfant lui opposa une résistance dont rien ne put triompher ; enfin, dans l'année 1202, il disparut. On raconta qu'une nuit, le roi était venu le prendre dans la prison de Rouen, et l'avait fait monter avec lui sur une barque. Arrivé au milieu de la Seine, comme l'enfant lui résistait toujours, il tira son épée et l'égorgea lui-même, car il n'avait trouvé

personne qui voulût s'en charger; puis il jeta le corps à la rivière, et revint se coucher dans son palais. Aussitôt Philippe assemble sa cour des pairs, ce qui avait été le plaid chez les Mérovingiens, l'assemblée sous Charlemagne, ce qui fut plus tard le parlement; et Jean est sommé de comparaître à Paris, devant son suzerain, pour se disculper du crime dont l'accuse l'opinion. Il ne comparait point, et Philippe fait confisquer ses provinces de France. Les Français entrent par l'ouest en Normandie, tandis que les Bretons d'Arthur l'envahissent par le sud. En quatre ans, Jean avait perdu la Normandie, l'Anjou, le Maine et le Poitou; il ne lui restait plus que la Guienne (1202-1206).

Les premières années du treizième siècle sont celles qui font briller d'une manière définitive pour cette race qui s'était groupée autour de Paris, son triomphe sur les races qui l'entouraient, et son illustration européenne. Pendant que Philippe faisait plier devant elle la race angevine et la race normande, et, en attendant que Simon de Montfort lui soumît au midi ces peuples d'origine visigothe ou romaine, qui faisaient une nation à part sous le nom de Provençaux, elle s'en allait par-delà les mers détruire par occasion, ce qui restait du vieil empire romain, et fonder un empire *franc* sur ses débris (1204). Il n'entre pas dans notre plan de donner l'histoire détaillée de la quatrième croisade, qui appartient à un autre récit; mais aussi nous devons la signaler comme un fait important en faveur du grand développement que prit alors le monde capétien. Cependant, remarquons en passant la prompte dégénération de l'esprit de croisade dans le pays où il a germé pour la première fois, dans la France. Celle-ci a été prêchée dans un tournoi, entre la barrière des combattants et les galeries des dames; elle n'a entraîné que de nobles hommes qui s'y sont pris de longue main, et ont commencé la guerre sainte par une ambassade aux marchands de Venise. La

croisade a laissé là le peuple et sa foi naïvement imprudente; elle s'est faite chevaleresque et mondaine, et parle plutôt à l'esprit d'aventure qu'à la piété. L'on pourrait déjà faire l'application de ce mot de Joinville, au milieu des Sarrasins; mot d'un sens profond, tout ingénument prononcé qu'il fût : « *Certes, sire chevalier, aurons-nous à conter aux dames, si revenons en France.* »

Sept ans après le départ des conquérants de Constantinople, une autre croisade fut prêchée dans les mêmes lieux, et vint rassembler de nouveau les guerriers du pays. Cette fois le but de l'expédition n'était pas éloigné; ils n'avaient qu'à passer la Loire pour l'atteindre : c'était la fameuse croisade contre les Albigeois (1209).

Ce serait un long récit que celui qui donnerait l'histoire entière de l'hérésie des Albigeois, en suivant sa marche à travers les siècles, depuis l'Asie où elle avait pris sa source jusqu'au midi de la France, où elle vint mourir. Singulier mélange d'hérésies orientales et de bon sens européen, présentant à la fois le mysticisme de Gerson et les idées de Luther, cette doctrine avait été merveilleusement reçue par les Provençaux, avec leur imagination de feu et leur amour de l'indépendance. Quand Innocent III envoya ses légats pour la combattre, ce n'était pas la première fois que le clergé catholique essayait de lutter avec elle ; bien des conciles et des papes l'avaient déjà foudroyée de leurs anathèmes ; bien d'ardents apôtres s'étaient répandus dans les villes et les campagnes qu'elle infectait ; mais ni anathèmes, ni prédications n'avaient rien pu contre elle. Le grand saint Bernard lui-même y avait échoué, et cet homme qui avait vu les populations de la France et de l'Allemagne se disputer les poils de sa mule, s'était retiré de la Langue d'Oc poursuivi par les huées du peuple. Le fier Innocent III ne fut pas plus heureux d'abord : ses légats qui voulurent parler en maîtres, furent maltraités par les nobles ; et l'un d'eux,

Pierre de Castelnau, qui se hasarda à lancer contre Raymond, comte de Toulouse, les foudres de l'excommunication, fut égorgé par les gens du comte (1208).

A cette nouvelle, Innocent s'émeut, et, reconnaissant l'impuissance de la parole pour venir à bout de ces rebelles, il appelle à son secours le bras des guerriers. Par son ordre une croisade est prêchée chez ses fidèles Français, et jusque sur les bords du Rhin : il invitait des hommes pauvres et belliqueux à s'emparer d'une riche contrée qu'ils avaient en quelque sorte sous la main ; de toute part on s'empressa d'obéir. Une race légère, élégante, dédaigneuse de ses rudes voisins, plus italienne que française, depuis le jour où, dans la dissolution de l'empire carlovingien elle avait été réunie aux peuples de l'Italie[1], habitait alors les délicieuses campagnes de Toulouse, Nîmes et Béziers. Là, les vieilles traditions du temps des Romains s'étaient conservées pures ; là le peuple, s'il n'avait pas écrasé la féodalité, comme dans les villes de la Lombardie, marchait du moins son égal, et le bourgeois élevait sa tour en face du château de son seigneur. Enfin le commerce et la navigation florissaient[2] ; les mœurs étaient douces et sensuelles ; et les poëtes se comptaient par milliers : harmonieuse et chantante, la langue elle seule les faisait[3]. Les Français de Philippe Auguste étaient loin de cette civilisation brillante, avec leurs coutumes grossières et leur littérature encore à

[1] Dans le siècle d'interminables discordes qui suivit pour l'Italie la déposition de Charles le Gros, la Provence donna plus d'un empereur à cette contrée.

[2] Ce furent les marins provençaux qui se servirent les premiers de la boussole.

[3] Cette langue était la langue *romane*, qui fut longtemps parlée dans tout le midi de l'Europe, et d'où sont sortis avec l'italien moderne tous ces patois méridionaux dont se montrent si fiers nos Languedociens et nos Provençaux.

l'état d'enfance : les deux peuples devaient donc se mépriser et se haïr mutuellement. Ils s'étaient vus aux croisades, et ils s'y étaient jugés ; les Français insultaient à leurs sensuels voisins dans les camps d'Orient, où tous les peuples d'Europe étaient renfermés pêle-mêle[1] ; et à leur tour ceux-ci leur refusaient des vaisseaux pour passer en terre sainte, comme ils venaient de le faire à Philippe Auguste. Ce n'était pas tout : outre cette antipathie de race, les barons français avaient bien d'autres sujets de haine contre les peuples du midi. Quand, à la voix de Pierre l'Ermite l'Europe entière s'était mise en marche pour la Palestine, leurs vassaux avaient passé par ces terres libres, ils avaient vu Toulouse et Béziers avec leurs capitouls aussi puissants que des comtes, et les tours de leurs bourgeois ; de retour en Bourgogne, dans l'île de France, en Orléanais, ils avaient mis à profit ces leçons d'indépendance, en se jetant dans le mouvement communal qui venait de naître. Souvent même des hommes du midi étaient venus prêcher la commune dans les campagnes du nord ; il fallait se hâter de fermer cette école d'indépendance politique autant que religieuse, et la cause d'Innocent était aussi la cause des barons. Aussi, quand les missionnaires de la croisade se furent montrés aux pays français, une foule immense se rua dans l'expédition qu'ils annonçaient, et Lyon, qui était le rendez-vous des croisés, se vit en un instant envahi par une armée de deux à trois cents mille hommes.

Philippe Auguste les laissa partir : peut-être sentait-il que sa présence n'était pas nécessaire de ce côté, et que les conquêtes des croisés lui reviendraient toujours ; et d'ail-

[1] Un chroniqueur de la première croisade qui donne le tableau du camp des chrétiens devant Antioche, représente les Provençaux ne faisant usage de leurs longues épées que pour déterrer des racines.

leurs il avait aussi au nord sa croisade qu'il ne poussait pas avec moins d'activité que les confédérés de Lyon, n'en montraient dans le midi. L'ennemi qu'Innocent lui avait livré était le roi d'Angleterre, qui venait de s'attirer les foudres du Saint-Siége. C'était encore l'archevêché de Cantorbery qui était le sujet de la querelle ; l'archevêque désigné par Jean avait été repoussé par le chapitre : l'orgueilleux despote mit dans un cachot l'homme du chapitre, et le fit écraser sous une chape de plomb (1208). C'était l'année du meurtre de Pierre de Castelnau ; ici, comme à Toulouse, Innocent opposa la violence à la violence, et déclara le roi d'Angleterre hors la loi. Son royaume fut abandonné à Philippe ; et pendant que l'armée de Lyon se formait pour venger une insulte du pape, les ports de la Normandie se remplissaient de vaisseaux, et le roi de France rassemblait ses hommes autour de lui pour en venger une autre. Jean voulut d'abord tenir tête à l'implacable pontife, mais les préparatifs de Philippe avançaient toujours, et déjà l'Angleterre remuait. En vain se cherche-t-il de tous côtés des alliés, en Flandre, en Allemagne, où son hôte [1] Othon IV venait d'être reconnu empereur, chez ses anciens sujets de la Normandie et de l'Anjou, qui se souvenaient encore de la domination anglaise, et jusqu'auprès du Miramolin d'Afrique, auquel il offrit de se faire mahométan, s'il faut en croire quelques récits sans doute exagérés.

Toutes ces intrigues ne le rassuraient pas, et la flotte de Philippe allait partir. Il fallut enfin se décider : aussi lâche dans le malheur qu'arrogant dans la prospérité, Jean se soumit de lui-même aux conditions les plus humiliantes ; il se reconnut vassal du Saint-Siége, pour la couronne d'Angleterre, et offrit à Innocent, pour son droit de suze-

[1] Othon, chassé d'Allemagne par Philippe de Souabe, s'était réfugié auprès de Jean, qui l'avait reçu magnifiquement.

raineté, la dixième partie de tous les biens du royaume (1210). C'était mille fois plus que tout ce qu'on pouvait attendre du roi de France. Jean fut reçu en grâce, et Philippe eut ordre de respecter le domaine de Saint-Pierre.

Mais Innocent avait trop compté sur son pouvoir[1] : Philippe n'était pas d'humeur à perdre d'un coup tant de préparatifs aussi longs que coûteux; il s'en tint au premier arrêt du pape, et pressa de plus en plus son départ. Les deux rivaux donnaient alors un spectacle curieux à l'Europe; ils avaient changé de rôle en un clin d'œil, et l'ennemi du pape était défendu en vain par lui, contre celui qui se disait son ami. Il ne servait de rien à Jean d'avoir rampé au pied du pape, et l'orage qu'il avait voulu détourner grondait encore tout entier : il se résigna enfin à la guerre. Les dix-sept cents voiles de Philippe se tenaient à l'embouchure de la Seine; le comte de Flandre prend les armes en faveur de Jean, et pendant que Philippe est occupé de ce côté, cinq cents vaisseaux partis d'Angleterre dispersent la

[1] Pour se faire une idée juste de l'espèce d'autorité exercée par les papes au moyen-âge, il faut bien observer qu'ils sont obéis toutes les fois qu'ils s'adressent aux intérêts et aux passions. Veulent-ils les froisser, il est bien rare qu'on ne résiste pas. Ce serait quelque chose de curieux que de suivre l'application de ceci dans la longue guerre des investitures où le pouvoir des papes se montra dans toute sa force. Pour nous en tenir à Innocent III, le pontificat de ce pape, l'un des plus impérieux et des plus redoutés qui aient jamais ceint la tiare, nous en offre à lui seul trois exemples frappants. D'abord le refus de Philippe-Auguste, puis Montfort, qui se fait le soldat du pape tant qu'il s'agit de conquérir les états du comte de Toulouse, et qui devient impie quand il faut les rendre. Enfin les croisés de 1204. Innocent a bien pu leur faire prendre la croix, parce que leurs goûts les y poussent; mais c'est en vain qu'il les menace d'une excommunication, si, oublieux de la terre sainte, ils s'arrêtent devant Zara. Quand ses lettres arrivèrent à leur camp, ils étaient partis pour Constantinople.

flotte française, et sauvent le royaume d'une invasion (1213). Philippe trouva un faible dédommagement dans le ravage de la Flandre ; son expédition était manquée, et Jean allait bientôt reporter chez son ennemi l'invasion dont celui-ci l'avait si longtemps menacé.

L'année suivante (1214), Jean fit un effort désespéré ; et rassemblant contre Philippe tout ce qu'il avait de puissants alliés, il appela aux armes l'empereur Othon avec une grande partie de ses feudataires, et les deux comtes de Boulogne et de Flandre, Renaud et Ferrand. Les confédérés ne se cachaient pas de leurs projets, ils ne voulaient rien moins qu'anéantir la royauté capétienne, et démembrer le royaume de France, déjà assez fort pour inquiéter ses voisins. Othon réclamait l'ancienne Lotharingie, et ce qui avait été autrefois l'Austrasie ; Jean redemandait les provinces anglaises ; pour les deux comtes, ils s'étaient destiné ce qui appartenait en propre à la famille royale, l'Orléanais, l'Ile de France, l'Artois et le Vermandois : c'était la première protestation de la féodalité contre les progrès devenus redoutables de cette royauté qu'elle avait laissée vivre par grâce, ou par oubli, et qui menaçait déjà de l'écraser. Tant que la famille de Capet s'était fortifiée obscurément et sans bruit, personne n'avait songé à elle ; il n'en fut pas de même quand on la vit grandir tout à coup de moitié, attirer à elle tout l'ouest de la France, et de là menacer l'Angleterre, tandis que ses vassaux reculaient par leurs conquêtes sa domination de la Loire à la Méditerranée. Alors l'attention des peuples se fixa sur elle, et dans la réaction qui eut lieu contre cet agrandissement subit, la première pensée de ses ennemis fut de l'étouffer. Mais Philippe sut défendre ce qu'il avait fait. Déjà l'invasion commençait sur deux points à la fois ; Jean, débarqué dans le Poitou, avait réuni d'anciens serviteurs autour de lui, et s'avançait vers le cœur du royaume ; et en même temps débouchait au

nord la grande armée des Allemands et des Flamands, forte de cent mille hommes. Philippe, sans s'intimider, envoie son fils Louis avec une armée contre le roi d'Angleterre, qui recule jusqu'à ses vaisseaux; lui-même, entouré de ses barons et des milices communales, s'avance intrépidement devant Othon, dont l'armée était double de la sienne. Ce fut à Bouvines, petit village des environs de Lille, que les deux princes se rencontrèrent : on fit halte de part et d'autre, et comme le jour baissait déjà, on remit la partie au lendemain.

Au lever du jour, l'armée française fut sur pied, et se présenta en bataille rangée devant le camp ennemi. Rien ne bougea, et quelques heures s'étant passées dans cette attente, elle s'imagina que la bataille n'aurait pas encore lieu ce jour-là. On était alors au mois de juillet; Philippe, accablé de chaleur et de fatigue (il avait alors cinquante ans, et les rois capétiens vieillissaient vite), s'était désarmé, et se délassait, couché à l'ombre d'un grand chêne ; tout à coup les batailles allemandes s'ébranlent et fondent sur les Français. Les chevaliers reprirent à la hâte leurs armures, pendant que les hommes des communes soutenaient bravement le choc, et ce premier moment de surprise passé, le combat se poussa avec un acharnement incroyable. Philippe s'était jeté dans la mêlée et combattait avec la force et l'activité d'un jeune homme ; atteint au gorgerin par un fantassin allemand, d'une de ces piques à crochets qui rappelaient l'antique framée des Germains, il fut entraîné à terre, et déjà les chevaux l'avaient foulé aux pieds; ce fut à grand peine qu'on parvint à le dégager. De son côté, Othon payait aussi de sa personne : un vieux chevalier de Philippe, Guillaume des Barres, qui s'était rendu autrefois fameux dans la croisade de Richard, lui passa ses bras autour du corps, et aidé de ses compagnons, fut sur le point de le faire prisonnier. Othon leur échappa, grâce à la force de son che-

val, et s'enfuit au grand galop, leur laissant l'aigle impériale avec le fastueux chariot qui la portait. Sa fuite fut le signal de sa défaite; en quelques instants, les impériaux étaient en pleine déroute, et Philippe, vainqueur, agenouillé sur le champ de bataille, faisait vœu d'élever une abbaye, qu'il fonda depuis sous le nom d'Abbaye de la Victoire.

La journée de Bouvines est une grande journée dans notre histoire. C'est la première grande bataille livrée par des Français; c'est la première fois que le peuple fait preuve en grand de sa force, et commence à compter pour quelque chose dans les destinées nationales; enfin, la victoire de Philippe consacrait à jamais le progrès immense qu'avait fait sous lui la royauté, et donnait une terrible leçon pour l'avenir à la féodalité, s'il lui prenait désormais fantaisie de se rébeller. Renaud, fait prisonnier par l'évêque de Senlis, fut à moitié écrasé par la pesanteur de ses chaînes, dans cette même tour de Péronne qu'il s'était adjugée, quand les confédérés avaient fait le partage de leur conquête future. Pour Ferrand, Philippe le mena en triomphe derrière lui, dans sa capitale, et le montra au peuple, qui chansonnait sur ses fers[1], comme pour lui apprendre ce qu'il en coûterait dès-lors pour résister à l'autorité royale. Ce ne furent pas les seuls ennemis dont cette victoire débarrassa Louis. L'ignominie de Bouvines poursuivit Othon jusqu'au fond de l'Allemagne, où il avait couru se cacher, et ses fiers vassaux, ne voulant pas d'un vaincu, l'abandonnèrent pour un enfant, pour Frédéric II, qui n'avait pas encore vingt ans. Quatre ans après, Othon mourut dans la misère (1218).

1 Quatre ferrands bien ferrés
Mènent Ferrand bien enferré.

Jeu de mot populaire qui portait sur le nom de *ferrand*, donné alors aux chevaux de traits.

Jean, qui était reparti pour l'Angleterre, à la nouvelle de la défaite des siens, n'y reçut pas un meilleur accueil. Ses barons, qui l'avaient toujours détesté, profitèrent de sa détresse pour lui dicter des lois, et l'année suivante, il signa la *Grande Charte* (1215).

Ç'avait été dans des accès de rage, et sous la pointe de leurs épées, que le hautain Plantagenet était descendu à cette humiliation ; à peine hors de leurs mains il cassa tout ce qu'il avait fait, et mit à prix la tête des audacieux sujets qui lui avaient fait violence. Attaqué à l'improviste par les routiers du roi, les seigneurs anglais n'opposèrent qu'une faible résistance, et c'en était fait d'eux quand ils s'adressèrent à la France et offrirent la couronne d'Angleterre à Louis, surnommé cœur de Lion, fils aîné de Philippe. Jean disposait de la cour de Rome depuis le jour où il avait si lâchement fait hommage de son royaume ; les barons anglais furent excommuniés, et Philippe menacé de l'être s'il permettait à son fils d'entreprendre une expédition criminelle contre les biens du Saint-Siége. Le rusé monarque éluda cette menace par une comédie qu'il fit jouer à son fils devant la cour des pairs : « Voulez-vous me prêter aide et secours pour conquérir le royaume d'Angleterre, lui dit Louis. — Non, répondit Philippe. — Eh bien ! j'irai sans votre permission ; et sur-le-champ il emmena avec lui les plus braves chevaliers de son père, et partit pour l'Angleterre. Jean s'épouvanta à la vue de ce nouveau danger ; il s'enfuit devant l'armée française qui se grossissait à chaque pas ; et Louis, ne trouvant aucun ennemi sur sa route, arriva jusqu'à Londres qui lui ouvrit ses portes sans avoir seulement tiré l'épée (1216). De toutes parts, les villes, les provinces se soumettaient à lui : et il se voyait déjà roi d'Angleterre, quand le roi Jean, que le malheur n'avait pas corrigé de ses goûts ignobles, vint à mourir d'une indigestion. Cette mort, qui semblait assurer

le triomphe du prince français, le renversa. Délivrés d'un monarque odieux, les Anglais commencèrent à revenir sur ce qu'ils avaient fait : ils se sentaient sous les lois d'une famille étrangère, et menacés de devenir sujets de la France à la mort de Philippe, qui ne pouvait guère tarder, eux qui avaient pensé s'en voir les maîtres ; le fils de Jean, Henri III, était un enfant qui n'avait mérité la haine de personne : tous se rallièrent à lui. En un instant, Louis se vit seul avec ses chevaliers ; et ce fut en vain qu'il entama une lutte inégale avec l'héritier de Jean, qu'il alla même chercher de nouveaux soldats sur le continent : il fallut céder à la volonté nationale, et il revint en France (1212), laissant derrière lui un royaume aussi rapidement perdu que conquis.

Philippe, qui, de son palais, était resté spectateur tranquille des succès et des revers de son fils, ne le laissa pas longtemps oisif. Depuis la bataille de Bouvines jusqu'à la mort de Philippe, Louis Cœur de Lion joua à peu près le rôle qu'avait joué Louis le Gros dans les dernières années du règne de son père : le vieux roi se reposait : et son successeur préludait à son règne futur par les fatigues de la royauté. Deux ans après son retour d'Angleterre, le jeune prince fut envoyé par son père dans le midi, pour raffermir les conquêtes menacées des croisés français, et en même temps pour faire revivre dans ces contrées les droits si longtemps méconnu de l'autorité royale.

Il s'était passé bien des choses dans le midi depuis le moment où nous avons laissé les croisés rassemblés à Lyon. La première pointe de l'invasion fut irrésistible : tout pliait devant cette masse de guerriers qui ne venaient point pour vaincre, mais pour détruire, et qui, ne regardant point les Albigeois comme des hommes, se croyaient tout permis contre eux. Il y eut alors des massacres épouvantables ; quelques prêtres égarés par la passion firent

entendre aux oreilles des vainqueurs des paroles qu'une religion de paix et d'amour réprouvait, et que ces hommes grossiers prirent au sérieux[1]; des villes entières furent dépeuplées, et ceux qui échappaient à l'épée étaient jetés au feu par centaines. Le comte de Toulouse, Raymond, contre lequel l'expédition était dirigée, se retira devant le torrent, et, laissant tout le plat pays aux croisés, se cacha dans les Cévennes, où il attendit que cette foule se fût écoulée. En effet les hommes de France furent bientôt rassasiés de sang et de butin ; et quand le temps de la croisade fut expiré, chacun s'en retourna chez soi. Il y eut alors un singulier débat entre les seigneurs de l'expédition : ce fut à qui refuserait le gouvernement des terres conquises. On les offrait naturellement aux principaux chefs, au comte de Nevers, au duc de Bourgogne; mais eux, qui possédaient de vastes domaines de l'autre côté de la Loire, ne se sentaient pas disposés à les troquer contre une contrée encore fumante des ravages de la croisade, et plutôt vaincue que domptée : enfin un pauvre châtelain de l'Ile de France, Simon de Montfort, qui n'avait rien à perdre au change, offrit de s'en charger, et continua la croisade en son nom. A peine put-il décider quelques centaines de chevaliers à rester avec lui; mais il tint bon, et de nouveaux croisés, attirés à leur tour par les richesses qu'avaient rapportées les premiers, vinrent les remplacer, et le mirent en état de faire tête à Raymond, qui, sorti enfin de sa retraite, s'était mis en campagne. Partout battu, Raymond s'humilia devant le pape, il alla de conciles en conciles, s'agenouillant devant les évêques et demandant grâce avec larmes. Comme ses

[1] « *Tuez tout*, » disait l'abbé de Citeaux, au sac de Béziers, à ceux qui lui demandaient comment distinguer les citoyens des infidèles, « *tuez tout ; Dieu reconnaîtra bien ceux qui sont à lui.* » On lui obéit à la lettre, car il ne resta personne dans la ville.

soumissions n'arrêtaient pas les armes de Montfort, Raymond passa à Rome et se jeta aux pieds d'Innocent, qui donna ordre à son ennemi de le laisser en paix (1211); l'ambitieux guerrier avançait toujours, sourd aux larmes de Raymond comme aux menaces d'Innocent. Le roi d'Aragon, qui voulut s'interposer entre lui et sa victime, ne fut pas plus heureux; piqué, il vint sur lui avec une formidable armée, mais Montfort le battit et le tua à la bataille de Muret (1213). Bientôt les peuples de la Langue d'Oc se soumirent, et Montfort put en faire l'hommage à son suzerain, le roi de France (1216). Cependant sa domination n'avait aucune base solide. Le pape venait de l'anathématiser; Raymond, converti, éveillait la sympathie de ses anciens sujets par son repentir et ses malheurs, et le vainqueur ne pouvait se flatter de contenir longtemps l'explosion de toutes les haines qu'avaient accumulées dans ces hommes vindicatifs du midi le massacre de leurs concitoyens et la perte de leur indépendance nationale La révolte éclata sur tous les points à la fois, et Montfort fut tué sous les murs de Toulouse en cherchant à la réprimer (1218). Son fils Amaury luttait alors faiblement contre l'énergie toujours croissante de l'insurrection, et impuissant à l'étouffer, il vint chercher des secours chez ses compatriotes, et demander assistance à son seigneur suzerain (1219).

Louis partit sur-le-champ avec une brillante armée, et guerroya quelque temps avec Amaury contre les Albigeois; mais il se dégoûta bientôt d'une guerre atroce, où l'on ne faisait de quartier de part ni d'autre, et revint auprès de Philippe, laissant son vassal se débattre comme il pourrait contre les partisans de Raymond. Le pauvre Amaury ne put se soutenir longtemps. En 1221, sa voix suppliante se fait entendre de nouveau, et le fils du roi rassemble une seconde armée; mais au lieu de marcher à son secours, il reste en observation sur la frontière de la Guienne qu'il

cherche à entamer. Réduit aux abois, Amaury met l'héritage de son père aux pieds du roi de France, et lui offre de changer sa suzeraineté en propriété. Philippe rejette son offre (1222). Il se mourait alors, et songeait peu à s'embarrasser dans une expédition que l'acharnement des Albigeois rendait dangereuse.

L'année suivante (1223) vit se terminer ce règne illustre, l'un des plus importants et des plus populaires de notre histoire. Trois choses immenses s'y passèrent, dont une seule eût suffi pour l'immortaliser. Les Anglais sont presque refoulés dans leur île, et du moins ils n'écrasent plus le roi de France, qui désormais n'est plus le roi de Paris; la féodalité qui, pour la première fois, s'avise de tenir tête à la royauté, est vaincue à Bouvines, et son règne expire si la puissance lui reste; la nationalité du midi est attaquée, et la Loire cesse d'être frontière. En même temps l'administration royale commence à s'organiser, et l'unité monarchique qui a tant grandi sous le rapport territorial, tend à s'introduire dans le gouvernement[1].

[1] « Le règne de Philippe-Auguste n'aurait pas eu pour la monarchie les grands résultats qui ont été souvent remarqués, si ce prince n'avait augmenté le pouvoir royal, à mesure qu'il étendait les domaines de la couronne. Il était important que la royauté reconquît tout ensemble les prérogatives et le territoire dont elle avait été en même temps dépouillée. Pendant que le régime féodal régnait en France sans contrôle, il n'y avait pas eu de pouvoir législatif. Les rois et les vassaux gouvernaient en souverains leurs domaines, sans qu'il y eût entre eux, pour ainsi dire, aucune relation légale. Mais sous Philippe-Auguste on voit quelques essais d'une législation générale, les premiers qui aient été tentés par les rois de la troisième race.

« Quelques auteurs lui attribuent *la quarantaine le roi,* qui fut renouvelée et modifiée par Louis IX, et qui fut instituée pour mettre un frein à la fureur des guerres privées. Par cette ordonnance, il était établi que, *depuis les meurtres commis, ou les in-*

Il s'en faut de beaucoup que le règne de Louis Cœur de Lion nous offre le même intérêt. Ce prince n'a pas de physionomie à lui ; ce qu'il fait n'est qu'une continuation de ce qu'a fait son père : on dirait quelques années échappées du règne de Philippe-Auguste, et qui se trouvent après

*jures faites, jusqu'à quarante jours accomplis, il y aurait de plein droit une trève de par le roy, dans laquelle les parents des deux parties seraient compris ; que cependant le meurtrier ou l'agresseur serait arrêté et puni ; et que si, dans les quarante jours marqués, quelqu'un des parents se trouvait avoir été tué, celui qui aurait commis le crime, serait réputé traître et puni de mort.* Cette ordonnance, qui fut mal observée, même sous les règnes suivants, était un pas immense de fait vers l'unité et la supériorité du pouvoir royal, puisque, avant Philippe-Auguste, l'Église seule avait osé, en empruntant l'autorité de quelques visions miraculeuses, combattre le privilége que s'arrogeaient les grands vassaux, de bouleverser et d'ensanglanter le royaume par leurs querelles privées. Ce prince, dans la vue de substituer l'empire de la raison et de la loi à celui de la force et de la violence, s'occupa de la police du duel en matière civile ; il régla qu'à l'avenir les champions ne combattraient qu'avec des bâtons de trois pieds, et qu'en matière criminelle, la peine du talion aurait lieu en Normandie, et que l'appelant et l'appelé seraient soumis à la même peine. Pour ne point exciter le mécontentement des barons, dont il attaquait les prérogatives, il les appela auprès de lui, accrédita en leur faveur les souvenirs romanesques de la cour de Charlemagne, s'entoura de douze pairs à l'exemple de ce grand roi, et promulgua, avec leur consentement, des ordonnances qui acquéraient ainsi force de loi dans toute l'étendue du royaume.....

« Philippe-Auguste fut ami des lettres, et il protégea, avec une bienveillance généreuse, les hommes qui les cultivaient. C'est à lui qu'on doit faire honneur de la fondation des archives. Les rois, ses prédécesseurs, étaient dans l'usage d'emporter avec eux, dans leurs voyages et leurs expéditions, les registres qui contenaient les actes les plus importants de leurs règnes. Dans une expédition en Normandie (1194), Philippe-Auguste perdit les papiers de la couronne avec ses bagages qui lui furent enlevés par le roi d'Angleterre.

lui comme par mégarde. Et ceci n'est pas un reproche : Louis régna peu ; il n'eut pas le temps de se créer une marche, et ses premiers pas devaient être nécessairement entraînés par le grand mouvement du règne précédent. Quoique sans originalité, ce règne de trois ans ne fut pas

Pour empêcher le retour d'un pareil accident, il prit le parti de faire construire un édifice particulier où furent déposés les pièces authentiques et les actes officiels de son règne. C'est là l'origine des archives du royaume de France.

« L'amour des lettres le fit fléchir, en faveur de l'Université, des principes qu'il avait souvent soutenus et exécutés contre les prétentions du clergé. Dans une querelle survenue entre les bourgeois de Paris et les étudiants de l'Université, et dans laquelle cinq de ces derniers furent tués, il se prononça en faveur de l'Université ; il fit emprisonner et juger le prévôt et les habitants accusés d'avoir pris part au mouvement ; fit raser les maisons des coupables, arracher leurs arbres et leurs vignes, et il rendit (1200) une ordonnance qui accordait aux écoles des priviléges excessifs et en contradiction avec les maximes de son gouvernement. Cette ordonnance obligea les bourgeois de Paris à jurer de rendre un témoignage véritable contre les laïques qui feraient quelque insulte à un écolier ; ils devaient livrer les agresseurs à la justice du roi, et ne point s'éloigner du lieu de la scène, afin de n'être pas dispensés de rendre témoignage. Le coupable était jugé par les officiers du roi, et il ne lui était pas permis de se justifier par le duel ou par l'épreuve de l'eau. Hors le cas de flagrant délit, l'officier du roi ne pouvait mettre la main sur un étudiant, qui même alors était jugé par la justice ecclésiastique. Les serviteurs laïques des écoliers avaient aussi leur part dans ces priviléges, et étaient traités plus favorablement que ceux des chanoines de Paris.

« Des édifices de tout genre furent entrepris et achevés sous le règne de Philippe-Auguste. Ce prince fit continuer les travaux de l'église Notre-Dame, dont la première pierre avait été posée en 1163, et dont la construction ne fut achevée que deux siècles après. L'église et le cimetière des Innocents, les églises de Saint-Thomas et de Saint-Nicolas-du-Louvre, celle de Sainte-Madeleine, qui avait été primitivement la synagogue des juifs ; les églises de Sainte-Gene-

stérile cependant. Dès son avénement au trône, Louis eut à combattre Henri III, qui n'oubliant pas la guerre de 1216, au lieu de venir faire hommage à son ancien ennemi, comme c'était l'usage, lui envoya redemander la Normandie. Cette demande était une déclaration de guerre, et Louis

viève, de Saint-Gervais et de Saint-Sulpice, qui reçurent dans la suite des embellissements notables, et un grand nombre de couvents et d'hôpitaux doivent leur fondation soit à Philippe-Auguste, soit à des vœux que la piété réalisa pendant son règne. Mais il est seul auteur de plusieurs établissements qui n'eurent point la religion pour objet, et qui furent construits en vue de l'utilité des habitants et de l'assainissement ou de la sûreté des villes. Avec les richesses confisquées sur les juifs, qui furent exilés du royaume (1183), il fit bâtir deux halles, dont une partie fut couverte, et qui furent entourées de murs où l'on avait pratiqué des portes pour garantir les marchandises contre les surprises des vols. Deux ans après (1185), il commença à faire paver les rues de Paris avec de grosses pierres carrées. On ne pava encore que deux rues, qui, traversant la ville, se joignaient au centre, et qu'on appelait *la Croisée de Paris.* Le Petit-Pont, deux fois renversé par un débordement de la Seine, fut deux fois reconstruit sous Philippe-Auguste. Les aqueducs de Saint-Gervais et de Belleville sont vraisemblablement l'ouvrage de ce prince; ils alimentèrent les fontaines de Saint-Lazare, des Filles-Dieu, des Innocents et celle de la Halle, les premières qui aient été construites à Paris ou dans les environs. Il encouragea les communautés auxquelles il avait accordé des chartes, à pourvoir à leur défense en s'entourant de murs; et lui-même, avant de partir pour la croisade (1190), il prescrivit aux bourgeois de Paris de faire travailler à une enceinte de leur ville, composée d'un mur solide et garnie de portes et de tours. L'enceinte septentrionale ne fut achevée qu'après dix-huit ans de travaux; l'enceinte méridionale fut commencée en 1208, et ne fut terminée que vers la fin du règne de Philippe-Auguste. Il favorisa une compagnie de marchands, *la Hanse parisienne,* qui faisait le commerce par eau, qui entretenait des relations avec d'autres marchands des contrées voisines, et qui construisit à Paris un port pour le débarquement et la vente des marchandises. Philippe-Auguste étendit ses priviléges,

pour toute réponse, se jeta sur la Guienne. L'Aunis, la Saintonge, tout le pays jusqu'à la Garonne, étaient déjà tombés entre ses mains (1224), et quelques mois de guerre eussent peut-être suffi pour débarrasser entièrement le sol français de la domination anglaise, quand son attention fut détournée d'un autre côté.

C'était Amaury de Montfort qui, chassé enfin de la Langue d'Oc, s'était réfugié auprès de Louis, et lui renouvelait la cession qu'il avait déjà faite en vain à son père. Mais, à la place d'un vieillard expirant, il trouvait cette fois un roi brillant de jeunesse et de valeur, et tout fier de ses succès récents : son offre fut bientôt acceptée. Cependant, avant de partir pour le pays des Albigeois, Louis voulut en appeler encore une fois au témoignage de l'Église. L'année suivante (1225), un grand concile fut tenu à Bourges, et là, la famille de Raymond fut déclarée de nouveau impie, et dépossédée à jamais de ses domaines. Le roi de France se chargea d'exécuter ce décret, et se montra au fils de Raymond (le malheureux comte était mort en 1222), avec une armée de plus de cent mille hommes (1226). Il

lui en accorda de nouveaux (1220), et lui céda une certaine juridiction, la première qui ait été exercée par le commerce de Paris. La police de cette ville, qui commençait à prendre une étendue considérable, appartenait au prévôt, qui était aussi le principal juge des contestations entre les habitants, et des délits qui se commettaient. Philippe-Auguste, pour sa sûreté personnelle, et pour se garantir des coups de main dont il se croyait menacé par des serviteurs fanatiques du roi d'Angleterre, s'entoura d'une garde particulière appelée Ribauds. Leur chef, qui portait le titre de roi des Ribauds, jouissait de priviléges importants. Il fut le juge de tous les crimes commis dans les résidences royales. Dans la suite on le dégrada jusqu'à présider à l'exécution des jugements, et à remplir l'office de bourreau. L'infamie où tomba cette milice la fit éloigner, dans les siècles suivants, de la personne du roi, et amena plus tard sa suppression. » (*Caix* et *Poirson*.)

semblait que cette formidable armée dût tout renverser sur son passage ; Avignon l'arrêta dès ses premiers pas, et elle se consuma devant ses murs. Il est vrai que la féodalité s'en mêla : les seigneurs se prêtaient avec répugnance à une expédition qui devait ajouter à la puissance déjà trop considérable des rois, et ils entravèrent les opérations du siége. Thibaut [1] de Champagne, l'un des plus mécontents, abandonna même l'armée avec ses hommes, disant qu'il ne devait plus rien à son suzerain, après ses quarante jours de service féodal. De jour en jour perçait le vice du système féodal, depuis que les temps étaient changés ; l'on pouvait entrevoir le moment où, dégoûtés de ces milices indépendantes et capricieuses, les rois demanderaient à leurs vassaux de l'argent au lieu d'hommes, pour en solder en leur propre nom ; et ce jour-là la féodalité fut terrassée, car cette innovation contenait en germe l'impôt régulier, et l'armée permanente.

Cependant, malgré les trahisons et les désertions, Avignon ouvrit ses portes au roi de France ; déjà les conquêtes de Louis avançaient, quand les maladies se mirent dans son armée. Il retournait en toute hâte dans son royaume, fuyant l'atmosphère brûlante du midi ! arrivé au milieu des montagnes de l'Auvergne, le mal l'atteignit lui-même : il fallut s'arrêter là et mourir (1226). Jamais roi de France ne se vit enlevé plus à contre-temps par la mort ; il mourait dans la vigueur de l'âge [2], au moment d'achever la conquête des provinces anglaises, et de faire celle du midi ; et, pour tenir tête à des vassaux qui ne l'avaient pas respecté lui-même, il laissait une femme qui n'était pas Fran-

[1] On se rappelle le mot de la féodalité, devenue la noblesse, envoyée par Richelieu au siége de La Rochelle : « *Vous verrez que nous serons assez fous pour prendre La Rochelle.* »

[2] Il avait alors trente-neuf ans.

çaise, et un enfant de douze ans. Heureusement pour la royauté que cette femme était Blanche de Castille, et cet enfant saint Louis.

## IV.

*Saint Louis, Philippe le Hardi* (1226-1270-1285). — Ce n'était pas assez pour la royauté capétienne d'avoir reconquis ses droits à la pointe de l'épée, et de s'être faite puissance territoriale, il fallait, pour consacrer son triomphe, qu'un homme doué d'assez de qualités pour être un saint, sans cesser d'être un grand roi, vînt lui donner quelque chose de religieux et de sacré, et lui gagnât l'amour de l'Église et du peuple qui, jusqu'alors, ne l'avaient servie que par intérêt. Tel fut le rôle sublime qui échut à saint Louis, et c'est pour cela que son nom est demeuré dans l'histoire, entouré d'une glorieuse auréole ; c'est pour cela que Voltaire, dans cette revue légère et méchante de tous les peuples, qu'il a nommée l'*Essai sur les mœurs*, s'est prosterné à deux genoux devant l'imposante figure du saint roi, et a laissé tomber de sa plume étonnée un chapitre d'admiration et presque d'amour, qui se trouve là comme par enchantement au milieu de tant de fiel et de dérision. Bien longtemps après le saint roi, son souvenir est demeuré vivant dans les cœurs, et n'a pas été un des moindres appuis qui ont étayé la royauté, et qui lui ont aidé à monter au faîte prodigieux auquel elle finit par s'élever.

Le règne qui devait laisser de si profondes traces dans l'histoire commença par de cruels embarras. La féodalité ouvrait enfin les yeux sur les empiétements de sa rivale, et après s'être laissé maltraiter si longtemps, elle attaquait à son tour. Ce fut un moment de crise pour la royauté.

Elle était encore la plus faible, et sa brutale adversaire pouvait anéantir d'un seul coup l'œuvre de plus de deux siècles d'un travail patient et opiniâtre. Elle ne s'abandonna pas elle-même dans ce danger : à peine Louis VIII venait d'expirer, que Blanche mena en toute hâte son fils à Reims pour l'y faire sacrer, comptant en imposer ainsi aux seigneurs et prévenir leurs complots. Mais ceux qui ne l'avaient pas suivie à Reims ne se tinrent pas pour battus, parce qu'un prêtre avait versé sans eux un peu d'huile sur le front d'un enfant; et sous la conduite de Philippe Hurepel, qui réclamait la tutelle du jeune roi, ils prennent les armes contre la régente. Peu leur importait au fond qui règnerait, de Blanche ou de Philippe; aussi n'était-ce pas pour décider cette question qu'ils s'armaient. Ils parlaient tout bas, et quelques-uns tout haut, de nommer un successeur à cet enfant qu'on se disputait; et déja, disait-on, Enguerrand de Coucy brisait sa couronne de baron, dont il voulait faire une couronne de roi, et se préparait un manteau fleurdelisé : une trahison fit échouer tout cela. C'est quelque chose de singulier que cette influence étrange des petites passions individuelles sur les plus grands événements de l'histoire. Peut-être l'édifice élevé à grands frais par la maison capétienne allait s'écrouler, et sur ces ruines, une nouvelle maison, éteinte aujourd'hui, en aurait bâti une autre; peut-être aussi la féodalité, contente de la leçon qu'elle venait de recevoir, se serait débarrassée d'un mot qui avait failli lui devenir fatal, et nous sentirions-nous encore des suites de cette révolution, quand la reine Blanche se rappela que Thibaut de Champagne l'avait aimée; et faisant taire son amour-propre de femme devant ses intérêts de reine, elle écrivit à cet amant dédaigné une lettre habilement entremêlée de prières et de tendresse, qui le ramena à son parti plus promptement que n'auraient fait les plus insidieuses négociations. Thibaut était le seigneur

le plus puissant de la ligue ; sa défection la détruisit bientôt : chacun voulut traiter à part, comme il arrive toujours en pareil cas, et Blanche eut bon marché de ce faisceau brisé. Elle ne jouit pas longtemps d'un repos si facilement acheté. Philippe Hurepel n'avait pas renoncé à ses droits sur la régence : un jour que le roi allait d'Orléans à Paris, il alla se cacher avec une grosse troupe derrière le château de Montlhéry, cet ancien épouvantail de nos rois, et là, il attendait que le cortége passât. A ce coup, le peuple se mit enfin de la partie. Les gens de Paris accoururent en si grande foule qu'ils remplissaient, dit un vieil historien, toute la route qui va de leur ville à Montlhéry ; ils débusquèrent les soldats du comte de Boulogne, et ramenèrent le roi chez eux au milieu de leurs cris d'amour et de joie (1227).

Ce double échec ne découragea pas les seigneurs : ils reforment une nouvelle ligue et entraînent une seconde fois Thibaut dans leurs rangs. Le danger renaissait plus fort qu'auparavant, parce qu'ils étaient piqués de s'être vus joués par une femme ; Blanche les joua de nouveau. Thibaut ne tint pas contre ses séductions, et cet homme faible et léger, auquel il semblait avoir été donné de faire à son gré les destinées de la France, rompit encore une fois tous les projets de ses alliés. Furieux, ils laissent reposer Blanche et son fils, et l'attaquent à son tour. Ils ne voulaient rien moins que le dépouiller de ses domaines, et les revendiquaient au nom d'Alix de Chypre, dont les droits contestés devenaient certains, dès que la force était de leur côté ; peut-être auraient-ils prévalu, si Blanche n'était venue au secours de son chevalier. Elle envoie une armée contre ses ennemis, les bat, et, pour enlever à Thibaut tout sujet d'inquiétude, obtient d'Alix de Chypre la cession de ses droits. Mais il fallut payer ce service. Thibaut reçoit de la régente la somme d'argent qui a

été promise à sa cousine, et lui donne en revanche les comtés de Blois, de Chartres, de Sancerre, et la vicomté de Châteaudun (1229).

Désespérant de venir à bout d'une puissance qui savait s'agrandir au sein même des orages sous lesquels elle semblait devoir s'abîmer, les seigneurs ligués, Philippe de Boulogne, Hugues de Lusignan, les comtes de Ponthieu et de Châtillon, Enguerrand lui-même, firent leur paix les uns après les autres, et ce grand effort de la féodalité ne tourna qu'à sa confusion. Le duc de Bretagne seul, comptant sur l'alliance d'Henri III, et s'obstinant à poursuivre la guerre avec le roi de France, une armée envahit son territoire; et, abandonné par les Anglais, Mauclerc fait promptement sa soumission (1232). L'année suivante, Henri III qui le soutenait encore par sa présence, se sauve plutôt qu'il ne retourne en Angleterre, et le duc de Bretagne, toujours inquiet des sentiments qu'on lui gardait à Paris, s'en vient un jour se jeter aux pieds du roi pour lui demander sa grâce (1233). Louis le reçut durement; mais, après de violents reproches, il le releva et lui pardonna. Il pouvait sans danger se montrer généreux : la féodalité avait mis bas les armes, et cet acte de clémence devait rassurer tant d'esprits encore tout émus de leur révolte, et peu sûrs du pardon qu'on leur avait accordé. Bientôt un nouvel événement vint le raffermir encore sur son trône ébranlé. Le comte Thibaut, qui venait d'ajouter le royaume de Navarre à ses vastes domaines (1234), part pour une croisade dans laquelle il avait entraîné la moitié des seigneurs français, et le débarrasse ainsi d'ennemis incommodes et d'un ami trop puissant pour n'être pas dangereux. Ce combat terrible, qui s'était engagé entre les deux grandes puissances de la France d'alors, venait de se terminer, et c'était à l'avantage de la royauté; car, loin de reculer, elle se trouvait encore avancée de quel-

ques pas. De jour en jour la question se décidait : saint Louis est déjà un immense progrès, et dès Philippe le Bel le procès sera jugé. Une chose aida surtout à cette conquête intérieure, ce fut la soumission définitive du midi qui s'acheva sous ce règne. On a peut-être perdu de vue, au milieu de tous ces débats domestiques, ces campagnes albigeoises du comté de Toulouse sur lesquelles, à la voix de Rome, les Francs du Nord s'étaient rués comme sur une proie, et où Montfort et Louis Cœur de Lion avaient trouvé la mort en cherchant à les conquérir. Ce que vingt ans de malheurs et de guerre n'avaient pu faire, la régence le fit par un traité. A peine Louis VIII avait-il commencé à reculer devant les maladies, que le comte de Toulouse, revenant sur ses pas, avait repris à mesure tou le pays qu'abandonnait l'ennemi. Malgré les affaires du dedans, Blanche ne négligea pas les terres du midi : dès la première année de son gouvernement, elle y envoya une armée sous la conduite d'Humbert de Beaujeu, et la guerre se ralluma, mais faiblement, car elle était trop active ailleurs. Cependant on se lassait à Toulouse d'avoir à recommencer tant de fois, et il semblait qu'après tant d'essais l'invasion dût finir par forcer le passage. Le comte crut qu'il valait mieux installer lui-même ces opiniâtres conquérants que de les voir emporter son pays d'assaut, et il se résolut enfin à traiter. Ce fut à Meaux que la chose se conclut (1229). La régente obtint d'abord toute la contrée dont son mari s'était emparé, et le mariage de son fils Alphonse avec l'héritière du comté lui assura le reste. Puis, pour enraciner plus profondément la domination française dans ce sol du midi qui l'avait si souvent rejetée, ce fut là qu'elle alla chercher une femme au roi son fils (1234), et elle lui fit épouser Marguerite de Provence, tandis qu'elle donnait à Charles d'Anjou la sœur de Marguerite, Béatrix de Provence.

Jusqu'à présent, c'était cette femme qui avait tout fait dans le royaume : la majorité de Louis IX, qui arriva l'an 1236, vint enfin retirer de ses mains les rênes de l'État qu'elle avait si habilement tenues; mais elle ne les lâcha pas tout entières. Mère hautaine elle avait appris à son fils à trembler devant elle ; et elle conserva longtemps sur son esprit un ascendant absolu. Tout homme fait qu'il était devenu, elle veillait sur lui comme sur un enfant; et comme il était d'une complexion délicate, elle l'avait séparé de sa femme, et il ne pouvait la voir sans une permission. Louis qui aimait éperdument Marguerite, et qui n'osait résister, avait gagné ses femmes, et de temps en temps se glissait à la dérobée dans sa chambre. Un jour qu'il avait hasardé cette escapade, Blanche entra : « Que « faites-vous ici ? » lui dit-elle d'une voix sévère; et elle le prit par la main pour l'emmener. Louis confus s'en alla en pleurant.

Et cependant c'était là l'homme qui voyait alors l'Europe à ses pieds. En ce moment les deux grandes puissances de la chrétienté, l'empire et la papauté, s'inclinaient devant Louis IX ; Grégoire IX et Frédéric II l'établissaient arbitre de leur querelle (1240), et Grégoire, en dépit de cause, lui offrait la couronne impériale pour son frère Robert d'Artois. Ce fut là que se découvrit toute la grandeur de ce caractère, si faible en apparence et si timide. Non-seulement il refusa, ce n'eût été là qu'un désintéressement vulgaire, car Frédéric tenait encore sa couronne, et la tenait bien, et quand Grégoire la donnait à la France, il lui donnait une guerre au lieu de l'empire; mais il osa tenir tête au pape, lui si religieux qu'il aurait voulu se faire moine, si craintif qu'il pleurait devant sa mère ; il lui dit à la face de l'Europe qu'il n'avait pas le droit de disposer des couronnes, et que Frédéric était innocent tant qu'il n'avait pas été jugé.

Louis portait le même courage sur les champs de bataille. Lusignan de la Marche, qui s'était déjà révolté contre lui lors des troubles de sa minorité, reprend les armes, fatigué par les instances d'Isabelle, sa femme[1], et appelle à son secours Henri III. Il va se jeter à l'improviste sur Louis, qui passait alors à Poitiers, et sans une fuite précipitée, le roi serait tombé entre ses mains (1240). La vengeance ne se fit pas attendre : pendant que Henri III retarde l'embarquement des troupes qu'il a promises a son beau-père, Louis entre, à la tête d'une armée, sur les terres du comte de la Marche, assiége lui-même ses châteaux forts, et il ne lui restait presque plus rien quand les Anglais arrivèrent. Battus à Saintes, ils se replient sur Taillebourg, où l'intrépide monarque les a bientôt atteints. Un pont de bois était le seul chemin qui pût le conduire à l'armée anglaise, retranchée sur le bord opposé d'une rivière ; Louis s'y élance sans regarder s'il est suivi. Il le fut bientôt, mais la foule de ceux qui se précipitèrent sur ses pas, fit écrouler le pont. Arrivé presque seul sur la rive ennemie, il combattit si vaillamment, que ses soldats eurent le temps de venir le dégager en se jetant à la nage, et quelques heures de combat suffirent pour mettre les Anglais en déroute (1242).

Il y avait longtemps que la France n'avait eu un tel souverain : aussi fut-ce un deuil universel par toutes ses provinces, quand en l'année 1244, s'y répandit le bruit sinistre que le bon roi Louis IX venait d'expirer. Déjà l'on entourait son corps du linceul, quand une des femmes chargées de lui rendre ce triste office, s'aperçut qu'il respirait encore. On s'arrêta, et bientôt le roi, sortant comme d'un profond sommeil, se dressa sur son séant, et fit vœu

[1] Veuve de Jean sans Terre, Isabelle ne pouvait se faire à la vie de châtelaine après s'être vue reine ; elle eût voulu que Lusignan se créât une souveraineté indépendante dans les pays de l'ouest.

s'il revenait à la vie, d'entreprendre le voyage de la terre sainte. La reine Blanche crut d'abord qu'elle aurait bon marché de ce vœu formé dans un état voisin du délire, et que tous, jusqu'aux prêtres eux-mêmes, désapprouvaient; mais son impérieuse autorité, ses conseils de reine, ses larmes de mère, tout vint se briser contre la volonté de son fils: amis, ministres et confesseurs essayèrent en vain de faire entendre leur voix après la sienne, il fallut céder et partir avec lui.

On vit alors combien bas était tombé, dès cette époque, l'esprit religieux d'abord, et puis chevaleresque, qui avait inspiré les croisades. Pendant quatre ans, Louis IX ne cessa d'appeler auprès de lui tout ce qu'il y avait de chevaliers et de chrétiens en Europe, et personne ne répondit à son appel. Ils étaient occupés ailleurs. En Angleterre, les barons de Henri III suivaient d'un œil inquiet toutes les tentatives qu'il faisait pour leur enlever les droits arrachés à son père, et parlaient déjà de révolte. L'Allemagne et l'Italie avaient les yeux fixés sur la sanglante querelle de l'empereur et du pape. Lassé d'une lutte désastreuse, dans laquelle tout ce qu'il avait de cher périssait ou le trahissait, l'infortuné Frédéric II demandait avec larmes, à Innocent IV, qu'on lui rendît la paix, et qu'on le laissât partir aux côtés du saint roi; et le successeur d'Urbain lui faisait répondre qu'il n'était pas digne de combattre pour Jésus-Christ, lui, un excommunié. La France elle-même ne se prêtait qu'avec répugnance aux vœux de son roi, et malgré toutes ses instances, il n'avait pu obtenir d'une grande partie des seigneurs qu'ils consentissent à se croiser. Mais lui, toujours ferme dans son dessein, ne se rebutait de rien, et allait à son but par toute voie. C'était un usage qu'à certaine cérémonie, le roi fît don de manteaux aux seigneurs de la cour : un jour, Louis rassemble en un lieu obscur un grand nombre des plus opiniâtres, et leur distribue des manteaux

sur lesquels on avait brodé de larges croix ; quand, en sortant de là, chacun vit une croix sur l'épaule de son voisin, ils se prirent tous à rire ; mais ils étaient vaincus, et ils partirent avec les autres. A d'autres, Louis offrait de leur payer une solde ; aussi, jamais croisade ne fut-elle mieux nommée du nom de son chef : c'était bien là la croisade de saint Louis, car les croisés étaient bien plutôt soldats du roi que soldats de Dieu.

Le résultat de tant d'efforts fut une armée de près de cent mille hommes, qui alla débarquer en Égypte (1248), où, après quelques succès brillants, elle s'arrêta tout à coup devant une armée musulmane qui la tint sur les bords du Nil, exposée au feu grégois et aux maladies pestilentielles, jusqu'à ce qu'elle fût décidée à une retraite, qui devint bientôt une fuite, et dans laquelle Louis tomba entre les mains des infidèles, avec tout ce qui lui restait de soldats (1250).

Pendant que les Français faisaient montre à l'Égypte d'une valeur inutile et malheureuse, la reine Blanche, redevenue régente du royaume, le gouvernait d'une main aussi ferme dans l'absence que dans la minorité de son fils. Il n'y avait rien à craindre de la part de la noblesse, qui avait envoyé à la suite du roi tout ce qu'elle avait d'énergique et de remuant ; mais plus hardi en l'absence de ses maîtres, le peuple se laissa aller aux besoins d'agitation qui de tout temps ont tourmenté les masses, et la révolte des pastoureaux menaça de mettre le royaume en combustion. « Aux fêtes de Pâques de l'année 1251, au moment où l'on venait de recevoir en France la nouvelle des désastres de la croisade, un vieux moine, nommé Jacob, que l'on appelait le *Maître de Hongrie*, parce qu'il arrivait de ce pays, se mit à parcourir les campagnes de Flandre et de Picardie, prêchant partout que Dieu ne voulait point des orgueilleux barons pour délivrer la terre sainte,

et que c'était aux simples et aux pauvres, aux bergers surtout, qu'était réservé cet honneur. La preuve que Jésus-Christ les avait choisis, c'est qu'il s'était donné étant sur la terre, le nom de Pasteur et d'Agneau de Dieu. La longue barbe du moine; son visage maigre et pâle; sa main toujours fermée, dans laquelle était, disait-il, une cédule qui contenait les instructions de la Sainte-Vierge; quelques miracles, comme ont su en faire tous les prophètes, agirent tellement sur ces âmes crédules, que, de toutes parts, on laissait là étables et troupeaux pour marcher à sa suite. Ils se trouvèrent trente mille à Amiens. De là, cette foule roula sur l'Ile de France, se grossissant sur sa route de serfs, de bannis, de *ribauds*, qui accouraient armés de haches à deux tranchants, d'épieux, de massues, de fourches, de vieilles épées. Ils s'étaient donné des chefs et des capitaines sous lesquels ils défilaient en bon ordre dans les bourgs et les cités, élevant leurs armes en l'air, précédés de bannières où étaient peints des agneaux avec des croix, des anges, des images de la Vierge et du Maître de Hongrie. Ils eurent bientôt jusqu'à 500 bannières de la sorte, et à la fin ils étaient plus de 100,000. Quand le Maître se vit si fort, et qu'il n'y avait ni prévôt, ni bailli qui osât résister à ses gens, il se mit à prêcher contre les évêques et les chanoines, contre les Ordres mendiants, les moines blancs et les moines noirs (ceux de Citeaux et de Cluny), leur reprochant à tous leur gloutonnerie, leur orgueil et leur passion des richesses. Il les appelait des mondains et des dévorateurs de viande, et le peuple se plaisait à entendre ces discours, *ce qui était fort dangereux*. Il commençait déjà à mettre à mort les clercs qu'il rencontrait par les champs. Quand les pastoureaux se présentèrent aux portes de Paris, la reine Blanche, trop faible pour espérer d'en venir à bout, fit des présents et des caresses au Maître de Hongrie, qui prêcha la mitre en tête,

et consacra l'eau bénite dans l'église de Saint-Eustache, pendant que les disciples, répandus dans la ville, faisaient main basse sur tous les clercs qu'ils atteignaient. On barricada les abords du quartier de l'Université, pour qu'ils ne pussent arriver aux écoliers ; ensuite ils se dirigèrent sur Orléans, où le Maître entra le jour de la Saint-Barnabé, après avoir annoncé qu'il allait prêcher comme un grand prophète. L'évêque avait défendu à ses clercs d'assister aux assemblées des pastoureaux, disant que ce n'étaient que *souricières du diable;* mais quelques-uns y vinrent avec la foule : l'un d'eux ayant osé entamer la discussion avec le Maître, au moment où il montait en chaire, eut à l'instant la tête fendue d'un coup de hache, et le massacre des clercs commença par toute la ville, au grand plaisir des bourgeois, qui vinrent en aide, à cette occasion, aux pastoureaux. Tant de violences finirent par exciter l'indignation publique. Blanche, rassurée par la distance, se déclara contre le Maître de Hongrie, excommunié avec tous les siens par l'évêque d'Orléans. En arrivant à Bourges, le prophète trouva une grande multitude, attirée par l'appât des miracles qu'il avait annoncés d'avance. Les miracles se faisant trop attendre, on commençait à murmurer, quand un bourreau, aposté parmi le peuple, se jeta sur le Maître, et lui fit sauter la cervelle d'un coup de hache à deux tranchants. Au même instant, les hommes d'armes du bailli royal fondirent sur sa troupe éperdue, et la dispersèrent. Son cadavre fut jeté dans un carrefour, « pour être déchiré par les chiens ; » et ce fut le terme de cet étrange mouvement, qui donne un cruel démenti à ces instincts de pieuse servilité, dont on a fait trop souvent honneur aux hommes du douzième et du treizième siècle. Deux autres bandes de pastoureaux qui avaient fait route pour Marseille et pour Bordeaux, eurent le même sort que la première. « Les chefs furent suspendus aux fourches pati-

bulaires, et le menu peuple obligé de s'en retourner pauvre et mendiant. » (Mathieu Paris.) (Hist. de France.)

L'année qui suivit la destruction des pastoureaux, Blanche mourut (1252), laissant le royaume florissant; femme admirable, malgré sa morgue espagnole, et qui est restée populaire chez nous à deux titres: pour avoir sauvé la royauté, et pour nous avoir donné saint Louis. Quand on apprit au roi que sa mère était morte, il parcourait la Palestine, relevant les fortifications des villes, visitant les églises, encourageant les chrétiens par ses paroles comme par son exemple, et il ne put de sitôt s'arracher à ces douces occupations; ce ne fut qu'en 1254 qu'il se détermina enfin à partir, laissant les chrétiens de la terre sainte aussi nus et aussi délaissés qu'auparavant, et ne rapportant à la France, de cette longue et pénible expédition, que le souvenir des grandes choses qu'il avait faites. Personne ne lui reprocha de ne pas rapporter assez. Il n'y eut que de l'admiration pour cet homme, qui, après s'être montré plus grand que l'adversité, revenait vers les siens aussi doux et aussi simple qu'il était en partant. Ses compagnons de croisade redisaient à la foule comment, tout brisé par la maladie, il avait bravé les bourreaux et les tortures du sultan; comment son seul aspect avait intimidé les féroces Mamelucks, qui, les mains rougies du sang de leur maître, venaient lui parler d'abjuration. Ils rappelaient sa bonne foi avec des gens sans parole, sa compassion pour toutes les douleurs, sa générosité pour toutes les misères. Tant de vertus le rendaient sacré aux grands comme aux petits; et depuis, son règne s'écoula heureux et tranquille, sans qu'il eût ni révolte à châtier, ni guerre à soutenir [1].

[1] « Le calme absolu dans lequel s'écoulèrent les dernières années du règne de saint Louis, aida encore à l'affermissement de cette

Bientôt il vint ajouter encore à cette réputation de vertu par un acte de désintéressement et de justice, inouï dans notre histoire, et nous oserions le dire, dans toute l'histoire, acte de vertu et non de politique, comme quelques-uns ont voulu l'expliquer, et d'une vertu si élevée, que

souveraineté morale qui lui permit d'agir si fortement sur son époque. Nous voulons parler du code nouveau qu'il dicta à la féodalité, et qui nous est parvenu sous le titre d'Etablissements de saint Louis.

« Quelque grande qu'ait été l'influence de ces institutions, il faut bien se garder de croire que leur auteur ait entrevu toutes les conséquences de ses actes. Comme on vient de le dire, son respect pour les droits acquis ne céda jamais qu'à l'obligation où il croyait être de faire respecter partout la loi de Dieu. C'est ainsi que, dans ses *établissements*, il reconnaît formellement le droit qu'ont les seigneurs de résister au roi, lorsqu'il leur a dénié justice en sa cour. Ses établissements, au moins dans le premier livre, ne sont souvent autre chose que la reconnaissance et la détermination des droits féodaux, et plus d'une fois sa justice s'arrêta devant des priviléges consacrés par le temps. Ainsi un seigneur de Coucy ayant fait pendre, pour délit de chasse, deux jeunes gens d'une famille distinguée de Flandre, Louis voulut le punir de mort, malgré toutes les supplications de la noblesse, et il ne renonça à faire exécuter sa sentence, que lorsqu'on lui eut montré qu'elle violait les lois féodales.

« Néanmoins saint Louis ne respecta pas également toutes les coutumes de la féodalité; il en est deux surtout qu'il s'efforça, pendant tout son règne, de détruire; je veux parler des guerres privées et des duels judiciaires. D'abord, en 1445, il rétablit, en termes plus formels, une ordonnance de Philippe-Auguste, par laquelle il était arrêté qu'après une offense entre deux parties, il y aurait une trêve de quarante jours pour tous leurs parents; c'est ce qu'on nomma *la quarantaine le roi*. En vertu d'une ordonnance postérieure, la partie qui se croyait la plus faible put encore éviter la guerre en recourant à la justice, et celle-ci sommait son adversaire de lui jurer *asseurement*. L'asseurement ne pouvait être refusé, et celui qui le violait était pendu. Ces ordonnances dimi-

beaucoup n'ont pu la comprendre. On ne revient guère sur le droit d'une conquête quand elle est terminée, surtout quand elle date de plus d'un demi-siècle ; et cependant Henri III eut le courage, nous dirions l'audace, s'il n'avait pas eu affaire à saint Louis, de venir lui demander compte

nuèrent sans nul doute le nombre des guerres privées, car saint Louis s'efforça constamment de les faire observer.

« Il lui fut moins facile de détruire le duel judiciaire. Cette forme de procédure était si universellement adoptée, elle était si chère à la noblesse, que la tentative de l'interdire tout à coup et dans tous les fiefs était impraticable. Aussi saint Louis ne supprima-t-il formellement le duel judiciaire que dans les domaines royaux : son ordonnance le dit expressément, et il le répète dans plusieurs passages de ses établissements, mais il traita avec ceux des grands vassaux qui consentirent à détruire le duel judiciaire. Toutefois, la plupart des seigneurs refusèrent longtemps, par intérêt, d'imiter son exemple, car l'amende du vaincu roturier était de soixante sols, et celle du gentilhomme de soixante livres. En défendant les batailles en justice, saint Louis y substitua les preuves par témoins, sans ôter *les autres bonnes et loyales preuves usitées* en cour laïque jusqu'à ce temps. Cette mesure, bien qu'elle ne s'étendît pas à tout le royaume, n'en eut pas moins d'importants résultats. Dès lors, dans tous les domaines de la couronne, on fut obligé, au lieu de recourir au combat, de se soumettre à la juridiction des juges royaux.

« Mais l'appréciation des témoignages, la complication de causes, le nombre et la confusion des preuves écrites, rendaient bien difficile l'administration de la justice, et il fallut qu'une classe d'hommes prît pour tâche spéciale et exclusive le soin des procédures. Ces nouveaux clercs eurent aussi leur évangile, les Pandectes de Justinien, découvertes depuis un siècle, et appelées du nom de *raison écrite*. Ce que les jurisconsultes de Bologne avaient voulu faire pour les empereurs de la maison de Souabe, les légistes de France le tentèrent avec plus de succès en faveur de leur souverain; ils ne dirent point que le roi de France devait succéder à la toute-puissance des empereurs romains ; mais ils arrivèrent plus sûrement au même but par des moyens détournés. Créés par la

des conquêtes de Philippe Auguste. Un autre l'eût renvoyé avec plus de pitié que de colère ; Louis IX devint pensif à cette demande, et quelque temps après, il lui rendit le Périgord, le Limousin, l'Angenois, la Saintonge et le Quercy, sous la condition qu'il le tranquilliserait pour le reste, en

royauté, qui les prenait pour ses conseillers, ils attaquèrent sourdement, à son profit, la société féodale ; d'abord ils cherchèrent à introduire partout la législation de l'empire romain, si favorable à l'autorité absolue. Dans tout le second livre des établissements de saint Louis, à peine y a-t-il douze ou quinze chapitres où l'on n'en réfère point à quelques passages des Pandectes. C'est dans cet esprit qu'ils multiplièrent les appels et les *cas royaux*, de manière à ramener toutes les justices féodales sous la dépendance de la justice royale. *Si aucun veut fausser jugement au païs, où il appartient que jugement soit faussé, il n'y aura point de bataille ; mès les clains et les respons, et les autres erremens de plet seront apportés en nostre cour.* Ainsi, sans supprimer les justices seigneuriales, saint Louis donnait à ses prévôts et baillis le pouvoir de juger souvent les causes déjà jugées par les barons. A ces appels vinrent se joindre les *cas royaux*, c'est-à-dire que le roi, comme chef du gouvernement féodal, avait de préférence à tout autre, le droit de juger certaines causes nommées pour cela cas royaux. Mais les légistes du roi qui savaient combien peut s'étendre un droit que rien ne précise, ne voulurent jamais déterminer clairement quels étaient les cas royaux, et c'était par une décision tout arbitraire, que toutes les fois qu'une cause leur paraissait intéresser l'autorité du roi, ils l'enlevaient aux justices seigneuriales, pour en attirer le jugement à leurs cours.

« Tous ces légistes dont le prince s'entourait, cherchèrent bientôt à se créer une position dans l'État, en dehors de la hiérarchie féodale ; ils n'inventèrent point d'abord des noms ni des formes nouvelles, mais ils profitèrent de tout ce qui pouvait leur servir dans les substitutions féodales, pour cacher leur innovation sous d'anciens titres.

« En lisant les ordonnonces rendues par saint Louis, on voit que, pour la plupart, elles ont été délibérées dans un conseil où le roi avait appelé ses barons, ou ceux de ses sujets qui étaient directe-

renonçant à tous ses droits : il eût même tout rendu, si l'énergique opposition qu'il rencontra partout ne l'eût épouvanté (1259).

C'est quelque chose de si rare pour un historien que de voir la conscience jouer un rôle dans les traités et les né-

ment intéressés à l'objet des ordonnances. C'est ainsi qu'on lit dans le préambule des établissements : *Et furent faits, ces établissements, par le grand concours de sages hommes et de bons clercs.* Lorsque Louis voulut rendre à Henri III les conquêtes de Philippe Auguste, il eut à lutter longtemps contre son *baronnage*, qui pesa la légitimité des prétentions du roi d'Angleterre, et reconnut comme valide le jugement des douze pairs de Philippe Auguste contre Jean sans Terre. C'est bien là le *grande parlamentum* dont parle Guillaume de Nangis. Mais cette noble cour de baronnie ne semble apparaître sous saint Louis que pour élever à son importance et ennoblir de son nom une humble réunion de légistes qui envahissent peu à peu le *parlamentum*, et bientôt en chassent même les barons. La substitution des preuves par témoins aux gages de bataille, les appels, les cas royaux, les renvois des causes difficiles *pour les preuves oüir*, compliquèrent singulièrement les travaux de la *cour du roi*. Les barons ne purent y suffire ; il fallut des *conseillers-clercs* pour lire les dépositions des témoins, et cette masse énorme d'écritures que faisait naître chaque procès. Une ordonnance, qui est peut-être attribuée à tort à saint Louis, nous montre le parlement composé de trois hauts barons, le duc de Bourgogne, le comte de Saint-Pol et le connétable ; de trois prélats, l'archevêque de Narbonne, l'évêque de Paris, l'évêque de Térouanne ; de dix-huit chevaliers ; de dix-sept clers ; enfin de deux légistes prononçant les arrêts ; sept autres membres pouvaient y assister occasionnellement. Telle fut l'origine de cette magistrature qui occupa une si grande place dans l'ancienne monarchie, et fut le plus puissant instrument dont se servit la royauté pour niveler la France.

« C'est à saint Louis qu'est aussi due la Pragmatique-sanction qui détermina les droits de l'autorité spirituelle et ceux de la puissance temporelle, affranchit la couronne de toute dépendance à l'égard du saint siége, et posa la base des libertés gallicanes. » (Le Bas, *Hist. du Moyen-âge.*)

gociations publiques, que l'on s'étonne d'abord de ce traité hors ligne, et que l'on ne sait s'il faut admirer ou blâmer. Sans doute, Louis fut le seul de son conseil qui fût de son avis; sans doute on lui parla des destinées de la France compromises par ce rigorisme de justice dont personne ne faisait usage : il serait impie cependant de contester que la vertu soit de mise en politique; et pour une fois, par hasard, qu'elle s'y trouve mêlée, la critique peut bien lui faire grâce.

A quelques mois de là, Louis reçut une flatteuse récompense de ce vertueux sacrifice. Henri III, qui, tout en profitant de la conscience des autres, en faisait peu de cas pour lui-même, disputait sans cesse à ses barons les droits que leur avait donnés Jean sans terre, et que lui-même avait confirmés plusieurs fois. Irrités de sa mauvaise foi, ils se soulevèrent enfin, et sous la conduite d'un fils du fameux Simon de Montfort (Leicester), ils avaient déjà commencé la guerre, quand on convint de s'en rapporter à saint Louis (1260). C'était la seconde fois que le roi de France voyait comparaître ainsi devant lui deux puissances ennemies : et, en méritant cet hommage, il servait admirablement la cause de la royauté capétienne; car ceux qui venaient ainsi se mettre à ses pieds, s'inclinaient bien un peu, aux yeux du peuple, qui ne discute guère les intentions, devant le trône sur lequel Louis était assis. Cette fois, comme l'autre, sa voix impartiale fut impuissante devant les haines passionnées des partis; Henri qu'il avait condamné au pardon du passé, les barons, qu'il rappelait à la soumission, refusèrent également d'obéir, et cette intervention, si glorieuse pour le roi de France, fut inutile à ceux qui l'avaient invoqué.

De toute part on recourait à la cour de Louis quand il y avait quelque chose à faire en Europe. Trois ans après le jugement de Henri III et de ses barons, on vit arriver en

France des légats du pape Urbain IV, qui venaient offrir à Charles d'Anjou, un des frères du roi, le royaume de Naples et de Sicile, au préjudice de Manfred. Celui-ci que le pape dépossédait était fils de Frédéric II, que Louis avait défendu autrefois contre les poursuites du saint-siége, et dont il avait refusé la couronne pour son frère Robert. L'offre d'Urbain IV fut acceptée; mais Louis, en ne la refusant pas, ne mentit point à sa conduite passée : car d'Anjou n'était point alors un jeune homme sans volonté et sans puissance, comme l'avait été Robert; c'était un homme hardi et violent, qui possédait presque tout le Midi, et qui, à défaut de permission, fût parti malgré son frère. D'ailleurs l'expédition s'exécuta sans Louis IX : ce fut en Provence que Charles fit tous ses préparatifs, et quand il descendit en Italie, l'armée qu'il conduisait à Naples était bien à lui, et le roi de France n'avait pas à en réclamer un soldat.

Cette expédition de Charles d'Anjou est un fait de la plus haute importance; elle décide la prédominance de la race française sur les races qui l'avoisinaient au sud, et prépare de loin les fameuses guerres d'Italie : quand Charles VIII passa les Alpes, c'était pour faire valoir les droits qu'il tenait de la maison d'Anjou. Un moment le frère de Louis IX put croire qu'en place du royaume de Naples c'était l'Italie entière dont il allait s'emparer. Depuis que Frédéric II avait disparu de la scène, et que le *grand interrègne* avait commencé pour les pays de l'ancien empire, l'Italie, veuve de cette unité politique, il est vrai, plutôt que nationale, dont elle devait le bienfait à ses empereurs, s'agitait en vain pour la ressaisir, et luttait péniblement contre cette nuée de souverainetés locales qui s'élevaient à chaque pas dans son sein. Guerres de maisons contre maisons, de villes contre villes, de familles contre familles, de la maison d'Est contre la maison de Romano, de Florence contre Pise, de Venise

contre Gênes, des Uberti contre les Donati; lutte de l'aristocratie et de la démocratie, des petits et des hauts métiers à Florence, des sénateurs et du peuple à Venise; tout cela était venu fondre sur elle dès que l'empire lui avait manqué; et au milieu de cette confusion épouvantable, elle cherchait en vain un point autour duquel elle pût se rallier; la papauté et la maison de Naples, qui seules eussent pu prétendre à la domination, ne songeaient qu'à se déchirer, et, loin de remédier au désordre, ne faisaient que l'augmenter. Quand Charles se montra à cette société en chaos, tous les regards se tournèrent sur lui. Brave, entreprenant, étranger à toutes les haines, à tous les intérêts qui divisaient cette foule de souverains et de nations, avec une belle armée à ses ordres, et la France derrière lui, il pouvait prétendre à réunir sous sa domination la contrée qui s'offrait à lui, à exécuter peut-être ce que rêva Napoléon, à pousser la France jusqu'au golfe de Tarente: déjà la Lombardie était à ses pieds; il se faisait nommer sénateur à Rome, et seigneur de la république à Florence; tandis que Manfred pouvait à peine contenir ses peuples soulevés au seul nom des Français. Mais au lieu de cela, au lieu de rester lui-même, et de commander à tous en ne se livrant à personne, Charles se mit au service d'un parti, d'une idée, il se fit chef des Guelfes et chevalier du pape, et l'Italie qui avait battu des mains sur son passage, se referma bientôt derrière lui.

En place de si grandes espérances, il se trouva heureux de venir à bout de Manfred, qui perdit en un jour, son royaume et la vie (bataille de Bénévent, 1266). Encore les Gibelins dont il s'était fait l'ennemi, ne le laissèrent-ils pas jouir en paix de sa conquête, et lui ramenèrent-ils en deux ans ce qui restait de la maison de Souabe, le jeune Conradin, qui l'aurait peut-être emporté si Charles, près d'être vaincu à Tagliacozzo (1268), n'eût

ordonné à ses hommes d'armes de *frapper aux chevaux*[1].

Une si chétive proie ne suffisait pas à la vaste ambition de Charles, et, dans ses rêves ambitieux, il songeait à lui jeter une plus ample pâture. De la pointe de la Sicile, il jetait des yeux avides sur les contrées de l'ancienne Carthage, possédées alors par la tribu des Mérinides, et, s'il eût été assez fort, il en aurait entrepris sur-le-champ la conquête ; mais, impuissant à soutenir une lutte contre une tribu redoutable, qui faisait trembler alors les chrétiens de la Castille, il songea à la France, et résolut d'y mener son frère.

Les circonstances étaient favorables : depuis la première croisade, Louis IX avait toujours la terre sainte devant les yeux, et il pensait sérieusement à s'embarquer de nouveau pour aller combattre les infidèles. Charles lui parla de se diriger sur Tunis, d'où il pourrait ensuite descendre avec avantage en Égypte, en soumettant la côte sur son passage, et lui promit une flotte et une armée, s'il adoptait son plan. Le bon roi le crut et partit déjà malade, au milieu des lamentations et des larmes de ses sujets, qui tremblaient de ne plus le revoir (1270). Ils ne se trompaient pas : à peine avait-on commencé le siége de la place, que la contagion se mit parmi les Français, et déjà ils mouraient par milliers, quand Louis, qui parcourait le camp, consolant les mourants et exhortant ceux qui vivaient encore à bien combattre, rentra un jour dans sa tente, attaqué lui-même de la peste, et quelques jours après elle l'avait emporté (1270). Quand le saint roi se sentit mourir, il ordonna qu'on l'étendît sur la cendre, et il était là, faisant ses adieux à se serviteurs qui pleuraient, et adressant à son fils ces belles paroles que tout le monde sait par cœur, quand un homme que personne n'attendait plus, parut tout à coup devant lui.

[1] C'était un acte infâme d'après les lois de la chevalerie.

C'était Charles d'Anjou qui venait d'arriver avec cette flotte tant désirée, et que pas un ne salua d'un cri de joie, car Louis allait mourir. Charles n'eut que le temps de recevoir ses derniers soupirs, et puis il fallut songer au retour. Un point d'honneur chevaleresque défendait de faire une paix avec les infidèles ; on conclut avec le roi de Tunis une trêve dérisoire de dix ans, et on laissa là pour toujours ce rivage maudit, où les calculs intéressés d'un prince ambitieux avaient envoyé Louis pour y mourir.

La peste de Tunis avait mieux servi les intérêts du nouveau roi, que la conquête de cette ville n'eût fait ceux de Charles d'Anjou. Quant il revint en France, il apportait avec lui, outre le corps de son père, les cercueils de ses deux frères, Jean Tristan et Alphonse de Poitiers, de Jeanne de Toulouse, la femme d'Alphonse et de Thibaut II, comte de Champagne et roi de Navarre. Chacun de ces cercueils valait une province à la couronne, et Philippe le Hardi se vit enrichi d'un coup de l'Auvergne, du Poitou, de la Champagne et du comté de Toulouse. Les nouvelles possessions du roi de France, le mettaient pour la première fois en contact avec tout le midi de l'Europe ; aussi allons-nous voir Philippe le Hardi engagé dans toutes les révolutions de l'Italie et de l'Espagne, tandis que ses prédécesseurs et son père lui-même, tout puissant qu'il était, ne s'étaient jamais hasardés au delà des deux chaînes de montagnes qui bornent la France de ce côté-là. Philippe le Hardi est plutôt le continuateur de Charles d'Anjou que de saint Louis ; son règne se passe tout entier au dehors de son royaume ; ce n'est plus qu'une figure insignifiante, si nous voulons le ramener en France. L'histoire ne nous donne alors que des procès de ministres et des persécutions de Juifs ; des anecdotes et des faits banaux qui se retrouvent à chaque page de nos annales. Mais suivons-le partout ailleurs, en Navarre, en Castille, à Naples, en Aragon ; son rôle s'agran-

dit et devient imposant. Il est l'arbitre de la moitié de l'Europe, et là où éclate une guerre, une révolution, une querelle de famille, on est sûr de trouver son nom.

La Navarre fut la première qui appela l'intervention de ce puissant monarque. A la mort de Henri le Gras, fils de Thibaut II (1274), il ne restait plus de l'ancienne famille des comtes de Champagne, qu'une fille de trois ans, que les Navarrois voulaient marier à un prince espagnol, comptant se débarrasser ainsi de la domination française. La mère de Jeanne l'amène à la cour de Philippe pour déjouer leur projet, et pendant qu'il la fiance à son fils, qui fut plus tard Philippe le Bel, Robert d'Artois entre en Navarre avec une armée. La soumission du pays ne se fit pas attendre, et dès lors (1276), le roi de France s'en constitua le maître au nom de son fils.

La même année où Robert d'Artois venait de conquérir la Navarre, il passe en Castille, où il avait aussi à défendre du sang français. Les infants de Lacerda, parents de Philippe le Hardi par leur mère Blanche de France, et repoussés comme tels par le vœu national, avaient imploré sa protection contre Sanche, leur oncle, que les cortès avaient nommé roi. La guerre fut poussée sans vigueur : dès ses premiers pas en Castille, Robert s'arrêta et entama des négociations. Les négociations traînèrent, et Blanche de France, peu rassurée contre l'ambition de Sanche, par la protection inactive de son frère, se sauva avec son fils en Aragon. Cependant Philippe ne perdit pas de vue ses neveux dépossédés, et ses réclamations inquiétèrent longtemps encore l'usurpateur ; mais elles n'amenèrent aucun résultat, et bientôt une affaire plus importante vint attirer ailleurs son attention.

Refoulé dans son royaume de Naples par l'échec de Tunis, Charles d'Anjou n'avait pas abdiqué tout espoir de conquête, et, fixé maintenant sur les côtes qui regar-

dont la Grèce, il se voyait déjà maitre de Constantinople, que les Grecs venaient de reprendre aux Latins, quand cette terre d'Italie, dont il faisait le point d'appui de ses conquêtes futures, vint tout à coup à lui manquer. La Sicile, fatiguée de son gouvernement dur et rapace, massacre ses Français dans la journée des *vêpres siciliennes*, et au lieu d'aller chercher au loin de fructueuses aventures, c'est chez lui qu'il faut combattre, non plus pour se fonder une vaste domination, mais pour retenir sous sa main celle qui veut lui échapper (1282).

La France vint à son secours ; car c'était aussi sa cause qui se débattait en Sicile : il s'agissait de décider si elle garderait cette hautaine suprématie qu'elle s'arrogeait sur le midi, ou si une autre en recueillerait l'héritage. Philippe remua tout pour écraser Pierre d'Aragon, qui s'était fait l'homme des Siciliens, et qui était allé les soutenir en personne. Martin IV, que Charles d'Anjou menait à son gré, lance contre Pierre une excommunication dictée, et le déclare déchu de son royaume qu'il donne à Charles de Valois ; Jayme, roi de Majorque, ouvre passage aux Français par son comté de Roussillon et joint ses troupes aux leurs; il n'y eut pas jusqu'à Don Sanche qu'on ne gagnât contre l'Aragonnais, en lui cédant les prétentions qu'on faisait valoir au nom des infants de Lacerda. En même temps Charles d'Anjou lui faisait rude guerre en Sicile ; ceux qui l'avaient appelé commençaient à se lasser de lui ; un seul homme fit face à tout et sauva l'Aragon. C'était un sujet de Charles d'Anjou, Roger de Loria, un marin de la Calabre, dont il avait dedaigné ou mal récompensé les services, et qui de dépit, était allé se jeter dans le parti de ses ennemis, D'abord il attaque sa flotte devant Messine, et lui brûle quatre-vingts vaisseaux. Pendant que l'on combattait, Charles était sur le rivage, regardant du haut d'une colline la défaite des siens, et demandait à Dieu, en ron-

geant son sceptre, que du moins il pût descendre doucement (1283). Il n'avait pas épuisé la coupe. L'année suivante, il parvient à se refaire une nouvelle flotte, et la donne à son fils qui va croiser dans les parages de Trapani. Le jeune homme y trouve Roger de Loria, et Charles apprend bientôt qu'il n'a plus de flotte, et que son fils est prisonnier. C'en était trop pour celui qui avait rêvé la conquête de l'Afrique et de la Grèce, et qui avait manqué se voir le maître de l'Italie : il en mourut de désepoir (1285).

Philippe le Hardi n'était pas plus heureux. L'année même où son oncle expirait, il s'ébranlait enfin avec une armée de cent mille hommes pour envahir l'Aragon, et passait en Espagne par le Roussillon, tandis qu'une flotte nombreuse côtoyait le rivage, portant les vivres et les munitions, et toute prête à le soutenir au besoin. Elle est dispersée par Roger de Loria ; et Philippe, entré dans le Lampourdan, n'a que le temps de s'emparer de Girone et de fuir en France, car la peste, le seul ennemi presque qui ait fait raison des Français dans les contrées méridionales, s'était mise dans son armée. Il ne put fuir assez vite, car elle l'atteignit à Perpignan, et ce fut là qu'il termina son règne (1285).

## V.

*Philippe le Bel*, *Louis le Hutin*, *Philippe le Long*, *Charles le Bel* (1285, 1314, 1316, 1322, 1328). — Nous sommes loin des chétifs monarques, successeurs de Hugues Capet, qui ne pouvaient aller de Paris à Orléans sans escorte. Philippe le Bel est déjà plus que le roi de France : l'Espagne et l'Italie sont pleines de lui. Ici c'est Charles de Naples qu'il soutient dans son royaume insurgé contre les attaques de la maison d'Aragon ; en Espagne,

c'est Charles de Valois qu'il envoie à la conquête de l'Aragon, qui lui a été cédé par le pape ; tandis que lui-même est en guerre avec Sanche de Castille, en faveur des infants de Lacerda, petits-fils de saint Louis, par leur mère Blanche de France, et qu'il pousse ses domaines au delà des Pyrénées, par son mariage avec Jeanne de Navarre (1284). En moins d'un siècle [1], la royauté capétienne était arrivée des bords de la Seine aux confins méridionaux de l'Europe, et le midi tout entier semblait relever d'elle.

Mais cette immense expansion avait eu lieu trop rapidement pour être durable, et Philippe le Bel ne se laissa point aveugler par cette fortune subite ; il eut assez de bon sens pour comprendre que les destinées de la royauté n'étaient point au delà des Alpes et des Pyrénées, et qu'avant de se faire dominatrice au loin, elle avait à ses côtés deux ennemis à combattre et à vaincre, l'Angleterre et la féodalité : dès lors il ne songea plus qu'à la ramener de la voie, plus brillante que sûre, où l'avait engagée Philippe le Hardi ; et ces occasions séduisantes de gloire et de conquêtes ne furent pour lui que des obstacles dont il se débarrassa au plus vite. D'abord il poussa les guerres que lui avait léguées son père avec une mollesse qui montrait assez combien peu il s'en souciait Les Aragonnais, qui jouaient bon jeu, ne l'entendent pas ainsi, et viennent faire le ravage sur ses côtes ; alors il se ligue contre eux avec la Castille, et profite d'une guerre pour en apaiser une autre. Les infants de Lacerda sont sacrifiés à don Sanche, mais la France est délivrée d'hostilités stériles et ruineuses, et les levées faites en Languedoc restent dans le pays (1288). Puis Philippe accommode entre eux les deux rois de Naples et d'Aragon. Celui-ci renonce à la Sicile, et reçoit en revanche la cession des droits de Charles de Valois sur l'Aragon, cession que la

[1] Les premières conquêtes de Philippe-Auguste datent de 1202.

maison de Naples paie à ce prince, en lui faisant don du Maine et de l'Anjou (1291). Philippe abdiquait ainsi l'empire du midi, mais il se retirait du champ de bataille avec tous les honneurs de la guerre, en combattant fatigué, et non point en vaincu. C'eût été une triste préparation à la lutte périlleuse qu'il méditait contre l'Angleterre, que d'ouvrir son règne, en fuyant devant des ennemis mille fois moins redoutables, et le nouveau monarque était trop habile politique pour commettre une telle maladresse.

L'ennemi qu'il avait en tête était du reste trop à craindre pour que l'on pût être impunément maladroit avec lui. C'était Édouard I^er^, prince habile autant que brave, qui, dès le règne de son père Henri III, s'était fait la réputation du plus valeureux chevalier de son temps, en partant presque seul au secours de saint Louis arrêté devant Tunis (1270), et en délivrant son père des mains de Leicester, qui, après l'avoir battu, allait s'emparer de la couronne (1265). Une fois sur le trône, Edouard n'avait eu qu'une idée, celle d'exécuter en Angleterre l'œuvre d'unité territoriale que ses rivaux de France venaient de commencer si heureusement, et déjà ce génie ardent et tenace était presque venu à bout de son entreprise. Le pays de Galles, cet antique asile de la population primitive, qui s'y était conservée pure depuis tant de siècles en face des Romains, des Saxons et des Normands, ne lui avait coûté que six ans de guerre, et quelques distinctions plus flatteuses pour les Gallois [1] qu'onéreuses pour lui; encore quelques années, et il allait se voir maître de l'Écosse, que l'extinction de la famille royale avait presque livrée entre ses mains, et qu'il attaquait par la corruption, en même temps qu'il la menaçait de ses armes (1292). Philippe vint se jeter à la traverse. Il lui im-

[1] Il voulut que le fils aîné du roi d'Angleterre prît à l'avenir le titre de prince de Galles.

portait trop de ne pas laisser à son ambitieux voisin le temps et le loisir de ramasser en un seul faisceau toutes les contrées dont se composait son île, et il se hâta de lui déclarer la guerre, pendant qu'il ne pouvait encore se jeter sur la France, sans laisser quelque ennemi derrière lui (1293).

Le prétexte de cette guerre fut bien frivole, s'il faut en croire l'anecdote de ces deux matelots anglais et normands qui tirèrent le couteau l'un contre l'autre sur le port de Bayonne, et dont leurs camarades rendirent la querelle nationale en l'embrassant. Mais qu'importait le prétexte? La guerre était décidée d'avance, et l'on n'eût pas été embarrassé pour en créer au besoin. Edouard est cité devant la cour des pairs, qui sera bientôt le parlement, pour rendre compte des ravages exercés par ses sujets sur les côtes de France. Il répond fièrement que l'on rend la justice à Londres, et que les hommes de Philippe peuvent y porter leur plainte; et sur cette réponse, la cour, toujours complaisante pour les rois, le déclare déchu de ses domaines de Guienne, où Philippe envoie aussitôt une armée.

Les deux rivaux sentaient bien que cette fois il ne s'agissait plus de brûler un village ou d'emporter d'assaut un château fort comme aux anciennes guerres, si pompeusement nommées par nos historiens guerres de France et d'Angleterre, et pour s'aider dans la lutte qui s'ouvrait, ils allèrent chercher des alliés: Philippe, jusqu'au fond de la Norwége, où il fit alliance avec un roi Éric, qui devait lui envoyer deux cents vaisseaux dont on n'entendit jamais parler; Edouard, jusque par delà les Alpes, où il gagna le comte de Savoie. L'Allemagne entière se trouva un moment partagée entre eux deux, mais tout ce grand mouvement diplomatique n'aboutit qu'à une petite excursion du comte de Hainaut, sur les terres de France, excursion que Charles de Valois arrêta en se montrant, et aux fanfaron-

nades d'Adolphe de Nassau, si durement repoussées par Philippe [1]. Les véritables alliés de la France et de l'Angleterre étaient l'Ecosse et la Flandre, et ce furent les seules qui prirent part au combat. Après trois ans de guerre, la Guienne allait enfin tomber aux mains de Charles de Valois, les Flamands se soulèvent, et Charles laisse là la Guienne pour aller les battre à Furnes (1297). Pendant ce temps Baillol, le roi d'Écosse, retenait Edouard chez lui (1295), et sa défaite à Dunbar, qui arriva la même année que celle de Furnes, servait même les Français, comme l'autre avait servi les Anglais, en occupant leurs ennemis.

Il ne servit de rien au comte Guy, comme au roi Baillol, de s'être sacrifiés pour leurs alliés. Quand Édouard et Philippe furent las de la guerre, ils se les abandonnèrent l'un à l'autre. L'année même des deux batailles de Furnes et de Dunbar, ils firent une trêve, et se laissèrent là mutuellement pour tourner leurs armes contre des ennemis plus dangereux parce qu'ils étaient plus près. Édouard se jette sur les Écossais, qui, conduits par le brave Wallace, venaient de reconquérir leur indépendance nationale, et remporte sur eux la victoire de Falkirk, qui les lui livra une seconde fois (1298). Pendant ce temps, Charles de Valois entrait en Flandre, et Guy, vaincu, venait se remettre avec toute sa famille entre ses mains. Charles, en conduisant son illustre captif à Paris, lui avait donné l'assurance de sa grâce. A peine Guy est-il en présence du roi de France, qu'il se voit accablé d'injures, chargé de fers, et jeté dans

[1] L'empereur avait fait déclarer le roi de France déchu de sa couronne dans une diète tenue en Allemagne, et lui avait envoyé un cartel de guerre. Philippe, pour toute réponse, lui écrivit ces deux mots : « *Nimis, Germane.* C'est trop pour toi, Allemand. » Il savait que, loin de pouvoir lui faire du mal, Adolphe se soutenait à peine contre l'insubordination de ses vassaux.

la même prison où avait été Ferrand. En vain crie-t-il à la trahison ; son comté est confisqué, et une armée est envoyée pour s'en emparer. Les Flamands se laissent conquérir ; mais l'insolence des Français leur remet bientôt les armes en main. Le seigneur de Châtillon, auquel ils avaient été confiés, les gouvernait rudement : peu fait à recevoir la loi des petites gens, il accueillait avec hauteur les réclamations des métiers, et punissait sévèrement leurs révoltes. Le chef des tisserands de Gand, Pierre Leroy, et Jean Breyel, boucher de Mâle, se mettent à la tête des métiers de Bruges, et soulèvent la ville contre les Français, qui sont massacrés : Châtillon s'évade en passant à la nage le fossé de la ville, et arrive à Courtray, couvert de sang et de boue (1302).

En un instant toute la Flandre est sur pied; un fils de Gui s'échappe de la prison où le retenait Philippe, et vient se mettre à la tête de ses compatriotes pour achever et défendre leur ouvrage. Bientôt arrivent soixante mille Français sous les ordres de Robert d'Artois. Retranchés à Courtray, derrière un large fossé rempli d'eau, et habilement dérobé à la vue des ennemis, les Flamands attendent que la chevalerie française vienne s'y engager ; et, quand les chevaux, tombant tout à coup dans le fossé, se culbutent les uns sur les autres, ils arrivent avec leurs longues et lourdes piques, et, hommes et chevaux, égorgent tout à plaisir. Robert d'Artois fut trouvé parmi les morts, couvert de trente blessures ; et avec lui soixante barons et douze cents gentilshommes (1302). Cette bataille mit les Français hors du pays, et l'armement prodigieux, que Philippe fit sur-le-champ, ne put relever leurs affaires[1] : il arriva dans la saison des pluies, et fut obligé de revenir en France sans avoir rien fait.

[1] Il leva prés de 80,000 hommes.

C'était alors l'époque où la querelle avec Boniface, dont nous allons bientôt parler, était dans sa plus grande chaleur : au milieu d'embarras si graves, Philippe ne se sentait plus en état de reprendre la lutte avec le roi d'Angleterre. Édouard de son côté, tout entier à l'Écosse, que l'indomptable Wallace lui disputait avec acharnement, ne pouvait guère porter ailleurs ses armes. La trêve expirait ; on la convertit en une paix définitive (1303). Philippe donna sa fille Isabelle au fils aîné d'Édouard, et, pour sa dot, rendit la Guienne aux Anglais. En même temps il envoyait Guillaume de Nogaret à Anagni ; et l'année suivante, délivré de tout autre soin, il revient sur la Flandre, qu'il attaque à la fois par mer et par terre (1304). Pendant que sa flotte, commandée par le Génois Grimaldi, bat Guy de Flandre dans le Zuyderzée, lui même entre en Flandre avec cinquante mille fantassins et douze mille chevaux. On se rencontra près de Mons-en-Puelle, et toute la journée s'étant passée en escarmouches, pendant la nuit, les Français qui se divertissaient ou se reposaient dans leur camp, voient tout à coup une longue et massive phalange déboucher dans leur camp : c'étaient des Flamands qui, manquant de vivres, et craignant que la bataille ne se fît encore attendre, étaient venus la chercher au milieu des tentes françaises. Le premier moment de surprise fut critique pour les Français : Philippe, attaqué au moment où il se mettait à table, par un gros de Flamands qui s'était fait jour jusqu'à lui, pensa périr dans la mêlée. Mais l'on reprit bientôt courage, et les Flamands, engagés dans les tentes et les bagages de leurs ennemis, furent entourés de toutes parts. On fit main basse sur eux, et ceux qui surent défendre leur vie, s'échappèrent à la faveur des ténèbres. Le lendemain, Jean de Namur, leur général, n'avait plus d'armée. Mais un cri de rage avait répondu dans les bonnes villes à la nouvelle de sa défaite, et, quelques jours après, il com-

mandait à soixante mille hommes, et envoyait demander au vainqueur la bataille ou la paix. Philippe fut intimidé, et, craignant de pousser à bout un peuple aussi énergique, il lui accorda la paix. Il garda pour lui le pays en deçà de la Lys [1], et laissa le reste à la famille de Guy. A ce prix les Flamands le laissèrent paisiblement faire montre à Paris de la victoire de Mons-en-Puelle; et son entrée triomphale dans l'église Notre-Dame [2] n'excita point leurs murmures, non plus que la statue équestre qu'il se fit élever : Philippe avait vaincu, mais il avait cédé.

Nous nous sommes hâté de donner en une fois toute la partie guerrière du règne de Philippe le Bel, afin de marcher librement dans le récit d'une autre moitié, toute d'intrigues et de violences judiciaires, dans laquelle le vainqueur des Anglais et des Flamands n'est plus qu'un homme d'école et de barreau, un juriste qui discute ses droits, un juge qui prononce des arrêts. On a déjà nommé Boniface et les templiers.

Benoît Gaëtan, qui avait pris le nom de Boniface VIII en montant sur la chaire de saint Pierre, était un homme dur, violent, héritier des vieilles maximes de la cour de Rome, et se croyant encore aux temps de Grégoire VII et d'Innocent III. Un grand changement avait eu lieu dans le siècle qui finissait. Le Code avait succédé à la Bible, et à l'unité religieuse une autre unité tout humaine qui résidait entre des mains laïques ; unité hostile à celle qui l'avait précédée, parce qu'elle la trouvait sur son chemin, et qui devait l'emporter à la fin, parce qu'elle s'était alliée aux deux seules puissances de l'époque qui eussent de l'avenir, le peuple et la royauté [3]. Tant que Boniface voulut essayer de

[1] A peu près la Flandre d'aujourd'hui.

[2] Il entra dans cette cathédrale sur le cheval qu'il avait monté à la bataille, et avec les mêmes armes dont il y était revêtu. (*Daniel.*)

[3] Elle s'appuyait sur le peuple, parce que les légistes sortaient de

la suzeraineté pontificale sur le faible et impuissant empereur d'Allemagne, Adolphe de Nassau, il put se croire encore le maître des rois; mais le roi de France était un autre ennemi. Les premiers débats furent peu de chose, et les coups qu'ils se portèrent mutuellement étaient frappés indirectement et de côté : avant de s'attaquer, les deux ennemis s'observaient. D'abord Philippe accueille la famille des Colonne, chassée de Rome par Boniface, qui lui avait voué une haine à mort. Boniface tente d'usurper sur les droits de la couronne, en instituant un nouvel évêché dans le midi en 1295; puis, s'enhardissant, il lance la bulle *Clericis laicos*, qui défendait aux puissances temporelles de charger les biens du clergé d'aucune imposition (1298). C'était la fameuse querelle des investitures renouvelée en petit, et sous le point de vue financier. Philippe répond sur le même ton et ordonne la saisie de l'or et de l'argent qu'on voudrait faire sortir du royaume. Le pape sentit le coup, et ré-

ses rangs; c'était une noblesse pour lui, la noblesse de robe; elle s'appuyait sur la royauté, à l'ombre de laquelle elle avait grandi; et à son tour la royauté s'appuyait sur elle, car elle avait pour mission de détruire tout ce qui faisait obstacle à la royauté, la féodalité et la suprématie religieuse. Mais laissons parler M. Michelet sur cette œuvre, grande ou maudite, peu importe, du treizième siècle :

« Les légistes qui avaient gouverné les rois anglais dès le dou-
« zième siècle, au treizième, saint Louis, Alphonse X et Frédéric II,
« furent, sous le petit-fils de saint Louis, les tyrans de la France.
« Ces *chevaliers en droit*, ces âmes de plomb et de fer, les Plasian,
« les Nogaret, les Marigni, procédèrent avec une horrible froideur
« dans leur imitation servile du droit romain et de la fiscalité im-
« périale. Les Pandectes étaient leur Bible, leur Évangile. Rien ne
« les troublait dès qu'ils pouvaient répondre à tort ou à droit :
« *Scriptum est*... Avec des textes, des citations, des falsifications,
« ils démolirent le moyen-âge, pontificat, féodalité, chevalerie. Ils
« allèrent hardiment *appréhender au corps* le pape Boniface VIII, et
« brûlèrent la croisade elle-même dans la personne des templiers. »

voqua sa bulle : l'argent qu'il retirait de la France était un de ses plus gros revenus. Il alla même jusqu'à s'interposer comme médiateur entre les deux rois de France et d'Angleterre ; mais il voulut jouer le rôle d'arbitre, et les indisposa tous les deux. Néanmoins, comme ils étaient l'un et l'autre fatigués de la guerre, ils acceptèrent sa médiation, et ce fut sous ses auspices que se conclut la trêve de 1297.

Les choses ne pouvaient en rester là : bientôt quelques nouvelles discussions au sujet des évêchés du midi vinrent ramener les deux rivaux dans la lice, et cette fois ils se nommèrent par leurs noms et s'attaquèrent de front. Le légat que Boniface envoyait à Philippe pour négocier l'affaire était Bernard Saissetti, vassal du roi, le même homme qui avait donné lieu à la querelle de l'évêché de Pamiers. Ennemi personnel du roi de France, Bernard le traita avec tant d'insolence que, ne pouvant se contenir, Philippe le chassa de sa présence, et quelques jours après le fit arrêter (1301). Pendant que l'on instruisait le procès de Bernard Saissetti, arrive une bulle de Rome qui rappelait durement à Philippe que la cour de Rome n'avait pas encore abdiqué ses droits. C'est la fameuse bulle qui commence par ces mots : *Ausculta, fili* (1302). En même temps, Boniface en envoyait une autre au clergé, qui lui ordonnait de se rendre l'année suivante à Rome pour y conférer avec le saint-siége sur ce que l'on ferait du roi. Il y eut plus de colère que de peur chez Philippe quand il reçut la bulle du pape : il la fit jeter au feu, et donna ordre qu'on détruisît celle qui était adressée au clergé. Au lieu de laisser partir celui-ci pour Rome, il le convoqua auprès de lui dans cette fameuse assemblée, à laquelle on a fait remonter la naissance des états-généraux, où le peuple, dit-on, fut admis pour la première fois à faire partie intégrante de l'État (tiers-état). Ce dut être un beau triomphe pour la royauté, quand du milieu de cette assemblée, où la France était

tout entière, sortit comme une seule voix qui la proclamait indépendante de tout pouvoir sur la terre, et lui promettait assistance dans le combat. Les trois états écrivirent chacun une lettre à Boniface pour réfuter sa bulle. Celle du clergé avait quelque chose d'indécis et de mitigé : il ne pouvait rompre à découvert avec son chef. Celle de la noblesse est pleine d'une hautaine insouciance [1] ; elle relevait le gant du pape, et le combattait sans le craindre, mais aussi sans prendre grand intérêt à ce débat qui ne la regardait pas. La lettre du peuple fut insolente : *A Benoît, qui se dit pape, peu ou point de salut. Que votre très-grande fatuité sache, etc.* Le peuple était représenté presque en entier par les légistes, et les légistes apportaient dans cette affaire l'acharnement de gens qui ont déjà vaincu, mais auxquels on résiste encore.

Boniface crut qu'il ne s'agissait que de frapper un grand coup, et lança sa bulle *Unam sanctam*, qui fut bientôt suivie d'une autre encore plus emportée : il mettait le royaume en interdit. Philippe en appelle à l'Église, et tient au Louvre un assemblée de tout le clergé français, dans laquelle il fait déposer Boniface. En même temps, le parlement, dirigé par Pierre Flotte et Guillaume de Nogaret, déclarait le pape ennemi du royaume. Le dernier, qui avait lu et rédigé l'arrêt, se chargea de l'exécuter, et partit de suite pour l'Italie.

C'était quelque chose de curieux pour cette génération, venue quelques années après Innocent III, que de voir un

[1] En voici le commencement tel qu'il est cité par Daniel ; il pourra donner une idée du style épistolaire de l'époque. « A honorables pères lors chiers et anciens amis tout le collége et à chacun « des cardinaux de la sainte Église de Rome, li duc, li comte, li « baron, li noble tuit du royaume de France, salut et continuel « accroissement de charité, d'amour et de toutes bonnes aventures « à leurs désirs. Seigneurs, vos espécialment savez, etc. »

petit procureur, dont le père avait été brûlé comme patarin (hérétique), s'en aller avec confiance porter les mains sur celui qui naguère faisait et défaisait les rois, et pour tout auxiliaire emporter avec soi... de l'argent. La France et l'Italie étaient dans l'attente ; tout à coup l'on apprend qu'à la tête d'une troupe de condottieri, Nogaret a pénétré dans Anagni, résidence habituelle de Boniface, qui y était né, et que le pape est prisonnier des Français. Des récits merveilleux coururent sur cette grande profanation : on disait, qu'entendant les soldats de Nogaret envahir son palais, Boniface était allé s'asseoir sur son trône pontifical, et que là, revêtu des insignes de la papauté, il les avait attendus sans sourciller. Cette noble contenance ne put désarmer son ennemi Sciarra Colonne, qui avait introduit Nogaret jusqu'à lui : vindicatif comme un Italien, il frappa de sa main gantelée la joue du vieillard, et déjà il avait tiré son épée pour le tuer. Le procureur de Philippe lui arrêta le bras : l'arrêt ne portait point qu'il y aurait lieu à la mort. Mais dans la joie de son triomphe, l'homme de loi ne put s'empêcher d'insulter à cette puissance déchue qu'il lui avait été donné de protéger. « Chétif pape, s'écria-t-il, regarde comme tu es dans la main de mon maître, le roi de France. — Tais-toi, fils de patarin, » lui dit Boniface ; et Nogaret se tut. Le pape demeura trois jours prisonnier dans son palais, refusant toute nourriture de la main de ses ennemis, dans la crainte du poison. Une pauvre femme vint à bout de lui remettre quelques œufs en cachette, à l'aide desquels il se soutint, jusqu'à ce qu'enfin les habitants d'Anagni, revenus de leur surprise et indignés de voir une poignée d'aventuriers afficher une telle audace devant eux, se jetèrent sur les soldats qui le gardaient, et le remirent en liberté (1303).

Mais le coup était porté ; Philippe avait montré à son ennemi qu'il pouvait étendre le bras jusqu'à lui, et Boni-

face qui avait eu foi dans son inviolabilité, ne fit usage de la liberté qui lui était rendue que pour s'enfuir à Rome, où il mourut, au bout d'un mois, de honte et de dépit. Un grand enseignement venait d'être donné à la papauté ; Benoît XI, qui vint après Boniface, sut en profiter. Il releva Philippe de son excommunication, laissa de côté toute prétention à la suzeraineté temporelle, et rétablit les Colonne dans leurs biens. Mais le triomphe n'était pas encore complet, et cette condescendance de Benoît semblait plutôt un accommodement qu'une soumission : il meurt l'année suivante, et les débats qui règnent dans le conclave, pour le choix de son successeur, vont bientôt mettre la papauté aux pieds du roi de France. Après neuf mois de négociations stériles entre les deux factions de Philippe et de Boniface, on était enfin convenu que les derniers nommeraient cinq candidats parmi lesquels les autres choisiraient le pape qui serait élu. Philippe, averti à temps, va trouver Bertrand de Goth, son mortel ennemi, l'un des cinq qu'avaient désignés les cardinaux italiens, et il lui offre la papauté s'il veut lui promettre cinq choses, et une sixième qu'il lui fera connaître plus tard. Bertrand promit tout, et un mois après, il prit le nom de Clément V (1305).

Les conditions de Philippe roulaient toutes sur sa querelle avec Innocent ; elles furent promptement accordées, à la réserve d'une seule, celle qu'il demandait avec le plus d'instance, la diffamation de Boniface. Tout servile que se montrait Clément V, il n'eut jamais le courage de mentir si ouvertement à son rôle de pape : il reconnut bien que Philippe avait eu raison ; il n'avoua jamais que Boniface avait eu tort. Quant à cette sixième et mystérieuse demande, l'on n'a jamais su ce qu'elle cachait. Quand le règne de Philippe et de Clément se fut écoulé, et qu'on revint sur les grandes choses qui s'étaient passées depuis le jour de leur entrevue, on imagina diverses conjectures pour expli-

quer le mystère. Quelques-uns parlaient de la résidence à Avignon, d'autres nommaient les templiers.

L'an 1118, neuf gentilshommes français, qui combattaient en terre sainte sous les drapeaux du roi Baudouin, touchés de la misère des pauvres pèlerins qui arrivaient d'Europe, et des dangers qu'ils couraient de la part des infidèles, en traversant les déserts dont la Palestine est couverte, formèrent une association à la fois religieuse et guerrière, qui reçut le nom d'ordre du Temple, parce que leur premier établissement était voisin du temple de Jérusalem. C'était à la fois un hôpital et un camp. Les religieux recevaient les pèlerins, leur lavaient les pieds, les nourrissaient, les soignaient dans leurs maladies, puis, endossant de fortes et pesantes armures, les reconduisaient, la lance en arrêt, jusqu'au port où ils devaient s'embarquer. Bientôt leur nombre s'accrut, et la milice du Temple devint une des premières puissances de la Palestine. Tant qu'il resta un pouce de terre aux Francs dans l'Orient, les templiers le disputèrent courageusement aux infidèles, et même quand il eut fallu dire adieu à ce sol sacré, ils revinrent à la charge toutes les fois que l'Occident fit un mouvement pour reconquérir les lieux saints qu'il s'était laissé enlever. Nous les retrouvons auprès de saint Louis à Damiette, et jusque dans son expédition de Tunis, cette dernière et stérile protestation de la chrétienté contre la victoire des infidèles.

Mais quand tout fut fini, et que l'Europe, tout entière aux révolutions déjà sérieuses qui s'opéraient dans son sein, eut ramené ses regards des bords de l'Asie sur elle-même, alors l'ordre du Temple perdit de vue son antique patrie, et se laissa rejeter sur la terre d'Occident. Il n'avait pas su, comme l'ordre des chevaliers de Saint-Jean, se ménager un poste à lui dans les mers de l'Asie-Mineure, d'où il pût continuer la guerre avec les musulmans et res-

ter fidèle à sa mission ; il était venu, sans retourner la tête vers ce qu'il laissait, s'installer pour toujours sur un pays où il avait d'immenses possessions, dues à la faveur des peuples et des rois du temps où ils n'avaient autre chose à faire que la croisade. Là, jetés au milieu de cette vaste fermentation qui travailla si énergiquement les esprits dans la seconde moitié du treizième siècle, les templiers s'étaient incorporés comme un élément nouveau à cette société remuée, et s'étaient mêlés à toutes les révolutions qui l'agitaient. Ni leur puissance, ni leur nombre n'avait diminué depuis le jour où ils avaient quitté l'Orient ; leur ordre était toujours un large abîme où venait s'engouffrer toute cette génération de cadets de famille, qui, plutôt que de rester près du foyer paternel à ramper aux pieds de leurs aînés, aimaient mieux s'en aller mener une vie joyeuse dans le Temple. Toujours quelque riche seigneur dégoûté de la solitude de son manoir, venait frapper à la porte de l'ordre, et échanger ses biens contre la croix rouge et le manteau blanc de chevalier. Les possessions des templiers s'étendaient comme un vaste réseau sur l'Europe entière ; il y en avait en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Espagne, jusqu'en Pologne et en Norwége, et le centre de tout cela était en France, où résidait leur grand-maître, espèce de petit monarque qui en valait plus d'un autre. Les regards des rois se tournèrent enfin sur cette menaçante coalition : les templiers avaient l'exemple de leurs frères du Nord, les chevaliers teutoniques, qui venaient de se conquérir un royaume sur les infidèles ; peut-être eux-mêmes avaient-ils déjà jeté les yeux sur quelque contrée de l'Europe chrétienne, et comptaient-ils se faire une part du butin, au milieu des bouleversements qui s'annonçaient : Philippe le Bel y pourvut.

Il y avait bien quelque autre raison que celle-là qui l'animait contre eux. On peut croire, sans faire injure à

ce que l'on sait de lui, que les immenses richesses des templiers ne le tentaient guère moins qu'elles ne l'épouvantaient. Il paraît aussi qu'un jour, en 1306, le peuple de Paris, exaspéré par ces fréquentes altérations de monnaies qui ont fait donner à Philippe le nom de *faux-monnayeur*, s'était soulevé contre lui, et le poursuivait déjà à coups de pierre, quand il rencontra la tour du temple sur son chemin, et s'y mit à l'abri : il y fut reçu avec si peu d'empressement, et les chevaliers lui témoignèrent tant de mauvaise volonté, que dès ce moment, dit-on, il jura leur perte.

Quoi qu'il en soit, l'année suivante (1307), des dépêches, soigneusement cachetées, furent envoyées par toute la France, avec injonction aux gouverneurs des villes et des provinces de les ouvrir toutes le même jour. C'était l'ordre d'arrêter les templiers. Alors commença ce monstrueux procès qui dura six ans (1307-1313), pendant lesquels on ne fit autre chose que mettre ces infortunés à la torture, pour leur faire avouer des crimes imaginaires[1], et les envoyer au bûcher : ceux qui avouaient, parce

[1] Nous laissons de côté les accusations infâmes dont on les chargeait, parce qu'elles ne sont pas de nature à paraître ici ; nous ne parlerons que de celles qui sont ridicules. Croit-on de bonne fo qu'un ordre, composé de tout ce qu'il y avait de plus noble en Europe, se fût entendu tout entier à renier Jésus-Christ, et à cracher sur le crucifix pour adorer « *une tête de bois partie dorée, partie argentée, et qui avait une grande barbe* » (Daniel) ? Il est triste de voir ce judicieux écrivain rapporter avec le plus grand sang-froid ces charges absurdes, et les prendre si bien au sérieux qu'il en fait précéder la liste de cette phrase : « On verra par là que cet ordre, « tout saint qu'il était dans son institution, était devenu, au milieu « du christianisme, une secte abominable, pire que le mahomé- « tisme même. » Au reste il est probable que dans la foule des templiers quelques-uns s'étaient livrés aux plus grands excès ; ils menaient joyeuse vie, comme nous l'avons dit, et l'on connaît le fameux proverbe : *Boire comme un templier.*

qu'ils étaient coupables ; ceux qui n'avouaient pas, parce qu'ils faisaient les rebelles. Philippe avait eu soin de se faire aprouver par Clément V, et les templiers avaient été condamnés par lui en plein concile. Les autres souverains s'empressèrent d'imiter son exemple, et, en quelques années, cet ordre si formidable avait disparu de la face de l'Europe. Une partie de leurs biens fut donnée à leurs rivaux, les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, qui devenaient alors les chevaliers de Rhodes[1] ; quelques-uns passèrent aux hôpitaux ; mais la plus grande partie demeura entre les mains de ceux qui les avaient confisqués. En 1315, il ne restait plus de ce peuple de chevaliers que le grand-maître de l'ordre, Jacques Molay, et Guy, commandeur de Normandie : on les brûla comme les autres, pour en finir ; et quand leur bûcher, qui avait été dressé dans l'île aux Juifs, eut cessé de fumer, alors seulement Philippe put croire que l'affaire était terminée.

Et, pourtant, il y manquait encore quelque chose : car on dit que, près de périr, et déjà entouré par les flammes, Molay se dressa sur son bûcher, et que, s'écriant d'une voix forte devant le peuple qui l'écoutait en tremblant, il ajourna ses juges iniques au tribunal de Dieu, Clément dans quarante jours, et Philippe dans un an. Ils furent exacts l'un et l'autre.

Quand Louis le Hutin vint à succéder à son père (1314), ce fut comme une réclamation générale de tous les points du royaume contre les abus du règne qui finissait. La noblesse redemandait ses priviléges qui lui avaient été enlevés, et les *bonnes coutumes de saint Louis ;* le peuple lui redemandait la monnaie du saint roi ; tous voulaient le châtiment des conseillers de son père : ils avaient froissé les nobles et foulé les pauvres. Pierre Flotte, Nogaret,

[1] Prise de l'île de Rhodes, 1310.

Raoul des Prêles, Pierre de Latilly, Enguerrand de Marigny, tous les grands noms du dernier règne, tombèrent un à un devant les haines et les malédictions publiques. Plus chevalier que monarque, et ne comprenant rien aux grandes considérations qui avaient dirigé son père, Louis le Hutin se montra libéral de ces droits si péniblement reconquis sur la féodalité, et les jeta à pleines mains à qui voulut les ramasser. Normands, Picards, Bourguignons, Champenois et Languedociens, n'eurent qu'à élever la voix pour être rétablis dans leurs anciennes coutumes. Heureusement pour la royauté, ce règne extravagant dura peu ; deux ans après son avénement, Louis le Hutin avait laissé la couronne à son frère, Philippe le Long, sans avoir rien fait qu'une expédition en Flandre[1], où, après avoir longtemps marché dans la boue, il avait ramené ses troupes en France, harassé de fatigue, et aussi riche qu'auparavant (1315).

Il n'y a rien à dire des trois règnes qui suivent celui de Philippe le Bel. Ils se présentent à nous aussi courts et aussi vides que le sien a été long et rempli. Des ordonnances, des essais de guerre, quelques anecdotes insignifiantes que nous ne rapporterons pas, voilà tout ce qu'ils offrent à l'historien. N'en accusons personne ; tous ces princes sont morts trop tôt pour avoir eu le temps de rien faire ni de rien commencer ; et peut-être y avait-il parmi eux quelque grand roi dont le nom remplirait nos fastes, si les années ne lui eussent manqué.

Quelque pâle qu'il nous apparaisse, Philippe le Long est

[1] Ce fut pour subvenir aux frais de cette expédition que Louis imagina de rendre la liberté à ses serfs. On a fait beaucoup de bruit de la charte d'affranchissement qu'il leur donna. Les grands mots qui s'y trouvent jetés ont été mieux expliqués par M. Michelet (*le royal marchand faisait valoir sa marchandise*).

encore le plus intéressant des trois. C'est une bonne fortune pour nous que de trouver, à l'entrée de son règne, cette grande question de la loi salique, tant de fois agitée depuis, et toujours résolue, comme elle le fut alors, sans qu'on pût jamais en trouver les titres ailleurs que *dans le cœur des Français,* comme le dit si excellemment un de nos vieux historiens. Quand le fils posthume de Louis le Hutin[1] eut terminé son règne de cinq jours, la couronne se trouva suspendue entre la fille et le frère de Louis. Eudes de Bourgogne, oncle maternel de la princesse Jeanne, soutenait ses droits avec chaleur. Les états décidèrent en faveur de Philippe : la loi salique, dirent-ils, ne permet pas aux femmes de régner en France. « *Lilia non nent.* » D'où est venue cette expression : La couronne ne peut tomber en quenouille.

Cette décision mit en jeu l'ambition de Robert d'Artois, qui voulut à son tour revendiquer le comté d'Artois, possédé par sa tante Mahault, et en appela à celui qui venait de monter sur le trône, en vertu de l'exclusion des femmes. Mais Philippe avait épousé la fille de Mahault; il prouva, les armes à la main, à l'ambitieux Robert, que la loi salique n'avait pas force de loi pour lui (1318), et le réduisit au silence. Robert se tut, mais il ne s'avoua pas vaincu : nous le retrouverons bientôt sous Philippe de Valois.

C'est en Flandre qu'il faut encore chercher le seul fait politique du règne. Mais, en place d'une guerre, nous avons une paix. Depuis Courtray et Mons-en-Puelle, la Flandre et la France étaient restées ennemies; Philippe mit enfin un terme à cette inimitié sourde, qu'elles se gardaient en mariant une de ses filles à l'héritier de Flandre, Louis de Rethel, et la paix fut conclue entre les deux nations (1320). Ajoutez à ces faits une révolte de pastoureaux ou gens de

[1] Celui que quelques-uns ont nommé Jean Ier.

la campagne, et un massacre de juifs, comme il s'en faisait de tout temps, et vous aurez épuisé tout ce que l'histoire nous dit de Philippe le Long. Rappelons pourtant le recueil de ses ordonnances, qui annoncent, la plupart, une grande hauteur de vues, celle entre autres dans laquelle il prescrit d'établir par tout le royaume un système uniforme de poids et de mesures. Philippe mourut en 1322, laissant la couronne à son frère Charles le Bel, qui lui succéda sans opposition : le roi mourant laissait pourtant des filles, mais la question avait été tranchée trop nettement et trop récemment, pour qu'on osât la renouveler.

A peine monté sur le trône, Charles le Bel marcha en Flandre, où l'appelait Louis de Rethel, l'époux de sa nièce, fait prisonnier par ses sujets révoltés. Les Flamands étaient un peuple rude et indocile, et il y avait de grands ménagements à garder avec eux ; autrement, comtes ou rois, ils ne respectaient personne. Louis de Rhetel, qui s'était montré hostile à leurs priviléges et à leur commerce, les deux premières choses pour un Flamand, les vit bientôt en insurrection, et ce fut à grand' peine que Charles parvint à le leur arracher. De là il se tourne contre Édouard II, dont le règne honteux faisait oublier à l'Angleterre la gloire de son père, du grand Édouard. Sous quelque prétexte de souveraineté méconnue, il envoie Charles de Valois en Guienne, ce dernier débris de la puissance anglaise, si souvent convoité par les rois de France, depuis Philippe-Auguste. Charles de Valois s'était déjà rendu maître de l'Agénois, les villes s'empressaient déjà de lui faire de tous côtés leur soumission : la mort vint l'arrêter au milieu de son triomphe : revenu un instant à la cour de son neveu pour quelques négociations entamées avec l'Angleterre, il y termina une vie aventureuse, plus mêlée de malheurs que d'exploits (1325).

Les choses en étaient là, quand l'épouse d'Édouard, Isa-

belle de France, parut à la cour de son frère, en apparence pour y négocier la paix avec la France, mais au fond, pour s'entendre avec lui dans l'odieux complot qu'elle tramait contre son mari. D'abord, elle lui fait conclure une paix humiliante pour l'Angleterre. Philippe gardait pour lui l'Agénois, que son oncle venait de conquérir, et restait maître du reste de la Guienne, en attendant qu'Édouard lui eût prêté hommage. Pendant ce temps, Isabelle manœuvrait auprès des seigneurs français, qu'elle tâchait de gagner à ses projets, quand Édouard trouvant qu'elle tardait trop à revenir, lui envoya l'ordre de repasser auprès de lui. Elle répondit par un refus net; et dès-lors, elle ne cacha plus rien. Cependant, Charles se lassait à son tour d'un séjour trop prolongé; sur quelques avis qu'on allait la renvoyer à son mari, elle brusqua l'exécution de son plan, et partit pour l'Angleterre sous la conduite du comte de Hainaut. A peine débarquée, elle se vit à la tête d'une puissante armée; Édouard II, méprisé de tout ce qui l'environnait, alla se cacher dans les montagnes du pays de Galles; ses deux favoris, les Spencer, tombèrent entre les mains du peuple qui les pendit; lui-même fut pris à son tour, et jeté dans une prison, où il périt bientôt de l'horrible mort que l'on sait (1327). Ce dernier crime perdit Isabelle et son amant, le comte de Mortimer qui l'avait conseillée. Le jeune Édouard qu'ils avaient enlevé à la couronne, se dégoûta à la fin de voir ses destinées associées à tant d'infamies; il abandonna Mortimer à la vengeance du peuple anglais, ennemi de tous les favoris, qui le pendit sous les ormes de Tyburn, et envoya sa mère dans un château du nord de l'Angleterre, où elle vécut encore trente-huit ans, assistant sans y prendre part, à toutes les gloires d'un règne qu'elle avait préparé, et qui ne voulait plus d'elle. Nous avons été forcés de nous jeter hors de France pour trouver quelque chose à dire de Charles le Bel. Cette pé-

riode de nullité historique finit avec lui l'année suivante (1328), et dès lors nous n'avons plus à nous plaindre de notre indigence, car le grand drame de la guerre de cent ans va bientôt commencer.

# CHAPITRE VI.

## GUERRES D'ANGLETERRE.

---

I. *Philippe de Valois, Jean le Bon, Charles le Sage* (1328, 1350, 1364, 1380). Quand la mort de Charles le Bel vint mettre fin à la branche directe des Capétiens[1], le fils de Charles de Valois qui venait de mourir en Guienne, se présenta au parlement de Paris; et fut nommé roi d'une voix unanime. L'affaire semblait conclue, quand on vit arriver d'Angleterre, des députés d'Édouard, qui réclamaient la couronne de France pour leur maître, au nom de sa mère Isabelle : la loi salique, disaient-ils, exclut les femmes, parce qu'elle les juge incapables de régner ; mais cette raison d'incapacité n'est pas valable contre leurs fils, héritiers de tous leurs droits. Cette distinction fut jugée frivole ; et la demande d'Édouard ayant été écartée, lui-

[1] Le règne de la maison de Valois fut quelques mois en suspens, parce que la veuve de Charles le Bel était enceinte quand il mourut. Elle accoucha d'une fille.

même parut se soumettre, car il vint bientôt faire hommage à Philippe de Valois, pour les quelques villes, seul reste de son ancienne fortune, que l'Angleterre conservait encore dans un coin de la Guienne (1329).

Ce fut pourtant de là que naquit cette fameuse querelle qui devait à elle seule former une époque à part dans notre histoire. C'est là seulement que commencent pour nous les guerres d'Angleterre. Ce n'est pas que, dès Guillaume le Conquérant, les guerriers français ne se soient rencontrés sur les champs de bataille avec les soldats des rois d'Angleterre; mais c'était alors Mantes ou Gisors que l'on se disputait; et plus tard, quand la guerre eut grandi avec les combattants, ce fut la Guienne ou la Normandie : aujourd'hui, il s'agit de la France, et non plus de la France de Louis le Gros, mais du pays qui va de Calais à Marseille, de La Rochelle aux frontières de la Franche-Comté. Et puis les rois de Londres ne sont plus ces comtes d'Anjou, de Normandie et de Guienne, aussi Français que les rois de Paris, chefs des populations de l'Est, comme les autres l'étaient de celles du centre; depuis que leurs rivaux les ont rejetés dans leur île, la nationalité n'est plus avec eux, et cette querelle de rois tend de jour en jour à devenir une querelle de races.

Édouard ne comprit pas ou méprisa cette révolution. A peine a-t-il lâché le fatal serment, qu'il semble se repentir de sa condescendance, et que ses troupes commencent à remuer en Guienne. En même temps, il se ligue contre Philippe avec l'empereur Louis de Bavière, qui à son inutile alliance ajoute le titre plus inutile encore de vicaire de l'empire, dont il investit Édouard avec un magnifique appareil. Mais Philippe n'était pas un roi qu'on pût renverser avec de vaines démonstrations ; il avait été reconnu par tout le royaume, et venait encore récemment de s'affermir sur le trône par une grande victoire remportée sur les Fla-

mands, dès l'avénement de son règne[1]; il fallut attendre une occasion favorable, et l'attente dura huit ans. Enfin, en 1337, tourmenté par les instances de Robert d'Artois, qui, chassé de France après un procès ignominieux, brûlait du désir d'y rentrer les armes à la main, Édouard se décida à tenter la fortune.

« Robert se plaignait depuis vingt-six ans d'avoir été supplanté dans la possession de l'Artois par Mahaut, sœur cadette de son père, femme du comte de Bourgogne. Philippe le Bel avait soutenu Mahaut et les deux filles de Mahaut, qu'avaient épousées ses fils, avec cette dot magnifique de l'Artois et de la Franche-Comté. A la mort de Louis le Hutin, Robert, profitant de la réaction féodale, se jeta sur l'Artois; mais il fallut qu'il lâchât prise; Philippe le Long marchait contre lui. Il attendit donc que tous les fils de Philippe le Bel fussent morts, qu'un fils de Charles de Valois parvînt au trône. Personne n'eut plus de part que Robert à ce dernier événement. Philippe de Valois, en reconnaissance, lui confia le commandement de l'avant-garde dans la campagne de Flandre, et donna le titre de pairie à son comté de Beaumont. Il avait épousé la sœur du roi, Jeanne de Valois; celle-ci ne se contentait pas d'être comtesse de Beaumont : elle espérait que son frère rendrait l'Artois à son mari; elle disait que le roi ferait justice à Robert, s'il pouvait produire quelque pièce nouvelle, *si petite qu'elle fût*.

« La comtesse Mahaut, avertie du danger, s'empressa de venir à Paris, mais elle y mourut presque en arrivant. Ses droits passaient à sa fille, veuve de Philippe le Long. Elle mourut trois mois après sa mère. Robert n'avait plus d'adversaire que le duc de Bourgogne, époux de Jeanne, fille de Philippe le Long, et petite-fille de Mahaut. Le duc

[1] Cassel, 1328.

était lui-même frère de la femme du roi. Le roi l'admit à la jouissance du comté; mais en même temps il réservait à Robert le droit de proposer ses raisons.

« Ni les pièces, ni les témoins ne manquèrent à Robert. La comtesse Mahaut avait eu pour principal conseiller l'évêque d'Arras. L'évêque étant mort, et laissant beaucoup de biens, la comtesse poursuivit en restitution la maîtresse de l'évêque, une certaine dame Divion, femme d'un chevalier. Celle-ci s'enfuit à Paris avec son mari. Elle y était à peine, que Jeanne de Valois, qui savait qu'elle avait tous les secrets de l'évêque d'Arras, la pressa de livrer les papiers qu'elle pouvait avoir gardés; la Divion prétendit même que la princesse la menaçait de la faire noyer ou brûler. La Divion n'avait point de pièces, elle en fit : d'abord, une lettre de l'évêque d'Arras, où il demandait pardon à Robert d'Artois, d'avoir soustrait les titres; puis une charte de l'aïeul de Robert, qui assurait l'Artois à son père. Ces pièces, et d'autres à l'appui, furent fabriquées à la hâte par un clerc de la Divion, et elle y plaqua de vieux sceaux. Elle avait eu soin d'envoyer demander à l'abbaye de Saint-Denis, quels étaient les pairs à l'époque des actes supposés. A cela près, on ne prit pas de grandes précautions. Les pièces qui existent encore au trésor des Chartres, sont visiblement fausses. A cette époque de calligraphie, les actes importants étaient écrits avec un tout autre soin.

« Robert produisait à l'appui de ces pièces, cinquante-cinq témoins. Plusieurs affirmaient qu'Enguerrand de Marigny, allant à la potence, et déjà dans la charrette, avait avoué sa complicité avec l'évêque d'Arras dans la soustraction des titres.

« Robert soutint mal ce roman. Sommé par le procureur du roi, en présence du roi même, de déclarer s'il comptait faire usage de ces pièces équivoques, il dit oui d'abord, et puis non. La Divion avoua tout, ainsi que les témoins. Ces

aveux sont extrêmement naïfs et détaillés. Elle dit, entre autres choses, qu'elle alla au Palais de Justice, pour savoir si l'on pouvait contrefaire les sceaux, que la charte qui fournit les sceaux fut achetée cent écus à un bourgeois; que les pièces furent écrites en son hôtel, place Baudoyer, par un clerc qui avait grand' peur, et qui, pour déguiser son écriture, se servit d'une plume d'airain, etc. La malheureuse eut beau dire qu'elle avait été forcée par madame Jeanne de Valois, elle n'en fut pas moins brûlée au marché aux pourceaux, près la porte Saint-Honoré. Robert, qui était accusé en outre d'avoir empoisonné Mahaut et sa fille, n'attendit pas le jugement; il se sauva à Bruxelles, puis à Londres, près du roi d'Angleterre. Sa femme, sœur du roi, fut comme reléguée en Normandie; sa sœur, comtesse de Foix, fut accusée d'impudicité, et Gaston, son fils, autorisé à l'enfermer au château d'Orthez. Le roi croyait avoir tout à craindre de cette famille. Robert, en effet, avait envoyé des assassins pour tuer le duc de Bourgogne, le chancelier, le grand trésorier, et quelques autres de ses ennemis. Contre l'assassinat, du moins, on pouvait se garder; mais que faire contre la sorcellerie? Robert essayait *d'envoûter* la reine et son fils. » (Michelet, Hist. de Fr. tome III.)

Avant d'entrer en lutte avec Philippe, Édouard, comme autrefois son aïeul, songea d'abord à s'assurer l'appui de la Flandre. La Flandre offrait alors un singulier contraste avec le reste de l'Europe féodale : le peuple y était nombreux, riche, indépendant, et faisait la loi aux seigneurs. Quand, en un jour d'émeute, la grande porte de Bruges ou de Gand vomissait cinquante ou soixante mille gens de métiers, tous grands et forts, couverts de lourdes cuirasses et armés de longues piques, il ne s'agissait plus, comme dans l'Ile de France, d'une compagnie d'hommes d'armes, et d'une charge en plein champ; il fallait une armée et une bataille, souvent même il en fallait plusieurs. Dans cette lutte iné-

gale, la chevalerie flamande s'adressait sans cesse au roi de France, et depuis Louis le Gros, qui avait vengé sur les bourgeois de Bruges l'assassinat de Jean le Bon, les gens *des bonnes villes* s'étaient accoutumés à voir en lui un ennemi. Il n'y avait pas encore neuf ans que Philippe lui-même était venu à son tour en Flandre pour y ramener le comte Louis qu'ils avaient chassé. Pendant qu'il assiégeait Cassel, un marchand de poissons, Zennequin, fondit sur son camp avec quatre-vingt mille hommes, et douze mille Flamands restèrent sur la place. Confiants dans leur force, ces géants s'étaient couverts d'armures aussi pesantes que celles qui écrasaient les chevaliers sur leurs grands chevaux de combat. Quand vint la déroute, ceux qui tombèrent ne purent se relever, et furent massacrés.

Avec de tels antécédents, les Flamands étaient des alliés assurés pour Édouard. Dans ce moment surtout, ils étaient d'autant plus disposés à s'unir à lui, qu'ils venaient de se mettre en insurrection contre le protégé de Philippe ; c'était un brasseur de Gand, nommé Jacques Artevelde, qui était alors le véritable comte de Flandre. Édouard passa la mer, toucha dans la main du brasseur, qui lui conseilla de prendre d'avance le titre qu'il voulait conquérir, et l'année suivante la guerre commença (1338).

Elle se fit sur les frontières de Flandre et de Picardie avec un acharnement incroyable. A Tournay, à Thin-l'Évêque, il y eut des siéges atroces : fatigués de la résistance de cette dernière place, les Français y jetèrent, à l'aide des machines, tous les cadavres de leur camp, et y mirent la peste. On se rencontra plus d'une fois en rase campagne, et quelques-unes de ces rencontres auraient peut-être été nommées des batailles, si Crécy n'avait tiré à soi toute la gloire de cette guerre. Un seul acte de ces hostilités est resté populaire, c'est le combat naval de l'Écluse. Les marins de la Guienne et de la Normandie, renforcés d'une flotte génoise,

étaient venus croiser entre l'Angleterre et la Flandre; Édouard se montra bientôt, et le choc ne se fit pas attendre. Debout sur le tillac d'un des plus gros vaisseaux, le monarque anglais se battit comme le dernier matelot: il alla plusieurs fois à l'abordage et se fit blesser à la cuisse; mais, malgré tout ce courage, il allait être mis en déroute, quand de lourds et gros bâtiments se montrèrent à l'horizon. C'étaient ses alliés les Flamands qui venaient à son secours; quelques instants après, ils le ramenaient triomphant dans leurs ports (1339).

La même année, les deux partis, également las de tant d'efforts, convinrent de s'arrêter un moment, et conclurent une trêve pour reprendre haleine. Elle ne devait pas durer longtemps, car une affaire qui survint à cette époque, se jeta tout à coup à la traverse entre les deux rois, et vint compliquer encore une querelle qui n'avait déjà que trop d'activité: cette affaire, ce fut la fameuse lutte des Penthièvre et des Montfort en Bretagne.

Cette lutte est un fait important de l'histoire de France. C'est le moment où la Bretagne, vaincue enfin dans son obstination à rester chez elle, est emportée dans le mouvement de ce monde des rois de France et d'Angleterre, dont les cercles, qui allaient toujours s'agrandissant, s'étaient tant de fois brisés contre ses landes de bruyères; c'est le moment aussi où la Bretagne naît à l'histoire générale, car jusque-là son nom n'y figure que de loin en loin. Quand, au sortir d'une si longue obscurité, la Bretagne se montre enfin au jour, elle nous apparaît singulièrement bizarre et curieuse. Ce n'est pas sans s'imprégner de féodalité qu'elle a traversé tout ce qui vient de s'écouler du moyen âge; mais en empruntant cet élément étranger, elle lui a imprimé son caractère et sa forme. Le paysan breton, qui a su se garder Celte jusque sous le régime constitutionnel et l'administration départementale, et qui est encore là au milieu de nous

comme un anachronisme de deux mille ans, n'avait point adopté le servage rampant des Germains, et la cabane ne relevait qu'à son bon plaisir du château[1]. En Bretagne, le seigneur était pauvre, et se rapprochait du paysan par ses goûts comme par sa fortune ; ses fils se coulaient le long du pont-levis pour aller se battre avec les enfants du village ; et souvent, comme du Guesclin, ils revenaient « *l'oreille déchirée.* » Cette rude et indigente population de guerriers fut admirablement utilisée par la France, dans ses guerres contre les Anglais ; la Bretagne devint alors pour elle une pépinière d'hommes d'armes et de généraux, et pour ne citer que trois noms, Duguesclin, Clisson et Richemond, ce fut à eux qu'elle dut ses plus belles victoires. Le contact avec la splendide chevalerie de ses voisins humanisa la féodalité bretonne ; mais ce ne fut pas sans porter atteinte à son indépendance ; le jour où la Bretagne invoqua l'intervention de l'étranger, et où elle se mit à ses gages, appelait celui où elle cesserait de former une nation, et ce jour-là la France des rois put se dire qu'elle avait fait encore un pas.

L'affaire qui contenait en germe cette grande révolution était encore une affaire de succession comme la plupart de celles que nous offre cette époque [2]. Jean, duc de Bretagne, se voyant près de mourir et n'ayant pas d'enfants, avait laissé par testament son duché à sa nièce, Jeanne de Penthièvre, qu'il avait mariée à un neveu du roi de France. Jean de Montfort, son frère d'un autre lit, le laissa faire, et quand il fut mort (1341) se proclama duc de Bretagne et se mit sous la protection du roi d'Angleterre. Charles de Blois, le mari de Jeanne, courut aussitôt demander à son

[1] Aujourd'hui même il y a tel paysan du Finistère et du Morbihan qui se croirait déshonoré s'il passait devant son chef de tribu la tête découverte.

[2] Le procès de Robert d'Artois : Edouard et Philippe.

oncle l'investiture de la Bretagne, mais, pendant ce temps, Montfort s'emparait des principales villes, et ce fut en vain qu'on essaya de l'amener à un accommodement. Il parut à Paris avec une escorte de quatre cents chevaliers, bravant le roi jusque dans sa cour des pairs, puis, au bout de quelques jours, voyant que les affaires allaient mal pour lui dans ce pays, il partit une nuit sans demander congé, et de part et d'autre on se mit en campagne.

Toute la Bretagne se trouva partagée entre les deux prétendants, et l'Angleterre avec la France se mettant de la partie, cette malheureuse contrée se vit tout à coup en proie aux horreurs d'une guerre à la fois étrangère et civile. Elle se fit avec toute la sauvage rudesse du génie breton. Charles de Blois, ayant emporté d'assaut la ville de Quimper, ses soldats ne cessèrent de tuer, que lorsqu'ils eurent rencontré un petit enfant *qui tétait encore sa pauvre mère morte* [1]. Olivier de Clisson, qui s'était rallié au parti anglais pour venger son père, que nous allons voir bientôt mis à mort par Philippe, ne faisait jamais de quartier. Plus tard, sur un caprice dont les Anglais n'avaient pas tenu compte, le farouche guerrier se fit leur ennemi : un jour qu'il venait de leur enlever Benon, il demanda les prisonniers pour sa part de butin, et les tua l'un après l'autre à coups de hache [2].

Dès les premières hostilités, Jean de Montfort tomba entre les mains des Français, et la guerre semblait être terminée, quand on vit tout à coup sa femme, Jeanne la Flamande, quitter l'aiguille et le métier à tapisserie pour la lourde lance des chevaliers, et venir, le casque en tête, se mettre au-devant de son armée. Assiégée dans Hennebon par Charles de Blois, Jeanne tente une sortie pour lui donner

[1] Châteaubriand, *Études litt.*, t. IV.
[2] Ce fut là qu'il gagna le surnom de *boucher de Benon*.

le change, tandis qu'on introduisait un convoi dans la place. Le convoi passa ; mais, quand elle voulut regagner les portes d'Hennebon, elle trouva le chemin coupé par un gros de chevaliers. Sans se déconcerter, l'héroïne fait volte-face, et s'enfonçant dans la campagne, s'en va prendre trois châteaux forts à l'ennemi; puis elle revient au bout de quelques jours, traverse, en le dévastant, le camp de Charles de Blois, et rentre dans Hennebon, aux acclamations de toute la ville.

L'Angleterre et la France se lassèrent bientôt de jouter avec de tels ennemis. Après deux ans de guerre, chacun se retira de son côté, et les deux partis laissés seuls n'en continuèrent pas moins à se battre avec la même fureur. Charles de Blois tomba à son tour entre les mains des Montfort (1345), et la Bretagne offrit un moment un spectacle curieux aux nations qui la regardaient faire. Deux femmes, Jeanne de Montfort et Jeanne de Penthièvre, conduisaient la guerre, pendant que leurs maris attendaient au fond d'une prison que la renommée les instruisît des exploits de ceux qui se battaient pour eux.

Cette bizarre position ne se prolongea pas longtemps. Sur quelques soupçons de trahison, Philippe fait décapiter le seigneur de Clisson, avec d'autres chevaliers bretons, qu'on accusait de s'être rendus au roi d'Angleterre (1345). Aussitôt Edouard prend les armes pour les venger, et la petite querelle de la Bretagne s'éclipse tout à coup en présence de la guerre imposante qui se prépare. Après quelques hostilités insignifiantes, Edouard mit enfin à la voile, et se dirigea sur la France avec une armée de trente mille hommes composée en grande partie de ces redoutables archers des communes, qui perçaient toutes les armures avec leurs arcs prodigieux et leurs flèches de cinq pieds. Il avait pris la route de la Guienne ; un coup de vent le rejeta sur les côtes d'Angleterre ; et pendant qu'il s'y radoubait, Geoffroy d'Harcourt, gentilhomme normand, qui, depuis le

commencement de la guerre, le pressait d'attaquer la France par la Normandie, le décida enfin (1346). Toutes les forces de Philippe étaient en Guienne, où Jean, son fils, attendait les Anglais avec une armée de cent mille hommes. Edouard, tombant tout à coup sur la Normandie, la trouva insouciante et désarmée ; et comme personne ne se présentait pour le combattre, il s'avança à pas de course dans le pays, brûlant et ravageant tout sur son passage. Quelques villes, qui voulurent arrêter sa marche, furent traitées avec une rigueur qui épouvanta les autres ; et la résistance devint si faible à mesure que l'on avançait dans le cœur de la France, qu'Edouard se dirigea droit sur Paris en côtoyant la Seine, ses soldats mettant tout à feu et à sang sur leur route ; tandis que lui-même, assis tranquillement avec toute sa cour sur des barques de cuir, qui remontaient le fleuve, pêchait ou chassait à l'oiseau.

Cela dura jusqu'aux portes de Paris ; mais là on trouva Philippe avec une armée de 60,000 hommes, campée à Saint-Denis, et les choses changèrent de face.

« Edouard se voyait engagé au milieu de populations avides de vengeances, bien loin de sa flotte et de ses villes d'Aquitaine, en face d'une armée déjà plus forte que la sienne, et qui grossissait à chaque instant : il eut peur de payer cher les faciles pillages de ses gens, et se hâta de gagner la Flandre. Mais déjà l'on songeait à lui couper la retraite. Il eut besoin de dérober ses mouvements à Philippe pour improviser un pont à Poissy ; et, au moment où il venait de passer la Seine, il rencontra les milices d'Amiens, qui se rendaient à Saint-Denis, et dont il ne vint à bout qu'après un rude et sanglant combat. Il traversa en courant le Beauvaisis, suivi de près par l'armée royale, et ne s'arrêta que dans le Ponthieu, *son droit héritage*, où il se trouvait acculé sur les bords de la Somme, dont Philippe avait fait couper tous les ponts. Les Français ar-

rivaient à marches forcées, disant tout haut qu'ils allaient le bloquer là et l'affamer, ou le combattre à leur volonté. Edouard « moult pensif et mélancolieux » rêvait aux moyens d'échapper, quand on lui amena un prisonnier fait dans le pays. C'était un palefrenier de Saint-Valery, nommé Gobin-Agace, qui, pour gagner les écus d'or promis par le roi, conduisit les Anglais au gué de Blanche Taque, en face du Crotoy, où douze hommes pouvaient passer de front, à l'heure du reflux, sur « un fort et dur gravier de blanche marne. » Godemar du Fay, qui gardait le passage avec 12,000 hommes, fut culbuté par les archers anglais ; mais le péril continuait toujours. Les Français étaient si proches, que leurs coureurs tuèrent les derniers traînards de l'autre côté de la rivière. Les soldats d'Edouard, harassés de fatigue, ne pouvaient atteindre à temps la frontière : il résolut de faire volte-face, et alla se loger au milieu des bois de Crécy, à cinq lieues d'Abbeville. Toute la nuit on travailla dans son camp à un grand retranchement, où l'on enferma les chariots et les bagages, et le lendemain (26 août), il étagea son armée en trois lignes, sur le penchant d'une colline, son fils en tête, avec les archers « devant en manière de herse. »

« Les Français eurent à faire cinq lieues, par la pluie, avant d'arriver aux Anglais, qui, après avoir mangé et bu *tout à loisir,* attendaient, assis par terre, leurs bassinets (casques) devant eux, les cordes de leurs arcs bien à couvert dans leurs chaperons. Les 70,000 hommes de Philippe s'en allaient à leur volonté bannière par bannière. Les gens de communes avaient tiré l'épée à trois lieues de l'ennemi, et couraient pêle-mêle par les chemins, criant : *à mort ! à mort !* Tout ce tumulte alarmait les maréchaux du camp, qui essayèrent en vain d'arrêter cette foule confuse ; mais, dès que Philippe vit les Anglais, *le sang lui mua, car il les haïssait.* « Faites passer nos Génois devant, s'é-

cria-t-il, et commencez la bataille, au nom de Dieu et de monseigneur saint Denis. » Les Génois avancèrent en murmurant. Les cordes de leurs arcs, détendues par la pluie, n'envoyaient plus leurs *carreaux* qu'à quelques pas, et criblés de traits par les archers anglais dont « les sagettes volaient si vivement que ce semblait neige » ; ils voulurent s'abriter derrière les hommes d'armes. Ce mouvement mit Philippe en fureur. « Or tôt, cria-t-il, tuez toute cette ribaudaille, car ils nous empêchent la voie sans raison. » Cette parole imprudente fut le signal d'un horrible désordre. Arbalétriers et hommes d'armes commencèrent à s'entretuer, ceux-ci chargeant à coups de lance, les Génois éventrant les chevaux avec leurs grands coutelas, et les archers anglais, spectateurs tranquilles du combat, lançaient à l'aise leurs longues flèches dans la mêlée. Les petits canons, on *bombardes*, qu'Édouard avait placés au milieu d'eux, augmentaient encore l'effroi des Français. « Ces « bombardes menaient si grand bruit et tremblement, dit « Villani, qu'il semblait que Dieu tonnât, avec grand mas- « sacre de gens et renversement de chevaux. » A la fin, une partie de la noblesse parvint à se dégager de la presse, et vint tomber avec une telle furie sur la première ligne des Anglais, que les chevaliers du prince de Galles dépêchèrent au roi en toute hâte, pour lui demander du secours. Édouard était au haut de la colline, examinant la bataille *sur la butte d'un moulin*. « Mon fils est-il mort ou blessé ? demanda-t-il au messager. — Nenni, sire. — Eh bien ! laissons gagner à l'enfant ses éperons. Je veux, si Dieu permet, que la journée soit sienne. » Cette réponse fit reprendre cœur aux Anglais. Ils finirent par rompre les rangs des assaillants, à l'aide des archers et des *ribauds* gallois et irlandais, qui poignardaient à terre les chevaliers renversés ; et, le soir étant venu, il se fit un massacre épouvantable des Français. Dispersés en mille corps isolés,

ils erraient à l'aventure sur le champ de bataille, et étaient égorgés les uns après les autres. Édouard avait donné ordre le matin qu'on ne fît point de quartier. Le roi de Bohême, les ducs de Lorraine et de Bourgogne, le comte de Flandre, quatre-vingts seigneurs bannerets, douze cents chevaliers et vingt ou trente mille soldats, furent trouvés sur le champ de bataille par les deux barons qu'Édouard chargea le lendemain de faire le relevé des morts.

Ce ne fut pas la faute de Philippe si son nom ne vint point figurer en tête de la liste fatale. Il avait eu déjà un cheval tué sous lui ; la nuit tombait, et il ne restait plus à ses côtés que cinq barons et soixante hommes d'armes, et cependant il ne voulait pas quitter le champ de bataille. Jean de Paissant prit alors la bride de son cheval. — Sire, venez-vous-en, dit-il, il est temps ; et il l'entraîna « quasi par force. » La petite troupe arriva au château de la Broye, dont on trouva le pont levé, car il faisait « moult brun, et moult épaisse nuit. » Ouvrez, ouvrez, châtelain, s'écria Philippe qui avait *grand' angoisse de cœur*, ouvrez, c'est l'infortuné roi de France. » (*Histoire de France.*)

Redevenu le maître par cette victoire inespérée, au lieu de continuer à fuir, Édouard s'en alla planter ses enseignes devant les murs de Calais, jurant de ne point partir de là qu'il ne fût entré victorieux dans la place [1]. Il tint son serment, mais il lui en coûta toute une année de combats, et, pendant ce temps, la France réparait ses pertes. Il était encore au siége

[1] « A peu de distance de Calais, un bras de la rivière de Haule s'en écarte du côté de l'Occident, et laisse entre son lit, la mer et la ville, un espace de terre assez étendu. Édouard fit bâtir en cet endroit comme une nouvelle ville, et construire des maisons de bois de charpente que l'on couvrit de chaume et de genêts. Les rues aboutissaient à une place où se tenait le marché, le mercredi et le samedi. Il y avait des boutiques, des halles et des hôtelleries comme dans les bonnes villes, et l'on y apportait de France et d'Angleterre toutes sortes de marchandises pour y trafiquer. » (*Daniel*, t. v.)

de Calais lorsque Philippe vint l'observer avec une armée de cent mille hommes : le roi de France ne put sauver la place, mais il lui avait montré qu'une journée n'avait pas décidé la question. Réduits à la dernière extrémité, les Calésiens ouvrirent enfin leurs portes au vainqueur de Crécy, et n'échappèrent à la mort que grâce au généreux dévouement d'Eustache de Saint-Pierre, qui, suivi de cinq de ses compatriotes, alla s'offrir à la vengeance d'Édouard, en chemise et la corde au cou (1347). Le roi anglais prit à peine le temps d'établir les siens dans sa nouvelle ville, et se hâta de conclure avec Philippe une trêve qui lui permît de repasser la mer. Ce qu'il emportait de cette magnifique expédition était peu de chose en apparence : le souvenir d'une victoire et les clés d'une ville. Et pourtant Crécy et Calais sont restés dans l'histoire comme l'expression de la plus grande supériorité que l'Angleterre ait obtenue sur la France dans cette lutte fameuse : c'est que l'une a été la première grande victoire, et l'autre la dernière conquête qui lui soit demeurée.

A peine la guerre venait-elle de finir, que la peste lui succéda (1348). Comme toutes les grandes pestes dont le souvenir est resté, ou restera, celle-ci venait de l'Orient. Elle avait passé par-dessus l'Asie, l'Afrique et l'Europe, et quand elle vint s'abattre sur la France et l'Angleterre, encore haletantes du grand combat qui se terminait à peine, elle enleva d'un coup plus de gens que n'avaient fait dix années de guerre. « En ce temps-là, dit Froissard, une « maladie courait, qui eut nom épidémie, dont bien la « tierce partie du genre humain mourut. » (Michelet.)

Pendant ce temps, Philippe le Fortuné [1] tâchait de réparer au midi, avec des achats et des traités, les échecs qu'il éprouvait dans le nord. Il payait six cents mille livres

[1] C'était le surnom qu'on lui avait donné à son avénement. Ce surnom lui est resté comme une triste dérision des malheurs de son régne.

au roi d'Aragon, le comté de Montpellier, tandis que Humbert de Beaujeu, seigneur du Dauphiné, lui cédait son domaine, sous la condition d'une rente viagère 1349). Quelques-uns prétendent qu'il stipula, dans le marché, qu'à l'avenir les fils aînés des rois de France porteraient le nom de dauphin. Toujours est-il, qu'à dater de cette cession du Dauphiné, le titre de dauphin devint synonyme de celui d'héritier présomptif de la couronne ; et si Humbert parut tenir à cette prérogative, Philippe dut céder de bonne grâce. Il ne lui en coûtait pas plus qu'à Édouard de donner à son fils le nom de prince de Galles.

L'année suivante, Philippe mourut (1350). Celui qui lui succédait était un homme fait, habitué de longue main au maniement des armes, puisque nous voyons son nom figurer, dès 1338, dans la guerre avec l'Angleterre ; un chevalier brave et galant, qui aurait pu lutter avec les Clisson et les Gauthier de Mauny, si, comme eux, il n'avait été qu'un simple seigneur ; mais il montait sur le trône à une époque critique qui demandait un roi plus qu'un chevalier, et le héros ne fut plus qu'un triste monarque. Au sortir de la guerre de Crécy et de la peste de 1348, Jean ne songeait qu'aux fêtes et aux tournois. Son règne s'ouvre par la fondation d'un nouvel ordre de chevalerie, celui de l'*Étoile*, dont tous les membres juraient de ne jamais reculer en combattant, et de ne point s'écarter du champ de bataille, dans les déroutes, de plus d'un arpent : serment de fanfaron que Jean prit au sérieux, comme il le fit voir à Poitiers ; puis, au milieu des fêtes qui accompagnèrent la réception des nouveaux chevaliers, sur un soupçon de trahison, il fit arrêter et mettre à mort le connétable de France [1], comte d'Eu et de Tancarville, et donna sa charge à l'Espagnol Lacerda, son favori (1351).

[1] C'est ici que commence à jouer un rôle cette charge de conné-

Il en coûta cher à ce dernier. Charles de Navarre, qui convoitait depuis longtemps la charge du comte d'Eu, ne put souffrir qu'elle lui fût enlevée par un *mignon*[1], et il le fit assassiner sur le chemin de Laigle. Jean, furieux, donna l'ordre de lui amener l'assassin mort ou vif, mais le Navarrois s'était mis en sûreté. Les dames de la cour, qui aimaient ce spirituel et galant jeune homme, négocièrent un accommodement entre lui et le roi (1354) : Charles de Navarre vint baiser les mains de Jean, lui demanda pardon, et l'on se retira. Mais l'on ne s'était point pardonné. L'année suivante, le Navarrois gagna le dauphin[2], et déjà celui-ci s'enfuyait de la cour pour aller commencer la guerre avec lui, lorsque, arrêté à moitié chemin par les gens que son père avait envoyés après lui, le dauphin obtint sa grâce au prix d'une trahison. Il invite Charles de Navarre et ses principaux partisans à venir dîner dans son château de Rouen ; et, pendant que l'on était à table, Jean se précipite dans la salle, l'épée à la main. Il voulait égorger l'assassin de son favori sur la table même de son fils, on lui arrêta le bras, et il consentit à différer sa mort, mais rien ne put retarder celle des autres convives. Entraînés sur-le-champ dans la tour, ils furent mis à mort pendant la nuit (1355).

Aussitôt la Normandie est en armes : Philippe de Navarre et Geoffroy d'Harcourt rallient sous leurs drapeaux les amis et les parents des seigneurs égorgés, et une troupe de quatre mille Anglais, commandée par le duc de Lancastre, arrive bientôt à son secours. L'Angleterre s'était refaite pendant les huit années de paix qui venaient de s'écouler, et elle rentrait d'elle-même dans la lice. Pendant

table, si fameuse plus tard. On l'a dit tant de fois, que nous croyons inutile de redire qu'elle n'était primitivement qu'une charge domestique. (*Comes stabuli.*)

[1] C'est le terme dont il se servait en parlant de Lacerda.

[2] Celui qui fut Charles V.

que les Anglais du duc de Lancastre guerroyaient en Normandie, un armement plus formidable se préparait chez eux, et le prince de Galles, celui qui avait si bravement *gagné ses éperons* à la journée de Crécy, faisait voile pour la Gascogne. Jean rassemble les états-généraux, et leur demande un subside extraordinaire pour soutenir la guerre. Ceux de la Langue d'Oc, qui continuaient à former race à part, lui accordent de bonne grâce cinquante mille hommes; mais les états de Paris se montrent moins faciles. Déjà plusieurs fois[1], depuis le commencement de ce règne, il y avait eu lutte entre eux et la royauté; ils profitèrent de son embarras pour élever des prétentions, et ne consentirent à décréter leurs subsides qu'au prix de l'agrandissement de priviléges qui commençaient à devenir menaçants. Pour venir à bout de cette révolte naissante, il fallait vaincre : Jean fut vaincu. Il promit tout, prit l'argent, et courut à la rencontre du Prince-Noir[2] (1356).

« L'aventureux jeune homme, à la tête de deux mille hommes d'armes et de six mille Anglais et Gasçons, avait formé le projet d'aller donner la main aux rebelles de Normandie, en traversant toute la France centrale, et déjà il était arrivé à Bourges, dont il avait brûlé les faubourgs; puis à Issoudun et à Vierzon : il touchait presque le Perche, où était le duc de Lancastre, quand il apprit que Jean rassemblait ses vassaux à Chartres, et que tous les passages de la Loire étaient bien garnis de défenseurs. Il pensa alors à revenir sur Bordeaux, et prit sa route par la Touraine et le Poitou, mais sans se hâter, s'arrêtant sur le chemin pour ravager le pays, et emporter d'assaut les châteaux

[1] A partir de l'année 1350, on les voit réunis presque tous les ans.

[2] Il devait son nom à la couleur de ses armes. Quelques-uns ont dit qu'il y avait de la coquetterie dans le choix de cette couleur : elle faisait ressortir l'éclatante blancheur de son teint.

qu'il rencontrait. Cependant vingt mille hommes d'armes avaient passé la Loire, et la poursuite commençait. Quand le prince de Galles se vit serré de près, il battit enfin sérieusement en retraite, mais il était trop tard : il fut dépassé le 17 septembre, près de Poitiers. Ses coureurs étant tombés dans l'arrière-garde des Français, il comprit qu'il ne pouvait plus éviter la bataille, et alla se loger, avec sa sa petite armée, sur un plateau appelé le champ de Maupertuis, au milieu des vignes et des buissons, sans autre abord qu'un petit chemin creux, profondément encaissé entre deux files de ces haies impénétrables du Poitou.

Le lendemain, qui était un dimanche, le roi entendit de grand matin la messe dans sa tente, et communia avec ses quatre fils. Ensuite il assembla un grand conseil de guerre et envoya Ribaumont à la découverte. Il avait avec lui de quarante-cinq à cinquante mille hommes partagés en trois batailles, que son frère, le duc d'Orléans, et le dauphin Charles commandaient avec lui. Les deux lieues de pays qui sont entre Poitiers et le champ de Maupertuis, étaient couvertes de bannières et de cavaliers. L'assurance n'était pas moins grande qu'à Crécy. Jean parcourait les rangs, monté sur un destrier blanc, et disait à ses chevaliers : « Entre vous, à Paris, à Chartres, à Rouen, ou à Orléans, vous menacez les Anglais, et désirez avoir le bassinet en tête devant eux. Ores, y êtes-vous, je vous les montre. » Sur ces entrefaites arrive Ribaumont, qui avait trouvé les Anglais retranchés derrière les buissons, tous à pied, les chevaux en arrière et les archers en avant, *en manière de herse.* Le chemin ne pouvait livrer passage à plus de quatre cavaliers à la fois, et le reste était à peine accessible aux gens de pied. L'avis de Ribaumont fut que tous missent pied à terre, « excepté à trois cents armures de fer, des plus durs et hardis de l'ost, » et qu'on les plaçât en tête pour faire une trouée dans la ligne des archers. Les hommes d'armes

à pied devaient suivre à peu de distance et achever le combat corps à corps avec les Anglais. Cet avis ayant prévalu, les Français se mettaient déjà en marche, après avoir ôté leurs éperons et raccourci leurs lances : un cavalier, qui arrivait de Poitiers au galop, se présenta tout à coup devant le roi et arrêta l'action. C'était un légat du pape, le cardinal Talleyrand de Périgord, accouru pour remplir la mission de paix que lui avait confiée la cour de Rome. Jean lui donna vingt-quatre heures pour tenter un accommodement. Le prince de Galles offrit tout le butin de l'expédition, les places conquises et les prisonniers. Mais Jean voulait qu'il se rendît avec cent de ses chevaliers. Le vainqueur de Crécy répondit qu'on ne l'aurait, lui et ses chevaliers, que les armes à la main, et le combat fut remis au lendemain.

Pendant ce temps les Anglais creusèrent de grands fossés devant leurs lignes, et les bordèrent de palissades, à l'aide de ces pieux aiguisés des deux bouts que leurs archers portaient partout avec eux. Ils disposèrent ceux-ci derrière les haies, le long du chemin, et au moment où les trois cents chevaliers y entraient au galop, les deux maréchaux de France en tête, une grêle de flèches, partie des buissons, à droite et à gauche, vint jeter le désordre dans leurs rangs pressés. Les chevaux se cabrent, se renversent les uns sur les autres, et la colonne, arrêtée tout à coup dans sa marche, est forcée de se replier sur le corps d'armée du duc de Normandie. Bientôt un gros de cavaliers anglais, qui avaient tourné la colline, vint prendre en flanc les hommes d'armes du dauphin, pendant que les autres, remontés tous à cheval, descendaient aux cris de *Saint Georges!* et *Guyenne!* par le chemin encore encombré de cadavres d'hommes et de chevaux. Cette double attaque fit perdre la tête au dauphin, jeune homme de vingt ans, dont le corps débile ne se prêtait guère à des mœurs belliqueuses. Il lâcha pied et s'enfuit avec huit cents lances par le chemin de Chauvigny. Le

duc d'Orléans se laissa entraîner par l'exemple, et emmena sa bataille du même côté. « Ils sont à nous ! s'écria alors Chandos, un célèbre capitaine anglais qui avait mené tout le combat, tirons devers le roi de France, car il est vaillant, et nous demeurera. — Avant donc ! » dit le prince de Galles, et toute l'armée anglaise vint fondre à l'endroit où combattait le roi.

Un corps d'Allemands qui était resté à cheval, soutint quelque temps le choc ; mais il fut enfoncé par les Anglais, animés par l'idée qu'ils tenaient la victoire. Bientôt Jean n'eut plus auprès de lui que les chevaliers de l'Étoile, qui furent tous fidèles à leur serment. Les rangs de ces braves chevaliers allaient toujours s'éclaircissant : ils se trouvèrent à la fin séparés en dix petites bandes, qui furent écrasées l'une après l'autre, Jean combattit jusqu'au dernier moment. Accompagné de son plus jeune fils, Philippe de Touraine, qui dut à cette journée le surnom de *Hardi*, il assommait à coups de hache d'armes seigneurs et archers. Il avait le visage couvert de sang ; de tous côtés on lui criait : *Rendez-vous ! rendez-vous !* Enfin le sire de Charni, qui tenait l'oriflamme, tomba mort à ses pieds, entraînant avec lui la fameuse bannière. Épuisé, le roi se mit à demander son cousin, le prince de Galles, disant qu'il voulait se rendre à lui. Alors un chevalier de l'Artois, Denis de Morbecque, exilé de son pays, où il avait tué un homme, fendit la presse, et vint à Jean, qui l'entendant parler en bon français, lui jeta son gantelet, et se rendit à lui avec son fils. Mais les archers anglais et gascons, qui depuis longtemps ménageaient le roi, pour l'avoir vivant, ne voulurent pas laisser échapper de la sorte une si riche rançon. Ils l'arrachèrent des mains de Denis, et, se disputant à qui l'aurait, ils le tiraient chacun de son côté. L'on était sur le point de s'accorder en les égorgeant, lui et Philippe, quand arrivèrent le comte de Warwick et le sire Réginald Cobham,

qui prirent les deux captifs sous leur sauve-garde, et les conduisirent au prince de Galles. » (*Histoire de France*).

Il en coûta peu au roi de France pour avoir combattu jusqu'au dernier moment. Le soir de la bataille, il fut servi à table par son vainqueur, et arrivé en Angleterre au milieu des hommages de la chevalerie anglaise, il entra à Londres comme en triomphe, et ne fit, pour ainsi dire, que passer de sa cour à celle d'Édouard. Mais tandis qu'on prodiguait à sa captivité les plaisirs et les fêtes, la France payait cher la gloire qu'il s'était acquise par cette valeur égoïste. Quand les états, qui étaient encore rassemblés à Paris, se virent sans roi, et qu'il ne se présenta pour les gouverner qu'un jeune homme échappé de Poitiers[1], ils secouèrent le frein. Guidés par quelques hommes de tête et d'exécution, ils se déclarent seuls maîtres et souverains du royaume, rendent des ordonnances, et se créent une armée au sein même de Paris. Le roi de Navarre est enlevé par une fraude aux gens du roi, qui le retenaient captif, et il paraît dans les halles de Paris, haranguant le peuple, monté sur les étaux des bouchers, et menaçant le dauphin de ses troupes qui campaient à la vue des murs. Ce fut en vain que le jeune prince voulut lutter de popularité avec les chefs de parti, et qu'il s'en vint haranguer à son tour au milieu des halles : sa voix, écoutée d'abord favorablement, fut bientôt étouffée. Comme il disputait toujours aux états l'autorité qu'ils s'étaient arrogée, la populace de Paris, soulevée par son prévôt Marcel, se jeta un jour dans son palais, et massacra à ses pieds les deux maréchaux de France et de Champagne. Sa robe fut rougie de leur sang, et se voyant seul au milieu de cette foule hideuse, il se tourna vers le prévôt et lui demanda si l'on avait résolu

[1] Le bruit public accusait le dauphin de s'être enfui un des premiers.

sa mort. Marcel le rassura, et, pour sauve-garde, lui plaça sur la tête son chaperon, mi-partie de rouge et de bleu, qui était le signe de ralliement de la faction; puis il mit sur la sienne le chaperon du dauphin, et le garda tout le jour (1357).

Cependant les Anglais étaient toujours là, et pouvaient à chaque instant, donnant la main à leur allié le roi de Navarre, s'avancer sous les murs de Paris et s'emparer du royaume : il fallait sortir à toute force de cette dangereuse position, et Charles, désespérant de venir à bout des rebelles au sein de Paris, prit le parti de s'enfuir à Compiègne. Toute la noblesse s'y réunit à l'instant, tandis que Marcel envoyait des députés dans tout le nord de la France, et jusque chez les Flamands, pour appeler toute la bourgeoisie communale à une vaste confédération contre les chevaliers et les nobles. La question changeait de face, et de politique qu'elle s'annonçait d'abord, la révolution des états de 1356, tendait à devenir sociale. Déjà anticipant sur les siècles par un bouleversement prématuré et qui devait durer peu, le peuple, devenu fort, essayait ses premiers coups sur cette royauté à l'ombre de laquelle il avait grandi, et la féodalité qu'il menaçait se serrait, comme elle fit plus tard, à l'entour de son ancienne ennemie. Le mouvement alla même plus loin que Marcel et les siens ne l'avaient voulu. C'était pour eux uniquement que les bourgeois et les gens de métier songeaient à renverser la royauté et la féodalité, et leur zèle patriotique ne s'était pas étendu au delà des portes de leurs cités; mais ils ne purent si bien faire que le bruit des coups qu'ils frappaient n'allât réveiller dans ses chaumières le peuple des campagnes, qui, voyant la caste châtelaine sur le point d'être dépossédée, et ne pouvant comprendre que cette grande révolution eût lieu au profit des bourgeois seuls, prit pour lui des maximes qui ne le regardaient pas, et, persuadé que lui aussi s'appelait peuple, se mit à frapper pour son compte.

Il y avait si longtemps qu'il souffrait sans se plaindre, qu'on l'avait cru trop pacifique pour se venger jamais, et que par dérision on lui avait donné le nom de *Jacques Bonhomme*. Il accepte ce nom, ainsi que les Flamands, deux siècles plus tard, se pareront du nom de *gueux*, et le soulèvement commence. En quelques jours ils étaient plus de soixante mille qui se répandirent à travers les plaines de la Picardie et de la Brie, brûlant les châteaux avec les seigneurs, violant les femmes et les filles nobles, embrochant leurs fils, et délivrant les serfs partout où il passaient. C'était une guerre d'extermination qui ne s'adressait à aucun parti, à aucune nation, mais à une institution tout entière, et les nobles ne s'y trompèrent pas. Navarrois et royalistes, Anglais et Français, oublièrent un instant qu'ils étaient en guerre, et se réunirent tous contre cette horde de sauvages qui massacraient tout porteur d'armures et d'écharpes, sans distinguer de quelle couleur elles étaient. Le parti bourgeois ne savait trop s'il devait accepter cet auxiliaire qu'il n'avait pas demandé, mais enfin, pressé d'en finir avec l'ennemi commun, il l'admit dans ses rangs, quitte à régler ensemble après la victoire ; et Marcel, après quelques hésitations, envoya douze cents Parisiens à l'armée des Jacques. Un si faible secours ne put les sauver de leur ruine. Repoussés à l'attaque du marché de Meaux par une poignée de chevaliers qui s'y étaient renfermés avec leurs femmes et leurs filles, les Jacques se dispersèrent dans la campagne, et les vainqueurs leur rendant cruauté pour cruauté, les massacrèrent jusqu'au dernier (1358).

En même temps les bourgeois succombaient à leur tour. Marcel, craignant de ne pouvoir tenir longtemps contre le dauphin, dont le parti allait croissant de jour en jour, s'était décidé enfin à livrer Paris aux Navarrois et aux Anglais. Alors l'esprit national prit le dessus dans un grand nombre de Parisiens sur les haines et les affections de

caste : au moment où le prévôt allait ouvrir la porte Saint-Antoine aux Anglais, une lutte s'engagea entre lui et Jean Maillard, chef de l'autre faction ; il fut égorgé, et quelque temps après, Charles vit venir à lui les députés parisiens qui l'invitaient à rentrer dans leur ville (1358).

Durant ce temps le roi Jean était toujours en Angleterre, chassant aux côtés d'Édouard, présidant aux tournois et et faisant la cour aux dames ; et il devait peu regretter la France, qui ne lui offrait guère de divertissements, au milieu des sanglantes perturbations auxquelles elle était en proie, entre l'insolente brutalité des hommes à chaperons[1], et la férocité grossière de Jacques Bonhomme. Mais en l'année 1359, dégoûté de plaisirs dont il n'était le roi que par politesse, peut-être aussi voyant que son fils avait mis ordre à tout de l'autre côté du détroit, qu'il n'avait plus à craindre ni Jacques, ni gens de métier, il commença à désirer la France, et pour satisfaire ce désir, il fit avec Édouard un traité, par lequel il lui rendait tout ce que le roi d'Angleterre avait possédé autrefois en France, c'est-à-dire le tiers du pays ; puis il embrassa son nouvel allié, lui jura une amitié éternelle, et envoya son traité à Paris, ne doutant pas qu'il n'en revînt bientôt ratifié par son fils et les états. Il en fut autrement : un cri d'indignation s'éleva dans la grande cour du palais, quand le chancelier Guillaume Dormans y fit lecture aux états et aux bourgeois de Paris, de ce bizarre traité qui ramenait la France au temps de Louis le Jeune et de Philippe I<sup>er</sup> : on ne trouva pas que la personne sacrée du roi valût le tiers de la France, et la guerre recommença avec une sorte de furie. Édouard, dépité, envoie son noble prisonnier à la Tour de Londres, et passe-lui-même en France, à la tête d'une formidable armée. Le dauphin trop faible pour lui tenir tête, met en

[1] Le chaperon était la marque distinctive du bourgeois.

œuvre le système de défense qui devait lui réussir si bien quand il fut roi : il jette ses troupes dans les places fortes, et abandonne le plat pays aux Anglais, qui ravagent et passent sans rien garder. Édouard, pour le faire sortir de cette inaction désespérante, s'avance jusque sous les murs de Paris, et loge ses troupes à Mont-Rouge, à Vanvres, à Gentilly, dont il met les plaines à feu et à sang. Charles ne répond *à toutes ces fumées* [1] qu'en mettant le feu lui-même au faubourg Saint-Germain, pour empêcher les Anglais de s'y cantonner, et attend tranquillement que la disette les chasse de ces campagnes dévastées. Il n'attendit pas longtemps ; mais Édouard résolu de faire payer cher à la France, l'imperturbable sang-froid de celui qui la gouvernait, s'enfonce encore plus avant dans le pays, et s'en va dans le pays chartrain toujours pillant et brûlant. Il était à la vue de Chartres, quand un orage, célébré par tous les historiens du temps, fondit sur son armée et lui inspira une telle peur, que se tournant, dit Froissard, vers les clochers de Notre-Dame de Chartres qu'il apercevait dans le lointain, il fit vœu à la Vierge de rendre la paix à ce malheureux pays. Il fit venir sur-le-champ au village de Brétigny, où il se trouvait alors, les gens du dauphin, et conclut avec eux le fameux traité de Brétigny. Il demanda la Guienne et quatre millions d'écus ; et la misère de la France était si grande, qu'elle dut se tenir heureuse de ces conditions (traité de Brétigny, 1360).

Alors Jean put revenir dans son royaume, et ce fut un moment de joie pour son peuple, qui se crut un instant délivré de tous ses maux. Mais l'enchantement fut de courte durée ; et quand les arcs de feuillage élevés sur son pas-

[1] « *Laissez-les,* » disait-il plus tard, quand, pour l'animer au combat, on lui montrait des fenêtres de son hôtel Saint-Paul les flammes allumées par les Anglais de Robert Knolles : « *Laissez-les,* « *avec toutes ces fumées, ils ne m'enlèveront pas mon héritage.* »

sage eurent été défaits, quand l'*hosanna* entonné par les Parisiens à son entrée dans leur ville eut cessé de retentir, et qu'il fallut ramasser l'argent de la rançon du roi et céder la Guienne aux Anglais, les murmures et les plaintes recommencèrent, et le traité de Brétigny perdit sa popularité. Un nouveau fléau dont on pouvait l'accuser d'être la source, vint encore ajouter aux souffrances du peuple. C'était alors la coutume parmi les rois de faire leurs guerres à l'aide d'aventuriers qui se louaient à eux au commencement des hostilités, et qu'ils renvoyaient quand elles étaient terminées. Quand la paix se fit entre la France et l'Angleterre, tous les soldats, qui, depuis vingt cinq ans, vivaient de cette guerre, se trouvèrent tout à coup sans emploi ; et, ne pouvant se résigner au travail, ils firent cause commune, et ravagèrent en leur nom les contrées que depuis longtemps ils ravageaient pour les autres. Bientôt quittant les campagnes tant de fois dévastées, qui s'étendent entre la Guienne et la Normandie, ils entrèrent plus avant dans le pays, et se dirigèrent sur les riches plaines de la Provence et du Languedoc, restées vierges de pillages et de massacres depuis la guerre des Albigeois. La noblesse du Bourbonnais, commandée par Jacques de Bourbon, voulut les arrêter en chemin, et elle s'avançait avec confiance contre ces guerriers de bas lieu, fière de ses beaux chevaux et de ses brillantes armures : ils la battirent à Brignais (1361), lui tuèrent son chef, et passèrent outre. C'était encore là une émancipation du peuple : les vainqueurs de Brignais étaient pour la plupart des fils de paysans, qui, laissant là la cabane que leurs pères tenaient au nom des seigneurs, et les terres qu'ils faisaient valoir pour eux, avaient embrassé la libre vie des camps, et s'étaient sentis grandis tout à coup à l'égal de ces nobles devant lesquels ils tremblaient, dès que, comme eux, ils avaient eu le casque en tête et la lance à la main. N'exagé-

rons point cependant : le fait de cette émancipation était réel[1], et plus tard il devait porter ses fruits ; mais les hommes par qui il avait lieu ne s'en inquiétaient guère. Leur but à eux était de vivre, et de vivre joyeusement, sans qu'aucune idée de révolution sociale les poussât à fraterniser avec qui que ce fût ; ils pillaient sur tous, et vivaient du serf comme du chevalier. « Nous sommes les amis de Dieu, disaient-ils, et les ennemis de tout le monde. »

Laissons-les cependant se répandre dans cette belle région du midi, où nous les retrouverons bientôt, et revenons au roi de France. Que faisait Jean pendant que ses sujets du Limousin et du Poitou redevenaient Anglais en s'indignant, et que les collecteurs, chargés de ramasser l'argent de sa rançon, enlevaient au peuple ce qu'avaient épargné les ravages de la guerre ? Insouciant et tranquille, il allait visiter le pape à Avignon, et se croisait avec toute sa cour, comme s'il n'eût rien eu de mieux à faire pour son royaume que de le quitter (1362), Jean fut peut-être le seul de tous ceux qui se jetèrent à sa suite dans ce projet de croisade, qui s'en fît une affaire d'honneur ; toujours est-il que de retour à Paris, il s'occupa de bonne foi de ses préparatifs, et peut-être eût-il donné à l'Europe le singulier spectacle d'une croisade au siècle de Marcel et d'Arnaud de Brescia, si les événements n'y eussent mis ordre. La fortune servait Jean malgré ses fautes. Au moment où le traité de Brétigny faisait une brèche si considérable aux domaines royaux, la succession au duché de Bourgogne, qui revenait à la couronne par l'ex-

[1] Quand la féodalité se fut définitivement constituée, le droit de porter les armes se trouva si exclusivement affecté à la classe des nobles, que le mot soldat (miles) devint synonyme dans la langue des chroniqueurs, de celui de seigneur. Les armes, c'était la force ; et quand le peuple s'appela lui-même à manier les armes à son tour, il ramena la force à lui.

tinction de la vieille maison des ducs, réparait de ce côté l'échec qu'elle recevait ailleurs (1361). Le malencontreux monarque n'a pas encore pris possession de son nouveau domaine, qu'il en dispose en faveur de son fils chéri, Philippe le Hardi, celui qui seul ne l'avait pas abandonné à Poitiers ; et par cet acte de générosité maladroite, il prépare à ses successeurs bien des embarras et des dangers. L'ancienne maison de Bourgogne avait vécu pacifique et soumise, favorable plutôt que contraire à la cause royale ; il n'en sera plus de même de celle qui va lui succéder. Ardents, ambitieux, les ducs de Bourgogne se trouveront à la tête de tous les mouvements civils qui agiteront le royaume jusqu'à Louis XI ; et s'il est vrai, comme on l'a prétendu[1], que ce fut en se disputant les dépouilles de la maison de Bourgogne, que la France et l'Empire commencèrent cette longue guerre sur les bords du Rhin qui a traversé toute l'histoire moderne, et dont les derniers actes ne sont pas encore si loin de nous, on comprendra quelle fut la portée d'une faute commise en se jouant, et pour satisfaire un caprice de générosité.

Ce fut aussi en se jouant (*causâ joci*) que Jean se décida quelque temps après à cette fameuse démarche qui termina son règne. Il n'y a rien de populaire comme ce mot de Jean partant pour l'Angleterre en remplacement de l'un de ses fils, qui s'était échappé des prisons d'Édouard[2] : « Si la

[1] On dit que Louis XV voyant à Nanci le tombeau de Charles le Téméraire, s'écria : « Voilà donc l'homme dont la mort nous mit « les armes aux mains depuis si longtemps. »

[2] Lors du traité de Brétigny, il avait remis deux de ses fils entre les mains du monarque anglais, comme caution de l'exécution du traité. Les gens du Parlement de Paris fatiguant Édouard par d'interminables chicanes, il resserra plus étroitement les deux princes, et l'un d'eux, le duc d'Anjou, ennuyé d'un exil qui se changeait en captivité, s'échappa en France.

« bonne foi était chassée du reste de la terre, elle devrait « trouver un asile dans le cœur des rois; » mot admirable, si on l'envisage en lui-même, comme expression d'un noble sentiment, et, abstraction faite de toute application, mais auquel l'histoire tout entière et celle de Jean lui-même[1] donne un trop sanglant démenti, pour qu'on puisse y voir autre chose qu'une saillie chevaleresque. D'ailleurs le sacrifice n'était pas grand pour lui, et l'historien qui a lâché le mot *causâ joci*, a touché sans doute la véritable cause de ce fastueux dévouement. A peine Jean eut-il touché le rivage d'Angleterre, que les fêtes de sa première captivité recommencèrent pour lui, et la mort qui l'attendait là, le prit au milieu des plaisirs et des réjouissances. Il mourut le quatrième mois de son départ, et, comme dit le père Daniel, ce ne fut pas une grande perte pour la France (1364).

Ici commence un règne dont la physionomie est bien différente. De Jean à Charles V, il y a toute la différence du moyen âge à l'âge moderne; le *héros de Poitiers* n'est qu'un chevalier, son fils est déjà un politique, et un politique d'autant plus merveilleux qu'il s'est créé lui-même, et que, loin d'être encouragé par les siens, il est obligé de lutter constamment contre les murmures d'hommes encore trop partisans des vieilles idées pour le comprendre, et qui ne veulent pas lui permettre de les sauver contre les règles de la chevalerie. Pendant que les Anglais faisaient à leur ancien prisonnier de splendides funérailles, Charles entrait dans son règne par un grand succès, et son Breton du Guesclin[2] lui gagnait la bataille de Cocherel (1364), quatre

[1] Nous ne citerons que le guet-apens dans lequel il fit tomber Charles de Navarre à Rouen.

[2] « La vie de ce fameux chef de compagnies, qui délivra la France des compagnies et des Anglais, a été chantée, c'est-à-dire gâtée et

jours après son couronnement. Quand la mort de Jean eut été annoncée en France, Charles de Navarre, qui, depuis la guerre des états, se tenait en repos dans ses places de Normandie, crut l'occasion favorable pour reparaître sur la scène. Revendiquant la Champagne et la Brie, auxquelles les successeurs de Thibaut n'avaient jamais entièrement renoncé, il leva une armée qu'il confia au captal de Buch, un des plus renommés capitaines du temps, et qui se mit sur-le-champ à faire le dégât dans la basse Normandie et

obscurcie dans une sorte d'épopée chevaleresque que l'on composa probablement pour ranimer l'esprit militaire de la noblesse. Nos histoires de du Guesclin ne sont guère que des traductions en prose de cette épopée; il n'est pas facile de dégager de cette poésie ce qu'elle renferme de sérieux, de vraiment historique; nous en croirons volontiers le poëme et les romans en tout ce qui se rapproche du caractère bien connu des Bretons; nous pourrons les croire encore dans les aveux qu'ils font contre leur héros. Ils avouent d'abord qu'il était laid, « de moyenne stature, le visage brun, le nez camus, les yeux verts, large d'épaules, longs bras et petites mains; ils disent qu'il était, dès son enfance, mauvais garçon, rude, malicieux et divers en courage; » qu'il assemblait les enfants, les partageait en troupes; qu'il battait et blessait les autres. Il fut quelque temps enfermé par son père. Cependant une religieuse avait prédit de bonne heure que cet enfant serait un fameux chevalier. Il fut d'abord encouragé par les prédictions d'une certaine demoiselle Tiphaine, que les Bretons croyaient sorcière, et que plus tard il épousa. Cet intraitable batailleur était pourtant, comme sont volontiers les Bretons, bon enfant et prodigue, souvent riche, souvent pauvre, donnant parfois tout ce qu'il avait pour racheter ses hommes; mais en revanche, avide et pillard, rude en guerre et sans quartier. Comme les autres capitaines de ce temps, il préférait la ruse à tout autre moyen de vaincre, et restait toujours libre de sa parole et de sa foi. Avant la bataille, il était homme de tactique, de ressource et d'engin subtil. Il savait prévoir et pourvoir; mais une fois qu'il y était, la tête bretonne reparaissait; il plongeait dans la mêlée et si loin qu'il ne pouvait pas toujours s'en retirer : deux fois il fut pris et paya rançon. » (*Michelet*, t. III.)

sur les confins de l'ancien Vexin français. Du Guesclin, qui commandait l'armée royale, l'eut bientôt rejointe près du village de Cocherel, entre Évreux et Vernon ; et, après deux jours de tentatives d'attaque inutiles, l'ayant attirée par une fuite simulée hors de la position formidable qu'elle occupait sur une colline, il revint sur elle et la mit en pièces. Le captal de Buch, renversé à terre d'un coup de hache d'armes, fut fait prisonnier, et les deux villes de Mantes et de Meulan, qui rendaient le Navarrois maître du cours de la Seine, furent enlevées en quelques jours de siége.

La bataille de Cocherel est le premier exploit de du Guesclin. C'était un petit gentilhomme breton, qui tenait pour la faction française des Penthièvre : après de brillants faits d'armes dans la guerre qui se faisait en Bretagne, il s'était enrôlé au service de la France avec un bon nombre de ses compagnons, sans perdre de vue toutefois son ancien parti national, car la Bretagne était encore une nation, et ce n'était pas un service de sujets, mais bien d'auxiliaires indépendants que les hommes d'armes bretons rendaient au roi de France. A peine venaient-ils de remporter pour lui la victoire de Cocherel qu'ils coururent tous en Bretagne, où une grande bataille se préparait entre les deux partis. Depuis vingt-quatre ans que la guerre de succession était allumée, bien des combats s'étaient livrés, bien des villes avaient été prises et reprises, sans que rien fût décidé : las enfin, Charles de Blois et Jean de Monfort convinrent d'un accommodement, et se partagèrent la Bretagne, chacun avec le titre de duc, les armes écartelées d'hermine, et le cri national : *Saint-Ives et Bretagne!* Quand Charles de Blois rapporta ce traité à sa femme, Jeanne la Boiteuse, elle le reçut avec des injures et des reproches, l'accusa de disposer de ce qui ne lui appartenait pas, et le renvoya au combat. On se rencontra près

d'Auray (1365), et, après tout un jour de bataille, les Penthièvre s'enfuirent, laissant leur duc parmi les cadavres et du Guesclin entre les mains des ennemis. On en revint alors aux négociations, mais les choses avaient changé de face, et Jeanne, en échange de son duché, ne reçut qu'une pension et quelques terres. (Traité de Guérande, 1365.)

Après le traité de Guérande il y eut un désarmement général, et la Bretagne fut vidée de cette nuée d'aventuriers anglais, français et bretons même, qui, sous le nom des deux partis, la rançonnaient et la pillaient depuis un quart de siècle. Mais le fléau ne fit que changer de place. Les hommes d'armes congédiés à Guérande imitèrent l'exemple de leurs compagnons congédiés à Brétigny, et, s'avançant à travers le cœur de la France sans s'inquiéter de ce qui se présenterait devant eux, ils s'en allèrent les rejoindre dans ces campagnes d'Avignon et de Montpellier, où ils menaient, disait-on, si grasse vie. Ce fut alors comme une véritable armée, et le midi tout entier se vit en proie à une sorte de guerre flottante, sans motif et sans fin, dont le pillage, qui n'est que l'accessoire de la guerre, était le but et le fond. Le cri des peuples alla jusqu'à Charles V; et lui-même n'était pas sans crainte contre cette masse de guerriers qui se grossissait à chaque instant de nouveaux aventuriers, et de ceux mêmes qu'elle dépouillait[1], et qui pouvait bien quelque jour remonter au nord après avoir épuisé le midi, et l'assiéger à son tour dans Paris, comme elle allait faire de la papauté dans sa ville adoptive d'Avignon.

Mais il n'était pas facile de se débarrasser de ces hôtes incommodes, car ils tenaient bon, et la force était avec

[1] Beaucoup de ceux qui composaient les grandes compagnies étaient des paysans ruinés par les hommes d'armes, et qui, pour vivre, se mettaient à leur suite.

eux. C'étaient *les Compagnies*, qui, depuis cinquante ans, composaient la meilleure partie des armées de France et d'Angleterre, et elles venaient de prouver à Brignais leur supériorité sur les milices féodales. Charles renonçant à les attaquer, jeta les yeux sur du Guesclin qu'il racheta aux Anglais, et qu'il leur envoya avec ordre de les conduire en Espagne. Il s'agissait d'y ramener Henri de Transtamare, frère naturel de Pierre le Cruel, qui l'avait réduit à la fuite par ses violences, et qui s'était fait une ennemie de la France par l'assassinat de Blanche de France, sa femme, sacrifiée à une concubine, Marie de Padilla. Du Guesclin était l'homme qu'il fallait pour cette négociation : les gens des compagnies le reçurent comme un des leurs; et dans le fond, à part son génie, qu'était-il autre chose qu'un aventurier aux gages du roi de France? Ces brigands, vers qui on le députait, avaient été ses compagnons d'armes pendant vingt-cinq ans, et la seule différence qui existât entre eux et lui, c'est qu'on l'avait retenu pendant qu'on les avait congédiés. Le héros breton comprit parfaitement sa position, et la première chose qu'il fit en arrivant dans leur camp fut de les appeler *compagnons*, et de renouer connaissance avec ses anciens amis de Bretagne qu'il retrouvait à leur tête. Accepté par eux comme un chef sous lequel ils se tenaient sûrs de la victoire, il leur eut bientôt persuadé de porter leurs ravages dans les plaines au delà des Pyrénées, dont il leur vantait les richesses, faisant valoir en même temps l'outrage fait à la France et à la chevalerie en la personne de Blanche, d'une princesse française et d'une femme, motif dont s'inquiétaient peu les soldats, mais qui devait leur servir de prétexte honorable[1]. On partit bientôt

[1] Ajoutez à cela qu'il dût influer sur plusieurs de leurs chefs, la plupart gentilshommes, réduits à ce métier par la misère, mais qui ne s'en piquaient pas moins de chevalerie.



(1366), non toutefois sans rançonner le pape d'Avignon, qui offrait aux grandes compagnies l'absolution de tous leurs péchés, et auquel elles demandèrent cent mille francs en sus : espièglerie un peu brutale de du Guesclin qui, pour le forcer à payer, conduisit ses troupes sous les murs d'Avignon, et pilla les maisons de campagne de la bourgeoisie et du conclave, jusqu'à ce que la somme entière eût été remise entre ses mains.

Pendant que son fidèle Breton emmenait loin du royaume cette vaste bande de voleurs, Charles V s'occupait à le pacifier et à réparer les calamités du règne précédent. L'année qui suit la bataille de Cocherel, il dicte un traité au roi de Navarre, qui est forcé de recevoir le comté de Montpellier en échange de Mantes et de Meulan qu'on lui avait enlevées, et de la Champagne qu'il réclamait en vain. Au moyen d'une administration plus ferme et moins oppressive que celle de ses prédécesseurs, il calme ce qui restait du mouvement populaire de 1358, et relève si bien la royauté aux yeux du peuple que rien ne remua dans les villes et les campagnes tant que dura son règne[1]. En même temps ses

[1] Charles ne recourut pas une seule fois, durant tout son règne, aux états généraux; il lui était resté dans l'esprit un souvenir pénible des troubles qui avaient agité sa régence; aussi, aux états généraux, librement élus, il substitua des assemblées de notables désignés par ses propres officiers, et aux formes d'élection municipale il préféra le système des prévôtés royales. C'est à lui que remontent plusieurs des lois fondamentales de la monarchie. Ainsi, il régla, définitivement, l'âge de la majorité des rois, qu'il fixa à quatorze ans, la régence, la tutelle et la garde de l'enfant royal, presque toujours confondues jusqu'alors avec la régence. En cas de minorité du roi, la régence devait appartenir au plus proche parent aîné et majeur. Les droits du régent s'étendaient à tous les actes d'administration, à l'exercice plein et entier de l'autorité royale; mais, quant au domaine, il ne pouvait en rien aliéner et il devait tout conserver, pour en rendre compte à la majorité du souve-

émissaires, répandus dans les contrées cédées à l'Angleterre par le traité de Brétigny, qui n'avaient reçu les Anglais qu'avec répugnance, et qui, en six ans, n'avaient pas encore eu le temps de se faire à leur joug, préparaient sous main les esprits à la révolte, en leur rappelant les temps de la domination française, et en la faisant contraster avec l'avide gouvernement du prince de Galles, qui, pour subvenir au faste de sa petite cour de Bordeaux, accablait ses nouveaux sujets de vexations et d'impôts.

La France recueillit le fruit de ces manœuvres, quand

rain. La garde de l'enfant-roi était confiée à sa mère, et la tutelle était soumise à un conseil composé des parents, de presque tous les officiers de la couronne, des membres du parlement et de la cour des comptes, et au moins de dix bourgeois de Paris. Enfin il fixa les apanages de chacun de ses enfants : aux filles, il donna 60,000 livres, *avec tels joyaux comme il appartient à filles de roi ;* aux fils, 12,000 livres de rente en terre avec le titre de comte, et 40,000 livres en deniers *pour les mettre en état.* Ainsi des sommes d'argent et de simples titres étaient substitués aux concessions de grands fiefs qui morcelaient l'unité territoriale du royaume.

« Dans les autres parties du gouvernement, se remarque le même esprit monarchique : les communes reçurent des prévôts ; Roye, Meulan demandèrent elles-mêmes à se remettre aux mains royales. La liberté individuelle, la propriété étaient assurées par la bourgeoisie ; aussi aimait-on mieux être bourgeois que communaux, parce que, dans le dernier cas, s'il y avait des priviléges, il y avait aussi des charges, et qu'il fallait supporter des dépenses auxquelles le roi faisait face quand il tenait une ville en bourgeoisie. Le roi favorisait ce système ; car tout homme qui abandonnait la terre d'un seigneur pour se faire bourgeois d'une ville, devenait par là l'*homme du roi.* Toutefois, depuis la mort de Marcel, les libertés municipales ne furent pas toujours respectées ; le roi intervenait souvent, et il fallait se soumettre à sa volonté ; il réglait les métiers, permettait ou défendait les établissements publics, et cela, non-seulement à Paris, mais dans toutes les villes.

« L'organisation financière reçut des formes régulières et des principes fixes : il y eut des généraux, des conseillers, trésoriers de

en 1368, au retour de son expédition d'Espagne où il avait été remettre sur le trône Pierre le Cruel, chassé par du Guesclin, le prince anglais ruiné par les frais de cette guerre voulut ajouter un nouvel impôt à ceux qui pesaient déjà sur la Guienne. Aussitôt on s'insurge de toutes parts; les grandes familles en appellent au parlement de Paris, et Charles, acceptant leur appel contre les clauses du traité de Brétigny, envoie sommer le prince de Galles de comparaître devant ses procureurs. Le vainqueur de Crécy et de Poitiers reçut l'huissier du roi de France au milieu de sa cour, et lui fit réponse qu'il irait à Paris, mais le bassinet en tête, et soixante mille hommes en sa compagnie. Charles, qui savait être fier à propos, ne répondit rien à

guerres, receveurs, contrôleurs, etc. Les officiers ne pouvaient, par eux ou par autrui, exercer aucun commerce; les receveurs de province devaient diriger sur Paris les sommes provenant de la recette dont ils pouvaient disposer, et qui devaient rester entre les mains du receveur général. Tout don fait par le roi devait contenir ses motifs, examinés par la chambre des comptes; les lettres devaient être signées par trois, au moins, des secrétaires du roi; et les *généraux* ne faisaient plus aucune délivrance de deniers, si ce n'est par l'ordre de la chambre des comptes. L'organisation financière du royaume doit aussi à Charles l'établissement de plusieurs hôtels des monnaies dans les provinces, et, dans tous, des gardes spéciaux durent veiller à ce que les monnaies fussent de bon aloi. Plusieurs seigneurs conservèrent encore le droit d'émettre de la monnaie. On en voit un sous Charles, l'abbé de Saint-Claude, dont les biens furent saisis, sur l'ordre du roi, par le bailli de Mâcon, en châtiment de ce qu'il contrefaisait la monnaie royale.

« L'organisation judiciaire changea peu; les ordonnances de Charles ne furent que des développements des chartes précédentes. Sous le rapport des institutions militaires, son règne vit commencer une nouvelle école de tactique, un nouvel esprit tout contraire à l'esprit chevaleresque des deux règnes précédents; mais peu d'innovations dans l'organisation de l'armée : les grandes réformes datent du règne de Charles VII. »

cette bravade. Au bout d'un an, quand il eut fait tous ses préparatifs, il descendit un jour dans ses cuisines, y ramassa un valet, et lui donna une lettre qu'il lui ordonna de porter au roi d'Angleterre. Cette lettre, c'était une déclaration de guerre (1369).

Aussitôt Robert Knolles est envoyé en France avec trente-cinq mille hommes, et ne trouvant point d'armée devant lui, il vient faire le ravage jusque sous les murs de Paris. Charles lui oppose le même sang froid dont il avait fait preuve, étant dauphin, en présence des soldats d'Edouard; et bientôt arrive d'Espagne, où il avait défait l'ouvrage des Anglais, le brave du Guesclin, qui se met à la tête des troupes françaises et marche droit à Robert Knolles, dont la retraite commençait déjà. Du Guesclin, le seul des généraux de Charles V auquel le prudent monarque permît de livrer bataille, attaque et bat Robert Knolles près de Pont-Vallain, et entre à son tour dans les provinces anglaises. Le Prince Noir fuit à son approche (1371); et pendant qu'il va traîner en Angleterre les restes languissants d'une vie usée par les fatigues et les plaisirs, le nouveau connétable de France[1] s'empare de la Guienne, du Poitou, de la Saintonge, du Limousin; à la fin de la campagne, il ne restait plus aux Anglais que Bordeaux, Bayonne et quelques villes obscures de la Gascogne (1372). Dans le même temps la Bretagne, d'anglaise qu'elle était avec Montfort, se fait française, sous les auspices de du Guesclin et de Clisson, chasse son duc, et se met sous le patronage de Charles V. C'est en vain que le duc de Lancastre arrive à Calais avec soixante mille hommes; à peine s'est-il hasardé hors de cette ville, que du Guesclin se présente avec une armée qui n'allait pas à vingt mille hommes, le presse,

[1] Duguesclin avait reçu l'épée de connétable en 1370, lors de la démission de Robert de Fiennes.

le harcelle, le pousse devant lui par d'habiles manœuvres, et le mène ainsi toujours battant de Calais à Bordeaux, sans lui permettre de rien tenter sur la route. Il fallut alors penser à la paix; l'Angleterre était épuisée d'hommes et d'argent; ses forces navales avaient été détruites par une flotte castillane que le bâtard, fait roi par du Guesclin, envoyait au secours du roi de France; ses meilleurs généraux avaient été pris ou tués; le Prince Noir se mourait; le captal de Buch avait vu se refermer sur lui les portes d'une prison qui ne devaient plus s'ouvrir que pour son cadavre : dans cette position désespérée, les vaincus consentirent à toût, et la trêve, qui fut conclue (1374), ne leur rendit rien de ce qu'ils avaient perdu.

Mais ce n'était pas encore assez; la mort du Prince Noir et celle de son père Édouard, qui arrivèrent coup sur coup (1376-1377), portèrent le dernier coup à leurs affaires. Les Français viennent fondre sur ce dernier débris de leurs conquêtes, qu'ils conservaient encore aux bords de la Dordogne : de toutes les places du pays, Bordeaux seule, la ville anglaise par excellence, l'ancienne capitale du Prince Noir, reste au pouvoir des étrangers (1377). Puis vient le tour de leurs alliés. Charles de Navarre est accusé d'avoir voulu empoisonner le roi; et le duc d'Anjou lui enlève ce comté de Montpellier qu'il avait payé si cher.

Restait Jean de Montfort que la vengeance royale ne pouvait atteindre à travers les flots de la Manche; pour se dédommager, on veut mettre la main sur son duché, et Jean Canart, l'avocat du roi, déclare en plein parlement Montfort dépouillé, comme traître et félon, du duché de Bretagne, qu'il confisque au profit du roi de France (1379). Le coup était maladroitement porté : menacée tout à coup de devenir province de France, la Bretagne, qui l'aurait été bientôt, si on l'avait abandonnée à la force des choses, se réveille en sursaut et rappelle son duc; les vieilles haines

tombent devant l'amour de la patrie, et les Bretons se rangent autour de l'homme que l'imprudente avidité des Français a transformé en représentant de la nationalité : ceux mêmes qui servaient sous les drapeaux de Charles, désertent par bandes et courent défendre leur pays. Pour du Guesclin, il était sujet du roi de France depuis qu'il en avait reçu l'épée de connétable ; on l'envoya en Bretagne avec une armée.

Il partit le cœur brisé, s'écriant qu'on lui avait enlevé les meilleures plumes de son aile ; il voulait parler de ses braves Bretons, qu'il avait coutume de voir à ses côtés en un jour de bataille, et qu'il allait avoir à combattre ; aussi ne fit-il rien de bon, et après quelques mois d'une guerre malheureuse, Charles, qu'il n'avait pas habitué aux revers, ayant fait entendre des murmures, il lui envoya sur-le-champ son épée de connétable (1379). On l'apaisa, et le retirant de cette terre de la patrie où la guerre était pour lui une profanation, on lui donna à réprimer quelques troubles qui s'étaient élevés dans le midi. Mais la carrière de ce grand homme touchait à son terme. Arrivé dans le Gévaudan, il tomba malade devant un obscur château que sa mort a rendu célèbre, et mourut là, au milieu de ses compagnons d'armes, en baisant son épée, et en recommandant aux siens d'avoir pitié du pauvre peuple. Il n'était plus quand le château capitula, et le gouverneur de Randon vint déposer en pleurant les clefs de la place sur son cercueil (1380).

Charles V suivit de près son connétable : deux mois après, il vint le rejoindre dans les caveaux de Saint-Denis, où il l'avait fait déposer. Comme lui, il mourut au milieu des objets qui avaient rempli sa vie : le jour qu'il expira, il dictait aux gens de loi qui entouraient son lit de mort, une ordonnance par laquelle il abolissait une partie des impôts (1380). Ce roi, plus clerc que chevalier, dont les

dernières paroles retentirent aux oreilles d'un greffier, et qui s'était enfui le premier à Poitiers, n'en sauva pas moins la France. Elle s'abîmait dans un gouffre de maux, quand elle lui tomba entre les mains, et il la laissa florissante, délivrée de tout ce qui pouvait l'inquiéter au dehors comme au dedans[1]. Il est vrai que cet état ne devait pas durer longtemps.

## II.

*Charles VI, Charles VII* (1380, 1422, 1461). — Il n'y a peut-être pas dans toute notre histoire une révolution aussi subite que celle qui éclata à la mort de Charles V. Un roi de douze ans et quatre princes pour le régenter, tel était l'héritage qu'il laissait à la France. Le lendemain de sa mort, tous ses légistes sont chassés de la cour ; les trésors, que sa prudente économie avait amassés pour les besoins futurs de l'État, ne sont pas dissipés ; c'était trop peu : le duc d'Anjou les enlève à la face des hommes du roi, et les transporte en bloc dans ses coffres.

[1] Quelques historiens modernes, par une exagération du zèle patriotique, ont voulu faire un crime à Charles V d'avoir négligé les états généraux, qui furent assemblés une seule fois sous son règne et congédiés presque aussitôt. Il faudrait plutôt l'en louer. Rois et peuples étaient las de ces grandes assemblées tumultueuses, où quelques têtes ardentes menaient la foule, et imposant à leur société des vues toutes individuelles, et pour lesquelles elle n'était pas mûre encore, voulaient faire en un an ce qui n'a été fait qu'après quatre siècles, et n'enfantaient que des convulsions stériles et sanglantes, la Jacquerie et les Chaperons de Marcel. Charles V fit bien de laisser là ce foyer de guerre civile : il lui fallait la paix au-dedans pour conduire à fin ses projets au dehors. Quant au reproche d'ingratitude que lui ont jeté quelques-uns, il est plus que singulier : il semble que ce prince n'avait pas eu assez à se louer des gens de 1358 pour qu'il pût être ingrat envers eux.

Cet homme avide et corrompu se préparait alors à descendre en Italie pour revendiquer les droits à la couronne de Naples que lui avait transmis l'adoption de Jeanne de Duras; et, peu soucieux de ce que deviendrait la France après son départ, il attirait à lui tout l'argent du royaume, et ses trois frères, les ducs de Berri, de Bourgogne et de Bourbon, le laissaient faire pour partager. Cependant les cendres du dernier incendie n'étaient pas encore si refroidies que l'on pût impunément se jouer avec tant d'audace de l'opinion. De toutes parts la révolte éclate. A Rouen, les bourgeois chassent les troupes royales, et, dans un accès d'indépendance populaire, se constituent en nation et se nomment un roi qu'ils prennent au milieu d'eux. Les habitants du Languedoc se soulèvent contre le gouvernement cruel et rapace du duc de Berri, et prennent le nom bizarre de *Tuchins* (1382). A Paris c'étaient les *Maillotins*. Un homme à cheval avait paru un jour dans les halles, annonçant à son de trompe que l'on avait volé la vaisselle du roi; et tout à coup, au moment où le peuple se rassemblait, il s'était enfui en criant que le lendemain on lèverait un nouvel impôt sur la vente des denrées. Le lendemain une lutte s'engagea entre les collecteurs de l'impôt et une marchande d'herbes qui refusait de payer. Le peuple les assomme, court à l'arsenal, dont il enfonce les portes, s'arme de maillets de plomb qui tombent sous sa main, et met en fuite les archers des régents. (Révolte des Maillotins, 1382.)

On ne put se venger d'eux sur-le-champ, car il fallut courir en Flandre, où les bourgeois de Gand, le fils d'Artevelde à leur tête, venaient de s'insurger contre leur duc Louis de Nevers. Déjà ils lui avaient enlevé sa ville de Bruges, et la Flandre entière s'était réunie à eux; leurs émissaires parcouraient tout le nord de la France, prêchant aux communes cette coalition de la bourgeoisie qu'avait

rêvée Marcel : puissants et aguerris, ils pouvaient aisément servir de chefs aux populations qui vont de l'Océan à la Suisse et à la Lorraine ; et déjà dans l'Artois et le Cambrésis, à Reims, à Autun, sur mille points à la fois, on commençait à remuer. Si la chevalerie française n'était survenue, tous ces peuples allaient peut-être se débarrasser de la féodalité, et se joignant aux Maillotins, aux Tuchins, au roi de Rouen, ils auraient organisé une vaste république par toute la France : un seul coup frappé à Rosebecque anéantit le complot en abattant ceux qui l'avaient tramé (1382). A la nouvelle de cette grande défaite, tout ce qui avait remué rentre dans l'ordre et se fait petit pour échapper aux vengeances de la cour ; l'armée qui revenait de Rosebecque paraît devant les portes de Rouen, l'assiége dans les formes et entre par la brèche ; après avoir mis à mort son éphémère souverain et rançonné ses bourgeois, elle passe outre et s'avance sur Paris. Paris tremblait en la voyant venir, et cependant il n'osait se révolter ; vingt mille hommes bien armés et en bon ordre de bataille sortent de ses murs à l'approche du roi et des régents, et vont s'étaler à leurs regards pour leur apprendre que Paris, quoique soumis, n'était pas à mépriser. Les régents dédaignent cette vaine démonstration, et voyant que ces gens, sous leurs cuirasses luisantes et leurs salades [1] bien polies, avaient peur, ils entrèrent dans la ville la lance en arrêt et commandèrent les supplices. Ils eussent duré longtemps si le duc d'Anjou, pressé de partir pour son royaume de Naples, n'eût voulu exploiter la terreur des bourgeois : il les met à rançon, et après en avoir tiré des sommes énormes, il se sauve en Italie, emportant l'argent du royaume et les malédictions des peuples.

[1] C'est le nom que l'on donnait alors à une sorte de casques sans visière, qui étaient affectés aux fantassins et aux milices bourgeoises.

Pendant qu'il allait consumer le fruit de tant de rapines dans une expédition ruineuse, où il ne recueillit que des revers et des affronts, son frère, le duc de Bourgogne, faisait en Flandre une guerre moins éclatante et plus lucrative. En 1384, l'année où Louis d'Anjou expirait à Bari dans le désespoir et la misère, Philippe héritait de son beau-père le duc de Flandre. « Beau cousin, avait dit « Philippe de Valois, après la bataille de Cassel, au duc « qu'il était venu réintégrer, faites en sorte que je ne re- « vienne plus ici, car cette fois je combattrai pour moi. » Les oncles de Charles VI prirent apparemment pour eux ce mot de leur grand-père, car, depuis la victoire de Rosebecque, ils ne cessèrent de faire sentir au duc Louis qu'il dépendait d'eux, et, pour abréger le démêlé, le duc de Berri finit par lui donner un coup de poignard dans une dispute (1384). Ce coup de poignard valut à son frère l'Artois, la Flandre, les comtés de Réthel et de Nevers, et plusieurs autres seigneuries qui, après quelques mois de guerre, passèrent sur la tête de sa femme, Marguerite de Flandre (1385), et qui, réunies à son duché de Bourgogne, firent de lui presque un second roi de France.

C'est à partir de ce moment que la seconde maison de Bourgogne joue un si grand rôle dans notre histoire, et qu'elle paraît à la tête de la féodalité pour y rester jusqu'à la fin. Son règne est l'époque d'une nouvelle féodalité, que l'on n'a pas assez distinguée de la première, de la vraie féodalité, de celle qui nomma roi Hugues Capet, et qui voulut détrôner saint Louis. Celle-ci n'est plus cette rude et sauvage institution, indépendante de la royauté, étrangère à sa vie, à ses lois : elle relève toute d'elle ; ses chefs sont les oncles du roi, plus tard, ses fils[1] ou ses frères[2] ; ses

[1] Louis XI, chef de la praguerie.

[2] Le duc de Berri, frère de Louis XI, point de ralliement de la

grands personnages, des hommes de la cour royale ; c'est tout au plus si quelque représentant de l'ancienne féodalité, comme le duc de Bretagne ou le comte d'Armagnac, parvient à se faire jour à travers cette foule d'amis de la maison, et encore ce dernier est-il obligé de s'allier à la famille royale pour arriver sur le premier plan. Aussi le nombre des puissances se trouva-t-il fort restreint : en place de cette armée de souverains que présentait chaque province, nous avons cinq à six noms qui à eux seuls, résument toute la force ennemie ou indépendante de la royauté. Et cependant pour avoir subi cette dégénération, la féodalité n'en conservait pas moins une attitude formidable, et pour son dernier fait d'armes, nous allons la voir disposer deux fois du royaume que le duc de Bourgogne donne aux Anglais par le traité de Troyes, et qu'il rend au roi dans les conférences d'Arras.

L'enfant qui avait été confié aux frères de Charles V grandissait cependant, et s'apercevant de la dépendance où le retenaient ses oncles, il commençait à murmurer. Déjà leur régence était expirée ; Charles V, comme s'il eût prévu les troubles que devait entraîner la minorité de son fils, avait, par un édit rendu en 1374, fixé la majorité des rois à 14 ans, et Charles VI atteignait sa quinzième année. Pour le distraire d'un réveil qui venait trop tôt pour eux, ses oncles le marient d'abord à la belle Isabeau de Bavière, qu'il aima dès la première entrevue, et qu'il fallut lui donner sur-le-champ (1385); puis ils l'occupent d'un plan de descente en Angleterre, dont les préparatifs se firent au port de l'Écluse avec un luxe et une dépense incroyables (1386), et qui manqua par les retards peut-être concertés du duc de Berri : tout cela ne pouvait que différer leur

*ligue du bien public* et de toutes les ligues suivantes, jusqu'à celle qui fut déconcertée par sa mort.

chute, et en 1388 il fallut enfin tomber. Sur un ordre du roi, les ducs de Berri et de Bourgogne sont renvoyés dans leurs provinces, et tous les ministres du dernier roi, Bureau de la Rivière, Jean Le Mercier, le sire de Noviant, cette troupe de légistes et de financiers, au sein de laquelle il se plaisait à vivre, rentrent en triomphe à la cour. Ils y rapportaient bien des haines et des colères : ils avaient été chassés avec mépris, maltraités, dépouillés de leurs biens; quelques-uns de leurs amis, tels que l'avocat Jean Desmarets, avaient été mis à mort pour avoir élevé la voix contre les usurpations de la régence, et leur sang demandait vengeance. Charles ne tint pas longtemps contre ces animosités que lui-même partageait. N'osant s'attaquer encore au duc de Bourgogne, dont la puissance lui imposait, il s'en va dans le midi écouter les plaintes que l'on peut élever contre son oncle de Berri ; il casse tout ce qu'il a fait, envoie au bûcher son intendant et son favori, le sire de Bétisac, et le dépouille lui-même de son gouvernement (1389).

C'était entamer hardiment l'œuvre de son émancipation, et tout semblait annoncer un roi qui saurait tenir tête aux ennemis de son autorité ; l'occasion se présenta bientôt de prouver à tous que son règne était commencé. Son connétable, Olivier de Clisson, revenant un soir, sans escorte, de l'hôtel Saint-Paul, fut accosté par une troupe de gens armés qui le renversèrent à coup de haches et de couteaux. Heureusement il tomba devant la maison d'un pauvre artisan dont la porte se trouva ouverte, et s'y étant traîné sur les genoux, ses assassins, qui n'osèrent l'y aller chercher, le laissèrent et s'enfuirent, car déjà l'alarme se mettait dans la rue. On sut le lendemain que le seigneur de Craon était parti à toute bride pour la Bretagne, et des informations qui furent faites dans son hôtel le convainquirent de ce crime. Aussitôt le duc Jean est sommé de livrer le fugitif,



mais Jean, qui l'avait envoyé lui-même à Paris pour commettre le crime, n'eut garde de le faire, et Charles jura de l'aller chercher en personne (1392).

En vain les ducs de Bourgogne et de Berri, qui s'intéressaient peu aux injures d'un homme de l'autre règne, demandent grâce pour Jean, utile allié qu'il leur importait de soustraire à l'orage : leurs représentations, leurs prières, rien ne put fléchir le jeune homme irrité ; il partit, et ses oncles avec lui. Alors ils s'avisèrent d'un expédient dont ils ne calculaient pas la portée. Déjà, l'on touchait au terme du voyage; au sortir du Mans, Charles cheminait dans la campagne, la tête découverte et exposée aux rayons d'un soleil ardent, car le poids de son casque l'incommodait : tout à coup, une figure humaine, à peine vêtue d'une méchante casaque de toile, s'élance d'un bois, et, mettant la main sur la bride de son cheval : « Noble roi, ne passe pas outre, lui dit-elle, tu es trahi ; » et la vision disparaît. Charles, effrayé, laissa retomber ses mains sur la selle, et continua de marcher ainsi quelque temps, paraissant plongé dans une rêverie profonde, quand le page, qui portait son casque devant lui, l'ayant laissé heurter contre le fer d'une lance, il se redresse furieux, court sur lui l'épée haute en criant trahison, le tue et se précipite sur les gens de sa suite, toujours courant et frappant jusqu'à ce qu'il fût tombé dans les bras de ses gardes : il était fou. Ses oncles, qui n'attendaient pas sans doute autant de leur apparition, se résignèrent de bonne grâce à leur fortune : « Le voyage est rompu, s'écrièrent-ils, » et faisant volte-face, il ramenèrent leur neveu à Paris (1393).

Ce fut alors leur tour de se venger : en un clin d'œil, les légistes de Charles V ont disparu de la cour. Olivier de Clisson, qui ose encore se montrer à l'hôtel Saint-Paul, y trouve une réception plus que grossière. Il était borgne ; l'un des deux régents le menace de lui faire crever l'autre

œil s'il reparaît devant lui, et il s'enfuit dans ses châteaux de Bretagne, où cette guerre de guet-apens et de trahison dont il avait failli être la victime, continue entre lui et le duc.

Pendant ce temps, les régents ordonnaient des prières pour le roi, faisaient venir à grands frais des médecins pour le traiter, et semblaient ne s'occuper que de lui. Comme les remèdes des savants n'y faisaient rien, on l'abandonna à ceux des charlatans : deux moines se présentèrent, employèrent des maléfices, aigrirent son mal par la terreur et les mauvais traitements, et finirent par être brûlés comme sorciers. Cependant, la raison revenait au roi par intervalles, il semblait sortir d'un profond sommeil, redemandait ses ministres et cassait souvent les ordonnances de ses oncles. C'étaient alors des réjouissances dans le peuple, des feux de joie par la ville ; mais cet éclair de raison s'éclipsait bientôt, et le gouvernement toujours menacé des régents, reprenait toujours le dessus. Au milieu de ces oscillations de pouvoir, et tout en exploitant la maladie du roi au profit de leur ambition, ils ne négligeaient pas néanmoins les intérêts ni la gloire de la France : la trêve de l'Angleterre, renouvelée plusieurs fois depuis le commencement de ce règne, fut convertie en une paix définitive (1394).

Richard, pour cimenter la paix, avait demandé la main d'une sœur du roi de France : on lui fit payer cher cette alliance. Outre la cession solennelle de ses droits à la couronne de France, il céda Brest et Cherbourg, les seules villes qui fussent restées à l'Angleterre de ses conquêtes en Bretagne et en Normandie. En même temps on envoyait en Hongrie une croisade de chevaliers, commandée par le fils du duc de Bourgogne, Jean, surnommé sans peur, et destinée à mettre un terme aux progrès déjà menaçants de la puissance ottomane. Cette valeureuse jeunesse, qui composait la cour de France, car déjà la noblesse s'accoutumait à se ras-

sembler autour de la personne royale, s'indignait, ou plutôt s'ennuyait d'un si long repos, et elle se jeta avec transport dans une entreprise qui venait faire diversion à la vie casanière qu'elle menait auprès d'un roi fou. Peu en revinrent : partis en riant et en devisant sur leurs dames, ils étourdirent de leur jactance et de leurs insoucieux propos les guerriers hongrois, qui ne trouvaient guère à plaisanter là, car il y allait de leur vie et de leur indépendance nationale, et les entraînèrent à leur suite au devant des Turcs, sur lesquels ils coururent, à Nicopolis, comme des fous. Bajazet les recut hardiment ; et le soir il tenait enchaînés dans sa tente ceux qui avaient survécu (bataille de Nicopolis, 1396). On dit que le vainqueur, passant en revue ses prisonniers, s'arrêta devant le fils du duc de Bourgogne, le regarda fixement, et se tourna vers ses capitaines, en disant : « En voici un qu'il faut renvoyer aux siens, « car, s'il revient dans sa patrie, il y excitera de grands « troubles. »

La prédiction du barbare ne s'accomplit que trop bien. Jean n'était pas encore de retour en France, que déjà les troubles auxquels il devait prendre une part si active, avaient commencé. Charles VI avait un frère, dont le nom n'avait pas été prononcé depuis le commencement de ce règne ; c'était Louis d'Orléans, jeune homme insoucieux et léger, qui, ne connaissant guère de la royauté que ses revenus et ses fêtes, trouva mauvais à la fin que ses oncles prissent tout pour eux et voulut les forcer de partager avec lui. Il s'unit à la reine Isabelle, que les mêmes intérêts portaient à faire cause commune avec lui, et qui lui était même attachée, disait-on, par d'autres liens que ceux de la politique ; et tous deux arrachèrent au roi un édit qui leur ouvrait le conseil de régence. Une fois introduit dans le conseil, Louis songea à en chasser ses rivaux, et déjà la lutte était devenue grave, déjà ses deux oncles avaient été expul-

sés de la cour, quand Philippe mourut et laissa son duché avec sa querelle au chevalier de Nicopolis (1404).

La puissance de la maison de Bourgogne était assez grande pour que Jean sans Peur pût entreprendre hardiment d'attaquer hardiment Louis d'Orléans seul à seul, et sans aller mendier des auxiliaires; mais peut-être ne se crut-il pas assez fort contre ce nom de roi, à l'ombre duquel se retranchait son ennemi, et, jetant les yeux en bas, il arrêta ses regards sur cette classe bourgeoise à laquelle personne n'avait encore pensé depuis Charles de Navarre, et résolut d'opposer *la popularité* au prestige de l'autorité royale. Il y a toute une révolution dans ce mot de popularité; ce n'est plus assez de reconnaître et de respecter le peuple; on le flatte. Pendant que, fier de sa victoire, le frère du roi en profite pour écraser le royaume de nouveaux impôts et en dissipe insolemment le produit dans des fêtes brillantes dont il fait les honneurs avec Isabelle, Jean est dans les halles, entouré de gens de métiers et de femmes du peuple, applaudissant à leurs grossières invectives contre la cour, prenant part lui-même à leurs murmures et leur racontant comment Louis a fait enlever en une nuit le trésor de l'état par ses archers. Au sortir de là il se rend à la chambre du conseil où, s'adressant au régent, il déclare à haute voix, en sorte que les huissiers l'entendent, qu'il ne donne son assentiment à rien de ce qui se fait, et il se retire d'un air indigné. Ce manége lui gagna toute la populace de Paris, et elle devint bientôt si menaçante que Louis, ne se trouvant plus en sûreté dans la ville, prit la fuite avec Isabelle, et se retira dans son duché (1406).

Il en revint au bout de quelques mois à la tête d'une armée, et la bataille semblait inévitable, quand le duc de Bourgogne, qui ne voulait pas encourir les chances, sortit de Paris, et vint le trouver en ami. La réconciliation fut complète; les portes de la ville s'ouvrirent aux troupes orléa-

naises; les deux ducs s'embrassèrent à la vue du peuple et des soldats; ils mangèrent à la même table, couchèrent dans le même lit; et les chevaliers de Louis, qui n'avaient plus rien à faire, reprirent par bandes le chemin de leur pays. Son armée s'étant ainsi dissipée d'elle-même, il tomba, un soir qu'il passait dans la rue Barbette, au milieu d'une troupe de gens armés et fut égorgé (1407).

Jean se nomma tout haut, et, sans s'inquiéter de l'indignation de la cour et des pleurs de Valentine, il courut en Flandre, où les Liégeois venaient de se révolter. Vainqueur des Liégeois à Hasbain (1408), il retourne triomphant à Paris, d'où la cour s'enfuit à son approche, et, comme pour insulter à ses ennemis, commande une apologie de son meurtre au docteur Petit, qui la débite au peuple sur le parvis Notre-Dame, et se retire couvert d'applaudissements. Mais cette défense n'était qu'un jeu; la véritable défense devait se faire les armes à la main. Après avoir tenté d'obtenir justice par-devant le parlement, la famille du duc d'Orléans avait compris qu'il fallait se la faire à elle-même, et elle s'était mise à rassembler ses partisans. Il lui manquait un chef. Elle s'allie par un mariage à Bernard d'Armagnac, hardi guerrier, qui disposait à lui seul de la moitié du Midi, et met ses partisans en campagne sous le nom d'*Armagnacs* (1410). Bernard marche sur Paris, d'où semblaient dès lors dépendre les destinées du royaume, et ravage impitoyablement ses campagnes jusqu'à ce que Jean arrive enfin de ses états de Flandre. Alors il retourne en arrière et dirige sa marche vers la Loire, où le Bourguignon s'apprêtait à le suivre. C'était à Paris que Jean sans Peur avait donné rendez-vous à tous ses hommes d'armes, et déjà les préparatifs étaient terminés et l'on n'attendait plus que le signal du départ, quand le duc s'en alla à l'hôtel Saint-Paul, y prit un pauvre fou qui vivait là avec quelques vieux serviteurs, le fit monter sur un cheval,

lui passa une écharpe rouge au cou, et partit plein de confiance, le traînant après lui et le montrant au peuple sur son passage en répétant que le roi était avec lui. Jamais peut-être, depuis que Philippe Auguste et saint Louis l'avaient mise sur la voie, la royauté n'avait remporté un pareil triomphe!

Mais, comme l'on était en présence des Armagnacs, et au moment de livrer bataille, il arriva une chose à laquelle ne s'attendaient guère ceux qui avaient emmené Charles VI dans leurs bagages, et comme puissante machine de guerre. Le roi se réveille tout à coup, et, se trouvant au milieu d'un camp, entouré de gens qui vont se battre contre ses sujets, il demande avec colère ce que signifie cet appareil. En un instant, les deux partis sont à ses pieds; Charles leur dicte un traité d'accommodement (1412), et ramène à Paris les Bourguignons. Mais ce n'était qu'un accès de raison; bientôt Charles retombe; Jean le fait rentrer dans l'hôtel Saint-Paul, et retourne à la charge.

Cet homme exerçait une rude tyrannie dans Paris. Dès le commencement de la guerre, il avait organisé une milice civile, recrutée surtout dans la corporation des bouchers, et dont le commandement avait été confié aux frères Caboche, puissants personnages qui tenaient en leur nom la moitié des abattoirs de Paris. Toujours prêts à descendre sur la place publique, les Cabochiens étaient la terreur des mécontents, avec leurs féroces garçons et leurs gros chiens qu'ils traînaient partout à leurs côtés, et, par eux, Jean soulevait à son gré le petit peuple de la ville. Il l'ameuta bientôt contre le dauphin, prince voluptueux et léger, qui voulait se monter au rôle qu'avait joué Charles V après Poitiers. La Bastille, attaquée à l'improviste par une foule en désordre, mais bien armée, lui ouvre ses portes, et des Essarts, qui en était gouverneur, est traîné sur la claie dans les rues, puis massacré (1413). Le palais du dauphin est en-

vahi à son tour, comme il l'avait été du temps de Charles V; mais le jeune prince ne sut pas garder cette noble contenance que le fils de Jean avait opposée aux factieux : il tire sa dague contre la foule, et on l'aurait égorgé si le duc n'eût eu peur. La haute bourgeoisie et une partie des corporations se lassèrent à la fin des fureurs de cette populace; les charpentiers déclarent la guerre aux bouchers dans la grand' salle de l'hôtel-de-ville; quarante mille hommes se mettent sous les armes, et les Bourguignons sont chassés de Paris (1413).

Ce ne fut pas au profit de la royauté et du dauphin que se fit cette révolution. Les Armagnacs succèdent aux Bourguignons, et Charles VI, auquel on a fait signer un édit qui proscrit l'usage des noms et des couleurs des deux partis, paraît bientôt à la suite de Bernard d'Armagnac, affublé de l'écharpe blanche, et, suivant les Armagnacs, contre les Bourguignons (1414). Cette fois, la raison ne vint pas à son secours, et la paix ne se fit que parce que Jean, réduit aux abois, la mendia, et l'obtint. (Traité d'Arras, 13 mars.)

Pendant ce temps, le nouveau roi d'Angleterre, Henri V, avait envoyé des ambassadeurs à Paris pour réchauffer la vieille querelle d'Édouard III, et remettre au jour les prétentions déjà surannées des monarques anglais sur la couronne de France. Le jour même de la signature du traité d'Arras, ils formulèrent nettement leurs demandes. « Rien ne ressemblait plus à une provocation. Ce qu'ils voulaient, c'était tout simplement l'exécution pure et nette du traité de Brétigny avec les 1,600,000 écus promis autrefois pour la rançon du roi Jean; puis la prétendue restitution d'une partie de la Provence et de la Champagne, en vertu de certains droits exhumés du temps de saint Louis. Henri V exigeait enfin qu'en lui donnant la main de Catherine, la fille de Charles VI, on fixât la dot à un million d'écus, en

outre des meubles et des joyaux. Une chose sauvait du ridicule l'exagération bizarre de ces propositions : c'était la menace de guerre qui les appuyait. Les gens du conseil essayèrent en vain d'apaiser cette altière ambition ; Henri demeura inflexible, quoi qu'on pût lui offrir, et les négociations s'étant terminées par des lettres injurieuses de part et d'autre, il débarqua près d'Harfleur, le 14 août. De longtemps on n'avait vu venir d'Angleterre une aussi formidable armée. Henri avait avec lui six mille hommes d'armes et vingt-quatre mille archers, sans parler d'une foule de Gallois et d'Irlandais, chétifs soldats à moitié nus, armés de coutelas et de méchants boucliers d'osier et de cuir bouilli, qui montaient de petits chevaux sans selle et sans harnais, mais coureurs intrépides et féroces, ardents au pillage et au massacre. Harfleur tint un grand mois, et finit par être ruiné de fond en comble. Après avoir gaspillé son temps et ses forces à l'attaque de petites villes normandes, Henri remontait dejà du côté de Calais, quand l'armée française arriva. On y comptait plus de quatorze mille hommes d'armes, et la confiance était si grande que les princes n'avaient pas voulu des troupes du duc de Bourgogne. Six mille hommes offerts par la ville de Paris avaient été également refusés. Le parti d'Orléans se réservait la victoire à lui seul.

La poursuite avait commencé, et les Anglais, réduits à deux mille hommes d'armes et dix mille archers, reculaient péniblement vers Calais. Le 24 octobre, au moment où ils venaient de passer la petite rivière de Ternois à Blangi, ils aperçurent les Français rangés devant eux en ordre de bataille dans la plaine, entre Rousseauville et Azincourt. Il n'était pas possible d'aller plus loin. Henri vint camper à Maisoncelle, dans un espace resserré entre deux bois, et se prépara pendant toute la nuit au combat. Il disposa sur son front de bataille les dix mille archers qui lui

restaient, les hommes d'armes en arrière et sur les flancs. Au devant des archers se dressait une épaisse palissade de pieux ferrés des deux bouts, la pointe tournée du côté de l'ennemi. Les bagages étaient au loin, gardés par dix lances et vingt archers. Les Français n'avaient guère que de la cavalerie, et la pluie, qui tombait depuis la veille au soir, avait tellement détrempé le sol fraîchement labouré, que les chevaux enfonçaient dans la fange, et pouvaient à peine se mettre au galop. L'avant-garde, où se pressait toute la noblesse, s'avança vainement pour rompre la ligne des archers; elle vint se briser contre leur rempart de pieux au travers duquel les lances, raccourcies de moitié le matin, ne pouvaient atteindre l'ennemi. Quatre chevaliers parvinrent seuls à franchir la palissade, et furent abattus à l'instant même. Les premiers rangs, forcés de reculer, portèrent alors le désordre dans les restes de l'armée, pendant que les flèches anglaises criblaient cette foule sans défense, repliée sur elle-même et embarrassée dans la boue. A ce moment critique, les archers jetèrent tout à coup leurs arcs, saisirent les haches, les lourdes épées et les maillets qu'ils portaient à la ceinture, et se précipitèrent au-devant de leurs pieux en poussant de grands cris. Là commença une horrible mêlée. L'agile troupe des archers eut bientôt fait de larges trouées dans cette masse inerte, et leur roi étant survenu avec ses hommes d'armes, tous les efforts du corps de bataille qui s'avança pour soutenir l'avant-garde ne purent ramener la fortune du côté des Français. Dix-huit chevaliers du sire de Croy avaient fait le serment de pousser au roi d'Angleterre. Le duc d'Alençon se mit à leur tête, et parvint en effet jusqu'à Henri V. D'un coup de sa hache d'arme, il fendit la couronne qui surmontait le casque du roi; mais au même instant il fut enveloppé de tous côtés. En vain levait-il la main, en disant : « Je « suis le duc d'Alençon; » il tomba percé de mille coups

à la fois. La victoire était décidée, et les Anglais ne songaient plus qu'à choisir leurs prisonniers parmi tant de princes et de riches seigneurs, quand un grand tumulte s'éleva dans l'endroit où étaient les bagages de l'armée anglaise. On disait que le duc de Bretagne arrivait avec six mille hommes, et déjà l'arrière-garde des Français relevait ses bannières. Ce n'était qu'une fausse alerte. Un seigneur du pays, voyant les bagages ennemis laissés comme à l'aventure, sous la garde d'une poignée d'hommes, avait rassemblé six cents paysans, et était venu fondre sur les trente hommes postés là. Henri en fut quitte pour la perte de ses pierreries, de sa couronne, et des sceaux de sa chancellerie; mais, dans le premier moment de surprise, craignant de voir recommencer le combat, il avait fait massacrer les prisonniers. Avec ce qui en resta, et ceux qui furent faits ensuite, il en emmena quatorze mille, sans compter dix mille hommes qui restèrent sur le champ de bataille, parmi lesquels il y avait huit mille gentilshommes, Charles d'Orléans et le comte de Richemond, si fameux depuis, furent ramassés, couverts de blessures, du milieu des cadavres, et emmenés en Angleterre, où le vainqueur se rendit aussitôt lui-même pour se faire une nouvelle armée. » *(Histoire de France.)*

La France ne profita pas d'une retraite qui venait si à propos pour elle, car les discordes intestines ne lui permirent pas de respirer et de s'apprêter pour le combat qui devait bientôt recommencer. Pour Jean sans Peur, c'étaient plutôt les Armagnacs que les Français qui avaient été vaincus à Azincourt, et profitant de cette bonne fortune, à peine la bataille venait-elle de se donner qu'il se mit en marche pour Paris. Il y trouva Bernard, qui, laissé dans cette ville par ses amis quand ils étaient partis pour aller au-devant des Anglais, s'était mis promptement en état de défense, et le reçut si vigoureusement que Jean désespéra

du succès, et porta la guerre ailleurs. Une nouvelle descente des Anglais, qui eut lieu deux ans après (1417), ne put l'interrompre ; et pendant que Henri V dévastait la Normandie et entrait dans Rouen par la brèche, le duc de Bourgogne mettait ses chevaliers aux prises avec ceux de Bernard et se rendait maître de Paris, par la trahison d'un bourgeois (1418). Il y eut plus de cruautés exercées à la prise de Paris qu'à celle de Rouen ; les égorgeurs, mis en avant par les Bourguignons, allèrent si loin, qu'ils firent peur à ceux qui les employaient, et qu'il fallut les exterminer. Le parti des Armagnacs s'était rallié autour de la personne du jeune dauphin Charles, enlevé aux Bourguignons lors de la prise de Paris par Tanneguy du Châtel. Jean, voyant les Anglais s'avancer dans le cœur du royaume, parut s'apercevoir à la fin de leur présence, et songea à se rapprocher du dauphin : mais les haines étaient trop envenimées pour qu'un accommodement pût avoir lieu. Jean, invité par le dauphin à une conférence sur le pont de Montereau, se fut à peine séparé de son escorte que les barrières du pont se refermèrent derrière lui. On le vit pâlir ; mais reprenant son courage, il alla à Tanneguy, qui se présentait pour le recevoir, et lui frappant sur l'épaule : « Voici, dit-il, en qui je me fie. » En ce moment Tanneguy, lui fendit le visage d'un coup de hache, et ses amis l'achevèrent (1419).

Cet assassinat précipita la catastrophe. Hors de lui, le fils du duc Jean, Philippe le Bon, se jette entre les bras des Anglais, et après avoir signé avec Henri V, le fameux traité de Troyes (1420), par lequel il le reconnaissait roi de France, il lui ouvre les portes de Paris. Le parlement gagné rend un arrêt qui confirme les clauses du traité de Troyes, et Charles VI, dont on conduit la main, signe l'acte par lequel sa couronne est transportée sur la tête de Henri V. De la Touraine où il s'était réfugié, le dauphin Charles, que l'arrêt

du parlement désignait sous le titre de ***Charles se disant dauphin***, en appelle à Dieu et à son épée, et, tout faible qu'il est, entame une lutte inégale avec cette redoutable coalition des Bourguignons et des Anglais, qui isolés eussent suffi pour l'écraser. Le succès couronna d'abord cette audace, mais Charles n'eut pas à se glorifier longtemps de la victoire de Baugé (1421). Henri V meurt à Vincennes, et le vieux roi, Charles VI, le suit de près (1422); et tandis que le duc de Bedfort fait reconnaître en grande pompe dans l'abbaye de Saint-Denis le fils du monarque anglais, quelques serviteurs fidèles saluent de leurs acclamations solitaires dans la petite cour du château d'Espally, le roi légitime et méconnu.

Cependant quelque espoir semblait se faire jour pour lui à travers cet abandon universel. Le frère du duc de Bretagne, Richemond, se déclarait pour le roi français, et détachait son frère du parti des étrangers; la noblesse de Picardie se soulevait en sa faveur et faisait une utile diversion en appelant de ce côté l'attention de Philippe le Bon; enfin le midi presque entier soutenait hautement l'ami des Armagnacs, et lui faisait de brillantes protestations, tandis que l'Écosse envoyait ses guerriers aux éternels rivaux de l'Angleterre, et que les Visconti de Milan promettaient des secours au vengeur de Valentine. Mais toutes ces espérances s'évanouirent une à une. Les Anglais tirent vengeance de la bataille de Baugé, à Crevant (1423), puis à Verneuil (1424), où les troupes écossaises sont détruites, et l'Écosse détachée par Bedford de son alliance avec la France, cesse de secourir l'infortuné roi. Richemond dépense son énergie à des intrigues de cour, et se fait détester de Charles VII par ses hauteurs et ses violences; il se brouille avec lui, et le duc de Bretagne retourne à l'Angleterre. Les chevaliers picards sont battus par les Bourguignons. Les hommes du midi abandonnent à sa mauvaise fortune le prince dont ils s'é-

taient si fastueusement prononcés les défenseurs, et les renforts italiens n'arrivent pas. Enfin l'armée anglaise, balayant tout devant elle, soumet tout ce qui reste au roi de France sur la rive droite de la Loire, et vient mettre le siége devant Orléans, la dernière ville française de ce côté (1428). Pendant ce temps, le roi de Bourges, comme l'appelaient insolemment les Anglais, semblait s'inquiéter peu des combats qui se livraient pour lui. Il parlait de se retirer en Espagne, quand la conquête anglaise devenait trop menaçante, et en attendant se livrait aux plaisirs dans sa petite et délicieuse résidence de Chinon. Le danger d'Orléans sembla le réveiller un moment, il rassemble une armée et l'envoie au secours de la place : elle se fait battre par quinze cents Anglais à la journée des Harengs (1429)[1], et les assiégeants, pour empêcher qu'on n'arrache cette proie de leurs mains, entourent Orléans d'une ceinture de bastilles du haut desquelles ils en interdisent l'approche aux troupes de Charles VII. Tout semblait perdu : une nouvelle armée rassemblée à grands frais n'avait fait que battre la cam-

[1] « Au mois de février, 4,000 hommes d'armes d'Écosse, de Gascogne et d'Auvergne, sous la conduite de Jean Stuart et du comte de Clermont, se mirent en marche pour Orléans, juste à l'époque où sir Jean Falstof amenait aux Anglais un immense convoi de vivres et de munitions dont Paris avait fait les frais. Stuart et Clermont se concertaient avec la garnison d'Orléans pour l'enlever au passage ; mais Dunois s'étant trop hâté de partir se trouva le premier en face de Falstof, au village de Rouvray, et, pendant qu'il attendait l'armée du comte de Clermont, le capitaine anglais eut le temps de ranger ses gens en bataille derrière ses chariots et les pieux de ses archers. Les Écossais, qui marchaient à l'avant-garde, parurent enfin et forcèrent Dunois à commencer sur le champ l'attaque. Elle se fit à la manière anglaise, les hommes d'armes à pied, et les chevaliers de Dunois, peu faits à ce genre de combats, ne purent rompre la palissade des archers, qui, du haut de leurs chariots, les criblaient à l'aise d'une grêle de flèches. Les Écossais n'étaient pas

pagne à l'entour de la place ; déjà la garnison réduite à la dernière extrémité, parlait de se rendre, et Charles songeait à ses préparatifs de départ.

Alors arriva la merveille de cette guerre. Une jeune fille se présente tout à coup à Charles VII, lui disant d'avoir bon courage, et lui annonçant qu'elle avait mission de Dieu pour délivrer Orléans et pour le sacrer lui-même à Reims (1429). Elle venait de Vaucouleurs, petit village de Lorraine, où, tandis qu'elle paissait ses moutons, songeant aux malheurs de la France, et priant Dieu d'avoir pitié du royaume, une voix intérieure lui avait dit que c'était elle qui devait le relever et lui avait ordonné d'aller trouver le roi. La pieuse fille ne lutta point contre la voix et partit pour Chinon, malgré les railleries et les injures de ceux de Vaucouleurs et des gens même qui la rencontraient sur sa route. Arrivée à Chinon, ce fut encore pis. La cour légère et libertine de Charles VII accueillit sa mission avec des moqueries et des paroles licencieuses qui faisaient monter le rouge au front virginal de la Pucelle. On commença par lui cacher le roi, qu'elle découvrit au milieu de ses

plus heureux. Une troupe de Gascons, qui étaient restés à cheval, se précipita en vain sur un point de la ligne ennemie défendu par des arbalétriers parisiens. La confusion se mit alors dans les rangs des assaillants, et Falstof ayant lancé ses archers en avant, comme à Azincourt, la déroute devint générale. Dunois, blessé dans la mêlée, faillit tomber sous les coups des Anglais. Jean Stuart fut tué avec son frère Guillaume, et 600 hommes d'armes ; et le comte de Clermont, qui n'avait pas donné, ayant jugé inutile de se compromettre dans une affaire entamée sans lui, toute cette foule de gens de guerre, qui ne montait pas à moins de 8,000 hommes d'armes en commençant, alla s'abriter en désordre sous les remparts d'Orléans, poursuivie par les 1,500 hommes que Falstof avait avec lui. L'on nomma cette journée *la journée des harengs*, parce que le convoi, parti aux approches du carême, se composait en grande partie de poissons salés. » (*Histoire de France.*)

courtisans; ensuite on la fit examiner par des docteurs qui l'embarrassèrent de leurs formules scolastiques sans pouvoir la déconcerter; on éleva enfin des soupçons sur sa virginité, et on la mit entre les mains de quelques dames de la cour. Pour elle, douce et ferme au milieu des épreuves, elle priait Dieu, pleurait quand le chagrin était plus fort qu'elle, et demandait toujours qu'on l'envoyât aux Anglais.

Il fallut à la fin plier devant cette volonté de jeune fille. On conduit Jeanne la Pucelle dans l'église de Fierbois, où elle s'empara d'une vieille épée dont lui avait parlé sa voix[1]; on lui fait un étendard sur le modèle qu'elle-même en a tracé; et après l'avoir armée en chevalier, on lui donne le commandement de douze mille hommes qui partent à l'instant pour Orléans (1429). Cependant Charles VII ne croyait point encore; il avait dit tout haut à la Pucelle qu'elle commanderait l'armée, mais c'était quelque chose de trop étrange qu'une petite bergère conduisant les armées d'un roi, pour que la foi chancelante du monarque lui abandonnât sans réserve la dernière ressource de son parti; et La Hire avait reçu en secret l'ordre de surveiller ses démarches et de lui désobéir s'il le fallait. Cette précaution ne servit de rien: Jeanne entraînait tout, et La Hire, tout indévot qu'il fût, lui qui se plaisait à *maugréer* (jurer) devant elle pour s'amuser de son indignation, se laissait aller comme les autres. Elle entre dans Orléans, force les Anglais à en lever le siége, et conduit le roi à Reims, soumettant sur son passage Auxerre, Troyes, Châlons, Soissons, etc.

Mais l'inspiration ne se prolonge pas, comme on renouvelle un bail avantageux. La Pucelle, exploitée par le prince qui lui devait sa couronne, ne se prêtait qu'à contre-cœur à cette profanation de l'esprit de Dieu, et dès lors elle ne fit

[1] C'était une tradition dans le pays que cette épée venait de Charlemagne.

plus rien. Elle avait cessé de croire en elle ; sa mission avait passé, *sa voix* se taisait ; et d'ailleurs l'épée miraculeuse de Fierbois ne venait-elle pas de se briser en route, symbole du charme qui avait été rompu [1] ? Cependant, toute découragée qu'elle fut en arrivant aux portes de Paris, elle ne s'en conduisit pas avec moins de bravoure, mena les soldats à l'attaque du fossé, et y resta bien longtemps après que les chevaliers se furent retirés. Elle partit de là navrée de douleur ; car elle s'était aperçue que les seigneurs, jaloux de son influence, avaient résolu sa perte : renversée d'un coup de pierre dans le fossé pendant qu'elle escaladait la muraille, elle les avait vus rester immobiles, et ce jour-là elle aurait été prise par les Anglais, si les soldats, avertis à temps, ne fussent accourus pour la délivrer. En vain, pour l'apaiser, Charles VII anoblit sa famille, et changea son nom de Jeanne d'Arc en celui de Jeanne du Lys, faveur royale dont elle n'avait pas besoin, et dont la postérité n'a pas tenu compte ; la pauvre fille sentait que son heure approchait, et ni caresses ni flatteries ne pouvaient calmer son âme en peine ; enfin s'étant jetée dans Compiègne, qu'assiégeaient alors les Bourguignons et les Anglais, elle fut jetée à bas de son cheval, dans une sortie qu'elle tenta, et Guillaume Flavy, qui commandait la place, y rentra sans elle (1430).

Maîtres enfin *de la sorcière* qui avait ruiné leurs affaires, et dont l'idée seule faisait fuir dans les bois leurs archers des communes, quand on venait les chercher pour les mener en France, les Anglais comptaient bien lui faire payer cher ses succès miraculeux, et du *Te Deum* qu'ils avaient

[1] Pendant la marche, elle rencontra sur le bord du chemin un groupe de soldats qui buvaient et juraient en compagnie de prostituées : Jeanne indignée se mit à les frapper du plat de son épée avec une telle force, que l'épée en fut brisée,

commandé aux clercs de Notre-Dame, ils passèrent bientôt à une vengeance moins innocente. Un tribunal de moines et de prêtres vendus à leur cause se forme à Rouen sous la présidence de Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, et la Pucelle retombe une seconde fois entre les mains de ces docteurs qui lui avaient inspiré tant d'effroi lors de son arrivée à Chinon. Mais il y avait quelque chose de plus qu'une dérision dans les paroles de ceux-ci : un des plus infâmes procès dont il soit parlé dans l'histoire vient fondre sur la malheureuse prisonnière ; on l'accuse de s'être vendue au diable, et de s'être prostituée aux seigneurs de la cour de France, elle si pieuse et si chaste, on l'accuse d'avoir porté des habits d'homme, d'avoir assisté au sacre du roi, son étendard à la main ; et, sur une longue suite de crimes semblables, on la condamne *à la prison perpétuelle, au pain de douleur et à l'eau d'angoisse.* Bedfort trouva le jugement trop doux, et fit entendre au tribunal qu'il n'était pas content de lui : on l'eut bientôt satisfait. Jeanne avait été forcée de prendre un vêtement de femme ; un matin en se réveillant, elle ne le trouva plus sur son chevet, et remit ses anciens habits. Dans ce moment ses geôliers paraissent ; convaincue de désobéissance aux arrêts de l'Eglise, elle est ramenée devant ses juges, et condamnée, comme relapse, au supplice des sorcières, qui était celui du feu. La Pucelle entendit sans se plaindre cette infâme sentence, et toute tremblante qu'elle se sentît en voyant les soldats anglais se presser avec une joie féroce autour de son bûcher, pour y jeter chacun leur fagot, elle y monta avec courage, et fut étouffée par les flammes en prononçant les noms de Jésus et Marie (1431).

Pendant ce temps, celui que de roi de Bourges elle avait fait roi de France laissait Pierre Cauchon poursuivre son procès, et profitait, sans se soucier d'elle, de l'élan qu'elle avait imprimé aux esprits. De toutes parts les villes

se rendaient à lui ; la petite noblesse s'insurgeait sur tous les points ; le duc de Bretagne avait abandonné le parti des Anglais, et celui de Bourgogne se tenait avec eux sur le pied d'une neutralité menaçante : la cause nationale reprenait ouvertement le dessus. Bedfort, pour rattacher à l'Angleterre ceux de ses partisans qui commençaient à s'ébranler, fait venir à Paris son pupille Henri VI, s'imaginant peut-être les encourager beaucoup en leur montrant l'enfant auquel ils obéissaient. Le petit roi fit son entrée triomphale dans la ville, y fut couronné avec grande pompe, baisa les reliques de la Sainte-Chapelle, et donna un repas au peuple dans Paris, sur cette fameuse table de marbre, témoin de tant de somptueuses fêtes des Valois ; puis il repassa le détroit, et ce fut tout (1431). Charles VII se montrait aussi de son côté : ayant secoué désormais sa molle et paresseuse vie de Chinon, il menait lui-même ses troupes à l'escalade des villes et des châteaux, demeurait sous la tente, et parcourait les provinces, adressant sur son passage la parole au peuple, auquel il demandait s'il n'était pas las de combattre son roi sous la bannière de l'étranger.

Une fois décidée, la révolution avança rapidement ; déjà des négociations avaient été entamées avec le duc de Bourgogne, quand Bedfort, qui luttait encore contre la fortune de l'Angleterre, vint à lui manquer tout à coup (mort de Bedfort, 1435), et les conférences d'Arras, dont seul il entravait le succès, amenèrent ce fameux traité du même nom, arraché à l'ambition vaniteuse de Philippe le Bon par les supplications du pape, du concile de Bâle, des rois de Pologne, de Navarre et de Sicile, des ducs de Bar, de Bretagne et de Milan, par le renvoi de tous les ministres qui avaient joué un rôle dans l'affaire de Montereau, et, ce qui était plus concluant que tout le reste, par une foule de priviléges, et par la cession du comté de Mâcon et d'un vaste territoire à l'entour de la Somme. A ce prix il aban-

donna le parti des Anglais, après s'être fait longtemps prier, et réunit ses troupes à celles de Charles VII (1435).

Mais cette soumission était trop précieuse pour qu'on calculât ce qu'elle coûtait. Les Anglais, qui n'avaient été reçus par le peuple que sur la parole des Bourguignons, et parce que Philippe s'était jeté dans leurs bras, redevinrent complétement étrangers, dès que son parti ne fut plus pour eux. et l'année qui suivit le traité d'Arras, Paris ouvrit ses portes au comte de Richemond (1436). C'était une singulière guerre que celle qui se faisait alors. Elle n'avait point de théâtre, point de chef suprême, car Charles VII n'en était un que dans un cercle fort restreint, et il y en avait mille en dehors de lui : aucun n'en dirigeait la marche ; chacun la faisait chez soi, avec ses hommes et ses voisins, et selon que la circonstance ou l'envie de jouer des mains le lançait en expédition. Pour l'historien qui suit avec attention le récit détaillé des hostilités de ces années-là, c'est la mise en scène la plus complète, comme aussi la plus animée, de ce que fut la féodalité. Son dernier moment était pourtant venu : cette activité extraordinaire qu'on la voit déployer à cette époque tenait à des circonstances qui devaient bientôt disparaître ; on pourrait comparer ce fait aux derniers efforts d'un agonisant. Quand les Anglais eurent succombé sous les innombrables coups de cette guerre multiple et locale, quand, refoulés sur les bords de la mer, il ne leur resta que la Guienne et la Normandie, et que Charles VII put respirer enfin de ce côté, il songea à d'autres soins ; il laissa dormir quelque temps les vaincus pour se tourner vers de nouveaux ennemis.

Ceux dont il fallait songer à se défaire d'abord étaient ces chefs de compagnies qui faisaient chacun la guerre en leur nom, et se considéraient comme autant de puissances, après avoir vu depuis vingt ans la France et l'Angleterre traiter avec eux. Il y avait une haine profonde dans le

peuple pour cette oppressive soldatesque, qui continuait de le traiter à sa merci dans les lieux mêmes où la guerre avait cessé, et Charles profita de cette animosité pour tenter une réforme dans les hommes d'armes de son parti. Cette réforme semblait toute de police au premier coup d'œil ; elle mettait des bornes au faste insolent que tous, jusqu'aux simples soldats, affichaient, fixait le nombre de leurs écuyers et de leurs chevaux, et renvoyait du camp cette foule de filles de joie qu'ils traînaient partout après eux. Mais toucher aux habitudes des compagnies, c'était mettre la main sur leur indépendance et les ranger sous la juridiction royale, et leurs chefs ne s'y trompèrent pas. Après quelques jours d'une résistance qui s'efforçait en vain de rester légale, ils jetèrent enfin le masque, et se déclarèrent en rébellion ouverte, soutenus par les principaux seigneurs de la guerre d'Orléans et de Chinon, dont les intérêts se confondaient avec les leurs, et par le dauphin Louis, qui, dévoré déjà de toute l'ambition qu'il porta sur le trône, se sentait hâte de régner, et s'indignait du rôle subalterne que lui faisait jouer son père. Tous ensemble se mirent en campagne, et commencèrent la guerre qui a reçu le nom de guerre de la Praguerie (1440).

Elle dura peu. Ce n'était pas au sortir de la domination anglaise, provoquée par les querelles des Armagnacs et des Bourguignons, que l'on pouvait songer sérieusement en France à la guerre civile ! D'ailleurs l'opinion publique se déclarait si hautement pour la cause royale, que les révoltés ne tinrent pas longtemps contre elle. Charles VII, qui s'était cru d'abord en danger, se rassura bientôt, quand, après quelques hostilités sans importance, quelques châtiments exemplaires, mais peu nombreux, il vit que tout était rentré dans l'ordre, et que les rebelles revenaient d'eux-mêmes à son parti (1441). Cependant, averti par cette protestation, il ajourne à d'autres temps l'exécution de ses

desseins, et ramène ses compagnies contre les Anglais. Mais quand, par le mariage de Marguerite d'Anjou avec leur jeune roi Henri VI, il a conclu avec eux une paix qui leur coûte le Maine et l'Anjou (1444), quand son fils Louis a laissé dix mille de ses hommes d'armes sur le champ de bataille de Saint-Jacques, et que lui-même a été conquérir au prix de leur sang une gloire facile sur les gens de Metz, qui défendaient bravement leur indépendance contre les menaces du père de Marguerite, du fameux René d'Anjou, alors fier de leur affaiblissement et de ses succès, il casse toutes les compagnies, à la réserve de quinze qu'il prend à son service, sous le nom de *Compagnies d'ordonnance*. En même temps il se fait accorder par les états un subside annuel pour l'entretien de ces troupes, qu'il devait tenir continuellement sur pied; puis il renvoie un à un chez eux tous les soldats et les capitaines qu'il n'avait pas admis dans ses compagnies d'ordonnance, et les fait observer si bien sur la route qu'au bout de quinze jours on n'en entendit plus parler (1445)[1].

[1] Au lieu de troupes vagabondes, dépendantes des ordres arbitraires des capitaines, qui les payaient souvent par le pillage, on établit des corps toujours subsistants où les soldats, habituellement sous le drapeau, s'accoutumeraient à la discipline et à la subordination. Pour cela, il fallait commencer par assurer leur solde. Le roi ne voulut pas prendre lui seul une résolution sur cet objet; il consulta les princes du sang, le connétable, les maréchaux de France et les grands seigneurs qu'il convoqua, surtout les députés des principales villes du royaume, appelées à fournir les fonds; elles s'étaient quelquefois exemptées, elles et leur territoire, des ravages des gens de guerre par des contributions passagères. Il fut proposé de rendre ce moyen permanent, et, du consentement de tous, fut établie une taille perpétuelle, spécialement affectée au paiement et à l'entretien des troupes.

Il y eut une revue de tous les gens de guerre; entre eux on choisit les plus courageux, avec égard cependant, pour la préférence, aux

Le peuple ne vit là que la suppression de ces bandes de brigands, véritable plaie de la France à cette époque, qui, depuis Philippe de Valois, en faisaient un vaste théâtre de pillage et de massacres; mais ce n'était qu'un bienfait passager, et il y avait autre chose dans ces deux grandes institutions d'une armée permanente et d'un subside annuel; il y avait tout l'avenir de la royauté, et le fondement du système moderne, devant lequel la féodalité devait bientôt

mœurs et à la probité. Les rôles étant arrêtés, le roi licencia le surplus. Les soldats congédiés eurent ordre de se rendre sur le lieu de leur naissance, ou tout autre qui conviendrait à leur subsistance ou à leur fortune. Défense de commettre aucun désordre sur la route en se retirant, sous menace d'être punis comme perturbateurs du repos public. Afin d'assurer l'exécution de ce règlement, les lieutenants de la connétablie firent garder les chemins par les archers des communes intéressées à la sûreté du pays; de sorte qu'on s'aperçut à peine d'une réforme qui, sans cette précaution, aurait pu causer les plus grands désordres.

La cavalerie fut formée de quinze compagnies d'ordonnance, composées chacune de cent lances: chaque lance ou homme d'armes avait sous lui trois archers, un écuyer et un page, tous montés. « Le roi, dit un historien contemporain, nomma des capitaines vaillants, sages et experts en fait de guerre, et non jeunes et grands seigneurs. La paie de chaque homme d'armes était de dix livres par mois; celle de l'écuyer de cent sous, celle des archers de quatre livres, et celle du page de soixante sous. L'espérance de remplir les places vacantes attacha à ce corps une telle multitude de surnuméraires, que l'on vit des compagnies monter jusqu'à 1,200 cavaliers. L'infanterie se composa d'abord d'un corps permanent d'archers de 4,000 hommes, et ensuite d'un supplément de francs-archers qui n'étaient réunis qu'en temps de guerre. Chaque paroisse devait élire un habitant, *le plus avisé pour l'exercice de l'arc;* elle le fournissait d'équipage; il était payé, pendant la guerre, à raison de quatre livres par mois, et non pendant la paix; mais il jouissait d'exemption de tous impôts: ce qui a fait donner à cette milice la dénomination de *francs-archers*. Ils étaient obligés de porter, les fêtes et dimanches, leur habit de guerre; jouissaient de quelques distinc-

s'écrouler. C'est de Louis XI que l'on fait dater l'histoire moderne en France; il faudrait remonter plus haut. Louis XI ne fut que le continuateur des vingt dernières années de son père; et tout vague et flottant que soit toujours le commencement d'une époque, on pourrait assigner au commencement de celle-ci une date précise dans cette année 1445, après laquelle la féodalité ne fit plus que protester contre sa défaite[1].

tions à l'église, et se rassemblaient de plusieurs villages pour s'exercer ensemble à tirer de l'arc. Mais, soldats à la campagne et paysans à l'armée, cette dernière milice tomba bientôt dans le mépris.

Charles VII eut soin que l'impôt de guerre fût uniquement appliqué à cet objet pendant son règne, et n'outrepassât jamais la taxe. « Nul seigneur n'eût osé lever argent en sa terre sans sa per- « mission, laquelle il ne donnait pas légèrement, » et ces seigneurs, voyant au roi une armée subsistante prête, au premier commandement, devinrent plus circonspects et moins hardis à se choquer. S

[1] La pragmatique-sanction venait consacrer en même temps une autre conquête de la royauté. « Depuis plusieurs années, des conciles qui se succédaient luttaient contre l'autorité des papes ; celui de Bâle venait de prononcer sa propre supériorité, et il avait fait plusieurs canons de discipline conformes aux usages qu'on appelait les *libertés de l'église Gallicane*. Les pères de Bâle envoyèrent proposer au roi l'homologation. Il convoqua, dans la sainte chapelle de Bourges, les princes du sang, le dauphin à la tête des principaux seigneurs du royaume; on y discuta les décrets en présence des légats du pape, et, malgré leurs réclamations, l'assemblée en reçut la plus grande partie comme loi de l'État, sous le nom de *Pragmatique-sanction*, appellation dérivée d'un vieux mot *pragma* qui veut dire *prononcé, sentence, édit*. On arrêta donc que le concile œcuménique était au-dessus du pape; que, suivant les anciens usages, on procéderait par élection pour remplir les siéges épiscopaux et les autres prélatures; que les papes ne pourraient plus se réserver la collation des bénéfices; qu'on n'en appellerait plus à eux sans avoir passé par les tribunaux inférieurs, et que, dans ce cas, ils seraient obligés de déléguer des juges sur les lieux; de manière que nul ne pût être évoqué hors de son diocèse plus loin que quatre

Sorti triomphant de cette périlleuse entreprise, Charles VII songe bientôt à mener à terme l'autre œuvre de son règne et retourne à l'attaque des provinces restées aux Anglais. En 1448 il rompt la paix conclue avec Henri VI, et se prépare à entrer en Normandie. Comme l'argent manquait dans ses coffres, il eut recours à son argentier Jacques Cœur, qui se chargea des frais de l'expédition, et après deux ans de guerre, la victoire remportée à Formigny par Richemond achève de lui livrer cette province (1450). L'année suivante, Dunois s'emparait des dernières places anglaises en Guienne, et Talbot, qui se présente en 1453 pour remettre la partie en question, est tué à Castillon par un boulet de canon. La bataille de Castillon fut le dernier acte de cette longue guerre de cent ans, pendant laquelle se forma la nationalité française. De puissantes distractions devaient bientôt appeler ailleurs l'attention des deux peuples, car l'Angleterre allait entrer dans la guerre des deux Roses, et la France dans le règne de Louis XI.

« Depuis la Praguerie, il n'y avait jamais eu de franche réconciliation entre Louis et son père. Le délaissement dans lequel vivait sa mère, révoltait surtout le dauphin, qui s'emporta, dit-on, un jour jusqu'à donner un soufflet à madame de Beauté, comme on nommait Agnès Sorel, depuis que le roi lui avait donné le château de Beauté. Il cherchait à gagner les archers de la garde écossaise. En 1446, ses intrigues ayant été découvertes, et ses complices mis à mort, il abandonna la cour, où les conseillers favo-

journées de chemin. Les abus des excommunications furent réprimés, et l'on supprima les annates qu'on payait en cour de Rome en prenant possession d'un bénéfice ; enfin on termina par cette loi, qui a toujours été pratiquée, même depuis l'abolition de la pragmatique, que les bulles des papes et les décrets des conciles, même généraux, pour ce qui regarde la discipline, n'auront de force en France que quand ils auront été revêtus de la sanction du roi. »

ris du roi le tenaient « en si grande dépendance. » La dernière fois qu'il vit son père, il sortit de la chambre, la tête nue, en s'écriant : « Par cette tête sans chaperon, je me vengerai de ceux qui me mettent hors ma maison. » Cette colère demeura longtemps impuissante. Retiré dans son gouvernement du Dauphiné, Louis s'agitait en cent façons pour se créer une importance factice. Il contractait des alliances en son nom privé avec le duc de Savoie, avec Florence et les princes de Milan ; il instituait des parlements, fondait des universités, réformait les ordonnances et les monnaies, déployait en un mot toute cette activité un peu brouillonne, mais énergique et persistante, qu'il porta plus tard sur le trône. Pendant ce temps, Charles VII, en homme qui se repose sur sa tâche terminée, était redevenu le paisible et voluptueux compagnon qu'il avait été d'abord. A madame de Beauté, morte en 1450, avait succédé la dame de Villequier, une nièce d'Agnès, qui, pour mieux occuper, sans danger pour elle, l'imagination lassée du roi, s'était entourée de jeunes filles de petite condition, les plus jolies qu'on avait pu trouver. C'était dans cette gracieuse et facile compagnie que Charles passait les dernières années de son règne, promenant ses loisirs de châteaux en châteaux, dans la Touraine et le Berri, sur ces bords délicieux de la Loire qui lui rappelaient tant de souvenirs, trouvant facilement grâce aux yeux de son peuple pour ces désordres inoffensifs, en faveur du calme et de la sécurité qu'il lui avait rendus. Cependant l'attitude hostile du dauphin jetait quelque trouble dans cette vie douce et honorée. En 1456, Charles s'inquiéta à la fin de cette longue absence, et de cette autorité despotique que son fils s'arrogeait dans sa province ; il lui intima l'ordre de revenir à la cour, et Louis s'obstinant dans sa résolution, le comte de Dammartin, Antoine de Chabannes, se dirigea avec une armée sur le Dauphiné. Louis ne l'attendit pas ; il feignit

une partie de chasse et se réfugia à Bruxelles, suivi seulement d'une douzaine de serviteurs. Le duc Philippe reçut magnifiquement l'héritier de la couronne. Il lui monta une maison royale, et l'établit dans le château de Genep, à quatre lieues de Bruxelles, avec une pension de 2,500 livres par mois. Louis y resta jusqu'à la mort de son père, chassant et devisant à table avec les gais chevaliers qui remplissaient la cour de Bourgogne. « Là on racontait à qui mieux mieux des histoires de galanterie. Le dauphin aimait les bons contes, et celui qui faisait le plus lascif, était le mieux venu. Le comte de Charolais était aussi un convive jovial ; le bâtard de Bourgogne, les sires de Fiennes, de Digoine, de Thianges, de Rothelin, de Lannoy, de Créqui payaient aussi leur écot en narrations plaisantes ; parfois le bon duc lui-même s'en mêlait. On fit un recueil de leurs récits, qui se nomme *les cent Nouvelles*, et dans la suite il fut publié. » (Barante.)

Ce joyeux exil se prolongea jusqu'au mois de juillet de l'année 1461. Charles VII avait alors cinquante-huit ans. Un abcès lui survint dans la bouche, et, comme Adam Fumée, son médecin, ne pouvait le guérir, le faible monarque se laissa persuader qu'on avait voulu l'empoisonner. Le nom du dauphin courait dans toutes les bouches. Charles se sentit saisi d'une immense tristesse à cet odieux soupçon, et, pendant huit jours, il refusa toute nourriture. Quand ses serviteurs qui le voyaient dépérir, essayèrent pour le ranimer, de lui introduire dans la bouche des aliments liquides, il était trop tard : son estomac affaibli ne pouvait plus rien supporter. Le 21, Charles VII, *le Victorieux*, expira à Meun-sur-Yèvre, en Berri, après un règne de trente-neuf ans. Singulier mélange de faiblesse et d'énergie, d'insouciance et de dévouement, ce serait encore un beau caractère de roi que le sien, avec son amour de l'ordre et sa douce philosophie, s'il n'était entaché d'ingra-

titude, défaut impardonnable dans un prince qui avait été surnommé *le Bien Servi*. De tous les instruments qu'il brisa, ou qu'il laissa briser après s'en être servi, celui qu'il aurait dû le plus respecter, c'était ce fidèle et généreux Jacques Cœur, qui avait payé ses conquêtes, et qu'il sacrifia aux petites haines de cour. La disgrâce de Jacques Cœur, arrivée l'année même qui suivit la soumission de la Normandie, est un de ces actes inqualifiables qui suffiraient pour perdre sans retour la mémoire d'un roi, si, pour être juste, il ne fallait tenir compte des obsessions domestiques et de ces appréhensions de chaque jour qui entouraient la royauté à cette époque difficile. Comme tous les hommes faibles, Charles croyait facilement à la trahison, et les leçons de sa jeunesse n'étaient pas de nature à le rassurer. Il mourait, au reste, victime lui-même de sa défiance, et il y a une chose qui doit le protéger aux yeux de la postérité, c'est qu'il fut pleuré par son peuple. » (*Histoire de France.*)

## III.

### LOUIS XI.

Les premiers moments du règne de Louis XI furent donnés aux exigences du dauphin. Les conseillers qui l'ont desservi auprès de son père, les gens du parlement qui l'ont déclaré rebelle sont cassés et exilés ; le comte de Dammartin, qui a eu le courage de faire rudement la guerre à l'héritier de la couronne, est jeté à la Bastille ; ses biens sont confisqués, et sa femme, réduite à l'indigence, va s'asseoir avec ses enfants à la table d'un paysan de Dammartin, qui la nourrit pendant trois mois. Tous ses amis de Bourgogne sont comblés de faveur, et le comte de Charolais, qu'il nommait son frère à Genep, reçoit le gou-

vernement de Normandie; avec une pension de 38,000 livres. Charles VII, en 1438, avait imposé à la cour de Rome la pragmatique sanction de Bourges qui confirmait l'église gallicane dans ses anciens priviléges, et lui en attribuait de nouveaux ; Louis XI, par jalousie pour la mémoire de son père, en fait, dès son avénement, le sacrifice à la cour de Rome (1461). Mais il ne tarda pas à se repentir de cette démarche précipitée. Il avait demandé en récompense la création d'un légat pour la nomination des bénéfices qui résiderait dans le royaume, afin que l'argent n'en sortît pas ; l'abandon de la maison d'Aragon, qui disputait toujours le royaume de Naples à la maison d'Anjou, et enfin le chapeau de cardinal pour l'évêque d'Arras, chargé de négocier cette affaire. Pie II, qui était pape alors, accorda sur-le-champ cette dernière grâce qui ne lui coûtait rien, et l'évêque fut si enchanté qu'il remit aussitôt l'acte du roi : Louis ne retira d'autre fruit de sa complaisance qu'une magnifique épée, bénite à Rome pendant la nuit de Noël, et enrichie de pierreries. Il sut bien se venger du pape, car il permit au parlement de se révolter ; son acte ne fut point enregistré, et la pragmatique sanction resta en vigueur, malgré le seing royal que Pie II tenait entre ses mains.

Il en fut de même du reste, et ses souvenirs de jeunesse s'étant bientôt effacés, Louis entra dans son véritable rôle. Ce prince avide commence par s'immiscer dans les affaires de l'Aragon, alors en guerre avec la Castille, et se fait céder par Jean d'Aragon la Cerdagne et le Roussillon, moyennant 300,000 écus d'or qu'il lui a prêtés. (1462). Puis il reçoit à sa cour Marguerite d'Anjou, qui, chassée d'Angleterre par les victoires de la *rose rouge*, venait implorer son secours. Il ne rougit pas de profiter de son infortune pour lui arracher la cession de Calais au prix de 20,000 écus (1462). Enfin Philippe de Bourgogne, qui jouissait en paix des villes de la Somme à lui cédées par le

traité d'Arras, se les vit tout à coup enlever; il reçut les 400,000 écus d'or qui avaient été stipulés pour leur rachat. (1463). C'étaient là d'heureuses spéculations, mais il fallait trouver tout cet argent, et le peuple, qui se sentait écrasé, murmurait hautement. De son côté, Louis n'était pas disposé à céder. Au milieu des joies de son avénement, les bourgeois de Reims avaient reçu de lui une exemption d'impôt; ce n'était qu'une parole sans conséquence, mais les Rémois se le tinrent pour dit, et, quand les collecteurs reparurent, ils les assommèrent (1461). Le nouveau roi, qui n'épargnait pas plus le peuple que les grands, envoie contre eux une armée et en arrête quatre-vingts qu'il fait décapiter (1462). On se tut; mais les haines ne furent que comprimées, et dès lors commença à se tramer le complot qui devint plus tard la ligue du bien public. Des chevaliers et des bourgeois formèrent une association qui tenait ses assemblées dans l'église Notre-Dame de Paris, et les hostilités s'y préparaient lentement, quand un impétueux auxiliaire vint en précipiter le mouvement.

Dans les premiers jours de son règne, Louis XI avait témoigné un dévouement absolu à la maison de Bourgogne; cette ferveur de reconnaissance passa vite, car les bienfaiteurs du dauphin étaient de dangereux rivaux pour le roi. Philippe n'était pas encore de retour à son duché, que déjà Louis avait envoyé des émissaires aux Liégeois, les éternels ennemis de la maison de Bourgogne. Le comte de Charolais avait été dépouillé, au bout de quelques mois, de ce gouvernement de Normandie dont on l'avait si fastueusement décoré; récemment encore, le rachat des villes de la Somme l'avait violemment irrité contre le roi de France; une nouvelle insulte lui mit les armes à la main. Un audacieux partisan, le bâtard de Rubempré, avait tenté de l'enlever au milieu des états de son père; il accusa Louis XI d'avoir machiné cet attentat, et le chancelier de

France, Morvilliers, qui fut envoyé à la cour de Bourgogne à cette occasion, réfuta son accusation avec tant de rudesse et de hauteur, qu'au départ de l'ambassade française Charles se pencha à l'oreille de l'archevêque de Narbonne, et lui dit : « Recommandez-moi très-humblement à la bonne « grâce du roi, et dites-lui qu'il m'a bien fait laver la tête « par son chancelier ; mais qu'avant qu'il soit un an, il s'en « repentira » (1464).

Dès ce moment il ne songea plus qu'à se venger, et il eut bientôt amené à lui tous les grands feudataires qu'inquiétait le despotisme naissant du nouveau roi. Les ducs de Bretagne et de Bourbon, se liguent avec lui, et, à leur suite une foule de seigneurs qui grossissent subitement la conjuration de Notre-Dame. On gagne le frère du roi, Charles de Berri, qui, flatté de se voir chef de parti, se laisse séduire par vanité ; et le véritable chef de la révolte, le comte de Charolais, déclare à son père qu'il va faire la guerre en France, lui demandant la permission d'emmener avec lui la noblesse de Flandre et de Bourgogne. Philippe donne une permission qu'il n'ose refuser, car le fougueux jeune homme se contenait à peine sous le frein de l'autorité paternelle, et le comte de Charolais passe la frontière à la tête de dix mille lances. Toute la noblesse du royaume l'attendait en armes, prête à se joindre à lui, et une grande partie des bourgeois n'était guère mieux disposée en faveur du roi. Dans ce moment critique, Louis XI ne désespéra de rien. Il se fait jurer obéissance par les habitants de Paris, et court attaquer le duc de Bourbon qui, intimidé à la vue de vingt-quatre mille hommes, demande la paix et abandonne ses alliés (1465). De là il retourne en toute hâte à Paris, sous les murs duquel il avait appris que les Bourguignons étaient campés. Couvrant leurs ressentiments et leurs intérêts particuliers du beau nom de *ligue du bien public*, les confédérés s'étaient

avancés jusqu'à la vue de Paris, annonçant partout au peuple qu'ils venaient pour le délivrer des impôts; à Lagny, où il s'était arrêté longtemps, Charles de Bourgogne avait ouvert le grenier à sel, vendu le sel au peuple à prix coûtant, et jeté au feu, sur la place publique, les registres de l'impôt. Mais tout cela n'avançait point leurs affaires, car le peuple se souvenait encore de la terrible leçon de ceux de Reims, et personne n'osait bouger. Il fallait décider les esprits par quelque coup d'éclat; et les ducs de Bretagne et de Berri, les principaux soutiens de la ligue avec le comte de Charolais, n'arrivaient point. Charles dirige sur la porte Saint-Denis une attaque qui ne réussit point, et, quittant Paris, il va les attendre auprès du château de Montlhéry. Louis revenait alors du Bourbonnais, et il n'était encore qu'à Orléans : instruit que les ennemis s'étaient venus poster entre lui et Paris, il veut les éviter par un détour, mais son armée s'égare et se trouve tout à coup, au milieu de sa marche, en présence des confédérés. Il fallut bien combattre; on se chargea tout le jour avec un égal succès, et la nuit étant survenue, le roi se retira à Corbeil, tandis que les Parisiens voyaient arriver les fuyards de l'aile gauche des Bourguignons, qui, mise en déroute dans le combat, ne s'était arrêtée qu'après quinze lieues de course. (Bataille de Montlhéry, 16 juillet 1465.)

Des deux côtés l'on se croyait vaincu et l'on se proclamait victorieux. Les deux chefs passaient pour morts : les Bretons, regardant la guerre comme finie par la mort du roi, complotèrent avec les Français de massacrer les Bourguignons qui affectaient de leur donner la loi, et de mettre sur le trône l'ami de leur duc, Charles de Berri; les bourgeois de Dinant, persuadés que le comte de Charolais avait été tué à Montlhéry, se répandirent dans les terres du duc Philippe, portant au-devant eux une figure humaine pendue à un gibet, avec cette inscription : « *Voilà le faux*

*« traître, le comte de Charolais, que le roi de France a « fait ou fera pendre, ainsi comme il est ici pendu. »*

Quelques jours après la bataille de Montlhéry, le duc de Bretagne arriva avec un puissant renfort et le frère du roi. Ce chef honoraire de la ligue n'était guère propre à mener une guerre civile; c'était un homme faible et timide, qui pâlit à la vue des blessés bourguignons, et dit tout haut qu'il se repentait d'une démarche qui avait causé tant de maux. Cette parole seule pouvait amener une dissolution générale; on se hâta d'y faire diversion en conduisant l'armée à Paris. Louis XI, en revenant de Montlhéry, n'avait fait que passer par Paris, où deux jours lui avaient suffi pour se concilier l'amour des bourgeois, avec quelques flatteries et la création d'un conseil pris dans les trois puissances de la ville, la bourgeoisie, l'université, le parlement, et il était allé en Normandie appeler aux armes la noblesse et les francs archers de cette province, où il conservait un puissant parti. Pendant qu'il rassemblait une armée à Rouen, les confédérés arrivèrent à Paris et entamèrent des négociations avec les bourgeois. Encore tout pleins des caresses récentes de Louis XI, ceux-ci tinrent bon d'abord, mais peu à peu ils se laissèrent gagner. Les traditions de l'ancienne guerre vivaient encore parmi eux, et leurs vieillards pouvaient se souvenir d'avoir porté la croix de Saint-André; et puis les demandes du comte de Charolais étaient si raisonnables! Il ne voulait entrer dans la ville qu'afin de traiter plus à l'aise avec le parlement, l'université et les gens de l'hôtel-de-ville! Enfin ils allaient lui ouvrir leurs portes, quand Louis XI arriva avec toutes les forces de la Normandie. Il avait trop besoin d'eux pour ne pas se laisser prendre aux cris de joie qu'ils poussèrent en le revoyant; et les plus coupables, Jean Luillier, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, Jean Chouart, lieutenant civil, et quelques autres, en furent quittes pour l'exil.

Ce n'était pas le temps de songer à satisfaire ses besoins de despotisme et de vengeance. La foule de seigneurs que le roi avait ramenés de Normandie ne lui imposait pas, car il savait qu'il y avait des traîtres parmi eux. Un jour on avait trouvé ouverte une porte qui donnait sur la campagne, et plusieurs de ses meilleurs capitaines étaient accusés d'avoir signé un traité avec le comte de Charolais. Il fallait sortir à tout prix de cette position, et Louis XI entra sur-le-champ en pourparlers avec les chefs de la ligue. Jamais il ne se montra si facile; il semblait qu'il n'y eût qu'à demander pour obtenir, et les confédérés ne s'en firent pas faute. Tous tirèrent à eux un morceau du butin : Charles de Berri eut la Normandie ; le comte de Charolais, les villes de la Somme; le duc de Bretagne, la lieutenance de la Normandie; Saint-Pol, l'épée de connétable; le comte de Dammartin, qui s'était échappé de prison pour aller rejoindre les rebelles, fut réintégré dans ses biens; les autres reçurent des pensions, des terres, des priviléges, tout ce qui fût à leur gré. Les choses allèrent au point que le parlement refusa d'abord d'enregistrer l'acte du traité; mais Louis XI ne tint pas compte de cette opposition maladroite, car il avait compris qu'il y allait de sa couronne. Comme on lui demandait pourquoi il avait signé un traité aussi désavantageux : « Je l'ai fait, dit-il, en considéra-« tion de la jeunesse de mon frère de Berri, de la pru-« dence du beau cousin de Calabre, du sens de mon beau-« frère de Bourbon, de la malice du comte d'Armagnac, de « l'orgueil grand du beau cousin de Bretagne, et de la puis-« sance invincible de beau frère de Charolais. » (*Philippe de Comines*, traités de Conflans et de Saint-Maur, 1465.)

La ligue du bien public est l'événement le plus important du règne de Louis XI. Son histoire est un admirable tableau de l'état des choses en France à cette époque : peuple, roi, seigneurs, tous y paraissent à leur tour sur la scène,

chacun résumant par un rôle de quelques mois la vie de tout un siècle. La féodalité n'est pas encore vaincue, témoin les cinquante mille hommes qu'elle assemble devant les portes de Paris[1]; mais la conduite molle et intéressée de ses membres qui, au milieu même de cette levée générale de boucliers, ne pensent chacun qu'à soi, lui présage une défaite prompte et décisive. La royauté, menacée dans son triomphe, plie pour se relever, en attendant que le moment vienne à la fin de se débarrasser pour toujours des ennemis qui veulent entraver sa marche. Le peuple, tel il vient de se montrer à nous, tel il se montrera longtemps encore; soumis et facile à tromper, mais toujours ménagé, toujours prêt à se retourner contre ceux qui lui pèsent, si le cœur ne lui manquait, ou plutôt si quelqu'un se présentait pour le lancer et le guider. Comme nous l'avons dit ailleurs[2], tout bafoué qu'il paraisse être par les momeries des deux partis, il était fort alors, puisque tous les deux cherchent à le fixer dans leur camp. Il est vrai qu'après la guerre on se fait un jeu plaisant des espérances qu'on a soulevées en lui. La confédération des seigneurs s'était intitulée ligue de bien public, et avait proclamé partout qu'elle ne s'armait que pour venir au secours du peuple opprimé par le roi : quand chacun eut pris ce qu'il lui fallait, lors du traité qui termina la guerre, quelqu'un se rappela que tous avaient oublié *le bien public*, et l'on nomma trente-six commissaires « pour y aviser, » après quoi l'on se sépara.

[1] « Ils conduisirent tous ensemble 50,000 hommes sous les murs « de Paris : cette circonstance qui n'a pas été assez remarquée, « prouve quelle puissance la haute aristocratie conservait encore « dans ce pays.» (*Précis de l'histoire de France pendant les temps modernes*, par M. Poirson.)

[2] *Histoire moderne*, premier cahier.

Ce ne fut pas la seule dérision de cette affaire. Louis n'eut pas fait tant de promesses, s'il eût compté devoir les tenir toutes : cet amas de petits seigneurs qui regagnaient leurs châteaux forts, tout glorieux de leurs parts de prise, s'en vit frustré sous mille prétextes ; mais ce n'était pas là le plus difficile, et les chefs eux-mêmes, qui se croyaient à l'abri de la mauvaise foi royale, ne furent pas plus respectés que les autres. Charles de Berri avait reçu le gouvernement, et le duc de Bretagne la lieutenance de la Normandie. Louis, qui avait eu soin de se faire déclarer par le parlement libre de serments arrachés par la nécessité, fomente des divisions entre eux et les Normands, et, quand il voit les esprits aigris, il envoie une armée pour reprendre la Normandie. Elle se soumet d'elle-même, et c'est à peine si le duc de Bretagne, qui a reçu chez lui le duc Charles, parvient à lui conserver quelques places dans la basse Normandie (1466). Encore Louis ne lui en laissa-t-il pas la tranquille possession, car il le fait sommer aussitôt de lui remettre entre les mains, et son frère, et les places qu'il retient en son nom ; et sur son refus, il le menace d'aller les chercher lui-même avec une armée. Le comte de Charolais, qui devenait alors le duc de Bourgogne par la mort de son père (1467), arrêta longtemps l'effet de ces menaces en menaçant à son tour ; mais Louis XI, qui, durant tout son règne, fut occupé sans cesse à solliciter les Liégeois, les ayant enfin déterminés à une nouvelle révolte, tint tête au duc, et lui envoya des ambassadeurs qui lui défendirent en son nom d'attaquer ses amis les Liégeois, lui offrant pourtant de les abandonner à sa vengeance, s'il voulait, de son côté, lui abandonner le duc de Bretagne. Charles ne voulut rien entendre. « Ce prince, montant à cheval pour se mettre à la tête de son armée, leur cria, comme ils s'en allaient : « Je vous prie de dire au roi que je le supplie de ne rien entreprendre contre le duc de Bretagne. » Le connétable, pre-

nant la parole, lui répartit : « Monseigneur, on vous a laissé le choix, et si vous attaquez nos amis, nous attaquerons les vôtres. — Ho bien, reprit-il, les Liégeois sont assemblés, et m'attends d'avoir la bataille avant qu'il soit trois jours. Si je la perds, je crois bien que vous en ferez à votre guise; mais aussi si je la gagne, vous laisserez en paix les Bretons » — Et s'en alla sans rien dire davantage. » (*Daniel.*)

Il la gagna (bataille de Saint-Tron, 1467), et six mois après, le tenace roi de France envoyait une armée en Bretagne (1468). Aussitôt Charles le Téméraire est sur pied, et s'avance sur la frontière de France. Il ne l'avait pas encore atteinte, quand un héraut du duc de Bretagne lui apporta le traité que ce prince venait de conclure avec le roi, et par lequel il renonçait à son alliance. Charles n'était pas encore revenu de sa surprise, qu'il vit arriver un autre héraut demandant un sauf-conduit pour le roi, et quelques jours après, Louis XI entra dans Péronne, où s'était arrêté le duc, monté sur une mule de voyage, et suivi de quelques confidents. Sur-le-champ il entame des négociations avec le duc, qui, enchanté de cette marque de confiance, ne se montrait pas exigeant ; et Louis allait se retirer, emportant la réputation du politique le plus audacieux et le plus habile, quand une circonstance à laquelle il n'avait pas pensé vint en faire le plus maladroit des hommes. Au moment où le duc s'était avancé sur la frontière, Louis avait envoyé de nouveaux émissaires à Liége, qui, à peine échappée de sa défaite de Saint-Tron, rentra de bonne grâce dans la lice, et commença la révolte par attaquer son évêque, ami des Bourguignons, et même parent de leur duc. Par malheur, cela arriva juste au moment où Louis XI entrait à Péronne; et Charles, qui l'apprit bientôt, jeta le roi dans la tour de cette ville[1], furieux et ne parlant que de le mettre à mort

[1] On connaît le fameux rapprochement du meurtre de Charles le

(1468). Il finit par s'apaiser; mais Louis ne sortit pas de là sain et sauf : il fallut accorder pour apanage à son frère la Champagne et la Brie, reconnaître la légitimité de tous les actes du duc, et le suivre à Liége, dont il voulait faire un exemple terrible. Ce fut seulement quand la ville eut été brûlée sous ses yeux[1], et qu'on eut semé du sel sur le terrain qu'elle occupait, qu'il lui fut permis de s'en aller.

Il arriva confus, mais plus redoutable que jamais, et ne respirant que la vengeance. Ne sachant d'abord sur qui épancher sa colère, il enferma dans une cage de fer le cardinal La Balue, qui lui avait conseillé ce voyage, et fit tordre le cou aux perroquets de Tours que leurs maîtres avaient instruits à répéter : ***Péronne;*** mais ce n'était là qu'une vengeance d'enfant dépité, et Louis ne fut pas longtemps à se satisfaire plus en grand. Il commence par gagner le favori de son frère, Odet d'Aydie, qui persuade à ce faible prince de troquer son gouvernement de la Champagne et de la Brie contre celui de la Guienne, et quand, de cette province où il donnait la main au duc de Bourgogne, il l'a relégué au fond du royaume, il fait casser par les états le traité de Péronne (1469). Bientôt le duc de Guienne sur les instigations du comte de Saint-Pol, ayant demandé à Charles le Téméraire une de ses filles en mariage, le parlement de Paris déclare le Bourguignon déchu, et adjuge par un arrêt ses domaines à Louis XI, qui s'empare de Saint-Quentin, d'Amiens, de Roye et de Montdidier. Charles, mal soutenu par ses alliés de Bretagne et de Guienne, est obligé de con-

Simple dans cette même tour où Louis XI était renfermé. Ce rapprochement est tout au moins hasardé; car il paraît que Charles le Simple ne fut pas égorgé, et qu'il ne mourut pas dans la tour de Péronne, mais qu'il expira tranquillement dans quelque ferme royale dont Raoul lui avait fait présent.

1 On ne conserva que les églises et les maisons des prêtres.

clure une trêve avec le roi (1471). Il ne voulait que respirer, et à peine est-il de retour dans ses états, qu'il renoue les liens d'une nouvelle ligue plus formidable que toutes les autres. Tous les anciens chefs de la ligue du bien public, les ducs de Guienne, de Bretagne et de Lorraine, les comtes d'Armagnac, d'Alençon, de Saint-Pol, lui avaient donné leur parole; le roi d'Angleterre et celui d'Aragon devaient joindre leurs armes aux siennes; cette fois il ne fallait plus s'attendre à des négociations; l'expérience avait trop bien appris à la féodalité ce qu'elles lui valaient pour que Louis XI pût espérer de la tromper encore une fois. Déjà la guerre allait éclater, quand on apprit que Charles de Guienne se mourait à Bordeaux, empoisonné par une pêche que lui avait servie l'abbé de Saint-Jean d'Angely. Peu de temps après, on sut que l'abbé avait été étranglé dans sa prison: les pièces du procès tombèrent entre les mains du roi, et les commissaires qui l'avaient conduit, furent comblés de biens par Louis XI[1] (1472).

[1] Lettre de Louis XI au comte de Dammartin:

« M. le grand-maître, depuis les dernières lettres que je vous ai écrites, j'ai eu nouvelle que M. de Guienne se meurt, qu'il n'y a pas de remède en son fait, et me le fait savoir un des plus privés qu'il ait avec lui; et ne croit pas ainsi qu'il dit, qu'il soit vif dix à quinze jours qu'on le puisse amener... Et afin que nous soyons assurés de celui qui m'a fait savoir les nouvelles, c'est le moine qui dit les heures avec M. de Guyenne, dont je me suis fort esbahi, et m'en suis signé depuis la tête jusques aux pieds; et adieu. Écrit au Montil-les-Tours, ce 18 mai. »

---

Entre plusieurs bons tours de dissimulation, feintises finesses et galanteries que fit ce bon roi en son temps, ce fut celui, lorsque, par gentille industrie, il fit mourir son frère le duc de Guyenne, quand il y pensait le moins, et lui faisant le plus beau semblant de l'aimer lui vivant, et le regretter après sa mort: si bien que per-

Ce ne fut qu'un cri contre lui. Charles le Téméraire passe à l'instant la frontière, et s'avance dans le royaume, pillant et ravageant tout devant lui. En même temps, les autres membres de la ligue s'apprêtaient à venger leur allié. Louis corrompt Lescun, le favori du duc de Bretagne, et obtient la paix de ce côté ; puis il marche au Bourguignon, qui, arrêté court dans sa marche par les gens de Beauvais, se lassait déjà de la guerre ; il lui arrache la paix de Senlis (1472). Alors, dédaignant les souplesses et les cajoleries, il commence à lâcher la bride à ses instincts de despote, et fait sentir cruellement aux grands quel homme ils ont affronté. Le duc d'Alençon est enfermé dans un cachot où on le laissa mourir : le roi René, qui a pris part au

sonne ne s'aperçut qu'il eût fait faire le coup, sinon par le moyen de son fou qui avait été audit duc son frère, et il l'avait retiré après sa mort; car il était plaisant. Étant donc un jour en ses bonnes prières et oraisons à Cléry devant Notre-Dame, qu'il appelait sa bonne patronne, au grand autel, et n'ayant personne près de lui, sinon ce fou qui en était un peu éloigné, il l'entendit comme il disait : « Ah ! ma bonne dame, ma petite maîtresse, ma grande « amie, en qui j'ai toujours eu mon reconfort, je te supplie de prier « Dieu pour moi, et d'être mon avocate envers lui : qu'il me par« donne la mort de mon frère que j'ai fait empoisonner par ce « méchant abbé de Saint-Jean.... Je m'en confesse à toi, comme à « ma bonne patronne et maîtresse; mais aussi qu'eussé-je dû faire? « il ne faisait que troubler le royaume. » Le fou qui n'était point si reculé ni dépourvu de sens, ni de mauvaises oreilles, qu'il n'entendit et ne retint fort bien le tout; en sorte qu'il le redit à lui en présence de tout le monde à son dîner, et à d'autres lui reprochant ladite affaire, en leur répétant souvent qu'il avait fait mourir son frère. Qui fut étonné? ce fut le roi, mais il ne le garda guère, car il passa le pas comme les autres. Il y a plus de 50 ans que moi étant fort petit, m'en allant au collége à Paris, j'ouïs faire ce conte à un vieux chanoine de là, qui avait près de 80 ans ; et depuis, ce conte est allé de l'un à l'autre, de chanoine en chanoine. (*Brantôme*, tome I.)

complot, est dépouillé de l'Anjou. Le comte de Dammartin part avec une armée pour le midi, où il va faire une exécution sanglante de tous les ennemis du roi. Le comte d'Armagnac, surpris dans Lectoure, est égorgé par un archer du roi; sa femme, enceinte, est empoisonnée; son frère, Charles d'Armagnac, est jeté dans un cul de basse fosse de la Bastille, où, pendant quatorze ans, il ne vécut que de pain et d'eau.

Que faisait le chef de la féodalité, pendant que Louis XI la traitait de la sorte? Charles le Téméraire avait alors bien d'autres choses en tête que ses anciens amis de la ligue du bien public; peu content de la puissance d'un roi, il en voulait aussi le titre, et, plein de cette ambitieuse idée, il se perdait dans des plans gigantesques. Comme il n'y avait rien à gagner du côté de la France, où il avait trouvé un homme capable de lui tenir tête, il semblait la quitter de vue, et songer à se faire Allemand. De toutes parts, il achetait des domaines, il recherchait des amis et des partisans de l'autre côté du Rhin; on dit même qu'il avait entrepris de se faire nommer empereur, en cas que Frédéric III vînt à mourir. En même temps, il s'emparait de la Lorraine, et s'avançait vers la Suisse, dont il avait résolu la conquête. Mais là aussi ses projets échouèrent, et, là aussi, ce fut encore Louis XI qu'il trouva sur son chemin. Louis XI s'allie avec les Suisses, que Charles veut asservir; il lui suscite un compétiteur au duché de Lorraine dans le jeune Réné, empêche à force d'or ses acquisitions en Allemagne; enfin il épouvante le vieux roi Réné, qui avait promis d'instituer Charles son héritier, et le timide monarque casse son testament. Cette guerre d'intrigues pensa coûter cher au roi de France. Charles, irrité, rentre dans la lice qu'il semblait avoir abandonnée pour toujours, et y ramène le duc de Bretagne, avec le comte de Saint-Pol, auxquels se joint cette fois le roi Édouard IV, qui, tran-

quille enfin sur un trône depuis si longtemps agité, songeait à montrer à la France que, même après la guerre des deux Roses, l'Angleterre était encore à redouter (1474). Mais, par une de ces bizarreries inconséquentes dont la vie de Charles le Téméraire est pleine, au moment de commencer la guerre avec Louis XI, il va s'engager dans une querelle au sujet de l'archevêché de Cologne, et mettre le siége devant la ville de Nuits, qui le retint un an sous ces murs (1474-1475).

Pendant ce temps, Louis XI lui prenait ses places de Picardie, Roye, Montdidier, Corbie, battait ses troupes et ravageait ses campagnes. Bientôt Édouard débarque à Calais avec une puissante armée, comptant trouver ses alliés en armes, et tout prêts à le recevoir; comme personne ne paraissait, il marche sur Saint-Quentin, qui était occupée par Saint-Pol; le connétable le reçoit à coups de canon De grosses pluies survinrent, et l'armée anglaise, mal logée, mal nourrie, parce qu'elle n'avait rien apporté, se fiant sur la promesse du Bourguignon, éclatait en murmures contre lui, quand il arriva avec une armée lasse et délabrée, car elle revenait du siége de Nuits. Edouard le reçut avec hauteur, lui demanda si c'était là ce qu'il lui avait promis; et Charles, aigri par l'échec qu'il venait d'éprouver, lui répondit si fièrement, que les deux beaux-frères [1] se quittèrent bientôt ennemis mortels. Ce fut alors que Louis XI se présenta. Libéral et courtois, il se chargea de nourrir cette armée, que l'on avait appelée pour le combattre; il flatta l'amour-propre d'Édouard, versa l'or à pleines mains sur tout ce qui l'entourait, et le renvoya à Londres enchanté du roi de France et satisfait de quelques légers avantages (traité de Péquigny, 1475). Le duc de Bourgogne se hâta de traiter à son tour (trêve de Soleure, 1475), car

[1] Charles le Téméraire avait épousé la sœur du roi d'Angleterre.

ses affaires sur les bords du Rhin le réclamaient tout entier ; et pour accélérer l'affaire, il lui abandonna son ami le connétable de Saint-Pol, qui, depuis quinze ans, s'agitait sans cesse entre les deux grandes puissances de France et de Bourgogne, qu'il s'efforçait de mettre aux mains, afin de se rendre nécessaire et de se faire un royaume à leurs dépens ; car lui aussi rêvait la royauté. Cette usurpation du titre de roi, qui semble le comble de l'audace de la part des seigneurs, est au contraire la marque la plus évidente de leur affaiblissement. On ne songeait pas à se faire nommer roi quand il suffisait d'être comte pour ne relever de personne. La féodalité aux abois avait compris que la puissance était passée à la royauté, et, pour la ressaisir, elle se reniait elle-même. Mais ce bizarre expédient ne lui réussit pas. La hache du bourreau royal fit justice de la tentative du comte de Saint-Pol[1]; nous allons voir les alliés de Louis XI, les intrépides Suisses, déjouer les projets de Charles le Téméraire.

[1] Dans le moment arriva Jean de Popincourt, second président du parlement, qui dit au connétable : « Monseigneur, vous savez « que, par l'ordonnance du roi, vous avez été constitué prisonnier « à la Bastille Saint-Antoine, pour raison de plusieurs cas et crimes « à vous mis sus et imposés, auxquelles charges vous avez répondu « et été ouï en tout ce que vous avez voulu dire, et surtout avez « baillé vos excusations : et tout vu à grande et mure délibération, « je vous dis et déclare, par arrêt d'icelle cour, que vous êtes cri- « mineux du crime de lèze-majesté, et, comme tel, êtes condamné, « par icelle cour, à souffrir mort dans le jour d'hui : c'est à savoir « que vous serez décapité devant l'hôtel de cette ville de Paris; et tou- « tes vos seigneuries, revenus, et autres héritages et biens, déclarés « acquis et confisqués au roi notre sire. » Il ne s'attendait pas à une condamnation si sévère, et il en parut surpris. Cependant il ne dit rien qui marquât de la faiblesse ; mais seulement : « Dieu soit « loué, voici bien dure sentence; je lui supplie et requiers qu'il « me donne grâce de le bien connaître aujourd'hui. » Puis, se re-

Un marchand suisse qui traversait un jour le comté de Romont, avec une charretée de peaux de moutons, ayant été dépouillé par le comte (1475), alla porter sa plainte aux Cantons, qui attaquèrent le seigneur de Romont. Déjà ils lui avaient enlevé la petite ville de Granson quand il appela le duc de Bourgogne à son secours, et Charles, qui avait à se venger des Suisses, arriva bientôt avec une armée de 16,000 hommes. Il lui fut facile de triompher des 800 hommes dont se composait la petite garnison de Granson, et, dans sa rancune barbare contre les Suisses, il les fit pendre tous sur les bords du lac de Neufchâtel. « Cependant l'armée des Suisses avançait : le duc de Bourgogne eut l'im-

tournant du côté de M. de Saint-Pierre, il lui dit : « Ah ! M. de « Saint-Pierre, ce n'est pas là ce que vous m'aviez toujours pro- « mis.... »

A trois heures après midi, il sortit du bureau de l'Hôtel-de-Ville, et monta sur l'échafaud. Il se jeta d'abord à genoux du côté de l'église Notre-Dame, et il fut longtemps en prière, baisant de temps en temps, avec de grandes marques de dévotion, une croix que le cordelier lui présentait. Il se leva ensuite, et le nommé Petit-Jean, fils de Henri Cousin, exécuteur de la haute justice, s'approcha pour lui lier les mains ; ce qu'il souffrit *bien bénignement*, dit la chronique. Il se tourna du côté du chancelier, et des autres magistrats et seigneurs qui étaient sur le grand échafaud, et leur dit qu'il demandait pardon au roi, et qu'il les priait d'avoir soin de son âme, ajoutant qu'il ne prétendait pas, pour cela, qu'il leur en coûtât rien du leur. Il fit la même demande au peuple, et s'alla mettre à genoux sur un petit carreau de laine, aux armes de la ville, qu'il rangea avec le pied. Pendant qu'on lui bandait les yeux, il récitait des prières, parlait à son confesseur, et baisait la croix. Ensuite Petit-Jean, ayant pris une épée que son père lui donna, abattit d'un seul coup la tête du connétable. Son corps tomba presque en même temps. Le bourreau prit la tête qu'il plongea dans un seau d'eau, et la montra aux spectateurs, *qui étaient bien*, dit la chronique, *deux cent mille personnes et mieux*. (Note du père Griffet sur Daniel.)

prudence d'aller à sa rencontre, et de perdre ainsi l'avantage que la plaine donnait à sa cavalerie. Placé sur la colline qui porte encore aujourd'hui son nom, il les vit fondre du haut des montagnes, en criant : *Granson! Granson!* En même temps, on entendait dans toute la vallée ces deux trompes d'une monstrueuse grandeur, que les Suisses avaient, disaient-ils, reçues autrefois de Charlemagne, et qu'on nommait le taureau d'Uri et la vache d'Unterwalden. Rien n'arrêta les confédérés. Les Bourguignons essayèrent toujours inutilement de plonger dans cette forêt de piques qui s'avançait au pas de course. La déroute fut bientôt complète. Le camp du duc, ses canons, ses trésors, tombèrent entre les mains des vainqueurs. Mais ceux-ci ne savaient pas tout ce qu'ils avaient gagné. L'un d'eux vendit pour un écu le gros diamant du duc de Bourgogne; l'argent de son trésor fut partagé sans compter, et mesuré à plein chapeau. Cependant le malheur n'avait point instruit Charles le Téméraire. Trois mois après, il vint attaquer les Suisses à Morat, et éprouva une défaite bien plus sanglante. Les vainqueurs ne firent point de prisonniers, et élevèrent un monument avec les ossements des Bourguignons. *Cruel comme à Morat*, fut longtemps un dicton populaire parmi les Suisses (1476). » (Michelet).

Charles n'était plus en état de tenir la campagne, mais cet homme opiniâtre ne voulait point s'avouer vaincu, et ayant appris que le jeune Réné venait de lui enlever Nancy, il y courut avec la poignée de gens qui lui restait. Réné le laissa battre la place pendant trois mois, et, quand il le jugea assez épuisé, il vint fondre sur lui à la tête d'une nombreuse armée d'Allemands et de Suisses. Ce fut là que périt sous les piques et les arquebuses suisses, le dernier reste de cette brillante chevalerie bourguignonne qui donnait encore à l'Europe le spectacle d'une de ses anciennes cours féodales, en face de la cour bourgeoise de Louis XI,

et avec laquelle le moyen âge semble expirer en France. Charles, trahi par son confident Campo-Basso, essaya en vain de s'enfuir : dans la déroute il trouva le pont vers lequel il se dirigeait obstrué par des bagages, et des soldats qui ne le connaissaient point le massacrèrent près d'un marais. On le trouva le lendemain, tout nu, les deux cuisses traversées d'outre en outre d'un coup de pique, et le visage pris dans un glaçon (5 janvier 1477).

Quand Louis XI apprit cette nouvelle, il fit remplacer par une grille d'argent la grille de fer qui entourait la châsse de Saint-Martin, et envoya une armée s'emparer de l'Artois et de la Bourgogne, qui revenait à la couronne par l'extinction de la race mâle de Philippe le Hardi. Il voulut même recueillir l'héritage entier de Charles le Téméraire, et fit proposer à sa fille, Marie de Bourgogne, d'épouser le dauphin de France. Mais le dauphin n'était qu'un enfant de sept ans, et Marie refusa. Ce refus lui coûta cher ; le vindicatif monarque lâche ses émissaires par toute la Flandre, et Marie, pour avoir rejeté la tutelle du roi de France, se voit obligée d'accepter celle d'une turbulente et grossière bourgeoisie. L'assemblée de Gand, qui avait pris en main le maniement des affaires, avait envoyé ses députés à Louis XI, au nom de la princesse Marie. Louis XI, par une infame trahison, leur donne une lettre de Marie qui le suppliait de n'accorder créance qu'aux sires Hugonet et Imbercourt. Les Gantois reviennent furieux ; ils insultent Marie en pleine assemblée, et jettent à ses pieds sa lettre à Louis XI, tandis que les gens de métiers se tenaient aux portes, attendant Hugonet et Imbercourt pour les mettre à mort. Déjà ils étaient entre les mains de la populace ; Marie accourt sur la place en habit de deuil, et demande grâce avec larmes pour ses deux serviteurs ; on la repousse, et le bourreau leur tranche la tête devant ses yeux. On lui réservait un plus sanglant affront. Les Flamands tirent

des prisons leur duc Adolphe de Gueldre, un des hommes les plus odieux de l'époque, et le lui donnent pour époux. Heureusement pour l'infortunée qu'Adolphe fut tué dans la première rencontre qu'il eut avec les Français; et, pour échapper à tant d'outrages, elle se jeta entre les bras de Maximilien, le fils de l'empereur Frédéric III. Maximilien ne se contenta pas de la Flandre, et jetant un œil d'envie sur les provinces que Louis XI avait enlevées à l'ancien duché de Bourgogne, il lui déclara la guerre (1479). Elle dura trois ans, sans autre événement que la bataille de Guinegate, où comme à Montlhéry, on s'enfuit de part et d'autre (1479), et l'exploit de Coulon, armateur de Normandie, qui attendit la flotte flamande au retour des mers du Nord et lui enleva quatre-vingts vaisseaux : le traité d'Arras, qui mit fin aux hostilités, laissa les choses telles qu'elles étaient au commencement; la Franche-Comté, la Bourgogne et l'Artois furent définitivement déclarés provinces françaises, et le duché de Bourgogne, réduit à ses provinces flamandes fut rejeté dans le système de l'empire germanique (1482).

En même temps la puissante maison d'Anjou s'éteignait à son tour dans le midi (mort de René, 1481), et la royauté demeurait seule, enrichie des dépouilles de tant d'ennemis. L'œuvre de Louis XI était terminée, car désormais rien ne pouvait plus tenir devant la volonté royale; le crime de lèse-majesté était devenu un crime à part[1]; et de tous les héros de la ligue du bien public, il ne restait plus que le

[1] « Messieurs, j'ai reçu vos lettres par lesquelles désirez que je remette les offices que souloient avoir en parlement maître Guillaume le Duc, Etienne du Bays, et Guillaume Grignon; et je vous réponds que la cause pour quoi ils ont perdu leurs offices, ç'a été pour vouloir garder que le duc de Nemours ne fût puni du crime de léze-majesté, parce qu'il me vouloit faire mourir et détruire la sainte couronne de France, et en ont voulu faire cas civil et punition civile; et pensois, vu que vous êtes sujets de ladite couronne,

duc de Bretagne, tremblant et soumis devant l'homme qu'il avait vu si souvent à ses pieds; encore était-il tenu en respect par le camp du pont Saint-Pierre, où le roi avait dix mille archers armés et exercés à la façon des Suisses.

Alors commença pour Louis XI un autre combat. En 1481, une attaque d'apoplexie l'avait mis aux portes du tombeau, et depuis il ne faisait que languir. Cet indomptable caractère ne plia point devant la mort, et quoiqu'il la sentît approcher à grands pas, il voulut lui disputer jusqu'au dernier pouce de terrain. Comme pour lui donner le change, il s'habillait magnifiquement, affectait de paraître en public, et se faisait acheter de tous côtés des armes, des chevaux et des chiens de chasse. Puis il voulut voir s'il ne pourrait pas se sauver par un miracle, et donna ordre à ses gens de se mettre en quête de reliques. On enleva la sainte ampoule à l'église de Reims, et il se frotta par tout le corps de cette huile précieuse, dont on détachait à peine une parcelle pour en oindre le front des rois. Un chanoine venait de mourir à Nevers en odeur de sainteté : il se fit apporter sa soutane et s'en revêtit. Cependant le miracle ne venait pas; il crut qu'au lieu de reliques il lui fallait un saint, et il eut un saint, car tout cédait à cette volonté de fer. Il y avait alors au fond de la Calabre

et y devez votre loyauté, que vous ne voulussiez approuver que l'on fit si bon marché de ma peau.

« Et parce que je vois par vos lettres que si faites, je connois clairement qu'il y en a encore qui voulontiers seroient machineurs contre ma personne, et afin d'eux garantir de la punition, ils veulent abolir l'horrible peine qui y être : par quoi sera bon que je mette remède à deux choses : la première, expurger la cour de telles gens; la seconde, faire tenir le statut, que jà une fois j'en a fait, que nul en çà ne puisse alléger les peines de crime de lèze-majesté. » (*Lettre de Louis XI au parlement.*)

un saint ermite, canonisé depuis par l'église, sous le nom de saint François de Paule, qui était en grande vénération dans l'esprit du peuple, à cause des prodiges qu'il opérait. Louis voulut qu'il vînt auprès de lui, et lui envoya une ambassade. Le saint homme ayant refusé, il fallut, pour que le désir du roi fût satisfait, que le pape envoyât deux brefs, et Louis XI eut enfin François de Paule à son chevet. Ce fut entre ses bras qu'il expira, le samedi 30 août de l'année 1483, âgé de soixante-un ans. Il avait ordonné qu'on l'enterrât dans l'église Notre-Dame de Cléry; et il tenait si fort à être obéi, même après sa mort, qu'il avait arraché au pape Sixte IV une bulle d'excommunication contre celui qui entreprendrait de le transporter ailleurs.

Louis, en mourant, laissait la France une et forte, et la royauté victorieuse de tous ses ennemis. Désormais on pouvait aller en avant. Les uns n'ont vu dans Louis XI que les résultats de son règne, et ils en ont fait un héros en politique; les autres n'ont pensé qu'aux moyens qu'il mit en usage, et l'ont représenté comme une espèce de monstre. Chacun de ces deux points de vue, même pris isolément, manque de justesse. Louis obtint, il est vrai, de grands résultats, mais il faut convenir qu'il fut servi par le hasard, et que l'extinction des deux grandes familles de Bourgogne et d'Anjou l'enrichirent beaucoup plus d'un coup, que ne l'avaient fait ces mille petites confiscations dont son règne est comme criblé. Et quant à cette perfidie, à cette cruauté par lesquelles on a voulu le flétrir, c'était chose commune à cette époque, et pour laquelle Philippe de Valois, Jean le Bon, et jusqu'au fameux Charles V, n'eussent eu rien à reprocher au roi de Loches et de Plessis-les-Tours[1]. Il n'y

[1] Nous ne citons aucun fait; il suffit de feuilleter le premier volume venu de Barante, de Capefigue, ou même d'Anquetil, pour se convaincre de la vérité de cette assertion.

a pas jusqu'à son audace à frapper les sommités féodales, qui ne se retrouve dans l'histoire de ses prédécesseurs. Robert d'Artois échappant à la mort par l'exil, le connétable d'Eu mis à mort par Jean, Charles de Navarre menacé par lui du même sort, étaient certes d'aussi grands personnages que les ducs d'Armagnac et de Nemours, et que ce petit comte de Saint-Pol, dont toute la puissance consistait à s'appuyer du duc de Bourgogne contre le roi de France, et du roi de France contre le duc de Bourgogne. Le côté original de Louis XI n'est donc pas dans sa politique ; il ne fit qu'imiter ses prédécesseurs en les exagérant quelquefois, il est vrai ; c'est dans ses mœurs qu'il faut le chercher, et là encore tout n'est pas personnel. Louis aimait la chasse avec passion comme tous les princes d'alors : il se battait aussi bien qu'un autre ; il donnait dans l'astrologie ; mais depuis longtemps la charge d'astrologue était devenue une charge de la cour, comme celle de grand-boutillier ou de premier écuyer. Ce qui lui donne une physionomie à part, ce sont les petitesses de son caractère, les bonnes vierges de son chapeau, la crasse de son habit, Olivier le Daim et Tristan l'Hermite. Il ne faut pas croire que ce fut par amour du peuple que Louis XI se complut dans la compagnie des petites gens ; il le traitait fort rudement, ce pauvre peuple, et les plaintes des états de 1484 en font foi ; c'était simplement en lui haine du luxe et de tout ce qui brillait ; haine de la noblesse, dont il n'aimait pas à se voir entouré. Louis XI fut un roi bourgeois, mais par goût et non par politique ; c'était un roi de mauvais ton, en un mot, et c'est là surtout ce qui lui valut l'antipathie de nos historiens de cour. Comment pardonner au fils de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis d'avoir serré la main à son grand-prévôt et d'avoir été l'ami de son barbier ? Ce n'est pas que nous lui en fassions un titre de gloire. Ces liaisons indisposaient la noblesse, et le peuple n'en était pas plus

heureux. Une seule chose grandit Louis XI et le place à la hauteur de sa réputation : ce fut cette puissance de volonté à l'aide de laquelle il vint à bout de tout. Plein de cette idée que tout devait plier devant la royauté, il mit la main à l'œuvre, et à sa mort la féodalité était si basse, que, quand elle voulut profiter du gouvernement d'une femme et d'un enfant pour tenter de se relever, ses efforts méritèrent d'être qualifiés par les hommes d'alors du nom de guerre folle.

## CHAPITRE VII.

### GUERRES D'ITALIE. — CHARLES VIII.

---

« A la mort de Louis XI, Charles, son fils, avait atteint sa majorité légale ; mais son éducation avait été tellement négligée, sa complexion était si délicate, son intelligence si peu développée, que sa minorité réelle devait se prolonger longtemps encore. Madame de Beaujeu prit donc la régence de l'État, conformément aux dernières volontés de son père. A la sagacité et à la finesse, ***qui sont le partage de son sexe,*** Anne de Beaujeu unissait la politique adroite, la constance et surtout l'inflexible vouloir du dernier roi.

Louis XI, quelques mois avant sa mort, avait exigé de Louis, duc d'Orléans, son gendre, le serment solennel de se soumettre sans murmurer aux mesures qu'il prendrait pour la régence. Malgré la foi jurée, le duc protesta vivement contre des dispositions attentatoires aux droits qu'il tenait de sa naissance. Il ne fut pas le seul à réclamer. Le duc de Bourbon, frère aîné du sire de Beaujeu, se mit aussi

sur les rangs; mais l'épée de connétable qui lui fut donnée, satisfit pour le moment son ambition.

Placé si près du trône, Louis d'Orléans n'eut pas de peine à former une ligue redoutable dans laquelle entra l'élite de la noblesse, et dont le comte de Dunois fut l'âme [1]. La régente essaya d'abord de gagner les chefs de ce parti par des faveurs. Le prince reçut le gouvernement de Paris, de l'Ile-de-France, de la Champagne et de la Brie; Dunois, celui du Dauphiné. Enhardi plutôt que séduit par ces imprudentes avances, le duc d'Orléans demanda et obtint la convocation des états-généraux.

Pendant que les élections se faisaient dans les provinces, l'adroite régente cherchait à se concilier le peuple, afin de s'appuyer sur lui contre la noblesse. Elle diminua les impôts, congédia un corps de six mille Suisses dont la présence humiliait l'orgueil national, et dont l'entretien était une lourde charge pour l'État, et livra à la vindicte publique Olivier le Daim, ou le Diable, et Jean Doyac, misérables agents de la politique corrompue de Louis XI. Les cachots s'ouvrirent, les bannis rappelés rentrèrent dans la possession des biens dont ils avaient été injustement dépouillés. Agréable au peuple, madame de Beaujeu s'attacha les fonctionnaires publics en les confirmant dans leurs charges. Elle avait donc de grandes chances de triompher de ses adversaires, lorsque les états-généraux s'ouvrirent à Tours, le 14 janvier 1484 [2].

Après de longs débats, dans lesquels les *Orléanistes* ré-

[1] Si le duc d'Orléans eût triomphé, la royauté, dépouillée de tout ce qu'elle avait gagné sous Charles VII et Louis XI, aurait de nouveau été dominée par la féodalité, comme aux jours de Charles VI.

[2] Sans établir la forme pure de la monarchie représentative, la convocation des états-généraux, en procurant à la nation l'exercice temporaire de ses droits politiques, offrait une garantie contre le

clamèrent vivement pour le prince la régence du royaume, il fut arrêté en principe qu'aux États seuls appartenait le droit de régler la régence pendant la minorité ou la captivité des rois. Toutefois, comme Charles VIII était légalement majeur, on se contenta de former un conseil dans lequel entrèrent, avec tous les princes du sang, plusieurs ministres sous le dernier règne, et douze députés des États. Le roi fut reconnu président de ce conseil. Le duc d'Orléans devait le remplacer en cas d'absence. La tutelle fut maintenue à M. et madame de Beaujeu. « Nous opinons « et nous prions, disaient les députés de Normandie, que « M. et madame de Beaujeu continuent d'avoir le soin, la « garde et le gouvernement de la personne du roi. »

Les États réglèrent ensuite les impôts, qui éprouvèrent une forte réduction, surtout pour la Normandie. D'accord avec les deux autres ordres, le clergé demanda le rétablissement de la pragmatique-sanction. La noblesse réclama les hauts emplois et une foule de priviléges dont le temps semblait avoir fait justice. Le tiers-état priait le roi de dégager les domaines de la couronne qui étaient aliénés, de protéger le peuple contre les exactions tyranniques des collecteurs et les excès des gens de guerre, de supprimer les charges inutiles et les pensions de faveur ; de réduire les traitements et d'interdire le cumul. Les trois ordres demandèrent à l'unanimité l'abolition des cours prévôtales, et la suppression des droits énormes qui entravaient le commerce. Ils exprimèrent le vœu que les états-généraux fussent convoqués tous les deux ans. En un mot, cette as-

despotisme de la royauté. Souvent aussi c'était un principe d'anarchie. La carrière était ouverte à toutes les ambitions. — Les états de 1484 délibérèrent, non par ordres, mais par divisions ou nations : France, Bourgogne, Normandie, Aquitaine, Langue d'oc et Langue d'oil.

semblée, malgré quelques discussions un peu orageuses, parut animée de l'esprit d'une saine liberté, et mérita bien du pays, qu'elle représenta loyalement et noblement.

Toutes ces exigences alarmèrent peu madame de Beaujeu, qui n'avait pour but que d'écarter le duc d'Orléans de la direction des affaires, et qui avait atteint ce but en faisant conférer la présidence du conseil au roi, docile à toutes ses volontés. Elle dissimula cependant avec une adresse féminine la joie de son triomphe, et, loin de heurter de front ses ennemis, elle s'appliqua à les gagner par une politique généreuse qui en désarma le plus grand nombre. En rendant à la noblesse ses immunités, au duc d'Alençon sa fortune, au duc de Lorraine le Barrois ; en opérant les principales réformes demandées par les états-généraux, elle porta un coup mortel au parti d'Orléans.

Le duc ne tarda pas à s'apercevoir que, loin de vouloir l'admettre au partage de l'autorité, la régente concentrait tout le pouvoir entre ses mains. Il tenta successivement d'enlever le roi, de soulever le peuple, et de mettre le parlement et l'université dans ses intérêts. Le peuple resta froid ; le parlement exhorta le prince à ne pas troubler l'État ; l'université se contenta de transmettre au roi le mémoire qu'il lui avait adressé.

Repoussé par les grands corps de l'État, le prince rompit ouvertement avec la régente, et se retira à Verneuil. Mais, privé de son gouvernement de Paris et de ses pensions, il fut contraint de souscrire à l'accommodement d'Évreux. Il rentra sans influence au conseil. Indigné du rôle qui lui était imposé, il résolut de sortir à tout prix d'une situation humiliante. Il se ligua donc bientôt avec les ennemis jurés de la France, Richard III et Maximilien. Les ennemis de la royauté, le duc de Bretagne, le duc de Bourbon, et une foule d'autres seigneurs se jetèrent avec empressement dans un parti dont la victoire promettait le

triomphe et la réhabilitation de la féodalité. Mais madame de Beaujeu fit échouer toutes les tentatives, et mit en défaut toutes les combinaisons. Maximilien fut tenu en respect par de Querdes. Richemont, avec l'argent et les soldats français, disputa le trône à Richard. Les barons de Bretagne, révoltés, imposèrent à François II, de concert avec la régente, le traité de Bourges, par lequel il s'engageait à ne point assister le duc d'Orléans. Le prince capitula dans Beaugenci, tandis que Maximilien, abandonné des Suisses, opérait prudemment sa retraite. Cette vaine levée de boucliers reçut le nom de *Guerre Folle* (1486).

Dunois, qui avait pour l'intrigue le talent que son père avait déployé dans la guerre, se glissa secrètement en France, et forma sans peine une nouvelle ligue qui eut pour chefs Maximilien, le roi de Navarre, les ducs d'Orléans, de Bretagne, de Lorraine, de Bourbon et d'Angoulême. C'était une autre *ligue du bien public*, menaçant à la fois la régente et la royauté. Par son activité et sa résolution, madame de Beaujeu mit, en peu de temps, ses adversaires hors d'état de continuer la lutte. Vaincu et fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, le duc d'Orléans fut enfermé dans la tour de Bourges (1488). François II, forcé d'accepter la paix honteuse de Sablé, en mourut de douleur. Anne, sa fille aînée et son héritière, vit parmi les prétendants à sa main le sire d'Albret, Maximilien et le duc d'Orléans, encore en prison. Henri VII appuyait les poursuites du premier ; Ferdinand soutenait les démarches du second. Le prince français avait en Dunois un puissant et zélé auxiliaire. Anne, obsédée de persécutions, et menacée de toutes parts, choisit pour mari et pour défenseur Maximilien, qui l'épousa par procuration. A la nouvelle de cette union, l'alarme fut grande à la cour de France. On s'effraya à bon droit de voir passer entre les mains du possesseur des Pays-Bas, une des plus importantes

provinces du royaume. Il fut résolu dans le conseil que, profitant des embarras suscités à Maximilien par les Flamands révoltés, Charles enlèverait pour son compte au roi des Romains sa fiancée, et qu'il réunirait ainsi la Bretagne à la couronne. Dunois et le sire d'Albret lui-même, en secondant ce projet, trouvèrent l'occasion de se réconcilier avec la cour. L'un gagna à la cause du roi le maréchal de Rieux, tuteur de la jeune princesse, l'autre livra Nantes aux troupes françaises (1489).

Cependant, Charles VIII, affranchi de la tutelle de sa sœur, et cédant aux prières et aux larmes de l'infortunée Jeanne, qui sollicitait à genoux la grâce de son époux, rendit la liberté au duc d'Orléans, et d'un ennemi juré fit un sujet fidèle (1490). Sacrifiant l'amour et l'ambition à la reconnaissance, le duc concourut franchement à l'accomplissement du mariage projeté. Charles VIII, après avoir triomphé de tous les obstacles et de la résistance personnelle d'Anne de Bretagne, épousa cette princesse à Langeais, en Touraine (1491)[1].

Bien que le roi eût pris depuis quelque temps les rênes de l'État, madame de Beaujeu était consultée dans les affaires graves. L'influence qu'elle conservait encore n'était qu'une juste récompense des services qu'elle avait rendus à la royauté. Victorieuse de l'étranger et des factions intérieures, elle avait conservé intacte l'autorité léguée par Louis XI à son fils. La réunion de la Bretagne était l'œuvre de son habile et vigoureuse politique. L'aristocratie, maintenue dans ses priviléges et dans la possession de

[1] Aux termes du contrat, Anne transférait au roi, si elle mourait sans enfants, ses droits sur la Bretagne : si Charles mourait le premier, sans postérité, Anne recouvrait ses droits. La veuve ne pourrait se remarier qu'au roi de France ou au plus proche héritier de la couronne, si le roi n'était pas libre. Charles VIII jura de respecter les priviléges des états bretons.

quelques grands fiefs, était encore puissante, mais pas assez pour disputer le gouvernement du pays à la royauté, ou pour opprimer le peuple qui respirait enfin librement à l'abri d'un pouvoir fort, sans tyrannie, à l'ombre d'une monarchie tempérée.

Cependant Maximilien, furieux de la double injure qui lui était faite, refusa d'entendre aucune proposition d'accommodement, et déclara la guerre. Elle se fit mollement de part et d'autre. Quant à Henri VII, il reçut d'une main les subsides du parlement pour faire une descente en France, de l'autre l'argent de Charles pour consentir à la paix. Par le traité d'Étaples, le roi de France s'engagea à payer à l'Angleterre la somme de 745,000 écus d'or, en quinze ans : par ceux de Narbonne et de Senlis, il rendit la Cerdagne et le Roussillon à Ferdinand le Catholique ; l'Artois, la Franche-Comté et le Charolais à Maximilien (1493). L'Europe cherchait à pénétrer les motifs de ces énormes sacrifices, dans un moment où les armes françaises triomphaient, lorsque l'expédition d'Italie donna le mot de l'énigme. Le roi de France venait d'acheter bien cher la neutralité douteuse de ses voisins. » (Ruelle, *Hist. de France.*)

« Depuis l'expédition du frère de saint Louis, la maison d'Anjou n'avait cessé de revendiquer la couronne de Naples, comme sa propriété, et jamais en France il ne s'était élevé un doute sur la légitimité de ses prétentions. Plus d'une fois même elle avait voulu protester contre l'usurpation aragonaise : la victoire seule lui fit défaut. Son droit restait donc entier, et, passé dans des mains plus puissantes que celles des maîtres de la Provence et de l'Anjou, il menaçait plus que jamais les descendants de Pierre d'Aragon. C'était alors le temps des grandes aventures, des révolutions merveilleuses, des conquêtes de tout genre. Christophe Colomb découvrait le Nouveau-Monde, et les navigateurs portugais étaient à la recherche du grand pro-

blème du passage aux Indes. L'Angleterre venait de donner, trois fois en quinze ans, le spectacle d'une couronne gagnée en une bataille! Ferdinand le Catholique et la reine Isabelle tenaient l'Europe en émoi au bruit de leur guerre avec les Maures de Grenade. D'une autre part, les janissaires de Bajazet semblaient défier au combat la chevalerie chrétienne, et la prise de Constantinople avait ravivé le vieil esprit des croisades. En même temps l'érudition moderne, à son début, exhumait avec une sorte de passion fiévreuse les souvenirs si longtemps enfouis de l'antiquité. Les héros grecs et romains reparaissaient au jour, illuminés de je ne sais quelle auréole chevaleresque, dernière tradition du moyen âge expirant. Il n'en fallait pas tant pour inspirer au jeune homme qui régnait en France, l'ambition jalouse des exploits guerriers, et l'amour des grands coups d'épée. Ardent, inconsidéré, avide de bruit et de mouvement, dominé par tous les instincts matériels, il rappelait admirablement, avec ses appétits héroïques, et la sauvagerie de son caractère d'enfant, la jeunesse de ce roi infortuné que nous avons vu finir par la folie. Dans les premières années de son règne, pendant qu'Anne de Beaujeu faisait tête à la féodalité, à Maximilien, aux rois d'Angleterre et d'Aragon, et préparait la réunion de la Bretagne au domaine royal, Charles passait ses journées avec ses chiens et ses faucons, qu'il parait de colliers et de sonnettes, et courait les chemins avec ses *enfants d'honneur,* arrêtant les écoliers, les jeunes filles et les ménétriers. Maintenant, roi de fait, il se trouvait jeté au pouvoir, entièrement neuf sur le présent, ne connaissant du passé que les batailles d'Alexandre et les guerres de César, traduites exprès pour lui par son précepteur Gaguin.

« A un tel roi, l'héritage des droits de la maison d'Anjou était une bonne fortune qu'il ne pouvait laisser échapper. Naples ne lui suffisait même pas. Comme autrefois Charles

d'Anjou et ensuite Charles de Valois, Charles VIII voyait derrière Naples, la Grèce et l'empire d'Orient, et cette terre d'Asie, où il allait retrouver les traces d'Alexandre, son héros. D'ailleurs, il avait à ses côtés un homme qui rêvait aussi une autre conquête en Italie, c'était son ami Louis d'Orléans, son maître de joutes et de passes d'armes, qui nourrissait sur le duché de Milan des prétentions plus récentes et plus positives que celles du roi sur la terre de Naples, et qui n'avait pas assez de la petite ville d'Asti, dans le pays où avait régné sa grand'mère, Valentine de Milan. L'Italie elle-même semblait aller au devant de l'invasion. Les barons napolitains, opprimés par leur roi Ferdinand, appelaient la domination française à grands cris. Ceux de Rome, qui s'étaient donné le surnom insolent de *menottes du pape*, étaient d'avance au premier conquérant qui les délivrerait de la tyrannie des Borgia. A Florence, Jérôme Savonarole, ce fameux prédicateur qui eût été le précurseur de la réforme en Italie, si l'Italie eût pu accepter la réforme, Savonarole annonçait l'arrivée des *barbares*, et préparait les populations, par ses accents prophétiques, à laisser passer les *envoyés de Dieu*. La Savoie était à moitié française depuis Louis XI et Charles le Téméraire. Gênes eût appartenu déjà à la France, si Louis XI l'eût voulu. Le sénat de Venise, sondé par les ambassadeurs de Charles VIII, avait répondu que « plus tôt ils lui aideraient, qu'ils ne lui seraient ennui. » Enfin, le maître actuel de Milan, menacé par le roi de Naples, qui prenait en main la cause de son gendre, Jean-Marie Galéas, l'héritier légitime du duché, Ludovic le Maure songeait à lui opposer le roi de France. Sans s'inquiéter s'il n'aurait pas ensuite à rendre compte de la succession des Visconti au duc d'Orléans, et préoccupé seulement de ses terreurs du jour, Ludovic s'agitait pour donner à son usurpation l'appui des armes françaises, qui devaient le renverser quelques années plus tard. Il attachait tant d'im-

portance à cette intervention de l'étranger, qu'il avait séduit tout exprès de Vesc et Briçonnet, les deux favoris de Charles VIII ; et ce fut peut-être leur influence qui détermina plus que tout le reste l'expédition des Français en Italie. » (*Histoire de France.*)

Une armée de trente mille hommes, soutenue de cent quarante canons, fut bientôt rassemblée à Lyon, et l'on partit avec toute l'ardeur et la gaieté de l'imprévoyance. « Toutes choses nécessaires leur défailloient : le roi, qui ne « faisoit que saillir du nid, jeune d'âge, foible de corps, et « plein de son vouloir, étoit peu accompagné de sages gens, « ne de bons chefs, et n'avoit nul argent comptant. Ils n'a-« voient ne tente, ne pavillons, et ils commencèrent en « hiver à entrer en Lombardie ! Une chose avoient-ils « bonne, c'étoit une gaillarde compagnie, pleine de jeunes « gentilshommes, mais en peu d'obéissance ; ainsi il faut « conclure que ce voyage fut conduit de Dieu, tant à l'aller « qu'au retourner ; car le sens des conducteurs que j'ay dit « n'y servit de guère. » (*Comines.*)

Qu'était devenue cette parole du pape Jean XXII : « Par l'autorité du Père Éternel, et des apôtres Pierre et Paul, après une mûre délibération, de l'avis de nos vénérables frères, et de notre pleine puissance, nous séparons l'Italie de l'empire, nous nous réservons de pourvoir à son gouvernement, et vous défendons d'y pénétrer ! »

Charles VIII n'avait pas encore passé les Alpes, que déjà la terreur inspirée par sa puissance avait amené une sorte de réaction contre lui. Sollicité par le roi de Naples, qui, pour se le rendre favorable, avait marié sa fille naturelle à un de ses bâtards, le pape était déjà détaché de cœur de la cause de la France, et Ferdinand étant mort sur ces entrefaites, il accorda l'investiture du royaume de Naples à son fils Alphonse, au préjudice de Charles qui la demandait en vain. Les Florentins s'étaient déclarés hautement pour la maison

d'Aragon, et le sénat vénitien, sondé par Comines, qui lui offrit au nom du conquérant futur de Naples les deux villes de Brindes et d'Otrante, s'était habilement tenu sur la négative. « Ils me findrent les meilleures paroles du monde « du roi et de toutes les affaires, car ils ne croyoient point « qu'il allast guères loin. Quant à l'offre que je leur fis, ils « me firent dire qu'ils étoient ses amis et ses serviteurs, et « qu'ils ne vouloient point qu'il achetast leur amour : aussi « le roi ne tenait pas encore ces places. »

Les préparatifs de la guerre avaient épuisé le trésor de Charles VIII, il fallut emprunter de l'argent aux Italiens pour pouvoir entrer en Italie. Un banquier génois prêta 100,000 livres, un marchand de Milan 50,000 ducats; on mit en gage les joyaux de la duchesse de Savoie pour 12,000 ducats. Néanmoins on avançait toujours. En vain Alexandre VI, qui s'est enfin prononcé, envoie-t-il un bref au roi de France pour lui défendre d'aller plus loin. Charles répond qu'il veut accomplir un vœu fait par lui *à monsieur saint Pierre de Rome*, et il passe outre. Une tentative de la flotte napolitaine sur la ville de Gênes échoue complétement; le fils d'Alphonse, envoyé avec une armée dans la Romagne, rencontre à Imola l'avant-garde française, et est forcé de s'arrêter devant elle.

Malgré ce premier succès, le jeune roi, retenu à Asti par la petite-vérole qui l'avait saisi à la descente des Alpes, chancela un moment, et peut-être au milieu des ennuis de la maladie se serait-il décidé à tout laisser là : le cardinal de la Rovère, fougueux ennemi des Borgia, lui fit honte de son irrésolution, que l'arrivée de Ludovic acheva de détruire (octobre 1494).

C'était Ludovic qui avait appelé les Français en Italie : l'amitié qu'il paraissait alors leur porter ne devait pas être de longue durée. En allant à Pavie, Charles VIII vit, dans la prison où le retenait son oncle, l'infortuné Galéas, l'hé-

ritier légitime du duché de Milan, et les touchantes prières de sa jeune épouse Isabelle parurent faire quelque impression sur le chevaleresque monarque. A peine eut-il quitté la ville qu'on vint lui annoncer la mort de Galéas. Ludovic, accusé de l'avoir hâtée, parut s'en mettre peu en peine : la défiance qu'on lui témoigna en plusieurs occasions accrut le refroidissement qui s'était déjà glissé entre lui et le roi. Quand on quitta le Milanais, c'était un ennemi.

Peu soucieux de ce qu'il laissait derrière lui, Charles s'avança en Toscane, et, pour effrayer les Italiens, abandonna à la fureur du soldat les deux villes de Fizzivano et de Sarzane, qui essayèrent d'abord de lui résister. Pierre de Médicis, le pacifique marchand, trop faible, matériellement et personnellement parlant, pour tenir tête à de pareils adversaires, courut de lui-même au-devant de la servitude, et vint au camp des Français faire hommage à Charles VIII des places fortes et de l'argent des Florentins. Dans la première chaleur de l'indignation, ceux-ci se crurent un moment aux anciens temps. Ils chassent Pierre de Médicis, qui se réfugie à Venise, et se proclament en république. Mais bientôt arrivent les Français. Il fallut dire adieu à l'enthousiasme pour accepter la réalité. Charles voulait imposer à Florence les conditions les plus honteuses. La hardiesse de Pierre Capponi, qui déchira le papier en disant : *Vous sonnerez vos trompettes et nous nos cloches*, lui sauva une partie de son humiliation. Mais on ouvrit les portes de la ville à l'armée française, qui y fit une entrée triomphale, la lance sur la cuisse, et l'on ratifia le traité de Pierre de Médicis, sauf 120,000 florins que l'on donna de plus. C'était bien la peine d'envoyer à Venise le fils de Laurent le Magnifique !

Le roi de France ne fit que passer à Florence ; mais en quittant la nouvelle république, il lui laissait des embarras qui devaient durer plus longtemps que son séjour en Ita-

lie. Arrivé aux portes de Pise, il avait trouvé un arc de triomphe élevé pour lui, et les Pisans s'étaient jetés à ses pieds en lui demandant à grands cris la liberté. Charles prononça sans peine un mot qui ne lui coûtait rien ; il leur laissa même une garnison française en partant. Dès ce moment, Pise regarda comme rompu un joug qu'elle portait en frémissant depuis quatre-vingt-sept ans. Florence ne put le lui faire reprendre qu'après de sanglantes hostilités. L'armée française avançait sur Rome, où le pape l'attendait en tremblant.

Dans sa terreur inquiète, il voulait d'abord aller lui-même au-devant des Français, dans l'espoir de leur imposer ; mais il eut honte de lui-même, et envoya son confesseur pour traiter avec le roi de France. Ses propositions ayant été rejetées, de dépit il fit enfermer dans le château Saint-Ange les ambassadeurs français. Puis la peur le saisit, et il les remit en liberté. Pendant qu'il allait ainsi d'une résolution à une autre, vingt brasses des murailles de Rome vinrent à tomber tout à coup : Alexandre épouvanté courut s'enfermer dans le donjon du château de Saint-Ange, et les cardinaux partirent au-devant du roi Charles pour entrer dans Rome à sa suite. Il tenait alors le pape dans sa main ; d'un mot il eût pu le faire déposer : il aima mieux faire un traité dans lequel il s'assurait trois villes des états du saint-siége, se faisait donner deux chapeaux de cardinaux pour Briçonnet et Luxembourg, et demandait qu'on lui livrât le prince Zizim, destiné à servir d'épouvantail à son frère Bajazet dans l'expédition qu'il méditait contre Constantinople. Zizim fut remis entre ses mains, mais empoisonné. Ensuite Charles baisa les pieds d'Alexandre VI et reprit sa route (1495).

Il touchait enfin au royaume de Naples, où rien ne semblait devoir lui résister. Les dernières années de la domination aragonaise avaient horriblement pesé sur le

peuple. Ferdinand le Bâtard, qui venait de mourir, avait blessé à la fois la nation napolitaine dans ses croyances et dans ses intérêts : « Il assistait au service divin, sans qu'il parût joindre ses prières à celles des fidèles. Il avait nommé pour 3,000 écus à l'archevêché de Tarente le fils d'un juif qui se disait catholique. Il distribuait le revenu des abbayes à ceux qui avaient soin de ses haras, de ses mules et de ses oiseaux de chasse, à condition d'entretenir gratuitement un certain nombre de chevaux, de juments, de chiens et d'éperviers. Sa lésine était tombée dans un excès indigne, non-seulement d'un roi, mais encore d'un honnête particulier. Il obligeait les paysans à lui engraisser des pourceaux; et si ces animaux mouraient ou se perdaient, le gardien en devait mettre d'autres de même valeur dans son étable, et les représenter en temps et lieu. Ferdinand achetait encore les blés en vert et les olives sur les arbres; et jusqu'à ce que le débit en eût été fait, il y avait défense de vendre ceux qu'il n'avait point achetés. Il avait à lui, dans chaque haras des gentilshommes ou des bourgeois, un certain nombre de cavales dont le profit lui revenait tout entier, quoiqu'il n'eût en rien contribué pour la dépense. Il surchargeait d'impôts ses sujets, et l'on raconte qu'ayant un jour voulu donner quelques écus d'or à saint François de Paule, ce saint les refusa; et pour lui montrer que c'était véritablement la substance du peuple, il en rompit un dont il sortit du sang. » (*Varillas.*)

A l'approche des Français, toutes les haines contre la maison d'Aragon se réveillèrent plus fortes que jamais. L'Abruzze se mit en révolte ouverte, et les habitants d'Aquila firent frapper une monnaie au coin de Charles VIII [1].

[1] Pour marquer d'une manière plus expressive encore leur attachement à la cause française, ils en avaient mis les inscriptions en français, et l'on voyait au revers : *Cité de l'Aigle.*

Le royaume entier fut remué en un instant. En vain le roi Alphonse, croyant que ces démonstrations hostiles s'adressaient à sa personne plutôt qu'à sa cause, abdiqua-t-il la couronne en faveur de son fils Ferdinand ; cette démarche, dictée par la peur, n'arrêta pas d'un jour la révolution qui se préparait (1495).

L'avant-garde arriva bientôt à la frontière et fut arrêtée pour la première fois par la citadelle de Monte-Fortino, qui soutint à peine un assaut de quelques heures. La forteresse du Mont-Saint-Jean fut enlevée en même temps sous les yeux du roi. Toutes deux furent pillées et brûlées pour épouvanter les Italiens, habitués à ces guerres pacifiques où l'on faisait plus d'usage de l'or que du fer et du feu. Ferdinand, sans se laisser décourager par l'abattement qui régnait autour de lui, rassemble cinquante escadrons et six mille hommes de cavalerie, et va se placer sur les bords du Garigliano, à la tête d'un défilé très-étroit qui défendait San-Germano, la clef du royaume de Naples. L'armée française eut à peine paru que tout se débanda ; huit pièces d'artillerie restèrent sur le chemin, San-Germano fut pris, et Ferdinand se réfugia dans Capoue. Bientôt il abandonne Capoue pour aller se montrer à Naples, et y laisse pour gouverneur Jean-Jacques Trivulce. Celui-ci était déjà vendu. Dès que son maître est parti, il se rend au camp des Français, où il fait sa soumission et celle de la ville. Le peuple, en l'absence de son gouverneur, avait fait la sienne à sa manière, en pillant les bagages du roi et en volant ses chevaux. Ferdinand, qui ne sait rien de cette trahison, retourne en toute hâte à Capoue, après avoir rassuré les Napolitains.

Une députation l'arrête en route et lui annonce que Capoue s'est donnée aux Français. Naples, qu'il venait de quitter, et la place forte d'Aversa en faisaient autant de leur côté. Désespéré, il retourne à Naples, assemble la no-

blesse et le peuple dans la place du Château-Neuf, et leur adresse un discours touchant dans lequel il leur annonce qu'il abandonne la couronne et le royaume. Quelques-uns pleurèrent ; les autres, au sortir de son discours, allèrent piller ses écuries. Ferdinand, indigné, les charge à la tête d'une poignée de gentilshommes, puis il retourne au Château-Neuf, met en liberté les prisonniers qu'il y tenait renfermés, fait brûler les vaisseaux qui étaient dans le port, et fait voile pour Ischia, tournant sans cesse les yeux vers sa capitale qu'il laissait, et répétant ce verset du Psalmiste : « Si le Seigneur ne garde la ville, c'est en vain que celui qui la garde veille pour la conserver. »

Charles VIII s'avançait derrière lui. Il entre le 18 février à Capoue, le 19 à Aversa, et le 20 il reçoit les députés des Napolitains qui lui ouvrent leurs portes le 22. Les garnisons laissées par Ferdinand dans les châteaux l'arrêtèrent encore quelques instants, mais plutôt pour la forme que dans un esprit de résistance bien prononcé.

« Ce beau royaume ne lui avait coûté qu'un siége de quelques heures, ce qui fit dire au pape que le roi de France avait traversé l'Italie non pas l'épée, mais la craie à la main. L'inexpérience de ce jeune prince lui laissait ignorer qu'une invasion non disputée n'est pas une conquête, encore moins un établissement. L'illusion dut s'accroître encore quand il entendit les cris de joie, d'enthousiasme, d'amour, qui l'accueillirent à son entrée chez le peuple le plus mobile et le plus démonstratif de l'univers. On remarquait dans son cortége deux ambassadeurs vénitiens accrédités auprès du prince que Charles venait de détrôner.

« Les rues de Naples étaient tapissées, les places couvertes d'une immense population, les fenêtres remplies de femmes magnifiquement parées qui jetaient sous les pas du roi des rameaux, des fleurs, et répandaient des parfums devant lui.

Au milieu de toutes ces acclamations, le roi s'avançait à cheval la couronne sur la tête, le sceptre dans une main et le globe dans l'autre, distribuant l'ordre de chevalerie aux enfants que les dames lui présentaient, et se faisant proclamer empereur très-auguste ; et si l'on veut savoir sur quel fondement ce jeune prince affectait de se revêtir des habits impériaux et de se faire saluer empereur, on ne trouvera d'autre titre qu'un marché fait auparavant avec un despote de Morée, chassé de sa province par les Turcs, depuis trente ans réfugié en France, et qui, se prétendant issu des anciens empereurs de Constantinople, avait vendu à Charles ses droits sur l'empire d'Orient pour une pension de 3,400 ducats. » (*Daru*).

Pendant que Charles VIII jouissait avec sécurité de son triomphe, une ligue se tramait contre lui en Italie. Son ambassadeur à Venise, Philippe de Comines, fut appelé un jour au sénat « beaucoup plus matin que de coutume, et le doge lui déclara, au nom de la sainte Trinité, que la république avait conclu une ligue avec notre saint père le pape, l'empereur, le roi de Castille et le duc de Milan, et que ces princes et la république s'étaient proposé trois fins dans cette ligue : la première, de défendre la chrétienté contre le Turc ; la seconde, de conserver la liberté de l'Italie, la troisième, d'empêcher qu'on n'entreprît rien contre leurs propres états ; et que sa seigneurie avait donné ordre à Dominique Lorédan et à Dominique Trévisan, qui étaient ses ambassadeurs auprès du roi, de revenir à Venise. » (*Daniel.*)

En présence de cette coalition générale, les Français se comportaient aussi légèrement que s'ils avaient été chez eux. Ne comprenant rien à ces haines ardentes de partis, sur lesquels de tout temps ont roulé les destinées de l'Italie, ils ne firent aucune distinction d'Angevins et d'Aragonais, et sans se concilier par-là l'amitié de ceux-ci, ils perdirent

celle des premiers. En même temps, comme si le royaume de Naples ne se fût pas donné à eux, ils le traitèrent en pays conquis. Le sénéchal de Beaucaire se fit donner la principauté de Nole; Briçonnet convoitait d'avance les plus riches bénéfices du royaume. Charles VIII froissa l'amour-propre des habitants en refusant de donner audience à ceux qui lui apportaient les clefs des villes : ses favoris, puis ses officiers, et enfin les simples soldats imitèrent son exemple. Les magasins de Naples furent mis en quelque sorte au pillage. La révolte éclata bientôt à Otrante, à Tupia, à Mantia; le reste du pays grondait. Cette expédition avait été conduite avec tant d'imprévoyance, qu'on avait négligé de s'emparer de quatre places demeurées fidèles à Ferdinand. Quelques troupes envoyées à l'aventure contre Ischia revinrent à Naples sans avoir rien fait. Enfin, l'on apprit que les vaisseaux laissés à Gênes avaient été saisis par les ennemis des Français. Tout cela, joint à l'avis donné par Comines, détermina Charles VIII à repartir pour la France, après trois mois de séjour dans son nouveau royaume (23 février — 20 mai). De treize mille hommes qui lui restaient, il en prit neuf mille et en laissa quatre mille à Gilbert, duc de Montpensier, homme faible et indolent, qui se faisait violence, dit Mézeray, quand il se levait à midi. L'actif et valeureux d'Aubigny, qui n'avait que le titre de connétable, était le véritable gouverneur du pays.

De Naples, Charles VIII alla droit à Rome. Le pape, tremblant à son approche, avait appelé à son secours deux mille cinq cents hommes de troupes alliées; mais leur présence ne suffit pas pour le rassurer quand il sut que le roi arrivait, et il se réfugia à Pérouse, escorté de quelques soldats vénitiens. Heureusement pour lui que les Français n'avaient pas le temps de se venger. Ils traversèrent les états du saint-siége au pas de course, sans autre acte d'hostilité que le pillage de Toscanelle, dont les habitants avaient

refusé de les recevoir. Arrivés à Sienne, ils y perdirent six jours employés à discuter si la France se chargerait ou non de la ville qui se donnait à elle. Ligny, auquel les habitants avaient promis 20,000 écus s'il se faisait nommer leur gouverneur, l'emporta enfin sur Comines, qui avait assez de l'Italie; mais son triomphe fut de courte durée. La faction de Monte-Novo, chassée de la ville par l'armée française, y rentra par une porte presque en même temps que celle-ci en sortait par l'autre.

Bientôt on eut à discuter les propositions faites par ceux de Florence. Prêts à tout sacrifier pour remettre sous leur domination les Pisans rebelles, les Florentins offraient à Charles VIII 100,000 écus comptant, trois cents lances et deux mille fantassins, s'il voulait consentir à leur rendre Pise. Comines, toujours positif, était d'avis qu'on acceptât le marché. Une scène dramatique jouée par les Pisans devant Charles VIII, dans laquelle ils firent comparaître leurs femmes en deuil, tenant leurs petits enfants par la main, l'emporta chez ce monarque chevaleresque sur tous les conseils de la prudence. Il jura qu'il tiendrait sa parole, et partit en laissant les Pisans libres et les Florentins ennemis de la France.

Cependant le moment de faire de la magnanimité semblait passé. L'armée des confédérés l'attendait embusquée sur le chemin de Livourne, persuadée qu'il irait rejoindre cette ville où stationnait sa flotte, et elle tenait les deux passages du Val de Taro et du Mont-Cencruccio, les seuls par où l'on pût s'y rendre. Le dominateur de l'Italie fut heureux de s'esquiver par une issue négligée, *le Pas de la Biche*. Une charrette mise en travers, dit Comines, et deux pièces d'artillerie eussent suffi pour arrêter là toute l'armée française. Mais elle n'y trouva que des bêtes fauves, et arriva heureusement à Pontremoli.

De Pontremoli, Charles VIII pouvait facilement se frayer

un chemin à travers les Apennins, car pas un ennemi ne gardait les monts, mais il fallait lutter énergiquement contre les rochers et les précipices. Comme on allait se mettre en route, un désordre effroyable éclata à l'arrière-garde ; c'étaient les Suisses qui, pour venger la mort de plusieurs de leurs camarades tués, au premier passage par ceux de Pontremoli, s'étaient mis à piller la ville et à massacrer les habitants. Ils mirent ensuite le feu aux maisons, et, dans cet incendie imprévu, les magasins de l'armée périrent avec le reste. Quand on fut engagé dans les Apennins, comme on allait être forcé d'abandonner l'artillerie que les chevaux ne pouvaient plus traîner, les Suisses, honteux de leur conduite à Pontremoli, vinrent s'atteler eux-mêmes aux pièces de canon, et les vigoureux montagnards les transportèrent à bras jusqu'à la plaine de Fornoue.

Les fatigues de ce passage furent si grandes que le seigneur de la Trémouille parut, dit-on, noir comme un Maure, quand on l'eut terminé. Ce dut être un triste coup d'œil pour ces neuf mille hommes harassés et défaits, quand, au débouché de ces rudes montagnes, ils se trouvèrent en face de quarante mille hommes. Le premier jour se passa en négociations : pour la première fois, depuis qu'il avait mis le pied en Italie, Charles VIII demandait un accommodement. L'armée française se trouvait entourée de tant de haines dans ce pays, que l'on n'osa pas toucher d'abord aux vivres qui avaient été apportés par les habitants ; les soldats firent manger du pain à leurs chevaux avant d'en manger eux-mêmes. Pour surcroît de disgrâce, la nuit fut remplie tout entière par un de ces orages effroyables, comme on n'en voit qu'en Italie ; et le vent, le tonnerre, les torrents d'eau qui inondèrent le sol en un instant, ne permirent pas à l'armée de prendre un seul moment de repos.

Le lendemain, Charles VIII mit son armée en ordre de

bataille dès le matin, et l'action commença sur trois points à la fois. Charles VIII s'était mis au milieu de ses chevaliers. Pour empêcher qu'on ne s'acharnât trop sur sa personne, sept des plus braves d'entre eux se revêtirent d'armures semblables à la sienne, afin de partager au moins le danger. Un moment, le corps de bataille des Français fut enfoncé. Le bâtard de Bourbon fut fait prisonnier par Rodolphe de Gonzague à vingt pas du roi, qui manqua de se laisser prendre lui-même. Mais on se rallia bientôt. Rodolphe fut renversé d'un coup d'épée. Huit capitaines italiens se firent tuer pour sauver la liberté et la vie à leur général, le marquis de Mantoue. Une charge de gendarmerie, dans laquelle tout plia devant *la furia francese*, acheva de décider la victoire. Ce fut l'affaire de deux heures (6 juillet 1495).

Pendant que les Vénitiens faisaient chanter un *Te Deum* et commandaient partout des feux de joie, se pavanant de la prise des tentes du roi par quelques pillards albanais, Charles VIII, victorieux, continuait tranquillement sa route vers la France, et dégageait le duc d'Orléans, qui s'était laissé investir dans Novare par les troupes de Ludovic le Maure. Avant de quitter l'Italie, il signa des traités de paix avec les Vénitiens, les Florentins et Ludovic le Maure, traités dérisoires que l'on ne prenait au sérieux ni de part ni d'autre. Au moment où Charles signait le dernier, les Suisses, mécontents de voir se terminer une guerre dont ils vivaient, demandèrent à grands cris qu'on les menât au combat et voulurent se saisir de la personne du roi. Charles VIII prit la fuite. La ville de Lyon, d'où il était parti il y avait un an, dans un si pompeux appareil, le vit revenir accompagné de quelques courtisans (7 novembre 1495).

Le lendemain même de la victoire de Fornoue, Ferdinand d'Aragon faisait son entrée dans la capitale du royaume

de Naples. Les Vénitiens et les Espagnols s'étaient réunis pour le remplacer sur son trône. Gonzalve de Cordoue, *le grand capitaine*, qui paraît ici pour la première fois dans l'histoire de l'Italie, débarqué sous les murs de Reggio, s'empara de la ville au moyen de quelques matelots, et la garnison du château ne tint que trois jours. D'Aubigny vient attaquer Ferdinand déjà entré en Calabre, et le bat près de Seminara. Ferdinand eut un cheval tué sous lui, et ne se crut en sûreté qu'après avoir repassé le détroit. Bientôt rassuré, il quitte Messine et fait voile pour Naples, dont les habitants l'appelaient. Les marchands de la Sicile lui avaient équipé une flotte de soixante vaisseaux, et cependant il eut peur en chemin. Il voulait revenir sur ses pas ; le vent le força de reconquérir sa capitale. Comme il débarquait, Montpensier sortit de la ville pour fondre sur lui avec six mille hommes. A peine les Français furent-ils en campagne, que le bruit des cloches les avertit d'un soulèvement. Ils trouvèrent les portes de Naples fermées derrière eux. Ferdinand y entra sans tirer l'épée.

Le comte de Montpensier est assiégé dans le Château-Neuf où il s'est retiré. Au moment de se rendre, il est délivré par une victoire de d'Aubigny ; mais, trop faible pour tenir la place, il l'abandonne à Ferdinand, qui se rend maître en même temps du château de l'Œuf. Gonzalve enlève la Calabre aux Français : Capoue, Salerne, Montdragon, toute la Pouille, se déclarent pour Ferdinand et chassent les garnisons françaises. Il n'était bruit alors en Italie que des immenses préparatifs de Charles VIII pour revenir en Italie. En attendant, ses troupes étaient battues sur tous les points dans son nouveau royaume de Naples. Montpensier, ne pouvant plus tenir la campagne, se réfugie derrière les hautes murailles d'Atella, qui ne peuvent le protéger contre les armes de Gonzalve, et il est obligé d'acheter la permission d'en sortir par un traité honteux.

Relégué avec ses troupes sur la côte de Pouzzoles, il y périt de misère, de maladie et de chagrin. Du corps d'armée que Charles VIII lui avait laissé, il ne revint pas 1,500 hommes en France.

Les lansquenets avaient tous déserté. De 1,300 Suisses, il n'en restait que 300. D'Aubigny seul soutint honorablement la lutte dans cette malheureuse guerre. Après avoir prolongé de quelques mois une résistance qui ne pouvait plus être que glorieuse, il revint hardiment à travers l'Italie entière, cornettes déployées, et rentra en France avec tous les honneurs de la guerre. Il devait bientôt repasser les Alpes avec Louis XII.

« Une fois rentré dans son royaume, Charles avait paru dégoûté pour toujours de l'Italie. Pendant qu'il abandonnait ainsi Montpensier et d'Aubigny à toutes les horreurs d'une lutte inégale, sans même accorder un souvenir à ses anciens compagnons d'armes, il laissait au nord de l'Italie Ludovic regagner tout le terrain que lui avait fait perdre l'invasion française, renfermer Trivulce dans Asti, et remettre Gênes sous sa domination. Une incursion des Espagnols dans le Languedoc l'occupa encore quelque temps d'idées de guerre ; mais Ferdinand le Catholique, attaqué à son tour dans le Roussillon, s'empressa de faire sa paix, et l'esprit mobile du roi, habilement dirigé par Briçonnet, porta bientôt sa fougue enfantine du côté de l'administration et de la *réforme*, ce grand mot de tout le quinzième siècle, que le siècle suivant devait relever avec tant d'audace. Portant la main sur les vieux abus de l'Église, il s'efforça de réformer l'ordre de Saint-Benoît, *et les autres religions*. « Il avait bon vouloir, s'il eût pu, qu'un évêque n'eût que son évêché. » Plusieurs en avaient jusqu'à trois et quatre, sans compter les abbayes.

Un autre de ses rêves était l'abaissement des tailles, qu'il eût voulu réduire de 2,500,000 fr. à 1,200,000.

« Quant à luy, il estoit résolu à ne vivre que de son domaine, comme anciennemeut faisoient les roys, ce qu'il pouvoit, car le domaine est bien grand, et, avec les aides et gabelles, passe un million de francs. » La justice surtout avait attiré les regards du roi dans la nouvelle voie où il entrait. Il fit commencer dans chaque bailliage, par une commission de notables des trois ordres, le recueil des traditions et des coutumes qui formaient toute la jurisprudence de ce temps. Mais, dans son besoin d'agir, Charles ne se contenta pas de ce travail commandé, œuvre d'ailleurs de longue haleine, et qui ne devait se terminer que sous Charles IX; lui-même voulut mettre la main à l'œuvre. Il se mit à tenir des audiences publiques, où, comme *monsieur saint Louis procédoit*, « il escoutoit le monde, et par spécial les pauvres; et si, faisoit de bonnes expéditions. »

Le charme de ces occupations nouvelles n'avait point empêché le jeune roi « de faire bonne chère comme il avait accoutumé. Son corps chétif et disproportionné succombait déjà sous le poids des excès. » A vingt-huit ans, dit Marillac, il était autant et plus usé que ne serait un personnage de soixante ans. Lui, cependant, ne songeait qu'à jouir de sa royauté. Au mois d'avril de l'année 1498, il se trouvait à Amboise, entouré de peintres et d'architectes italiens qui venaient de lui élever ce merveilleux château d'Amboise, « où l'on montoit à cheval jusqu'au sommet des murs», et déjà on lui soumettait les plans et les devis de grandes constructions qu'il projetait pour la ville, « entreprise de roi jeune et qui ne songeait à la mort. » Le 7, après dîner, il voulut conduire Anne de Bretagne dans les fossés du château pour y voir jouer à la paume, et je ne sais quelle fatalité lui fit prendre la galerie Haquelebac, où il passait pour la première fois. « C'estoit pourtant, dit Comines, les plus déshonneste lieu de céans, car

tout le monde y p....; elle estoit même rompue à l'entrée, et s'y heurta le roi, du front contre l'huys, combien qu'il fut bien petit.» Il continua de marcher, et resta longtemps à voir les joueurs « en devisant avec tout le monde. » Mais, au retour, comme il repassait dans cette même galerie, il tomba tout à coup à la renverse, frappé d'une attaque d'apoplexie. Il resta là pendant neuf heures au milieu des allants et venants, et toute personne qui voulait y entrer le trouvant couché sur une pauvre paillasse, dont jamais il ne partit jusqu'à ce qu'il eût rendu l'âme. » En dépit de ses fautes et de sa nullité politique, le *bon petit roi* était aimé des siens. « Jamais, dit Brantôme, ne s'estoit vu roi de France si doux, si bénin et si libéral. L'un de ses archers, et l'un de ses sommeliers, expirèrent de douleur au moment où son corps fut descendu dans les caveaux de Saint-Denis. » (Histoire de France. »

## CHAPITRE VIII.

### LOUIS XII.—(1498-1515.)

---

Louis XII naquit à Blois, le 27 juin 1462. Il était fils de Charles, duc d'Orléans, et de Marie de Clèves, et petit-fils de Louis I^er, duc d'Orléans, et de Valentine Visconti. Il succéda, en qualité de premier prince du sang, à Charles VIII, mort sans postérité. Comme Louis XI, il avait troublé l'État par ses révoltes avant de monter sur le trône; comme Louis XI, il avait des ressentiments à exercer; mais la ressemblance n'alla pas plus loin entre ces deux princes : Louis XI s'était hâté de punir, Louis XII se hâta de pardonner. La Trémouille, qui l'avait vaincu à Saint-Aubin, craignait de porter la peine de sa fidélité à la régente. *Le roi de France,* lui dit le monarque, *ne venge pas les injures du duc d'Orléans*. Le parlement de Paris, qui avait rejeté ses plaintes en 1485, éprouvait des inquiétudes; elles redoublèrent, lorsque le roi s'étant fait apporter la liste des magistrats, on le vit placer une croix à côté des noms de ceux

qui lui avaient été le plus contraires; mais les craintes furent bientôt dissipées : *Qu'ils se rassurent*, dit le prince, *en leur apposant le signe sacré de notre salut, n'ai-je point annoncé le pardon?* Anne de Beaujeu s'était montrée l'implacable ennemie du duc d'Orléans : Louis XII ne l'excepta point de ses bontés, et assura généreusement à Suzanne de Bourbon, sa fille unique, les apanages de ses parents, dont une partie, après leur mort, devait revenir à la couronne. S'il était beau d'oublier les injures, il était juste de reconnaître les services. Georges d'Amboise, attaché de bonne heure au duc d'Orléans, partagea sa prospérité, comme il avait partagé ses malheurs. Louis XII obtint pour ce fidèle ami la dignité de cardinal, lui donna celle de premier ministre, et le fit régner avec lui.

Il semblait avoir réservé toute sa rigueur pour Jeanne de France, son épouse, seconde fille de Louis XI, et dont ce monarque l'avait forcé d'accepter la main. Cette princesse rachetait par ses vertus les défauts physiques de sa personne; mais elle ne posséda jamais la tendresse de son mari. A l'âge de quatorze ans, Louis XII avait subi cette union infortunée. Il l'avait formée par crainte, l'avait supportée par politique : il la rompit dès qu'il fut le maître. En accordant le duché de Valentinois à César Borgia, fils d'Alexandre VI, il rendit ce pontife favorable à ses projets de divorce, et trois prélats, délégués par la cour de Rome, déclarèrent son mariage nul, sous prétexte de parenté en un degré défendu, d'affinité spirituelle, de contrainte, etc.

Anne de Bretagne, depuis la mort de Charles VIII, était rentrée en possession de son duché. Le roi, par un second mariage, également conforme au penchant de son cœur et à la raison d'état, rattacha à la France cette importante province. Toutefois, il fut stipulé dans le contrat que la reine se réservait la jouissance pleine et entière des revenus de la Bretagne, et qu'après sa mort, ce duché passerait à son se-

cond enfant mâle, et, à défaut de mâles, à ses filles, dans l'ordre de primogéniture. Si elle mourait sans enfants, le roi conserverait, sa vie durant, la possession de la Bretagne, qui retournerait ensuite aux plus proches parents de la reine. Quant au gouvernement de la province, Louis XII s'engageait à n'y rien changer. Aucun impôt ne serait établi, aucune levée de troupes n'aurait lieu sans le consentement des états. La reine nommerait aux charges vacantes, et le roi ne prendrait le titre de duc de Bretagne que dans les actes relatifs à ce pays. Ce traité conclu, le mariage fut célébré à Nantes le 8 janvier 1499. Anne fut couronnée une seconde fois à Saint-Denis. Des fêtes brillantes accompagnèrent cette cérémonie, et le peuple fut invité à la joie par la diminution d'un dixième sur les impôts, par la promesse d'une réduction plus considérable, et par l'exemption totale du droit de *joyeux avénement*.

Ce n'était là que le présage des heureux desseins de Louis XII pour la prospérité du royaume. Les deux premières années de son règne (1498-99) furent presque entièrement consacrées à des réformes utiles, à des institutions nécessaires, et aux travaux du gouvernement intérieur.

Charles V et ses successeurs avaient fait de vaines tentatives pour assujettir les troupes à une discipline régulière[1]: leurs sages règlements ne faisaient qu'attester le mal sans le détruire, et, après tant d'inutiles efforts, le succès sem-

[1] « J'ai vu moi mesme, dit Saint-Gelais, que quand les gens d'armes arrivoient dans un village, bourgade ou ville champestre, les habitants, hommes et femmes, s'enfuyoient en retirant de leurs biens ce qu'ils pouvoient dans les églises, ou aultres lieux forts, tout ainsy que si c'eussent été les Anglois, leurs anciens ennemis : qui estoit chose piteuse à voir. Un logement de gens d'armes qui eussent séjourné ung jour et une nuit en une paroisse y eust porté plus de dommaige que ne leur coustoit la taille d'une année. »

blait impossible. Louis XII n'en jugea point ainsi : il rendit une sévère ordonnance qui, assignant aux troupes des garnisons fixes, et assurant leur subsistance, menaçait d'un châtiment exemplaire quiconque oublierait qu'un soldat ne devait pas être un brigand. Il la fit rigoureusement exécuter, et quelques punitions éclatantes intimidèrent les gens de guerre, et les retinrent dans le devoir.

L'administration de la justice réclamait les soins du monarque : de grands abus s'y étaient glissés. Des hommes de mœurs suspectes ou d'une capacité douteuse siégeaient parmi les magistrats : des ajournements arbitraires éternisaient le cours des procès, au profit des gens de loi et à la ruine des plaideurs. D'autre part, dans les causes qui regardaient leur domaine, les rois ne se faisaient pas scrupule d'influer sur la décision des juges ; et plus d'une fois leur vengeance, s'affranchissant des formalités accoutumées, préférait aux tribunaux ordinaires une commission spéciale, instrument plus docile et plus sûr de la mort d'un ennemi ou d'un traître. Louis XII, par une célèbre ordonnance sur les cours de judicature, régla avec sagesse la durée des procès, le nombre des instances, les frais de la procédure, ordonna des examens pour s'assurer de la capacité des juges, garantit leur indépendance et proscrivit les commissions spéciales.

Étant gouverneur de Normandie sous le règne précédent, il avait remarqué les vices du tribunal suprême de cette province, qui n'était autre chose que l'ancienne cour féodale, et portait encore le nom d'*échiquier*. Il le mit sur le même pied que les autres parlements du royaume, et lui imposa les mêmes règles. Il introduisit un pareil changement dans le parlement de Provence. Toutes ces réformes s'opérèrent sans résistance.

L'université n'imita point la soumission des tribunaux et de l'armée. Ce corps avait d'immenses priviléges, dont

plusieurs, avec le temps, étaient devenus des abus si scandaleux et si notoires, que les états de Tours en avaient demandé la suppression. Elle fut ordonnée par Louis XII. En respectant ce qui était compatible avec le bon ordre et la justice, ce prince retrancha ce qui leur était contraire. Quelque sage que fût cet édit, l'université n'y vit qu'un attentat à des droits qu'une longue possession lui faisait regarder comme sacrés. Elle protesta, ferma ses colléges ; la turbulence de ses écoliers menaça la tranquillité publique, et le courroux de ses prédicateurs se déchaîna dans les chaires contre le roi. Louis XII était à Blois ; il envoya son chancelier, qui ne put apaiser le tumulte. Enfin, il s'achemina lui-même vers Paris avec ses gardes. Tout se soumit à son aspect, et le pardon suivit de près l'obéissance.

L'église attira aussi son attention. La discipline ecclésiastique était alors dans un tel désordre que Georges d'Amboise, le ministre, l'ami de Louis XII, avait été nommé évêque de Montauban, n'ayant encore que quatorze ans. Cette partie importante de l'administration demandait et subit une réforme.

Au milieu de ces travaux de la paix, le roi méditait et préparait une nouvelle expédition en Italie. Il voulait faire revivre les droits qu'il tenait de son aïeule Valentine Visconti sur le Milanais, punir Ludovic le Maure, et recouvrer le royaume de Naples. Il s'occupa d'abord du Milanais.

Louis XII fit d'immenses préparatifs : avant le départ, des négociations nombreuses lui avaient assuré la neutralité ou la coopération des états voisins. L'archiduc Philippe qui, le traité de Senlis à la main, réclamait les villes d'Hesdin, d'Aire et de Béthune, avait obtenu satisfaction, tout en prêtant serment de foi et hommage pour la Flandre, l'Artois et le Charolais.

L'Espagne et l'Angleterre avaient renouvelé leurs traités d'alliance ; les cantons suisses devaient garder une

neutralité parfaite ; Venise, qui pour le moment ne redoutait que l'agrandissement de Ludovic le Maure, promettait un secours de six mille hommes au prix de Crémone et Chiara-d'Adda, après la conquête ; enfin, par le traité de Genève, le passage des Alpes était ouvert à travers les états du duc Philibert de Savoie, qui donnait même quelques troupes.

L'armée française, forte de trente mille hommes, se rassemblait à Lyon, sous le commandement de Louis de Luxembourg, comte de Ligny, du seigneur d'Aubigny e de Jean-Jacques Trivulce. Quand le roi fut arrivé, elle mit en marche. Au mois d'août 1499, elle passa les Alpes et envahit le Milanais, au moment où la diversion des Vénitiens laissait Ludovic le Maure sans espoir de secours. La trahison de Galéas San Severino, gendre du duc de Milan, laissa les villes et les forteresses à découvert ; Ludovic le Maure se sauva en Allemagne avec ses enfants et ses trésors. Jamais conquête, à part celle de Naples, ne fut plus facile. Vingt jours après la descente des Alpes, Louis XII faisait à Milan une entrée triomphale ; puis il songea au retour. Trivulce fut nommé gouverneur du Milanais ; des traités d'alliance furent conclus avec les états voisins, Florence, Ferrare, Bologne, Mantoue, le Montferrat. César Borgia obtint trois cents lances et quatre mille Suisses pour conquérir la Romagne.

Guelfe de cœur et de famille, le nouveau gouverneur persécutait les Gibelins que la victoire lui avait mis entre les mains ; il laissait les bandes françaises courir le pays et piller les propriétés milanaises contre l'ordre du roi ; les habitants se lassèrent de son système d'oppression. On avertit Ludovic qui leva cinq mille lances en Franche-Comté, et huit mille Suisses, malgré le directoire fédératif : à son entrée dans le Milanais, huit mille Italiens vinrent se joindre à lui ; il s'empara de Como, de Milan,

de Pavie, de Parme, que Trivulce avait abandonnées. Bientôt après, des secours arrivèrent de France; Louis de la Trémouille passa les Alpes avec six mille hommes, et le bailli de Dijon avec six mille Suisses. Novare s'était rendue aux Milanais, parce que les Suisses de la garnison avaient été gagnés par leurs frères dans le camp des assiégeants. Mais des ordres sévères venus du directoire, et l'or de la France, amenèrent une nouvelle trahison. La Trémouille, sachant que Ludovic le Maure s'était renfermé dans Novare, était allé l'assiéger avec toutes ses forces. Une capitulation fut signée entre les défenseurs et les Français, sans aucune mention du duc. Les Suisses défilèrent; le malheureux Sforce s'était déguisé en capucin; trahi ou reconnu, il fut saisi par la Trémouille lui-même, et envoyé en France, au château de Loches, où il mourut. Son frère, le cardinal Ascagne, arrêté à Plaisance, fut envoyé à Venise, puis livré aux Français et enfermé dans la Tour de Bourges (1500).

C'était le moment, ou jamais, de marcher à la conquête de Naples. Florence, dont le gonfalonier, Pierre Soderini, était l'ami du cardinal d'Amboise, avait promis le passage à travers les terres de la république, parce que la France seule pouvait la sauver des continuelles attaques des Médicis exilés, et de César Borgia, duc de Valentinois. Le pape Alexandre avait fait alliance avec Louis XII, non par amitié, mais par politique, car le roi de France était plus fort que lui : en Allemagne, Maximilien, d'abord irrité de la spoliation des Sforce, s'était laissé gagner par argent, comme toujours, et par la promesse d'un mariage entre Claude de France et l'archiduc Charles, son petit-fils; enfin la cession de Bellinzona avait fermé la bouche aux Suisses. Restait donc l'Espagne, dont les intérêts étaient plus grands encore, puisqu'elle possédait la Sicile. Un traité fut conclu à Grenade, le 11 novembre 1500, par lequel

Ferdinand s'engageait à aider le roi de France de troupes et d'argent. La part de Louis XII était belle, Naples, Gaëte, la terre de Labour et les Abruzzes, avec le titre de roi de Naples et de Jérusalem ; mais il eut le tort de s'adjoindre un copartageant et un rival, car Ferdinand le Catholique, déjà maître de la Sicile, allait s'emparer de la Calabre et de la Pouille, et se conservait toujours un pied à terre en Italie, en cas d'événement : le péage des troupeaux voyageurs de l'Abruzze et de la Pouille dut être également partagé. On voit que les deux rois comptaient sur le succès. Il est curieux de suivre sur les chroniques contemporaines la liste des seigneurs de renom, des brillants gentilshommes qui voulurent être de l'expédition : on y retrouve des noms devenus populaires, quelquefois immortalisés par des chansons ridicules, la Palisse, la Trémouille, Bayard, Stuart d'Aubigny, d'Alègre. Le pape avait béni le traité, et son fils César Borgia était, avec d'Aubigny et le Napolitain San Severino, un des commandants de l'armée. La marche des Français à travers l'Italie fut encore une promenade. Le 24 juillet 1501, Capoue se rendit après quelque résistance ; sa garnison fut passée au fil de l'épée ou pendue aux créneaux.

Naples, effrayée de cette cruauté de mauvais augure, ouvrit aussitôt ses portes le 19 août. Le roi Frédéric, découragé, céda de bonne grâce; il échangea son royaume contre le duché d'Anjou et 30,000 ducats de rente. Son fils Ferdinand n'était pas d'aussi bonne composition. Abandonné de ses soldats, il erra longtemps dans les Abruzzes, puis il s'enferma dans Tarente, où Gonzalve de Cordoue, qui venait de s'emparer de Gaëte, vint l'assiéger. Le prince napolitain se rendit, à condition qu'on le laisserait aller en liberté ; mais le rusé Gonzalve l'envoya prisonnier en Espagne, au mépris de la capitulation. Après la conquête, les envahisseurs avaient respectivement pris

possession des provinces stipulées dans le traité ; mais il survint bientôt une occasion de guerre : dans les conditions du partage, on avait oublié la Basilicate, la Principauté Ultérieure et la Capitanate.

Le duc de Nemours, gouverneur du royaume, les réclama comme appartenant aux Abruzzes ; Gonzalve de Cordoue, comme faisant partie de la Pouille. La Capitanate était un point important, parce qu'elle était le passage des bestiaux, dont le péage se montait tous les ans à 200,000 ducats ; or, si l'Espagne s'était emparée du poste, c'en était assez pour affamer les Abruzzes, et réciproquement s'il était tombé aux mains des Français, la Pouille se serait trouvée à leur merci. Les hostilités commencèrent : Gonzalve, forcé de reculer, se jeta dans Barletta, laissant ses ennemis piller à l'aise les possessions espagnoles. L'instant était critique ; l'Espagne n'avait plus qu'un pied dans le royaume ; Ferdinand usa de ruse : il envoya à Lyon l'archiduc Philippe, avec plein pouvoir de conclure un traité à l'amiable.

Louis XII s'y laissa prendre ; on convint de part et d'autre de céder tout le royaume de Naples à Claude de France et à l'archiduc Charles, si le mariage avait lieu ; sinon, chaque partie rentrerait dans ses droits. La guerre avait été suspendue par un ordre royal, mais Gonzalve recevait à chaque instant des renforts. Enfin, quand il se crut assez fort, il leva le masque, et marcha contre les Français. L'armée de Louis XII n'était nullement préparée à cette attaque ; personne ne s'attendait à la trahison, pas même l'archiduc Philippe, qui fit tout pour se justifier aux yeux de l'Europe. Le 21 avril 1503, d'Aubigny fut défait à Séminara, en Calabre, par Hugues de Cardonne et Antonio de Leyva ; le général vaincu courut s'enfermer dans la forteresse d'Angitola, où, quelque temps après, la disette le força de se rendre. Le 28, Gonzalve lui-même mit en déroute

l'armée du duc de Nemours à Cérignole; le prince y fut tué. Naples, Capoue, Aversa se rendirent.

Vingt mille hommes arrivèrent de France, sous le commandement du marquis de Mantoue; la Trémouille devait les commander : il tomba malade à Parme. Le marquis de Mantoue se laissa battre partout où il fit rencontre des Espagnols; son successeur, le marquis de Saluces, ne put ranimer l'armée démoralisée; au mois de décembre, le reste de ses troupes fut encore battu au Garigliano; le 1er janvier 1504, Gaëte capitula : il ne restait plus aux Français que Venouse, où le brave Louis d'Ars, un des preux de l'expédition, s'était jeté avec tout ce qu'il avait pu réunir de soldats. Après une vigoureuse défense, il en sortit sur l'ordre de Louis XII, et commença, à travers l'Italie, une brillante retraite, frappant des contributions de droite et de gauche, et s'ouvrant partout un passage, malgré la malveillance longtemps comprimée des Italiens; il traversa enfin les Alpes, et vint retrouver le roi à Blois avec ses quelques mille hommes. Un peu désenchanté de l'Italie méridionale par la triste issue de son expédition, Louis XII tourna ses vues ailleurs.

L'investiture du duché de Milan était toujours son point de mire; c'est là ce qui le détermina à conclure ce malheureux traité de Blois, que le cardinal d'Amboise eut, plus tard, tant de peine à faire oublier à son maître. Louis XII accordait en dot à sa fille Claude de France les duchés de Bourgogne, de Bretagne, de Milan, avec toutes leurs dépendances, Gênes, les comtés d'Asti et de Blois. C'était, pour la maison d'Autriche, un précieux apanage, et pour la France une dot terriblement onéreuse. Une autre cession, moins importante il est vrai, vint encore diminuer les prétentions du pouvoir royal. La grande Isabelle venait de mourir, et tous ses droits au trône de Castille passaient à l'archiduc Philippe, qui prit

alors le titre de roi. Ferdinand haïssait son gendre : il s'empressa d'opérer un rapprochement avec le roi de France, dont il demanda la nièce, Germaine de Foix, en mariage.

Louis XII céda à la princesse ses droits au demi-royaume de Naples, à condition toutefois qu'il les recouvrerait à défaut de descendance.

L'Italie entre les Français et les Espagnols s'agitait sourdement ; le pape Jules II venait, avec l'appui de Louis XII, de s'emparer de Bologne, d'où il avait chassé la famille seigneuriale des Bentivoglio. Le fougueux pontife, impatient dans ses conquêtes temporelles, aussi bien que dans ses ordres ecclésiastiques, était entré dans la ville, le casque en tête, la cuirasse sur le dos. Le pape s'était fait l'apôtre de la révolution populaire, afin d'avoir meilleur marché de la noblesse, son ennemie. Les Bentivoglio, et, avec eux, nombre de seigneurs, sortirent de la ville. L'exemple de la populace bolonaise qui avait hué à la fois les nobles et les Français fut peut-être déterminant pour la révolte de Gênes. Jules II, toujours fidèle au but politique de sa vie, l'expulsion des Français, y entretenait la discorde entre le peuple et la noblesse. Gênes depuis longtemps déchue du rôle brillant que Venise jouait encore dans l'Italie, était, comme nous l'avons vu, tombée sous la suzerainé du roi de France, qui envoyait un gouverneur de son choix dans le château ; mais elle conservait encore tous les dehors d'une vieille république. Là, comme ailleurs, la noblesse était fière et hautaine ; les vingt-huit familles titrées, les Fiesque, les Doria, les Spinola, les Grimaldi, ne marchaient guère dans la rue sans une nombreuse suite armée ; leur devise était un mot insultant pour le peuple, et ce mot, ils l'avaient fait graver sur leurs épées : *castiga villani*. Mais il leur coûta cher.

D'autre part, il y avait encore au sein même du peuple un germe de division, celui qui existera toujours dans une société peu nivelée, la distinction du riche et du pauvre,

que l'usage avait consacrée par la dénomination triviale, mais juste, de *peuple gras* et de *peuple maigre*.

Toujours en garde contre la noblesse, qui, dans l'exécution des ordres émanés de son sein, traitait le vilain de haut comme dans la rue, le peuple murmurait, mais il obéissait; car la garnison française aurait brisé toute résistance. Un jour pourtant un gentilhomme, je ne sais de quelle famille, se laissa emporter jusqu'à lever la main sur un bourgeois. Le *peuple maigre* s'attroupa pour tirer vengeance de l'offenseur : on courut aux armes; la révolte devint générale. Prise au dépourvu, la noblesse ne put pas même se défendre; elle laissa piller ses palais et ses galeries, et s'échappa furtivement, abandonnant quelques-uns des siens aux mains de la populace, qui en eut bientôt fait justice. (18 juillet 1506.)

Le gouverneur de Gênes, Philippe de Clèves Ravenstein, était alors à Asti : les exilés se rendirent auprès de lui, Louis de Fiesque à leur tête. Quelques jours après, Ravenstein rentra dans la ville rebelle avec toutes les troupes qu'il avait pu réunir. D'après l'ordre du roi, il confirmait le décret que les Génois avaient arraché à Rocabertino, son lieutenant; les plébéiens devaient, à l'avenir, entrer pour les deux tiers dans la distribution des dignités publiques; mais il y ajouta une condition qui fit tout rompre, le rétablissement des Fiesque, Grimaldi, etc. Les tribuns improvisés de la bourgeoisie ameutèrent le peuple; force fut donc aux Français d'évacuer la ville, après avoir ravitaillé le château.

Dès lors la révolte n'eut plus de frein. Gênes se transforma en un vaste arsenal pour se préparer à la guerre. Un homme, comme on n'en voit paraître qu'aux jours des triomphes populaires, vint imprimer à ce mouvement spontané le cachet de son audace et de son énergie. Le teinturier Paul de Novi passa de son humble atelier sur le trône

du doge, où il s'assit pour quelques jours, comme Rienzi à Rome et Mazaniello à Naples.

Cependant une armée formidable se rassemblait en France. Le cardinal d'Amboise avait présidé à tous les préparatifs, aux moindres détails de l'expédition. Une nombreuse artillerie, un corps de génie complet pour l'époque, le reste de la chevalerie qui avait survécu aux désastres de Naples, c'en était plus qu'il ne fallait pour couper court au soulèvement populaire, qui n'avait guère pour lui qu'un enthousiasme momentané.

A l'approche de l'armée française, le siége du château fut changé en blocus, et l'artillerie reportée dans les retranchements. La position de Gênes était forte; de nombreux bastions avaient été élevés en face de la ville sur la haute montagne qui la domine, et c'était là que Paul de Novi, avec un renfort de trente mille paysans, attendait les Français. La Palisse fut chargé de l'attaque. Le feu des ennemis était vif; les Suisses avaient refusé de monter à l'assaut: « Retournez, poltrons, retournez, criait le brave « chevalier: si j'en vois un seul quitter le terrain, je le « ferai tailler en pièces. » Blessé lui-même, il remit le commandement au duc d'Albanie: le corps des volontaires nobles vint prendre part au combat. L'argent fit avancer les Suisses; les Génois furent refoulés dans la ville après une défense opiniâtre; et Bayard, debout, la lance à la main, sur le haut de la montagne, donna gain de cause à la noblesse et à la royauté par ces mots dédaigneux: « Ores, « marchands, défendez-vous avec vos aulnes, et laissez « les piques et les lances, lesquelles n'avez accoutumées.» (11 avril 1507.)

Le lendemain, une députation des vaincus vint demander au roi la paix ou la bataille. Louis XII accepta la dernière, et quarante mille Génois sortirent des faubourgs pour se faire tailler en pièces. Puis le roi de France entra

dans la ville, l'épée nue à la main, en signe d'inflexibilité. Les larmes du peuple le désarmèrent; il se contenta de faire pendre le doge teinturier et quelques tribuns; tous les priviléges de la ville furent cassés; une contribution de 200,000 florins frappée sur la bourgeoisie; la noblesse rétablie dans la moitié des honneurs; enfin l'imprenable forteresse de la Lanterne (la Briglia), élevée entre la ville et le port.

L'Europe méridionale attendait avec anxiété le résultat probable de la révolte; le pape craignait une invasion à Rome, qui eût abouti à sa déposition; et l'imposante suite du roi en cardinaux, en évêques et archevêques, pouvait aisément motiver cette crainte. Venise, jusqu'alors alliée de la France, avait fini par se lasser de jouer ce rôle secondaire qui lui profitait si bien, et Ferdinand redoutait une nouvelle descente dans son royaume de Naples. Le licenciement de l'armée victorieuse fut donc une œuvre politiquement agréable aux états menacés; Louis XII reçut alors de nombreuses félicitations; Venise, Rome, Naples, envoyèrent des ambassadeurs; Ferdinand voulut avoir une entrevue avec son voisin, et son ami pour le moment. Le roi catholique partit de Naples avec sa jeune épouse, Germaine de Foix, son grand connétable Gonzalve, dont il était devenu jaloux, et qu'il traînait à sa suite comme un boulet. Louis XII l'attendit à Savone avec sa cour. Il y eut entre les deux rois de longues et mystérieuses conférences; Jules II et l'empereur Maximilien entrèrent dans le secret : Venise ne se doutait pas qu'une ligue formidable se préparait contre elle. Devenue puissance de premier rang par l'étendue de son commerce et l'immensité de ses richesses, l'astuce de sa politique habituelle avait aigri contre elle tous les états environnants. Les griefs et les prétextes ne manquaient pas : c'étaient Faenza, Rimini, et autres villes de la Romagne, que Venise avait envahies lors de la chute de César

Borgia (1504,; Gradisca, Gœrz, Trieste, Fiume et Pola, que Maximilien revendiquait en vain depuis trois ans; Crémone et Ghiara d'Adda, qui appartenaient au duché de Milan; enfin les possessions de la république inquiétaient fortement le nouveau roi de Naples.

Le 10 décembre 1508 fut signée la fameuse ligue de Cambrai, entre l'empereur, le pape et le roi de France; l'idée de cette coalition n'était pas neuve; à proprement parler, ce n'était que la résurrection tardive du traité secret de Blois (1504), qui n'avait jamais reçu d'exécution; on y convint de partager, au gré des trois souverains, le territoire de la république: le pape réclamait Sarzane, Faenza, Rimini; l'empereur, Vérone, Padoue et Vicence; la France, Crème, Brescia, Bergame et Crémone; l'Espagne enfin, qui n'avait pas signé le contrat, Otrante et quelques villes de moindre importance. Le roi de France se mit en avant; ce fut l'armée française qui dut porter les premiers coups; puis le pape lancerait l'interdit contre la république, et alors l'empereur, à son tour, se mettrait en marche. Les Vénitiens étaient prêts; la lenteur de la ligue leur avait laissé le temps de réunir leurs troupes, de ravitailler leurs places fortes d'hommes et de vivres. Leur armée, pour parler le langage du temps, comptait dix-huit cents hommes d'armes, neuf mille cinq cents Albanais et autre cavalerie, et vingt-sept mille hommes de pied; deux généraux habiles, le comte de Petigliano et Barthélemi l'Alviane, en avaient le commandement.

L'armée du roi de France était moins forte, mais plus aguerrie: deux mille deux cents hommes d'armes, quatre cents archers, vingt mille hommes d'infanterie. Le premier événement de la guerre fut la prise de Trevi, sur l'Adda, par les Français; quelques jours après, les Vénitiens y étant retournés en nombre, la reprirent et la saccagèrent. Les hostilités étaient commencées; les deux armées s'ap-

prochaient ; Louis XII passa l'Adda sur un pont de bateaux, prit Rivolta dans sa marche, et rencontra, à Agnadel, l'arrière-garde vénitienne sous le commandement de l'Alviane. Le général de l'armée, Chaumont d'Amboise, fit aussitôt charger la Palisse avec les volontaires, puis le duc de Bourbon avec l'infanterie. L'ennemi ne s'attendait guère à cette brusque attaque ; le comte de Petigliano essaya de rétablir le combat avec des troupes fraîches ; mais il était trop tard : l'Alviane fut fait prisonnier, et les républicains furent refoulés jusque dans les lagunes (1509).

La victoire d'Agnadel fit cesser toutes les irrésolutions de l'empereur et du pape. Les Allemands pénétrèrent en Italie par la vallée de l'Adige, et les soldats du pape envahirent la Romagne : dans le premier moment de douleur, Venise entière prit le deuil, mais elle se conduisit noblement. Il parut un décret du sénat, qui, déliant du serment de fidélité les sujets que la république ne pouvait défendre, autorisait les provinces de Terre-Ferme à traiter avec l'ennemi, selon leur convenance particulière et leurs intérêts, et ordonnait aux commandants d'évacuer les places qu'ils tenaient encore. Cet ordre généreux fut rigoureusement suivi, plutôt sans doute par crainte de l'ennemi que par obéissance au sénat. Tout se rendit à l'approche des Français : Peschiera, Crème, Crémone, Brescia, Vérone, Vicence, Padoue, et tout le Frioul, furent remis à l'empereur ; le pape se saisit, dans la Romagne, de tout ce qu'il trouva à sa convenance. En quelques jours, il ne resta plus à la république que les trois villes de Maran, Osopa et Trévise. Venise cependant ne désespérait pas ; le provéditeur André Gritti avait rassemblé une nouvelle armée, avec laquelle il surprit Padoue (17 juillet 1509). C'était une conquête importante, aux portes même de la république ; cette nouvelle fut saluée à Venise par des acclamations. Un nouveau décret assura aux sujets de la république,

qui rentreraient sous sa domination, une indemnité complète de leurs pertes. Un mois après, le marquis de Mantoue fut surpris à l'Isola della Scala, et conduit prisonnier à Venise. Les alliés, qui s'étaient endormis dans le succès, virent qu'il était temps d'arrêter les progrès des ennemis; Maximilien demanda à Louis XII un secours de vingt mille hommes pour aller former le siége de Padoue. La Palisse partit de Milan avec Bayard et nombre de gentilshommes, sauva en passant Vérone et Vicence, enfuma dans une grotte deux mille paysans du Frioul, qui l'avaient harcelé dans sa marche, et alla rejoindre l'empereur sous les murs de la ville. L'armée vénitienne, forte de vingt-cinq mille hommes, s'y était renfermée tout entière, avec le provéditeur et le comte de Petigliano; l'armée assiégeante comptait cent mille hommes et cent six pièces d'artillerie. Le siége, un des plus mémorables du seizième siècle, dura seize jours, au bout desquels il fallut battre en retraite; la république était sauvée: Petigliano, marchant sur les derrières de l'armée franco-impériale, s'empara de Vicence et de plusieurs autres villes. La destruction de la flotte vénitienne commandée par l'amiral Ange Trevisani à Lago Oscuro, près de Ferrare, par le cardinal Hippolyte d'Este (22 décembre 1509), ne put contrebalancer les pertes du siége de Padoue. La fortune de Venise renaissait; trop faible encore pour résister aux forces réunies de la ligue; elle avait employé une voie plus sûre, les concessions en détail; déjà, depuis longtemps, elle avait fait sonder l'empereur par son ambassadeur, Antonio Giustiniani, et ses avances avaient été repoussées. Ses tentatives de conciliation furent plus heureuses auprès du pape. Peu satisfait de l'ascendant que la victoire d'Agnadel avait donné au roi de France, Jules II prêta volontiers l'oreille aux propositions du député vénitien; un traité de paix fut signé le 24 février 1510, entre le pape et la république. Cette dernière abandonnait toute la Romagne,

Faenza, Rimini, Ravenne, Cervia, etc. Le duc de Ferrare obtint pour sa part la Polésine et Comachio; enfin la cour de Rome eut satisfaction pour tous les différends qui subsistaient entre elle et la république, au sujet de la collation des bénéfices, de la juridiction ecclésiastique, et de l'immunité de toute contribution que réclamait le clergé vénitien.

Le pape ne s'en tint pas là. Une fois sorti de la ligue, il travailla à en détacher ses co-signataires, l'empereur et le roi catholique. Maximilien résista longtemps, parce que Venise, déjà plus hardie, refusait de souscrire à une condition qui l'eût, en grande partie, dépouillée: la restitution des villes saisies par elle. Ferdinand le Catholique fut de meilleure composition; ses prétentions étant moindres, les Vénitiens y satisfirent plus facilement; d'un autre côté, Jules II, peu scrupuleux sur les moyens d'atteindre à son but, acheva de le gagner en sanctionnant son usurpation du royaume de Naples par l'investiture. Dès-lors il ne restait plus de la formidable ligue de Cambrai que l'empereur, déjà rebuté par le mauvais succès, le roi de France et le duc de Ferrare, qui avait refusé de trahir les Français, et sur lequel allait tomber tout le ressentiment du pape. Sur les frontières de France, la haine politique du pontife n'était pas moins active; les Suisses, qui jusqu'alors avaient vécu en bonne amitié avec Louis XII, rompirent brusquement et se jetèrent dans les rangs des ennemis. Enfin, quand toutes les batteries furent dressées, quand la cour de Rome eut réussi à isoler la France, la ligue de la sainte union fut conclue entre le pape, Ferdinand le Catholique, la république et les cantons (4 octobre 1510.)

La guerre se continuait toujours en Italie. A défaut de grandes batailles, la chevalerie des deux partis s'exerçait en surprises, en escarmouches, en combats singuliers. Il

est assez curieux de lire, dans les chroniques du temps, les exploits épisodiques du chevalier Bayard et de ses compagnons d'armes. Après la victoire d'Agnadel, Chaumont d'Amboise, neveu du cardinal, était mort; Trivulce prit le commandement de l'armée, s'empara de Bologne, revint au secours du duc de Ferrare, que la prise de la Mirandole, où Jules II était entré par la brèche, mettait dans un grand péril, puis il battit les troupes pontificales à la Concorde, et reprit la Mirandole. Un ordre de Louis XII le rappela dans le Milanais. Le roi de France se faisait scrupule de continuer les hostilités contre le chef de la chrétienté; il assembla à Tours un concile national, où fut discutée la question de savoir si l'on pouvait, en toute conscience, faire la guerre au pape, et ne tenir nul compte des censures ecclésiastiques qui avaient trait à des intérêts purement temporels. La réponse du clergé fut affirmative, et il y ajouta un don de 100,000 écus. Alors Louis XII n'hésita plus: « Fort du suffrage des prélats de son royaume, le « roi conclut à Blois, le 17 novembre 1510, avec l'évêque « de Gurk, ambassadeur impérial, un traité qui confirmait « la ligue de Cambrai, et l'étendait aux successeurs de « Maximilien et de Louis XII.

« Celui-ci promit 100,000 ducats à l'empereur, qui était « déjà son débiteur pour de fortes sommes. Maximilien « devait, au printemps suivant (1511), entrer en Italie à la « tête de trois mille chevaux et de dix mille fantassins, aux- « quels Louis s'engagea à réunir douze cents lances et huit « mille hommes d'infanterie. On devait sommer le pape et « le roi d'Aragon de satisfaire aux engagements qu'ils « avaient contractés par la ligue de Cambrai: sur leur re- « fus, on convoquerait à Pise un concile général. » (Ce concile fut effectivement assemblé; mais il se sépara sans avoir atteint le but de sa convocation.) (SCHOELL. *Hist. des temps modernes.*)

La contre-partie du traité de Blois fut la ligue de la sainte union, entre le roi d'Aragon, le pape et la république ; le but avoué était l'expulsion des Français et des Allemands de l'Italie. Ferdinand le Catholique obtint le commandement général, et son lieutenant, le catalan Raymond de Cardonne, vice-roi de Naples, envahit le nord de l'Italie. Le cardinal Jean de Médicis, général des armées du pape, et le provéditeur vénitien André Gritti, vinrent se joindre à lui ; Jules II avait levé neuf mille soldats, Venise sept mille, et le roi d'Aragon dix-huit mille, qui coûtaient à ses alliés 40,000 ducats par mois. Les flottes d'Espagne et de Venise naviguaient de conserve et présentaient une force imposante de vingt-six galères.

Ce fut sur terre qu'eurent lieu les plus grands événements. Louis XII, sentant le besoin d'agir pour prévenir les irrésolutions de l'empereur, donna ordre au gouverneur de Milan de pousser la guerre avec vigueur. Ce gouverneur était Gaston de Foix, duc de Nemours, frère de la reine d'Espagne, jeune chevalier impatient de tournois et de batailles, qui acquit en deux mois la réputation d'un des plus grands génies militaires de l'époque. Gaston descendit en Italie, fit lever le siége de Bologne, reprit Bresse, et périt à Ravenne, au sein de la victoire. D'une rapidité fabuleuse dans les mouvements de son armée, il traversa la Lombardie en un clin d'œil, et courut se poster près de Bologne, qu'une révolution nouvelle avait enlevée au légat du pape et rendue aux Bentivoglio. La ville avait une garnison française aux ordres d'Odet de Foix, seigneur de Lautrec et d'Yves d'Alègre ; mais elle était vivement pressée par l'armée de la sainte union (28 janvier 1512). Gaston arriva à marches forcées ; le temps était affreux ; le vent et la neige avaient refoulé les Espagnols dans leurs tentes : le 5 février au soir, le général français traversa silencieusement le camp ennemi et pénétra dans la ville assiégée, qui salua sa venue

par une bonne volée de canons sur l'armée assiégeante.

Quand Raymond de Cardonne apprit l'arrivée des troupes françaises, il abandonna tout aussitôt le siége et se retira dans la Romagne. Gaston ne perdit pas de temps : en entrant dans Bologne, il apprit la surprise de Brescia par le provéditeur ; il se mit au plus tôt en marche avec quinze mille hommes, surprit le général vénitien Baglioni près d'Isola della Scala, le battit, et, poursuivant les fuyards, arriva en même temps qu'eux devant la ville. La garnison française tenait encore dans le château ; le général français y réunit toutes ses troupes, et le 19 février un assaut général fut donné à la ville. Toute la population était en armes ; aux douze mille Vénitiens de Gritti s'étaient joints trente mille bourgeois ou paysans que la faction victorieuse avait ameutés. L'attaque fut terrible ; Bayard franchit le premier le rempart, mais un coup de hallebarde lui perça la cuisse d'outre en outre : ses compagnons le crurent mort. Gaston fit de cet accident un moyen de victoire : les hommes d'armes, furieux, se précipitèrent dans la ville ; la garnison vénitienne fut passée au fil de l'épée, ou faite prisonnière avec le provéditeur. Le pillage dura deux jours, et fut estimé à trois millions d'écus (soixante-douze millions de francs), car la ville était riche.

« Il n'est rien si certain, dit le chroniqueur de Bayard,
« que la prise de Bresse fut en Italie, la ruine des Fran-
« çais ; car ils avaient tant gaigné en cette ville de Bresse
« que la plupart s'en retourna et laissa la guerre, et ils
« eussent fait bon métier à la journée de Ravenne, comme
« vous l'entendrez ci-après. »

Il était temps d'en finir par un coup décisif, car la France allait perdre le reste de ses alliés : Gaston cherchait la bataille, et Raymond de Cardonne mettait tous ses soins à l'éviter ; il attendait le résultat des engagements pris avec l'Angleterre, et l'issue des négociations avec l'empereur.

Maximilien résistait avec opiniâtreté ; sa haine était toujours aussi profonde contre Venise ; mais la pénurie habituelle de son trésor le rendit plus traitable ; il consentit enfin à une trêve de dix mois avec la république, au grand détriment de son allié, le roi de France (6 avril 1512), et tout aussitôt il envoya à Jacques d'Embs, son lieutenant en Italie, l'ordre de se séparer de l'armée française. Mais Jacques d'Embs ne se crut pas tenu d'obéir de suite au commandement de l'empereur ; il voulait assister à la bataille qui allait se livrer. Gaston, pour y forcer Raymond de Cardonne, avait marché sur Ravenne, et livré à la ville un assaut furieux.

Son adversaire parut, quand les habitants allaient se rendre, malgré la non réussite de l'attaque, qui leur en faisait redouter une seconde. Le 11 avril 1512, au jour de Pâques, Gaston de Foix l'attaqua dans ses retranchements. « Et avait ledit sieur de Nemours, dit le maréchal de Fleu« ranges dans ses mémoires, de coutume pour l'amour de « sa mye, de ne point porter de harnois, fors la chemise, « depuis le coude en bas jusqu'au gantelet. Et priait à « toute la compagnie de la gendarmerie, en leur remon« trant et donnant beaucoup de belles paroles, qu'à ce jour « voulussent garder l'honneur de la France, le sien et le « leur, et qu'ils le voulussent suivre. Et cela fait, dit qu'ils « verraient ce qu'il ferait pour l'amour de sa mye ce jour, « et incontinent partit et fut le premier homme d'armes « qui rompit sa lance contre les ennemis. »

Ce fut une rude journée ; la cavalerie espagnole se laissa battre aisément, mais l'infanterie, couchée derrière les retranchements, attendait de pied ferme, et quand elle fut tournée, elle opéra sa retraite en bon ordre ; les lansquenets allemands qui ignoraient l'ordre tenu secret de l'empereur, se battirent en désespérés ; le duc de Nemours y combattit comme un simple homme d'armes : on sait l'é-

pisode de sa mort. Deux mille Espagnols se réfugiaient le long d'une chaussée, après la perte de la bataille; Gaston, avec une suite de vingt ou vingt-cinq gentilshommes, se jeta sur eux à corps perdu pour leur fermer la retraite; il pénétra dans les rangs, mais il y fut tué. La perte fut grande des deux côtés. Yves d'Alègre, les capitaines Molard et Jacques d'Embs, nombre de vaillants hommes d'armes y périrent. Du côté des Espagnols, le cardinal Jean de Médicis, Fabrice Colonna, Pierre Navarro, créateur de l'artillerie espagnole, les marquis de la Palude, de Bitonto et de Pescaire, enfin tous leurs généraux de renom tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

La victoire de Ravenne fut le terme des succès de la France en Italie. Le cardinal Antonio de San Severino, légat du concile de Pise, et la Palisse, se disputaient le commandement; l'armée fut sur le point de se dissoudre par suite de cette division imprévue. Toutefois la bataille porta ses fruits : Ravenne, Imola, Forli, Césène, Rimini, furent prises et pillées. L'alarme était grande à Rome, on agitait dans le conseil des cardinaux la question de l'abandon de la sainte-ligue. Jules II vit mieux dans l'avenir : il entama des négociations pour attendre avec plus de sûreté l'effet de ses intrigues avec les cantons suisses. En effet, la mésintelligence s'était glissée entre Louis XII et la république des Alpes; le roi de France préférait à ces mercenaires la soldatesque indisciplinée des lansquenets, qui coûtait moins cher et se battait tout aussi bien.

Dans les circonstances actuelles, c'était une faute. Le pape le sentit à merveille, et tout aussitôt il envoya en Suisse le fougueux cardinal de Sion, pour y lever des troupes. Les prédications évangéliques de ce singulier général eurent un plein succès : l'émissaire du pape n'avait demandé que dix mille hommes, vingt mille Suisses se trouvèrent à Coire, au lieu du rendez-vous. Mais il fallait des-

cendre en Italie ; la France avait hérissé de troupes et de canons les défilés du lac de Como, qui étaient, de ce côté-là, le seul passage des Alpes ; les Suisses firent un grand détour, et traversèrent le Tyrol pour aller joindre l'armée vénitienne. Maximilien, déjà las du traité de Blois, les avait laissés passer sans résistance.

D'autre part, Henri VIII, gendre de Ferdinand le Catholique, et plein alors d'une ferveur religieuse qui bientôt devait s'exhaler en invectives contre Luther, avait déclaré la guerre à la France, qui avait mis son père sur le trône. Une flotte considérable était partie de la Tamise, avec six mille hommes de débarquement, sous les ordres du marquis de Dorset, pour aller rejoindre les troupes du roi d'Aragon sur les côtes de Biscaye. Enfin, pour que la France n'eût bientôt plus un seul allié, la diète de Mantoue, tenue par les confédérés, avait fait révolter Florence contre son gonfalonier, l'habile Soderini. Don Raymond de Cardonne, général des alliés, s'approcha de la ville et emporta d'assaut Prato, dont la garnison fut passée au fil de l'épée (30 août 1512) ; le lendemain il y eut une révolution à Florence. La société des jeunes nobles, des Valori, des Vettori, des Albizzi, des Ruccellaï, etc., conspira en faveur des Médicis ; Soderini fut arrêté, et on le laissa sortir de la ville. La seigneurie et les corps municipaux s'assemblèrent ; le gonfalonier fut déposé, et le rappel des Médicis prononcé par acclamation. Julien de Médicis rentra dans la ville comme simple citoyen, et tout aussitôt la charge de gonfalonier à vie fut supprimée pour être remplacée par une dignité annuelle.

Au milieu des discussions qu'avait soulevées ce changement de forme, survint le cardinal de Médicis, frère de Julien, avec une suite nombreuse de gens de guerre. Dès lors la famille des Médicis reprit son ascendant d'autrefois. On abolit toutes les lois portées depuis son expulsion,

On établit une balie de soixante-huit personnes, qui pouvait s'adjoindre tel ou tel membre, prolonger annuellement son autorité jusqu'au moment où elle jugerait à propos de s'en démettre : c'était en elle que résidait toute l'autorité ; on lui avait attribué le pouvoir de choisir dans son sein les électeurs du gonfalonier annuel et de nommer des députés, qui dorénavant seraient censés former la représentation du peuple florentin. Les partisans des Médicis avaient tout envahi ; le peuple dut déposer ses armes entre les mains des nouveaux venus. Il y eut réaction complète dans l'administration politique ; les partisans du gouvernement populaire en furent tous éloignés. Dans le nombre se trouvait le célèbre historien de Florence, Nicolas Machiavel, qui, plus tard, impliqué dans une conspiration contre les Médicis, fut mis à la torture et banni à son tour.

C'était alors que les Suisses, descendus en Italie par le Tyrol, comme nous l'avons dit, rejoignaient l'armée vénitienne, aux ordres de Jean-Paul Baglione. A ces trente mille hommes, dont la plupart étaient des troupes fraîches, la Palisse n'avait à opposer que quinze mille hommes, fatigués de la guerre, diminués par la désertion; encore n'étaient-ils pas tous Français. Il se retira donc devant l'armée ennemie, abandonnant la vallée de l'Adige, ravitaillant dans sa retraite Brescia, Peschiera, Legnano, Crémone, Bergame, renforçant les garnisons de toutes les places ; quand il parvint à Pontevico, sur l'Oglio, il ne lui restait plus que dix mille hommes ; ce fut là qu'un héraut d'armes, en vertu d'un ordre avocatoire de l'empereur, vint sommer les quatre mille Allemands, qui n'avaient pas déserté, de quitter à l'instant le service de France, sous les peines les plus rigoureuses.

La résistance était devenue impossible ; déconcerté par cet abandon imprévu, la Palisse recula jusqu'à Pizzghettone, sur l'Adda, puis jusqu'à Pavie, puis enfin jusqu'aux

Alpes, qu'il traversa pour se rendre en France, où l'appelait Louis XII ; il fut renvoyé en Navarre, où la diversion du roi d'Aragon nécessitait un plus grand déploiement de forces. La branche régnante de la maison d'Albret avait eu de longs démêlés avec la couronne d'Aragon. Lorsque la sainte-ligue eut attaqué Louis XII en Italie, Ferdinand, jugeant le moment favorable pour faire valoir ses prétentions, envahit la Navarre, où la faiblesse de Jean d'Albret avait laissé se fortifier les deux puissantes factions des Beaumont et des Grammont. Avec le secours de la première, le roi catholique eut bon marché des troupes du roi de Navarre ; en quelques jours, Pampelune et les autres villes tombèrent en son pouvoir. Jean d'Albret et les Grammont se réfugièrent en France.

Louis XII, par amitié ou par politique, accorda au roi dépouillé la Palisse et une armée de vingt-quatre mille hommes, avec laquelle il rentra dans son ancien royaume; il espérait, avec l'appui de ses amis et de ceux des Grammont, se ménager partout des intelligences ; mais il ne s'éleva aucun mouvement en sa faveur ; quelques villes secouèrent, il est vrai, le joug des Espagnols ; elles furent bientôt reprises par le duc d'Albe, général de Ferdinand. La Palisse s'avança jusque sous les murs de Pampelune pour en former le siége ; elle avait été amplement pourvue d'hommes et de vivres, tous les assauts furent repoussés. A l'apparition d'une nouvelle armée que le roi d'Aragon envoyait au secours de ses nouveaux sujets, il fallut songer au retour ; la retraite se fit difficilement à travers les gorges étroites des Pyrénées ; on abandonna même le gros canon, dans l'impossibilité où l'on était de lui faire traverser les montagnes. Jean d'Albret y perdit son royaume, et Louis XII une belle armée.

Mêmes revers en Italie : après le départ de la Palisse, l'armée de la sainte-union envahit le Milanais, où les Fran-

çais avaient laissé de faibles garnisons. Tout se rendit aux Suisses, hormis Bresse, Como, Locarno, Lugano, Novare et Crémone. Gênes, que la première révolte avait brisée sous l'épée de Louis XII, se souleva de nouveau et rétablit la dignité de doge dans la personne de Jean Frégose (23 juin 1512). Il y eut un marché entre elle et les cantons. Un don de 12,000 ducats fit reconnaître aux Suisses son indépendance, puis eut lieu le partage du malheureux duché de Milan. Les cantons helvétiques gardèrent Bellinzona, qui était pour eux la clef de l'Italie, et le pape s'empara des places à sa bienséance, le long des frontières des états de l'Église.

Alors la famille détrônée des Sforce reparut à Milan, grâce à l'intervention des Suisses, qui voulaient se ménager un débouché pour le trop plein de leur population mâle, et maintenir en hausse ce commerce d'hommes qu'ils firent si longtemps encore. Bientôt une révolution s'opéra dans la ligne de conduite des princes unis pour ou contre la France. La question de restitution subsistait toujours entre l'empereur et la république vénitienne. Jules II, qui travaillait à s'assurer l'alliance de l'Allemagne, sépara enfin sa cause de celle de Venise, et fit une paix particulière avec l'empereur, que la jalousie fit entrer dans la ligue de la sainte-union (28 novembre 1512). La république abandonnée jeta ses vues autre part. Depuis la prise de Brescia, André Gritti était resté prisonnier en France ; elle le chargea de négocier avec Louis XII ; le roi s'y prêta volontiers ; son but était atteint, l'humiliation de Venise. Maintenant c'était collectivement au pape, à l'empereur, au roi catholique, qu'il avait transporté ses haines politiques. Un traité de paix et d'alliance offensive fut conclu et signé à Blois (13 mars 1513). Les Vénitiens renonçaient à leurs droits sur Crémone et Ghiara d'Adda, mais, en revanche, Louis XII leur céda les siens sur Bergame, Brescia et Crème.

Jules II, le créateur et l'âme de la sainte-ligue, ne vit

pas la fin de la guerre (il était mort au commencement de l'année 1513), et le cardinal de Médicis, grâce à une maladie qui semblait doubler son âge, s'était vu, à trente-six ans, élevé sur le trône pontifical, en dépit des jaloux et des ambitieux de sa trempe; singulier hasard qui l'avait tiré des mains de Trivulce pour l'envoyer à Rome, où on aurait bien pu faire l'élection sans lui, car les candidats ne manquaient pas. Le nouveau pape Léon X continua l'œuvre favorite de Jules II, l'expulsion des Français, mais il ne se déclara pas d'abord. Il envoya sous main 42,000 ducats aux Suisses; vieille dette, disait-il, que sa dignité lui commandait d'acquitter. Les Suisses ne s'y méprirent pas; quelques jours après, huit mille d'entre eux descendaient du sommet des Alpes, et s'allaient poster à Novare, où treize ans auparavant leurs compatriotes avaient trahi et livré Ludovic le Maure. Il n'en fut pas ainsi cette fois; Maximilien vint se jeter aveuglément entre les bras de ses défenseurs, et à l'arrivée d'un nouveau renfort, on marcha à la rencontre des Français. En exécution du traité de Blois, Louis XII avait envoyé une nouvelle armée en Italie, pendant que les Vénitiens, sous l'Alviane, s'avançaient vers Milan, par la Lombardie. En même temps, une flotte française, aux ordres de Pierre-Jean de Bidoux. chevalier de Préjean, se présentait devant Gênes. Une réaction s'opéra en faveur de la France. La faction des Frégose abandonna la ville et se retira à Spezzia : Antoniotto Adorno fut aussitôt nommé lieutenant du roi de France, et élu doge par le sénat et le peuple. La conquête de la Lombardie fut tout aussi facile à l'approche des vingt-quatre mille hommes de Louis de la Trémouille et de Jean-Jacques Trivulce; Milan et toutes les autres villes ouvrirent leurs portes, excepté Novare et Como. Maximilien s'était jeté dans Novare; les Suisses approchèrent; l'armée française recula devant eux jusqu'à Riotta, où elle attendait un corps de cavalerie en-

voyé par d'Aubigny. La position était désavantageuse entre Riotta et Trécate. Le lendemain, 6 juin, on vit venir l'infanterie suisse en colonne serrée, *le taureau et la vache en tête*. Les lansquenets allemands, qui formaient l'avant-garde, furent exterminés, l'artillerie enlevée et tournée à l'instant contre les Français, la cavalerie enfoncée en un clin d'œil ; les dix-sept mille Suisses firent fléchir les trente mille hommes de Trivulce. La retraite fut aussi rapide que la conquête ; les vaincus ne s'arrêtèrent que sur le versant occidental des Alpes. Les Suisses s'aventurèrent dans le Milanais, pillant çà et là les villes et les campagnes, exerçant les droits de seigneurs et maîtres dans les états de leur allié Maximilien ; toutes les places fortes échappèrent au pillage à prix d'argent ; leur rançon servit encore à engraisser les Suisses. Le Milanais était perdu pour la France : Gênes retourna aux Frégose. La flotte indépendante se présenta de nouveau devant la ville, et le doge Adorno, sans même essayer une résistance inutile, se retira à son tour (17 juin 1513).

L'Alviane s'était avancé dans la Lombardie à la rencontre des Français ; leur défaite imprévue lui fit rebrousser chemin jusqu'à Padoue, en abandonnant Crémone, Brescia et Bergame. L'armée alliée vint l'y assiéger pendant dix-huit jours ; puis voyant l'inutilité du siége, elle se mit à faire des ravages dans la campagne, jusqu'au moment où l'Alviane, autorisé par le sénat vénitien, sortit de Padoue à leur rencontre. La bataille se donna à la Motta, près de Vicence (7 octobre 1513). La position des alliés était mauvaise, ils y suppléèrent par un courage opiniâtre. Au milieu du combat, une terreur panique saisit les Vénitiens ; leur perte fut de quatre mille hommes. Paul Baglione tomba entre les mains des Espagnols, et l'Alviane, pour sauver les reste de l'armée, alla s'enfermer dans Trévise, d'où il faisait de temps en temps des excursions sur le Frioul et la

Carniole ; il s'empara d'Udine, de Montefalcone et de la Polésine de Rovigo.

L'année 1513 n'était pas heureuse pour la France ; les négociations de l'Espagne avaient réussi ; par les soins de Marguerite de Parme, gouvernante des Pays-Bas, l'Angleterre avait souscrit au traité d'alliance contre la France ; les articles en avaient été approuvés et les conditions stipulées à Malines (5 avril 1513). On devait attaquer la France par quatre endroits à la fois, Henri VIII, par la Picardie, Maximilien, par la Flandre, les Suisses, par la Bourgogne, enfin Ferdinand, par les Pyrénées. Le traité en question reçut sa pleine et entière exécution ; les troupes aragonaises envahirent la Navarre ; en Italie, les Napolitains battirent les Vénitiens à Creazzo ; en Bourgogne, les Suisses s'avancèrent jusqu'à Dijon. Enfin, au commencement de juillet 1513, Henri VIII débarqua à Calais avec trente mille hommes, auxquels se joignirent douze mille hommes de cavalerie que Maximilien avait fait lever dans les Pays-Bas.

Les deux princes marchèrent vers Térouanne, pour en former le siége. Huit mille hommes de gendarmerie française s'approchèrent de la place pour y introduire un convoi (17 août 1513). Une terreur panique les saisit subitement : à la vue de la cavalerie impériale, ils se mirent à fuir en désordre. La journée de Guinegate, ou des Eperons, ne fut pas meurtrière, grâce à la vitesse des chevaux ; mais elle dégarnit la frontière du nord. Le duc de Longueville, Bayard, et d'autres chevaliers furent faits prisonniers. L'armée victorieuse retourna sous les murs de Térouanne. Après deux mois de siége, la place non secourue se rendit, et fut rasée de fond en comble. L'alarme était dans Paris ; mais le roi d'Angleterre n'osa s'aventurer plus loin dans le pays de France, et il s'en retourna à Londres.

Selon leurs engagements avec Maximilien, qui leur avait promis une bonne solde, tout en comptant sur la bourse

d'Henri VIII, vingt-cinq mille Suisses entrèrent en Bourgogne, sous les ordres de Jacques de Wattewyll ; la Franche-Comté et le Wirtemberg leur fournirent quelques renforts ; ils s'avancèrent vers Dijon. Le gouverneur de la Bourgogne, le rusé la Trémouille, n'avait à leur opposer que les débris de l'armée d'Italie, douze mille hommes environ ; et d'ailleurs Dijon était très-mal fortifié. Toutefois, se fiant sur le peu d'usage que les Suisses avaient de la théorie des siéges, il résolut de s'y renfermer. L'armée ennemie arriva bientôt après ; mais elle se consuma longtemps en préparatifs et en tranchées inutiles. Un mois s'était écoulé ; l'hiver avançait ; la rareté des vivres commençait à devenir inquiétante, et l'empereur, malgré sa promesse, n'arrivait pas ; l'argent du roi d'Angleterre n'avait pas encore paru, et rien n'annonçait qu'on s'occupât de pourvoir à la paie des assiégeants. La Trémouille sut habilement profiter de ce malaise général ; il fit semer par ses émissaires, dans l'armée ennemie, le bruit que le roi de France ne leur refuserait rien, s'ils consentaient à s'éloigner ; ils demandèrent à traiter. Sûr d'être désavoué, puisqu'il n'avait pas de pouvoirs, la Trémouille leur accorda tout, et signa les yeux fermés toutes les conditions qu'ils lui dictèrent (13 septembre 1513). « Ils stipulèrent « 400,000 ducats (2,095,000 ducats d'aujourd'hui) pour « eux, et 8,000 pour le duc de Wirtemberg. Leurs alliés « ne furent pas oubliés : Louis XII devait reconnaître le « concile de Latran, et se réconcilier avec l'Église ; renon« cer à tous ses droits sur le duché de Milan et le comté « d'Asti ; se soumettre à ce que prononceraient des arbitres « sur les prétentions de l'archiduc Charles au duché de « Bourgogne. La Trémouille ramassa avec peine 20,000 « ducats, dont les Suisses se contentèrent pour leur pre« mier paiement. Ayant reçu pour sûreté du reste six « otages, savoir : deux seigneurs et quatre bourgeois de

« Dijon, qui étaient, à ce qu'on prétend, des hommes de « rien, travestis en hommes riches, les Suisses s'en retour- « nèrent dans leurs montagnes.... On pense bien que « Louis XII désavoua la Trémouille. » SCHOELL. *Hist. des temps mod.*

Sur ces entrefaites, Anne de Bretagne mourut de la gravelle à Blois (9 janvier 1514). Sa fille Claude, qui héritait de la Bretagne, fut mariée aussitôt au duc d'Angoulême, sur la tête duquel la couronne de France allait tomber, et, malgré les larmes de Louis XII, la place de la défunte reine fut bientôt occupée. Anglais, Français, Allemands, Espagnols, tous étaient las de la guerre. Léon X, qui s'était tenu presque en dehors de cette lutte, dont les proportions allaient toujours en grandissant, consentit facilement à oublier le passé, sitôt que Louis XII eut renoncé aux conclusions schismatiques du concile de Pise. Ferdinand et Maximilien firent leur paix l'un après l'autre, et enfin, le 7 août 1514, le traité de Londres acheva la pacification provisoire de l'Europe. Louis XII prit pour femme Marie, la sœur de Henri VIII, qu'il épousa le 9 octobre à Abbeville, et promit à son beau-frère un million d'écus, payables en dix ans. C'était le duc de Longueville, devenu le prisonnier du roi anglais à Guinegate, qui, pendant sa captivité, avait négocié ce traité. Henri VIII n'en tint pas moins rigueur au diplomate, et fixa à 50,000 écus sa rançon ; mais Longueville lui gagna presque toute la somme à la paume.

Ce mariage inopportun, car Louis XII avait cinquante-trois ans et la goutte, devint fatal à l'ancien époux d'Anne de Bretagne. Faible et crédule, comme le sont les vieux maris, il s'était mis en tête d'avoir un héritier ; et, selon l'expression de Brantôme, *il faisait le galant et le jeune homme* avec sa nouvelle épouse, princesse de dix-huit ans, et une des plus belles de l'Europe. Pour mieux lui plaire, le bon roi

se jeta à sa suite dans les plaisirs et les réjouissances, et changea toutes les habitudes tranquilles de son régime de vie. « Car où il soulait dîner à huit heures, il convenait « qu'il dînât à midi ; et où il soulait se coucher à six heu- « res, souvent se couchait à minuit. » Au bout de six semaines de fêtes, il tomba malade d'une dyssenterie, et dans la nuit du 1er janvier 1515, à l'heure même où l'année commençait, il rendit l'âme à Paris, dans son palais des Tournelles. Enfant violent, brillant chevalier, puis roi modéré et bientôt débonnaire, Louis XII finissait son règne et sa vie presque en vieillard ridicule. Le chef de la guerre folle, le maître des joutes et des passes d'armes de Charles VIII avait tourné au bourgeois, et non pas au bourgeois rude et brusque, tel qu'avait été Louis XI. Les tendances pacifiques et l'inaltérable douceur de sa seconde nature contredisaient d'une façon trop formelle l'ancienne devise de son grand-père, qu'il avait conservée, un porc-épic avec cette légende : *Cominùs et eminùs* (de près et de loin). On garda longtemps à Paris le souvenir de sa petite mule sur laquelle il se rendait au palais, familièrement et sans suite, venant s'asseoir parmi les juges, et se promener au milieu du peuple dans le jardin du palais, qui s'étendait derrière la grand'salle, à l'endroit où est maintenant la place Dauphine. Avec cette bonté positive, cette bonhomie tranquille et sans préméditation, Louis XII laissait avec peine son peuple bien-aimé aux mains de François d'Angoulême, homme tout de faste et d'éclat, qui devait s'intituler plus tard *le premier gentilhomme* de son royaume, et qui n'était guère disposé à goûter cette maxime favorite du *père du peuple*, « qu'un bon pasteur ne saurait trop engraisser « son troupeau. » « Hélas ! s'écriait Louis XII avec ses « confidents, hélas ! nous travaillons en vain ; ce gros gar- « çon gâtera tout ! »

# CHAPITRE IX.

## FRANÇOIS I.

François, comte d'Angoulême et comte de Valois, descendait, comme Louis XII, de l'infortuné Louis d'Orléans assassiné dans la rue Barbette. Jean d'Orléans, son grand-père, était le troisième fils de Louis. Malgré son origine royale, la maison de Jean d'Orléans, à part une impuissante démonstration au temps de la guerre folle, n'avait joué presque aucun rôle, ni au dedans, ni au dehors du royaume, jusqu'au moment où l'ordre de succession vint la faire passer tout à coup de cette obscurité profonde à l'éclat d'une couronne. Le premier des cinq rois qu'elle devait donner à la France était, à son avénement, un jeune homme de vingt-cinq ans, grand, bien fait, hardi à tous les exercices du corps, avec toutes les qualités et tous les défauts du gentilhomme. La transition était brusque du *bon roi* à cet impétueux et brillant personnage, et comme s'il eût tenu à ne pas faire mentir le mot de Louis XII, la première pensée du nouveau souverain fut pour l'Italie. Se rejetant

de gaieté de cœur dans cette lutte dangereuse dont Louis XII avait eu tant de peine à sortir, le jour de son couronnement, François Ier se fit proclamer à la fois roi de France et duc de Milan. Ce n'était pas un vain titre qu'il entendait se donner ainsi, et sur le champ il se mit en devoir de confirmer, les armes à la main, la proclamation un peu gratuite du héraut de Reims, car la France ne possédait plus rien dans le Milanais. D'abord il fait remplir les vides du trésor royal par son ami Duprat, qu'il venait de nommer chancelier, en lui laissant mettre à l'encan les charges de judicature; et, avec l'argent qui provient de cette vente odieuse, il soudoie vingt-deux mille lansquenets et cinq mille fantassins basques et gascons. A l'approche de l'orage qui allait fondre sur Maximilien Sforce, l'empereur, le roi d'Espagne et le pape se confédèrent avec les Suisses et les Florentins pour protéger le faible prince contre son formidable rival. François oppose à cette ligue ennemie l'alliance de Henri VIII, de Charles d'Espagne qui tout à l'heure allait se nommer Charles-Quint, des Génois, des Vénitiens, du marquis de Saluces et du duc de Ferrare. Ensuite il se rend à Lyon, et bientôt se rassemble la plus belle armée qui eût jamais traversé les Alpes; deux mille cinq cents lances (quinze mille cavaliers), vingt-deux mille lansquenets, sous le nom de Bandes noires, aux ordres du duc de Gueldres, six mille Basques, sous le commandement de Pierre Navarro, qui, depuis la bataille de Ravenne, avait passé au service de la France; huit mille aventuriers français et trois mille pionniers. Mais le passage habituel des Alpes était fermé: à la première nouvelle de l'invasion, vingt mille Suisses avaient été s'échelonner, au Pas-de-Suze, sur le Mont-Cenis, puis sur le mont-Genèvre; et quand l'armée francaise arriva au pied des montagnes, le cas était devenu embarrassant. Un vieux chasseur de chamois, dit la chronique, découvrit un nouveau passage; il

s'adressa à son seigneur, le comte de Morette, qui en fit part au duc de Savoie. Ce dernier prince avait hâte de se débarrasser des Français, il envoya le comte et le paysan à Lyon.

Lautrec et Navarro furent détachés pour explorer cette nouvelle route; le passage était praticable, l'armée se mit en marche; les pionniers firent merveille; François Ier était descendu en Italie, lorsque les Suisses le croyaient encore devant eux; il avait traversé les vallées de Barcelonnette et d'Argentières, les défilés de Démont et de Coni, et envahi le marquisat de Saluces. Les alliés furent surpris. A Villefranche, un des meilleurs généraux de Ferdinand, Prosper Colonna, fut entouré et fait prisonnier à table par Bayard et la Palisse, qui étaient entrés dans le Piémont, par Sestrières, à la source du Pô; en même temps, la flotte française avait débarqué à Gênes les huit mille hommes d'Aimar de Prie, qui, rejoint par Octavien Frégose, avait franchi la Bocchetta, et s'était emparé de Tortone et d'Alexandrie. L'armée ennemie ne bougea pas; le pape voulait attendre, avant de se déclarer, et Raymond de Cardonne n'était pas assez fort; d'ailleurs l'Alviane les observait avec l'armée vénitienne, prêt à faire diversion, s'ils marchaient en avant.

Restaient donc les Suisses, qui avaient reculé jusqu'à Novare; la discorde était dans leurs rangs; leurs chefs, Jean de Diessbach et Georges de Hohensax, penchaient fortement pour la paix : leur avis prévalut; une suspension d'armes fut signée à Galerate (9 septembre 1515). Les Suisses demandaient pour Maximilien une princesse du sang royal de France, le duché de Nemours et 12,000 livres de pension, en retour de la cession du duché de Milan, pour eux 900,000 écus qu'on leur redevait de la capitulation de Dijon et de la restitution des places fortes qu'ils possédaient dans le Milanais.

François I[er] accorda tout, et l'armée des cantons allait se disperser, quand survint un renfort de vingt mille hommes avec Roesch, bourguemestre de Zurich. Les nouveaux venus rompirent la convention par une attaque soudaine, et essayèrent d'enlever l'argent que le roi de France avait envoyé à Bufalora pour le paiement; cette tentative échoua par l'habileté de Lautrec. Les partisans de la paix dans le camp ennemi, Jean de Diessbach et Georges de Hohensax, retournèrent dans les cantons. Le reste, au nombre de trente-quatre mille hommes, rentra dans Milan où les attendait le fougueux cardinal de Sion. François I[er] était à Marignan, au sud de Milan, d'où il communiquait avec l'Alviane, qui, posté à Lodi, surveillait les mouvements de Raymond de Cardonne.

A trois heures après midi, les Suisses chargent avec furie l'armée française qui ne les attendait pas. Les harangues passionnées du cardinal de Sion[1], sur la place du château de Milan, avaient eu un effet prodigieux; les troupes des cantons étaient parties sans artillerie, sans munitions, sans aucune disposition militaire. Les retranchements, dont Pierre Navarro avait entouré le camp des Français, amortirent la vigueur de ce brusque assaut. L'artillerie joua contre l'ennemi, et fit dans ses rangs de profondes trouées. Les Suisses venaient en colonnes serrées se briser contre les palissades, avec leurs longues lances qui ne pouvaient atteindre leurs adversaires; la célèbre corne de buffle résonnait dans la plaine, et poussait en avant, à tout instant, des troupes fraîches. La nuit fit cesser le combat; les deux armées étaient en désordre : les ennemis avaient enlevé de vive force une batterie de sept pièces, et l'avaient au moment même tournée contre le

[1] François I[er] disait: « Ce petit prêtre m'a donné plus d'embarras que toutes les puissances de l'Europe. »

camp français. Le roi, qui avait combattu comme un lion, coucha sur l'affût d'un canon à cent pas d'un bataillon suisse, et il fallut éteindre le feu du bivouac de peur de surprise.

Le lendemain, 14 septembre, la bataille *des géants* recommença plus terrible que jamais; l'artillerie avait peine à faire reculer des hommes qui se laissaient tuer, mais ne fuyaient pas. Enfin l'Alviane, qui avait couru toute la nuit, arriva sur le champ de bataille avec un faible détachement, en faisant retentir le cri de guerre de Venise : *Marco, Marco;* le reste de ses troupes suivait à distance. Les Suisses crurent voir arriver toute l'armée vénitienne; la retraite se fit en bon ordre; ils rentrèrent à Milan avec leur artillerie et leurs blessés; leur perte fut de quinze mille hommes; les Français en avaient perdu six mille. François Ier fut fait chevalier par Bayard, sur le champ de bataille.

Le trésor de Maximilien était vide, et il devait à ses protecteurs trois mois de solde; le cardinal de Sion, si puissant avant la journée de Marignan, ne put pas même les retenir. Toute l'armée se dispersa pour rentrer en Suisse, en pillant à loisir le Milanais. Tout le duché se rendit à l'armée française; Maximilien capitula dans le château de Milan (4 octobre) et par le traité de Pavie (14 octobre), il céda toutes ses prétentions sur le Milanais au roi de France, qui, en revanche, lui promit le chapeau de cardinal, une somme de 94,000 livres et 36,000 livres de rente en bénéfices ecclésiastiques.

La nouvelle de la victoire de Marignan changea la politique de Léon X et des cantons. Le pape était las de servir à l'agrandissement de la maison d'Autriche, que la mort prochaine de Ferdinand le Catholique allait porter sur les trônes d'Espagne et de Naples. Une entrevue eut lieu à Bologne (10 décembre), entre Léon X et François Ier. Le

pape abandonna au roi Parme et Plaisance; au duc de Ferrare, Modène et Reggio, à condition qu'on laisserait sans appui le neveu de Jules II, le duc d'Urbin; il promit encore sa coopération à l'invasion du royaume de Naples, pourvu qu'on attendît la mort du roi d'Aragon.

Les Suisses étaient devenus moins difficiles. Un traité fut conclu à Genève, par l'intermédiaire du duc de Savoie, entre la France et huit cantons. Zurich, Uri, Schwitz, Bâle et Schaffouse attendirent une année encore pour ratifier cette paix. Toutes les usurpations des Suisses dans le duché de Milan en 1513 furent abandonnées, à l'exception de Bellinzona, pour 300,000 écus d'or. François I<sup>er</sup> promit encore 400,000 écus d'or pour la capitulation de Dijon, 300,000 pour les frais de la guerre, et 1,500 cavaliers pour le cas de guerre défensive. En retour, la Suisse lui accorda le droit de lever à son gré des troupes dans les cantons.

Restaient donc l'empereur et Ferdinand le Catholique. Le dernier épargna par sa mort au roi de France l'ennui de négociations difficiles (22 février 1516). Maximilien laissa François I<sup>er</sup> exercer à Milan toutes les prérogatives de la souveraineté, établir un parlement de justice, changer les formes de l'administration et confier au célèbre connétable de Bourbon la lieutenance générale de ses possessions au delà des Alpes, avec une armée de sept mille hommes; puis, quand il eut repassé les Alpes, il envahit, lui, à son tour, le duché de Milan avec trente mille hommes. Mécontent de voir élever par l'influence française le duc d'Albanie à la régence d'Écosse, au détriment de sa sœur, la reine douairière, Henri VIII lui avait fourni l'argent nécessaire.

A l'arrivée des impériaux, le maréchal de Lautrec était au siége de Brescia, pendant que le successeur de l'Alviane, Théodore Trivulce, donnait l'assaut à Vérone avec les Véni-

tiens. Lautrec leva le blocus, recula sur l'Adda, dont il essaya de défendre le passage; mais trop faible pour résister, il alla se renfermer dans Milan avec le connétable. Maximilien vint les y investir; sa lenteur donna aux assiégés le temps de préparer la défense; on brûla les faubourgs de la ville, on arma les bourgeois, et, quelques jours après, un capitaine suisse, Albert de la Pierre, que le cardinal de Sion avait insulté, amena au secours des Français quatorze mille Suisses; le connétable se croyait sauvé; un scrupule de longue date, et fort commode pour les mercenaires des cantons, remit en question la possession du Milanais; ils refusèrent de se battre contre Maximilien, parce que son armée était formée en grande partie de leurs compatriotes; alors le connétable, craignant que la sédition ne s'étendît aux troupes de la garnison, les licencia tous après le paiement de leur solde. Maximilien, à cette nouvelle, crut avoir bon marché des Français abandonnés; il menaça les Milanais de faire passer la charrue et de semer du sel sur les débris de la ville, comme Frédéric Barberousse; mais, apprenant que les Suisses du connétable avaient reçu leur solde, leurs frères, dans l'armée allemande, se hâtèrent de réclamer la leur, avec ce ton d'insolence qui ne souffrait aucun retard.

Maximilien eut peur; il savait que le connétable leur avait offert une solde considérable, s'ils voulaient changer de drapeau; pour retarder les effets d'une trahison qu'il redoutait, il leur fit porter 16,000 écus d'or par le cardinal de Sion; puis, sous le prétexte que son trésor était à Trente, il y courut au plus vite, et de là il s'enfuit en Allemagne. Son armée l'attendit longtemps au delà de l'Adda; les Suisses allèrent, en guise de paiement, piller Lodi et Saint-Ange: les Allemands s'échappèrent vers les montagnes du Tyrol; leur retraite fut désastreuse; l'expédition devint ridicule, et la fuite de l'empereur proverbiale.

Le maréchal de Lautrec retourna au siége de Brescia, qui se rendit après un assaut meurtrier ; une foule d'accidents imprévus, l'arrivée de huit mille Allemands, l'incendie d'un convoi d'artillerie et autres munitions, firent manquer celui de Vérone ; Lautrec se retira dans le Mantouan à Villefranche.

C'était le moment pour François I<sup>er</sup> de faire valoir ses prétentions au royaume de Naples et de reconquérir la Navarre pour la famille d'Albret ; l'archiduc Charles en avait peur : sa prise de possession n'était pas sûre, car il avait un frère, le jeune Ferdinand, élevé sous les yeux du feu roi d'Aragon, que la Castille menaçait de proclamer ; des conférences s'ouvrirent à Noyon entre les deux rois, par l'intermédiaire du grand maître de Boissy et de son ami le seigneur de Chièvres : le loyal François n'abusa pas de la supériorité que la circonstance lui donnait : tout au contraire, il s'en remit à la bonne foi du nouveau roi d'Espagne pour la question de la Navarre : Charles s'engagea à examiner l'affaire, quand il serait affermi sur son trône ; c'était un ingénieux subterfuge.

Les droits de la maison de France au royaume de Naples passèrent à madame Louise, âgée d'un an, fille de François I<sup>er</sup>, dont la main fut promise au roi d'Espagne ; mais, en attendant le mariage, ce dernier, qui ne possédait Naples que de fait et par droit de conquête, devait payer annuellement cent mille ducats à son futur beau-père.

Il y avait dans le traité une place en blanc pour l'empereur, s'il eût voulu rendre Vérone aux Vénitiens : il préféra la guerre ; en d'autres termes, il ajourna la conclusion de la paix.

C'était un merveilleux spectacle pour l'Europe que l'union intime des rois de France et d'Espagne. François I<sup>er</sup> est dans tout l'abandon de la loyauté, Charles, rusé déjà. Il envoyait des chevaux de Naples à son futur beau-père,

mais il gardait la terre qui les avait nourris; il lui prodiguait les termes de tendresse que l'étiquette avait inventés entre les souverains : *bon père, bon frère, bon fils*, et le roi de France les lui rendait avec usure. « Je n'ai plus rien à cœur « que de vous complaire, écrivait le roi d'Espagne, comme « tout bon fils doit faire à son bon père. Pour continuation « de la fervente amour que je vous porte, j'ai voulu vous « faire part que j'ai été proclamé roi dans mes royau- « mes de Castille, Léon et Grenade, et que j'espère l'être de « même en Aragon. »

Sous ces dehors spécieux, Charles cachait son adhésion secrète au traité d'alliance défensive qui avait été signé (29 octobre 1516), entre l'empereur et le roi d'Angleterre. L'inconstance de Maximilien ne permit pas aux alliés de continuer plus avant. Vérone, vivement pressée par le maréchal de Lautrec, allait se rendre, malgré la constance de Colonne et de Roquendolf : l'empereur accepta les cent mille écus que lui offraient les Vénitiens, puis il accéda pleinement au traité de Noyon, dans les conférences de Bruxelles (décembre 1516), et dans celles de Cambrai (11 mars 1517).

La paix avec Henri VIII n'était pas aussi facile; le roi d'Angleterre n'avait rien à craindre de la France, et tant qu'il posséderait Calais, son voisinage était dangereux. Son but actuel était le renouvellement de la ligue; l'Espagne y avait adhéré; l'empereur l'avait abandonnée, l'offre d'un million de livres ne put décider les Suisses à une seconde invasion de la Bourgogne. La paix perpétuelle entre la France et les cantons fut signée à Fribourg (23 novembre 1516.)

« Elle fut conclue avec les treize cantons, l'abbé et la « ville de St-Gall, leurs associés, la république du Valais, « les Grisons et la ville de Mulhouse, leurs alliés. Le roi de « France promit de payer quatre cent mille ducats pour « cette éternelle affaire de Dijon, et trois cent mille pour

« la campagne d'Italie, dont on déduirait cependant les « sommes déjà payées. Il promit de plus de payer aux con- « fédérés des pensions annuelles, savoir : deux mille livres « de France à chacun des treize cantons ; autant à la répu- « blique du Valais ; trois cents à l'abbé de St-Gall ; trois « cents au comté de Toggenbourg ; quatre cents à la ville « de St-Gall ; autant à celle de Mulhouse ; six cents aux « habitants de Gruyère. Les Grisons devaient recevoir la « même pension dont ils jouissaient du temps de Louis XII. « Le roi promit de ne donner aucun passage par la France « aux ennemis des Suisses. Bellinzona est abandonnée aux « cantons d'Uri, de Schwitz et d'Unterwalden ; quant à « Lugano, Locarno, Val-Maggia, la Valteline, Chiavenna « et Bormio, ils seront rendus par le roi dans un an, si « les cantons n'aiment mieux accepter trois cent mille écus « d'or, comme prix de ces districts. Les Suisses s'obligè- « rent à ne donner ni assistance ni passage aux ennemis « de la France, et à ne pas souffrir que leurs confédérés ou « sujets entrassent au service de ses ennemis. » (SCHOELL. *Hist. des temps modernes*.)

C'était déjà beaucoup que d'avoir enlevé aux ennemis de la France la facilité de recruter des troupes parmi la population guerrière des cantons. Henri VIII fut le dernier dont François Ier rechercha l'alliance. Le vrai roi d'Angleterre pour le moment était l'impérieux favori, l'habile cardinal Wolsey, qui se laissait pensionner par plusieurs princes du continent. François Ier essaya d'abord des démonstrations maritimes ; il fit équiper une nombreuse flotte, comme s'il eût voulu tenter les chances d'une descente en Angleterre ; mais voyant que les insulaires ne s'en effrayaient pas, il envoya à Londres Guillaume Gouffier, plus connu sous le nom d'amiral Bonnivet. L'ambassadeur capta la bienveillance du ministre, auquel il communiquait, par déférence soi-disant, les affaires secrètes du roi son maître;

il lui promit une pension annuelle de douze mille livres; puis, quand Wolsey, orgueilleusement chatouillé de l'estime respectueuse du roi de France, eut favorablement disposé son maître, Bonnivet se hasarda à réclamer la restitution de Tournay; un peu de hardiesse encore, et il eût aussi redemandé Calais; mais le peuple anglais eût crié à l'ignominie.

Deux conventions furent signées à Londres (14 octobre 1518). L'une stipulait la restitution à la France de Tournay, Montagne et St-Amand, pour la somme de six cent mille couronnes à trente-cinq sols, que François Ier promit de payer successivement à raison de cinq cent mille livres par an. L'autre fiançait le dauphin de France, âgé de sept ans, avec Marie d'Angleterre, âgée de deux ans et demi, fille de Henri VIII : la dot convenue était de trois cent trente-trois mille couronnes; le dédit de cinq cent mille.

La mort de Maximilien (15 janvier 1519) vint compliquer l'état politique de l'Europe, de la succession au trône impérial. François Ier et Charles-Quint s'étaient mis sur les rangs, et le roi de France, qui comprenait tout, même la jalousie, sous le côté chevaleresque, écrivait à son rival : « Nous faisons la cour à la même maîtresse : employons « l'un et l'autre tous nos soins pour réussir : mais dès que « le sort aura nommé le rival heureux, c'est à l'autre à « se soumettre et à rester en paix. »

L'argent des deux princes circula dans l'Allemagne; les électeurs de l'empire se firent payer au poids de l'or la valeur de leur vote; les ministres et agents en sous-ordre se laissèrent acquitter leurs dettes; il existe un bordereau curieux des banquiers de Charles, *la maison Fugger, à Augsbourg*, qui fournit les fonds nécessaires. Toutefois l'assemblée électorale hésita avant de se nommer un maître; elle voulut élire Frédéric le Sage, électeur de Saxe, qui répondit par un refus; alors tous les membres fatigués déposèrent leurs

pouvoirs entre ses mains, et le prince se décida pour le roi d'Espagne, qui vint aussitôt prendre possession de la couronne impériale, après avoir juré les capitulations prescrites.

François fut cruellement désabusé à cette nouvelle, lui qui avait presque compté sur son élévation. C'était déjà une cause d'aigreur contre le nouvel empereur; la question de la Navarre que Charles-Quint ne se hâtait nullement de rendre, lui parut encore plus décisive; dès ce moment, il ne songea plus qu'à former un faisceau d'alliances contre son rival et son adversaire qui travaillait aussi activement de son côté.

Léon X penchait pour la France, qui inquiétait moins l'état romain que l'Empire, Naples, les Pays-Bas et l'Espagne dans une même main; mais il réclamait la restitution de Parme et de Plaisance, que François I^er ne put jamais se décider à lui rendre. Alors il prêta l'oreille aux propositions de Jean Manuel, ambassadeur d'Espagne à Rome. Par un traité secret, du 8 mai 1521, il fut convenu qu'on veillerait à l'expulsion des Français de l'Italie; que le pape recouvrerait Parme et Plaisance, et s'emparerait des états du duc de Ferrare, allié de François I^er. Gênes devait redevenir indépendante, avec Antonio Adorno pour doge, et deux cent mille ducats déposés à Augsbourg étaient destinés au recrutement de seize mille Suisses.

Par une politique toute contraire, Venise s'allia aux Français. Comme république italienne, Venise avait les mêmes vues et les mêmes intérêts que le pape; il lui fallait le maintien de l'équilibre entre les puissances secondaires du pays; mais quand le choix était nécessaire, il n'y avait pas lieu à balancer; c'était la France qui pouvait seule tirer Vérone, Brescia et tant d'autres possessions litigieuses, des serres de l'empereur; Venise se jeta donc dans le parti de François I^er. La puissance la plus importante de l'époque après la France

et l'Espagne était l'Angleterre, que la mer mettait à l'abri de toute invasion. Charles-Quint et François Ier se la disputèrent, ou plutôt s'attachèrent à gagner le cardinal Wolsey qui tournait à son gré l'esprit de son maître. Les démarches de François Ier avaient le mérite de la priorité, mais l'habileté insidieuse de Charles-Quint eut plus de succès; déjà il avait assuré au ministre d'Angleterre une pension de trois mille livres.

Son voyage en Angleterre acheva de lui gagner le roi et le favori. Wolsey fut agréablement flatté d'une augmentation de pension (sept mille ducats) et surtout de l'espoir éloigné que Charles-Quint lui donnait de la tiare pontificale à la mort de Léon X. Aussi quand l'entrevue d'Ardres ou du Camp du drap d'or eut lieu (1520), la politique anglaise penchait fortement pour le parti de l'Espagne. Cependant les deux rois se traitèrent avec une magnificence incroyable et de merveilleux témoignages d'amitié. Après de nombreux préliminaires d'étiquette, un jour, François Ier, ennuyé de la contrainte, partit presque seul, et s'en alla réveiller son hôte royal, qui échangea amicalement son collier contre le bracelet du roi de France; la noblesse et le peuple de France ne traitaient pas moins bien la gentilhommerie anglaise; les frais de réception étaient immenses: « Ils furent « tels, dit Martin du Bellay, que plusieurs y portèrent « leurs moulins, leurs forêts et leur prés sur leurs épaules.» Qu'on lise les mémoires de Fleuranges, c'est une description toute brodée des fêtes qui signalèrent l'entrevue.

En résultat, il ne s'y passa rien de bien important. Le traité de Londres y fut ratifié, et le mariage de la princesse Marie avec le dauphin confirmé. Quant à l'Espagne, Henri VIII ne promit que la neutralité pure et simple, lorsque François Ier demandait une franche coopération[1]. Les deux

[1] Un incident signala la lecture des articles du traité. Henri VIII

princes se séparèrent; une seconde entrevue du roi d'Angleterre avec Charles-Quint fit cesser toutes les irrésolutions que la loyauté de François Ier avait pu jeter dans la ligne de conduite politique d'Henri VIII. La guerre fut résolue (1520), les hostilités avaient déjà commencé en Navarre. Charles-Quint retardait toujours la rupture parce que l'Espagne se préparait sourdement à la révolte, les Pays-Bas redoutaient l'invasion de la France, l'Italie ne s'était pas encore décidée pour l'empereur. François Ier, dont la position était plus franche, le royaume plus compacte, voulut en finir au plus tôt. La question de la Navarre était un grief manifeste; François envoya une armée dans les Pyrénées, aux ordres d'André de Foix de Lesparre, général inexpérimenté que le favoritisme avait poussé à la cour (sa sœur, la comtesse de Châteaubriant, était la maîtresse du roi). Charles-Quint n'avait pas eu le temps de songer à la défense; les Français s'avancèrent jusqu'à Pampelune sans obstacle; là, il suffit d'un siége de quelques jours pour achever la conquête.

Le gentilhomme Ignace de Loyola, l'un des défenseurs de la place, y fut grièvement blessé; alors le soldat se fit moine. Le seigneur de Lesparre marchait toujours; il avait déjà pénétré en Castille, et formé le siége de Logrono, mais il n'alla pas plus loin; l'armée espagnole s'était enfin rassemblée : les Castillans et les Aragonais, désunis entre eux, avaient marché contre l'étranger; les habitants se défendirent avec vigueur; il fallut songer à la retraite devant un ennemi supérieur. Au lieu de rester à l'abri sous le canon

les lisait; quand il en vint à ceux qui le regardaient : « Et je, Henri, roi d'Angleterre... » il s'arrêta, et dit : « J'ai pensé ajouter, *et de France;* mais puisque vous êtes ici, je ne le dirai pas, car je mentirais. » C'était une renonciation formelle, mais que l'usage avait consacrée déjà, avant qu'elle n'eût été faite.

de Pampelune, Lesparre présenta la bataille, fut vaincu et fait prisonnier : la Navarre était encore perdue. Vers la fin de la même année, une nouvelle expédition, sous l'amiral Bonnivet, aboutit à la prise de Fontarabie (1521).

Du reste, la déclaration de guerre n'avait pas encore paru. C'était au nom d'Henri d'Albret qu'avait eu lieu l'invasion de la Navarre. François Ier usa de même artifice, quant aux Pays-Bas. Robert de la Mark, seigneur de Bouillon, demandait vengeance d'un attentat du conseil aulique à sa juridiction indépendante ; d'après les instigations secrètes de François Ier, il envoya un héraut d'armes déclarer solennellement la guerre à l'empereur, puis, au moyen d'un corps de soldats levés en France, il alla mettre le siége devant Vireton. Singulièrement étonné de la hardiesse du comte de la Mark, Charles se ravisa aussitôt ; il s'en prit au roi de France, et réclama instamment le secours du roi d'Angleterre, pour se donner le temps de rassembler des troupes. Henri VIII interposa sa médiation ; le roi de France désavoua Robert et lui ordonna de licencier son armée. Mais pendant les négociations, les Espagnols s'étaient rassemblés au nombre de vingt mille hommes. Le comte de Nassau, gouverneur de Brabant, leva enfin le masque ; il envahit les États de Robert ; en quelques jours, il s'était emparé de toutes les places fortes, excepté de Sédan ; puis il passa la frontière de France, emporta d'assaut Mouzon, et parut aux portes de Mézières. La ville n'était pas forte, mais Bayard s'y était renfermé avec une brillante compagnie de gentilshommes. Le courage et la ruse des défenseurs firent traîner le siége en longueur. François Ier arrivait à marches forcées ; Nassau recula vers les Pays-Bas, l'armée française reprit Mouzon.

Des conférences s'étaient ouvertes à Calais dans l'intervalle ; les prétentions de Charles-Quint les firent rompre ; il demandait la restitution du duché de Bourgogne, et la

dispense de l'hommage pour les comtés de Flandre et d'Artois. François Ier se refusa nécessairement à tout ; alors, par les intrigues de Wolsey, une ligue offensive fut conclue entre l'empereur et le roi d'Angleterre, qui convinrent d'envahir la France par trois points à la fois, la Picardie, la Provence et la Navarre. Les clauses secrètes du traité de Windsor n'ont jamais paru au grand jour. Il paraît certain que les relations déjà formées de l'empereur avec le connétable de Bourbon, lui avaient inspiré le projet du partage de la France. Ce plan chimérique reposait en grande partie sur la persuasion où était le duc de Bourbon, que tout son vasselage se lèverait à sa voix : Charles-Quint eût obtenu pour sa part le Languedoc, la Bourgogne, la Champagne et la Picardie ; Charles de Bourbon, la Provence, le Dauphiné, l'Auvergne, la Marche et le Bourbonnais avec le titre de roi de Provence ; Henri VIII le reste de la France.

L'exécution du plan fut ajournée, l'Italie devait pour le moment être le théâtre de la guerre. La population milanaise s'était à la longue dégoûtée de la domination française, que la galanterie des gentilshommes rendait moins tolérable encore. D'autre part, la fierté hautaine du maréchal de Lautrec, gouverneur du Milanais, avait aliéné la bourgeoisie, et le vice-chancelier de Milan, Jérôme Moron, l'ami de Louis XII, qui s'était retiré chez François Sforce, pour échapper à la persécution. Jérôme Moron proposa à Léon X de s'emparer, avec le secours des bannis et des mécontents, de quelques places fortes dans le Milanais. Le pape avait accepté, mais le complot fut découvert ; les bannis se réfugièrent à Reggio dans les états de l'Église. Le maréchal de Foix, frère de Lautrec, les y alla chercher ; mais la bravoure du gouverneur, le célèbre Guichardin, fit manquer l'entreprise. Ce fut un prétexte de guerre pour le pape, qui, en plein consistoire, publia aussitôt son traité

secret avec Charles-Quint. En même temps, il envoya dans le Milanais un corps considérable de Suisses, pendant qu'une armée impériale descendait des gorges du Tyrol, et qu'une autre s'avançait à la hâte du fond du royaume de Naples.

Lautrec était en France, il refusa de partir si on ne lui donnait pas trois cent mille écus pour la solde des troupes. François les lui promit avec serment; mais la reine mère, Louise de Savoie, qui haïssait Lautrec, intercepta la somme convenue. Le maréchal ne laissa pas de rassembler une bonne armée; mais celle des alliés se trouva plus forte; son plan de campagne était alors tout simple; harceler l'ennemi, enlever les convois, éviter le combat, tout en secourant les places assiégées; le général français ne s'en départit pas un seul instant; mais un événement imprévu dérangea toutes ses combinaisons militaires. Il survint un ordre des cantons qui signifia aux Suisses des deux armées un ordre de retour; leur nombre était à peu près égal dans les deux camps; mais l'éternel cardinal de Sion débaucha les messagers de la confédération, qui laissèrent ignorer la défense à leurs compatriotes de l'armée impériale. Lautrec ne put retenir les siens, parce qu'il leur était dû plusieurs mois de solde. Cette défection fut fatale à la France. Le maréchal, qui avait déjà forcé Prosper Colonne à lever le siége de Parme, recula jusqu'aux bords de l'Adda, puis il alla s'enfermer dans les murs de Milan, où les impériaux vinrent l'assiéger. La trahison d'un inconnu abrégea la défense : le marquis de Pescaire pénétra dans la ville par la route indiquée. Lautrec, avec les débris de son armée, se retira en toute hâte sur les terres de Venise, laissant une garnison dans la citadelle. Tout le duché de Milan se rendit aux vainqueurs, Lodi, Parme, Plaisance, Alexandrie et autres villes.

Au dire des chroniqueurs français, la joie de ces nouvelles saisit tellement Léon X, qu'elle lui donna une fièvre brûlante dont il mourut (2 décembre 1521), dans la force

de l'âge. L'Europe n'était nullement préparée à cet événement. Les cardinaux de Sion et de Médicis laissèrent l'armée pour se rendre au conclave; les Suisses se débandèrent; l'occasion était favorable pour Lautrec, s'il eût eu à ses ordres une bonne armée et de l'argent; faute de secours, il la laissa passer. La désunion était grande dans le conclave. Le neveu de Léon X, le cardinal Jules de Médicis, avait pour lui tous les jeunes cardinaux; mais ses quinze voix ne suffisaient pas pour l'élection, car la faction des vieux lui était contraire. Dans l'impuissance d'accroître le nombre de ses adhérents, il reporta tous les votes des siens sur la tête du gouverneur d'Espagne, le cardinal Adrien d'Utrecht. A peine y fut-il question de Wolsey, malgré les belles promesses de l'empereur; première cause de refroidissement entre l'Espagne et l'Angleterre. Le choix du précepteur de Charles-Quint étonna tout le monde politique, car personne n'avait songé à lui.

François I[er], voyant que l'état romain allait plus que jamais être sous la dépendance de son rival, rassembla pour l'Italie une nouvelle armée. Les Suisses, honteux de s'être retirés si brusquement du camp de leur allié, s'enrôlèrent dans les rangs de la nouvelle armée, au nombre de dix mille hommes; avec ce renfort, Lautrec rentra dans le Milanais, reprit nombre de places fortes; et, poussant devant lui le faible corps de troupes de Prosper Colonne, pénétra jusqu'aux portes de Milan. Le général espagnol s'était adossé à une position avantageuse qu'il allait être forcé d'abandonner, faute de vivres et d'argent; les Suisses ne lui en donnèrent pas le temps; le maréchal de Lautrec attendait de l'argent de France; le convoi fut arrêté dans sa marche; les Suisses se mutinèrent, demandant à grands cris la solde ou la bataille; faute d'or, il fallut les laisser courir aux retranchements de l'ennemi, qui se tenait prudemment dans son camp de la Bicoque

Ce fut une boucherie. Les Suisses n'avaient pas même voulu attendre leur propre artillerie ; avant d'arriver aux palissades, ils essuyèrent une canonnade meurtrière ; puis ce fut le tour de la mousqueterie ; les cadavres s'entassaient dans les fossés du camp ; leur perte fut de trois mille hommes ; dès le lendemain, ils quittaient l'armée et reprenaient le chemin des Alpes (12 avril 1522).

Lautrec, obligé d'évacuer le Milanais et de rentrer en France, accueillit mal les reproches du roi, et se plaignit avec hauteur du dénuement dans lequel on l'avait laissé. Il fallut alors que Semblançay rendît compte des 300,000 écus ; mais lorsqu'il renvoya à la reine-mère, celle-ci répondit froidement qu'il avait menti. On raconte que Louise avait fait dérober la quittance par Gentil, l'amant d'une de ses femmes, le principal commis de Semblançay. L'affaire traîna ; mais elle avait été livrée au chancelier Duprat, l'ennemi du surintendant. Cinq ans après, Semblançay fut « pendu à Montfaucon pour mauvaise administration des finances du royaume. »

Ces intrigues de femme n'étaient pas à bout. La duchesse de Savoie ne se tenait pas quitte avec le connétable pour l'affront qu'il avait eu par elle dans les Pays-Bas. On se rappelle que Louis XII, oublieux du passé, avait généreusement assuré à la fille de monsieur et de madame de Beaujeu, la succession de Bourbon.

Henri VIII avait déjà déclaré la guerre à la France, malgré l'élection du nouveau pape. Wolsey, humilié dans son orgueil, n'avait pu se dispenser d'agir conformément à la teneur du traité secret de Bruges, dans le moment où toute l'Europe d'alors se déclarait contre François Ier ; d'ailleurs, il espérait beaucoup de l'âge et des infirmités d'Adrien ; le comte de Surrey se mit à ravager les côtes de Normandie, où il pilla et brûla Morlaix et quelques autres places ; puis il alla prendre à Calais le commandement de l'armée an-

glaise, que rejoignit le comte de Buren avec les auxiliaires allemands : tous deux envahirent la Picardie, mais sans succès. Le duc de Vendôme, inférieur en forces, suivit la méthode de Lautrec dans le Milanais avec plus de bonheur. La fatigue, la disette, les escarmouches minèrent l'armée combinée, qui effectua sa retraite sans avoir pu s'emparer d'une seule place forte.

Le principal théâtre de la guerre était toujours l'Italie, où la ligue avait concentré ses principales forces. François Ier était déjà parti pour aller rejoindre dans le Milanais, son armée qui avait pris les devants ; la découverte du complot du connétable l'arrêta dans sa marche, et le fit retourner en arrière ; François craignait une révolte dans les domaines de Charles de Bourbon ; mais le duc s'était trompé d'un siècle ; personne ne bougea ; à grand'peine put-il lui-même gagner les Alpes et se réfugier dans le Milanais, à l'armée des confédérés, où Prosper Colonne, et bientôt après Charles-Quint le reçurent à bras ouverts. L'armée française était déjà descendue en Italie, forte de quarante mille hommes, aux ordres de l'amiral Bonnivet. Les impériaux reculèrent jusque sous le canon de Milan, prêts à abandonner la ville, si les Français eussent fait mine de vouloir l'assiéger. Bonnivet laissa passer le moment favorable ; Prosper Colonne et Jérôme Moron eurent le temps de réparer les fortifications, de mettre la ville en défense ; quatre jours après, il n'était plus temps de l'emporter d'assaut (1523). L'hiver vint arrêter les opérations militaires ; l'infatigable Colonne était mort à l'âge de quatre-vingts ans ; mais l'Espagne ne manquait pas de généraux ; Charles de Lannoy, le connétable, le marquis de Pescaire profitèrent de la morte saison pour réunir une nouvelle armée ; les Français étaient épuisés ; l'argent était devenu rare ; Bonnivet alla se retrancher dans une forte position, à Biagrassa, d'où les impériaux le délogèrent ; la retraite commença au passage

de la Sesia, à Romagnano ; Bourbon et Pescaire chargèrent l'arrière-garde avec vigueur.

L'amiral blessé confia le commandement au chevalier Bayard, qui y fut tué d'un coup d'arquebuse ou de fauconneau. Les vaincus repassèrent les Alpes dans le plus grand désordre (1524). La campagne fut plus heureuse pour la France en Picardie, en Bourgogne, en Guienne. Le duc de Suffolk s'était avancé jusque sur les bords de l'Oise, à sept lieues de Paris; la Trémouille, avec une poignée de soldats, le rejeta dans la Flandre, en suivant le même plan d'opérations que Vendôme; les impériaux ne purent entamer la Bourgogne, et les Espagnols furent chassés de la Guienne.

En Provence, le duc de Bourbon, qui l'avait envahie, fut obligé de se retirer avec perte. Une fois le Milanais délivré des troupes françaises, le connétable, qui n'avait pas perdu de vue ses projets de royauté, décida l'empereur à passer les Alpes et à pénétrer dans la Provence, qui était presque sans défense : il se flattait encore du soulèvement de ses adhérents, qu'il croyait nombreux. L'armée impériale descendit donc en Provence, forte de dix-huit mille hommes, avec le duc de Bourbon et le marquis de Pescaire : Aix et Toulon se rendirent à leur approche, mais l'abord de Marseille n'était pas facile; et d'ailleurs, le même système d'opérations qui avait déjà deux fois sauvé la Picardie de l'invasion, avait prévalu pour la Provence dans les conseils de François Ier. Le pays fut ravagé par les habitants eux-mêmes, les villages rasés, les villes abandonnées, la campagne dévastée. Marseille laissa détruire ses faubourgs, et neuf mille habitants se joignirent à la garnison; le siége dura quarante jours, sans que les impériaux fissent aucun progrès ; une armée nombreuse se rassemblait à Lyon, sous les ordres de François Ier, et d'ailleurs la disette se faisait sentir dans le camp des assiégeants. Les ennemis se retirèrent précipi-

tamment à travers la Provence, et repassèrent le Var, harcelés à tout instant par les défenseurs de Marseille (17 septembre 1524).

Le pape Adrien VI était mort, et le peuple de Rome, qui n'avait jamais aimé le prêtre étranger, même avec la tiare, célébrait avec joie ses funérailles ; la porte de son premier médecin avait été couronnée de guirlandes avec une inscription flatteuse, ou ironique, comme on voudra : *Au libérateur de son pays!* Le cardinal de Médicis était encore là : il jouissait de la faveur populaire ; il n'aimait pas les Français ; Charles-Quint n'entrava pas son élection (28 novembre 1523). Henri VIII lui avait écrit en faveur de Wolsey, et le ministre n'avait pas épargné les sollicitations : l'empereur n'en tint nul compte, et le ressentiment du cardinal, aidé bientôt de la bataille de Pavie, changea dès lors la politique anglaise sur le continent.

Aussitôt après la retraite des Impériaux, François Ier était descendu en Italie à la tête d'une armée de quarante mille hommes ; sa marche fut rapide ; il traversa le Mont-Cénis et arriva à Verceil, sur la Sesia, au moment même où Pescaire atteignait, à Alba, le Tanaro. Le général espagnol, qui avait regagné l'Italie par Monaco et Final, faisait assaut de vitesse avec le roi de France. Il le devança de quelques heures à Milan, jeta à la hâte une garnison dans la citadelle, et sortit de la ville par une porte, pendant que François Ier y pénétrait par l'autre. Le Milanais semblait perdu pour les impériaux. Le général ennemi n'était pas en état de tenir tête à l'armée française ; et si le roi l'eût poursuivi au moment où il se retirait vers Lodi, sur l'Adda, c'eût été bataille gagnée ; mais, contre l'avis des autres généraux, Bonnivet lui conseilla de s'arrêter au siége de Pavie, où Pescaire avait mis une bonne garnison. Ce retard donna le temps aux impériaux de se reconnaître. Le vice-roi de Naples, Lannoy, se procura quelque argent en en-

gageant les revenus du royaume; Pescaire, adoré de ses soldats, les retint par de belles promesses à défaut d'argent, et Bourbon vendit ses bijoux pour aller lever un corps de troupes en Allemagne.

François Ier pressait le siége avec vigueur; mais les assiégés, sous les ordres d'Antoine de Leyva, se défendaient vaillamment. Les assauts se succédaient depuis trois mois, et l'armée impériale ne paraissait pas. Lannoy et Pescaire, hors d'état de se mesurer avec les Français, restaient dans l'inaction, et une pasquinade courait à Rome, dans laquelle on offrait une récompense honnête à quiconque pourrait découvrir l'armée des impériaux, qui s'était rendue, au mois d'octobre, dans les montagnes qui séparent la France de la Lombardie, sans qu'on en eût eu depuis aucune nouvelle. Il était temps que le connétable revînt d'Allemagne, avec ses douze mille hommes. Leyva, qui manquait à la fois d'or et de pain, n'était plus maître des troupes de Pavie; l'armée impériale n'était guère plus riche, mais les soldats craignaient que la désertion ne leur enlevât les arrérages de leur solde; ils demandèrent la bataille. L'armée française était affaiblie par l'abandon successif des troupes mercenaires, par l'absence d'un détachement de dix mille hommes qui s'était avancé vers Naples, afin d'opérer une diversion, enfin par la fatigue du siége, tandis que le corps allemand de Bourbon et Georges de Frondsberg était tout frais.

Les généraux ennemis se décidèrent à l'attaque; malgré l'avis des siens, François Ier voulut rester dans ses lignes de siége. L'assaut fut rude : l'artillerie française foudroyait les Allemands à mesure que leurs bataillons se développaient en face d'elle. L'impatience de François Ier la rendit inutile. Désespéré d'assister à la bataille l'épée dans le fourreau, il se jeta en avant, suivi de tous les gentilshommes; et les canons se turent de peur de les atteindre. Ce moment fut décisif : les ennemis se reformè-

rent après la première charge ; Antonio de Leyva fit une sortie, pendant que Pescaire attaquait les travaux du camp du côté de la campagne, et mit en désordre l'arrière-garde. Les Suisses, contre leur habitude, lâchèrent pied les premiers. La déroute commença ; huit mille Français périrent sur le champ de bataille, ou se noyèrent dans le Tésin ; Bonnivet, la Trémouille, les maréchaux de Foix et de Chabannes, furent tués : François Ier se défendait encore quand la bataille était perdue. Blessé au front et à la jambe, il combattait avec fureur, entouré d'un peloton de gentilshommes. Il resta le dernier de tous. Lannoy vint prendre son épée, le genou en terre : il était prisonnier (24 février 1525).

Cette nouvelle fut diversement reçue en Europe. Le pape Clément VII avait déjà conclu un traité secret avec François Ier, et le roi d'Angleterre se préparait lentement à se tourner contre le roi d'Espagne.

Charles-Quint affecta une grande modération en apprenant le désastre de Pavie ; il défendit à Madrid toute réjouissance. Le duc d'Albe lui conseillait l'envahissement de la France ; il s'y refusa, parce qu'il n'était pas le maître de son armée ; mais il s'apprêta à tirer parti du malheur de son rival, qui était détenu à Pizzighettone. Il demanda pour sa rançon la Bourgogne, Milan, Gênes, Asti, Naples, la restitution au duc de Bourbon de tous les domaines confisqués, avec la cession de la Provence et du Dauphiné en royaume indépendant. Le roi de France se refusa à ces conditions onéreuses, et demanda à être transporté en Espagne, espérant avoir meilleur marché lui-même de son rival.

Tous les alliés de l'empire s'en détachaient depuis la bataille de Pavie. Le cardinal Wolsey, deux fois joué dans les élections de Rome, n'avait rien tant à cœur qu'une rupture avec l'Espagne ; Henri VIII, cherchant un prétexte, demanda que Charles-Quint l'aidât à conquérir la Guienne, qu'il conclût le mariage convenu avec sa fille Marie, et lui

livrât son prisonnier, comme l'avaient stipulé les clauses du traité de Windsor, en 1521. Sur le refus de l'empereur, Henri VIII signa un traité d'alliance défensive avec la régente de France, Louise de Savoie, qui lui promit deux millions d'écus d'or.

Une ligue formidable s'était en même temps formée contre l'Espagne, en Italie ; le pape Clément VII y avait introduit les Vénitiens, les Florentins et le duc de Milan. Le chancelier de François Sforce, l'habile Jérôme Moron, crut pouvoir détacher Pescaire du service de l'empereur, en lui offrant le royaume de Naples. Bien que mécontent de sa cour, le général resta fidèle : il feignit de se prêter aux projets du chancelier, l'attira dans un piége, et le fit arrêter (14 octobre 1525). Son armée envahit le Milanais et prit possession de toutes les forteresses au nom du roi d'Espagne. François Sforce se jeta dans la citadelle de Milan, où il se maintint contre Pescaire jusqu'en juillet 1526.

Les négociations se poursuivaient avec activité entre la régente et l'empereur ; Louise de Savoie lui avait fait proposer la cession absolue des droits de François Ier sur le royaume de Naples, l'abandon de ses prétentions sur le Milanais, Asti et Gênes, à la condition, pour Charles-Quint, d'en donner l'investiture au second fils de François Ier, Henri, qui épouserait Marie de Portugal, fille d'Éléonore, sa sœur, et la restitution de Hesdin, de Douai, Lille et Orchies. François Ier offrait d'autres conditions : sa renonciation à l'Italie et à la suzeraineté de l'Artois et de la Flandre, son mariage avec Eléonore, sœur de Charles-Quint, et la réintégration du connétable dans tous ses domaines. L'empereur ne voulut rien entendre tant qu'on ne lui céderait pas la Bourgogne : alors François, dans un moment de désespoir, remit à sa sœur Marguerite d'Alençon, qui l'était venu visiter dans sa prison, l'acte de son abdication

en faveur de son fils aîné, et demanda à l'empereur une maison convenable pour le reste de ses jours ; puis il fit rompre les conférences.

Charles-Quint ne crut pas à la durée de ce débordement de mauvaise humeur, et il eut raison. François Ier s'ennuya de sa captivité, et fit renouveler les conférences ; enfin, pressé d'en finir avec sa prison, il accepta le traité de Madrid, tout en signant le même jour une protestation secrète contre la violence (14 janvier 1526). Voici, d'après l'historien Schœll, la teneur des principaux articles :

« François Ier cède à l'empereur et à ses héritiers des « deux sexes, en pleine souveraineté, le duché de Bour- « gogne avec le Charolais, Noyers et Château-Chinon, « ainsi que l'Auxerrois, promettant de les livrer dans les « six semaines qui suivront sa mise en liberté ; il renonce « à la suzeraineté sur les comtés de Flandre et d'Artois, « à ses droits sur Milan, Asti, Gênes et Naples, ainsi qu'à « ceux de la France sur Tournay, Hesdin, Lille, Douai et « Orchies, et retire sa protection au roi de Navarre. Il « s'engage à fournir à l'empereur, pour son expédition « d'Italie, quatorze galères et quatre galions, cinq cents « hommes d'armes et 200,000 écus d'or ; et comme Char- « les-Quint devait au roi d'Angleterre trois termes, chacun « de 103,305 écus d'or, en indemnité de la cession de « Tournay, stipulée par le traité de Windsor de 1521, « François Ier s'engage à satisfaire Henri VIII. Charles- « Quint promet de rendre la liberté au roi avant le 10 mars « 1526, à condition qu'au moment même où il sortira « d'Espagne, il sera remis à l'empereur des otages pour « sûreté de l'accomplissement des conditions du traité, « savoir : au choix de la reine-mère, soit les deux fils « aînés du roi, soit le dauphin tout seul, avec douze in- « dividus nommés ; c'étaient tous les généraux distingués « que la France possédait alors, Charles, duc de Vendôme,

« François, comte de Saint-Pol et duc d'Estouteville,
« son frère ; Jean Stuart, duc d'Albanie ; les maréchaux
« de Lautrec, Anne de Montmorency et Robert Stuart,
« comte de Beaumont le Roger, dit le maréchal d'Aubi-
« gny, etc. Lorsque les conditions du traité seront toutes
« accomplies, l'empereur rendra les otages ; François Ier
« lui confiera, en signe de vraie amitié, son troisième fils,
« le duc d'Angoulême, pour être élevé en Espagne.

« L'Empereur, de son côté, renonce aux prétentions
« qu'il pouvait élever sur les villes de la Somme, sur
« Péronne, Montdidier et Roye, les comtés de Boulogne,
« Guines et Ponthieu. Il donnera au roi pour épouse,
« Éléonore, douairière de Portugal, sa sœur, en la dotant
« des comtés de Mâcon et Auxerre, et de la ville de Bar-
« sur-Seine : ces terres passeront aux enfants mâles, qui
« seront procréés de ce mariage. L'infante Marie, fille
« d'Éléonore, épousera le dauphin François.

« Le roi promet de restituer au duc de Bourbon tous ses
« biens, terres et seigneuries, tels qu'il les possédait origi-
« nairement, de lui rendre et faire rendre les fruits perçus.

« Les deux souverains contractent une alliance défen-
« sive contre tous leurs ennemis et s'assisteront récipro-
« quement de cinq cents hommes d'armes et de dix mille
« piétons.

« Aussitôt que le roi sera en liberté, il ratifiera et jurera
« la paix : le dauphin la ratifiera de même, lorsqu'il aura
« atteint l'âge de quatorze ans. Le traité sera enregistré au
« parlement de Paris. A défaut de cet enregistrement en
« quatre mois, le roi se reconstituera prisonnier. Les deux
« monarques se soumettent aux censures ecclésiastiques,
« s'ils violent leurs engagements. »

Charles-Quint croyait avoir pris toutes les garanties humaines et divines, mais la meilleure lui semblait être la bonne foi du roi chevalier.

# CHAPITRE X.

## DEPUIS LE TRAITÉ DE MADRID JUSQU'AU TRAITÉ DE CRESPY EN VALOIS (1526-1544).

---

François Ier avait signé tous les articles du traité de Madrid, sans y regarder, bien décidé à les désavouer aussitôt après sa mise en liberté. L'air de l'Espagne lui pesait ; sa marche fut rapide, et quand il fut arrivé aux bords de la Bidassoa, où devait avoir lieu l'échange, à peine prit-il le temps d'embrasser ses deux fils qu'on venait livrer aux Espagnols de l'escorte ; il s'élança sur un cheval, et partit au galop pour Bayonne, où sa cour l'attendait. Les ambassadeurs de l'empereur vinrent demander la prompte exécution des clauses du traité ; François Ier répondit froidement qu'il en référerait à l'assemblée des notables, et en effet, aux états de Cognac, les notables réclamèrent contre les promesses du roi ; les députés de Bourgogne refusèrent à la royauté le pouvoir de les aliéner comme un domaine privé, attendu que ce droit était con-

traire au serment du sacre et aux lois fondamentales de la monarchie.

Alors François Ier fit offrir à Charles-Quint deux millions d'écus d'or en échange de cette province, l'accomplissement de tout le reste du traité et une neutralité parfaite quant à l'Italie. Charles-Quint dissimula longtemps afin que sa flotte pût aborder à Naples, et son armée entrer en Lombardie sans obstacle; puis, une fois ce résultat atteint, il cria hardiment à la déloyauté, à la trahison; un cartel insultant s'ensuivit entre les deux princes, et les chroniques du temps donnent des détails curieux sur la manière dont Charles-Quint s'y prit pour éviter le duel, tout en ayant l'air d'avoir raison aux yeux de l'Europe : non pas qu'il redoutât le combat singulier, mais moins chevaleresque que son adversaire, il ne tenait au point d'honneur que comme moyen politique.

Cependant l'Europe lui donna tort, parce qu'en ce moment une ligue formidable se formait contre lui. François Ier, à son retour, avait ratifié en son propre nom le traité de la régence avec Henri VIII (18 novembre 1526). Outre les deux millions stipulés dans le traité conclu par Louise de Savoie, François Ier promit pour lui et sa dynastie cinquante mille écus d'or par an à Henri VIII, et vingt-cinq mille à ses successeurs. Le roi d'Angleterre conserva le titre de roi de France, mais il renonça à toute prétention sur le royaume.

Les puissances italiennes n'étaient pas moins bien disposées pour le roi de France. Clément VII avait déjà déclaré nul le serment de François Ier. Toute l'Italie indépendante avait enfin compris que la maison d'Autriche, maîtresse de Naples, nécessitait le contre-poids de la France dans le Milanais, ou plutôt, toujours par le même système d'équilibre, elle s'alliait au plus faible contre le plus fort. La sainte-ligue fut conclue à Cognac entre la France, Rome et Venise, qui avait enfin fixé les irrésolutions de sa

politique : c'était une alliance défensive, dirigée contre Charles-Quint ; mais ce but réel fut caché sous des dehors spécieux ; on laissa dans les écritures du traité une place pour l'empereur, mais on y ajouta des conditions inexécutables pour le moment, la liberté des enfants de France, en échange d'une rançon, la restitution du duché de Milan à François Sforce, le paiement de l'argent dû au roi d'Angleterre, s'il devenait membre de la ligue.

L'armée alliée devait compter trente mille hommes d'infanterie, en partie levés chez les Suisses, deux mille cinq cents cavaliers pesamment armés, et deux mille cinq cents hommes de cavalerie volante. Si l'empereur refusait de s'accorder avec le roi de France aux conditions ci-dessus énoncées, le contingent des alliés en faveur de François I^er^ devait être de dix mille fantassins et deux mille cinq cents hommes d'armes, la flotte de vingt-huit galères ; même secours pour tout autre état de la ligue. Le duc de Milan recouvrerait son duché en payant aux prétentions de François I^er^ une redevance annuelle de 50,000 écus, et à la charge par lui, de solder la pension de son parent, le duc Maximilien. Le comté d'Asti, appartenant à la maison d'Orléans, revenait au roi ou à son second fils, et Gênes rentrait sous la domination française. Quant au royaume de Naples, le pape en disposerait comme d'un domaine de l'Eglise, en payant dans ce cas au roi de France une rente de soixante-dix mille ducats. Protection pleine et entière pour la famille des Médicis, à Florence, pour tous les autres parents du pape. Le roi d'Angleterre, s'il accédait à la ligue, obtiendrait, avec le titre de protecteur, un duché du revenu de 30,000 ducats pour lui, un autre de 10,000 pour le cardinal Wolsey dans le royaume de Naples.

Tout aussitôt après la conclusion de la ligue, les alliés avisèrent à l'exécution des projets qu'on avait mûrement combinés. François-Marie, duc d'Urbin, général des Véni-

tiens, Guido Rangoni et l'historien Francesco Guicciardini, généraux du pape, et le marquis de Saluces, commandant des Français, se réunirent sous les murs de la citadelle de Milan, où le marquis du Guast, neveu de Pescaire, et Antonio de Leyva assiégeaient toujours François Sforce. Les nouveaux venus avaient dans la ville de nombreuses intelligences; les bourgeois de Milan étaient fatigués de la domination impériale et n'attendaient qu'un moment favorable pour la révolte. La jalousie du duc d'Urbin contre les Médicis et la négligence de François Ier firent échouer toute tentative. Le château se rendit au duc de Bourbon, qui arrivait d'Allemagne : François Sforce trouva le moyen de s'échapper.

A Rome, le pape n'était pas en sûreté; Hugues de Moncade, ambassadeur de Charles-Quint, s'entendit avec la famille patricienne des Colonne, que Clément VII haïssait mortellement; la ville était sans défense, car toute l'armée du saint-siége était en Lombardie. Un jour le cardinal Pompée Colonne rassembla quelques milliers de troupes, pénétra sans résistance dans Rome (29 septembre 1526), dispersa la garde pontificale, et mit au pillage le Vatican avec tous les palais des Médicis; le pape s'était réfugié dans le château Saint-Ange, où la disette le contraignit à subir l'humiliation d'une capitulation: il lui fallut amnistier les Colonne et rappeler ses troupes de Lombardie. L'armée des confédérés, hors d'état de rien entreprendre, se dispersa dans les places fortes, au moment où Lannoy et d'Alarçon amenaient d'Espagne un renfort de six mille hommes et où Georges de Frondsberg entraînait à sa suite seize mille luthériens ou catholiques, la Bible ou le chapelet en main, vomissant des blasphèmes contre la cour de Rome et les prostitutions de l'Italie, à ce que dit la chronique. C'était un prodigieux accroissement de forces pour l'armée impériale; mais autre embarras; l'argent était devenu rare, et

Allemands, Espagnols, tous réclamaient leur solde à grands cris : tous les expédients étaient épuisés; la menace avait arraché une grande somme aux principaux habitans de Milan; Moron venait d'être remis en liberté pour 20,000 ducats; et rien de tout cela n'avait suffi pour payer les arrérages.

Bourbon se décida à frapper un grand coup, ou si l'on aime mieux, ses soldats l'entraînèrent avec eux. Cette masse brutale se dirigea vers l'intérieur, menaçant tour à tour Florence et Rome, dont la richesse était également proverbiale; toute l'Italie était en suspens; l'effroi avait grandi les envahisseurs à la taille des géants. Dans cet instant décisif, le pape se perdit en tergiversations déplorables; il licencia ses troupes, il laissa Rome sans défense; il conclut avec Lannoy une trêve de huit mois, qu'il paya 60,000 ducats à la condition que le vice-roi éloignerait l'armée impériale; mais le connétable ne tint aucun compte des ordres du général espagnol; son armée arrivait mutinée et furieuse, elle avait échoué devant Plaisance et Bologne, après une laborieuse marche de deux mois. Elle vint s'échelonner devant les murs de Rome, où quelques soldats, aidés de quelques milices bourgeoises, se montraient de temps à autre sur les remparts; un épais brouillard enveloppait à la fois les assiégeants et les assiégés.

Cependant l'assaut fut terrible; les défenseurs avaient le courage du désespoir; Bourbon vit plier ses vingt-cinq mille hommes; alors il s'avança vers le rempart une échelle à la main pour renouveler l'assaut. Un coup de mousqueton lui perça les reins d'une balle; il tomba sur le coup; ses soldats furieux se précipitèrent de nouveau vers les murs, la garnison lâcha pied à son tour et les vainqueurs pénétrèrent dans la ville sainte.

« Il est impossible, dit Robertson, de décrire et même « d'imaginer le désastre et les horreurs qui suivirent cet « événement; tout ce qu'une ville prise d'assaut peut avoir

« à redouter de la rage d'une soldatesque effrénée, tous « les excès auxquels purent se porter la férocité allemande, « l'avarice espagnole, la licence italienne, les malheureux « habitants de Rome les eurent à souffrir. Églises, palais, « maisons particulières, tout fut pillé sans distinction : ni « l'âge, ni le rang, ni le sexe ne garantit des plus cruels ou- « trages. Cardinaux, prêtres, nobles, femmes, filles, tout « fut livré à la merci des vainqueurs.

« Ces violences ne cessèrent pas même, comme il arrive « d'ordinaire, dans les villes prises d'assaut, lorsque la « première fureur du soldat fut assouvie. Les impériaux « restèrent dans Rome plusieurs mois, et pendant tout ce « temps, l'insolence et la brutalité du soldat ne se ralen- « tirent presque point. Le butin qu'ils firent seulement en « espèces monnoyées montait à un million de ducats; et « ce qu'ils retirèrent des rançons et de leurs exactions « fut encore plus considérable. Rome n'avait jamais tant « souffert : les peuples du Nord, qui renversèrent l'em- « pire romain dans le cinquième et le sixième siècle, l'a- « vaient prise et pillée plusieurs fois; mais les peuples « païens et barbares, les Huns, les Vandales, les Goths, « ne l'avaient jamais traitée avec autant de cruauté que le « firent alors les dévots[1] mercenaires d'un monarque ca- « tholique. » (Robertson, *Hist. de Charles-Quint*.)

Pendant le combat, Clément VII priait à St-Pierre : à la nouvelle de la victoire des impériaux, il s'enfuit a la hâte; mais au lieu de s'échapper par la porte opposée, il alla se réfugier dans le château Saint-Ange avec treize cardinaux (6 mai 1527). La faim, comme lors de l'invasion des Colonne, le força à capituler; il promit 400,000 ducats, le

[1] Le mot *dévot* est ici singulièrement appliqué par l'historien anglais. Il y avait pour le moins autant de luthériens que de catholiques dans l'armée de Bourbon, et ces derniers ne pensaient guère qu'on pût un jour les appeler des dévots.

château Saint-Ange, Ostie, Civita-Vecchia, Modène, Parme et Plaisance comme places de sûreté ; quant à lui, il devait se rendre dans le royaume de Naples pour y attendre la décision de l'empereur. Charles-Quint, comme après la bataille de Pavie, s'enveloppait de son manteau d'hypocrisie ; il paraissait triste, il suspendait les fêtes de la naissance de son fils Philippe, il envoyait partout des lettres circulaires qui portaient un désaveu formel ; mais il n'ordonnait pas la mise en liberté du pape, qui resta encore six mois prisonnier.

Le sac de Rome est un des événements les plus mémorables du seizième siècle ; les princes alliés jouèrent la stupeur et l'indignation ; François Ier et Henri VIII renouvelèrent leur ligue, pour obtenir la délivrance du saint-père. Le maréchal de Lautrec descendit en Italie, à la tête de trente mille hommes, pendant que le célèbre amiral André Doria réunissait sous son commandement les flottes de France et de Gênes, pour appuyer les opérations de l'armée de terre. Avec son secours, Lautrec enleva Gênes, Alexandrie et Pavie, aux Espagnols. La dernière de ces trois villes fut saccagée, en mémoire du désastre de 1526 et du sac de Rome[1]. Sforce et les Vénitiens penchaient pour le siége de Milan ; mais d'un autre côté le pape réclamait instamment l'invasion des Français.

Lautrec marcha lentement vers Rome ; Clément VII avait été forcé de souscrire à toutes les conditions de Charles-Quint ; cent mille écus comptant, cent mille autres dans quinze jours, cent cinquante mille après trois mois,

[1] Un fait curieux dans l'histoire de l'art est celui-ci : On voyait sur la place de Pavie une statue de bronze d'Antonin le Pieux, que les Lombards avaient anciennement emportée de Ravenne. Un soldat de Ravenne, qui le premier était entré dans le château de Pavie, demanda en échange de la couronne murale qui lui fut décernée, la permission de faire rapporter la statue dans sa ville natale, et l'ob-

neutralité parfaite dans la guerre de Lombardie et plusieurs places de sûreté ; encore n'était-il pas sûr de sa liberté à ce prix. Un déguisement de marchand lui permit de traverser sans obstacle le camp des impériaux, pendant une nuit obscure ; il se réfugia à Orvietto, où l'armée française vint le prendre. Aux approches de Rome, le maréchal hâta sa marche ; il voulait surprendre les impériaux, qui se retirèrent précipitamment vers Naples, au nombre de treize mille hommes sous les ordres de Philibert de Châlons, prince d'Orange. La population napolitaine, lasse du joug espagnol, accueillit les Français avec des transports de joie ; en quelques jours, il ne resta plus à Charles-Quint que Naples et Gaëte, dont Lautrec forma aussitôt le siége ; la flotte de Doria suivait le long de la côte l'armée expéditionnaire, et venait de s'embosser devant le port de Naples. Le vice-roi de Moncade arma un grand nombre de galères, afin de se rendre maître de la mer, puis il s'embarqua lui-même avec le marquis du Guast et l'élite de ses soldats ; mais André Doria lui détruisit sa flotte à la sortie du port, le vice-roi fut tué, le marquis du Guast fait prisonnier avec nombre d'officiers distingués.

Sa captivité fut heureuse pour l'Espagne ; il débaucha André Doria, que François Ier avait offensé par le rétablissement de la garnison française dans la ville de Gênes ; l'amiral arbora soudain le pavillon de l'empereur, jeta des vivres et des munitions dans Naples, puis il mit à la voile et parut devant le port de sa ville natale avec les couleurs

tint. Les Pavesans avaient vu tranquillement le pillage de leurs maisons et la destruction du palais de leurs ducs ; mais quand les ouvriers se mirent à enlever la statue de son piédestal, le désespoir s'empara d'eux : la ville se remplit de lamentations, et les habitants tombèrent aux genoux de Lautrec, priant que cette honte leur fût épargnée. Le général n'obtint qu'avec peine le désistement du soldat, contre une masse d'or suffisante pour s'en faire faire une couronne.

nationales. La révolte fut générale ; les troupes françaises s'échappèrent ; Gênes recouvra son indépendance ; Doria avait refusé la souveraineté que lui offrait l'empereur; Lautrec était toujours au siége de Naples ; la place tenait encore, et il ne recevait pas de renforts ; l'ardeur de la ligue s'était ralentie ; le pape, devenu plus circonspect, craignait une seconde irruption des bandes impériales, en se brouillant avec Charles-Quint ; Venise ne songeait qu'à se remettre en possession de quelques places maritimes dans le royaume de Naples ; et dans les Pays-Bas, Henri VIII n'avait pas pu agir, vu les réclamations de son peuple contre une guerre inutile : d'autre part, avec l'empire de la mer, l'abondance était revenue dans Naples, tandis que les assiégeants manquaient à leur tour de vivres ; le prince d'Orange, général des Espagnols, faisait des sorties vives et continuelles ; la peste se mit dans le camp des Français; en quelques jours, il ne resta plus que quatre mille hommes sous les armes ; Lautrec mourut de chagrin et de maladie (15 août 1528). Le marquis de Saluces, chargé du commandement, leva le siége et se retira à Aversa, où le prince d'Orange vint le bloquer à son tour ; la capitulation fut dure ; le marquis de Saluces et Pierre Navarro restèrent prisonniers ; les débris de l'armée rentrèrent en France désarmés, sans drapeaux, et sous escorte : ce fut la dernière apparition des Français dans le royaume de Naples.

François I[er] ne voulut pas accepter le sens de ce désastre ; une nouvelle armée se hasarda en Italie sous les ordres de François de Bourbon, comte de Saint-Pol ; le général des impériaux, Antonio de Leyva défendit savamment le Milanais avec une poignée d'hommes. Les Français, réunis aux Vénitiens sous les ordres de la Rovère, duc d'Urbin, s'emparèrent de Pavie (27 juillet 1529) ; à cette nouvelle, Leyva, quoique cruellement tourmenté de la goutte, fit une marche rapide en litière, comme plus tard le paralytique Torsten-

son, surprit Saint-Pol à Landriano, et le battit complétement. Le comte demeura prisonnier; son artillerie et ses bagages furent enlevés; le reste de l'armée disparut vers les gorges des Alpes.

La paix était au bout de ces revers multipliés; toutes les puissances belligérantes la désiraient. La France était épuisée par ces levées successives, qui toutes allaient se perdre au delà des monts; l'Angleterre avait refusé des subsides à son roi, le pape comptait sur un bon traité pour réparer ses pertes; l'Espagne, où la révolte fermentait encore sourdement, se plaignait de porter seule le poids de la guerre; l'Allemagne réclamait de son empereur de prompts secours contre la réforme, la ligue protestante, l'invasion des Ottomans, sous le règne de Soliman le Magnifique. Des conférences s'ouvrirent à Cambrai entre Marguerite d'Autriche, tante de Charles-Quint, et Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, mère de François Ier; l'absence du cérémonial hâta la marche diplomatique; le 5 août 1529 fut conclue à Cambrai, entre l'empereur, le roi d'Angleterre et le roi de France, la *paix des dames* ou le traité de Cambrai. Oublieux des services rendus, François Ier ne s'occupa nullement de ses alliés; il laissait à la merci de l'empereur les Florentins, les Vénitiens, le duc de Ferrare, les barons napolitains qui s'étaient déclarés pour la France, le malheureux roi de Navarre, son beau-frère, et promit encore d'épouser la sœur de Charles-Quint, Éléonore de Portugal; il dut renoncer à la suzeraineté des comtés de Flandre et d'Artois, à celle du comté de Charolais, mais seulement pour la vie de Marguerite d'Autriche et de l'empereur son héritier. La ville d'Hesdin, le comté d'Asti, le royaume de Naples restèrent à l'Espagne; la rançon des deux fils de France, le dauphin et le duc d'Orléans, fut fixée à deux millions d'écus d'or; et il fallut en outre prêter à Charles-Quint, pour son voyage d'Italie, pendant cinq mois, douze

galères et huit autres vaisseaux ; de plus, lui payer trois cent mille écus. A ce prix, la possession de la Bourgogne, du Mâconnais, de l'Auxerrois, de Bar-sur-Seine, de la Picardie et des villes de la Somme fut assurée à la France momentanément, sauf la réserve des droits et prétentions de la maison d'Autriche.

La paix de Barcelone, entre le pape et l'empereur, avait précédé celle de Cambrai. Clément VII avait hâte de venger l'expulsion des Médicis de Florence ; l'empereur lui promit la restitution de ses villes, le rétablissement des Médicis, ses parents, qui avaient été chassés de Florence, lors de ses revers ; la réintégration de Sforce dans son duché, s'il pouvait être absous de toute complicité dans la conspiration de Jérôme Moron, enfin la soumission de toute hérésie à l'église : allusion directe à la réforme allemande. En retour, Clément VII dut lui donner l'investiture du royaume de Naples, en se réservant seulement le vieil impôt de la blanche haquenée, lui abandonner la nomination de vingt-quatre évêchés du royaume, et le couronner empereur (29 juin 1529).

Charles-Quint s'embarqua à Barcelone et vint débarquer à Gênes (12 août). Toute l'Italie était à ses pieds ; mais, sa vanité satisfaite, la politique lui arracha bien des concessions. Clément VII le couronna empereur et roi à Naples ; les deux princes vécurent cinq mois ensemble dans le même palais, à la même table. François Sforce fut rétabli dans le duché de Milan, à la condition de payer, la première année, 400,000 ducats, et 500,000 dans l'espace de dix ans, et de laisser entre les mains de l'empereur la citadelle de Milan et la ville de Como, comme places de sûreté. Florence, assiégée par l'armée impériale, capitula (12 août 1530), en acceptant une constitution donnée par l'empereur ; les formes républicaines furent conservées, sous le patronage officiel d'Alexandre de Médicis,

fils naturel du pape; enfin Venise restitua à Clément VII Ravenne et Cervia, et à l'empereur, les places qu'elle avait surprises dans le royaume de Naples (23 décembre 1529).

De la part des co-signataires, le traité de Cambrai n'était qu'un prétexte honnête pour suspendre momentanément la guerre. Charles-Quint se trouvait dans des circonstances critiques; outre la révolte intérieure dans l'Allemagne, il avait encore trois cent mille Ottomans sur les bras, à la frontière de Hongrie, et trente mille Espagnols venaient de partir pour la fameuse expédition de Tunis. L'empereur était alors l'homme populaire en Europe; protecteur de l'Italie et défenseur de la chrétienté, son rôle avait grandi dans la dernière guerre, tandis que son rival avait laissé se perdre ce qu'alors on appelait sa réputation de loyauté chevaleresque. Cependant, à tout prendre, François Ier n'était pas moins politique que son adversaire, lui qui osait entretenir des relations *diplomatiques* avec Soliman le Magnifique, au moment où l'idée d'une croisade souriait encore à l'Europe chrétienne; c'était déjà beaucoup d'avoir secoué le vieux préjugé par nécessité, il est vrai, mais en beau joueur, cartes sur table; du reste, ce fut à peu près la seule négociation qui eût un plein succès, et qui fît espérer une diversion utile. François Ier chercha partout des alliés pour sa cause, des embarras pour son rival: en Allemagne, il soutint le landgrave de Hesse, qui voulait le rétablissement du duc de Wirtemberg, contre le gré de la maison d'Autriche; il envoya Guillaume du Bellay offrir sa coopération aux princes de la ligue de Smalkalde; il conclut avec Clément VII un traité secret contre la domination impériale (1533); enfin il envoya des agents auprès du duc de Milan. Mais la ligue protestante se méfiait d'un prince qui faisait brûler dans ses états ses co-religionnaires; elle se refusa à toutes les ouvertures de Guillaume du Bellay. Clément VII mourut (1535), et son successeur, Paul III,

voulut d'abord garder la neutralité. Le roi d'Angleterre conservait toujours d'étroites liaisons avec la France, mais sa réforme intérieure le distrayait des affaires du continent; restait donc le duché de Milan. Au mois de décembre 1532, François I^er^ envoya à Milan un de ses agents, Maraviglia, pour engager François Sforce dans les intérêts de la France; le duc tenait son duché de l'empereur, mais à des conditions si dures, qu'il lui tardait de secouer le joug. La négociation fut heureuse; mais, au moment de conclure, le secret fut découvert, et l'empereur mis au fait de toutes les menées. Sforce, effrayé, fit arrêter le ministre français sous prétexte que les gens de sa maison avaient commis un homicide; puis, afin de se disculper aux yeux de Charles-Quint, il lui fit trancher la tête contre le droit des gens (3 juillet 1533). François I^er^ allait descendre en Italie pour venger cette insulte, si la mort de Clément VII ne l'eût arrêté. Bientôt après mourut le duc de Milan lui-même (24 octobre 1535), et le roi de France, protestant qu'il n'avait laissé dormir ses droits qu'en faveur de la maison des Sforce, réclama le Milanais, dont l'empereur venait de prendre possession comme d'un fief vacant de l'empire. A l'appui de ses arguments, il envahit la Savoie, à la tête d'une bonne armée. Le duc Charles avait d'abord gardé la neutralité entre les deux princes, il penchait même pour la France, dont il avait plus à espérer ou à craindre. Mais, après les désastres de François I^er^, il avait épousé la sœur de l'empereur, Béatrix de Portugal, et envoyé son fils faire son éducation à Madrid. Il eût été dangereux pour le roi de France de laisser un ennemi aussi actif sur les derrières de l'armée d'invasion; la conquête fut aisée; la Bresse et le Bugey, le duché de Savoie, se rendirent en tout ou en partie à la première sommation de l'amiral de Brion; il ne resta bientôt plus au duc que quelques places fortes dans le Piémont. Genève, ville républicaine, sous la suzeraineté

des ducs de Savoie, profita de l'occasion pour revenir à l'indépendance ; le parti des *Mammelus* ou esclaves, qui soutenait l'évêque et le duc, fut proscrit par les *Eignotz* ou confédérés, pour la défense de la liberté commune ; les châteaux forts des environs du lac ouvrirent leurs portes aux partisans de la liberté ; l'évêque lança les foudres ecclésiastiques, mais, pour toute réponse, le canton de Berne (1535) envahit le pays de Vaud, sur lequel il prétendait avoir des droits.

Charles-Quint, revenu de Tunis, avait vu dépouiller son allié, sans qu'il lui fût possible de le secourir. L'armée d'Afrique venait d'être licenciée, les frais de l'expédition avaient épuisé le trésor, et, dans la Lombardie, Antonio de Leyva, avec une poignée d'hommes, redoutait l'arrivée des Français. L'empereur chercha à gagner du temps. Il proposa de donner l'investiture du Milanais tantôt au duc d'Orléans, tantôt au duc d'Angoulême, second et troisième fils de François Ier, et le roi de France se laissait prendre à ses offres insidieuses. Cependant l'armée impériale grossissait ; les états de Naples et de Sicile avaient accordé de forts subsides ; l'Allemagne avait fourni des soldats pour de l'argent; enfin, quand il eut fait tous ses préparatifs, le 17 avril 1536, l'empereur prononça à Rome, en langue espagnole, un discours violent contre le roi de France, en présence du pape et des ambassadeurs de toutes les puissances ; puis il partit pour la Lombardie. Ce manifeste peu politique était une déclaration de guerre. L'armée impériale, ramassée en Italie, en Espagne et dans les états allemands, se mit en marche vers Turin, dont elle devait former le siége; Antonio de Leyva fit décider l'invasion de la France. Au mois de juillet 1536, quarante mille hommes passèrent le Var, toujours pourvus de vivres et de munitions, par la flotte d'André Doria, qui louvoyait le long de la côte, à la suite de l'armée de terre. Le même plan de défense, qui

avait déjà si bien réussi plusieurs fois, prévalut dans le conseil de François Ier.

Le maréchal Anne de Montmorency se posta près d'Avignon, entre le Rhône et la Durance, dans un camp inexpugnable : le roi en personne campait à Valence, avec toute la noblesse de France, le ban et l'arrière-ban : tout fut rasé sur les pas des impériaux, excepté Arles et Marseille, qui reçurent de fortes garnisons. Charles-Quint avançait lentement vers Marseille, après avoir pris d'assaut Antibes et Fréjus. La maladie pénétrait déjà dans son camp : en abandonnant la côte, il avait donné prise à la disette, parce que la flotte de Doria n'était plus là ; il balança longtemps s'il essaierait de s'ouvrir un passage par le Lyonnais et le Dauphiné, jusque dans la Franche-Comté ; enfin il se décida pour le siége de Marseille, dans l'espoir de faire abandonner à Montmorency sa position.

Le maréchal ne bougea pas ; il avait reçu un surcroît de troupes ; la jeunesse des cantons, à la nouvelle de l'invasion, était venue joindre l'armée française ; il la laissa se morfondre dans ses retranchements ; sa constance eut un plein succès. Après quarante jours d'inutiles assauts, les Espagnols levèrent le siége ; ils avaient perdu vingt mille hommes et leur général, Antonio de Leyva : la retraite fut difficile ; les paysans massacraient les traîneurs ; Montmorency écrasait l'arrière-garde par des charges réitérées ; les débris arrivèrent jusqu'à Nice : là, Charles-Quint laissa le commandement au marquis du Guast, et alla s'embarquer à Gênes pour Barcelone (1536). L'invasion de la Provence avait eu lieu simultanément avec l'entrée du comte de Nassau dans la Picardie. Le général allemand prit Guise, mais il échoua devant Péronne, où la noblesse du pays s'était réunie ; en 1537, François Ier se rendit maître de Hesdin, et de nombre de places dans l'Artois ; le connétable de Montmorency marcha vers Térouanne, pour en faire

lever le siége aux Flamands; la bataille était inévitable, quand un héraut vint de la part d'Éléonore, reine de France, et de Marie, gouvernante des Pays-Bas, annoncer une suspension d'armes.

Une trêve de dix mois fut signée à Bommy-les-Térouanne pour les Pays-Bas (30 juillet 1537); et, le 16 novembre, la guerre fut aussi suspendue dans le Piémont, par un armistice de trois mois, à Monçon, en Aragon. Dans l'intervalle, des conférences s'ouvrirent à Leucate, et n'aboutirent qu'à une prolongation de trêve; le pape Paul III essaya de faire le médiateur, en proposant une entrevue à Nice; mais les deux princes ne voulaient pas se voir. Enfin la crainte du traité secret de François Ier avec Soliman rendit Charles-Quint plus accommodant. Le fameux Barberousse venait de ravager cruellement les côtes de Naples, et n'avait disparu que devant la flotte de Doria. En Hongrie, le général ottoman Mahomet s'était avancé jusqu'aux frontières de l'Autriche : une bataille terrible s'était livrée à Essek, sur la Drave, et les impériaux avaient essuyé une défaite complète. Si, en ce moment, François Ier eût envahi le Milanais, selon les clauses du traité secret avec la Turquie, l'empereur se fût trouvé dans une position critique. Il n'en fallait pas tant pour le décider à la trêve. Elle fut signée à Nice pour dix ans (18 juin 1538); chaque parti conserva ses conquêtes; par ce traité, l'empereur sacrifiait le duc de Savoie; François Ier avait perdu le Milanais, mais il conservait la Savoie et le Piémont : tout l'avantage était donc de son côté.

Après la conclusion de la trêve, les deux princes se virent à Aigues-Mortes. La haine avait disparu; François Ier fit noblement les honneurs; à l'arrivée de la galère impériale, il partit presque seul sur une barque, afin de lui rendre visite à bord, et le lendemain l'empereur, se fiant à son tour à la loyauté de son rival, descendit à terre avec le

même abandon. C'est que le roi d'Espagne voulait se ménager un passage par la France, dans le cas où la révolte éclaterait aux Pays-Bas, comme il devait s'y attendre; en effet, l'année suivante, au moment où Charles-Quint, venant d'apaiser pour quelques mois les troubles d'Allemagne, tenait en Espagne les États des diverses provinces, une sédition terrible bouleversa la ville de Gand, et le contrecoup s'en fit sentir dans tous les Pays-Bas. Charles-Quint était embarrassé; brouillé avec le roi d'Angleterre, à cause de la répudiation de Catherine d'Aragon, la route de mer lui était peu sûre; celle d'Italie et d'Allemagne allait faire traîner le voyage en longueur. Il fallait donc passer par la France : l'empereur se décida à demander le passage, et François Ier, jaloux de prouver sa cordialité, fit de joyeux préparatifs pour fêter le voyageur couronné. Les deux fils de France avaient été le prendre à Fontarabie, pour le conduire à Paris, où le roi l'attendait avec toute sa cour (1er janvier 1540).

Afin de s'épargner des questions délicates, l'empereur, à son entrée en France, avait réitéré au connétable de Montmorency la promesse de donner à un des fils du roi l'investiture du Milanais; toute la cour, avec François Ier, l'accompagna à Saint-Quentin; puis, quand il eut atteint les Pays-Bas, George de Selve, évêque de Lavaur, ambassadeur de France, vint le sommer de tenir sa promesse au sujet du duché de Milan. Charles-Quint essaya d'éluder la question, mais, se voyant pressé, il proposa un autre arrangement : c'était de céder les Pays-Bas à sa fille Marie, et de la donner en mariage au second fils du roi, à condition toutefois que le gouvernement appartiendrait à l'infante, et qu'à défaut d'enfants, les Pays-Bas retourneraient à l'Espagne : François Ier devait restituer au duc de Savoie la Savoie et le Piémont. Le roi de France fut étonné de ce résultat imprévu, après toutes les amitiés de Charles-

Quint ; la trêve fut rompue, et comme déclaration de guerre, l'empereur donna à son fils Philippe l'investiture du Milanais (11 octobre 1540).

Charles-Quint n'avait pourtant fait aucun préparatif ; tout au contraire, une révolte générale dans ses armées l'avait forcé de licencier une grande partie de ses soldats. Après la trêve de Nice, l'épuisement du trésor, qui ne pouvait solder les arrérages de la paix, avait exaspéré les troupes ; le Milanais fut dévasté par les bandes mutinées ; en Sicile, les impériaux chassèrent tous les officiers, firent de nouvelles élections, et, tout en ravageant le plat pays, défirent un détachement que le vice-roi avait envoyé contre eux ; en Afrique, la garnison du fort de la Goulette menaça de livrer la place à Barberousse. L'habileté de ses généraux tira Charles de ce mauvais pas ; les emprunts, les contributions couvrirent le déficit ; le bourgeois, déjà dépouillé par la sédition, paya le soldat redevenu fidèle, et le licenciement de la majeure partie rétablit la tranquillité. François Ier organisait rapidement son plan de guerre ; ses agents allaient partout, à Rome, à Venise, à Constantinople ; Rome et Venise gardèrent la neutralité ; l'ambassade de Constantinople donna lieu à un assassinat qui mit l'opinion du côté de la France.

François Ier avait chargé deux de ses agents, l'Espagnol Antonio Rinçon et le Génois César Frégoso, de porter ses offres au sultan et aux Vénitiens, à travers l'Italie ; les ambassadeurs partirent. A leur arrivée dans le Piémont, le gouverneur français, Guillaume du Bellay, seigneur de Langey, voulut les détourner de passer par le Milanais ; ils résistèrent, mais lui confièrent prudemment leurs dépêches que l'on envoya à Venise par un autre chemin. La précaution était bonne, car à peine embarqués sur le Pô, pour le descendre jusqu'à la mer Adriatique, ils furent assassinés aux environs de Pavie par les ordres du marquis

du Guast, gouverneur du Milanais. C'était un meurtre inutile : on ne trouva sur eux aucun papier ; le capitaine Paulin, plus connu sous le nom de baron de Lagarde, les avait déjà portés à Venise et à Constantinople, et la flotte turque grossissait rapidement sous les ordres de Khaïreddin Barberousse.

La déclaration de guerre suivit de près l'assassinat des agents officiels de la France ; trois armées envahirent à la fois les États de l'empereur. Le moment était favorable ; Charles-Quint revenait d'Afrique, où son armée et sa flotte avaient été détruites par la tempête et l'ennemi (1541). Un orage violent avait accueilli les impériaux à leur descente sur la plage d'Afrique, noyé les tentes, les travaux, tout le camp des assiégeants ; puis on avait vu nombre de navires venir se briser à l'entrée du port. Les Turcs, sous le commandement d'Hassan survinrent après le désastre, et il fallut reprendre la mer où un nouvel ouragan assaillit la flotte de Doria, qui avouait n'avoir jamais essuyé une tempête aussi violente depuis cinquante ans qu'il tenait la mer. Le retour en Espagne fut pénible, et la nouvelle de l'invasion des Français sonna mal aux oreilles de Charles-Quint à son débarquement. Dans le midi, le dauphin Henri, avec le maréchal Claude d'Annebaut et Antoine de Lettes de Montpezat, avait formé le siége de Perpignan, à la tête de quarante mille hommes ; mais le duc d'Albe, qui s'était jeté dans la place, la défendit vigoureusement ; au bout de six semaines de siége, l'armée française n'était guère plus avancée qu'au premier jour, et les Espagnols accouraient pour faire diversion ; elle rentra en France (août 1542).

Dans le Nord, le duc de Vendôme, Antoine de Bourbon, plus tard roi de Navarre, envahit le comté d'Artois, et le mit au pillage ; en Flandre, le maréchal de Gueldre, Martin Rossem et Longueval, lieutenant du duc de Clèves, réunirent quatorze mille hommes, pénétrèrent dans le Brabant

et s'approchèrent de la riche ville d'Anvers, dont les trésors leur souriaient ; la sommation fut faite au nom des rois de France et de Danemarck, alliance bizarre pour le temps, et pour le moins aussi singulière qu'autrefois le mariage d'Henri Ier avec une princesse russe ; mais les bons bourgeois de la ville n'avaient nulle envie de solder les troupes ennemies ; la municipalité arma tout citoyen de bonne volonté, et Rossem, qui n'avait pour toute artillerie de siége que quelques pièces de campagne, se rejeta sur Louvain, qui paya grassement pour Anvers ; c'était là ce qu'on appelait *tondre les moutons de Hollande et traire la vache à fromage.*

Une troisième armée était entrée dans le Luxembourg, aux ordres du duc d'Orléans, second fils du roi, et du duc de Guise, Claude de Lorraine. Ivoi, Montmédi et Luxembourg se rendirent sans qu'on vît paraître aucun ennemi. Le duc d'Orléans crut sa conquête assurée, il mit de bonnes garnisons partout et renvoya son armée. Le prince de Nassau-Orange n'attendait que ce moment. Quand le duc d'Orléans eut repassé la frontière, il leva diligemment un corps de troupes, pénétra à son tour dans le pays conquis, et reprit successivement toutes les places, hormis Ivoi, qui fut défendue par le duc de Guise (1542),

Comme on le voit, c'étaient de minces succès pour de si grands préparatifs : Charles-Quint eut le temps de se mettre en défense. Le 21 février 1543, une alliance étroite fut conclue entre l'Espagne et l'Angleterre, qu'avait irritée l'influence française en Écosse ; puis Ferdinand de Gonzague, duc de Guastalla, vice-roi de Naples, envahit les États de Clèves à la tête de quarante-quatre mille hommes : le duc ne s'attendait guère à l'irruption soudaine des impériaux ; il laissa prendre ses places sans essayer une résistance inutile ; il fallut qu'il cédât le duché de Gueldre et le comté de Zutphen, qui furent incorporés aux provinces

des Pays-Bas ; le duc d'Orléans et le roi de France arrivèrent au secours de leur allié, mais trop tard pour empêcher la conclusion de la trêve (7 septembre 1543). Cependant le duc d'Orléans reprit Luxembourg, et le roi, Maubeuge et Landrecy. Après la conquête du duché de Gueldre et du comté de Zutphen, l'armée impériale vint assiéger cette dernière place. Les ennemis étaient nombreux : outre les quarante mille hommes du duc de Guastalla, le duc d'Arscott avait amené les troupes belges ; Pierre de Tolède venait d'arriver avec trois mille Espagnols, et le corps auxiliaire d'Angleterre avait débarqué et rejoint ses alliés. Cependant l'approche de François Ier fit lever le siége, et Charles-Quint, se rejetant sur Cambrai, ville libre et impériale, s'en empara sous prétexte d'intelligences avec les agents de la France. En Italie, la guerre était plus décisive. Khaïreddin Barberousse, parti des Dardanelles avec cent cinquante voiles, parut tout à coup à la vue de Naples, ravagea à plaisir toutes les côtes du royaume, de l'état de l'Église, de la Toscane, et vint rejoindre la flotte française de quarante voiles auprès de Toulon ; de là, Barberousse et le comte d'Enghien, gouverneur du Piémont depuis la mort de Guillaume du Bellay, naviguant de conserve, forcèrent l'entrée du port de Nice (20 avril 1544), s'emparèrent de la ville et rejetèrent la garnison dans la citadelle.

C'était un merveilleux spectacle pour l'Europe que cette union momentanée des flottes française et turque, d'un pirate redouté et d'un prince du sang royal de France. Un fait singulier de l'époque, et qui peut faire comprendre la supériorité de la marine du sultan, c'est la cause de la désunion qui se mit bientôt entre les Français et les Turcs. Les vaisseaux de Barberousse étaient hérissés d'armes d'abordage et pleins de munitions de guerre ; la flotte du duc d'Enghien était chargée de vins et de vivres de toute sorte ; mais il y avait à bord une telle pénurie d'armes et

de munitions, que Barberousse, obligé de partager avec eux, se dégoûta bientôt de cette flotte d'eau douce, comme il l'appelait, et reprit la route du Levant. D'ailleurs l'approche du marquis du Guast eût pu rendre la position des assiégeants difficile; le siége fut donc levé, et Nice mise à feu et à sang par les Turcs, en signe d'adieu (8 septembre).

Après la retraite des Français, le gouverneur du Milanais s'empara de Mont-Devis, défendu par les Suisses, qui furent maltraités malgré la capitulation, et de Carignan, dont les fortifications n'étaient pas achevées. Les cantons gardèrent rancune aux impériaux du mépris affecté qu'ils leur avaient montré; la levée d'un corps auxiliaire pour le roi de France se fit rapidement en Suisse; huit mille hommes descendirent des montagnes et se rendirent au camp. François avait mis à contribution les Grisons, espérant qu'ils lui seraient d'aussi bon secours que les Suisses: « Mais, « dit Dubellay, autrement en advint; car il est malaisé de « déguiser un âne en coursier, » Le comte d'Enghien vint remplacer Boutières, dont on n'était pas content, dans le commandement de la nouvelle armée. Pallezol, Crescentino, et autres petites places, ouvrirent leurs portes aux Français. D'Enghien marcha vers Carignan, afin de la reprendre, et le marquis du Guast s'approcha d'un autre côté pour y jeter des vivres et des munitions. Les deux armées étaient en présence, mais le général espagnol ne voulait pas la bataille, car il craignait la gendarmerie, au dire de Dubellay; le comte d'Enghien se résolut à l'attaque; le marquis du Guast, en entourant les Français, avait commencé à leur couper les vivres, et il fallait sortir de cette position inquiétante.

L'armée française comptait de vingt-deux à vingt-quatre mille hommes; les ennemis étaient au nombre de trente mille; la bataille se livra à Cerisolles, près de Carignan (11 avril 1544); à la première charge de la noblesse de

France, les Allemands lâchèrent pied : luthériens pour la plupart, ils furent troublés par les remords de leur conscience, dit la chronique ; ce fut un massacre général ; douze mille hommes furent taillés en pièces, trois mille faits prisonniers : au souvenir de Mont-Devis, les Suisses ne faisaient pas de quartier. La nouvelle de cette victoire fit sensation dans l'Italie. Le parti français se montra partout la tête haute ; le comte d'Enghien voulait à l'instant même marcher sur Milan, dont la garnison était dans l'épouvante. François Ier s'y opposa constamment ; le fort de la guerre était dans les Pays-Bas, où l'empereur et le roi d'Angleterre réunissaient de nombreuses troupes ; la meilleure partie de l'armée du Piémont fut donc rappelée, et tout le fruit de la victoire de Cerisolles se borna à la prise de Carignan, de Casal, de Trin, d'Albe et à la conquête du Montferrat.

Dans le nord de la France, Henri VIII et Charles-Quint avaient encore renouvelé ce fameux projet d'invasion qui avait échoué tant de fois. Le roi d'Angleterre, descendu à Calais, envahit la Picardie, où le roi de France n'avait à lui opposer que quelques milices et des garnisons. Quelques jours après, un corps impérial vint fortifier son armée, qui, au lieu de marcher en avant, alla perdre le temps au siége de Boulogne. De son côté, Charles-Quint avait pris Luxembourg, Commercy et Ligny, avec une armée de cinquante mille hommes (juillet 1544). De là il envahit la Champagne, et s'arrêta au siége de Saint-Dizier où commandait le comte de Sancerre. Le comte se défendit pendant six semaines, et donna le temps à François Ier d'assembler une armée de quarante et quelques mille hommes ; une ruse du comte de Granvelle, qui avait surpris le chiffre du duc de Guise, hâta la capitulation (17 août).

Le roi de France s'était posté auprès de Châlons-sur-Marne, d'où il interceptait les convois de l'ennemi ; l'empereur, qui faisait mine de vouloir assiéger Châlons, se rejeta

vivement sur Épernay, s'en empara, et prenant la route directe de Paris, enleva d'assaut Château-Thierry. L'effroi était dans la capitale, et l'instant eût été critique, si Henri VIII, au lieu de s'amuser aux siéges de Boulogne et de Montreuil eût marché sur Paris, selon les conventions. Le dauphin harcelait continuellement l'armée impériale, détruisait ses convois, lui coupait à tout moment les communications avec la Marne. Charles-Quint, déjà embarrassé de son armée et songeant à la retraite, tourna vers Soissons. François Ier saisit avec empressement ce moment de malaise dans l'esprit de son adversaire. Vervins, le gouverneur de Boulogne, traitait d'une capitulation avec le roi d'Angleterre, et il était urgent d'aller au secours de cette place aux abois; un dominicain espagnol, habitant de Châlons, Gabriel Guzman, avait conservé d'étroites liaisons avec le confesseur de l'empereur; François Ier se servit de lui comme d'un intermédiaire qui sauvait les apparences tout en demandant la paix. Elle fut signée à Crespy en Valois entre l'amiral d'Annebaut et deux conseillers du roi, d'une part, Ferdinand de Gonzague, vice-roi de Naples, et Antoine Perrenot de Granvelle de l'autre (18 septembre 1544).

Les conditions de la paix n'étaient dures ni pour la France, ni pour la maison d'Autriche; on traita sur le pied de l'égalité, parce que les deux princes avaient hâte de se débarrasser l'un de l'autre. L'empereur se désista de tout droit et de toute prétention sur les villes de la Somme, le duché de Bourgogne, les comtés de Mâcon et d'Auxerre, et la ville de Bar-sur-Seine. Le duc d'Orléans eut la meilleure part. Charles demanda quatre mois de répit pour lui donner en mariage sa fille Marie, ou la fille puînée de son frère, le roi des Romains; son choix balançait entre les deux princesses, car de chaque côté il assurait de grands avantages au futur époux. Avec la main de Marie, il lui abandonnait les Pays-Bas, la Franche-Comté et le Charolais, si Fran-

çois Ier renonçait à ses prétentions sur le Milanais. La mort de la princesse, sans héritiers, faisait revivre tous les droits des deux puissances contractantes; la dot retournait à l'empereur ou à sa famille; le roi de France reprenait ses droits sur le duché de Milan et le comté d'Asti, et Charles-Quint, les siens sur la Bourgogne, le Mâconnais, l'Auxerrois et Bar-sur-Seine. Le second mariage entre le duc d'Orléans et la seconde fille du roi des Romains présentait de plus grands embarras; Charles-Quint lui donnait en dot le duché de Milan, qui devait passer à ses enfants mâles, et, à leur défaut, aux fils que le duc d'Orléans aurait d'une autre épouse: mais avec la restriction gênante que la seconde femme du duc devrait être agréée par l'empereur et le roi des Romains : prétexte inépuisable de chicanes, que la maison d'Autriche n'eût peut-être pas négligé, si les engagements du traité de Crespy eussent été exécutés : la mort soudaine du duc d'Orléans arrêta tout; Charles-Quint s'était décidé pour la fille du roi des Romains (1544).

Les concessions de François Ier furent moins réelles, quant au nord de la France; il renonça à perpétuité à toute suzeraineté, à tout droit de foi et hommage sur les comtés de Flandre et d'Artois; il abandonna également ses prétentions sur le royaume de Naples, mais il conserva une ville importante, le vieux Hesdin. Le duc de Savoie, que les vicissitudes de la guerre et la constance de son dévouement à la maison d'Autriche avaient fait dépouiller de ses états, ne fut pas oublié, comme dans la trêve de Nice; le roi de France s'engagea à lui restituer la Savoie et le Piémont, et à la duchesse de Mantoue le margraviat de Montferrat, son patrimoine, aussitôt que l'empereur aurait satisfait à toutes les conditions du traité.

Le traité de Crespy en Valois ne fut pas conclu assez tôt pour arrêter les progrès du roi d'Angleterre, qui n'avait pas voulu être compris dans la nouvelle conciliation. Boulogne

avait eu le temps de se rendre (14 septembre 1544. Le dauphin, délivré de la présence des troupes impériales, s'avança à marches forcées vers la Picardie, où Henri VIII ne jugea pas à propos de l'attendre; son armée se retira vers Calais, après avoir jeté une forte garnison dans Boulogne, et s'embarqua pour l'Angleterre (30 septembre). La campagne était terminée. L'année suivante, François Ier rassembla une bonne flotte et de nombreuses troupes pour former le siége de Boulogne par terre et par mer; mais tout cet attirail de guerre s'en alla en fumée; l'amiral d'Annebaut voulut opérer une descente en Angleterre, et débarqua dans l'île de Wight (18 juillet 1545); tout le mal se borna à quelques dévastations; au retour, la flotte anglaise lui livra un combat qui resta indécis, et ce fut là toute la campagne maritime; sur terre, le maréchal Oudard de Biez ne réussit pas mieux devant Boulogne; un fort était nécessaire pour fermer aux Anglais l'entrée du port; les constructions furent commencées, mais il ne put jamais y mettre la dernière main.

En 1546, des conférences s'ouvrirent entre Ardres et Guines; Boulogne était un grave sujet de contestations entre les plénipotentiaires; mais la guerre languissait, et les deux nations en étaient lasses. La paix fut conclue, le 7 juin 1546; Boulogne dut rester aux Anglais jusqu'au 30 septembre 1554; alors François Ier devait payer au roi d'Angleterre, pour la restitution de cette ville, et d'autres sommes qui lui étaient dues jusqu'au Ier mai 1546, deux millions d'écus d'or; le moment du paiement devait être celui de la restitution des clefs de la ville et de l'entrée de la garnison française.

La haine et la rivalité subsistaient toujours plus vives et plus tenaces entre la maison de France et celle d'Autriche, en raison peut-être des traités successifs qui avaient suspendu la guerre. La mort du duc d'Orléans avait fait

renaître toutes les prétentions respectives des deux princes. que son mariage aurait suspendues. François Ier réclamait toujours le royaume de Naples, le duché de Milan, le comté d'Asti, la suzeraineté des comtés de Flandre et d'Artois; Charles-Quint redemandait la Bourgogne, le Mâconnais, l'Auxerrois et la ville de Bar-sur-Seine. L'Italie, toujours incertaine entre le parti français et le parti espagnol, était tombée sous l'épée de Charles-Quint ; et alors, elle appelait de ses vœux le roi de France, comme le plus éloigné et le moins à craindre. La guerre allait se renouveler quand François Ier mourut, le 31 mars 1547, laissant la France au point où il l'avait trouvée en montant sur le trône, sans autre conquête que celle de quelques cantons de la Savoie et du Piémont ; triste compensation pour tant d'efforts et de pertes !

Mais, si tel est le dernier mot de la partie militaire de ce long règne, il y a progrès à l'intérieur, et les conquêtes administratives sont importantes et nombreuses. C'est véritablement à partir de François Ier que commence en France le régime de la royauté absolue, et son fameux mot, qu'il avait mis les rois *hors de page*, atteste assez qu'il n'agissait pas à l'aveugle, et qu'il avait la conscience de son œuvre. Le premier des actes de François Ier, le concordat, détruisit dès l'abord ce qui restait de l'antique indépendance du clergé. En rendant au pape les *annates* et les *expectatives* que lui avait enlevées la pragmatique-sanction, François obtenait, de son côté, une concession bien plus grande encore, la nomination aux évêchés et aux abbayes. Dès lors, toute la richesse ecclésiastique du royaume relevait de la fameuse *feuille des bénéfices*, qui était dans la main royale. En vain les universités, les chapitres, le clergé tout entier, voulurent-ils annuler par leur résistance cette transaction habile dont eux seuls portaient les frais : tout plia devant la volonté du vainqueur

de Marignan, et le parlement, qui voulut venir à leur secours, ne fut pas plus heureux. Lui-même se laissa entamer dans la lutte ; tout ce qu'il y gagna fut d'être écarté de la scène politique, et de voir ajoutée aux édits royaux qu'il enregistrait, bon gré mal gré, cette formule menaçante pour les conseillers mécontents, *car tel est notre bon plaisir*. L'abaissement du clergé et du parlement s'étendit à la noblesse, dont le rôle est entièrement secondaire, si ce n'est sur les champs de bataille ; et là même encore elle est maintenue en respect par les Suisses et les lansquenets, dont le voisinage ne lui permet pas de s'organiser en corps indépendant. L'exemple terrible du connétable de Bourbon était d'ailleurs de nature à n'inviter personne à le suivre. Quant au peuple, c'est par les impôts qu'il tient son rang dans ce tableau des agrandissements de la prérogative royale. François Ier les régla constamment à sa fantaisie ; une seule fois il consulta les notables sur une question d'argent : ce fut au retour de sa captivité, quand il s'agit de débourser 2,000,000 d'écus d'or pour la rançon de ses fils. La vente des charges de judicature et d'administration, qui valut tant de haine à Duprat, rapporta des sommes considérables à son maître. En 1522, François se fit donner 1,200,000 francs à la fois pour l'établissement d'une quatrième chambre au parlement de Paris. En 1534 il établit, de son autorité privée, un impôt annuel de 1,200,000 francs. Les tailles s'accrurent de 9,000,000 de francs sous son règne, et ses dispositions financières, à l'égard de la gabelle, aigrirent tellement les esprits qu'elles amenèrent un soulèvement dans le midi à l'avénement de son fils. Il faut dire que tout cet argent était noblement employé. Sans parler des libéralités de bon aloi qui valurent à François Ier le surnom de *Père des lettres*, il releva et augmenta sur toute la frontière les fortifications des places de guerre. Il fut le premier de nos rois qui eut une véritable

marine : ce fut lui aussi qui donna le sign
mouvement colonial. Enfin, les souvenir
se rattachent à sa mémoire doivent le me
veugles récriminations.

« A l'avénement de François Ier, la pein
ture en France étaient encore à peu près
état qu'au moyen âge, c'est-à-dire dans la
chitecture nommée gothique était abandon
drales dont on avait commencé la constru
inachevées ; on ne trouvait plus d'architecte
manœuvres dans ce genre. D'un autre côté
ne s'étaient pas encore exercés dans l'arc
derne, qui, tout en se réservant liberté et
ses compositions, a adopté les lignes, les pr
ordres de la Grèce et de l'ancienne Italie. Tan
l'Italie moderne, Bramante et Jules II jetaie
ments de Saint-Pierre de Rome, tel était en Fr
que ou l'ignorance des architectes que Lou
bâtir un pont et d'autres édifices de premiè
était réduit à emprunter un architecte à Véro
sait donc pour la France, non pas de choisir e
tecture gothique et l'architecture moderne, ma
de ne pas avoir d'architecture.

« Dans cet état de choses, François Ier résolut
France des artistes italiens qui fissent connaît
d'œuvres des an[illegible] exécutassent eux-mêm
vrages capable[illegible] de modèles, et form
élève. C'[illegible] blement des écoles
[illegible] il a
[illegible] de

lui à grands frais en Italie plus de cent statues, beaucoup de bustes et modèles, le Laocoon, la Vénus de Médicis, la Cléopâtre, qui furent jetés en bronze et placés à Fontainebleau. Les efforts du roi obtinrent bientôt les plus heureux résultats. La construction ou l'agrandissement des châteaux de Fontainebleau, Follembray, Villers-Cotterets, Saint-Germain, Madrid, le Louvre, fut l'école et les commencements de l'architecture, de la peinture et de la sculpture en France. Rosso et Primatice avaient donné de beaux exemples d'architecture et de peinture dans leurs travaux exécutés à Fontainebleau. Selon le témoignage de Vasari et de Félibien, les artistes nationaux s'empressèrent de quitter leur manière pour adopter celle de Primatice : sous lui tout devient excellent. Les faits justifient, au moins en grande partie, cette assertion. En effet, le premier essor de la moderne architecture française suit immédiatement l'impulsion communiquée par les artistes italiens. Le château de Chambord fut bâti par un architecte de Blois et non par Vignole. Pierre Lescot donna les dessins, et commença la construction du Louvre en 1541. Les parties de ce palais, nommées la façade de l'Horloge et la salle des Cariatides, la fontaine des Innocents, dont la portion architecturale lui appartient, présentent moins de simplicité dans les lignes qu'on n'en trouve dans les ouvrages des anciens, mais offrent déjà une grande pureté et plusieurs autres qualités éminentes. Ainsi commençait l'architecture qui devait produire plus tard la colonnade du Louvre.

« La sculpture arrivait en même temps, après un court apprentissage, à une habileté voisine de la perfection. Presque tous les grands artistes destinés à illustrer les règnes suivants paraissaient alors. Jean Cousin exécutait le tombeau de l'amiral Chabot, mort en 1543 ; Germain Pilon, supérieur à son père, sculptait les saints du couvent de

Solesme, vers 1547 ; Philibert Delorme érigeait le tombeau de François Ier, que le maître anonyme de Goujon, passionné pour l'antique, ornait de bas-reliefs. L'erreur, qui attribuait à Primatice ce grand morceau d'architecture et de sculpture, est aujourd'hui reconnue : le nom du sculpteur a péri, mais ses ouvrages et son élève témoignent également de ses talents. » (*Poirson, Hist. de France.*)

# CHAPITRE XI.

## HENRI II.

---

« Henri II continua la politique extérieure de son père, avec la même alternative de revers et de succès ; mais, à l'intérieur, il ne sut pas assez tenir comme lui en respect les influences subalternes qui régnaient à sa cour. François Ier n'avait été faible qu'avec sa mère et sa maîtresse ; je ne sais quel instinct de méfiance l'éloignait des grands seigneurs, de ceux qui lui étaient le plus utiles. Montmorency, après avoir sauvé le royaume au camp d'Avignon, avait passé dans la disgrâce les dernières années du règne qui venait de s'écouler. Dans son testament, François recommandait à son fils de se défier des Guises, qui, depuis Marignan, jouaient un si noble rôle à la tête de son armée. Henri, élevé pour ainsi dire dans les camps de son père, y avait eu pour compagnons d'armes ces illustres suspects, et avait contracté avec eux des habitudes d'amicale familiarité qui le suivirent sur le trône. Montmorency,

qu'il nommait son *compère*, fut rappelé aussitôt de Chantilly, où il vivait dans une sorte d'exil, et prit la direction des affaires que François avait léguées en mourant à d'Annebaud. François de Lorraine, duc d'Aumale, le compagnon d'enfance du dauphin, fut introduit par le roi de France dans le conseil, où il remplaca le cardinal de Tournon, l'un des vieux et fidèles serviteurs du roi défunt. Le changement s'opéra si vite, que, le troisième jour après la mort de François Ier, Montmorency était à Saint-Germain-en-Laye, et recevait les députés de Paris venus pour complimenter le nouveau roi. La duchesse d'Étampes, honteusement renvoyée à son mari, céda la place d'honneur qu'elle occupait à la cour à la duchesse de Valentinois, la belle Diane de Poitiers, et alla vieillir obscure dans une de ses terres. Cruellement éclipsée par la favorite, la femme de Henri II, Catherine de Médicis, en prenait son parti sans fausse honte, et s'exerçait par avance aux ruses de sa politique nationale, flattant, pour se les ménager, toutes les influences rivales de la sienne, quelque odieuses qu'elles pussent lui être. A elles quatre, les factions réunies des princes lorrains, de Montmorency, de Diane et de Catherine, entouraient le roi de toutes parts. « Rien ne leur échappait, dit un écrivain du temps, non plus que les mouches aux hirondelles, que tout ne fût englouti... de sorte qu'il était quasi impossible à ce prince débonnaire d'étendre à d'autres sa libéralité, car ils étaient quatre qui le dévoraient, comme un lion dévore sa proie. »

Le premier usage que François de Lorraine fit de sa nouvelle autorité fut en faveur de sa nièce Marie Stuart. L'ambition de la famille était de voir la couronne de France sur la tête de la jeune reine d'Écosse. De son côté, le duc de Sommerset, qui gouvernait l'Angleterre sous le titre de *protecteur*, voulait faire épouser Marie à son pupille Édouard VI. Appelant les armes à l'appui de ses négocia-

tions, il venait de gagner à Pin-Rinceluth une grande victoire sur les Écossais, et il proposait au conseil d'Écosse de réunir les deux royaumes et de faire abandonner à Édouard le titre de roi d'Angleterre pour celui de roi de la Grande-Bretagne. L'intérêt de la France, autant que celui de la maison de Lorraine, s'opposait à cette réunion. D'Ellé, envoyé en Écosse avec six mille hommes, expulsa les Anglais du pays, et fit conduire Marie-Stuart en France, pour y être élevée à la cour, jusqu'au moment de son mariage avec le dauphin. Cette énergique démonstration replaçait la France en quelque sorte sur le pied de guerre avec l'Angleterre. Une révolte qui éclata sur ces entrefaites dans les provinces de l'ancienne Aquitaine, faillit fournir à Sommerset l'occasion de prendre une cruelle revanche de l'intervention française en Écosse. On se rappelle le soulèvement qu'avait excité sous le dernier roi l'établissement de la gabelle dans cette contrée. La force en avait fait promptement justice; mais l'irritation des esprits subsistait toujours : les troubles se renouvelèrent en 1548, et sous un aspect bien plus menaçant.

Quelques commis de la gabelle, qui s'en allaient prélever les droits par les villages, furent maltraités par les gens de Laurignac, qui les poursuivirent jusqu'aux portes de Cognac. A cette nouvelle, toutes les campagnes voisines se soulèvent, on sonne le tocsin, et une foule d'hommes armés de faux, de fourches, de vieilles épées, de fléaux, de broches et de bâtons, se répandent dans les champs pour assommer les *archers du sel*. Les insurgés mirent à leur tête Boismenil, surnommé Galaffre, bourgeois de Bansac, et un gentilhomme appelé Puimoreau, qui envoyèrent des billets par les bourgs et les villages, ordonnant, sous peine de mort, aux habitants de venir se joindre à eux, afin de les aider à exterminer les gabeleurs. En peu de jours, ils eurent cinq à six mille hommes sous leurs ordres. Antoine de Bourbon,

le père de Henri IV, qui commandait dans ces quartiers-là, rassembla trois cents hommes d'armes pour étouffer la révolte naissante; mais à peine la petite troupe eut-elle paru en campagne, que le tocsin se mit à sonner de tous côtés, et, de peur d'être enveloppés, les hommes d'armes battirent en retraite. L'attroupement grossit aussitôt à un tel point que Boismenil et Puimoreau se virent bientôt à la tête de quarante mille hommes. Dans l'Agénois, le Périgord, le Limousin, le Poitou, la Gascogne, les paysans commençaient à prendre les armes. Il fallut faire monter la noblesse à cheval, et les compagnies bourgeoises montaient chaque nuit la garde sur les remparts avec autant d'inquiétude que si une armée d'ennemis eût été au cœur du royaume. Les chefs de la révolte, se sentant grandir à l'improviste, envoyèrent offrir à Sommerset de remettre tout le pays sous l'ancienne domination anglaise, et le soulèvement de Bordeaux, qui se déclara pour eux, donnait déjà quelque poids à cette audacieuse proposition. La populace bordelaise massacra le commandant Tristan de Moneins; elle ouvrit le corps et le remplit de sel, en haine de la gabelle. Le parlement, qui voulut s'interposer, fut brutalement éconduit d'abord, et les conseillers, forcés de monter la garde avec les gens du peuple, parurent sur la place, la pique à la main, en costume de matelots. Ils reprirent pourtant le dessus à la fin. Un petit marchand, François Lavergne, qui le premier avait sonné le tocsin, fut tiré à quatre chevaux en face de l'hôtel-de-ville, et la sédition s'apaisait d'elle-même, quand arrivèrent par Toulouse le duc d'Aumale et Montmorency, le *grand rabroueur de personnes*. Les dix mille fantassins et les mille chevaux qu'ils avaient avec eux furent rejoints en route par la noblesse du pays, menacée un moment de voir se renouveler les scènes du temps des Jacques et des Pastoureaux. Montmorency marcha sur Bordeaux en ordre de bataille, précédé de dix-huit

pièces d'artillerie, et, les montrant aux *jurats* qui venaient humblement lui apporter les clefs de la ville : « Allez, allez, dit-il, avec vos clefs, je n'en ai que faire, j'en ai d'autres que je mène avec moi qui me feront autres ouvertures que les vôtres. » Il fit ensuite son entrée, l'épée à la main, tambour battant et enseignes déployées, et, par ses ordres, on dressa aussitôt sur la place de l'hôtel-de-ville une foule de potences et d'échafauds. Plus de cent bourgeois périrent dans les supplices. Boismenil et un autre chef, nommé Talamagne, furent couronnés de fer rouge, et rompus vifs. Puimoreau, en sa qualité de gentilhomme, eut seulement la tête tranchée. Cent vingt bourgeois, suivis de tous les jurats, s'en allèrent en habits de deuil au lieu où était le corps de Moneins ; ils le déterrèrent avec leurs ongles, et le portèrent sur leurs épaules devant l'hôtel du connétable où ils se mirent à genoux en criant miséricorde. Bordeaux en fut quitte pour une rançon de vingt mille livres, et pour la perte de ses priviléges, dont les titres furent jetés au feu (26 octobre). Ensuite le connétable s'en revint à la cour par le Poitou, cassant les priviléges, brisant les cloches qui avaient servi à sonner le tocsin, et laissant partout sur son passage les chefs avoués de la révolte accrochés au gibet.

Tout cela s'était fait trop rapidement pour que Sommerset eût eu le temps de donner suite aux propositions des révoltés ; mais on avait découvert le secret à la cour. On savait que Charles-Quint avait envoyé des émissaires dans les campagnes insurgées, et qu'il était convenu d'envahir la France par la Champagne pour faciliter aux Anglais la conquête de la Guyenne. Henri II considéra ces menées hostiles comme autant d'infractions aux derniers traités, et profitant de la guerre civile qui déchirait en ce moment l'Angleterre, où Thomas Seymour disputait le gouvernement à son frère le duc de Sommerset, il rassembla, au

mois de juillet 1549, ses gendarmes et sa noblesse à Paris, sous le prétexte des fêtes du couronnement de la reine, puis tout à coup il partit pour la Picardie, et vint mettre le siége devant Boulogne, qui, malgré la perte de ses forts avancés, résista jusqu'à l'hiver, où il fallut convertir le siége en blocus. Un combat heureux de Léon Strozzi, qui battit la flotte anglaise dans les parages de Boulogne, et les succès de Paul de Thermes, qui avait remplacé d'Ellé en Écosse, décidèrent le conseil d'Angleterre à demander la paix. Les deux millions d'écus d'or promis à Henri VIII pour la rançon de Boulogne furent réduits à quatre cent mille, et les Anglais s'engagèrent à rendre, moyennant une somme, les châteaux et les villes qu'ils occupaient encore en Écosse (traité d'Outreau, 24 mars 1550). Le 15 mai, Henri II fit son entrée à Boulogne, et les deux rois s'envoyèrent l'un à l'autre le collier de leur ordre, en signe de parfaite réconciliation. » (*Hist. de France.*)

Charles-Quint avait vu de mauvais œil l'invasion des Français sur le territoire anglais; il en avait fait des remontrances sévères à Henri II, qui n'en continuait pas moins ses liaisons secrètes avec la ligue de Smalkalde; l'Italie fut encore le théâtre de la guerre, mais les deux princes ne se la firent d'abord pas directement; leurs armées respectives furent employées au service de princes italiens, qui agissaient en sous-ordre. La grande question du moment, dans la péninsule, était celle de la maison des Farnèse. Le fils du pape Paul III, qui venait de mourir, Pierre-Louis Farnèse, occupait Parme et Plaisance, avec le titre de duc, depuis 1545. Après sa mort, son fils, Octave Farnèse, se vit soudainement dépouillé de Plaisance par l'empereur, son beau-père. Sa position était critique; le pape Jules III en voulait à la ville de Parme, qu'il prétendait appartenir à l'état de l'Église; alors le duc, rejetant ce système italien d'équilibre et de neutralité qui aurait amené

sa spoliation, prit résolument son parti et se jeta entre les bras de la France. Charmé d'avoir un allié en Italie, Henri II hâta le secours ; en 1550, Paul de la Barthe, seigneur de Thermes, entra dans la ville menacée avec un corps de troupes françaises. L'empereur était irrité contre Farnèse, qui peut-être n'avait pas été étranger à la conjuration des Fiesque (1547). En effet, le renversement des Doria de Gênes eût pu être fatal à la cause impériale ; aussi, au premier bruit de l'entrée des Français dans Parme, Ferdinand de Gonzague, général des Espagnols, se présenta devant la ville, tandis que les troupes du pape et de Cosme I^er^ de Médicis, sous les ordres de Jean-Baptiste del Monte et d'Alexandre Vitelli, formaient le siége de la Mirandole. Pierre Strozzi sauva Parme par une marche hardie ; il traversa le camp des assiégeants avec cinq compagnies piémontaises, et les fit entrer dans la place. De son côté, le maréchal Charles de Cossé-Brissac, gouverneur du Piémont, attaqua les places du pays qui restaient encore au duc de Savoie.

Comme on le voit, l'Italie n'avait changé ni de physionomie, ni de caractère. Le Milanais était resté à l'empereur. La Savoie se prêtait de mauvaise grâce à la politique de son souverain, qui, avec des idées espagnoles, se trouvait sous l'épée de la France. Gênes avait échappé au parti français, qui s'était résumé dans le génie de Fiesque, et les Doria avaient ressaisi le pouvoir ; Florence, gouvernée par les Médicis, suivait aveuglément la ligne politique que lui avait tracée le pape, en veillant à leur rétablissement ; Rome s'agitait à chaque nouvelle élection d'un pontife, parce que tout nouvel élu travaillait activement à saper la fortune rapide des fils et neveux de son prédécesseur ; enfin, depuis la ligue de Cambrai, Venise, revenue à son rôle secondaire, ne faisait que de rares et prudentes apparitions dans les querelles permanentes de l'Italie.

Pour le moment, Henri II n'avait devant lui qu'une faible armée impériale, avec les troupes de Cosme de Médicis et de Jules III; la partie n'était pas égale. Toutefois le pape, contrairement à ses engagements antérieurs avec le roi de France, se crut en droit de faire une seconde convocation du concile de Trente, sans l'en prévenir. A cette nouvelle, Henri II envoya à tous les évêques du royaume une circulaire qui leur enjoignait de reconnaître les nombreux abus qui régnaient dans leurs diocèses, afin d'en faire leur rapport dans un concile national; et en même temps le célèbre traducteur de Plutarque, Amyot, déclara en plein concile de Trente, que le roi son maître ne regarderait jamais cette assemblée que comme une faction, aux décrets de laquelle ni lui, ni ses sujets, n'étaient tenus de se soumettre. Cette protestation quasi-hérétique, après l'apparition de la réforme, et plus encore après la saisie de l'argent qui s'en allait à Rome, effraya Jules III; le Saint-Père écrivit lui-même au roi très-chrétien, et le cardinal de Tournon, ambassadeur de France, conclut une trêve de deux ans avec l'état de l'Église (20 avril 1552). L'édit de Fontainebleau, qui avait arrêté le revenu pontifical à la frontière, fut révoqué.

Cette transaction avec Jules III venait à propos pour la France, que l'Allemagne avait enveloppée dans ses troubles intérieurs. Henri II, mécontent de la paix de Crespy, dont Charles-Quint avait laissé les conditions dans l'oubli, se grandissait dans sa tête au rôle de libérateur de l'Allemagne, tout en convoitant les pays à sa convenance. Quand il marcha vers la frontière du Rhin, un manifeste avait paru, où l'on voyait le bonnet de la liberté entre deux poignards, avec la devise : *Liberté,* et pour légende, *Henri, protecteur de la Germanie et des princes captifs*. Plus tard, la sainte-ligue ne fit pas mieux quand elle invoqua l'Ancien et le Nouveau-Testament en faveur de son idole, le duc

de Guise. Les préparatifs étaient formidables pour la nouvelle expédition. Quinze mille hommes d'infanterie française, neuf mille lansquenets, sept mille Suisses, quinze cents lances, la maison du roi, quatre cents archers de la garde, deux mille chevau-légers, douze cents arquebusiers à cheval, deux mille hommes des arrière-bans, cinq cents cavaliers anglais, et une bonne artillerie ; trente galères, équipées dans la Méditerranée, allaient rejoindre la flotte de Soliman ; vingt-cinq autres devaient sillonner l'Océan, et bloquer les ports de l'Espagne et des Pays-Bas ; enfin, le maréchal de Brissac commandait vingt mille hommes dans le Piémont. Henri II, avec la principale armée, commença la campagne. Metz, Toul et Verdun formaient depuis longtemps, sous le nom des Trois-Évêchés, une sorte de république fédérative, sous la protection impériale ; mais les usurpations de Charles-Quint, la saisie par lui de Cambrai, Liége et Utrecht, villes libres comme elles, leur avaient inspiré de la défiance ; et la nouvelle de l'expédition française fut joyeusement reçue. Toul ouvrit ses portes et reçut garnison, quand elle ne put s'en défendre ; Metz se laissa prendre par ruse, et les Trois-Évêchés devinrent le boulevard de la France ; car, dit Bussy-Rabutin, « Nous étions adonc les plus forts. »

Strasbourg ne reçut pas aussi bien le connétable de Montmorency ; la ville s'était mise sur le pied de guerre ; elle possédait une garnison de cinq mille hommes et une nombreuse artillerie ; toute la population en masse avait détruit les édifices extérieurs qui eussent pu nuire à sa défense, et, à l'approche des Français, les portes se trouvèrent fermées. Henri, content de ses acquisitions, revint sur ses pas, et l'invasion en resta là, pendant que Charles-Quint, trompé par le rusé Maurice de Saxe, sortait d'Inspruck en fugitif, presque seul et poursuivi par toute une armée (1552).

La paix de Passau (1552), dans laquelle les confédérés ou-

blièrent entièrement la France, laissa le champ libre à la maison d'Autriche. Des partis impériaux vinrent ravager la Champagne et la Picardie ; le comte de Reuth brûla Noyon et s'avança jusqu'à Compiègne ; le comte de Mansfelt mit Stenai à feu et à sang. Le connétable de Montmorency alla délivrer les provinces menacées : Stenai, Verdun, Ivoi, Montmédi se rendirent. Le Hainaut fut dévasté en représailles de l'incendie de Noyon. L'armée impériale s'avançait à marches forcées ; le connétable recula jusqu'aux frontières de France, et le duc de Guise, prévoyant le dessein de l'empereur, alla se renfermer dans la ville de Metz, qu'il ravitailla abondamment d'hommes et de vivres.

En effet, Charles-Quint arriva, au mois d'octobre 1552, sous les murs de la ville, que Guise avait entourée de nouvelles fortifications ; les impériaux étaient au nombre de soixante-six mille hommes, avec le duc d'Albe, contre les onze mille hommes de la garnison. Toute la gentilhommerie s'était échelonnée sur les remparts ; le siége fut long et meurtrier ; le général espagnol y épuisa toutes les ressources de son génie ; les maladies assaillirent son camp ; un tiers de ses troupes périt dans les assauts et sous la tente. Après plus de deux mois de siége, il fallut se retirer dans le cœur de l'hiver (1er janvier 1553). La retraite fut assez paisible ; le connétable avait depuis longtemps envoyé son armée dans les quartiers d'hiver.

Charles-Quint se vengea plus tard de cet échec ; au mois de juin suivant, Philibert Emmanuel, duc de Savoie, s'empara de Térouanne et d'Hesdin, et fit détruire ces deux places de fond en comble.

Sans préjudice des expéditions du Rhin, la guerre se continuait dans les Alpes et au sein des plaines de l'Italie. Le maréchal de Brissac surprit Albe et s'empara de Verrue (1552). Le grand but de la France était d'enlever à l'Espagne le royaume de Naples, sauf à le laisser en main

tierce après la conquête ; la flotte turque, qui rôdait sans cesse autour des côtes napolitaines, n'attendait qu'un moment favorable pour rejoindre les galères françaises. Afin de mener à bien les opérations militaires, Brissac ne demandait qu'un pied-à-terre dans la Toscane, d'où il pût à l'aise lancer des troupes sur la route de Naples. On jeta les yeux sur Sienne, qui, du reste, attendait un libérateur avec impatience : espagnole depuis 1547, elle avait pour gouverneur le célèbre Diégo Hurtado de Mendoza, dont la fierté toute méridionale avait semé la haine dans le cœur du peuple. Les mécontents envoyèrent un agent à Venise, auprès du cardinal de Tournon, ambassadeur de France, et le complot fut arrêté. Le 3 août 1552, deux conjurés ardents, Énée Piccolomini et Amerigo Amerighi sortirent sur la place publique l'épée à la main, et haranguèrent la bourgeoisie. Toute la population se rendit en armes devant les postes espagnols, et la garnison ennemie fut chassée de Sienne. Quelques jours après, de Thermes, l'ancien gouverneur de Parme, entra dans la ville avec un renfort de troupes ; Sienne fut mise en état de défense ; douze mille hommes se réunirent dans ses murs par les soins du général français ; et l'archevêque de Milan, le cardinal Hippolyte de Ferrare, prit le commandement de la place.

Il était temps de songer à la défense de Sienne. Le vice-roi de Naples, Pedro de Toledo, marquis de Villa-Franca, venait en former le siége, avec toutes les forces impériales, par l'ordre de Charles-Quint. Le vieux général mourut en chemin ; mais la marche continua à travers l'Italie ; son fils Garcia de Toledo s'empara de quelques minces forteresses autour de Sienne, et il allait entourer la ville même, quand l'apparition de la flotte ottomane le rappela brusquement sur les côtes de Naples. De Thermes ne resta pas oisif ; la descente des Turcs sur les rivages de la vice-royauté n'était qu'une diversion ; l'amiral Dragut, remon-

tant rapidement vers le nord, se rapprocha des côtes de Toscane ; le général français se joignit à lui avec ses galères, et tous deux allèrent débarquer en Corse, où ils s'emparèrent de Bastia, San-Fiorenzo, Ajaccio, Bonifacio et Corté (1553).

Florence avait jusqu'alors gardé une imparfaite neutralité, quoique Cosme de Médicis fût le beau-frère de don Garcia de Toledo. La présence de Pierre Strozzi dans l'armée française, dont il avait le commandement, la jeta dans les rangs des impériaux. Cosme avait condamné à mort le père du général actuel, Philippe de Strozzi, qui avait échappé à la honte du supplice par le suicide, en gravant sur les murs de sa prison une inscription virgilienne[1]. Médicis craignait de sanglantes représailles ; son armée, sous les ordres du marquis de Marignan, s'avanca vers Sienne, dont les murs étaient dégarnis par la sortie du général de Thermes ; dès le premier assaut, elle força presque une des portes, et s'empara d'un bastion (27 janvier 1554) ; l'arrivée de Strozzi la força de lâcher prise, et le marquis de Marignan se rejeta sur Marciano. Strozzi courut au secours de la place assiégée ; la bataille se livra à Lucignano (3 août 1554), et les Français, inférieurs en nombre, paralysés par le désavantage de la position, furent mis en déroute ; Strozzi, dangereusement blessé, se retira à Montalcino.

Marignan put alors retourner librement devant Sienne, dont les défenseurs étaient diminués des deux tiers. Le fameux Blaise de Montluc, plus tard un des plus rudes ligueurs, commandait la place en l'absence de Strozzi ; pendant un long siége de huit mois, le capitaine français fit merveille ; c'était à la guerre un des plus braves et des plus pillards gentilshommes. La défense de Sienne le

[1] Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor.

changea momentanément, et il raconte lui-même, dans une lettre à Henri II, l'histoire des efforts qu'il imposa à sa vivacité gasconne[1]. La famine le força à une capitulation dont il n'accepta pas la responsabilité; les citoyens de Sienne stipulèrent que la ville resterait libre sous la protection impériale, qu'on ne pourrait y bâtir aucune citadelle, enfin, qu'il serait loisible aux habitants d'émigrer là où bon leur semblerait. Le marquis de Marignan promit tout et ne tint rien; Sienne tomba à jamais sous la main de l'étranger.

L'histoire des opérations militaires dans les Pays-Bas présente partout la même série de succès et de revers; Hesdin et Térouanne détruits par les impériaux; la Belgique ravagée en tous sens par le connétable de Montmorency, avec une bonne armée et douze mille Suisses, sous les yeux même de l'empereur, qui voyait tout de Bruxelles, où il s'était tenu renfermé pendant sept mois. Les Français prirent Marienbourg, Dinant et Bouvines : le duc de Guise commandait une des ailes de l'armée; il rencontra un jour

[1] Voici la singulière lettre de cet original chevalier :

« Je dis au roi que je m'en étais allé un samedi au marché, et, « qu'en présence de tout le monde, j'avais acheté un sac et une « petite corde, pour lier la bouche d'icelui ensemble un fagot; ayant « pris et chargé le tout sur le cou, à la vue d'un chacun; et comme « je fus à ma chambre, je demandai du feu pour allumer le fagot, « et après je pris le sac; et là je mis dedans toute mon ambition, « toute mon avarice, mes haines particulières, ma paillardise, ma « gourmandise, ma paresse, ma partialité, mon envie et mes par- « ticularités, et toutes mes humeurs de Gascogne; bref, tout ce « que je pus penser qui me pourrait nuire, à considérer tout ce qu'il « me fallait faire pour son service : puis après je liai fort la bouche « du sac avec la corde, afin que rien n'en sortit, et mis tout cela « dans le feu : et alors je me trouvai net de toutes choses qui me « pouvaient empêcher en tout ce qu'il fallait que je fisse pour le « service de sa majesté. » (*Mémoires de* MONTLUC.)

l'avant-garde de Charles-Quint, et la mit en déroute; une faute du connétable l'empêcha d'achever la défaite du corps impérial, et de faire ouvrir les portes de Renti que l'armée du roi assiégeait (13 août 1554).

Là se borna tout le succès de la campagne; des deux côtés on désirait la paix, et les négociations étaient entamées. Une trêve fut conclue à Vaucelles, sous la médiation de l'Angleterre, pour cinq ans (6 février 1556). Le nouveau roi d'Espagne, Philippe II, s'y prêta volontiers pour complaire à sa nouvelle épouse, la reine Marie d'Angleterre, qui venait de s'interposer entre les deux puissances belligérantes. Charles-Quint était mort au monde; une abdication en bonne forme l'avait rayé de la liste des têtes couronnées, et le couvent de Saint-Just donnait asile à l'ex-empereur, qui ne regrettait qu'une chose au monde, la translation de la dignité impériale, non pas sur la tête de son fils Philippe, mais sur celle de son frère Ferdinand, déjà roi des Romains (25 octobre 1555).

D'après la teneur de la trêve de Vaucelles, chaque parti devait conserver tout ce qu'il possédait au moment de la signature de la suspension d'armes, et la guerre eût cessé pour cinq ans; le nouveau pape Paul IV ne permit pas à la France de conclure une paix qui eût sanctionné l'usurpation des trois évêchés. Fils du comte Montario, d'une illustre famille napolitaine, qui avait toujours combattu pour la branche angevine, puis pour les droits de la dynastie française, Jean-Pierre Caraffa, doyen du sacré collége, était ennemi juré des Espagnols. Dans ce siècle de débauches pontificales, sa vie était restée pure de toute souillure; une austérité, je dirais presque puritaine, si le mot n'était hérétique, lui avait fait fonder le couvent des moines théatins, quand Paul III l'appela à Rome. Le moine rigide se laissa doucement prendre aux illusions de l'ambition; peu à peu il accepta le chapeau de cardinal, le cumul des

bénéfices, le titre de doyen du sacré collége; enfin, après la mort soudaine du pape Marcel II, il fut élevé au pontificat. Nous insistons longuement sur la vie du saint-père, parce qu'il eut une grande influence sur le mouvement politique de l'Europe. La haine de la maison d'Autriche et le népotisme, si commun à Rome, furent les deux principaux mobiles de ce retour vers le rôle qu'il joua dans les choses de ce monde. Les neveux de Paul IV, les Caraffa, aspiraient au rang que les Médicis s'étaient créé dans l'Italie; or, comme ils n'espéraient pas de leur oncle une sécularisation du patrimoine de l'Église en leur faveur, ils comptaient sur une conflagration générale pour se constituer une principauté indépendante : l'un fut nommé gouverneur de Rome; l'autre, cardinal et légat de Bologne.

Le pape avait conçu des desseins inexécutables; Henri II aurait été investi du royaume de Naples; la Toscane eût chassé les Médicis et recouvré la liberté avec le titre de république. Les possessions de l'empire en Italie, morcelées en une foule de principautés, seraient devenues le partage des Caraffa, de la maison d'Est, alliée des Guises, et de l'état de l'Église. Les princes lorrains étaient entrés avec ardeur dans les projets de Paul IV. Au dire des historiens, le cardinal de Lorraine réservait à son frère, le duc de Guise, la couronne de Naples, à lui-même la tiare pontificale, après la mort du pape; au duc d'Aumale, gendre de la duchesse de Valentinois, une principauté dans la Lombardie. L'entreprise était hardie, elle eût haut placé la famille de Lorraine, qu'on soupçonna plus tard et peut-être avec raison d'aspirer au trône de France; son élévation eût alors moins coûté à la branche de Valois.

Ce n'était donc pas le compte du pape, que le roi de France conclût une trêve avec le roi d'Espagne. Deux mois auparavant (16 novembre 1555), une alliance secrète avait été signée entre Paul IV et Henri II, pour la

conquête du royaume de Naples; le saint-père envoya son neveu, le cardinal Caraffa, rappeler au roi ce traité antérieur. Le faible Henri II penchait vers la continuation de la trêve; l'influence de Diane de Poitiers et des princes lorrains fut victorieuse, malgré l'opposition du vieux connétable, qui avait fait conclure la trêve de Vaucelles. L'alliance fut renouvelée avec le pape (28 juin 1556). Le cardinal Caraffa jouait admirablement son rôle à double entente. Il promettait à Henri II le royaume de Naples et le duché de Milan pour deux de ses fils, à Catherine de Médicis le grand duché de Toscane, l'héritage de sa famille; d'autre part, comme nous l'avons dit, il faisait secrètement à la famille de Lorraine et à la duchesse de Valentinois les offres les plus brillantes. Toutes ces menées eurent un plein succès; la trêve de Vaucelles fut rompue, et la guerre commença à la fois en Italie et dans les Pays-Bas. Nommé général de l'armée des Alpes, le duc de Guise descendit dans le Piémont, d'où il entra rapidement dans le Milanais; le maréchal de Brissac voulait que l'on attaquât successivement toutes les places de la Lombardie, au lieu de s'avancer vers Naples, afin de s'en faire un point d'appui contre la défection d'Octave Farnèse, duc de Parme, qui s'était allié à l'Espagne. La détresse du pape, qui appelait à grands cris les Français, ne permit pas de s'arrêter à ce plan de campagne (septembre 1556).

Le duc d'Albe, prévenant l'armée du duc de Guise, était entré dans les états de l'Église, s'était emparé d'Ostie et de Civita-Vecchia, et avait pris possession de la campagne de Rome au nom du sacré collége. Paul IV, qui, pour toute défense, n'avait à son service que Montluc et deux mille Gascons, fut obligé de consentir à une suspension d'armes, que le duc d'Albe lui accorda volontiers par l'ordre de son maître. Philippe II, plus catholique que Charles-Quint, ménageait extrêmement le pape, et le suppliait instam-

ment d'accepter la paix, même après la victoire ; mais Paul IV ne tenait nul compte des roueries bigotes du monarque espagnol. Les retards du duc de Guise le rendaient furieux, et, dans son impatience, il eût lancé l'excommunication tout aussi bien contre le duc de Guise que contre le général espagnol. Enfin, au grand contentement de la cour romaine, les Français arrivèrent ; le général français, après la prise de Valence, s'était mis en marche pour les états de l'Église ; le duc de Parme n'osa résister ; le duc de Ferrare se joignit à lui avec un renfort de troupes, et tous deux firent à Rome une entrée triomphale ; puis, tandis que le maréchal de Strozzi et Montluc reprenaient Ostie et Civita-Vecchia, et défendaient le territoire siennois contre le grand-duc de Toscane, Guise, poussant devant lui le duc d'Albe, pénétrait dans les Abruzzes, et formait le siége de Civitella. Le pape n'avait tenu aucune de ses promesses : au lieu de mettre ses états en défense et de rassembler son contingent de seize mille hommes, il nommait des commissaires pour faire le procès de Philippe II, comme coupable de félonie en qualité de roi de Naples. Le roi d'Espagne le laissa faire et se fortifia par des alliances ; le duc de Parme se disposa à agir plus efficacement, après la restitution de Plaisance, que Charles-Quint s'était appropriée ; Cosme de Médicis obtint la possession de Sienne en échange de ses bons services, et le duc de Ferrare resta le seul allié de la ligue française en Italie.

L'armée du duc de Guise s'épuisait lentement sous les murs de Civitella. Le duc d'Albe, revenu avec des troupes fraîches, la cernait entièrement et lui coupait les vivres, tout en évitant soigneusement la bataille. Après trois mois d'un siége que la disette et les maladies rendirent pénible, le duc de Guise obtint de son roi la permission de revenir, et la retraite s'effectua en bon ordre ; mais c'était peu de chose pour les grands projets dont ils avaient espéré la réussite immédiate.

En Italie, c'était une guerre d'escarmouches ; les deux armées frappèrent de plus grands coups dans les Pays-Bas. A la rupture de la trêve, l'amiral de Coligny s'avança de nuit vers Douai, pour lui donner l'escalade ; une vieille femme donna l'alarme, et la ville fut sauvée. Philippe II était prêt ; la reine Marie d'Angleterre, son épouse, avait déclaré la guerre à la France, contre le vote du parlement, et huit mille Anglais, aux ordres de Guillaume Herbert, comte de Pembroke, venaient de débarquer sur les côtes de Flandre. Emmanuel Philibert, duc de Savoie, commandait l'armée espagnole, forte de soixante mille hommes ; une ruse de guerre manqua de lui livrer Saint-Quentin. A l'arrivée des Anglais, il avait marché rapidement vers la Champagne, comme s'il eût voulu l'envahir ; puis, voyant que le connétable de Montmorency avait pris cette démonstration au sérieux, et se préparait à défendre le pays menacé, il tourna brusquement à sa droite, et, pénétrant en Picardie, vint à marches forcées se poster devant Saint-Quentin qu'on avait laissé dégarni. Heureusement Coligny, gouverneur de Picardie, le sut à temps et s'y renferma avec tout ce qu'il avait pu réunir de troupes. Le connétable revint en toute hâte avec ses dix-huit mille hommes, et prit position à côté de l'armée espagnole. La ville était défendue en grande partie par un marais qui présentait la surface d'un étang, et auquel les Espagnols ne pouvaient arriver que par une chaussée fort étroite. Coligny voulait qu'on lançât sur le marais nombre de bateaux avec des troupes fraîches, qui eussent alors ravitaillé Saint-Quentin ; le connétable se prêta volontiers à ce plan, dont l'armée tout entière devait protéger l'exécution. Le 10 août 1557, les Français sortirent de leurs lignes pour se ranger en bataille devant l'endroit où s'embarquaient les soldats de Dandelot, colonel-général de l'infanterie française, et frère de Coligny : mais on avait eu tort

de compter sur le marais ; à moitié chemin, les bateaux s'enfonçaient dans la vase, et tous périssaient misérablement. Le connétable fit avancer six pièces d'artillerie pour protéger la retraite ; c'était le moment où l'attendaient les Espagnols ; soixante mille hommes se déployaient le long de la chaussée que des travaux récents avaient élargie. L'avant-garde engagée dans un terrain bourbeux, ne put reculer, et le front de l'armée française fut attaqué à la fois en face et par le flanc ; la déroute fut complète ; quatre mille hommes périrent les armes à la main. Le comte d'Enghien, le vicomte de Turenne, Claude de la Rochechoüart et six cents autres gentilshommes furent tués sur le champ de bataille. Le connétable cherchait la mort, il fut obligé de se rendre avec le maréchal de Saint-André, le duc de Montpensier, le duc de Longueville, trois cents gentilshommes et quatre mille soldats. François de Clèves, duc de Nevers, ramena les débris de l'armée à La Fère, et couvrit les frontières du royaume.

La victoire de Saint-Quentin rappelle la fondation du magnifique couvent de l'Escurial, mais elle ne donne le souvenir d'aucune conquête importante ; cependant la consternation était dans la cour d'Henri II, et le duc de Savoie voulait marcher sur Paris. Les irrésolutions de Philippe II, qui était venu rejoindre ses troupes, l'empêchèrent de tirer parti de l'absence de toute l'armée française ; il s'arrêta au siége de Saint-Quentin, qui fut enlevé d'assaut quinze jours après (27 août 1557). Coligny fut fait prisonnier sur la brèche ; de là, le roi d'Espagne alla prendre Ham et le Catelet.

Les retards des Espagnols donnèrent à la France le temps de se reconnaître ; chaque province s'imposa une taxe extraordinaire ; Paris donna cent mille écus, et les villes secondaires suivirent de loin son exemple. Le duc de Guise fut à la hâte rappelé d'Italie avec toutes les troupes qu'il ramenait du royaume de Naples, pour venir défendre les

frontières du Nord ; force fut bien alors au pape de conclure la paix avec ses mortels ennemis ; mais la soumission de Philippe lui permit de dicter les conditions ; le duc d'Albe vint à Rome demander pardon, au nom du roi, son maître, d'avoir envahi le territoire de l'Église, et la paix fut signée à Cavi (14 septembre 1557). La guerre recommençait sur nouveaux frais ; Charles-Quint, du fond de sa retraite, avait demandé si les vainqueurs étaient aux portes de Paris, et sur la réponse négative, il dit que Philippe n'avait rien gagné. Le duc de Guise fut nommé lieutenant-général du royaume, et prit le commandement de la nouvelle armée des Pays-Bas ; un succès brillant et tout national, obtenu au milieu de l'hiver, releva le moral du peuple et de l'armée ; c'est la prise de Calais, cette vieille conquête de l'Angleterre, qui depuis deux cents ans n'avait guère de français que le nom et la position. Le gouverneur de Boulogne, Senarpont, avait donné des détails précieux sur l'état de dénuement de cette place, sur le peu de solidité des fortifications, et l'amiral de Coligny avait fortement appuyé le projet du siége. Le duc de Guise l'exécuta avec rapidité. Pour détourner les soupçons, une partie de son armée marcha vers le Luxembourg, d'où elle avait ordre de se rabattre sur sa gauche à la hauteur de Calais, et lui-même, avec le reste des troupes, alla se cacher dans un marais, à quelque distance de la ville. La garnison était faible ; tous les forts environnants furent emportés en deux ou trois jours, pour donner le temps à la flotte française d'investir le port ; le neuvième jour, un assaut général fut donné à la ville, et les Anglais capitulèrent (8 janvier 1558). Le duc de Guise s'empara de Guines, du château de Ham, de la forte place de Thionville (22 avril), où périt le maréchal Strozzi, et où le gouverneur de Metz, François de Vieilleville, acquit une haute réputation militaire. Le gouverneur de Calais, le maréchal de Thermes, marchait aussi

en avant, enlevait Dunkerque, Bergues, Saint-Vinox et nombre de places moins importantes; mais il fut arrêté à Gravelines par le comte d'Egmont, et perdit une sanglante bataille où il fut fait prisonnier. C'était à l'embouchure de l'Aa dans la Meuse, que se livrait le combat, et l'arrivée imprévue d'une escadre anglaise de douze vaisseaux, qui vint canonner en flanc l'armée française, décida le succès (13 avril 1558). Les Anglais avaient pénétré jusqu'auprès des lignes du maréchal en remontant la Meuse, à la faveur de la marée. A cette nouvelle, le duc de Guise abandonna le Luxembourg, et reporta son camp vers la Somme, où Henri II vint le rejoindre avec toute sa cour.

Le connétable, prisonnier depuis la bataille de Saint-Quentin, s'ennuyait de sa captivité. Au mois d'octobre 1558, il ouvrit avec le duc de Savoie des conférences à Cercamp. Ce n'était pas chose facile que de concilier les intérêts divers qui se heurtaient alors dans la politique européenne. Philippe, assuré de l'alliance anglaise, prenait le haut ton, et réclamait la restitution pleine et entière de toutes les conquêtes de la France, tandis qu'il prétendait garder les siennes. D'autre part, la représentation nationale d'Angleterre souhaitait ardemment la paix, mais la reddition de Calais était une pierre d'achoppement que personne ne voulait soulever. En France, le duc de Guise et ses frères repoussaient de toute leur influence des ouvertures pacifiques qui eussent fait évanouir leurs projets de grandeur pontificale et de royauté napolitaine. Le maréchal de Brissac insistait pour la conservation du Piémont, son gouvernement de prédilection, parce que la conquête était son ouvrage; enfin, quoique en paix avec l'Espagne, le pape Paul IV qui ne sommeillait qu'involontairement, intriguait auprès des diverses factions de la cour de France, pour la continuation de la guerre. La mort de la reine Marie d'Angleterre changea brusquement l'état politique des affaires. Marie avait

élevé des bûchers contre l'anglicanisme, poussée qu'elle était par l'influence de l'inquisition espagnole. Sa sœur Elisabeth (17 novembre 1559), protestante de cœur, suivit une marche tout opposée. Marie avait voulu la déshériter du trône, elle renversa tout ce qui lui rappelait Marie, les bûchers, l'administration, la tendance politique; et le premier acte de son règne fut de rompre l'alliance de l'Angleterre avec l'Espagne, et d'envoyer des plénipotentiaires à Cateau-Cambrésis, où s'était transporté le siége des conférences. Philippe, déçu dans ses projets de mariage, rabattit beaucoup de ses prétentions; il entrevit la possibilité de céder Calais et les Trois-Evêchés qui ne lui appartenaient pas, et auxquels se bornaient les demandes de la France. Il ne restait donc plus au connétable, qui avait tout fait pour les négociations de Cateau-Cambrésis, qu'à décider à la paix la cour et Henri II. Le parti des Guises triomphait à Paris; le duc et le cardinal étaient parvenus à refroidir Elisabeth, par une manifestation peu politique arrachée au roi. Marie-Stuart avait reçu en pleine cour le titre de reine d'Angleterre, auquel elle avait des droits; de là date la haine constante d'Elisabeth contre la malheureuse Marie d'Ecosse. Une offense du cardinal de Lorraine fit perdre aux Guises l'alliance de la duchesse de Valentinois; Diane de Poitiers, dans un transport de haine féminine, jura la perte de tous les Lorrains, et s'unit étroitement au connétable. Leurs efforts réunis agirent victorieusement sur l'esprit d'Henri, pendant qu'au dehors ils aplanissaient rapidement toutes les difficultés relatives à la cession de Calais.

Le 3 avril 1559, la paix fut signée à Cateau-Cambrésis, entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Calais resta au dernier possesseur avec toutes ses dépendances pour huit ans; il fut stipulé qu'au bout de ce terme, Henri II rendrait la ville à l'Angleterre, ou bien qu'il lui paierait cinq cent mille couronnes pour la solde desquelles sept ou huit mai-

sons de commerce non françaises devaient donner caution; que cinq Français de distinction seraient livrés comme otages jusqu'à ce que l'on eût présenté ces sûretés. Après même le paiement des cinq cent mille couronnes, les droits de l'Angleterre sur Calais lui restaient dans toute leur intégrité : si le roi de France ou ses alliés violaient la paix, Calais devait à l'instant même être restitué, et réciproquement, si la rupture venait de la part des Anglais, Henri II était délié de tout engagement ; et c'est ainsi en effet qu'il éluda le paiement de la somme convenue. On régla en même temps les différends de l'Écosse avec l'Angleterre, et Marie Stuart fut comprise dans le traité, à titre d'alliée de la France.

Le traité de paix entre la France et l'Espagne embrassa presque toute la chrétienté européenne; le pape, l'empereur, les rois de Suède, de Danemarck, de Pologne, de Portugal, le roi et la reine d'Écosse, et nombre de princes secondaires y entrèrent comme alliés de Philippe ou de Henri II. Les deux rois s'entendirent quant à la destruction de l'hérésie et à la convocation d'un concile général à cet effet. Les intérêts temporels, longtemps débattus, furent réglés ainsi qu'il suit : la France recouvra Saint-Quentin, Ham et le Catelet, mais elle rendit Thionville, Marienbourg, Yvoi, Damvilliers, Montmédi, Valence, Hesdin, et le comté de Charolais, à l'Espagne ; Bouvines et Bouillon à l'évêque de Liége ; les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun lui restèrent par une concession tacite. Du côté de l'Italie, le duc de Savoie et les états italiens avaient de graves intérêts à démêler avec le parti français ; Henri II s'engagea à évacuer sur-le-champ toutes les places qu'il occupait en Toscane et dans le territoire de Sienne ; à rendre le marquisat de Monferrat au duc de Mantoue ; à pardonner aux Génois et à leur restituer l'île de Corse, qu'il avait conquise en partie, mais à condition que les princes ou états, en faveur desquels il se

désistait de ses prétentions, oublieraient complétement le passé, quant aux villes et provinces qu'il leur restituait. Le duc de Savoie, Emmanuel Philibert, épousa la sœur du roi, Marguerite de France, âgée de trente-six ans, et, en faveur de ce mariage, Henri lui remit la Bresse, le Bugey, la Savoie, le Piémont, à la réserve de Turin, Pignerol, Quiers, Chivaz et Villeneuve d'Asti, dont il devait être en possession jusqu'à ce que ses prétentions sur ces places, du chef de son aïeule, Louise de Savoie, eussent été jugées; en attendant le jugement, Philippe devait conserver des garnisons dans Verceil et Asti. Le différend ne fut vidé que le 12 décembre 1562, et le duc de Savoie sacrifia Pignerol, Pérouse, Savigliano et l'abbaye de Génole, limitrophes du marquisat de Saluces, placé sous la souveraineté de la France. La dernière clause du traité de Cateau-Cambrésis fut le mariage de Philippe II avec Elisabeth de France, fille aînée de Henri II, qui obtint une dot de 400,000 livres.

Ce fut au milieu des fêtes de ce mariage que se termina le règne de Henri II. Philippe était venu le célébrer au mois de juin, à Paris, accompagné d'Emmanuel de Savoie, du duc d'Albe, du comte d'Egmont, du prince d'Orange, de tous les grands capitaines qui avaient combattu pour lui dans cette guerre mémorable. Parmi tous les divertissements que le roi donnait à ses illustres hôtes, il imagina de publier ce que l'on appelait *un pas d'armes*, à l'instar de ces anciens tournois de la chevalerie, dont son père lui avait transmis le goût expirant. Les lices furent établies dans la rue Saint-Antoine, et lui-même voulut être un des tenants avec le prince de Ferrare, les ducs de Guise et de Nemours. Le 30 juin au soir, Henri, qui depuis trois jours rompait des lances aux grands applaudissements du peuple et de la cour, s'obstina, malgré les prières de la reine, à en rompre une dernière avec Montgommeri, le capitaine de la garde écossaise. « Ils entrèrent tous deux en lice,

coururent l'un contre l'autre, et rompirent leurs lances, de l'une desquelles un éclat passant au travers de la visière du casque du roi, lui entra fort avant dans l'œil droit. Ce coup le fit chanceler ; ses écuyers accoururent promptement pour le secourir ; monsieur le dauphin, le duc de Savoie, le cardinal de Bourbon, le connétable et toute la cour fort alarmés, s'assemblèrent autour de lui. Il leur dit que ce n'était rien, et qu'il pardonnait à Montgommeri. Le sang qui sortait à gros bouillons par la blessure, leur en fit connaître le danger. On le transporta à son palais des Tournelles, et le premier appareil ayant été levé, la plaie parut si mauvaise, que l'on désespéra bientôt de sa vie. Le duc de Savoie, dont le mariage avec Marguerite avait été remis après celui de Philippe II, vint fort inquiet trouver le roi, craignant qu'à sa mort la cour ne changeât de résolution touchant ce mariage. Henri, pour l'apaiser, fit venir sa sœur, et ordonna qu'on les mariât dans sa chambre, le neuvième de juillet. Il expira le lendemain, qui était le onzième jour depuis sa blessure, dans la quarante-et-unième année de son âge, et la treizième de son règne. » (*Daniel.*)

---

« Ici se termine l'époque des guerres d'Italie, époque d'agitation stérile, si l'on se tient à ce récit parfois monotone de conquêtes avortées et de traités impuissants, qui semble la remplir à lui seul ; mais, derrière ce bruyant appareil d'intrigues politiques et de combats sans fin, qui absorbe à son profit toute l'attention, de graves événements s'accomplissaient à petit bruit au dedans. La centralisation royale s'organisait en grand ; l'art et la science se régénéraient ; la réforme naissait et grandissait par tout le royaume. Maintenant le roi mettait au bas de ses actes

cette formule de l'absolutisme, *car tel est notre bon plaisir;* il vendait les offices de judicature, disposait à son gré des bénéfices, faisait juger par des commissions ceux qu'il voulait trouver coupables, et les bandes étrangères, les milices nationales, qui composaient déjà le fonds des armées, étaient entièrement à sa disposition. Il n'y avait pas jusqu'à ce mouvement de régénération intellectuelle, déterminé par la découverte de l'imprimerie et le contact avec l'Italie, qui ne semblât se faire à la plus grande gloire de la royauté. François Ier, le père des lettres, pensionnait les poëtes et les savants; il fondait le collége de France, dont l'enseignement rival allait bientôt éclipser celui de la vieille université: c'était pour lui que les artistes arrivaient en foule d'Italie, et tous les grands morceaux d'architecture et de sculpture, Follembray, Chambord, le Louvre, la fontaine des Innocents, étaient exécutés par lui, ou payés de ses deniers. Déjà tout le système monarchique, tel qu'il fut réalisé sous Louis XIV, avait été posé en quelque sorte, et ce mot que François Ier se fit adresser en plein parlement: « qu'il était au-dessus des lois, » ne le cède guère à cet autre si fameux du *grand roi :* « L'État, c'est moi! » Toutefois, il n'y avait encore eu, à vrai dire, que commencement d'exécution. La féodalité, devenue la cour, rongeait son frein avec dépit. La main brutale, mais vacillante, de Henri II lui avait plus d'une fois rendu la bride; et bientôt les idées nouvelles qui fermentaient dans le peuple, allaient ouvrir le champ à toutes les révoltes, à toutes les ambitions. Le travail intérieur avait étendu silencieusement ses progrès au milieu de ce fracas étourdissant d'armes et de négociations: à peine le traité de Cateau-Cambrésis eut-il enfin calmé ce grand soulèvement militaire de l'Europe, dont le fils de Louis XI avait donné le signal, que la France se trouva mûre pour une existence nouvelle. Depuis soixante ans, toute la vie se portait au

dehors, et l'histoire de France se passait à Naples, à Milan, à Madrid, aux Pays-Bas. Elle rentre ici sur son véritable terrain, rappelée en France par les bruits précurseurs de guerre civile qui s'élèvent déjà de toutes parts. » (*Histoire de France.*)

FIN DU PREMIER VOLUME.

# TABLE.

---



FIN DE LA TABLE.

